Niveau(x) d'enseignement: 8 Numéro EDUQ : 8870354
Centre d'intérêt: 770

Québec (Province) Conseil des universités. Comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales.

Etude sectorielle en sciences sociales : rapport préliminaire / préparé par le Comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales, Conseil des universités. -- Sainte-Foy : Le Conseil, 1988.
xvi, 303 p. ; 28 cm + annexe (xxix, 499 p.).

Code: 2310-0096 à 2310-0097.

ISBN 2-550-18694-X

ISBN 2-550-18695-8

ISBN 2-550-18696-6

Descripteur(s): Sciences sociales * Programme d'enseignement * Caractéristiques de l'étudiant * Relations collège-université * Adéquation études-emploi * Recherche * Formation des chercheurs * Caractéristiques de l'enseignant * Universitaire (Ordre d'enseignement)

L'objectif de cette étude est de tracer un tableau de la situation, d'analyser les problèmes et les besoins, de proposer des orientations et des priorités pour le développement des différents secteurs d'enseignement et de recherche. Le comité a élaboré ce rapport en partant d'hypothèses sur l'état, les problèmes et les besoins des sciences sociales dans les universités. On trouve dans l'introduction de chaque chapitre une brève description de la question abordée: programmes d'enseignement, recherche et formation des chercheurs, personnel professoral, clientèles étudiantes, pratiques de planification et de gestion universitaires. Chaque chapitre comprend aussi une partie analytique, assez ample, réunissant les indicateurs et les séries de données pertinentes aux questions traitées; celle-ci est suivie d'une section de synthèse sur l'état de la situation et sur les orientations et les mesures à prendre pour répondre aux besoins identifiés. Le dernier chapitre résume les principales questions qui, du point de vue du comité, méritent d'être discutées lors de la consultation.

Type de document: r

EDUQ 88703 54A

Québec

EDUQ 88703544

ÉTUDE SECTORIELLE EN SCIENCES SOCIALES

RAPPORT PRÉLIMINAIRE

Code 2310-0096

Préparé par

Le Comité pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

Conseil des universités

avril 1988

ISBN: 2-550-18694-X (Édition complète)
ISBN: 2-550-18695-8 (Vol. 1)

Le genre masculin que l'on trouve dans ce document est utilisé sans intention de discrimination et seulement pour simplifier la présentation de celui-ci.

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES TABLEAUX vii
LISTE DES GRAPHIQUES xvi

CHAPITRE 1 - PRÉSENTATION DU RAPPORT 1

Introduction 3
1. Circonstances de lancement de la présente étude 3
2. Démarche d'analyse du comité 7
3. Contenu de ce rapport préliminaire 9

CHAPITRE 2 - LES PROGRAMMES D'ÉTUDE, LEURS ORIENTATIONS, LEUR FONCTIONNEMENT 13

Introduction 15
1. Les programmes concernés par l'étude, regroupés par discipline et par université 16
2. Les caractéristiques de la programmation, par université 22
   2.1 Les universités francophones anciennes 22
   2.2 L'Université du Québec 25
   2.3 Les universités anglophones 31
3. Le développement des programmes au cours de la période 1970-1985 32
   3.1 Les nouveaux programmes évalués par les organismes centraux 37
   3.2 La question des certificats 39
   3.3 De nouveaux types de programmes 41
   3.4 Le développement des programmes de sciences sociales au Québec, en Ontario et au Canada 43
   3.5 Faits saillants sur la répartition des programmes, leur évolution, leurs caractéristiques par université 45
4. La relation département/programme d'étude dans les différents établissements universitaires 47
5. Le degré d'ouverture des programmes de 1er cycle 51
   5.1 Les règles relatives à la composition des programmes de cours 51
   5.2 Le degré d'ouverture réel des programmes de sciences sociales 55
6. Conclusions et questions sur l'orientation et le développement des programmes 60
   6.1 Sur l'hyperspécialisation des programmes de baccalauréat 60
   6.2 Sur le développement des programmes en général ... 62

Page

CHAPITRE 3 - LES PROGRAMMES D'ÉTUDE, ADMISSIONS, INSCRIPTIONS, GRADES DÉCERNÉS 65

Introduction 67
1. L'évolution des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, au Québec, en Ontario et au Canada, depuis 1972 69
2. L'évolution des inscriptions dans les différentes disciplines de sciences sociales au Québec, en Ontario et au Canada, depuis 1972 73
3. Les inscriptions par université et par programme au cours de la période 1982-1987 78
   3.1 Les inscriptions au baccalauréat durant la période 1982-1987 (tableau 3.1 et tableaux de l'annexe 3B) 78
   3.2 Les inscriptions aux certificats et mineures durant la période 1982-1987 (tableau 3.2 et tableaux de l'annexe 3B) 80
   3.3 Les inscriptions dans les programmes de maîtrise durant la période 1982-1987 (tableau 3.3 et tableaux de l'annexe 3B) 82
   3.4 Les inscriptions dans les programmes de doctorat durant la période 1982-1987 (tableau 3.4 et tableaux de l'annexe 3B) 84
4. Les admissions par université et par programme durant la période 1981-82 à 1985-86 86
   4.1 Les demandes d'admission 86
   4.2 Le taux d'admission 87
   4.3 Le taux d'inscription 89
5. La production de diplômés 94
   5.1 Comparaisons intersectorielles et interprovinciales 98
   5.2 La production de diplômés par programme et par université 100
6. Conclusions et questions à propos des admissions, des inscriptions et des grades décernés dans les différents programmes d'étude 106
   6.1 A propos de la distribution des clientèles dans les établissements francophones et anglophones 106
   6.2 Sur les standards de fréquentation et la taille des programmes d'étude en sciences sociales 107
   6.3 Sur les standards d'admission et l'entrée dans les programmes d'étude 108
   6.4 Sur les grades décernés dans les programmes 109

Page

CHAPITRE 4 - LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES SOCIALES 111

Introduction 113
1. Caractéristiques des étudiants de sciences sociales .. 114
2. Conclusions et questions à propos des étudiants universitaires en sciences sociales 120

CHAPITRE 5 - LA LIAISON COLLÈGE-UNIVERSITÉ EN EN SCIENCES SOCIALES 123

Introduction 125
1. Caractéristiques de la clientèle de sciences humaines du collégial 126
1.1 Diversité d'origine des candidats aux grades universitaires de sciences sociales 126
1.2 Bref portrait des étudiants de sciences humaines du collégial 127
2. La réforme des études collégiales en sciences humaines 129
3. Conclusion et questions sur la liaison collège-université et la formation en sciences humaines au collégial 132
3.1 Sur la qualité des candidatures aux études universitaires 132
3.2 Sur les préalables aux études universitaires 133
3.3 Sur la coordination collège-université 134

CHAPITRE 6 - LA RELATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI EN SCIENCES SOCIALES 137

Introduction 139
1. Situation du marché du travail et niveau d'emploi des diplômés 141
1.1 Le chômage des diplômés 141
1.2 Le quasi-chômage des diplômés 144
1.3 Secteurs d'activités et revenus 145
2. Perception des diplômés sur l'adéquation entre leur formation et leur emploi 147
2.1 La correspondance formation-emploi 148
2.2 L'utilité de la formation 148
2.3 L'exclusivité de la formation par rapport au travail 149
2.4 Satisfaction face à l'emploi 149
3. Conclusions et questions sur la formation et l'emploi en sciences sociales 150

Page

3.1 A propos de la situation générale de l'emploi ... 150
3.2 Sur les problèmes des sciences sociales fondamentales 152
3.3 Sur les besoins de refonte des programmes de baccalauréat 153
3.4 Sur les liens entre les départements universitaires et le marché du travail 154

CHAPITRE 7 - LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS 157

Introduction 159
1. Le financement de la recherche - un tableau général 160
1.1 Les données d'ensemble 161
1.2 L'origine du financement 164
1.3 La répartition des octrois entre les universités et les disciplines 167
2. Les résultats des différents départements au chapitre des subventions, des publications, de la formation aux cycles avancés 172
2.1 Les départements et la recherche subventionnée - essai de comparaison 172
2.2 La production de publications 179
2.3 Résultats des départements pour la formation aux cycles avancés 188
3. Résultats obtenus par les unités du secteur dans diverses catégories de programmes d'aide 190
3.1 Les résultats aux concours de recherche libre ... 190
3.2 Les résultats aux concours de recherche orientée 191
3.3 Les résultats aux programmes de formation et d'emploi scientifique 195
3.4 Le soutien des infrastructures de recherche 201
4. Conclusions et questions à propos de la recherche et de la formation de chercheurs en sciences sociales 202
4.1 Sur l'état de la recherche en général 202
4.2 Sur le développement de la recherche collective 204
4.3 Sur le lien entre la recherche et la formation de chercheurs 204
4.4 Sur le transfert des connaissances 205

Page

CHAPITRE 8 - LE CORPS PROFESSORAL 207

Introduction 209
1. Distribution des effectifs professoraux par université, discipline et département en 1985-86 210
2. Structure d'âge, sexe et ancienneté au sein des départements 213
3. Qualifications du corps professoral 224
4. Tâche du corps professoral aux trois cycles 235
5. Conclusions et questions à propos des caractéristiques et de la tâche du corps professoral 241
   5.1 Sur le maintien et le renouvellement du corps professoral 241
   5.2 Sur les qualifications du corps professoral 242
   5.3 Sur la tâche du corps professoral 243

CHAPITRE 9 - AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA GESTION DES ACTIVITÉS 245

Introduction 247
1. Problèmes de développement et besoins perçus par les milieux intéressés 248
2. Les activités de planification et d'évaluation dans les universités et les départements 255
   2.1 Les activités d'évaluation au cours de la période 1981-86 255
   2.2 La planification institutionnelle, durant la période 1981-89 258
3. Échanges et collaborations au sein des disciplines et du secteur 261
   3.1 Les collaborations entre les disciplines de sciences sociales 261
   3.2 Les spécialisations et les liaisons au sein de chaque discipline 265
   3.3 Les rapports avec le milieu extérieur 271
4. La gestion des ressources humaines et matérielles 273
5. Conclusions et questions sur les développement et la gestion des activités 279
   5.1 Sur la planification institutionnelle, et sur l'évaluation des programmes dans le secteur des sciences sociales 279
   5.2 Sur les échanges et les collaborations dans le secteur 279
   5.3 Sur les mécanismes de gestion des activités professorales 280

Page

5.4 Sur les services à l'enseignement et aux étudiants 280
5.5 Sur l'état des bibliothèsques 280

CHAPITRE 10 - L'ÉTAT ET LES BESOINS DES SCIENCES SOCIALES AU QUÉBEC - UNE SYNTHÈSE 283

LISTE DES TABLEAUX

		Page
TABLEAU 1.1	Liste des disciplines et spécialités concernées par l'étude sectorielle en sciences sociales	6
TABLEAU 2.1	Nombre réel de programmes concernés par l'étude sectorielle selon la discipline et le cycle d'étude, en 1985-86	18
TABLEAU 2.2	Nombre réel de programmes concernés par l'étude sectorielle, par université	20
TABLEAU 2.3	Présence de chacune des universités dans les diverses disciplines et aux différents cycles d'études	21
TABLEAU 2.4A	Université Laval - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur	23
TABLEAU 2.4B	Université de Montréal - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur	24
TABLEAU 2.4C	Université de Sherbrooke - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur	26
TABLEAU 2.4D	Université du Québec à Chicoutimi - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur	27
TABLEAU 2.4E	Université du Québec à Hull - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur	27
TABLEAU 2.4F	Université du Québec à Montréal - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur	28
TABLEAU 2.4G	Université du Québec à Rimouski - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur	29

Page

TABLEAU 2.4H Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur 29

TABLEAU 2.4I Université du Québec à Trois-Rivières - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur.
Autres constituantes de l'Université du Québec - Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur 30

TABLEAU 2.4J Université Bishop's - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur 33

TABLEAU 2.4K Université Concordia - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur 34

TABLEAU 2.4L Université McGill - Programmes concernés par l'étude. Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur 35

TABLEAU 2.5 Nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en sciences sociales évalués par le Conseil des universités de 1970-71 à 1985-86, selon la discipline et le cycle d'étude 36

TABLEAU 2.6 Nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en sciences sociales évalués par le Conseil des universités de 1970-71 à 1985-86, selon l'université et le cycle d'étude 38

TABLEAU 2.7 Nombre de certificats de 1er cycle en sciences sociales, par université, pour certaines années-témoins 40

TABLEAU 2.8 Nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat dans des disciplines de sciences sociales non considérées par l'étude, pour la période 1970-71 à 1985-86 42

TABLEAU 2.9 Nombre d'universités au Québec, en Ontario et au Canada offrant des programmes de maîtrise et de doctorat dans les principales disciplines de sciences sociales en 1984-85 44

		Page
TABLEAU 2.10	Vingt-cinq principales universités canadiennes, pour le nombre de présences à la maîtrise et au doctorat dans les disciplines de l'étude	46
TABLEAU 2.11	Crédits d'enseignement dispensés aux étudiants inscrits dans les programmes sous le contrôle exclusif des départements, en pourcentage des crédits totaux dispensés. Sessions d'automne et d'hiver 1984-85 et 1985-86	50
TABLEAU 2.12	Degré théorique et réel d'ouverture des programmes de baccalauréat dans huit disciplines de sciences sociales, en 1985-86	53
TABLEAU 2.13	Répartition des cours à option selon la taille des groupes-cours, pour quinze programmes de baccalauréat de sciences sociales, au cours de la période 1983-1986	58
TABLEAU 2.14	Fréquence de l'offre de cours à option, dans quinze programmes de baccalauréat en sciences sociales, durant la période 1983-86	59
TABLEAU 3.1	Inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle, en EETC	79
TABLEAU 3.2	Inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle en EETC	81
TABLEAU 3.3	Inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle en EETC	83
TABLEAU 3.4	Inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle en EETC	85
TABLEAU 3.5	Taux d'admission au baccalauréat, par discipline et université, durant la période 1981-86	88
TABLEAU 3.6	Taux d'admission à la maîtrise, par discipline et université, durant la période 1981-86	90
TABLEAU 3.7	Taux d'admission au doctorat, par discipline et université, durant la période 1981-86	91

		Page
TABLEAU 3.8	Taux d'admission au certificat, par discipline et université, durant la période 1981-86	92
TABLEAU 3.9	Taux d'inscription au baccalauréat, par discipline et université, durant la période 1981-86	93
TABLEAU 3.10	Taux d'inscription à la maîtrise, par discipline et université, durant la période 1981-86	95
TABLEAU 3.11	Taux d'inscription au doctorat, par discipline et université, durant la période 1981-86	96
TABLEAU 3.12	Taux d'inscription au certificat, par discipline et université, durant la période 1981-86	97
TABLEAU 3.13	Rapport entre inscriptions et grades décernés au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat, en sciences sociales et dans certains autres secteurs, au Québec et en Ontario, en 1985, à la lumière des données de SISCU	99
TABLEAU 3.14	Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés dans les programmes de baccalauréat, par université et par discipline: données pour la période 1981-85	101
TABLEAU 3.15	Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés dans les programmes de mineures et certificats de 1er cycle, par université et par discipline: données pour la période 1981-85	102
TABLEAU 3.16	Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés à la maîtrise, par université et par discipline: données pour la période 1981-85	104
TABLEAU 3.17	Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés au doctorat, par université et par discipline: données pour la période 1981-85	105
TABLEAU 4.1	Raisons motivant le choix du secteur d'études: pourcentage d'étudiants jugeant ces raisons très importantes au Québec et en Ontario. (Statistique Canada, 1984)	118
TABLEAU 4.2	Satisfaction à l'égard de la formation (1986, Québec)	119
TABLEAU 4.3	Conception des études et de l'université (1986, Québec)	119

Page

TABLEAU 5.1 Moyenne des cotes de classement des étudiants admis dans les différents programmes du secteur général pour l'ensemble des cégeps membres du SRAM, en 1978 et en 1985 129

TABLEAU 5.2 Nombre de cours inscrits dans les cahiers de l'enseignement collégial (1986-1987) dans différentes disciplines des sciences sociales 131

TABLEAU 5.3 Exigences d'admission au baccalauréat pour les diverses disciplines de l'étude 135

TABLEAU 6.1 Situation sur le marché du travail en 1984 des diplômés de six disciplines des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario 142

TABLEAU 6.2 Taux de chômage à la mi-septembre 1984 chez les bacheliers québécois de la promotion 1982 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 143

TABLEAU 7.1 Montant des octrois de recherche universitaire en sciences de la nature et en sciences humaines au Québec. Évolution de 1975-76 à 1984-85 163

TABLEAU 7.2 Sources de financement de la recherche universitaire en sciences humaines au Québec. Évolution de 1975-76 à 1984-85 163

TABLEAU 7.3 Montant des octrois de recherche aux disciplines du secteur de l'étude. Évolution de 1975-76 à 1984-85 163

TABLEAU 7.4 Origine du financement.
a) Selon le nombre d'octrois répartis par catégorie de bailleurs de fonds pour les disciplines du secteur durant la période 1980-85.
b) Selon le montant total des octrois répartis par catégorie de bailleurs de fonds pour les disciplines du secteur durant la période 1980-85 165

TABLEAU 7.5 Nombre et montant des octrois reçus par université et par département pour le secteur de l'étude. Moyenne annuelle durant la période 1980-81 à 1984-85 168

Page

TABLEAU 7.6A Répartition des fonds entre les universités durant la période 1980-1985 pour le secteur de l'étude 169

TABLEAU 7.6B Répartition des fonds entre les départements durant la période 1980-1985 pour le secteur de l'étude 169

TABLEAU 7.7 Montant moyen annuel des octrois par professeur régulier, durant la période 1980-1985, pour les principaux départements visés par l'étude 171

TABLEAU 7.8 Proportion des professeurs réguliers recevant des octrois externes annuellement, à titre de responsable de projet, au cours de la période 1980-85 174

TABLEAU 7.9 Proportion des octrois externes de recherche de chaque département obtenue par les professeurs bénéficiant de trois octrois externes entre 1980 et 1985 175

TABLEAU 7.10 Montant des octrois par professeur, au cours de la période 1980-85, pour les disciplines concernées par l'étude, comparaison entre le Québec et l'Ontario 178

TABLEAU 7.11 Moyenne quinquennale des publications par professeur, par discipline et par université durant la période 1982-1986 181

TABLEAU 7.12 Proportion des publications réalisées par les professeurs classés dans le premier quartile, pour chaque catégorie de publications, durant la période 1982-1986 185

TABLEAU 7.13 Nombre annuel moyen de diplômés de doctorat par professeur régulier, pour les différents départements, au cours de la période 1981-85 189

TABLEAU 7.14 Nombre annuel moyen de diplômés de maîtrise par professeur régulier, pour les différents départements, au cours de la période 1981-85 189

TABLEAU 7.15 Comparaison des résultats du Québec et de l'Ontario au concours de subventions du CRSH pour la période 1984 à 1987 192

Page

TABLEAU 7.16 Résultats obtenus par les départements aux principaux programmes universitaires de recherche orientée 194

TABLEAU 7.17 Nombre moyen de bourses postdoctorales accordées annuellement par le CRSH pour les disciplines du secteur, au Québec, en Ontario et au Canada durant la période 1984-1987 196

TABLEAU 7.18 Nombre moyen de boursiers de 3e cycle du CRSH et du Fonds FCAR, par année, au cours de la période 1984-1987, en proportion du total des inscriptions ETC par département 197

TABLEAU 7.19 Résultats au concours de bourses de maîtrise du Fonds FCAR durant la période 1984-1987 pour les sciences sociales 198

TABLEAU 7.20 Mobilité des étudiants boursiers du CRSH et du Fonds FCAR en sciences sociales au cours de la période 1982-1987 199

TABLEAU 7.21 Contribution du programme "équipes et séminaires" du Fonds FCAR à la formation de chercheurs au cours de la période 1982-1987 200

TABLEAU 8.1 Distribution des effectifs professoraux selon les universités, Québec, 1985-1986 211

TABLEAU 8.2 Distribution des effectifs professoraux selon la discipline, Québec, 1985-1986 212

TABLEAU 8.3 Structure d'âge du corps professoral selon les universités, Québec, 1985-1986 214

TABLEAU 8.4 Structure d'âge du corps professoral selon la discipline, Québec, 1985-1986 215

TABLEAU 8.5 Nombre, structure d'âge et âge moyen des professeurs par département universitaire, Québec, 1985-1986 217

TABLEAU 8.6 Distribution des années d'ancienneté au département selon les universités, Québec, 1985-1986 220

TABLEAU 8.7 Distribution des années d'ancienneté au département selon la discipline, Québec, 1985-1986 221

Page

TABLEAU 8.8 Années d'ancienneté du corps professoral par département universitaire, Québec, 1985-1986 222

TABLEAU 8.9 Évolution des effectifs professoraux selon le sexe, le secteur d'enseignement et la région. Années 1974-1976 et 1985-1986 225

TABLEAU 8.10 Distribution du diplôme le plus élevé obtenu selon les universités, Québec, 1985-1986 226

TABLEAU 8.11 Distribution du diplôme le plus élevé obtenu selon la discipline, Québec, 1985-1986 227

TABLEAU 8.12 Diplôme le plus élevé détenu par les professeurs, par département universitaire, Québec, 1985-1986 228

TABLEAU 8.13 Lieu d'obtention du plus haut diplôme selon les universités, Québec, 1985-1986 231

TABLEAU 8.14 Lieu d'obtention du plus haut diplôme selon la discipline, Québec, 1985-1986 232

TABLEAU 8.15 Lieu d'obtention du plus haut diplôme détenu par les professeurs, par département universitaire Québec, 1985-1986 233

TABLEAU 8.16 Tâche des professeurs réguliers mesurée en termes de crédits-étudiants de premier cycle par professeur, annuellement durant la période 1984-1986 236

TABLEAU 8.17 Tâche des professeurs réguliers mesurée en termes d'inscriptions équivalence temps complet à la maîtrise, annuellement durant la période 1982-1986 237

TABLEAU 8.18 Tâche des professeurs réguliers mesurée en termes d'inscriptions équivalence temps complet au doctorat, annuellement durant la période 1982-1986 238

TABLEAU 8.19 a) Distribution comparée des professeurs réguliers et des chargés de cours, par université.
b) Distribution comparée des professeurs réguliers et des chargés de cours, par discipline 239

Page

TABLEAU 9.1 Principaux problèmes et besoins selon les responsables de départements 250

TABLEAU 9.2 Principaux problèmes et besoins selon les associations scientifiques et professionnelles ayant transmis des mémoires au comité 253

TABLEAU 9.3 Description sommaire des pratiques d'évaluation institutionnelle dans les universités, telles qu'elles ressortent des réponses au questionnaire du comité 256

TABLEAU 9.4 Description sommaire des activités menées pa les départements au chapitre de l'évaluation des programmes, au cours de la période 1981-86 ... 257

TABLEAU 9.5 Crédits d'enseignements dispensés par chaque département aux étudiants inscrits dans des programmes relevant d'autres départements de sciences sociales, en pourcentage du total des crédits dispensés par chaque département. Sessions d'automne et d'hiver 1984-85 et 1985-86 263

TABLEAU 9.6 Crédits dispensés par chaque département aux étudiants inscrits dans des programmes relevant d'autres secteurs universitaires, en pourcentage du total des crédits dispensés. Sessions d'automne et d'hiver 1984-85 et 1985-86 264

TABLEAU 9.7 Dépenses d'achat des documents des bibliothèques pour le secteur des sciences sociales selon les universités. Dollars courants, 1981-1982 et 1985-1986 278

LISTE DES GRAPHIQUES

		Page
GRAPHIQUE 3.1	Proportion des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, pour les études de baccalauréat, au Québec, en Ontario et au Canada, en 1972-73 et en 1985-86, en EETC	70
GRAPHIQUE 3.2	Proportion des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, pour les études de maîtrise, au Québec, en Ontario et au Canada, en 1972-73 et en 1985-86, en EETC	70
GRAPHIQUE 3.3	Proportion des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, pour les études de doctorat, au Québec, en Ontario et au Canada, en 1972-73 et en 1985-86, en EETC	75
GRAPHIQUE 3.4	Proportion des inscriptions dans les principales disciplines de sciences sociales, aux études de baccalauréat, pour le Québec, l'Ontario et le Canada, en 1972-73 et en 1985-86	75
GRAPHIQUE 3.5	Proportion des inscriptions dans les principales disciplines de sciences sociales, aux études de maîtrise, pour le Québec, l'Ontario et le Canada, en 1972-73 et en 1985-86	76
GRAPHIQUE 3.6	Proportion des inscriptions dans les principales disciplines de sciences sociales, aux études de doctorat, pour le Québec, l'Ontario et le Canada, en 1972-73 et en 1985-86	76

CHAPITRE 1

PRÉSENTATION DU RAPPORT

PRÉSENTATION DU RAPPORT

INTRODUCTION

L'étude sectorielle en sciences sociales, dont voici le rapport préliminaire, est la troisième réalisée par le Conseil des universités, après celles sur le génie[1] et sur les sciences de l'éducation[2] complétées en 1985 et en 1987.

L'objectif de telles études est de tracer un tableau de la situation, d'analyser les problèmes et les besoins, de proposer des orientations et des priorités pour le développement des différents secteurs d'enseignement et de recherche universitaire[3].

Un comité composé d'une majorité de professeurs d'universités et de quelques représentants du Conseil voit à réaliser la plus grande partie des travaux, avec l'appui du personnel rattaché au secrétariat du Conseil. Dans une première étape, il prépare un bilan, ou une analyse diagnostique de la situation du secteur considéré, en ce qui regarde les programmes d'études, la recherche, la gestion des ressources, les caractéristiques des personnels et des clientèles. Son travail est soumis par la suite aux intéressés, des milieux universitaires et d'ailleurs, et au terme de cette consultation, un rapport final est transmis au Conseil. Ce dernier l'adresse au ministre de l'Enseignement supérieur et aux universités, assorti de son propre avis.

1. Circonstances de lancement de la présente étude

Les sciences sociales sont, avec les humanités et les sciences de l'administration, l'un des champs d'enseignement et de recherche universitaire parmi les moins touchés par les travaux sectoriels de planification et d'évaluation réalisés ces quinze dernières années au Québec.

(1) Conseil des universités, La formation et la recherche dans le secteur de l'ingénierie, 1985.
(2) Conseil des universités, Le secteur de l'éducation dans les universités du Québec, 1987.
(3) Pour une description plus complète des objectifs de telles études, voir l'annexe 1, section A.

Cette absence de travaux et de données sur le secteur, malgré son ancienneté et l'importance des programmes d'activités et des ressources qu'on y retrouve, pouvait inciter à le retenir pour étude. Les diverses interrogations surgies ces dernières années à propos de son évolution, dans un contexte universitaire et socio-économique devenu plus sévère, et avec la priorité nouvellement accordée aux disciplines dites du "Virage technologique", invitaient encore davantage à le faire.

Vers la fin de l'automne 1985 le Conseil des universités décida donc de lancer cette troisième étude sectorielle; le comité responsable de l'étude, dont la composition est décrite plus loin, tint sa première réunion à la fin de janvier 1986.

- **définition du secteur des sciences sociales**

L'analyse de la littérature, et des structures institutionnelles elles-mêmes montre qu'il n'existe pas de définition claire et universellement acceptée des disciplines comprises dans le secteur des sciences sociales[1]. Or le comité, à ce chapitre, n'avait pu compter au départ que sur des indications minimales de la part du Conseil.[2] La question du découpage du secteur, du fait de son importance et de sa complexité, allait le tenir occupé pendant plusieurs mois.

Diverses hypothèses devaient surgir, à propos des disciplines à ajouter à la liste de départ, toutes inspirées des différentes conceptions ou des structures retrouvées dans les universités québécoises elles-mêmes:

(1) Voir l'article "Social Sciences" dans l'International Encyclopedia on Higher Education, Jossey-Bass, 1977, vol. 8, p. 384.7. Voir aussi la définition privilégiée par la Fédération canadienne des sciences sociales dans Conseil des sciences du Canada, La recherche en sciences sociales au Canada - stagnation ou régénération?, 1985, p. 19.

(2) Il lui faudrait s'intéresser "tant aux sciences sociales fondamentales qu'appliquées", et entre autres à l'anthropologie, à la psychologie, à l'économique, à la science politique, au service social et à la sociologie, toutes représentées par un membre au sein du comité! Voir le procès-verbal de la 167e séance du Conseil des universités.

inclusion de disciplines aux confins des sciences sociales et des humanités, comme l'histoire et la géographie; ajout des relations industrielles, même si elles sont souvent intégrées aux sciences de l'administration, surtout chez les anglophones; inclusion également des "nouvelles" sciences sociales comme les communications, les études urbaines et régionales, la socio-politique de la science, ou de spécialités pluridisciplinaires comme la criminologie, la démographie, la récréologie, la religiologie et la sexologie.

A la question de la détermination des disciplines s'ajoutait celle des départements et des programmes d'étude à retenir, puisque les taxonomies utilisées pour découper les uns et les autres varient assez d'une université à l'autre, et ne font pas l'objet de consensus.

Considérant tout cela le comité décida de rencontrer les établissements un à un, pour recueillir leurs propositions et leurs commentaires sur la liste des disciplines, la liste des programmes, la liste des départements concernés par l'étude sectorielle. La consultation se poursuivit de février à mai 1986. Le comité la mit à profit pour discuter également avec les intéressés des objectifs et de la méthodologie générale de l'étude.

Au terme de ces échanges, c'est-à-dire en juin 1986, une décision finale fut prise quant au découpage du secteur, en termes à la fois de disciplines ou spécialités, de programmes, de départements, dont la liste fut dressée dans un document d'une trentaine de pages transmis à tous les intéressés, et qu'on trouve reproduit en annexe[1].

La décision tint compte de critères à la fois logiques et pragmatiques. Les vues exprimées par une nette majorité des milieux consultés amenèrent à ajouter la géographie et les relations industrielles à la liste de disciplines ou spécialités de base visées par l'étude; l'absence de consensus au sein des mêmes milieux conduisit à écarter l'histoire et les communications.

(1) Voir l'annexe 2.

Des considérations de temps et de ressources obligèrent à ne retenir qu'une partie des suggestions sur les autres spécialités à inclure dans l'étude. D'un côté l'objectif était d'obtenir un échantillon de spécialités représentatif des tendances observables, aussi bien au plan du développement des connaissances que des orientations institutionnelles; de l'autre, il sembla souhaitable que cet échantillon ait une taille limitée en terme de programmes d'activités et de ressources. Guidé par ces critères, le comité ajouta à sa liste la criminologie, la démographie, la récréologie et la sexologie; il ne retint pas les études urbaines et régionales ni la religiologie.

Partant de la liste définitive des disciplines et des spécialités professionnelles - telle que décrite au tableau 1.1 - le comité s'employa ensuite à identifier les programmes et les départements concrètement visés par l'étude. Il rencontra là aussi certains problèmes, résultant pour l'essentiel d'un manque de relation univoque entre les notions de discipline, de programme, de département, telles que définies et appliquées par les principaux intéressés.[1]

TABLEAU 1.1

LISTE DES DISCIPLINES ET SPÉCIALITÉS CONCERNÉES PAR L'ÉTUDE SECTORIELLE EN SCIENCES SOCIALES

- anthropologie
- criminologie
- démographie
- géographie
- psychologie
- récréologie
- relations industrielles
- sciences économiques
- science politique
- service social
- sexologie
- sociologie

(1) La description de ces divers problèmes, trop longue pour être présentée ici est placée en annexe, où l'on trouvera beaucoup plus d'informations sur la démarche et la méthodologie suivies par le comité. Voir l'annexe 1B

La clarification de ces notions paraît essentielle. Les organismes de collecte de données sur l'enseignement et la recherche universitaire regroupent leurs informations tantôt par programmes, tantôt par départements, tantôt par disciplines. Pour être capable de les utiliser il importe de connaître leur validité et leurs limites d'application. L'attention portée à de telles questions a influencé beaucoup le contenu de ce rapport comme on le constatera plus loin.

2. Démarche d'analyse du comité

Disons brièvement en quoi la perspective et les méthodes adoptées pour cette étude se comparent à ce que l'on retrouve dans les deux précédentes.

Sensible aux voeux exprimés par les universités, le comité a choisi de préparer différemment son premier rapport. Celui-ci est moins volumineux que ce n'était l'habitude, et il met moins d'accent sur la présentation de données chiffrées. La plus large partie de la matière trouvée dans les précédents bilans sectoriels est, pour cette étude-ci, regroupée dans une annexe distincte servant de document d'appui au rapport préliminaire.

Ce rapport préliminaire aborde certains sujets moins considérés dans les bilans précédents: orientations et contenus des programmes; caractéristiques des étudiants; pratiques d'admission; interface collège-université; orientations institutionnelles et pratiques de gestion académique; etc.

Il insiste beaucoup aussi sur les analyses comparatives de situation: comparaisons entre le Québec et le reste du Canada ou de l'Amérique du nord; entre les sciences sociales et les autres secteurs d'enseignement et de recherche; entre les diverses disciplines de sciences sociales elles-mêmes, puisque celles-ci, selon qu'elles sont plutôt fondamentales ou plutôt appliquées, plutôt anciennes ou plutôt nouvelles, plutôt larges ou plutôt "pointues", laissent voir plusieurs différences au

chapitre des orientations, des activités et des ressources. Les données comparatives sont présentées le plus souvent possible pour le long terme - i.e. l'évolution des tendances sur dix à quinze ans - et pour le plus court terme - la dernière période de cinq ans.

Des universités lui ayant toutefois suggéré de ne pas trop miser sur les données historiques et quantifiées, le comité a décidé dès le départ de porter une certaine attention aux données qualitatives et prospectives, et en a recueilli une bonne partie par voie de questionnaires ou de mémoires dans les milieux concernés eux-mêmes.

Respectant le souhait des intéressés, le comité a réalisé son étude en exploitant d'abord les sources d'information disponibles hors des universités elles-mêmes.[1] Il n'a requis de ces dernières que des informations très sélectives, non disponibles dans les banques de données et la documentation publique. Trois brefs questionnaires furent préparés, à l'intention des administrations centrales, des responsables de département et de l'ensemble des professeurs. Ces documents sont présentés en annexe[2].

Le comité a sollicité des mémoires d'autres milieux intéressés: associations scientifiques et professionnelles, groupes étudiants. Toutes ces demandes ne produisirent pas toujours les résultats escomptés. En certains cas on ne répondit pas aux invitations du comité. Quelquefois aussi des organismes publics mirent du temps à simplement accepter de collaborer ou à remettre effectivement les données promises, avec les incidences négatives que l'on devine quant à la poursuite du plan de travail. Beaucoup d'efforts durent aussi être consacrés à la validation de certaines données obtenues des organismes publics.[3]

Les informations demandées par le comité aux universités étaient peu nombreuses, comparativement à ce qui avait été le cas pour les études

(1) Et dont la liste est décrite à l'annexe 1B.
(2) Voir l'annexe 1, sections C, D, E.
(3) Voir l'annexe 1B.

précédentes. Leur collecte fut néanmoins laborieuse, nombre de documents n'étant retournés que plusieurs semaines, ou plusieurs mois après les délais convenus. Une partie des documents retournés renfermaient des informations inexactes, dont l'analyse dut être abandonnée.[1]

Bref les démarches engagées par le comité pour assurer plus de rigueur et d'efficience à la collecte de données se sont soldées par des résultats assez inégaux. Celui-ci était-il trop ambitieux dans ses visées? Le fait que le secteur universitaire des sciences sociales n'ait jamais été étudié, à la différence de bien d'autres, invitait au départ à donner une certaine ampleur à l'analyse, et à vouloir l'étayer sur une base de données solides. Le travail de collecte et de validation de l'information représente la partie matériellement la plus exigeante des études sectorielles. Le Conseil des universités devrait en revoir certains aspects avant de lancer d'autres études. Le comité compte revenir sur cette question dans son rapport final.

3. Contenu de ce rapport préliminaire

Le comité a élaboré ce rapport en partant d'hypothèses ou de questions sur l'état, les problèmes et les besoins des sciences sociales dans les universités québécoises.

On trouvera dans l'introduction de chaque chapitre une brève description de ces questions auxquelles il a voulu s'intéresser, à propos des programmes d'enseignement, de la recherche et de la formation de chercheurs, du personnel professoral, des clientèles étudiantes, des pratiques de planification et de gestion universitaires.

Une fois les hypothèses formulées, il s'est agi de les étayer à l'aide des meilleures informations disponibles, et de s'efforcer de conclure sur chacune. Dans tous les chapitres on trouve ainsi une partie analytique, assez ample, réunissant les indicateurs et les séries de données pertinentes aux questions traitées; celle-ci est suivie d'une section

(1) Voir l'annexe 1B.

de synthèse, comportant certaines conclusions sur l'état de la situation mais aussi, puisqu'il s'agit d'un rapport de recherche appliquée, à caractère préliminaire, des questions sur certains problèmes à mieux étayer et, sur les orientations et les mesures à prendre le cas échéant pour répondre aux besoins identifiés. A la toute fin du document, on trouve un chapitre résumant les principales questions qui, du point de vue du comité, méritent d'être discutées lors de la consultation.

C'est la première fois au Québec, que les disciplines universitaires de sciences sociales font l'objet d'un examen aussi détaillé, sous autant de facettes. C'est dire en quoi le travail réalisé par le comité a un côté inédit, et perfectible, surtout tel que livré à ce moment-ci.

On constatera, à la lecture des chapitres qui suivent, que le secteur des sciences sociales au Québec, surtout lorsqu'on le compare à d'autres secteurs, ou qu'on observe d'autres régions, affiche des performances et des résultats assez remarquables sous différents aspects. De plus, certains jugements à coloration plutôt négative souvent entretenus à propos du même secteur se trouvent nuancés ou infirmés à la lumière des données du rapport. Sous d'autres angles néanmoins les résultats qui ressortent sont parfois moins intéressants, tantôt pour le secteur dans son ensemble, tantôt pour des disciplines ou des établissements en particulier. Ce n'est là somme toute qu'une situation assez normale, le fait d'avoir atteint une certaine qualité de développement n'excluant pas que des défis demeurent à relever.

Le travail poursuivi jusqu'ici s'est trouvé fréquemment enrichi par les échanges intervenus entre le comité et les divers milieux intéressés à l'étude sectorielle, auxquels il adresse ses sincères remerciements. A ceux-ci maintenant d'examiner le contenu de ce rapport préliminaire, et d'indiquer en quoi leur propre lecture de la situation et des besoins, pour ce qui regarde le développement des sciences sociales, correspond ou non avec celle du comité.

- Composition du comité

Président:

Louis Maheu, professeur
Département de sociologie
Université de Montréal

Membres:

Claude Bariteau, professeur
Département d'anthropologie
Faculté des sciences sociales
Université Laval

André Bernard, professeur
Département de science politique
Université du Québec à Montréal

Bernard Bonin, professeur
École nationale d'administration publique
et Président du Comité des programmes
Conseil des universités

Normand Brouillette, professeur
Département de sciences humaines
Université du Québec à Trois-Rivières

Sheila Goldbloom, professeure
Département de service social
Université McGill

Tannis Arbuckle-Maag, professeure
Département de psychologie
Université Concordia

Richard Simoneau
Conseil des universités
(également secrétaire du Comité)

- Principaux collaborateurs

  - Recherche et collecte de données

    Francine Adam (juillet 1987 à septembre 1987)
    André Allaire (juillet 1987 à décembre 1987)
    Dominique Lagueux (avril 1987 à novembre 1987)
    Claudette Richard (octobre 1987 à décembre 1987)
    Jean-Marc Robichaud (janvier 1986 à février 1987)
    Richard Simoneau (janvier 1986 à avril 1988)
    Laval Tremblay (septembre 1986 à août 1987)

  - Informatique et documentation

    Éric Croft (septembre 1986 à octobre 1987)
    Michèle Lavoie (septembre 1986 à décembre 1987)
    Jean Thomassin (janvier 1986 à juin 1987)

  - Secrétariat

    Jacqueline Giroux-Labbé (septembre 1986 à avril 1988)

CHAPITRE 2

LES PROGRAMMES D'ÉTUDE,

LEURS ORIENTATIONS, LEUR FONCTIONNEMENT

LES PROGRAMMES D'ÉTUDE, LEURS ORIENTATIONS, LEUR FONCTIONNEMENT

INTRODUCTION

L'enseignement universitaire des sciences sociales peut être examiné sous des angles multiples.

Au même titre que les autres secteurs de l'enseignement supérieur nord-américain, les sciences sociales sont confrontées à certains problèmes de fond, en ce qui regarde l'orientation et la gestion des études: meilleur équilibre à trouver entre les objectifs de formation générale et de formation spécialisée; nécessité de revaloriser et de bonifier les activités du premier cycle universitaire, d'y accorder plus d'attention, de ressources, de services; importance de renforcer l'évaluation des programmes et des cours, pour en parfaire la qualité, les mieux adapter à l'évolution des besoins.

L'analyse des débats et des commentaires qui parviennent des milieux intéressés laisse croire par ailleurs que les sciences sociales - ou humaines en général - feraient face à des besoins particuliers au chapitre de l'enseignement: amélioration de la préparation des étudiants et renforcement des exigences d'admission à l'université; bonification du contenu de certains programmes d'étude; consolidation de l'encadrement et des taux de sortie des études, surtout aux deuxième et troisième cycles; croissance des inscriptions dans certaines disciplines, augmentation des débouchés dans d'autres, etc.

Toutes les questions susmentionnées, si elles sont importantes, ne sont pas également faciles à discuter. En l'absence d'indicateurs clairs, ou de données fiables, on s'interdira d'en analyser quelques-unes dans ce rapport, quitte à les revoir lors de la consultation ultérieure.

Étant donnée la multiplicité de questions soulevées à propos de l'enseignement, il est apparu souhaitable, pour les besoins d'une discussion ordonnée, de les regrouper sous quelques rubriques distinctes, qui correspondent à autant de chapitres ou de sections du rapport.

Le présent chapitre réunit les données de base sur les programmes d'enseignement visés par l'étude, c'est-à-dire sur leur développement par discipline et par établissement, leurs principales caractéristiques d'orientation et de fonctionnement, leur évolution récente.

Le chapitre qui suit celui-ci rassemble les informations quantitatives sur les admissions, les inscriptions, les diplômes décernés par établissements, disciplines et programmes.

D'autres questions touchant l'enseignement sont abordées ailleurs dans le rapport: celle concernant la préparation des étudiants est analysée dans le chapitre sur la liaison collège-université en sciences sociales; certaines attitudes des étudiants vis-à-vis les études universitaires sont traitées dans le chapitre sur les étudiants en sciences sociales; la correspondance entre la formation et l'emploi constitue un chapitre à part, tout comme la question de la planification et de la gestion des études; quelques problèmes d'enseignement aux 2e et 3e cycles sont aussi brièvement discutés dans le chapitre sur la recherche.

1. Les programmes concernés par l'étude, regroupés par discipline et par université

La notion de programme d'étude admet quantité de définitions, et les variations qu'elle prend d'une université à l'autre rendent le travail de dénombrement assez ardu. On l'emploie à la fois pour désigner le type de grade postulé - baccalauréat, diplôme, certificat; le degré de concentration du programme de cours suivi - spécialisé ou "honours", majeure, mineure; le programme de cours lui-même - "psychologie", "psychologie appliquée", "bio-psychologie"; ou les options offertes dans un programme - maîtrise de recherche ou de cours, doctorat de recherche ou doctorat professionnel. Toutes ces ambiguïtés se reflètent dans la liste détaillée des programmes par université, présentée ci-après.

L'information incluse dans cette liste est bien trop hétérogène pour être compréhensible aisément. Aussi essaiera-t-on d'abord d'en présen-

ter la matière de façon ordonnée, à l'aide de quelques tableaux synthèses que nous commenterons très rapidement. Le tableau 2.1 fournit la liste des programmes de cours classés par discipline et par niveau. Pour le premier cycle, on les distingue selon leur taille - baccalauréats spécialisés, "honours", majeures, diplômes d'un total de 60 crédits ou plus; certificats et mineures de 30 crédits.[1]

Selon les données du tableau 2.1 on compte 220 programmes concernés par l'étude dont 74 baccalauréats et grades équivalents; 45 maîtrises avec option de recherche ou de cours; 30 doctorats; 66 mineures ou certificats. Les disciplines se regroupent en trois catégories assez bien délimitées, en ce qui regarde le nombre des programmes de baccalauréats, de maîtrises et de doctorats. Cinq disciplines comprennent 17 programmes ou plus: psychologie (26), économique (22), géographie (19), science politique (18), sociologie (17). Trois disciplines comptent une dizaine de programmes: anthropologie (12), relations industrielles (8), service social (12). Dans une dernière catégorie se retrouvent surtout des disciplines à représentation institutionnelle unique: criminologie (3), démographie (2), récréologie (3), sexologie (2), "études pluridisciplinaires en sciences sociales" (5).

Cette classification ne vaut qu'à considérer exclusivement les programmes "longs"; l'inclusion des certificats et des mineures dans le calcul modifie le tableau d'ensemble au grand complet. Le service social devient la discipline la plus développée, avec 38 programmes de tous types, suivi d'assez loin par la psychologie et l'économique (une trentaine de programmes) et d'encore plus loin par la géographie, la science politique et la sociologie - comptant entre vingt et vingt-cinq programmes.

(1) Cette façon de fondre ensemble certaines catégories de programmes de 1er cycle se justifie par le fait que ces programmes, le plus souvent, reposent sur les mêmes ressources et les mêmes banques de cours, ou encore sont considérés par les établissements eux-mêmes comme des entités équivalentes - v.g. le "diplôme" et la "majeure" à Laval, le certificat et la "mineure" à Montréal.

TABLEAU 2.1

Nombre réel de programmes concernés par l'étude sectorielle selon la discipline et le cycle d'étude, en 1985-86.

	BACCALAURÉATS (spéc., hon., maj., dipl.)	MAITRISES (recherche ou cours)	DOCTORATS	CERTIFICATS & MINEURES	AUTRES DIPLOMES de 2e cycle	TOTAL
Anthropologie	6	3	3	4	0	16
Criminologie	1	1	1	2	0	5
Démographie	0	1	1	1	0	3
Géographie	11	5	3	7	0	26
Psychologie	11	8	7	5	1	32
Récréologie	2	1	0	1	0	4
Relations industrielles	4	2	2	5	0	13
Sciences économiques	10	8	4	8	0	30
Sciences politiques	8	6	4	4	1	23
Service social	7	4	1	23	3	38
Sexologie	1	1	0	0	0	2
Sociologie	8	5	4	5	0	22
Autres sciences sociales	5	0	0	1	0	6
TOTAL	74	45	30	66	5	220

On ne doit pas accorder plus d'importance qu'il n'en faut aux données précitées, qui attestent surtout du degré de développement nominal des disciplines, et incluent en plus sous le vocable très général de programme des activités pas toujours facilement comparables les unes aux autres - v.g. un certificat et un doctorat. De plus, le dénombrement des programmes de quelques disciplines - économique, relations industrielles - est ardu, vu la décision de ne pas inclure dans l'étude ceux rattachés administrativement à d'autres départements que ceux de sciences sociales. Bref, l'indicateur employé ici est intéressant pour introduire aux diverses questions traitées dans ce chapitre, mais il est un peu limité.

Les informations regroupées aux tableaux 2.2 et 2.3 aident à voir, globalement, ce qu'il en est du développement des programmes dans chacune des universités. Le critère du nombre de programmes déclarés pour une même discipline aboutit croyons-nous, au tableau 2.2, à gonfler l'importance de quelques établissements - Concordia, et surtout Bishop's au 1er cycle; la prise en compte des certificats et des mineures dans le calcul produit les mêmes effets. Mais cela dit, les données du tableau 2.2, et surtout celles du tableau 2.3 montrent quand même bien ce qu'il en est du développement comparatif des établissements, dans le "secteur des sciences sociales" au sens de l'étude.

Pour le nombre total de présences au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat - tableau 2.3 -, les établissements se répartissent en cinq strates distinctes: a) Montréal est au premier rang avec 29 présences sur une possibilité de 33; b) Laval et McGill suivent avec 23 et 21 présences; c) l'UQAM et Concordia se retrouvent un peu à distance avec 16 et 14 présences; d) puis viennent Sherbrooke (8), l'UQTR (7) et Bishop's (6); e) et enfin l'UQAR (3), l'UQAC (2), l'UQAH (2), l'UQAT (1). Les différences entre établissements sont, comme on le voit, fort accusées.

TABLEAU 2.2

Nombre réel de programmes concernés par l'étude sectorielle, par université.

UNIVERSITÉS	BACCALAURÉATS (spéc., hon., maj., dipl.)	MAÎTRISES (recherche ou cours)	DOCTORATS	CERTIFICATS & MINEURES	AUTRES DIPLÔMES de 2e cycle	TOTAL
Laval	8	9	7	12	0	36
Montréal	9	10	11	16	0	46
Sherbrooke	5	5	0	5	1	16
Univ. du Québec	(22)	(8)	(4)	(20)	(2)	(56)
UQAM	7	6	3	5	1	22
UQAC	3	0	0	4	0	7
UQAH	3	0	0	5	1	9
UQAR	3	0	0	2	0	5
UQAT	1	0	0	3	0	4
UQTR	5	2	1	1	0	9
Bishop's	11	1	0	4	0	16
Concordia	10	5	2	9	1	27
McGill	9	7	6	0	1	23
TOTAL	74	45	30	66	5	220

TABLEAU 2.3

Présence de chacune des universités dans les diverses disciplines et aux différents cycles d'études.

	BACCALAURÉATS (11 discipl. représentées)*	MAITRISES (12 discipl. représentées)	DOCTORATS (10 discipl. représentées)	CERTIFICATS & MINEURES (11 discipl. représentées)	PRÉSENCE AUX TROIS CYCLES
(Nombre de disciplines où l'université est présente)					
Laval	8	8	7	8	7
Montréal	9	10	10	11	9
Sherbrooke	4	4	0	4	0
Univ. du Québec					
UQAM	7	6	3	5	3
UQAC	2	0	0	1	0
UQAH	2	0	0	3	0
UQAR	3	0	0	1	0
UQAT	1	0	0	2	0
UQTR	4	2	1	1	1
Bishop's	5	1	0	4	0
Concordia	8	4	2	7	2
McGill	8	7	6	0	6

* en excluant la catégorie "autres sciences sociales".

2. Les caractéristiques de la programmation, par université

Le tableau 2.4 décrit les programmes offerts dans chaque établissement. Sa compréhension n'est possible que si l'on connaît les particularités de la politique des études dans les établissements concernés; on référera donc au besoin à celle-ci, dans l'analyse qui suit.

Le comité a adopté une définition du secteur des sciences sociales qui comporte quelques zones grises, comme on l'a déjà dit, et qui correspond à des degrés variables avec les propres définitions ou structures des universités pour le même secteur. Cela étant, il a paru indiqué de fournir au bas de chacun des tableaux institutionnels un aperçu de la programmation de l'université dans ces disciplines de sciences humaines à la périphérie du secteur de l'étude.

Dans les paragraphes qui suivent on traitera successivement des universités francophones "anciennes", de l'Université du Québec et des universités anglophones, à cause des différences assez notables que l'on observe dans les milieux susmentionnés en matière d'orientation des études.

2.1 Les universités francophones anciennes

Les tableaux 2.4A et 2.4B montrent que la programmation des universités Laval et de Montréal dans le secteur de l'étude est semblable à plusieurs points de vue. D'abord, elles ont la même typologie des programmes: baccalauréat spécialisé, avec majeure et mineure; maîtrise avec option de recherche ou de cours; doctorat de recherche; certificat convertible en mineure. Cette typologie a des applications identiques dans un certain nombre de disciplines dans les deux universités.

En outre les deux universités sont présentes, à peu de choses près, dans les mêmes spécialités aux trois cycles; le nombre supérieur de programmes de Montréal tient à sa présence exclusive au Québec en criminologie et en démographie, ainsi qu'à l'offre de deux doctorats en

TABLEAU 2.4A
UNIVERSITÉ LAVAL

Programmes concernés par l'étude*

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Anthropologie	x	x	x	x	x	x	x		x	
Géographie	x	x		x		x			x	
géographie physique			x				x			
géographie humaine			x				x			
Psychologie	x		x	x	x	x				
Relations industrielles	x	x	x	x	x	x				
Économique	x	x	x	x	x	x			x	
Science politique	x	x	x	x	x	x	x		x	
analyse des politiques					x					
Service social	x			x	x		x			
gérontologie							x			
Sociologie	x	x	x	x		x	x			
méth. rech. sociale			x				x			
TOTAL	8	6	9	8	7	7	8	0	4	0

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Communication		x	x				x		x	
journalisme			x				x			
Étude de régions particulières (Afrique)			x				x			
Études régionales				x	x					
Histoire	x	x	x	x		x	x		x	
Sciences humaines des religions			x	x			x			

* Programmes offerts au trimestre d'automne 1985-86

TABLEAU 2.48

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Anthropologie	x	x	x	x		x	x			
Criminologie	x			x	x	x	xx			
Démographie			x	x		x	x			
Géographie	x	x	x	x	x	x	x			
Psychologie	x		x	x	x	x (Ph.D.) x (D.Ps.)	x			
Récréation							x			
Relations industrielles	x			x	x	x	xx			
Sciences économiques Coopération	x	x	x	x	x	x	x x			
Science politique	x	x	x	x	x	x	x			
Service social animation action communautaire gérontologie	x			x	x	x	x x x			
Sociologie	x	x	x	x		x	x			
TOTAL	9	5	7	10	7	11	16	0	0	0

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Communications			x	x			xxx xx			
Étude de régions particulières	xxx xx	xxxx xxxx	(1)	xxx xx		xx	xxxx xxx			x
Études urbaines				x	x					
Histoire	x	x	x	x		x	x			
Sciences de l'administration (gestion des ressources humaines)							x			
Autres - (socio-politique des sciences)				x		x	xx			

(1) Onze programmes.

psychologie, dont l'un de type professionnel. L'Université de Montréal, via sa faculté d'éducation permanente, offre aussi un nombre plus considérable de certificats de 1er cycle en sciences sociales que Laval (16 versus 8).

Les deux universités ont, à la périphérie du secteur, une programmation assez semblable. A noter l'importance exceptionnelle de Montréal dans ce que l'on nomme "l'étude des régions particulières" (38 formats de programmes différents) domaine empruntant aussi bien à la tradition des sciences sociales qu'à celle des humanités.

L'université de Sherbrooke - tableau 2.4C - se distingue des deux établissements susmentionnés à beaucoup de points de vue: structures de programmes beaucoup moins diversifiées avec une nette préséance du baccalauréat spécialisé au 1er cycle, et de la maîtrise de cours au 2e cycle; développement limité de l'éventail des disciplines, avec absence de plusieurs sciences sociales fondamentales, et aucun doctorat. La programmation de Sherbrooke en sciences sociales est modeste, qu'on la compare à celle offerte par d'autres universités ou encore à celle que Sherbrooke offre en d'autres secteurs.

2.2 L'Université du Québec

Les programmes de sciences sociales de l'Université du Québec et de ses constituantes ont plusieurs particularités: leur format est moins diversifié, composé exclusivement du baccalauréat spécialisé et du certificat au 1er cycle, et presque seulement de la maîtrise de recherche au 2e cycle. La programmation se distingue par sa pluridisciplinarité, et l'originalité de sa thématique, aussi bien en sciences sociales que dans les spécialités connexes, - v.g. sexologie, thanatologie, récréologie, études régionales, études québécoises, génagogie, etc.... A noter qu'il existe au sein de l'UQ un mécanisme inédit "d'extension de programmes" permettant à une constituante, après approbation de l'Université, d'offrir un programme autorisé pour une autre - v.g. doctorat en psychologie de l'UQTR, et baccalauréat en sciences politiques de l'UQAC.

TABLEAU 2.4C

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Géographie	x		x		x					
géographie physique	x									
Psychologie	x									
psychologie des relations humaines					x		x			x
Économique	x		x	x	x					
coopération					x					
Service social	x				x		x			
gérontologie							x			
TOTAL	5	0	2	1	5	0	3	0	0	1

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Histoire	x		x	x						
Sciences de l'administration (gestion des ressources humaines)							x			
Sciences humaines des religions				x	x					

TABLEAU 2.4D

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A CHICOUTIMI

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Géographie	x									
Science politique	x*									
Travail social animation gérontologie réadaptation sociale							x x x x			
Sciences sociales	x									
TOTAL	3	0	0	0	0	0	4	0	0	0

* Entente avec l'UQAM

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Études régionales				x						
Histoire	x									
Religion							x			
Sciences de l'administration (gestion des ressources humaines)							x			

TABLEAU 2.4E

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A HULL

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Relations industrielles (administration)	x						x			
Science économique							x			
Travail social animation gérontologie géronto.-thanatologie	x						x x x	x		
Sciences sociales	x									
TOTAL	3	0	0	0	0	0	5	1	0	0

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
(Aucun)										

TABLEAU 2.4F

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Archéologie							x			
Géographie géographie physique	x			x	x		x			
Psychologie	x			x		x				
Science économique	x			x			x			
Science politique	x			x		x				
Sexologie	x			x						
Sociologie	x			x		x				
Travail social thanatologie	x							x		
Sciences sociales							x			
TOTAL	7	0	0	6	1	3	4	1	0	0

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Communication psychosociologie de la communication	x x			x			x			
Études américaines contemporaines										x
Urbanisme, Études urbaines	x				x					
Histoire	x			x		x				
Sciences de l'administration (relations de travail)							x			
Sciences religieuses				x		x				
Économie familiale et sociale							x			
Insertion sociale et professionnelle des jeunes							x			
Administration des services publics							x			
Gestion des services municipaux							x			

TABLEAU 2.4G

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLÔME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Géographie	x									
Science économique	x									
Travail social animation							x			
							x			
Sociologie	x									
TOTAL	3	0	0	0	0	0	2	0	0	0

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLÔME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Communication							x			
Développement régional				x						
Histoire	x									
Religion							x			
Sciences de l'administration (gestion des ressources humaines)							x			

TABLEAU 2.4H

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLÔME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Psychologie							x			
Travail social animation gérontologie	x						x			
							x			
TOTAL	1	0	0	0	0	0	3	0	0	0

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLÔME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Communication							x			
Sciences de l'administration (relations de travail)							x			

TABLEAU 2.41

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAÎTRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLÔME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Géographie	x									
Psychologie	x			x		x*				
Récréologie Sciences du loisir	x			x						
Économique	x									
Travail social gérontologie							x			
Autres génagogie	x									
TOTAL	5	0	0	2	0	1	1	0	0	0

* Entente avec l'UQAM

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAÎTRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLÔME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Études québécoises				x	x					
Histoire	x						x			
Religion							x			
Sciences de l'administration (gestion des ressources humaines)							x			

AUTRES CONSTITUANTES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAÎTRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLÔME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Administration publique (ENAP)					x					

L'UQAM, à elle seule, compte plus de la moitié de toutes les présences de l'Université dans les diverses disciplines et aux trois cycles. Elle suit de près Laval et McGill pour les présences au baccalauréat et à la maîtrise, mais non au doctorat - voir tableau 2.3.

La programmation des cinq autres constituantes de l'Université du Québec concernées par l'étude est légère et fort diversifiée: accent sur les sciences sociales appliquées et les certificats à l'UQAT et à l'UQAH; relative importance des disciplines de base - sociologie, science politique, économique, géographie (et histoire) - et des baccalauréats à l'UQAR et à l'UQAC[1]; synthèse d'un peu tout cela à l'UQTR, avec en plus la présence de quelques spécialités assez exclusives au Québec, comme la récréologie, la génagogie....

L'existence dans plusieurs constituantes de structures décloisonnées associant par exemple l'économique aux sciences de l'administration (à l'UQAH), les sciences du comportement et de la santé (à l'UQAT), ou les sciences sociales et les humanités (à l'UQAR), a fait que le comité a rencontré diverses difficultés dans la délimitation des programmes à inclure dans son analyse suivant le critère du rattachement administratif. Les choix qu'il a posés, parfois plus souples que dans le cas d'autres établissements, essaient de respecter le mieux possible la problématique sous-jacente à la programmation de l'Université du Québec.

2.3 Les universités anglophones

Les universités Bishop's, Concordia et McGill ont une politique des études très différente de celle des francophones, comme les autres universités nord-américaines du reste, pas seulement en sciences sociales mais dans la plupart des secteurs de formation. Leur typologie des programmes ne fait pas de place au baccalauréat spécialisé de 90 crédits. Leur programme au plus haut degré de concentration, le "Honours",

(1) Ces deux établissements ont, à la maîtrise, une spécialisation en développement régional, considérée à la périphérie du secteur tel que découpé pour cette étude.

d'une soixantaine de crédits, est réservé au petit nombre d'étudiants considérés comme les plus talentueux; leur programme le plus développé, le baccalauréat avec majeure, ne comprend que de 36 à 54 crédits dans la discipline principale; il accorde donc une forte importance à la formation générale, y compris la familiarisation avec les diverses sciences sociales et humaines autres que la discipline de spécialisation.

La programmation des trois établissements anglophones, dans le secteur des sciences sociales, reflète assez bien la mission générale que s'est donnée chacun d'entre eux. Bishop's, université privilégiant les "liberal arts", offre des programmes de baccalauréat dans les disciplines de base des sciences sociales - et en plus en histoire; elle ajoute à cela quelque activités de 2e cycle (tableau 2.4J). McGill concrétise sa mission d'université de recherche dans une programmation très large horizontalement et verticalement, touchant les diverses disciplines de base et les spécialités professionnelles de sciences sociales. L'université, en plus, a des activités très importantes dans les disciplines connexes du secteur.

L'université Concordia a une programmation très large au 1er cycle, aussi bien dans le secteur de l'étude que dans les spécialités connexes (tableau 2.4K). Plusieurs de ces programmes sont pluridisciplinaires - v.g. Leisure Studies, Applied Social Sciences, Women Studies, etc.... Aux cycles supérieurs, le développement est concentré dans quelques spécialités: psychologie et économique.

3. Le développement des programmes au cours de la période 1970-1985

Entre 1970 et 1985 vingt-quatre nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en sciences sociales ont été approuvés par le Conseil des universités, et se sont ajoutés aux cent-vingt-cinq que l'on comptait déjà dans le secteur (tableau 2.5). En plus, quantité de programmes d'autres catégories - certificats et diplômes de premier et

TABLEAU 2.4J

UNIVERSITÉ BISHOP'S

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Geography	x	x	x							
Psychology		x								
Gen-Exp. Psychology	x									
Applied Psychology	x									
Bio Psychology	x	x								
Economics	x	x	x	x						
Business/Economy		x								
Political Science	x	x	x							
Political Economy	x	x								
Sociology	x	x	x							
Social Sciences		x								
TOTAL	8	9	4	1	0	0	0	0	0	0

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Histoire	x	x	x	x						
Women's Studies			x						x	

TABLEAU 2.4K

UNIVERSITÉ CONCORDIA

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Anthropology	x	x	x							
Anthro. & Sociology	x									
Geography	x	x	x							
Psychology	x	x	x			x				
Psychology Gen.-Exp.				x						
Applied Psychology				x						
Recreation and Leisure Studies	x	x								
Economics	x	x	x		x	x				
Political Science	x	x	x							
Public Policy and Public Administration				x	x					
Community Policy and Law										x
Community Service							x			
Family Life Education							x			
Community & Public Affairs			x							
Sociology	x	x	x	x	x					
Political Sociology	x									
Applied Social Sciences	x	x								
TOTAL	10	8	7	4	3	2	2	0	0	1

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Communication	x	x		x	x					x
et Journalism	x	x	x							
et Broadcast Journalism	x									
Études de régions particulières	x	x								
Études urbaines	x	x	x							
Histoire	x	x	x	x	x	x	x			
Industrial Relations (Admin.)		x								
Women's Studies		x	x				x			
Religion				x		x				

TABLEAU 2.4L

UNIVERSITÉ McGILL

Programmes concernés par l'étude

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Anthropology	x	x		x		x				
Anthropology and Classical Archeology	x									
Geography	x	x		x		x				
Psychology	x	x		x		x				
Industrial Relations	x(B.A.)									
Economics	x	x		x	x	x				
Political Science	x	x		x	x	x				
Social Work	x				x					x
Sociology	x	x		x		x				
TOTAL	9	6	0	6	3	6	0	0	0	1

Aperçu des autres programmes de sciences humaines à la périphérie du secteur

	BACCALAURÉAT			MAITRISE		DOCTORAT	CERTIFICAT		DIPLOME	
	S&H	Maj.	Min.	R	C		1er	2e	1er	2e
Communication				x						
Régions particulières	xxxx xxx	(1)								
Urban Planning					x					
Histoire	x	x		x		x				
History and Pol. Sc.		x								
Industrial Relations (Admin.)		x								
Women's Studies			x							

(1) 13 programmes.

TABLEAU 2.5

Nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en sciences sociales évalués par le Conseil des universités de 1970-71 à 1985-86, selon la discipline et le cycle d'étude

	BACCALAURÉATS			MAITRISES			DOCTORATS			
	acceptés	refusés ou retirés	en suspens	acceptés	refusés	en suspens	acceptés	refusés	en suspens	TOTAL
Anthropologie et archéologie	0	0		0	0		0	0		0
Criminologie	0	0		0	0		0	0		0
Démographie	0	0		0	0		1	0		1
Géographie	1	0		1	0	(1)	0	0		2
Psychologie	0	3		3	0		2	1		9
Récréologie	0	1		1	0		0	0		2
Relations industrielles	0	1		0	0		0	0		1
Sciences économiques	1	0		2	0		0	0		3
Science politique	0	0		2	0	(1)	1	0		3
Service social	1	1		0	0	(1)	0	0	(2)*	2
Sexologie	0	1		1	0		0	0		2
Sociologie	1	1		3	0		1	0		6
Sciences sociales	2	1	(1)	0	1		0	0	(1)	4
TOTAL	6	9**	(1)	13	1	(3)	5	1	(3)	35
***GRAND TOTAL	58	36	(1)	96	29	(3)	37	14	(3)	277

* Approuvés par le Conseil en 1986-87; un seul des deux a été approuvé par la suite par le MESS.

** Comprend trois projets retirés ou abandonnés par les requérants.

*** Total pour l'ensemble des secteurs soumis à l'évaluation du comité des programmes de 1970 à 1985.

second cycles, majeures, mineures - ont été implantés sans avoir à être soumis à l'évaluation du Conseil[1].

3.1 Les nouveaux programmes évalués par les organismes centraux

La répartition par cycle d'étude des nouveaux programmes approuvés par le Conseil est à peu près la même en sciences sociales que dans les autres secteurs de formation: environ les deux tiers sont des maîtrises et des doctorats (tableau 2.5).

Le développement de nouveaux baccalauréats paraît avoir été plus ardu en sciences sociales que dans les autres secteurs, les projets présentés par les universités au Conseil ayant eu un taux de refus supérieur à la moyenne: la moitié des projets en sciences sociales ont échoué, contre un tiers pour les projets des autres secteurs (calculs à partir de la dernière ligne du tableau 2.5). A noter que tous ces projets de baccalauréat, sauf un, vinrent, durant ces quinze années, des constituantes de l'Université du Québec hors Montréal (tableau 2.6).

Aux deuxième et troisième cycles le taux de réussite des projets de sciences sociales est fort supérieur à la moyenne pour les autres secteurs: 93% contre 70% (tableau 2.5). Les deux tiers des projets acceptés viennent de l'UQAM et de l'UQTR (tableau 2.6).

En quinze ans les universités plus anciennes n'ajouteront que sept programmes - tous de 2e et 3e cycles - aux cent dix qu'ils possédaient avant 1970. Hors de l'Université du Québec, les programmes d'étude en sciences sociales se caractérisent donc par un bon degré d'ancienneté.[2]

Les nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat sont répartis inégalement selon les disciplines: dix sur vingt-trois

(1) L'entente conclue initialement prévoyant que seuls les programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat devaient être soumis pour approbation au Conseil par les universités.
(2) Encore que l'on ne sache pas comment cette ancienneté se compare à celle des programmes des autres secteurs.

TABLEAU 2.6

Nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat en sciences sociales évalués par le Conseil des universités de 1970-71 à 1985-86, selon l'université et le cycle d'étude

	BACCALAURÉATS		MAÎTRISES		DOCTORATS		TOTAL SOUMIS
	acceptés	refusés	acceptés	refusés	acceptés	refusés	
Concordia	0	0	2	0	1	0	3
Laval	0	0	1	0	0	0	1
McGill	0	0	0	0	0	0	0
Montréal	0	0	0	0	1	0	1
Sherbrooke	0	0	2	0	0	0	2
UQAC	1	1	0	0	0	0	2
UQAH	2	5	0	0	0	0	7
UQAM	0	1	6	0	3	0	10
UQAR	3	2	0	0	0	0	5
UQTR	0	0	2	1	0	1	4
TOTAL	6	9*	13	1	5	1	35

* Comprend trois projets retirés ou abandonnés par les requérants.

sont en psychologie et en sociologie; un certain nombre d'autres viennent de champs d'étude en émergence, comme la récréologie, la sexologie, les études pluridisciplinaires en sciences sociales. Tout compte fait, des disciplines comme l'anthropologie, la géographie ou la science politique ne connaîtront que peu de développement, entre 1970 et 1985, si l'on considère le nombre de programmes dont elles d'isposaient déjà avant cette période (comparer les données des tableaux 2.2 et 2.5).

3.2 La question des certificats

Mais il faut dire que le phénomène de croissance du nombre de programmes, que ce soit en sciences sociales ou dans les autres secteurs, se manifeste ailleurs qu'aux baccalauréats, maîtrises et doctorats après 1970. Par exemple, la cinquantaine de certificats et de mineures dénombrés plus haut dans les établissements francophones (tableau 2.2) ont tous été créés durant cette période où, rappelons-le, ne sont apparus que six nouveaux baccalauréats. Et le nombre de programmes "non traditionnels" implantés entre 1970 et 1985 est en réalité bien plus élevé que cela si l'on tient compte, en plus des certificats de 1er et 2e cycles encore existants, de ceux qui sont disparus depuis lors, et des programmes dits de diplôme ou de majeure. Le dénombrement des programmes en cause est difficile à faire, par manque d'information, ou à cause de la complexité et de la variabilité des formules pratiquées par les établissements concernés au cours des années, pour définir la spécificité des uns et des autres.[1]

Le phénomène des certificats touche une bonne partie des établissements et des disciplines. Il est déjà important au milieu des années 70, et s'amplifie vers 1980 (tableau 2.7). Ce nouveau genre de programme permet semble-t-il de répondre à toutes sortes de visées: perfectionner les professionnels et les praticiens sociaux en exercice; lancer des activités pavant la voie à un programme de baccalauréat; développer une problématique de formation nouvelle.

(1) En particulier aux universités Laval et de Montréal, où certificats et mineures sont tantôt distincts, tantôt mutuellement interchangeables.

TABLEAU 2.7

Nombre de certificats de 1er cycle
en sciences sociales, par université,
pour certaines années-témoins

UNIVERSITÉ	1977-78	1980-81	1983-84	1985-86
Laval	5	6	7	8
Montréal	6	6	7	16
Sherbrooke	3	4	3	3
Université du Québec				
UQAC	2	4	4	4
UQAH	2	5	5	5
UQAM	1	3	3	5
UQAR	2	2	2	2
UQAT	(N)	(N)	(N)	3
UQTR	3	4	1	1
Bishop's	0	0	0	0
Concordia	1	2	2	2
McGill	0	0	0	0
TOTAL	25	36	34	49

Source: CRÉPUQ, liste des programmes offerts par les universités pour les années considérées.

Alors qu'une université comme McGill n'implante aucun certificat, d'autres comme Montréal et les quatre plus petites constituantes de l'Université du Québec emploieront largement cette formule; l'on retrouve celle-ci un peu dans toutes les disciplines mais surtout en service social, gérontologie et animation où l'on compte la moitié de tous les certificats (tableau 2.1).

3.3 De nouveaux types de programmes

Outre la multiplication des programmes de certificat, d'autres phénomènes modifient la carte des programmes de sciences sociales durant la période 1970-1985. A compter des années 80 on note la propension des jeunes universités, au 1er cycle, et des établissements plus anciens, aux 2e et 3e cycles, à créer des programmes pluridisciplinaires ou facultaires, en sciences sociales générales, ou en intervention psychosociale, en sciences humaines appliquées, en gérontologie ou en coopération, etc... programmes dont certains en sont encore à l'étape de l'évaluation au Conseil ou à la CRÉPUQ. Il est difficile de voir en quoi ces quelques tentatives de pluridisciplinarité modifient l'orientation des programmes déjà existants, très monodisciplinaires comme on le verra plus loin.

Un autre phénomène important pour le renouvellement des problématiques de formation se produit plus à distance, dans ces disciplines ou champs d'études dits périphériques des sciences sociales, qui en sont venus avec le temps à s'intégrer à d'autres secteurs, ou à former de nouveaux secteurs eux-mêmes. C'est le cas notamment pour les communications, les études urbaines, les études régionales, dont le nombre de programmes "longs" a connu une croissance significative pendant la période (tableau 2.8).

Déjà, dans les années 70, des facultés ou des départements comme la médecine, le droit, les sciences de l'éducation et les lettres avaient recruté bon nombre de professeurs spécialistes de sciences sociales

TABLEAU 2.8

Nouveaux programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat dans des disciplines de sciences sociales non considérées par l'étude, pour la période 1970-71 à 1985-86.

	BACCALAURÉATS		MAITRISES		DOCTORATS		TOTAL
	acceptés	refusés	acceptés	refusés	acceptés	refusés	
Communications	0	0	3	2	0	1	6
Études de régions particulières	0	1	1	2	0	1	5
Études urbaines et régionales	3	0	4	0	0	0	7
Histoire	0	0	0	0	2	0	2
Études inter-disciplinaires	1	0	1	0	0	1	3
TOTAL	4	1	9	4	2	3	23

Source: Conseil des universités.

pour leurs propres programmes d'enseignement et de recherche, sans toujours qu'il n'y paraisse. Il n'y a sans doute qu'en sciences naturelles fondamentales qu'on retrouve le même phénomène aussi marqué de dissémination du personnel un peu dans tous les secteurs de l'université. Des exemples récents de nouveaux programmes comme la "religiologie", "la gestion des ressources maritimes" ou "science technologie et société" illustrent en quelque sorte la polyvalence des liens noués entre les sciences sociales traditionnelles et d'autres secteurs de formation universitaire.

3.4 Le développement des programmes de sciences sociales au Québec, en Ontario et au Canada

Une comparaison sommaire avec ce que l'on trouve ailleurs comme nombre de programmes offerts, par discipline, cycle d'étude et établissement, peut fournir un éclairage inédit sur le développement des programmes de sciences sociales ici-même au Québec.

On considérera donc ci-après ce qu'il en est du développement nominal des programmes, au Québec, en Ontario et pour l'ensemble du Canada, mais pour les 2e et 3e cycles uniquement. L'analyse des programmes de 1er cycle s'avère difficile à mener, vu d'une part les variations dans la typologie des programmes considérés d'une province à l'autre, et d'autre part la difficulté d'obtenir des informations fiables à leur sujet.

Le tableau 2.9 indique pour les dix principales disciplines de l'étude combien d'universités dispensent un programme de maîtrise, et un programme de doctorat, au Québec, en Ontario, et dans l'ensemble du Canada. Deux phénomènes ressortent: le nombre d'universités offrant des maîtrises est finalement assez faible au Québec par rapport à ce que l'on observe en Ontario et ailleurs - une moyenne de 4 par discipline au Québec contre une moyenne de 8 pour l'Ontario. L'écart est évident dans toutes les sciences sociales dites "de base", ou fondamentales.

TABLEAU 2.9

Nombre d'universités au Québec, en Ontario et au Canada offrant des programmes de maîtrise et de doctorat dans les principales disciplines de sciences sociales en 1984-85

	QUÉBEC		ONTARIO		CANADA	
	Maîtrises	Doctorats	Maîtrises	Doctorats	Maîtrises	Doctorats
(Nombre d'universités présentes)						
Anthropologie	3	3	6	2	19	11
Criminologie	1	1	2	0	4	1
Démographie	1	1	2	2	3	3
Géographie	5	3	11	7	25	17
Psychologie	7	6	14	9	35	25
Relations industrielles	2	2	4	0	9	3
Sciences économiques	7	4	12	7	32	17
Sciences politiques	5	4	12	5	30	14
Service social	4	1	6	1	16	2
Sociologie	5	4	10	6	29	14
TOTAL	40	29	79	39	202	107

Source: annuaire 1984-85 de l'AUCC et données du Council of Ontario Universities.

Au doctorat en revanche le nombre d'universités présentes est, toutes proportions gardées[1], semblable au Québec à ce que l'on observe ailleurs - 29 présences au Québec contre 39 en Ontario et 107 pour tout le Canada, dans les dix disciplines-témoins. Mais deux disciplines au Québec sont davantage représentées en [illegible]tion - l'anthropologie et les relations industrielles et une [illegible] géographie, est moins représentée.

Le tableau 2.10 montre que les programmes de maîtrise et de doctorat en sciences sociales sont concentrés dans un plus petit nombre d'universités au Québec que dans le reste du Canada. Laval, Montréal et McGill comptent parmi les six plus grandes universités du Canada pour le nombre de présences au doctorat et à la maîtrise en sciences sociales. L'Université de Montréal se classe au tout premier rang avant même Toronto, alors que Laval vient au troisième rang, ex aequo avec U.B.C., et McGill au cinquième.[2]

3.5 Faits saillants sur la répartition des programmes, leur évolution, leurs caractéristiques par université

Les sections qui précèdent présentent des informations parfois assez essentielles pour l'analyse qui va suivre, sur les programmes d'étude et l'enseignement des sciences sociales. Ainsi constate-t-on dans le secteur, tel que délimité aux fins de cette étude:

- la concentration d'une bonne partie des programmes dits "longs" - les deux tiers de tous ceux-ci - et leur répartition plutôt égale entre cinq disciplines de base des sciences sociales - géographie, psychologie, économique, science politique et sociologie; le fort développement des programmes de certificats en travail social;

(1) Et compte tenu des populations des sociétés comparées.
(2) Un poids plus marqué étant accordé au doctorat par rapport à la maîtrise, Carleton en Ontario, malgré le chiffre de 14 programmes, est classé plus loin. Ce sont les présences qui sont comptées, à raison d'une au maximum par discipline, le nombre de programmes déclarés pouvant parfois être supérieur.

TABLEAU 2.10

Vingt-cinq principales universités canadiennes, pour le nombre de présences à la maîtrise et au doctorat dans les disciplines de l'étude*

	Maîtrises	Doctorats
(Maritimes)		
Dalhousie	6	3
Memorial	ND	2
New Brunswick	5	2
(Québec)		
Laval	8	7
Montréal	10	10
UQAM	6	3
Concordia	4	2
McGill	7	6
(Ontario)		
Carleton	9	5
McMaster	7	5
Ottawa	7	3
Queen's	7	4
Toronto	9	7
Waterloo	5	6
Western Ontario	6	6
Windsor	6	1
York	7	5
(Ouest)		
Alberta	6	6
U.B.C.	8	7
Calgary	7	6
Manitoba	8	4
Regina	6	1
Saskatchewan	6	2
Simon Fraser	6	2
Victoria	6	2

* Toutes les disciplines, à l'exclusion de la récréologie et de la sexologie.

Source: annuaire 1984-85 de l'AUCC.

- un engagement important des trois plus anciennes universités (Laval, Montréal, McGill) dans le secteur aux trois cycles; une présence marquée des trois universités anglophones au premier cycle, dans les sciences sociales de base et les autres disciplines de sciences humaines en général;

- des différences entre les universités francophones anciennes, l'Université du Québec et les universités anglophones en ce qui concerne la politique des études, les structures académiques, la typologie ou la thématique des programmes, susceptibles d'avoir plusieurs incidences sur l'orientation de ces programmes, en particulier leur ouverture et leur décloisonnement;

- l'ancienneté des programmes longs en général, dans tous les établissements sauf l'Université du Québec; le quasi-arrêt du développement des baccalauréats durant la période 1970-1985 et une explosion des certificats; une autorisation de presque tous les projets de nouveaux programmes d'études avancées durant la même période;

- des programmes d'études avancées bien moins nombreux au Québec qu'en Ontario; mais néanmoins l'existence au Québec de trois des six plus importantes universités du Canada, pour le nombre de programmes d'études avancées en sciences sociales;

4. La relation département/programme d'étude dans les différents établissements universitaires

Le secteur a été délimité à l'aide de deux notions, celle de programme d'étude et celle de département (ou le type d'unité administrative en

étant l'équivalent).[1] Le département, on le sait, regroupe les professeurs et d'autres catégories de personnels, alors que le programme regroupe les étudiants.

On postule souvent qu'il y a une relation exclusive entre l'une et l'autre entité dans chaque discipline considérée: (le département d'économique s'occupe des programmes d'études en économique, le département de sociologie, des programmes de sociologie, etc.). Or le type de relation susceptible de se développer entre programmes et départements est en réalité plus diversifié que cela, et parfois assez complexe à cerner,surtout au premier cycle. Certains départements dispensent la quasi totalité de leurs enseignements dans les seuls programmes d'étude de leur propre spécialité. Mais d'autres se retrouvent dans la situation inverse, i.e. donnent une forte proportion de cours dans d'autres programmes que les leurs. Par exemple, dans telle université des enseignements du département de science politique peuvent se trouver dispensés dans les programmes d'économique, d'histoire, de droit, et dans telle autre les cours du département d'économique être suivis majoritairement par les étudiants de sciences comptables ou de génie, etc.

Les modalités de la relation programme-département ont donc besoin d'être bien cernées, parce que dans les analyses ultérieures on sera amené fréquemment à coupler des données sur ces deux types d'entités avec, si l'on n'y prend garde, un fort risque d'hétérogénéité dans les comparaisons entre disciplines ou entre universités.

Le fichier RECU[2] peut aider à répondre à cette question: il établit pour chaque activité d'enseignement, mesurée en nombre de crédits, quel département dispense l'activité et à quel programme appartient l'étudiant qui la suit.

---

(1) Rappelons qu'au sein de l'Université du Québec les programmes sont gérés par des modules; néanmoins l'étude de la relation programme/département y reste pertinente.

(2) RECU - Recensement des clientèles universitaires, fichier informatisé administré par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Utilisant les données de RECU, le tableau 2.11 à la page suivante établit, pour la période 1984-1986, quelle proportion des crédits chaque département dispense aux étudiants inscrits dans les programmes de 1er cycle dont il est responsable: le baccalauréat spécialisé, la "majeure" du baccalauréat, le certificat dans la discipline concernée.

Le tableau montre que certains départements ont des activités d'enseignement minimes hors des programmes de leur propre spécialité, alors que d'autres ont au contraire des activités importantes à ce chapitre.

Durant la période considérée tous les départements dispensaient en moyenne les deux tiers de leurs crédits d'enseignement, au 1er cycle, aux étudiants inscrits dans les programmes correspondant à leur spécialité. Mais dans le cas des universités Bishop's, Concordia, McGill et de l'UQAM, cette moyenne approchait plutôt 50%[1]; elle était par contre de 70% à Laval, de 75% à Montréal, de 85% à Sherbrooke.

La dernière colonne du tableau 2.11 montre que la relation programme-département varie aussi beaucoup selon la discipline qui est considérée. En règle générale c'est dans les spécialités "professionnelles" - service social, relations industrielles, criminologie, sexologie - que la relation est la plus élevée, 80% à 90% de tous les enseignements dispensés s'adressant aux étudiants inscrits dans les programmes du département; en sciences sociales fondamentales elle tend à être plus faible. Dans certains départements de sociologie, de géographie ou d'économique de l'UQAM ou du milieu anglophone, on en arrive à des moyennes de 50%, 40%, voire 30% ou 20%.

Les modalités de la relation programme-département sont donc à ce point diversifiées, en intensité et dépendamment des milieux considérés, qu'il faudra, dans toutes les analyses subséquentes, s'erforcer de bien distinguer ce qui concerne spécifiquement l'une et l'autre des deux entités (v.g. le programme de sociologie, le département de sociologie), à chaque fois que l'on réfère à des ressources ou des résultats d'activités.

(1) Le fichier RECU ne fournit pas de données claires sur la relation programme-département pour les constituantes de l'UQ hors Montréal, dotées d'unités pluridisciplinaires pour la plupart.

TABLEAU 2.11

Crédits d'enseignement dispensés aux étudiants inscrits dans les programmes sous le contrôle exclusif des départements, en pourcentage des crédits totaux dispensés. Sessions d'automne et d'hiver 1984-85 et 1985-86.

Universités / Disciplines/départements	LAVAL %	MONTRÉAL %	SHERBROOKE %	UQAM %	McGILL %	CONCORDIA %	BISHOP'S %	Moyenne générale %
Anthropologie	61,6[1]	73,9			35,9	**		60,2
Criminologie		81,0						81,0
Démographie		37,2						37,2
Économique	51,9	79,3	79,2	28,7	54,6	52,4	38,0	51,7
Géographie	65,9	81,1	78,2	77,8	53,7	54,2	56,5	68,5
Psychologie	47,1	63,1	93,1	57,1	69,3	61,5	67,8	62,2
Récréologie						55,0		55,0
Relations industrielles	85,7	80,2			*			83,9
Science politique	81,7	87,5		72,1	60,3	63,0	64,2	68,4
Service social	87,1	86,8	88,4	82,4	85,7	47,5***		86,08
Sexologie				90,1				90,1
Sociologie	57,8	75,1		57,5	19,8	43,0	N/D	50,2
Moyenne générale	69,1	75,8	86,3	56,2	57,2	54,9	52,7	64,4

* Il existe un programme mais pas de département.
** Département de sociologie et d'anthropologie.
*** Département de sciences sociales appliquées.
**** Les données pour les constituantes de l'UQ hors Montréal ne sont pas disponibles.

Source: RECU
(1) Le pourcentage doit s'interpréter ainsi: parmi tous les crédits d'enseignements dispensés par le département d'anthropologie durant la période considérée, 61,6% furent pris par des étudiants inscrits au baccalauréat, à la majeure et au certificat en anthropologie.

5. Le degré d'ouverture des programmes de 1er cycle

De l'avis de certains, les clivages entre les départements ou disciplines regroupés dans le secteur des sciences sociales sont parfois très marqués. Ainsi le Regroupement québécois des sciences sociales - fédération regroupant les associations scientifiques québécoises de sociologie et d'anthropologie, de démographie, d'histoire, de science politique et de science économique - souligne dans son mémoire au comité l'importance de ce phénomène, et son impact négatif pour le secteur.

L'ultraspécialisation des programmes d'étude, leur forte monodisciplinarité peut être vue comme la conséquence directe des clivages entre départements. Le comité a voulu savoir quelle était vraiment la situation à ce chapitre, en examinant de manière détaillée le contenu des programmes. Il s'est intéressé pour ce faire à deux types de données:

a) les règles établies par les départements, et décrites dans les annuaires, quant à la composition du programme de cours de l'étudiant, et au dosage des cours pouvant être suivis au-dedans et au-dehors du département, au niveau du baccalauréat;

b) les choix posés par les étudiants eux-mêmes dans la composition de leur programme de cours au baccalauréat, tels qu'ils peuvent être mesurés avec les données du fichier RECU.

5.1 Les règles relatives à la composition des programmes de cours

Partant d'abord des données des annuaires universitaires pour l'année 1984-85, on a essayé de voir comment, dans les huit principales disciplines de l'étude et pour tous les programmes "longs" de 1er cycle, pouvaient se répartir les activités de formation des étudiants, entre quatre catégories de cours bien définies: a) cours "obligatoires", qui

sont presque toujours sous l'égide du département responsable du programme; b) cours "optionnels" devant être pris au sein du département responsable du programme; c) cours optionnels pouvant être suivis dans d'autres départements que celui responsable du programme; d) cours "au choix", laissés à l'initiative de l'étudiant lui- même.

Les deux premières catégories de cours renforcent normalement le degré de spécialisation, de départementalisation de la formation alors que les deux dernières favorisent en principe le décloisonnement, l'ouverture de celle-ci.[1]

Le tableau 2.12 à la page suivante décrit les résultats de l'analyse, par discipline et université. Les données considérées sont à interpréter avec prudence. L'orientation et la réglementation des études d'un établissement à l'autre sont trop diversifiées, tout comme les caractéristiques des "disciplines" de sciences sociales elles-mêmes, pour que les deux indices que l'on a retenus permettent de comparer les situations avec une parfaite précision, à quelques unités de pourcentage près. Mais les différences générales que fait ressortir le tableau, d'une université ou d'une discipline à l'autre, peuvent être considérées comme significatives.

Il est assez frappant d'abord de voir comment l'ouverture des programmes est non seulement plus forte en milieu anglophone qu'en milieu francophone mais aussi bien plus homogène, que ce soit d'une université à l'autre ou d'une discipline à l'autre.

Les universités McGill, Concordia, Bishop's appliquent le même genre de règles, à quelques variations près, pour leurs baccalauréats de type "honour" et pour ceux du type "major". Dans les trois universités, toutes les unités respectent grosso modo un même modèle: le degré d'ouverture des programmes, mesuré en nombre de crédits optionnels et

(1) Sur cette question, voir aussi Nadia Assimopoulos et Charles Bélanger. "Politiques et pratiques d'interdisciplinarité". The Canadian Journal of Higher Education Vos. X-2, 1980, p. 39 à 52.

TABLEAU 2.12

Degré théorique et réel d'ouverture des programmes de baccalauréat dans huit disciplines de sciences sociales, en 1985-86

A) PSYCHOLOGIE

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres (UQTR-B.A.)	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d.* et au choix	9 à 30cr.	9 à 42cr.	0 à 18cr.	12 à 30cr.	10 à 24 cr.	36 à 45cr.H** 47 cr. H***	24 cr. H 48 cr. H	24 cr. H 48 cr. H
2) Degré théorique d'ouverture	10 à 33%	10 à 46%	0 à 20%	13 à 33%	10 à 27%	40 à 50% H 53% M	27% H 53% M	27% H 53% M
3) Degré réel d'ouverture	6,1%	4,8%	3,6%	12,2%	9,7%	26,3% H 36,5% M	19,2% H 43,3% M	12,8% H 32,7% M

B) SCIENCE POLITIQUE

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres (UQAC-B.A.)	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d. et au choix	12 à 30cr.	18 à 21cr.		21 à 60cr.	21 à 60%	42 cr. H 48 cr. M	30 à 36cr.H 48 cr. M	30 cr. H 42 cr. M
2) Degré théorique d'ouverture	13 à 33%	20 à 23%		23 à 67%	23 à 67%	47% H 53% M	47% M 53% M	33% M 47% B
3) Degré réel d'ouverture	12,4%	11,2%		21,5%	11,2%	40,4% H 51,1% M	26,4% H 39,8% M	45,8% H 43,8% M

C) SOCIOLOGIE

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres (UQAR)	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d. au choix	9 cr.	21 à 57cr.		15 à 39cr.	18 à 39cr.	30 cr. H 48 cr. M	30 à 42cr.H 48 cr. M	30 cr. H 48 cr. M
2) Degré théorique d'ouverture	10%	23 à 63%		17 à 43%	20 à 43%	33% H 53% M	33 à 42% M 53% M	33% M 53% M
3) Degré réel d'ouverture	9,1%	16,6%		12,9%	8,3%	17,1% H 41,1% M	35,2% H 41,2% M	24,5% H 53,3% M

D) ANTHROPOLOGIE

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d. et au choix	12 à 15cr.	24 à 30cr.				30 cr. H 54% M	30 cr. H 48% M	
2) Degré théorique d'ouverture	14 à 17%	27 à 34%				33% H 60% M	33% H 53% M	
3) Degré réel d'ouverture	11,0%	18,9%				24,7% H 34,3% M	16,2% H 41,8% M	

* crédits hors départements
** baccalauréats "honours"
*** baccalauréats "major"

TABLEAU 2.12 (suite)

Degré théorique et réel d'ouverture des programmes de baccalauréat dans huit disciplines de sciences sociales, en 1985-86

E) ÉCONOMIQUE

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres (UQTR) (UQAR)	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d. et au choix	6 à 24cr.	15 à 21cr.	18 à 27cr.	6 à 33cr.	21 cr. 18 à 27cr.	48 cr. M 54 cr. M	30 cr. M 48 cr. M	33 à 48cr. M 42 à 60cr. M
2) Degré théorique d'ouverture	7 à 27$	16 à 24$	20 à 30$	7 à 37$	25$ 20 à 30$	53$ M 60$ M	33$ M 53$ M	33 à 53$ M 47 à 67$ M
3) Degré réel d'ouverture	20,5$	19,4$	5,6$	43,6$	53$ 20$	42,6$ M 46$ M	23,6$ M 46,7$ M	19,4$ M 51,7$ M

F) GÉOGRAPHIE

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres (UQTR) (UQAC) (UQAR)	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d. au choix	18 à 27cr.	9 à 18cr.	18 cr.	9 à 18cr.	9 à 21cr. 18 cr. 15 à 39cr.	36 cr. M 45 cr. M	33 cr. M 51 cr. M	30 cr. M 45 cr. M
2) Degré théorique d'ouverture	19 à 29$	10 à 20$	20$	10 à 20$	10 à 73$ 20$ 17 à 44$	40$ M 50$ M	37$ M 57$ M	33$ M 50$ M
3) Degré réel d'ouverture	14,9$	18,4$	9,4$	18,4$	12,5$ 16,4$ 20$	29,8$ M 38,9$ M	47,1$ M 40,7$ M	42,8$

G) SERVICE SOCIAL

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres (UQAH et UQAT)	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d. et au choix	12 à 21cr.	21 cr.	0 cr.	12 cr.	9 à 12cr.	30 à 42cr.		
2) Degré théorique d'ouverture	13 à 23$	23 $	0$	13$	10 à 13$	33 à 47$		
3) Degré réel d'ouverture	ND	ND	ND	ND	ND	ND		

H) RELATIONS INDUSTRIELLES*

	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres (UQAH)	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
1) Crédits optionnels h.d. et au choix	6 à 28cr.	15 cr.			3 à 30cr.			
2) Degré théorique d'ouverture	7 à 32$	16$			3 à 33$	(Programme multidépartemental)		
3) Degré réel d'ouverture	ND	ND			ND			

Source: Annuaires des universités et RECU.

au choix pouvant être pris hors département, varie de 33 à 50% pour le baccalauréat "honour", et de 50 à 60% pour le "major" quelle que soit la discipline visée.

En milieu francophone, le degré d'ouverture théorique des programmes est en moyenne bien plus faible. Il existe à ce chapitre d'importantes différences entre les universités; mais aussi entre les départements de sciences sociales du même établissement universitaire. A l'Université de Montréal par exemple le degré d'ouverture théorique des baccalauréats spécialisés en sciences sociales varie entre 16 et 63%, dépendamment de la discipline visée; à l'UQAM il se situe entre 13 et 67%. Dans une même discipline on peut trouver chez les francophones des programmes tout à fait fermés et d'autres complètement ouverts - par exemple Laval et Montréal en sociologie; Montréal et l'UQAM en science politique; Sherbrooke et Montréal en psychologie. En plus certaines catégories de programmes disciplinaires, chez les francophones semblent moins ouvertes que d'autres: l'économique, la géographie, le service social surtout. Mais les programmes fermés existent un peu ici et là dans toutes les disciplines: v.g. la sociologie et l'anthropologie à Laval, les relations industrielles à Montréal.

5.2 Le degré d'ouverture réel des programmes de sciences sociales

La dernière ligne du tableau 2.14 décrit ce qu'il en est du degré d'ouverture réel des programmes de baccalauréat, comparé à leur degré d'ouverture théorique, pour six des huit disciplines considérées.[1]

Dans les trois universités anglophones, les étudiants inscrits au "major" suivent presque toujours un nombre de cours hors département proche du maximum permis par les règles du programme - c.f. entre 40% et 50% de tous leurs cours pour les deux sessions considérées. Cela est

(1) Des problèmes d'ordre technique ayant empêché de réaliser à temps les analyses concernant les relations industrielles et le service social.

un peu moins évident pour les étudiants inscrits au "honours", mais il se peut dans ce cas-ci que les résultats soient biaisés, vu la courte période et la faible population considérées.

Dans les quatre universités francophones il existe par contre un écart considérable entre les règles théoriques et le degré réel d'ouverture des baccalauréats en sciences sociales. Dans quatre des six disciplines pour lesquelles on a pu réunir des données - psychologie, science politique, sociologie, anthropologie - le pourcentage de cours suivis hors du département est inférieur à la norme minimale fixée dans le règlement des études. L'explication du phénomène est simple: les étudiants prennent systématiquement leurs cours optionnels et "au choix" dans leur propre département plutôt qu'ailleurs!

Dans deux disciplines - géographie et économique - le pourcentage de cours pris à l'extérieur du département semble respecter la norme minimale dans la plupart des universités francophones. Ce n'est pas que les étudiants d'économique ou de géographie se soucient plus de formation générale que les autres. Ceux-ci sont tenus de suivre quelques cours obligatoires de mathématiques (pour les économistes) et de sciences naturelles (pour les géographes) dans d'autres facultés. Ces cours ont été assimilés aux cours optionnels extra-départementaux dans les chiffres tirés de RECU, faussant la signification de notre indicateur. En fait les étudiants des deux disciplines considérées reçoivent une formation hyperspécialisée autant que les autres.

Finalement c'est dans moins de dix des trente programmes francophones considérés que les étudiants suivent au minimum 15% de leurs cours hors département. Presque toujours il s'agit de programmes de l'Université du Québec. Étant donné le caractère multidépartemental des structures de l'UQ les chiffres sur l'ouverture réelle des dits programmes sont pourraient être plus élevés qu'on ne l'indique dans le cas des constituantes hors Montréal.

On n'a pu, pour les fins de ce rapport préliminaire, compléter l'analyse des données pour le service social et les relations industrielles. Le fort décloisonnement des programmes de McGill dans ces deux domaines ressort néanmoins, à la lumière des données disponibles.

- **La fréquentation des cours optionnels**

Les conséquences de l'ultraspécialisation sont multiples, en termes d'accessibilité, de qualité, d'efficience des programmes d'enseignement. Le comité reviendra là-dessus plus loin.

Les données du fichier RECU permettent toutefois de valider une des hypothèses souvent avancées à ce propos, et voulant que l'ultraspécialisation entraîne le plus souvent l'alourdissement des banques de cours de départements, et diminue la fréquentation moyenne de ces cours surtout s'ils sont de type optionnel.

On a examiné, dans sept établissements différents, quinze programmes de baccalauréat comptant une proportion de cours optionnels particulièrement élevée - i.e. de trente-cinq à cent cours par programme[1]. Les tableaux 2.13 et 2.14 montrent quelle est la fréquentation de ces cours durant la période 1983-86. Comme on pourrait logiquement s'y attendre, c'est à McGill, à Concordia et à l'UQAM - là où les programmes sont le plus décloisonnés - que la taille moyenne des groupes-cours est le plus élevée. On retrouve à McGill et Concordia une forte proportion de groupes-cours - 40% - dont la taille dépasse 50 étudiants. Enfin, le tableau 2.14 montre que c'est dans les universités anglophones et à l'UQ que l'offre de cours optionnels est aussi le plus rigoureusement gérée - i.e. pourcentage de cours de la banque offerts une seule fois aux trois ans, ou aucune fois, peut-être faute de clientèle suffisante.

(1) L'échantillon avait été constitué de la façon suivante: parmi les programmes de baccalauréats comportant au moins 40 cours à option, sélection de ceux ayant un rapport entre le nombre d'inscriptions totales et le nombre de cours à option offerts égal ou inférieur à 4 (N EETC/N cours $\leq$ 4) à la session d'automne 1985. Aux treize baccalauréats retenus, identifiés au tableau 2.14, on en a ajouté deux de l'université de Concordia, qui n'était pas représentée jusque-là dans l'échantillon, toujours en tenant compte de l'importance du nombre de cours à option.

TABLEAU 2.13

Répartition des cours à option selon la taille des groupes-cours, pour quinze programmes de baccalauréat de sciences sociales, au cours de la période 1983-1986

Taille du groupe-cours (Nombre d'étudiants)	LAVAL		MONTRÉAL		SHERBROOKE		UQAM		UQAR		McGILL		CONCORDIA		TOTAL	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
1 - 2	10,92	69	2,86	8	4,83	10	0,48	1	8,0	4	10,0	23	0,34	1	6,11	116
3 - 4	3,64	23	3,57	10	4,83	10	---	--	14,0	7	6,96	16	0,0	--	3,48	66
5 - 9	9,34	59	11,79	33	12,56	26	3,38	7	34,0	17	15,65	36	2,40	7	9,75	185
10 - 19	17,56	111	20,36	57	28,99	60	28,99	60	40,0	20	12,17	28	12,67	37	19,65	373
20 - 49	40,19	254	38,57	108	46,38	96	43,0	89	4,0	2	15,65	36	46,58	136	37,99	721
50 - 99	15,19	96	18,57	52	2,42	5	18,36	38	---	--	21,74	50	27,4	80	16,91	321
100 - +	3,16	20	4,29	12	---	--	5,8	12	---	--	17,83	41	10,62	31	6,11	116
TOTAL	100	632	100	280	100	207	100	207	100	50	100	230	100	292	100	1 898
Nombre moyen d'étudiants par cours		31		34		20		40		10		52		55		37

Source: RECU

TABLEAU 2.14

Fréquence de l'offre de cours à option,
dans quinze programmes de baccalauréat en sciences sociales
durant la période 1983-86

Nom de l'établissement	Département	COURS OFFERTS			Nombre total de cours à option départementaux considérés dans l'analyse
		Aucune fois %	1 fois %	2 fois et plus %	
LAVAL	Anthropologie	3,1	15,6	81,3	64
	Géographie	5,3	26,3	68,4	57
	Sciences politiques	9,8	17,4	72,8	92
	Sociologie	12,7	21,1	66,2	71
MONTRÉAL	Anthropologie	8,0	21,0	71,0	62
	Sociologie	11,3	19,4	69,3	62
SHERBROOKE	Psychologie	2,0	26,5	71,9	49
	Géographie	6,8	25,0	68,2	44
UQAM	Psychologie	13,3	16,7	70,0	60
	Sociologie	28,6	28,6	42,8	49
UQAR	Géographie	26,5	38,2	35,3	34
McGILL	Anthropologie	25,3	25,3	49,4	79
	Sociologie	28,2	22,5	49,3	71
CONCORDIA	Sciences politiques	15,5	18,3	66,2	71
	Sociologie	40,0	11,6	48,4	60
TOTAL		15,7	21,4	62,9	925

Source: RECU

6. Conclusions et questions sur l'orientation et le développement des programmes

6.1 Sur l'hyperspécialisation des programmes de baccalauréat

Le phénomène de l'hyperspécialisation des programmes de baccalauréat marque l'enseignement des sciences sociales en milieu francophone.

L'hypothèse du comité, laquelle reprend les conclusions de beaucoup d'analyses antérieures, est que la spécialisation des programmes, poussée trop loin, peut avoir des conséquences négatives sur beaucoup d'aspects de l'activité universitaire en sciences sociales. D'abord elle risque de restreindre la qualité de la formation, les étudiants n'ayant pas l'occasion de se familiariser de façon adéquate avec ces autres branches des sciences sociales et humaines complémentaires de leur discipline de spécialisation, et encore moins avec les spécialités d'autres secteurs. La spécialisation excessive peut diminuer l'accessibilité aux études, parce qu'elle rend plus coûteuse toute démarche de réorientation au premier cycle, ou tout changement d'établissement ou de spécialité, aux études avancées. Elle est onéreuse en termes de ressources, contribuant souvent à alourdir les banques départementales de cours, et à diminuer la fréquentation moyenne de ces cours, surtout de ceux non-obligatoires. Quand elle est trop marquée, elle n'encourage certainement pas non plus l'interdisciplinarité, ni ce processus continu de transfert des connaissances nécessaires au développement et à l'application de la recherche. Enfin, une trop forte spécialisation de la formation, comme on le notera plus loin, explique peut-être les difficultés éprouvées par les diplômés de certaines disciplines le moment venu de s'intégrer au marché du travail.

Le diagnostic précité, s'il est sévère, paraît-il fondé?

Plusieurs responsables de départements et d'associations - dont le R.Q.S. - considèrent que la formation interdisciplinaire en sciences

sociales est "un pont à jeter au-dessus d'un abîme" et "l'une des tâches les plus urgentes et les plus fondamentales auxquelles doit s'attaquer le comité".[1]

> Comment s'engager dans la poursuite d'un tel objectif? Doit-on d'abord compter sur l'initiative des universités elles-mêmes, dans le cadre d'une éventuelle réforme du premier cycle? Ou faut-il plutôt agir au niveau du secteur - facultés, familles - sans attendre les décisions des instances centrales de l'université? Est-ce aux départements de passer à l'action?

Certains prétendent que le principal obstacle au décloisonnement réside dans la méthode de financement de l'enseignement, laquelle met des unités budgétaires en concurrence pour le contrôle des crédits-étudiants, et des ressources qui y sont liées.

> Dans ce contexte, quels objectifs est-il réaliste de viser, à court et à moyen terme, en matière de décloisonnement des programmes, et de promotion de l'interdisciplinarité dans l'enseignement?

> Sur quelles actions devrait-on miser en priorité pour décloisonner les programmes? La rationalisation des banques de cours et l'augmentation des cours interdépartementaux? La réorganisation des programmes eux-mêmes, avec par exemple la suppression des baccalauréats spécialisés, ou la création des programmes pluridépartementaux? D'autres solutions?

> Quelles seraient les incidences d'un décloisonnement des baccalauréats sur l'orientation et le contenu des programmes d'études avancées?

Le décloisonnement des programmes, parce qu'il suppose un modèle différent d'enseignement avec séquences de cours et profils adaptés aux besoins de chaque étudiant peut entraîner l'augmentation des tâches professorales d'encadrement.

> De quelle façon les départements pourraient-ils faire face à ce surcroît de tâches, le cas échéant?

(1) Voir les mémoires soumis par le R.Q.S., l'Association des sociologues et anthropologues (ACSALF) et le Regroupement des travailleurs sociaux (RUFUTS).

6.2 Sur le développement des programmes en général

Le développement des programmes de sciences sociales paraît ambigu.

Plusieurs champs pluridisciplinaires nouveaux sont apparus à la périphérie des disciplines traditionnelles, dans les années 70 - v.g. communications, études urbaines, études régionales, récréologie, gérontologie, sexologie, etc...

En plus des programmes au contenu très général - sciences sociales, sciences sociales appliquées, sciences de l'intervention psycho-sociale - sont en train d'émerger en parallèle, depuis le début des années 80.

Il est difficile d'interpréter ces tendances qui touchent, ou des spécialités trop nouvelles, ou des champs exclus du mandat du comité. Les associations scientifiques et professionnelles que l'on a rejointes n'ont pas abordé la question du développement des disciplines et des programmes, même si elles avaient été invitées à le faire.

En quoi ces tendances observées au Québec, au chapitre du développement des disciplines et des programmes de sciences sociales peuvent-elles se comparer à celles existant ailleurs Amérique du Nord?

Quelle signification faut-il donner au phénomène de multiplication des programmes non-traditionnels durant la période récente? Ceux-ci répondent-ils toujours vraiment à des besoins nouveaux de synthese ou d'application des connaissances; en certains cas leur création ne dépendrait-elle pas beaucoup de jeux de rivalité institutionnelles - v.g. entre collège et université, entre universités anciennes et nouvelles, entre départements universitaires?

Tous les programmes considérés ici, en concurrence au chapitre des clientèles et des ressources, répondent à des buts assez différents: représentation des disciplines traditionnelles; promotion de savoirs nouveaux, tantôt spécialisés - v.g. gérontologie, sexologie - tantôt généraux - v.g. sciences sociales appliquées.

Tous ont-ils les mêmes possibilités de développement à court et à long terme?

Le couplage programme-département est beaucoup plus marqué dans les universités francophones que dans les universités anglophones. Au premier cycle on retrouve chez les francophones des spécialités - v.g. criminologie, récréologie - structurées en départements distincts alors qu'elles n'existent qu'à l'état de programmes chez les anglophones.

Aux études avancées les départements professionnels francophones - relations industrielles, service social - ont également leurs programmes contrairement à ce que l'on observe d'habitude chez les anglophones.

Quelle est la raison d'être de ce phénomène?

Les programmes de certificat sont aussi une particularité des francophones. Quels sont au juste les objectifs qu'ils poursuivent, dans les sciences sociales fondamentales?

Dans les disciplines professionnelles - v.g. gérontologie, animation, travail social, relations industrielles - comment les objectifs de certificats se concilient-ils avec ceux des programmes équivalents de niveau collégial?

Doit-on, comme les associations scientifiques - le R.Q.S., l'ACSALF - l'ont recommandé, évaluer en priorité la qualité et l'opportunité de ces programmes?

CHAPITRE 3

LES PROGRAMMES D'ÉTUDE

ADMISSIONS, INSCRIPTIONS, GRADES DÉCERNÉS

LES PROGRAMMES D'ÉTUDE - ADMISSIONS, INSCRIPTIONS, GRADES DÉCERNÉS

INTRODUCTION

Très abondantes, les données sur les admissions, les inscriptions et les grades décernés dans les divers programmes visés par l'étude méritaient d'être réunies dans une section à part. Celles-ci fournissent des indices parfois assez riches sur l'un ou l'autre aspect des activités d'enseignement, qu'il s'agisse de leur accès, de leur qualité, de leur efficience. L'examen simultané de ces indices permet en outre de cerner d'une façon plus complète la dynamique de développement des programmes, des disciplines, des établissements eux-mêmes.

Les programmes d'études universitaires se développent selon un cycle à long terme. Entre l'étape du lancement et l'atteinte de la vitesse de croisière il s'écoulera quatre ou cinq années au moins, s'il s'agit d'un programme de baccalauréat, et bien davantage s'il s'agit d'un doctorat. De la même façon, des problèmes de plafonnement ou de décroissance pourront prendre plusieurs années à se traduire de façon nette dans les statistiques d'inscriptions.

L'analyse des tendances à moyen et à long terme est donc nécessaire si l'on veut bien comprendre la situation dans laquelle se retrouvent les programmes du secteur, aux chapitres de la fréquentation et de la production de diplômés. Des comparaisons plus larges avec d'autres secteurs de formation, et avec d'autres systèmes universitaires provinciaux peuvent aider encore davantage à cerner la situation spécifique du secteur que l'on étudie. Les données de la banque SISCU de Statistique Canada, les seules disponibles, seront exploitées ci-après à ces fins.

Leur utilisation n'est toutefois pas sans inconvénient[1]. Pour la période plus récente, la banque RECU du MESS, beaucoup plus précise que la précédente, sera utilisée, de même que certaines informations transmises par les universités en réponse aux questionnaires.

On commencera par analyser les données sur les inscriptions, pour les différents secteurs, dans les diverses provinces, au cours des quinze dernières années, avant de considérer les chiffres sur chacune des disciplines de sciences sociales. Cette analyse très générale sera suivie d'un examen des tendances à plus court terme, par programme et par établissement, durant la dernière période de cinq ans. Les données sur la fréquentation une fois considérées, on s'intéressera à celles touchant l'offre et la demande d'admission dans les programmes, pour les divers cycles et dans les différents établissements. En un dernier temps on mesurera la production de diplômés pour le secteur dans son ensemble et pour les différents programmes.

(1) Les données de SISCU sont regroupées par disciplines plutôt que par programmes; cela rend SISCU plus ou moins compatible avec la banque RECU du MESS, d'autant plus que les catégories de l'une et l'autre, en sciences sociales, sont un peu différentes. Ainsi les inscriptions en relations industrielles sont classées par SISCU dans les sciences de l'administration; celles en sexologie sont classées dans les sciences de la santé. Toutes deux sont impossibles à mesurer.

En outre les données de SISCU n'ont pas toujours fait l'objet d'une standardisation rigoureuse d'un établissement à l'autre et d'une année à l'autre comme cela a été réalisé avec le fichier RECU.

Enfin, les comparaisons interprovinciales permises par SISCU s'avèrent en pratique assez complexes à mener, à cause de l'hétérogénéité des situations des divers systèmes concernés. Il existe par exemple en Ontario non seulement un baccalauréat de quatre ans, mais un autre de trois ans - dit baccalauréat avec concentration - dont la clientèle est confondue par SISCU avec celle du premier. Une bonne partie des inscriptions au baccalauréat ontarien, 20 à 33% selon les années, sont classées dans une catégorie résiduelle, ce qui les rend difficiles à comparer avec celles du Québec, etc.

On trouvera à l'annexe 3A une série de tableaux comparant les données tirées des deux banques que l'on utilise dans ce chapitre - SISCU et RECU - pour la période 1982-1986.

1. L'évolution des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, au Québec, en Ontario et au Canada, depuis 1972

On commentera brièvement ici plusieurs tableaux ou graphiques composés à l'aide des données de Statistique Canada, comparant l'évolution des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs de formation, au Québec, en Ontario et pour tout le Canada, depuis 1972-73.[1] Vu le caractère parfois approximatif des chiffres de SISCU on s'intéressera surtout aux écarts prononcés entre les secteurs ou entre les régions géographiques, croyant que l'on a d'autant plus de chance ainsi de minimiser les erreurs d'interprétation.

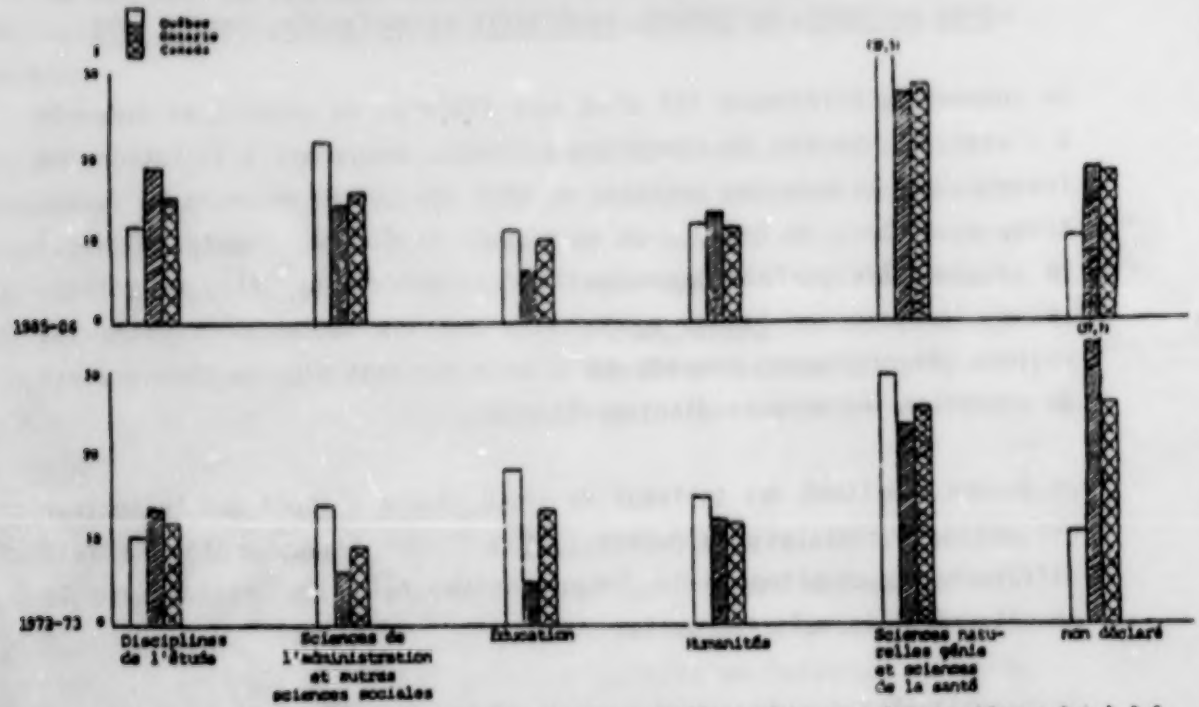
Un examen simultané des tableaux de SISCU révèle d'abord que le secteur des sciences sociales, au Québec, obéit à une dynamique tout à fait différente au chapitre de la fréquentation, selon qu'on considère le baccalauréat, la maîtrise ou le doctorat.

Au baccalauréat les inscriptions calculées en EETC[2] ont augmenté à un rythme à peine supérieur à la moyenne générale depuis 1972: 105% en sciences sociales, contre 88% pour l'ensemble des secteurs universitaires. De sorte que, comme l'indique le graphique 3.1, en 1985-86 les sciences sociales gardent grosso modo le même pourcentage des inscriptions totales qu'en 1972-73, c'est-à-dire 11%. Ce graphique montre toutefois que d'autres secteurs ont augmenté davantage leur part des inscriptions totales durant la période: les sciences de l'administration et autres sciences sociales surtout - dans lesquelles SISCU inclut les relations industrielles - de même que les sciences de la nature, le génie et les sciences de la santé. Les humanités et les sciences de l'éducation ont décliné. Les disciplines de l'étude, au baccalauréat, ne sont donc pas à première vue, dans une situation difficile; un examen attentif des chiffres de l'annexe montre toutefois que dès 1975-76

(1) Ces tableaux et graphiques sont présentés au complet à l'annexe 3B.

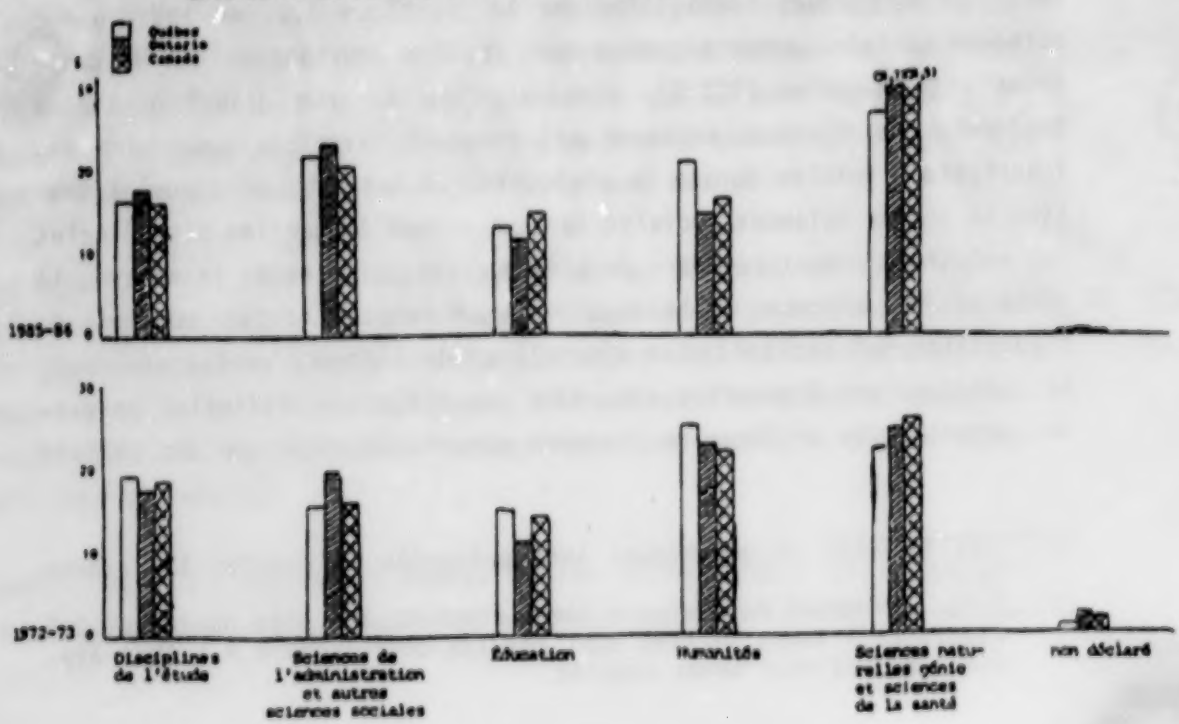
(2) EETC: étudiant équivalence temps complet; aux fins du calcul 2.5 étudiants à temps partiel sont réputés correspondre à 1 (un) étudiant équivalence temps complet.

GRAPHIQUE 3.1 - Proportion des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, pour les études de baccalauréat, au Québec, en Ontario et au Canada, en 1972-73 et en 1985-86, en EETC.



* Les tableaux de l'annexe 3 section B présentent les chiffres réels pour les graphiques 3.1 à 3.6.

GRAPHIQUE 3.2 - Proportion des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, pour les études de maîtrise, au Québec, en Ontario et au Canada, en 1972-73 et en 1985-86, en EETC.



leur croissance a ralenti, et par la suite est constamment demeurée inférieure au taux moyen d'augmentation des inscriptions pour tous les secteurs.

Le graphique 3.1 et les données de l'annexe font voir, chose assez surprenante, que les disciplines de l'étude occupent une position beaucoup plus importante en Ontario et au Canada qu'au Québec, en ce qui regarde la part des inscriptions totales au baccalauréat: 19% en Ontario (33 500 étudiants ETC) contre seulement 11% au Québec (11 500 étudiants ETC). Ces chiffres seraient encore plus élevés probablement si le nombre d'inscriptions dites "indéterminées" en Ontario étaient redistribuées par secteur.

Depuis quinze ans les inscriptions à la maîtrise en sciences sociales au Québec ont augmenté à un rythme inférieur à celui des autres secteurs (78% contre 108%); mais néanmoins elles ont crû beaucoup plus vite que ce n'a été le cas des sciences sociales en Ontario. De sorte que le nombre des inscriptions à la maîtrise, dans les deux provinces, est aujourd'hui à peu près équivalent (2 500 étudiants ETC).

Le poids des sciences sociales, dans l'ensemble des inscriptions à la maîtrise est assez semblable au Québec et ailleurs au Canada - environ 17% de l'effectif. Le graphique 3.2 montre que ce sont les humanités qui, à la maîtrise, sont davantage développées au Québec qu'en Ontario, alors que les sciences de laboratoires le sont moins.

Au doctorat la croissance des inscriptions en sciences sociales depuis 1972 se compare à la croissance pour l'ensemble des secteurs au Québec. En 1985, le nombre d'inscriptions au Québec (947 EETC) équivaut aux deux tiers de celui de l'Ontario. Les sciences sociales au doctorat regroupent près du quart de l'effectif étudiant total, au Québec comme ailleurs au Canada.

Enfin, pour les programmes courts de 1er cycle, SISCU révèle que les inscriptions en sciences sociales seraient les plus faibles, parmi les

secteurs que l'on compare; en plus ces inscriptions auraient connu une diminution assez importante depuis 1980.[1]

De 1972 à 1985, aussi bien en sciences sociales que dans les autres secteurs, au Québec comme en Ontario, les inscriptions à temps complet ont crû plus vite que celles à temps partiel, à tous les cycles d'études.

Au baccalauréat, en 1985, les trois quarts de l'effectif sont inscrits à temps complet, en sciences sociales et ailleurs, au Québec comme en Ontario. A la maîtrise la proportion d'inscrits à temps complet en sciences sociales au Québec (57%) est inférieure à celle de l'Ontario (70%); mais elle est identique à celle des autres secteurs québécois. Au doctorat cette proportion d'inscrits (65%) est inférieure à celle des autres secteurs au Québec (72%) et à celle des sciences sociales en Ontario (80%).

- **Faits saillants sur l'évolution des inscriptions en sciences sociales, et la place de celles-ci vis-à-vis les autres secteurs**

Ces quelques comparaisons générales aident déjà à cerner des caractéristiques importantes du secteur pour les inscriptions aux programmes d'étude.

- Les sciences sociales constituent l'un des secteurs les plus populeux de l'université aux études avancées, en particulier au doctorat, et ce partout au Canada. Ce fait leur procure une certaine visibilité, un prestige particulier, même si leur poids, au premier cycle n'est pas très élevé, surtout ici-même au Québec.

- Alors qu'elles connurent une forte croissance au début des années 70, les sciences sociales, depuis dix ans, ne ces-

(1) Mais les données sur les inscriptions en relations industrielles, rappelons-le, ne sont pas incluses dans le décompte de SISCU.

sent de perdre du terrain, au baccalauréat et à la maîtrise, par rapport aux autres secteurs, au Québec.

- Contrairement à certaines idées assez répandues, le nombre et la proportion des inscriptions en sciences sociales sont bien plus faibles au Québec qu'ailleurs, qu'en Ontario par exemple, pour ce qui est du baccalauréat. Mais ce n'est pas le cas à la maîtrise et au doctorat.

2. L'évolution des inscriptions dans les différentes disciplines de sciences sociales au Québec, en Ontario et au Canada, depuis 1972

De 1972 à 1985 il y a eu une forte augmentation des inscriptions dans certaines disciplines de sciences sociales, et une diminution importante dans d'autres disciplines, et ce un peu partout au Canada.

Deux disciplines, science politique et science économique, ont connu, au baccalauréat, une croissance très au-dessus de la moyenne observée pour les sciences sociales et pour le 1er cycle universitaire en général. Par exemple la hausse des inscriptions au sein de ces deux disciplines au Québec depuis 1972 - plus de 200% - se compare à celle en sciences de l'administration. En revanche une troisième discipline, la géographie, a connu partout une stagnation avec, par exemple, au Québec une hausse de 13% en 13 ans contre 105% en moyenne pour le secteur des sciences sociales.

Les quatre autres principales disciplines - psychologie, sociologie, anthropologie, travail social - ont crû à un rythme voisin de celui du secteur, et du 1er cycle universitaire en général depuis 1972. La psychologie et la sociologie ont toutefois connu une légère baisse relative au Québec, cete dernière discipline subissant une chute plus prononcée ailleurs au Canada.

Aux 2e et 3e cycles les tendances sont un peu plus variées. Partout cependant les inscriptions en géographie déclinent en termes relatifs;

et celles en anthropologie progressent partout de façon notable, aussi bien au 2e qu'au 3e cycle.

Par ailleurs, les graphiques 3.4, 3.5 et 3.6 montrent que l'effectif du secteur se répartit de façon tout à fait inégale entre les diverses disciplines; et que le poids relatif de chaque discipline au chapitre des inscriptions, n'est pas non plus le même à tous les cycles. Mais la répartition des inscriptions par discipline est souvent semblable au Québec, en Ontario, et pour l'ensemble du Canada.

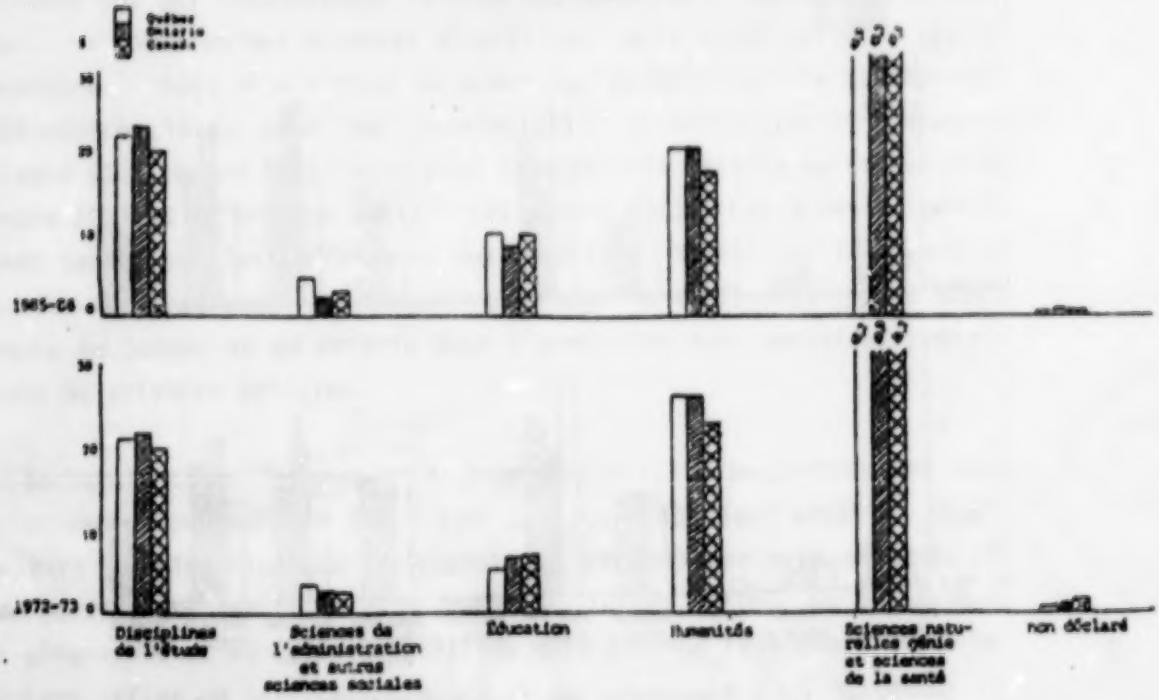
Au baccalauréat par exemple, dans toutes les régions du Canada, trois disciplines regroupent à elles seules les deux tiers de toutes les inscriptions: la psychologie, l'économique, la science politique - voir le graphique 3.4. La première est un peu moins développée au Québec que dans le reste du Canada (25% vs 30% des inscriptions totales) alors que c'est le contraire pour la troisième (20% au Québec contre 15% ailleurs).

Un second trio de disciplines - sociologie, géographie, service social - comptent ensemble entre 25% et 30% des effectifs totaux, dépendamment de la région. Le reste va à l'anthropologie (5%) et aux disciplines faiblement représentées en terme de programme - la criminologie, la démographie, la récréologie - sur lesquelles on s'arrêtera peu dans cette section.

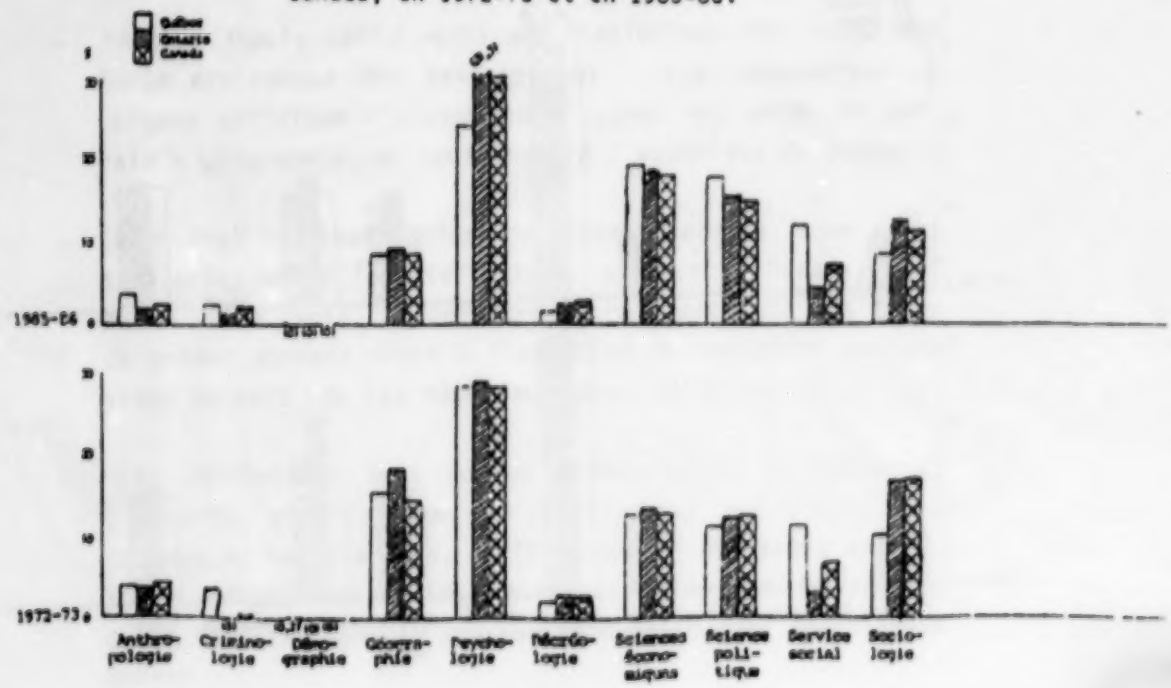
Il faut noter les différences importantes, en chiffres absolus, des inscriptions par discipline au baccalauréat au Québec et en Ontario, en 1985-86: 1 000 étudiants ETC en sociologie au Québec contre 3 375 ETC en Ontario, en données normalisées sur trois ans; 2 100 contre 3 975 en science politique, 2 250 contre 4 837 en économique, 2 850 contre 7 850 en psychologie[1].

(1) Les données ontariennes rappelons-le, constituent des minimum, vu l'importance des inscriptions classées indéterminées par SISCU et la difficulté d'évaluer la proportion des clientèles inscrites à un baccalauréat de trois ans comme au Québec.

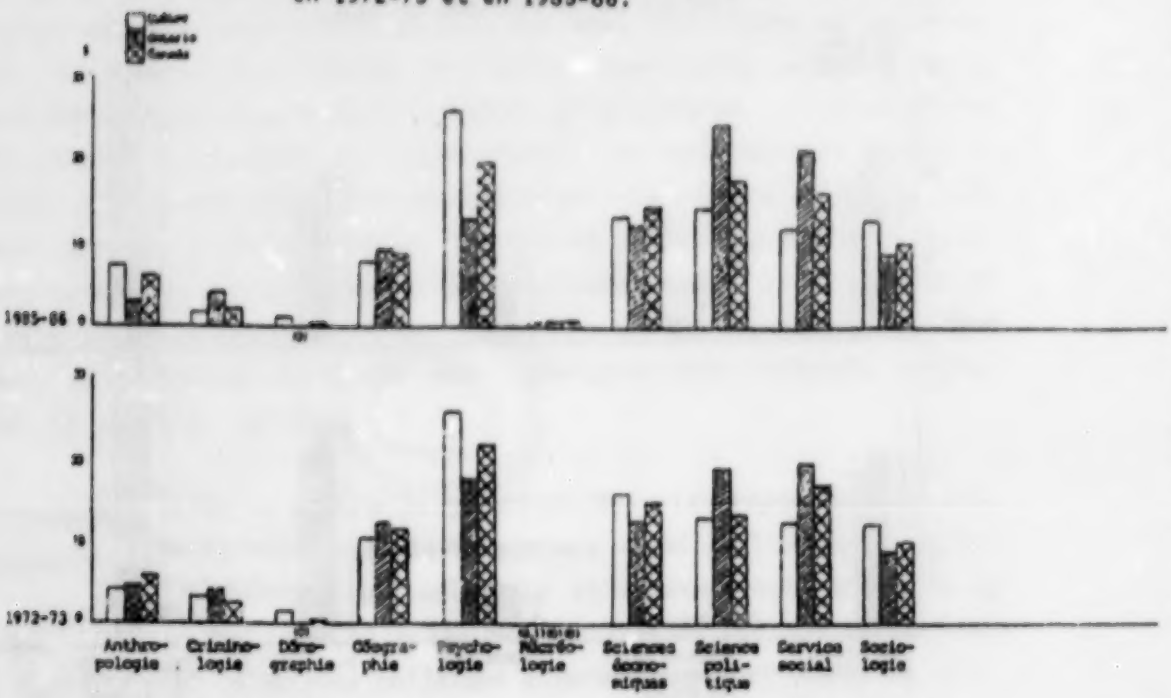
GRAPHIQUE 3.3 - Proportion des inscriptions en sciences sociales et dans les autres secteurs, pour les études de doctorat, au Québec, en Ontario et au Canada, en 1972-73 et en 1985-86, en EETC.



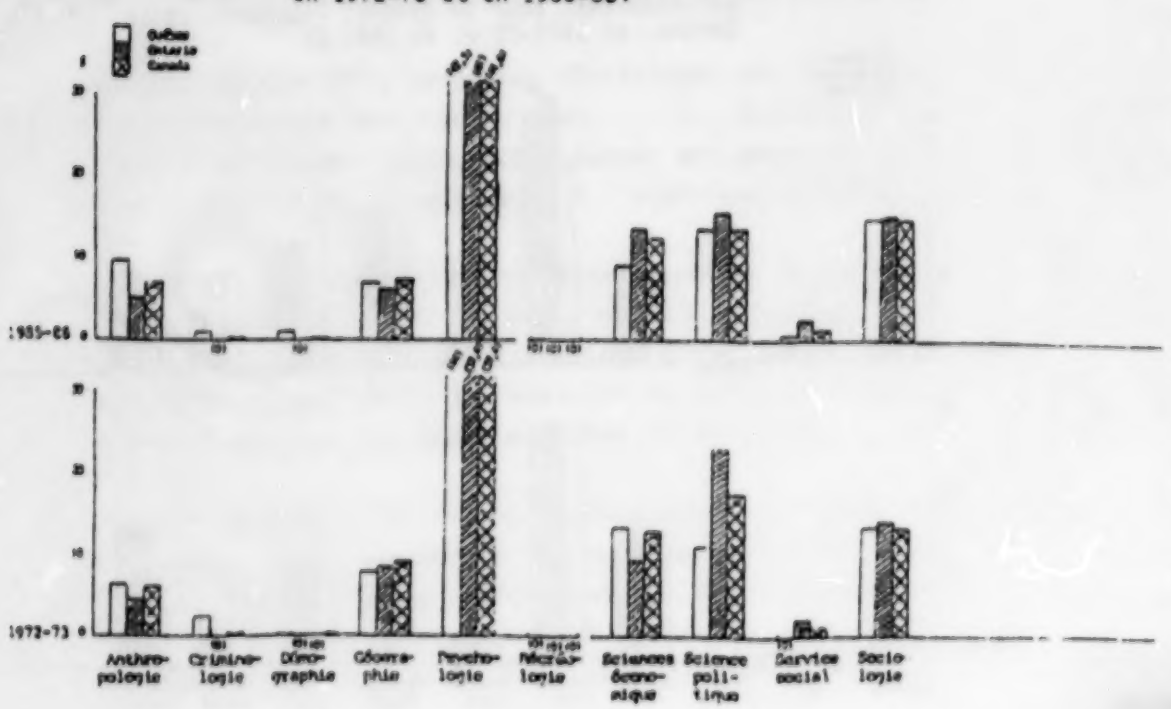
GRAPHIQUE 3.4 - Proportion des inscriptions dans les principales disciplines de sciences sociales, aux études de baccalauréat, pour le Québec, l'Ontario et le Canada, en 1972-73 et en 1985-86.



GRAPHIQUE 3.5 - Proportion des inscriptions dans les principales disciplines de sciences sociales, aux études de maîtrise, pour le Québec, l'Ontario et le Canada, en 1972-73 et en 1985-86.



GRAPHIQUE 3.6 - Proportion des inscriptions dans les principales disciplines de sciences sociales, aux études de doctorat, pour le Québec, l'Ontario et le Canada, en 1972-73 et en 1985-86.



A la maîtrise, la psychologie, l'économique et la science politique réunissent 50% des inscriptions au lieu des deux tiers comme au baccalauréat. La position des diverses disciplines varie assez selon la région considérée. Sont plus fortes au Québec qu'en Ontario: la psychologie (25% contre 13% du total des inscriptions), la sociologie et l'anthropologie (20% contre 12%); sont plus faibles: la science politique (15% contre 25%) et le service social (12% contre 25%). Ces écarts s'expliquent tantôt par les préférences des étudiants, tantôt par la diversité de rôle des programmes eux-mêmes, des grades de différents cycles étant requis au Québec et en Ontario pour l'admission dans certaines professions de sciences sociales.

Au doctorat, comme le montre le graphique 3.3, la proportion des inscriptions en psychologie est élevée partout - 40% de l'effectif total. La part des inscriptions en sociologie et anthropologie augmente de quelques points sur ce qu'elle était aux autres cycles; en économique, en géographie et en science politique elle diminue légèrement, et elle devient infime en service social.

- **faits saillants sur l'évolution des inscriptions par discipline**

  - Partout depuis 1972, certaines disciplines ont connu une forte croissance des inscriptions - v.g. économique et science politique - alors que d'autres ont perdu du terrain - géographie, et sociologie à l'extérieur du Québec.

  - En général les inscriptions se répartissent de façon assez semblables entre les disciplines, partout au Canada; sauf au deuxième cycle, et ce entre autres parce que les types de grades donnant droit à l'exercice de certaines professions ne sont pas les mêmes au Québec et ailleurs.

  - Les différences très fortes notées entre le Québec et l'Ontario, pour le nombre d'inscriptions aux divers programmes de baccalauréat, différences qui disparaissent ensuite au deuxième cycle, laissent croire que le premier cycle ontarien remplit une fonction différente de celui du Québec.

3. Les inscriptions par université et par programme au cours de la période 1982-1987

Le fichier RECU du MESS fournit des données sur les inscriptions par programme d'étude depuis 1982. On y aura recours pour cerner d'un peu plus près la situation du secteur.

3.1 Les inscriptions au baccalauréat durant la période 1982-1987 (tableau 3.1 et tableaux de l'annexe 3B)[1]

- Les universités anglophones sont fort développées en sciences sociales au baccalauréat, avec 40% des inscriptions totales au Québec, et plus de 50% dans certaines disciplines (psychologie, économique, science politique).

- Les universités francophones les plus populeuses - Laval, Montréal et l'UQAM - comptent chacune 15% de l'effectif total du baccalauréat; le dernier 15% est réparti entre Sherbrooke et les constituantes de l'UQ hors Montréal.

- Les inscriptions sont beaucoup plus concentrées dans les grands établissements anglophones (70% des EETC en psychologie, science politique et économique); elles sont dispersées de façon assez égale entre six ou sept spécialités chez les francophones.

- La taille des programmes de baccalauréat est fort variée: huit des soixante-huit dénombrés au tableau 3.1 comptent

(1) On observe, pour les inscriptions au baccalauréat calculées en EETC, un écart de 3 000 EETC entre les chiffres fournis par SISCU, pour l'année 1985-86, et ceux de RECU, pour la moyenne annuelle durant la période 1982-87. L'inclusion dans RECU des inscriptions aux programmes de relations industrielles (1 400), de sexologie (366) et de sciences sociales générales (300) explique une bonne partie de l'écart. Pour le reste, celui-ci est dû à une sous-estimation par le fichier SISCU des inscriptions à l'université de Concordia; mais aussi évidemment à une différence de choix des années-témoins. Voir les tableaux de l'annexe 3A et 3B.

TABLEAU 3.1

Inscriptions au baccalauréat,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle, en EETC

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL	TOTAL
Anthropologie	105,9	216,5					58,6	104,8	485,7
Criminologie		285,0							285,0
Démographie									
Géographie	184,7	146,2	148	245,3	142,0 (1)	39,6	133,0	132,0	1 170,8
Psychologie	248,6	420,9	126,5	216,4	270,2 UQTR	85,8	741,0	847,2	2 956,7
Récréologie					190,0 UQTR		131,7		321,7
Relations industrielles	694,3	284,3			91,2 UQAH			344,5	1 419,1
Sciences économiques	247,1	302,6	106,9	321,0	59,9 (2)	125,6	723,8	494,4	2 381,2
Science politique	428,6	332,6		493,2	18,5 UQAC	53,4	526,4	666,2	2 519,0
Service social	307,0	178,0	246,9	277,3	142,0 (3)			199,1	1 574,5
Sexologie				366,3					366,3
Sociologie	163,6	213,3		310,4	48,4 UQAR	35,6	297,2	120,8	1 189,4
Sciences sociales					95,7 (5)	2,0	224,3		97,7
Autres					133,7 (4)			80,4	214,1
TOTAL	2 379,7	2 379,6	628,3	2 229,8	1 191,4	342,0	2 840,9	2 989,5	14 981,1

(1) dont 49,5 à l'UQTR, 33,9 à l'UQAC et 58,5 à l'UQAR.
(2) dont 42 à l'UQTR et 17,6 à l'UQAR.
(3) dont 42,6 à l'UQAT et 99,4 à l'UQAH.
(4) génagogie à l'UQTR.
(5) dont 76,4 à l'UQAC et 19 à l'UQAH.

autour de 500 EETC ou plus: outre les programmes de psychologie, de science politique et d'économique à McGill et Concordia, ce sont les sciences politiques à l'UQAM et les relations industrielles à Laval. Deux autres programmes ont plus de 450 inscrits.

Dans les quatre établissements de Montréal et à Laval presque tous les autres programmes ont entre 200 et 450 inscriptions EETC; mais des exceptions se rencontrent en anthropologie (deux programmes), en géographie (trois programmes) et en sociologie (deux).

Enfin la taille des programmes des autres universités est beaucoup moindre: autour de 100 EETC à Sherbrooke; de 25 à 100 à Bishop's. Sur les quinze baccalauréats de l'UQ hors Montréal, onze comptent moins de 100 inscrits, six moins de 50.

- En 1986-87, comparativement à 1982-83, les inscriptions ont augmenté de façon très forte ou assez forte dans presque toutes les disciplines à Montréal, Concordia, Sherbrooke et Bishop's. Elles ont diminué de façon parfois notable dans la majorité des programmes à Laval, à l'UQAM et dans les cinq autres constituantes de l'UQ. Elles sont restées stables à McGill.[1]

3.2 Les inscriptions aux certificats et mineures durant la période 1982-1987 (tableau 3.2 et tableaux de l'annexe 3B)

- Les inscriptions aux programmes de mineures[2] et de certificats sont très inégales d'un endroit à l'autre:

(1) Voir les données de l'annexe 3B.
(2) Selon les critères de RECU, et pour les fins de la présente analyse, sont considérés comme inscrits à une mineure en sciences sociales les seuls étudiants qui ne sont pas déjà inscrits à une majeure dans le secteur - de façon à éviter un double comptage des mêmes étudiants.

TABLEAU 3.2

Inscriptions aux certificats et mineures,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle en EETC

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL	TOTAL
Anthropologie	55,9	32,9					7,1		95,9
Criminologie		143,5							143,5
Démographie		19,3							19,3
Géographie	77,7	9,8	23,1	18,7		3,2	5,5		138,0
Psychologie	292,3	24,4		39,2	30,0 (1)	8	27,2		480,1
Récréologie							0,2		0,2
Relations industrielles	191,9	638,8			87,4 (2)				917,4
Sciences économiques	136,6	70,8		44,5	UQAH 3,1	11,7	28,1		294,8
Science politique	239,2	30,6				2,2	12,7		285,4
Service social	189,0(4)	656,6	32,9		697,1 (3)		154,5		1 730,0
Sexologie									
Sociologie	231,2(5)	48,1				2,7	21,7		303,7
Sciences sociales				41,5					41,5
Autres									
TOTAL	1 413,8	1 674,8	115,0	166,9	817,5	27,7	257,7		4 473,4

(1) dont 1,5 à l'UQAC et 28,5 à l'UQAT.
(2) dont 25,2 à l'UQAT et 62,2 à l'UQAH.
(3) dont pour la gérontologie 166,6 à l'UQTR, 42,7 à l'UQAC, 7,5 à l'UQAR, 40,3 à l'UQAT, 105,5 à l'UQAH;
pour le travail social 26,1 à l'UQAC, 0,0 à l'UQAT, 24,6 à l'UQAH;
en animation 59,7 à l'UQAC, 111,8 à l'UQAR, 36,5 à l'UQAT, 40,2 à l'UQAH;
en réadaptation sociale 17 à l'UQAC.
(4) dont 16,4 en gérontologie.
(5) dont 21,6 en méthodologie de recherche sociale.

nulles ou presque dans les trois universités anglophones, à Sherbrooke et à l'UQAM; représentant 40% de toutes les inscriptions EETC du 1er cycle à Laval et à Montréal, et de 50% à 75% dans les quatre plus petites constituantes de l'UQ.

- Les programmes les plus fréquentés diffèrent un peu d'un endroit à l'autre: à l'UQ il s'agit des certificats en gérontologie et en animation; à la Faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal, des certificats ou mineures en gérontologie, animation, travail social et en relations industrielles; à Laval enfin, d'un peu tous ces programmes, et de certains autres de sciences fondamentales.

- Les données de 1986-87, comparées à celles de 1982-83, montrent que les inscriptions dans les programmes considérés ont évolué généralement à la hausse, dans les sciences sociales appliquées, et à la baisse dans les autres disciplines.

3.3 Les inscriptions dans les programmes de maîtrise durant la période 1982-1987 (tableau 3.3 et tableaux de l'annexe 3B)

- Les universités anglophones ont peu d'inscrits à la maîtrise; les universités francophones en ont beaucoup - leurs effectifs représentant à eux seuls les 4/5 de tous ceux de l'Ontario.

- Ce sont toujours les universités francophones qui ont les programmes très fréquentés: Montréal (dans sept disciplines), Laval (dans cinq disciplines), l'UQAM (deux disciplines) et Sherbrooke (une discipline).

TABLEAU 3.3

Inscriptions à la maîtrise,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle en EETC

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL	TOTAL
Anthropologie	59,3	72,7						17,4	149,4
Criminologie		58,1							58,1
Démographie		39,9							39,9
Géographie	62,0	35,3	59,0	26,8				26,4	209,5
Psychologie	166,6	196,3	29,3(1)	131,9	69,1 UQTR		32,0	11,0	636,2
Récréologie					15,6 UQTR				15,6
Relations industrielles	65,8	59,7							125,5
Sciences économiques	56,5	118,9	93,4(2)	41,8			20,1	45,4	376,2
Science politique	110,4	99,3		83,4			34,2	59,4	386,7
Service social	76,4	69,5	73,6					61,4	280,9
Sexologie				47,1					47,1
Sociologie	95,6	84,2		88,2			25,0	12,8	305,8
Sciences sociales									
Autres									
TOTAL	692,6	833,9	255,3	419,2	84,7		111,4	233,7	2 630,8

(1) et 73,7 au diplôme de 2e cycle en psychologie.
(2) dont 69,4 en coopération.

Source: RECU

- La taille moyenne des programmes francophones est souvent considérable; dans six disciplines elle est presque toujours le double ou le triple de la taille des programmes ontariens les plus populeux (v.g. Toronto ou York).[1]

- Les chiffres de 1986-87 comparés à ceux de 1982-83, montrent que les inscriptions ont évolué de façon très diversifiée; elles ont augmenté à Laval, à l'UQAM et à l'UQTR, plafonné à Montréal et diminué à Concordia, McGill et Sherbrooke. Les disciplines ont connu une évolution parfois très différente, dépendamment de l'établissement considéré.

3.4 Les inscriptions dans les programmes de doctorat durant la période 1982-1987 (tableau 3.4 et tableaux de l'annexe 3B)

- Les inscriptions au doctorat sont réparties de façon un peu plus équilibrée qu'à la maîtrise entre universités anglophones et francophones. Néanmoins les francophones regroupent les trois quarts de l'effectif total d'inscrits, l'Université de Montréal en comptant 40% à elle seule.

- Un tiers des programmes ont plus de 30 inscriptions EETC; un autre tiers moins de douze inscrits. Les programmes très fréquentés, ou peu fréquentés se retrouvent dans tous les établissements.

- La taille des programmes les plus fréquentés de chaque discipline au Québec est une fois et demi à deux fois moins élevée que celle des programmes ontariens les plus populeux (sauf pour la sociologie et la psychologie à Montréal et la géographie à Laval); elle est également in-

(1) D'après les données colligées dans les rapports annuels du Ontario Council of Universities. Voir annexe 3E.

TABLEAU 3.4

Inscriptions au doctorat,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle en EETC

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL	TOTAL
Anthropologie	24,4	22,2						30,4	77,7
Criminologie		11,3							11,3
Démographie		8,1							8,1
Géographie	33,4	12,6						12,8	58,8
Psychologie	31,6	175,6		43,9	8,9 UQTR		33,6	64,2	357,8
Récréologie									
Relations industrielles	9,0	1,7							10,7
Sciences économiques	18,7	24,9					9,9	37,8	91,3
Science politique	29,8	36,4		35,5				22,5	124,2
Service social		4,5						4,0	8,5
Sexologie									
Sociologie	28,3	55,1		29,0				20,0	132,4
Sciences sociales									
Autres									
TOTAL	175,2	352,4		108,4	8,9		43,5	191,6	880,0

Source: RECU

férieure à la taille moyenne des programmes américains (de 1¼ à 2 fois en anthropologie, science économique, science politique, sociologie; mais elle est identique en géographie et en psychologie).[1]

- Enfin, les inscriptions au doctorat sont supérieures de beaucoup en 1987, à ce qu'elles étaient en 1982 dans les universités francophones, mais inférieures de beaucoup en milieu anglophone.

4. Les admissions par université et par programme durant la période 1981-82 à 1985-86

Dans leurs réponses aux questionnaires, les universités ont transmis des données sur leurs pratiques d'admission qui apportent un éclairage intéressant sur certains aspects du développement des programmes, durant la période 1981-82 à 1985-86.

4.1 Les demandes d'admission

- Il existe la plupart du temps, un parallélisme entre l'évolution de la demande d'admission et l'évolution des inscriptions par programme au cours de la période considérée. Ainsi ce n'est qu'à la maîtrise pour McGill, l'UQAM et Concordia, et au baccalauréat pour Sherbrooke, qu'on observe des mouvements en sens contraire, les demandes d'admission augmentant alors que les inscriptions totales aux programmes diminuent ou vice-versa. Des variations dans l'offre d'admission, dans les taux d'inscriptions des candidats admis, ou dans le mode de fréquentation des inscrits peuvent expliquer ce genre de phénomène.

(1) Voir les données de l'annexe 3E.

- Comme le montrent les données des tableaux de l'annexe 3C, l'importance des demandes d'admission aux divers programmes varie énormément selon les cycles et les établissements concernés. Au baccalauréat par exemple, les demandes annuelles approchent 850 ou 1 000 à certains endroits, mais sont inférieures à 50 en d'autres. Dans les autres catégories de programmes en revanche, les chiffres sont en général bien plus modestes et on observe moins d'écarts d'un endroit à un autre. Les données sur la demande d'admission sont difficiles à interpréter vu la possibilité qu'ont les individus de se porter candidats dans plusieurs établissements et programmes à la fois.

4.2 Le taux d'admission

Le taux d'admission - i.e. le nombre de candidats admis à un programme donné, par rapport au nombre total de candidats à l'admission - illustre le caractère plus ou moins sélectif des programmes.

- Au baccalauréat - tableau 3.5 - le taux varie beaucoup dépendamment des disciplines et des universités. Il est bas en général dans les disciplines comptant des programmes dits contingentés - psychologie, travail social, criminologie, récréologie, sexologie. Mais même dans ces spécialités, il peut varier de façon très notable - v.g. du simple au triple ou au quadruple, en psychologie et en travail social.

- Le taux d'admission au baccalauréat varie beaucoup par université; à Laval, à Sherbrooke et à l'UQ, environ neuf candidats sur dix sont admis; le chiffre est un peu moindre à Concordia. Par contre à McGill la proportion d'admis n'est que de cinq ou six sur dix, et à Montréal de trois à cinq sur dix.

TABLEAU 3.5

Taux d'admission* au baccalauréat,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	94.5	50.7					83.3	62.2
Criminologie		18.1						
Démographie								
Géographie	79.6	32.7	98.8(1)	95.7	(2)	ND	92.6	35.2(5)
Psychologie	30.9	19.3	33.3	27.0	80.3 UQTR	ND	82.1	64.3(6)
Récréologie					82.8 UQTR		68.7	
Relations industrielles	93.9	25.7						63.5
Sciences économiques	91.8	37.5	88.4	91.6	(3)	ND	80.2	52.8
Science politique	94.5	28.2		92.5	90.0 UQAC	ND	86.9	61.2
Service social	55.5	16.4	77.9	32.4	64.9 UQAT			39.7
Sexologie				48.3				
Sociologie	94.5	37.5		92.4	97.0 UQAR	ND		53.6
Sciences sociales					94.7 UQAC		76.8	
Autres					79.8 (4)			

(1) 93.7 en géographie physique.
(2) 95.5 à l'UQTR, 96.3 à l'UQAC et 98.1 à l'UQAR.
(3) 95.9 à l'UQTR et 92.1 à l'UQAR.
(4) génagogie à l'UQTR.
(5) 35.2 en géographie physique et 52.4 en géographie humaine.
(6) 64.3 pour le B.A. et 51.4 pour le B.Sc.

* Taux d'admission: nombre de candidats admis à un programme par rapport au nombre total de candidats à l'admission.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

- A la maîtrise le taux d'admission diffère beaucoup par établissement, mais aussi par programme à l'intérieur de la même université - tableau 3.6. Il est le plus bas en général à McGill - v.g. inférieur à 45%, cinq fois sur sept - et le plus élevé à Laval - supérieur à 65% sept fois sur huit pour la maîtrise de recherche. On trouve des taux très élevés pour certains programmes - 85% et plus en géographie et service social à Sherbrooke - et d'autres taux très faibles - 20% à 33% pour psychologie et sociologie à McGill.

- Au doctorat les taux d'admission varient encore plus qu'à la maîtrise. Ceux-ci sont plutôt bas à McGill - inférieurs à 45% cinq fois sur six - et plutôt élevés à l'UQAM - i.e. supérieurs à 70%. A Laval et à Montréal on trouve des départements aux taux très bas - trois ou quatre à 50% et moins - et quelques autres aux taux très élevés - i.e. supérieurs à 85%.

- Au certificat, les taux d'admission sont le plus souvent extrêmement élevés, approchant fréquemment 100% à Laval et dans les constituantes de l'UQ.

4.3 Le taux d'inscription

Le taux d'inscription des candidats admis reflète en principe le potentiel d'attraction réel des programmes, et peut être aussi, en certains cas, l'impact de la sélection opérée à l'admission.

- Au baccalauréat - tableau 3.9 - les candidats admis se comportent très différemment dépendamment de l'université en cause. A Montréal, de huit à neuf sur dix décident de s'inscrire; entre six et sept le font à McGill; environ

TABLEAU 3.6

Taux d'admission* à la maîtrise,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL*	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	68.5 (A) 84.0 (B)	62.5						34.1
Criminologie		61.6						
Démographie		71.0						56.6 (M.A.) 66.0(M.Sc.)
Géographie	78.8 (B)	64.9	87.7	85.8				14.5 (M.A.)
Psychologie	62.6 (A) 63.2 (B)	43.3	42.4	47.6	64.0 UQTR		ND	19.1(M.Sc.)
Récréologie					91.0 UQTR			
Relations industrielles	51.0 (A) 69.6 (B)	39.3						
Sciences économiques	59.1 (A) 69.0 (B)	52.9	44.4 (2)	41.5				40.3
Science politique	61.6 (A) 80.1 (B)(1)	56.9		56.3			ND	43.6
Service social	76.4 (A) 80.2 (B)	51.0	94.0					64.9
Sexologie				37.8				
Sociologie	79.9 (B)	62.5		63.2			ND	32.3
Sciences sociales								
Autres								

* Pour Laval la lettre entre parenthèses indique le type de maîtrise.

(1) en plus 69.1 (A) en analyse des politiques.
(2) en plus 65.5 en coopération.

* Taux d'admission: nombre de candidats admis à un programme par rapport au nombre total de candidats à l'admission.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

TABLEAU 3.7

Taux d'admission* au doctorat,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	95.1	66.5						35.6
Criminologie		60.0						
Démographie		50.8						
Géographie	84.7	74.2						49.4
Psychologie	59.1	60.4		72.9	69.4 UQTR		ND	10.5
Récréologie								
Relations industrielles	46.5	34.5						
Sciences économiques	36.6	42.2					ND	28.8
Science politique	52.3	52.1		71.4				40.1
Service social								
Sexologie								
Sociologie	75.1	61.6		78.6				43.0
Sciences sociales								
Autres								

* Taux d'admission: nombre de candidats admis à un programme par rapport au nombre total de candidats à l'admission.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

TABLEAU 3.8

Taux d'admission* au certificat,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	98.9							
Criminologie		79.2						
Démographie		66.7						
Géographie	81.4							
Psychologie			76.5 (4)		94.6 UQAT			
Récréologie								
Relations industrielles		92.4			94.3 UQAT			
Sciences économiques				89.9				
Science politique	94.4							
Service social	69.9	69.5 (3)	71.9		83.4 UQAC			
Sexologie								
Sociologie	98.4							
Sciences sociales	100.0(1)			96.9	86.4 (6)			
Autres	97.7(2)	86.5 (2)	79.6 (2)		98.6 UQTR (2) 92.5 (5)		58.3 (7) 57.3 (8)	

(1) méthode de recherche sociale.
(2) gérontologie.
(3) animation.
(4) psychologie des relations humaines.
(5) animation, 92.5 à l'UQAC, 99.3 à l'UQAR et 94.1 à l'UQAT.
(6) réadaptation sociale à l'UQAC.
(7) community service.
(8) family life education.

* Taux d'admission: nombre de candidats admis à un programme par rapport au nombre total de candidats à l'admission.

Source: Questionnaire adressé aux universités

TABLEAU 3.9

Taux d'inscription* au baccalauréat,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	40.	82.					50.	65.
Criminologie		92.						
Démographie								
Géographie	52.	81.	29. (1)	36.	(2)	ND	44.	(6)
Psychologie	55.	93.	26.	40.	55. UQTR	ND	43.	66. (B.A.) 66. (B.Sc.)
Récréologie					53. UQTR		57.	
Relations industrielles	47.	89.						65.
Sciences économiques	34.	79.	18.	30.	(3)	ND	47.	50. (7)
Science politique	41.	78.		39.	100. UQAC	ND	28.	65. (8)
Service social	58.	92.	31.	69.	87. UQAT			85.
Sexologie				72.				
Sociologie	37.	76.		36.	79. UQAR	ND	50. (5)	57.
Sciences sociales					100. UQAC		65.	
Autres					71. (4)			

(1) et 20. en géographie physique.
(2) 55. à l'UQTR, 100. à l'UQAC et 60. à l'UQAR.
(3) 48. à l'UQTR et 51. à l'UQAR.
(4) génagogie à l'UQTR.
(5) sociology and anthropology.
(6) 45. en géographie physique et 65. en géographie humaine.
(7) et 63. en Economics & Political Science.
(8) et 64. en Political Science & History.

* Taux d'inscription: nombre de candidats s'inscrivant à un programme par rapport au nombre de candidats admis.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

cinq sur dix à Concordia; entre quatre et cinq à Laval[1]; de trois à quatre à l'UQAM; deux à trois à Sherbrooke. Dans les constituantes de l'UQ hors Montréal, les taux dépassent tous cinq sur dix.

- A la maîtrise - tableau 3.10 - on observe des différences dans les taux d'inscriptions non seulement entre les universités mais aussi selon le programme concerné. A Montréal, quatre candidats admis sur cinq s'inscrivent; à l'UQAM, à Sherbrooke et à Laval, deux sur trois; à McGill et à l'UQTR, un sur deux. On trouve quelques programmes dont les taux sont supérieurs ou inférieurs à ces chiffres dans chaque établissement concerné.

- Au doctorat - tableau 3.11 - les taux d'inscriptions sont très forts à Montréal, supérieurs à 75% six fois sur neuf; un peu moindres à Laval, i.e. entre 60% et 70% dans la majorité des cas; moyens à l'UQAM et plutôt faibles à McGill, i.e. moins de 50% trois fois sur six.

- Au certificat enfin, les taux d'inscriptions sont fort élevés à Montréal et dans les constituantes régionales de l'UQ, mais plus faibles et très variés ailleurs.

5. La production de diplômés

On examinera les tendances plus générales, au chapitre de la production de diplômés, avant de considérer les données par université.

(1) L'Université, dans sa réponse au questionnaire, signale que pour les baccalauréats avec majeure, une même personne peut voir sa candidature comptée plusieurs fois, le cas échéant, pour diverses combinaisons de majeure et de mineure d'une même discipline, d'où risque à la fin de sous-estimer les taux d'inscriptions.

TABLEAU 3.10

Taux d'inscription* à la maîtrise,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL *	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	78. (A) 76. (B)	90.						54.
Criminologie		69.						
Démographie		70.						
Géographie	58. (B)	82.	73.	63.			ND	66. (M.A.) 43.(M.Sc.)
Psychologie	75. (A) 69. (B)	86.	85. (2)	78.	75. UQTR			69. (M.A.) 41.(M.Sc.)
Récréologie					59. UQTR			
Relations Industrielles	48. (A) 67. (B)	75.						
Sciences économiques	49. (A) 64. (B)	82.	63. (3)	64.				42.
Science politique	39. (A) 69. (B)(1)	72.		68.			ND	42.
Service social	87. (A) 89. (B)	86.	73.					81.
Sexologie				75.				
Sociologie	71. (B)	84.		68.			ND	41.
Sciences sociales								
Autres								

* Pour Laval la lettre entre parenthèses indique le type de maîtrise.
(1) et 59. (A) en analyse des politiques.
(2) psychologie des relations humaines.
(3) et 56. en coopération.

* Taux d'inscription: nombre de candidats s'inscrivent à un programme par rapport au nombre de candidats admis.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

TABLEAU 3.11

Taux d'inscription* au doctorat,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	70.	95.						63.
Criminologie		58.						
Démographie		77.						
Géographie	69.	68.						48.
Psychologie	60.	87.		67.			ND	62.
Récréologie								
Relations industrielles	100.	42.						
Sciences économiques	55.	81.					ND	35.
Science politique	64.	84.		58.				28.
Service social								
Sexologie								
Sociologie	68.	90.		56.				59.
Sciences sociales								
Autres								

* Taux d'inscription: nombre de candidats s'inscrivant à un programme par rapport au nombre de candidats admis.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

TABLEAU 3.12

Taux d'inscription* au certificat,
par discipline et université,
durant la période 1981-86

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	50.							
Criminologie		83.						
Démographie		68.						
Géographie	39.							
Psychologie			82. (4)		83. UQAT			
Récréologie								
Relations industrielles		88.			84. UQAT			
Sciences économiques				52.				
Science politique	53.							
Service social	74.	85. (3)	61.		100. UQAC			
Sexologie								
Sociologie	53.							
Sciences sociales	53. (1)			49.	100. (6)			
Autres	72. (2)	87. (2)	86. (2)	38. (5)	(7)		75. (8) 69. (9)	

(1) méthode de recherche sociale.
(2) gérontologie.
(3) animation.
(4) psychologie des relations humaines.
(5) archéologie.
(6) réadaptation sociale.
(7) animation, 100. à l'UQAC, 93. à l'UQAR et 79. à l'UQAT;
gérontologie, 80. à l'UQTR, 100. à l'UQAC et 92. à l'UQAT.
(8) community service.
(9) family life education.

* Taux d'inscription: nombre de candidats s'inscrivant à un programme par rapport au nombre de candidats admis.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

5.1 Comparaisons intersectorielles et interprovinciales

Les chiffres de Statistique Canada, présentés pour la plupart à l'annexe 30, révèlent les faits suivants:

- Au baccalauréat la production de diplômés en sciences sociales croît au même rythme que dans les autres secteurs universitaires, de 1975 à 1985. Elle représente autour de 14,5% du nombre total de diplômés québécois en 1985, ce qui est un peu supérieur à la proportion d'inscrits en sciences sociales.

- Le rapport inscriptions/grades décernés pour les programmes de baccalauréat en sciences sociales est tout à fait comparable à celui des programmes d'autres secteurs comme le montre le tableau 3.13.

- Enfin, la production québécoise, en 1975 et en 1985 ne représente qu'une faible partie du total canadien en sciences sociales - 17,5% -, soit trois fois moins que celle de l'Ontario. Pourtant le Québec, pour tous les secteurs, délivre près du quart de tous les diplômes de baccalauréat du Canada en 1985.

- A la maîtrise en sciences sociales la part du Québec est plus importante: 29% de tous les diplômes canadiens, en 1985. Mais l'Ontario en délivre 48%, avec à peine 4% plus d'inscriptions EETC que le Québec. Le rapport inscriptions/grades décernés à la maîtrise apparaît bien plus faible au Québec qu'en Ontario (.32 contre .48). Mais le même phénomène existe dans les autres secteurs québécois aussi, à la maîtrise comme le montre le tableau 3.13.

- Au doctorat en sciences sociales, le Québec délivre le quart de tous les grades en 1985, l'Ontario la moitié; la

TABLEAU 3.13

Rapport entre inscriptions et grades décernés* au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat, en sciences sociales et dans certains autres secteurs, au Québec et en Ontario, en 1985, à la lumières des données de SISCU

	BACCALAURÉAT		MAITRISE		DOCTORAT	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario
Disciplines de l'étude	.31	ND**	.32	.48	.13	.13
Sciences de l'administration et autres sciences sociales	.28	ND	.42	.51	.16	.07
Humanités	.28	ND	.28	.50	.11	.11
Sciences naturelles et génie; sciences de la santé	.26	ND	.38	.47	.25	.24
Ensemble des secteurs	.26	ND	.35	.51	.17	.16

* Le rapport est mesuré de la façon suivante:
nombre de diplômés par secteur en 1985 selon SISCU/nombre d'inscrits EETC en 1980-81 selon SISCU. (Pour le doctorat, cet indice est trop grossier, et des raffinements lui sont apportés un peu plus loin dans le texte).

** Non disponible à cause de l'impossibilité pour l'Ontario, de distinguer les inscriptions aux programmes d'une durée de trois ans et de quatre ans.

part relative du Québec n'a cessé d'augmenter depuis 1975, en sciences sociales comme dans la plupart des autres secteurs.

5.2 La production de diplômés par programme et par université

- Le rapport inscriptions/grades décernés pour le programmes de baccalauréat, calculé cette fois à l'aide des données de RECU[1], se situe autour de .25 durant la période 1981-85 - voir tableau 3.14. Théoriquement, au bout de trois ans les trois quarts d'une cohorte d'inscrits obtiennent donc leur grade, ce qui s'approche de la moyenne réputée valoir habituellement pour l'Université.

- Ce rapport est un peu plus élevé dans les sciences sociales appliquées que dans celles dites fondamentales. Il est plus fort aussi dans les établissements comptant une plus forte proportion d'inscrits à temps complet.

- Les établissements anglophones délivrent, durant la période 1981-85, environ 40% des 3 400 diplômes de baccalauréat émis annuellement dans le secteur, ce qui correspond à la proportion de leur effectif au chapitre des inscriptions. D'ailleurs la distribution des diplômés par université et discipline suit la plupart du temps la distribution observée au chapitre des inscriptions.

- Pour les mineures et les certificats le rapport inscriptions/grades décernés est tantôt très élevé, tantôt très faible. Certains chiffres sont difficiles à interpréter.

(1) Le rapport est obtenu en retenant comme numérateur le nombre annuel moyen de diplômés tel qu'établi dans les rapports annuels des universités durant la période 1981-1985, et comme dénominateur le nombre d'inscriptions EETC pour 1982-1983, année la plus éloignée pour laquelle RECU fournit des chiffres.

TABLEAU 3.14

Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés*
dans les programmes de baccalauréat,
par université et par discipline:
données pour la période 1981-85

Université / Discipline	LAVAL		MONTRÉAL		SHERBROOKE		UQAM		UQ. Autres		BISHOP'S**		CONCORDIA		McGILL		TOTAL	
	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport
Anthropologie	32,8	0,26	40,0	0,28									7,8	0,35	25,4	0,25	106,0	0,27
Criminologie			87,8	0,32													87,8	0,32
Géographie	52,6	0,26	34,2	0,31	37,0	0,32	61,8	0,25	45,0	0,24			23,4	0,28	43,6	0,38	297,6	0,28
Psychologie	62,6	0,31	117,6	0,30	39,4	0,33	61,4	0,28	51,6	0,27			144,2	0,28	191,2	0,24	668,0	0,27
Récréologie									55,4	0,28			45,2	0,29			100,6	0,27
Relations industrielles	165,2	0,22	ND	ND									0,6		88,2	0,24	254,0	0,23
Sciences économiques	76,2	0,29	66,8	0,32	22,0	0,23	31,0	0,13	15,0	0,23			116,8	0,18	123,0	0,27	450,8	0,22
Sciences politiques	86,6	0,33	73,6	0,25			85,8	0,19					97,4	0,31	136,6	0,22	480,0	0,24
Service social	102,8	0,38	54,8	0,35	78,8	0,34	66,0	0,28	48,8	0,41			60,0	0,32	86,2	0,47	497,4	0,36
Sexologie							21,2	0,14									51,2	0,14
Sociologie	54,8	0,34	51,6	0,25			96,2	0,15	12,8	0,21			57,8	2,40	36,4	0,26	289,6	0,24
Sciences sociales									24,0	0,24							24,0	0,24
Autres									32,6	0,21							32,6	0,16
TOTAL	633,6	0,28	506,4	0,29	177,2	0,31	413,4	0,19	285,2	0,25			593,7	0,26	730,6	0,26	3 340,5	0,26

* Le rapport est obtenu en retenant comme numérateur le nombre annuel moyen de diplômés tel qu'établi dans les rapports annuels des universités durant la période 1981-1985, et comme dénominateur le nombre d'inscriptions EETC pour 1982-1983, année la plus éloignée pour laquelle RECU fournit des chiffres.

** L'Université n'a pas transmis les données considérées.

Source: RECU et statistiques institutionnelles sur les grades décernés.

TABLEAU 3.19

Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés* dans les programmes de mineures et certificats de 1er cycle, par université et par discipline: données pour la période 1981-85

Université / Discipline	LAVAL		MONTRÉAL		SHERBROOKE		UQAM		UQ. Autres		BISHOP'S**		CONCORDIA***		McGILL		TOTAL	
	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport
Anthropologie	3,4	0,05	11,6	0,72													15,0	0,16
Archéologie							8,6	0,34									8,6	0,34
Criminologie			47,8	0,35													47,8	0,35
Démographie			12,6	0,61													12,6	0,61
Géographie	6,6	0,08	6,2	0,91			0,4										13,2	0,06
Psychologie			7,4	0,47	44,2	0,68	62,2		4,4	0,12							118,2	0,28
Récréologie			43,8														43,8	43,80
Relations industrielles	5,8	0,06	223,8	0,38					16,4	0,85							246,0	0,35
Sciences économiques	8,0	0,09	28,4	0,41			13,0	0,42	0,4	0,07							49,8	0,17
Sciences politiques	22,0	0,08	23,2	0,83									3,6	0,13			48,8	0,14
Service social	103,8	7,01	275,4	0,64	36,4	1,82			350,0	0,68			ND	ND			788,6	0,79
Sciences sociales							1,2										1,2	ND
Sociologie	6,0	0,02	25,0	0,79													31,0	0,10
TOTAL	155,6	0,12	705,2	0,52	80,6	0,37	85,4	1,50	371,2	0,64			26,6	0,26			1 424,6	0,40

* Le rapport est obtenu en retenant comme numérateur le nombre annuel moyen de diplômés tel qu'établi dans les rapports annuels des universités durant la période 1981-1985, et comme dénominateur le nombre d'inscriptions EETC pour 1982-1983, année la plus éloignée pour laquelle RECU fournit des chiffres.

** L'Université n'a pas transmis les données considérées.

*** N'inclut pas de données sur les mineures.

Source: RECU et statistiques institutionnelles sur les grades décernés.

Il se peut qu'ils reflètent un problème d'abandon ou de longueur des études. Mais les méthodes de comptage des grades des universités sont en cause elles aussi, fort probablement.

- Il est parfois difficile d'interpréter les données sur la production de diplômés aux cycles avancés, car les régimes d'études y sont variés et les conditions de développement des programmes sont diversifiées. Néanmoins, de rapport entre inscriptions et grades décernés à la maîtrise semble très faible - voir tableau 3.16. Ce n'est qu'en psychologie qu'il correspond quelque peu à la durée théorique des études de maîtrise: c'est-à-dire deux ans, avec .50 inscrits obtenant leur grade chaque année. Dans la moitié des programmes le rapport est inférieur à .20; dans quelques-uns il n'atteint même pas .05.

- Au doctorat le rapport est encore plus difficile à mesurer, RECU ne fournissant pas de données sur les inscriptions avant 1982, alors que la durée de l'inscription au doctorat excède une période de cinq ans pour beaucoup d'étudiants. Le tableau 3.17 montre que ce rapport voisine .10 dans l'ensemble des programmes.

- La psychologie, la démographie et la criminologie ont des résultats supérieurs à la moyenne au doctorat; les autres disciplines ont des résultats bien inférieurs. On compte une douzaine de programmes, sur vingt-huit, avec un rapport inférieur à .10.

- Des simulations ont été faites à l'aide des données sur les inscriptions de Statistique Canada pour 1977-78 - données tenant mieux compte de la durée réelle des études de doctorat de la plupart des diplômés, i.e. sept à huit ans. Ces simulations font croire que les chiffres du tableau 3.17 sont sous-estimés de deux à trois points.

TABLEAU 3.16

Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés* à la maîtrise,
par université et par discipline:
données pour la période 1981-85

Université / Discipline	LAVAL		MONTRÉAL		SHERBROOKE		UQAM		UQ - Autres		BISHOP'S		CONCORDIA		McGILL		TOTAL	
	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport
Anthropologie	9,4	0,15	11,4	0,21											4,4	0,22	25,2	0,19
Criminologie			11,4	0,19													11,4	0,19
Démographie			8,0	0,19													8,0	0,19
Géographie	10,2	0,16	8,0	0,23	10,6	0,19	1,2	0,05							5,2	0,20	35,2	0,17
Psychologie	58,4	0,43	86,4	0,47	24,0	0,66	40,4	0,33	29,2	0,45			12,0	0,44	4,4	0,37	254,8	0,44
Récréologie									2,6	0,15							2,6	0,19
Relations industrielles	8,4	0,15	5,2	0,08													8,4	0,07
Sciences économiques	13,6	0,28	34,2	0,31	3,6	0,06	3,4	0,10					5,4	0,26	9,4	0,15	69,6	0,21
Sciences politiques	25,4	0,22	16,8	0,19			14,8	0,19					5,4	0,20	7,8	0,17	70,2	0,20
Service social	16,0	0,26	16,2	0,27	14,0	0,16									25,8	0,35	72,0	0,25
Sexologie							3,2	0,09									3,2	0,09
Sociologie	13,8	0,18	20,2	0,22			13,8	0,20					5,8	0,23	2,0	0,14	54,8	0,20
TOTAL	155,2	0,25	212,6	0,27	52,7	0,22	76,8	0,21	31,8	0,38			27,8	0,29	98,0	0,25	619,4	0,29

* Le rapport est obtenu en retenant comme numérateur le nombre annuel moyen de diplômés tel qu'établi dans les rapports annuels des universités durant la période 1981-1985, et comme dénominateur le nombre d'inscriptions EETC pour 1982-1983, année la plus éloignée pour laquelle RECU fournit des chiffres.

Source: RECU et statistiques institutionnelles sur les grades décernés.

TABLEAU 3.17

Estimation du rapport entre inscriptions et grades décernés* au doctorat,
par université et par discipline:
données pour la période 1981-85

Université / Discipline	LAVAL		MONTRÉAL		SHERBROOKE		UQAM		UQ. Autres		BISHOP'S		CONCORDIA		McGILL		TOTAL	
	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport	Moyenne Diplômés 1981-85	Rapport
Anthropologie	1,6	0,06	1,8	0,15											2,2	0,06	5,6	0,08
Criminologie			1,8	0,16													1,8	0,16
Démographie			1,6	0,21													1,6	0,21
Géographie	1,6	0,06	0,6	0,05											2,0	0,12	4,2	0,08
Psychologie	4,2	0,13	21,8	0,15			2,0	0,05	0,0	0,0			7,4	0,33	10,0	0,16	45,4	0,15
Relations industrielles	0,6	0,18	0,0														0,6	0,13
Sciences économiques	1,0	0,08	1,2	0,05									1,0	0,09	5,4	0,10	8,6	0,08
Sciences politiques	2,8	0,13	1,2	0,05			0,0	0,0							1,6	0,08	5,6	0,06
Service social															0,4	0,07	0,4	0,07
Sociologie	2,2	0,11	5,6	0,10			0,2	ND							1,4	0,07	9,4	0,09
TOTAL	14,0	0,10	35,6	0,12			2,2	0,033	0,0	0,0			8,4	0,25	23,0	0,11	83,2	0,11

* Le rapport est obtenu en retenant comme numérateur le nombre annuel moyen de diplômés tel qu'établi dans les rapports annuels des universités durant la période 1981-1985, et comme dénominateur le nombre d'inscriptions EETC pour 1982-1983, année la plus éloignée pour laquelle RECU fournit des chiffres.

Source: RECU et statistiques institutionnelles sur les grades décernés.

- Des tableaux de l'annexe décrivent comment évolue la production de diplômés en 1985 comparativement à 1981. Au baccalauréat on observe une baisse du nombre de diplômés dans une vingtaine de programmes sur soixante-dix. Le phénomène touche particulièrement la sociologie, la géographie et l'économique, et des universités comme Laval, l'UQAM, McGill et Sherbrooke plus souvent que les autres. A la maîtrise, la production de diplômés évolue à la hausse dans environ la moitié des programmes. Au doctorat en revanche, le nombre total de grades décernés ne varie à peu près pas en 1981 et en 1985.

6. Conclusions et questions à propos des admissions, des inscriptions et des grades décernés dans les différents programmes d'étude

6.1 A propos de la distribution des clientèles dans les établissements francophones et anglophones

Les chiffres présentés plus haut montrent que les établissements francophones et les établissements anglophones ont beaucoup de caractéristiques inverses, pour les inscriptions aux programmes de sciences sociales; à la façon dont ils évoluent actuellement ces différences entre les uns et les autres tendent à devenir plus accusées.

Ainsi les universités anglophones ont de plus fortes clientèles au baccalauréat que les universités francophones, ces dernières comptant plus d'inscrits aux études avancées, et dans les programmes courts de 1er cycle. La majorité des universités francophones depuis 1980, ont vu leurs inscriptions décroître au baccalauréat; les universités anglophones elles, ont perdu du terrain à la maîtrise et au doctorat. Tout se passe comme si les deux sous-systèmes étaient menés par des orientations contraires, au baccalauréat, aux études avancées, dans les programmes courts (certificats et mineures).

A cela s'ajoutent d'autres différences: chacune des universités anglophones concentre ses activités dans trois ou quatre sciences sociales de base alors que les principales universités francophones couvrent davantage de spécialités - celles-ci étant en outre souvent organisées en départements autonomes, comme on l'a vu plus haut. Les universités anglophones mettent l'accent sur la formation générale et pluridisciplinaire, les universités francophones le mettent sur la formation monodisciplinaire spécialisée.

Dans son mémoire au comité, le Regroupement québécois des sciences sociales souligne l'importance du clivage existant entre les universités francophones et les universités anglophones.

Ce clivage est-il plus prononcé en sciences sociales que dans d'autres secteurs universitaires - v.g. génie, gestion - davantage modelés par la tradition nord-américaine? Si tel est le cas, comment les différences d'orientation notées plus haut entre francophones et anglophones se répercutent-elles concrètement dans les programmes d'enseignement?

En milieu anglophone québécois, comme en Ontario, une fraction minime des bacheliers poursuivent des études avancées en sciences sociales, à la différence de ce que l'on constate en milieu francophone. Où vont les bacheliers anglophones: vers le marché du travail ou vers des programmes d'études professionnels?

6.2 Sur les standards de fréquentation et la taille des programmes d'étude en sciences sociales

Les inscriptions aux programmes d'étude de sciences sociales, au baccalauréat et à la maîtrise en particulier, sont en général au-dessus des standards ou seuils numériques déjà préconisés par le Conseil des universités pour les sciences humaines.[1]

Au premier cycle, de faibles clientèles se rencontrent surtout dans les programmes de baccalauréat et de certificat des petites constituantes

(1) Voir l'étude sectorielle en sciences de l'éducation.

de l'Université du Québec; à la maîtrise, certains programmes anglophones de sciences sociales fondamentales ont une très petite taille.

Au doctorat les problèmes de clientèles sont le lot à la fois des francophones et des anglophones, que ce soit en géographie, en économique ou dans des disciplines professionnelles comme la démographie, la criminologie, les relations industrielles et le service social.

Comment remédier aux problèmes considérés sachant que tous ces programmes font face à des contraintes particulières. Au doctorat, certains requièrent des infrastructures coûteuses pour bien fonctionner, comme en géographie; d'autres se situent dans des créneaux très pointus, comme en démographie et en criminologie; d'autres sont marqués par l'impact du marché du travail auprès des finissants de 1er cycle, comme en économique, en relations industrielles et en service social.

Au premier cycle les programmes moins fréquentés sont souvent localisés à la fois dans des régions à faible bassin démographique et dans des établissements qui n'offrent pas de prolongement disciplinaire aux cycles supérieurs, ce qui restreint d'autant le pouvoir d'attraction de ces programmes.

Face à ces diverses contraintes, quelles avenues doivent être empruntées pour améliorer la situation?

6.3 Sur les standards d'admission et l'entrée dans les programmes d'étude

Les données sur les taux d'admission aux programmes laissent apparaître des différences souvent considérables d'une université à l'autre.

Les pratiques d'admission dans une même spécialité sont tantôt très sélectives, tantôt très libérales. Comment cela s'explique-t-il de l'avis des universités elles-mêmes? Est-ce que des critères de capacité d'accueil des programmes sont pris en compte, au moment des décisions?

Comment interpréter les différences très marquées dans les taux d'inscriptions aux programmes, d'une université à l'autre, des candidats y ayant été admis?

6.4 Sur les grades décernés dans les programmes

La production de diplômés, dans les programmes de baccalauréat en sciences sociales est bonne, et se compare à celle observable dans les autres secteurs sauf pour les constituantes de l'UQ, dont les particularités de développement pourraient être en cause.

Au doctorat, la production, assez variable selon les programmes et pas toujours facile à mesurer, semble néanmoins se comparer à celle des autres secteurs de sciences humaines, et à celle de l'Ontario, si l'on se fie aux chiffres de STATCAN.

Pour les programmes de maîtrise en revanche la situation est moins intéressante. La production est relativement faible, comparativement à celle observée au 1er cycle, ou à celle observée en Ontario, selon STATCAN.

Les problèmes de production des diplômés à la maîtrise, en sciences sociales et ailleurs, ont été observés il y a déja longtemps, et paraissent longs à corriger. Comment s'expliquent-ils? Par un manque de rigueur des critères d'admission aux programmes? Par les trop fortes exigences des professeurs, oubliant que la maîtrise est censée représenter, entre autres, une étape d'initiation à la recherche? Par les difficultés des étudiants au chapitre du financement des études et du soutien pédagogique?

Quelles stratégies, quelles incitations les universités utilisent-elles, et pourraient-elles utiliser pour corriger les problèmes constatés à la maîtrise?

Quels objectifs pourraient être raisonnablement retenus, pour la durée des études, ou les taux de sortie au doctorat? Quelles mesures sont, ou pourraient être prises par les universités pour atteindre les dits objectifs?

CHAPITRE 4

LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES SOCIALES

LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES SOCIALES

INTRODUCTION

Le thème des étudiants est abordé sous plusieurs facettes dans d'autres sections de ce rapport: antécédents et formation reçue au collégial; cheminement dans les programmes de baccalauréat; types de services reçus de la part des départements; situation une fois le diplôme obtenu.

L'objectif du court chapitre qui suit est de tracer un portrait un peu plus général des caractéristiques des étudiants de sciences sociales - origine socio-économique, caractéristiques démographiques, situation financière, attitudes vis-à-vis la formation universitaire - et de voir en quoi ils ressemblent ou non aux étudiants universitaires d'autres secteurs.

L'analyse sera d'abord basée sur les données de l'enquête spéciale menée en 1984 par Statistique Canada à propos des étudiants du premier cycle universitaire[1]. On espérait initialement exploiter cette enquête pour tracer un portrait des étudiants selon leur discipline de provenance; cela n'a pas été souvent possible à cause du manque de sûreté de beaucoup des données pertinentes. On s'emploiera donc principalement à comparer les étudiants de sciences sociales à ceux de l'ensemble des secteurs universitaires, en mettant en parallèle la situation observée au Québec et ailleurs au Canada.

Un document de travail placé en annexe présente les résultats complets de l'analyse ayant été réalisée: on se bornera ici à décrire et commenter les données de ce document jugées les plus importantes.

---

(1) Statistique Canada, Les étudiants du postsecondaire au Canada, 1986. Voir l'annexe 4, section I, p. 1, pour connaître la taille de l'échantillon et le taux de réponse à l'enquête considérée.

1. Caractéristiques des étudiants de sciences sociales

Souvent les résultats de l'enquête de Statistique Canada ne montrent pas de grandes différences entre les étudiants de sciences sociales et ceux de l'ensemble des secteurs universitaires au Québec. Les données de l'enquête et le devis que l'on avait établi pour les exploiter sont probablement tous deux en cause. Si l'on avait été en mesure par exemple de comparer les réponses selon les disciplines ou les universités, ou la langue d'usage des répondants; ou encore si l'on avait pu obtenir des données plus fines à propos des autres secteurs universitaires auxquels on cherche à comparer les sciences sociales, peut-être certaines conclusions de l'analyse qui suit seraient-elles différentes.

Néanmoins les résultats obtenus sont intéressants à plusieurs égards: pour ce qu'ils révèlent sur les étudiants de sciences sociales, sur la situation générale des étudiants universitaires au Québec, ou encore sur les traits particuliers de ceux du Québec vis-à-vis ceux de l'Ontario et du reste du Canada.

- origine socio-économique

Selon les données de l'enquête de Statistique Canada, les étudiants québécois de sciences sociales n'auraient pas, dans l'ensemble, une origine socio-économique très différente de celle des autres étudiants universitaires. Leur effectif se distribue de la même façon, à deux ou trois pour cent près, que l'effectif étudiant de l'ensemble des secteurs, entre diverses strates basées sur le niveau de revenu et le niveau de scolarité des parents.

Les données du sondage de la FAECUM de 1986[1], auquel on aura parfois recours de façon complémentaire dans ce chapitre, confirment en gros cette conclusion. C'est dans le secteur des sciences de la santé et

(1) Commandé à la maison de sondage Léger-Lepage à l'été 1986, ce sondage a permis de rejoindre un millier d'étudiants appartenant à tous les établissements universitaires québécois, sauf ceux de Sherbrooke, de l'UQAC et de l'UQTR. Pour connaître la méthodologie du sondage voir l'annexe.

des sciences appliquées que les étudiants auraient une origine sociale plutôt différente de la moyenne des étudiants universitaires. Mais les données du sondage sont à interpréter avec beaucoup de prudence, vu la taille modeste de l'échantillon de personnes interrogées.

L'enquête de Statistique Canada révèle par contre des différences plus marquées pour l'origine sociale entre l'ensemble des étudiants du Québec et l'ensemble des étudiants de l'Ontario. On compte entre 5% et 10% moins d'étudiants québécois dont les parents ont une scolarité universitaire, et moins d'étudiants issus de famille à revenu élevé (34 000$ et plus) au Québec en général.[1]

- caractéristiques démographiques, et mode de fréquentation

Les sciences sociales sont un secteur majoritairement fréquenté par des femmes au Québec (56%) mais aussi en Ontario (61%) et dans l'ensemble du Canada (59%) en 1984.

Selon le sondage de la FAECUM la proportion de femmes en sciences "humaines"[2] serait particulièrement élevée: 57%, alors qu'elle n'est que de 40% en sciences, et de 50% en sciences de l'administration. Cette proportion aurait fortement augmenté depuis une décennie: 10% de plus[3].

Les personnes de 30 ans et plus représentent environ le tiers de tous les étudiants, en sciences sociales, et dans l'ensemble des secteurs au Québec; elles constituent les deux tiers de la population étudiante à temps partiel, en sciences sociales et ailleurs. En Ontario, environ le quart des étudiants ont 30 ans et plus[4].

La proportion des étudiants inscrits à temps complet est légèrement plus forte en sciences sociales que dans les autres secteurs au Québec

(1) Voir les tableaux 2, 3 et 4 de l'annexe 4.
(2) On emploie le terme sciences humaines, dans le cas du sondage de la FAECUM, parce que c'est effectivement la catégorie utilisée pour les fins de cette enquête: tirée de la classification CLARDER, elle inclut à la fois sciences sociales et droit.
(3) Voir les tableaux 5 et 6 de l'annexe 4.
(4) Voir le tableau 10 de l'annexe 4.

(66% contre 60%) mais moins élevée ici qu'en Ontario (75%)[1]. Les deux cinquièmes des étudiantes en sciences sociales au Québec sont inscrites à temps partiel.

- revenus et activité de travail

Les étudiants de sciences sociales avaient en 1986 un revenu annuel moyen un peu inférieur à celui des étudiants des autres secteurs: 11 500$ contre 13 500$. Les écarts par rapport à la moyenne sont cependant très marqués: on peut croire qu'une partie des étudiants n'ont presque par de revenu alors que d'autres ont un salaire élevé (ce qui, en ce dernier cas, s'expliquerait par le nombre important de personnes de 30 ans et plus parmi les étudiants).

Le sondage de la FAECUM montre que les étudiants de sciences humaines, avec ceux des sciences de l'éducation et des spécialités paramédicales, sont les plus nombreux à obtenir des revenus d'emploi durant l'année académique (62% contre 56% pour l'ensemble des secteurs, et moins de 35% en sciences de la santé et en sciences appliquées). Ce sont aussi parmi les moins nombreux à résider chez leurs parents (38% contre une moyenne de 48%).

Selon l'enquête de Statistique Canada, le nombre d'étudiants déclarant avoir eu le travail comme activité principale dans l'année précédant l'inscription à leur présent programme d'étude est un peu moins élevé en sciences sociales que dans les autres secteurs au Québec. Dans l'ensemble ce nombre est beaucoup plus fort au Québec qu'en Ontario, au premier cycle (42% contre 28%). Mais aux deuxième et troisième cycles c'est le contraire: les étudiants ontariens proviennent à 50% du marché du travail, contre 44% au Québec[2].

(1) Voir le tableau 6 de l'annexe 4.
(2) Voir le tableau 14 de l'annexe 4.

- attitudes face à la formation universitaire

C'est au chapitre des attitudes vis-à-vis la formation que l'on observe les plus nettes différences entre les étudiants de sciences sociales et les autres - voir tableaux 4.1, 4.2 et 4.3 ci-après.

D'abord une faible partie d'entre eux disent avoir choisi leur secteur d'étude pour des raisons utilitaires - i.e. désir d'une carrière professionnelle, possibilités d'emploi et de revenu; 38% seulement mentionnent les raisons professionnelles comme très importantes contre 49% dans l'ensemble des secteurs; 14% seulement invoquent les raisons économiques comme très importantes contre 30% dans l'ensemble des secteurs. Les étudiants ontariens en sciences sociales mentionnent bien plus fréquemment des raisons professionnelles (57%) et économiques (28%) comme justifiant le choix de leur secteur d'étude, que les québécois.

Les réponses à l'enquête de Statistique Canada sont corroborées par le sondage de 1986 de la FAECUM mené auprès des étudiants québécois. Les étudiants de "sciences humaines" - catégorie CLARDER incluant les sciences sociales et le droit - étudient moins que ceux de sciences et de sciences de l'administration pour des raisons professionnelles ou économiques.

Ils sont aussi les plus nombreux (42%) à déclarer ne pas savoir où les études vont les mener (contre le tiers, et le quart, par exemple dans les deux secteurs susmentionnés). Et ils ne sont guère optimistes à propos de leur chance d'obtenir un emploi dans leur spécialisation (33% contre 45% en sciences et 58% en administration) voire d'obtenir un emploi tout simplement (56% contre 72% dans les deux autres secteurs)[1].

Invités par ailleurs à préciser pour quelle raison surtout ils poursuivent des études universitaires - intérêt pour les études; augmentation

(1) Voir les tableaux 19 et 20 de l'annexe 4.

TABLEAU 4.1

Raisons motivant le choix du secteur d'études: pourcentage d'étudiants jugeant ces raisons très importantes au Québec et en Ontario. (Statistique Canada, 1984)[1]

	Québec	Ontario
	%	%
SCIENCES SOCIALES		
Raisons académiques		
intérêt général études	65	67
intérêt pour matière	81	76
Raisons professionnelles		
perspectives carrière	38	57
désir profession précise	40	45
Raisons économiques		
possibilité d'emploi	14	29
perspective revenu élevé	13	15
TOUS LES SECTEURS		
Raisons académiques		
intérêt général études	62	64
intérêt pour matière	78	76
Raisons professionnelles		
perspectives carrière	49	62
désir profession précise	42	53
Raisons économiques		
possibilité d'emploi	30	44
perspective revenu élevé	18	25

1. Le libellé de la question se lisait ainsi; dans quelle mesure chacun des facteurs suivants a-t-il influé sur votre décision de choisir votre domaine d'études actuel? a) intérêt général à poursuivre mes études; b) intérêt pour la matière; c) bonnes possibilités d'emploi à la fin des études; d) perspectives de carrière intéressantes; d) perspectives d'un revenu élevé; f) désir d'exercer une profession précise; g) autres. Les réponses possibles étant: beaucoup, dans une certaine mesure, pas du tout, sans objet.

TABLEAU 4.2

Satisfaction (%) à l'égard de la formation (1986, Québec)[1].

	Qualité de la formation	Capacité de motivation des professeurs	Encadrement	Outils pédagogiques	Caractère pratique à l'enseignement
Sexe					
Hommes	82	70	74	74	55
Femmes	83	75	74	75	64
Champ disciplinaire					
Sc. pures	81	64	71	74	65
Sc. humaines	82	79	74	76	55
Administration	87	73	74	79	52
Arts et Lettres	81	77	75	69	69

1. Extrait du tableau 18 du rapport FAECUM. Les pourcentages ont été arrondis.

TABLEAU 4.3

Conception des études et de l'université (%) (1986, Québec)[1].

	Plutôt en accord		
	Etudes pour emploi	Intérêt pour profession + que pour études	Ne sait où les études vont mener
Champ disciplinaire			
Sc. pures	76	52	33
Sc. humaines	62	47	42
Administration	81	67	25
Arts et Lettres	54	48	40

1. Extrait du tableau 16 du rapport FAECUM. Les pourcentages ont été arrondis.

des compétences; obtention d'un meilleur emploi - les étudiants de sciences sociales, lorsqu'ils sont au premier cycle, invoquent le goût des études davantage que ceux des autres secteurs (33% contre 27%). Mais, aux deuxième et troisième cycles une bonne majorité (56%) mentionnent l'augmentation des compétences, ce qui est supérieur à la moyenne des autres secteurs (51%)[1].

Selon le sondage de la FAECUM, entre 75% et 80% d'entre eux sont satisfaits de la formation reçue en général - i.e. satisfaits de la qualité de la formation; de la capacité de motivation des professeurs; de l'encadrement; des outils pédagogiques - et en cela ils sont semblables aux étudiants des autres secteurs. Mais une faible partie des étudiants de sciences "humaines" (55%) sont satisfaits du caractère pratique de l'enseignement reçu.

Le même sondage révèle que dans l'hypothèse d'une hausse des frais de scolarité, les étudiants de "sciences humaines" seraient les plus nombreux à abandonner leurs études - 20% contre 10% en sciences et 6% en administration.

2. Conclusions et questions à propos des étudiants universitaires en sciences sociales

Parce qu'il regroupe une variété de disciplines aux intérêts assez distincts, quelques-unes très fondamentales, d'autres très appliquées, certaines à mi-chemin entre les deux, le secteur des sciences sociales est sans doute l'un des plus hétérogènes que l'on retrouve dans l'université.

Ce phénomène influence probablement beaucoup la composition de sa clientèle. Comme le montrent des données d'autres chapitres, selon qu'ils appartiennent à l'une ou l'autre catégorie de disciplines, les étudiants ne s'orientent pas vers le même type de programmes (courts ou

(1) Voir le tableau 26 de l'annexe 4.

longs) au premier cycle, ne poursuivent pas des études avancées en même proportion, ne se retrouvent pas devant les mêmes perspectives de carrière. Tout cela se reflète sûrement dans les attitudes, par exemple celles concernant la conception des études universitaires ou les projets de carrière de ces étudiants. Parce qu'elles ne peuvent mettre ces faits importants en évidence, et présentent un portrait faussement homogène des étudiants du secteur, les données du présent chapitre sont plutôt insatisfaisantes.

Donnons quelques illustrations à ce propos. L'enquête de Statistique Canada révèle que globalement les étudiants de sciences sociales ont une vision un peu plus gratuite des études universitaires que la moyenne des autres (33% contre 27%). Il y a de fortes chances pour que l'on y retrouve en réalité des cultures étudiantes aux visions contraires, l'une portée vers une certaine gratuité, l'autre ayant une conception très utilitaire des études universitaires. Si, toujours selon les résultats de l'enquête, les étudiants du secteur des sciences sociales sont plus nombreux que d'autres (40% contre 30% ou 25%) à ne pas savoir où les études vont les mener, sans doute que ceux des disciplines fondamentales le sont dans une proportion bien plus forte encore - si forte qu'elle pourrait à la limite avoir quelque chose d'inquiétant. Mais tous ces faits demanderaient bien sûr à être confirmés.

Les données du sondage de la FAECUM font voir des différences assez marquées parfois, globalement, entre les étudiants francophones et les étudiants anglophones: v.g. proportion de ceux-ci ayant une résidence autonome et travaillant durant l'année académique, plus forte chez les francophones; degré de satisfaction à l'égard du caractère pratique de l'enseignement, plus élevé chez les anglophones. Étant donné qu'il s'agit là précisément de variables d'attitudes et de comportements pour lesquelles les étudiants de sciences sociales sont déjà plutôt différents des autres, selon le sondage (les deux tiers ont un emploi durant l'année et vivent hors de leur famille; près de la moitié sont insatisfaits de l'aspect pratique de l'enseignement), on souhaiterait certes disposer d'informations plus détaillées sur ces questions.

Un tiers des étudiants de sciences sociales ont 30 ans et plus selon l'enquête de STATCAN. Puisque plusieurs établissements, certains types de programmes sont réputés être consacrés à la formation première, cela veut-il dire que dans les autres le pourcentage d'adultes soit particulièrement élevé, au point où ceux-ci approchent la majorité?

Bref, on voit que les données du présent chapitre font surgir plus de questions qu'elles ne fournissent de réponses à propos de ce que sont les étudiants en sciences sociales. Mais finalement on peut retenir à leur propos un certain nombre de choses. D'abord l'importance de la représentation féminine au sein de la clientèle, celle-ci ayant tellement augmenté depuis dix ans qu'elle est principalement responsable, probablement, de la croissance de l'effectif. Ensuite la forte proportion d'étudiants de sciences sociales (les deux tiers) ayant un mode de vie autonome - résidence propre, travail durant l'année - distinct donc du modèle traditionnel de vie étudiante, en ce que les études n'y sont pas l'unique, voire la principale activité.

Les étudiants de sciences sociales se distinguent aussi beaucoup des autres - y compris de leurs confrères ontariens - par les raisons plus gratuites ayant présidé au choix de leur secteur de formation, ou qui les incitent à poursuivre des études universitaires; également par leur insatisfaction un peu plus grande vis-à-vis la dimension pratique de l'enseignement reçu; par leur pessimisme à propos des possibilités futures d'emploi.

Les milieux intéressés disposent-ils d'autres données pouvant aider à préciser davantage les caractéristiques de ces étudiants, suivant la sous-catégorie de disciplines, le milieu linguistique, le type d'établissement, le cycle d'étude auxquels ils se rattachent?

En quoi, de l'avis des intéressés, les caractéristiques générales d'attitudes et de comportements ci-haut décrites influent-elles, positivement ou négativement, sur le degré de motivation, de persévérance et de réussite académique des étudiants en sciences sociales.

CHAPITRE 5

LA LIAISON COLLÈGE-UNIVERSITÉ EN SCIENCES SOCIALES

LA LIAISON COLLÈGE-UNIVERSITÉ EN SCIENCES SOCIALES

INTRODUCTION

Plusieurs raisons incitent à examiner les liens entre la formation collégiale et la formation universitaire en sciences sociales.

C'est faute d'autres possibilités, dit-on souvent, que beaucoup d'étudiants aboutissent dans les programmes universitaires de sciences sociales ou humaines[1]. Une telle affirmation a trop d'importance pour qu'on n'essaie pas de voir dans quelle mesure elle correspond à la réalité. Une façon de le faire consiste à examiner les objectifs et les règles de sélection en vigueur au collège et les incidences qu'ils peuvent avoir sur le cheminement des candidats aux études universitaires - ce que l'on examinera brièvement ci-après.

Les données relatives aux antécédents des étudiants universitaires de sciences sociales sont loin d'être précises. On sait tout au plus que ces derniers originent en forte proportion de la concentration[2] des sciences humaines du secteur général des collèges. Décrire les caractéristiques de cette catégorie d'étudiants du collégial présente un double intérêt: comprendre un peu mieux les pratiques de passage du collège à l'université; cerner certains antécédents d'une partie de la population universitaire - que l'on étudie comme telle dans une autre section de ce rapport.

On fait beaucoup état des lacunes des étudiants du collège et de l'université au chapitre de la formation générale ou fondamentale; on prétend même que ce problème aurait une acuité particulière en sciences

(1) Voir à ce sujet, entre autres l'avis du Conseil supérieur de l'éducation sur l'enseignement et la recherche en sciences sociales et humaines: un cas type d'effets de système, Québec, août 1987; et l'avis du Conseil des collèges, Les projets d'orientation des concentrations en sciences humaines et en sciences de la nature, mars 1986.

(2) La notion de concentration sera davantage précisée plus loin; elle correspond à la notion de famille de programmes.

humaines. Cela incite à regarder le contenu des programmes des collèges et leur mode d'arrimage avec ceux du premier cycle - déjà décrits ailleurs; ce sera là le dernier sujet traité dans cette section.

1. Caractéristiques de la clientèle de sciences humaines du collégial

1.1 Diversité d'origine des candidats aux grades universitaires de sciences sociales

Il est difficile, à partir des données existantes, trop vagues ou trop anciennes, de bien cerner les antécédents des étudiants universitaires de sciences sociales. Ceux-ci peuvent arriver du collège, d'un autre secteur de l'université, du marché du travail; au collège, du secteur général ou du secteur professionnel; au secteur général, de la concentration "sciences humaines", "sciences" ou "arts et lettres". On avait projeté de recueillir des informations à ce propos dans les questionnaires adressés aux universités; l'idée a par la suite été abandonnée à cause des difficultés qu'elle soulevait selon les intéressés.

Il faut donc se satisfaire d'informations décousues et de quelques hypothèses pour traiter de la question susmentionnée. On peut raisonnablement penser que la concentration de sciences humaines du collège est parmi toutes celle qui, de loin, fournit la plus forte proportion de candidats aux grades universitaires en sciences sociales, pour diverses raisons. En premier lieu, cette concentration n'inclut pas les enseignements prérequis pour l'inscription dans les autres secteurs universitaires et n'ouvre la voie en pratique qu'aux études universitaires de sciences humaines. En deuxième lieu, le nombre d'étudiants formés en d'autres concentrations, et qui obliquent vers les sciences humaines à l'université, bien que difficile à mesurer, ne semble guère élevé: une étude du MÉQ de 1980 signalait par exemple que de 5% à 15% des étudiants des concentrations de sciences allaient ensuite en sciences humaines, la plupart faute d'avoir pu s'inscrire dans leur secteur de premier choix. En troisième lieu, le pourcentage de diplômés de sciences humaines du collégial qui se rendent effectivement à l'université

est élevé - 80% en 1985; à moins d'avoir les pré-requis en mathématiques exigés pour les études en sciences de l'administration, ces diplômés se retrouvent nécessairement en sciences sociales, ou en quelques autres secteurs comme le droit, les humanités, l'éducation.[1]

1.2 Bref portrait des étudiants de sciences humaines du collégial

L'image véhiculée dans plusieurs études récentes[2] à propos de la population étudiante en sciences humaines du collégial - laquelle correspond au quart de l'effectif total des collèges - est celle d'une clientèle fort hétérogène en termes d'antécédents et d'intérêts et dont le dossier scolaire est relativement faible si on la compare à d'autres.

a) La clientèle compte une forte proportion d'individus venus en sciences humaines par obligation plutôt que par choix.

Dès la quatrième année du secondaire, comme le souligne un avis du Conseil supérieur de l'éducation[3], les étudiants incapables de réussir les cours à option de sciences - les seuls à ouvrir pratiquement les portes de toutes les concentrations du collégial - sont relégués vers les sciences humaines.

En plus les concentrations de sciences, au collège, sont les seules donnant accès à tous les secteurs universitaires, vu les préalables en sciences et en mathématiques exigés pour beaucoup de programmes de premier cycle. Les programmes professionnels du collégial sont par ailleurs fortement contingentés. Toutes les options précitées, moins faciles d'accès, sont celles réputées gagnantes sur le marché du travail. Des données montrent que ce sont celles choisies en premier lieu par une forte proportion des étudiants. La filière sciences humaines a moins bonne réputation; elle est celle qui accueille ceux ayant échoué dans leur projet de s'inscrire ailleurs.

(1) Pour les données de ce paragraphe voir MÉQ, Direction des études sur l'emploi et les carrières, enquête Relance.
(2) Voir en particulier le numéro de Recherches sociographiques vol. XXVII, no 3, 1987, sur les collèges. Voir aussi les articles de Jeanne Lamonde dans Recherche et développement, bulletin de Statistique de la DGEC, Vol. 8, no 3 et Vol. 9, no 7.
(3) Avis d'août 1987, op. cit.

b) La clientèle est hétérogène, et compte beaucoup d'étudiants réorientés.

Étant donné les règles d'entrée plus difficiles établies dans les autres grands secteurs, les étudiants en changement d'orientation ont logiquement beaucoup plus de chance d'obliquer vers les sciences humaines. Une étude de 1985 le confirme: 40% des diplômés de sciences humaines interrogés avaient changé de concentration durant leurs études collégiales, contre 15% seulement des diplômés en sciences. Les étudiants réorientés s'estimaient moins forts en mathématiques, et disaient avoir choisi une orientation universitaire définitive plus tard que les autres[1].

c) La clientèle a un moins bon dossier scolaire que les autres.

Les élèves du secondaire allant en sciences humaines au collège ont eu de moins bons résultats en sciences mais aussi en français[2].

Au collège le taux de réussite des cours obligatoires de philosophie et de français est moins élevé dans la concentration sciences humaines (moins de 80%) qu'en sciences (plus de 90%). L'écart des taux de réussite est considérable en mathématiques: 52% vs 72%. Il est marqué aussi pour la réussite dans tous les types de cours: 70% contre 85%.

Le tableau 5.1 ci-après décrit la moyenne des cotes de classement des étudiants admis dans les divers programmes du secteur général, pour les collèges de la région de Montréal - cote basée sur la voie et les notes de ces derniers au secondaire. En 1985 les candidats aux études collégiales en sciences humaines ont un dossier scolaire plus faible, vis-à-vis les autres, que ce n'était le cas en 1978.

(1) Voir P. Chênard, Le passage du cégep à l'université dans Recherches sociographiques, op. cit.; voir aussi J. Lamonde, op. cit.
(2) Conseil supérieur de l'éducation, op. cit.

TABLEAU 5.1

MOYENNE DES COTES DE CLASSEMENT DES ÉTUDIANTS ADMIS DANS LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES DU SECTEUR GÉNÉRAL POUR L'ENSEMBLE DES CÉGEPS MEMBRES DU SRAM EN 1978 ET EN 1985

SECTEUR GÉNÉRAL	ÉTUDIANTS ADMIS EN 1978	ÉTUDIANTS ADMIS EN 1985
En sciences (santé, pures, appliquées)	77,7	80,5
En sciences humaines (profils avec maths)	65,5	64,7
En sciences humaines (profils sans maths)	63,0	61,0
En sciences humaines (profil administration)	69,4	70,7

Source: Conseil supérieur de l'éducation, op. cit.

Les deux tiers des étudiants en sciences humaines obtiennent néanmoins le DEC. Les quatre cinquièmes des diplômés se retrouvent ensuite à l'université.

2. La réforme des études collégiales en sciences humaines

Le programme de concentration en sciences humaines du collégial fait l'objet de critiques depuis longtemps.

a) La concentration est considérée comme moins exigeante que les autres.

L'étudiant doit réussir moins de crédits de cours - 24, contre 32 s'il est en sciences. Il choisit ces cours avec une très grande liberté, presque toujours dans des matières - les sciences humaines - réputées plus faciles, ou censées exiger moins de travail que les autres, et comptant précisément moins de crédits à cause de cela.

b) La concentration a des objectifs imprécis, et des règles facilitant l'éparpillement, la spécialisation hâtive.

En sciences ou dans les spécialités professionnelles les contenus de programmes et de cours respectent des exigences précises - il s'agit souvent de savoirs plus "codifiés", mais surtout, les programmes sont constitués en large partie de cours prérequis par les facultés universitaires, ou imposés par le ministère.

En sciences humaines une telle situation n'existe qu'à l'état d'exception[1]. L'offre de cours, laissée à la libre initiative des collèges, est très diversifiée. Par exemple, en psychologie, en géographie ou en sociologie 25 cours différents étaient offerts en 1984 dans tout le réseau; il faut noter toutefois qu'une bonne partie de ces cours ont été conçus pour les étudiants d'autres concentrations, ou du secteur professionnel. Mais on a relevé que des 165 cours dispensés dans neuf disciplines de la concentration de sciences humaines en 1983, cinq cours seulement l'étaient par les trois quarts des collèges[2].

(1) Quelques cours préalables étant exigés pour les candidats aux études dans certaines disciplines, ou dans certains établissements, voir le tableau un peu plus loin.

(2) Voir le Rapport d'étape des coordonnateurs de sciences humaines sur le projet de réforme du programme au collégial, février 1985.

TABLEAU 5.2

NOMBRE DE COURS INSCRITS DANS LES CAHIERS DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL (1986-1987) DANS DIFFÉRENTES DISCIPLINES DES SCIENCES SOCIALES

DISCIPLINE	NOMBRE DE COURS
Anthropologie	8
Économique	12
Géographie	24
Psychologie	26
Science politique	12
Sociologie	25

Source: Cahiers de l'enseignement collégial, 1986-1987.

La demande de cours est éparpillée. L'étude en 1984 des dossiers de mille finissants de la concentration de sept collèges, montre que ceux-ci avaient suivi 434 combinaisons différentes de cours, la plus fréquente étant choisie par seulement 8% des étudiants[1]. Les banque de cours disciplinaires étant très riches, et l'étudiant étant autorisé à suivre jusqu'à six cours dans la même discipline, il en résulte souvent des problèmes de spécialisation excessive, même s'il n'existe pas à ce sujet de données faciles à interpréter.

Ce régime d'études, imposé encore aujourd'hui aux étudiants de sciences humaines du collégial, est appelé à très court terme à changer. A la suite d'une longue consultation, le MESS annonçait récemment[2] l'entrée en vigueur à l'automne 1989 des mesures suivantes: un accroissement du nombre de crédits de formation du programme de 24 à 28; un accent plus marqué sur la formation de base, avec l'obligation pour l'étudiant inscrit au programme de suivre un cours de méthodologie, un autre de méthodes quantitatives, et quelques cours dans des disciplines traitant respective-

(1) Ibid.
(2) Voir MESS, DGEC, la revision de la concentration en sciences humaines au collégial, - les orientations ministérielles - 2e trimestre 1987.

ment de l'individu, de la société et du monde; de même on limiterait le nombre maximal de cours suivis dans une même discipline ainsi que le nombre de disciplines étudiées.[1]

D'un autre côté les banques de cours seront rationalisées et l'offre de cours coordonnée à l'échelle provinciale: désormais les deux tiers des crédits de l'étudiant devront être pris dans une liste restreinte de cours[2]; le reste continuera d'être librement offert par les collèges.

3. Conclusions et questions sur la liaison collège-université et la formation en sciences humaines au collégial

Les sciences sociales, dans notre société, ont une image négative à divers égards. Il serait injuste de faire porter aux seuls collèges la responsabilité de cette situation; de même le secteur collégial des sciences humaines ne devrait point être le seul à agir pour la corriger. Mais toute solution doit tenir compte de l'importance des fonctions assumées par le collège et des caractéristiques de la population qui le fréquente.

3.1 Sur la qualité des candidatures aux études universitaires

Le problème de la qualité des candidatures aux études de premier cycle en sciences sociales est l'un des plus fréquemment soulevés par les directeurs de départements universitaires, dans leur réponse au questionnaire, de même que par les associations scientifiques ayant transmis un mémoire au comité[3].

Les intéressés soulignent pêle-mêle: le défaut général de préparation aux études universitaires; les déficiences en langues et en mathématiques; l'insuffisance de motivation, de curiosité, d'intérêt; la faible

(1) Un document de 1985 contenait à ces divers sujets des règles précises, que le document du printemps 1987 ne reprend plus. Aussi le comité préfère-t-il s'en tenir à une analyse générale.
(2) Fixée à 47 dans le document de 1985, mais dont le nombre est indéterminé dans le nouveau document du printemps 1987.
(3) Douze responsables de départements, quatre associations scientifiques en font état.

stature des candidats, comparativement à ceux qui s'orientent vers d'autres secteurs. Ce sont les diplômés de la concentration en sciences humaines du collégial qui sont principalement visés par ces critiques. Celles-ci confirment l'image assez négative véhiculée à propos de ces diplômés dans de nombreux milieux, et dont les conséquences sont fort déplorables.

Comment s'explique, dans ce contexte, les taux d'admission très élevés pratiqués par divers départements universitaires de sciences sociales -- plus de 90% de tous les candidats à plusieurs endroits? Peut-on penser que la qualité des études universitaires en sciences sociales s'en trouve affectée?

3.2 Sur les préalables aux études universitaires

La réforme des études collégiales en sciences humaines préconisée par le MESS, si elle est appliquée telle quelle, permettra d'améliorer beaucoup la préparation des candidats aux études universitaires dans les années 90. Mais des questions demeurent encore à ce propos. D'abord il n'est pas sûr que certains problèmes parmi les plus aigus soient résolus par suite de ces seuls changements.

La filière des sciences humaines continuera, dès la fin du secondaire, d'être empruntée par des étudiants qui, en fort nombre, éprouvent des difficultés dans des matières scolaires de base et ont moins de chance d'être admis dans les autres secteurs d'études postsecondaires.

Les règles d'émission des diplômes, tant au secondaire qu'au collégial, garantiront-elles que ces étudiants maîtriseront mieux qu'aujourd'hui, les divers savoirs de base normalement requis pour la poursuite d'études universitaires - langues, histoire et philosophie en particulier, (puisque les connaissances mathématiques seront éventuellement mieux contrôlées par les collèges)? Sinon, quelle serait la meilleure façon de s'assurer que les candidats aux études universitaires disposent du bagage minimum de connaissances requises? L'administration de tests à l'entrée par chacune des universités? Une autre solution?

Les crédits d'enseignement de la concentration des sciences humaines seront augmentés, mais pas en nombre suffisant pour les rendre équivalents à ceux de la concentration sciences. La formation en sciences humaines sera encore "allégée" par rapport à l'autre; cela ne contribuera-t-il pas à maintenir l'image que les études y sont moins exigeantes et plus faciles?

L'effort du MESS en vue de coordonner l'offre de cours dans les différentes disciplines de sciences humaines suscite diverses questions. Comment s'assurer que les cours ultimement retenus dans chaque discipline pour former le bloc ministériel des cours seront ceux qui fournissent une meilleure formation fondamentale aux étudiants? Est-il souhaitable que les dix disciplines des sciences sociales désignent chacune jusqu'à quatre cours devant être partie intégrante de ce bloc ministériel? Ce nombre n'est-il pas trop élevé?

Ne peut-on pas affirmer que la quasi-totalité des cours actuellement dispensés sont trop spécialisés, ou pointus, pour répondre à l'objectif d'une formation fondamentale, et qu'il faut donc en préparer de tout nouveaux? Quels devraient être l'approche et le contenu de tels cours s'ils veulent faciliter l'intégration des connaissances et une familiarisation avec les fondements de la méthodologie et des divers savoirs disciplinaires en sciences humaines?

3.3 Sur la coordination collège-université

Les cours obligatoires prérequis pour l'admission à l'université - ce que l'on appelle les structures d'accueil - diffèrent énormément d'une discipline et d'un département à l'autre, en sciences sociales - comme le démontre le tableau 5.3 - étant très lourds en certains cas, inexistants ailleurs.

TABLEAU 5.3

EXIGENCES D'ADMISSION AU BACCALAURÉAT
POUR LES DIVERSES DISCIPLINES DE L'ÉTUDE

Discipline / Université	BISHOP'S	CONCORDIA	LAVAL	McGILL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAC	UQAH	UQAM	UQAR	UQAT	UQTR
Anthropologie	----	----	Aucune	Aucune	Aucune	----	----	----	----	----	----	----
Criminologie	----	----	----	----	Maths	----	----	----	----	----	----	----
Démographie	----	----	----	----	Maths [1]	----	----	----	----	----	----	----
Géographie	Aucune	Aucune	Maths	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	----	Aucune	Maths [2]	----	Aucune
Psychologie (Arts)	Maths Biologie Psycho	Maths Biologie Psycho	Maths Biologie Psycho	Maths Biologie Psycho	Maths Biologie Psycho	Maths Biologie Psycho	----	----	Maths Biologie Psycho	----	----	Maths Biologie Psycho
Psychologie (Science)	Maths Physique Chimie Biologie	Maths Physique Chimie Biologie	----	Maths Physique Chimie Biologie	Maths Physique Chimie Biologie	----	----	----	----	----	----	----
Récréologie	----	Maths Biologie Psycho	----	----	----	----	----	----	----	----	----	Maths
Relations industrielles	----	----	Maths	Aucune	Maths	----	----	Aucune	----	----	----	----
Sciences économiques	Aucune	Aucune	Maths	Aucune	Maths [3]	Maths	----	----	Aucune	Maths	----	Maths
Science politique	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune		Aucune		Aucune			
Service social	----	Aucune	Maths Biologie Biologie Psycho	Aucune	Maths	Maths	----	Aucune	Aucune	----	Aucune	Aucune
Sexologie									Aucune			
Sciences sociales	Aucune	Aucune	----	----	----	----	Aucune	Aucune	----	----	----	----
Sociologie	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune				Aucune	Aucune			

(1) Seul le programme de mineure en démographie est offert au baccalauréat.
(2) Pour les candidats à l'orientation économique de ce programme.
(3) Dans le cas d'une majeure avec orientation économique politique, aucun pré-requis n'est exigé.

Source: DGERU, Structures d'accueil aux études universitaires de 1er cycle.

Comment expliquer une telle hétérogénéité? L'effort du MESS en vue d'harmoniser la formation en sciences humaines au collégial permettra-t-il à lui seul d'établir un meilleur continuum entre le collège et le premier cycle universitaire? Est-ce que les départements universitaires de sciences sociales, imitant ceux des secteurs de sciences de la nature, doivent s'orienter vers l'uniformisation de leurs exigences d'admission et le renforcement de leurs structures d'accueil? Quelles instances doivent prendre charge de ce travail?

Il est tout à fait impérieux que les divers milieux disciplinaires du secteur universitaire des sciences sociales soient plus conscients des liens qui les unissent au niveau collégial d'enseignement. Dans l'ensemble, ces milieux ignorent l'importance des fonctions d'enseignement assumées au CEGEP; savent-ils seulement qu'une réforme des enseignements en sciences humaines au collégial sera bientôt implantée, sont-ils conscients de son importance?

Le Regroupement québécois en sciences sociales, dans son mémoire au comité, déplore aussi la faiblesse des relations maintenues entre les professeurs de sciences sociales des universités et des collèges. Il considère que cela nuit à la coordination des exigences de sélection et d'évaluation aux deux niveaux comme à la coordination du développement des programmes et de leur contenu. Le Regroupement propose, en un premier temps, l'organisation d'une rencontre annuelle statutaire entre les représentants des universités, des coordonnateurs de l'enseignement collégial en sciences humaines, et des associations scientifiques de sciences sociales.

Les études collégiales et le premier cycle universitaire constituent une période de formation postsecondaire de cinq ans dont les composantes devraient être, sinon articulées, du moins coordonnées. Comment pouvons-nous y parvenir? Ne serait-il pas souhaitable que les milieux disciplinaires du secteur universitaire des sciences sociales fassent entendre à très court terme leurs points de vue sur la réforme envisagée pour l'enseignement des sciences humaines au collégial?

CHAPITRE 6

LA RELATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI

EN SCIENCES SOCIALES

LA RELATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI EN SCIENCES SOCIALES

INTRODUCTION

La question de la correspondance entre formation universitaire et besoins est l'une des plus difficile à aborder; elle le devient encore plus lorsqu'il s'agit de traiter de domaines d'étude plus ou moins liés à des occupations précises, comme c'est le cas pour plusieurs des sciences sociales.

Il y a une décennie ou deux la formation en sciences sociales était vue comme apte à répondre à certains des besoins socio-économiques et culturels les plus importants, par exemple pour tout ce qui regarde le développement des services publics et collectifs. Dans le contexte des années 80, où la priorité va à l'innovation technologique et à la compétitivité des entreprises, la "pertinence" ou "l'utilité" des sciences sociales, à tort ou à raison, semblent moins évidentes que celles d'autres secteurs universitaires.

Beaucoup d'idées globales, plus ou moins bien étayées, courent à propos de la situation de l'emploi en sciences sociales au Québec. Ce phénomène à lui seul invite à examiner la question, pour bien voir ce qu'il en est.

Mais considérer la situation de l'emploi comme on le fait, i.e. par spécialités, et dans une optique à court terme (les prévisions à long terme devenant hasardeuses plus que jamais selon les experts)[1] est loin d'épuiser la discussion à propos des besoins de formation. On reviendra là-dessus plus loin, après avoir fait une première analyse des tendances du marché du travail durant la période récente et actuelle.

---

[1] Voir Jean-Michel Cousineau, L'inadéquation formation-emploi au Québec: mythe ou réalité? Analyse de politiques, vol. IO, no. 4, pp. 436 à 445.

Cette analyse s'appuie les indicateurs et les données colligées dans les études sur la main-d'oeuvre universitaire de Statistique Canada et du ministère de l'Enseignement supérieur du Québec.[1]

On décrira dans un premier temps la situation des diplômés de sciences sociales[2] par rapport au chômage, au sous-emploi, au revenu et aux secteurs d'activités accessibles en début de carrière. En un second temps on présentera la perception qu'ont les diplômés de la relation existant entre leur formation et leur travail.

Comme on l'a fait en d'autres chapitres du rapport on comparera les sciences sociales aux autres secteurs de formation, les principales disciplines de sciences sociales entre elles, et la situation au Québec à celle du Canada.[3]

(1) La promotion de 1982, Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982 du Secrétariat d'État et de Statistique Canada (1986); Les diplômés du postsecondaire sur le marché du travail. Situation d'emploi en 1978, deux ans après l'obtention du diplôme de Statistique Canada (1981); Les diplômés des universités et leurs emplois: changements durant les années 70 de Statistique Canada (1983); Relance à l'université 1984 du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec (1986); Relance à l'université 1980. Professions et secteurs d'activité du ministère de l'Éducation du Québec (1983); Relance à l'université 1978 du ministère de l'Éducation du Québec (1979). Toutes ces études ne concernent que les nouveaux diplômés universitaires, et non pas l'ensemble des diplômés sur le marché du travail.

(2) Il n'existe de données que pour les nouveaux diplômés universitaires, dans la période de deux années suivant la fin de leurs études. Tantôt les données concernent les diplômés des trois cycles d'études, tantôt toutefois elles portent sur le premier cycle seulement, ou sur le baccalauréat seulement.

(3) Le lecteur est invité à consulter l'annexe 6 au rapport préliminaire, où un document recense de façon détaillée l'ensemble des données présentées dans ce chapitre.

1. Situation du marché du travail et niveau d'emploi des diplômés

1.1 Le chômage des diplômés

Les études disponibles montrent qu'au milieu des années 70 les nouveaux diplômés universitaires rencontraient assez peu de problèmes d'emploi, dans la période de deux ans suivant la fin de leurs études. Le taux de chômage des diplômés, au Québec (5%) était moins élevé qu'ailleurs au Canada (8%). Celui des diplômés de sciences sociales était légèrement supérieur à la moyenne au Québec (6%) mais bien moindre qu'ailleurs au Canada (10%).

Entre 1978 et 1984 toutefois, la situation s'est nettement détériorée. Le taux de chômage des bacheliers de la promotion de 1982 au Québec a grimpé à 12%; celui des diplômés de sciences sociales à 17%. Et contrairement à naguère, les diplômés de sciences sociales du Québec chôment beaucoup plus que dans l'ensemble du Canada (12%).

Le taux de chômage en sciences sociales au Québec s'éloigne aussi bien davantage de la moyenne générale pour le premier cycle (17% contre 12%) que ce n'est le cas au Canada (12% contre 10%). Une comparaison Québec-Ontario dans six disciplines du secteur, soit économie, géographie, psychologie, science politique, service social et sociologie montre que les diplômés ontariens en 1984 avaient globalement un taux de chômage deux fois moins élevé que les diplômés québécois (16% contre 8%) - voir tableau 6.1.

Les diverses disciplines des sciences sociales au Québec en 1984 présentent une situation assez hétérogène quant au chômage, celui-ci variant entre un taux minimum de 10% et un taux maximum de 34% - voir tableau 6.2. Le taux de chômage se rapproche de la moyenne générale du premier cycle dans les disciplines suivantes: sciences économiques (10%), service social (11%), relations industrielles (12%), récréologie (12%) et criminologie (13%). Par contre, il est au-dessus de cette moyenne dans les disciplines de science politique (20%), psychologie

TABLEAU 6.1

Situation sur le march du travail en 1984 des diplômés de six discipline des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario

	Québec	Ontario
Distribution des situations:		
- ont un emploi à temps ple	58%	72%
- ont un emploi à temps par el	15%	12%
- cherchent un emploi	15%	8%
- inactifs	12%	9%
Total	100%	100%
Autres indicateurs:		
- taux de chômage	16%	8%
- salaire annuel	21 101$	23 986$
Nombre de cas pondérés à la population	3 322	8 844

Notes: - Les données de ce tableau ne sont présentées qu'à titre indicatif, étant tirées d'échantillons relativement petits.

- Les 6 disciplines considérées ici sont: les sciences économiques, la géographie, la psychologie, la science politique, le service social, et la sociologie.

Source: Statistique Canada, enquête nationale auprès des diplômés de 1982, compilation spéciale, juin 1987.

TABLEAU 6.2

Taux de chômage à la mi-septembre 1984 chez les bacheliers québécois de la promotion 1982 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	17
Education	13
Administration	10
Sciences pures et appliquées	9
Sciences de la santé	2
Sciences sociales	17
Anthropologie	34
Criminologie	13
Géographie	24
Psychologie	22
Récréologie	12
Relations industrielles	12
Sciences économiques	10
Science politique	20
Service social	11
Sociologie	27
TOTAL	12

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

(22%), géographie (24%), sociologie (27%) et anthropologie (34%). Ces données montrent donc un cloisonnement assez marqué entre les disciplines des sciences sociales à caractère appliqué ou professionnel et celles de nature plus fondamentale, les premières ayant d'un taux de chômage beaucoup inférieur au second type de spécialité.

Le taux de chômage prévalant chez les diplômés en sciences sociales du premier cycle de l'année 1982 est, dans la plupart des disciplines du secteur, du même ordre chez les hommes et les femmes. Seulement deux disciplines montrent à cet égard des différences assez importantes favorisant les hommes, soit les relations industrielles (7% contre 20%) et la sociologie (23% contre 29%).

Enfin les diplômés de sciences sociales du premier cycle cumulent une soixantaine de semaines sans travail, en moyenne, ce qui est bien supérieur à la durée totale de chômage en administration, en sciences pures et appliquées et en sciences de la santé (de 34 à 42 semaines).

1.2 Le quasi-chômage des diplômés

On inclut sous la notion de quasi-chômage trois problèmes d'emploi rencontrés souvent par les diplômés: poursuite involontaire des études; travail à temps partiel involontaire; sous-emploi, i.e. emploi ne requérant pas une formation universitaire.

- Sous-emploi

Le sous-emploi est fréquent chez les bacheliers québécois de sciences sociales de 1982 touchant près de 4 diplômés sur 10 (37%) travaillant à temps plein. Cette proportion est supérieure à celle qui prévaut pour l'ensemble du premier cycle (27%) et est la plus élevée, après celle observée pour le secteur de l'éducation (45%). Elle est par ailleurs identique à celle notée en sciences sociales ailleurs au Canada.

Toutes les disciplines des sciences sociales au Québec, à l'exception de la récréologie (22%), connaissent un taux de sous-emploi supérieur à celui observé pour l'ensemble du premier cycle (27%). Notons que plus de la moitié des bacheliers en science politique (58%), en anthropologie (53%) et en sociologie (52%), qui travaillent à temps plein, s'estiment sous employés. Le sous-emploi est généralement moins fréquent dans les disciplines des sciences sociales de type professionnel ou appliqué, sauf en psychologie (45%). Dans ce dernier cas, le sous-emploi peut s'expliquer en partie par le fait que les bacheliers ne peuvent exercer la profession de psychologue.

- **Travail à temps partiel et poursuite involontaire des études**

Environ 10% des bacheliers de sciences sociales de 1982 travaillent à temps partiel de façon involontaire, faute de travail à temps plein. La proportion ressemble à celle observée pour l'ensemble des secteurs.

Les bacheliers de sciences sociales issus des disciplines de type professionnel, soit celles qui subissent moins fortement le chômage, tendent moins à poursuivre d'autres études que les diplômés des disciplines plus fondamentales. Alors que les pourcentages de poursuite des études sont respectivement de 40% en anthropologie, 39% en science politique, 29% en géographie, 23% en sciences économiques et en sociologie, ceux-ci sont de 0% en récréologie, 5% en service social, 11% en criminologie et 12% en relations industrielles. Il semble donc y avoir, en 1984, une relation positive entre le taux de chômage et le taux de poursuite des études. Mais il reste difficile d'estimer la proportion de ceux qui poursuivent leurs études de façon involontaire, surtout dans la conjoncture particulière de cette période qui suit une crise économique.

1.3 Secteurs d'activités et revenus

Un peu plus de la moitié (53%) des bacheliers en sciences sociales de 1982 qui occupaient un emploi en 1984 oeuvrent dans le secteur public

ou parapublic. Cette proportion est légèrement supérieure à celle de l'ensemble du premier cycle (47%), mais elle est bien plus faible que celle observée dans les secteurs de l'éducation (80%) et des sciences de la santé (64%). Les diplômés des sciences sociales au Québec, contrairement à ce que certains croient, ne trouvent donc pas uniquement refuge dans le secteur public ou parapublic.

La propension à travailler dans ce type de secteur varie d'ailleurs considérablement selon les diverses disciplines des sciences sociales. Ainsi, les diplômés en relations industrielles (28%), en sciences économiques (37%), en science politique (43%) et en anthropologie (43%) tendent moins que les autres diplômés à y oeuvrer. A l'opposé, les diplômés en géographie (88%), en service social (83%) et en criminologie (76%) se concentrent plus fortement dans ces secteurs d'activité.

La comparaison Québec-Ontario pour l'ensemble des diplômés de six disciplines (économie, géographie, psychologie, science politique, service social et sociologie) révèle une répartition similaire des diplômés de ces deux provinces dans les divers secteurs d'activité de l'économie en 1984. Ces derniers se concentrent surtout (60%) dans les services socio-culturels, c'est-à-dire l'enseignement, les services sociaux et les soins de santé.

Depuis le milieu de la décennie 70, on constate une fermeture des emplois offerts aux diplômés québécois des sciences sociales dans les administrations publiques. La proportion de diplômés travaillant dans ce secteur a particulièrement diminué entre 1978 et 1984 chez les bacheliers en sciences économiques (52% à 20%), en science politique (53% à 30%) et en géographie (29% à 16%). Celle-ci a par ailleurs augmenté en service social (18% à 35%) et en psychologie (3% à 15%) tandis qu'elle est demeurée quasi inchangée en sociologie (17% à 16%).

Les bacheliers en sciences sociales occupés à temps plein gagnaient en 1984 un salaire hebdomadaire moyen inférieur à la moyenne de l'ensemble des bacheliers (417$ contre 463$). Ce salaire moyen était toutefois

plus élevé que celui des diplômés du secteur des arts et des humanités (369$) et se rapprochait de celui touché par les diplômés du secteur de l'administration (426$).

Les salaires les plus élevés, retrouvés dans les disciplines de criminologie, de service social et de relations industrielles se rapprochaient de la moyenne générale; les salaires les plus faibles, en anthropologie, en géographie et en science politique ressemblaient à ceux notés en arts et en humanités.

Dans toutes les disciplines, les bachelières de sciences sociales travaillant à temps plein gagnaient en 1984 un salaire moins élevé que les bacheliers, les différences les plus prononcées se situant en récréologie, en sciences économiques, en psychologie et en science politique (de 20% à 30%); en relations industrielles et en criminologie par contre, les écarts étaient très minimes.

Des données canadiennes montrent que le revenu brut annuel médian de l'ensemble des diplômés universitaires de 1982 travaillant à temps plein s'élevait à 24 000$ en 1984. Ce revenu varie beaucoup selon le cycle d'études: 23 000$ pour le premier cycle contre respectivement 32 000$ et 34 000$ pour les deuxième et troisième cycles. Les diplômés des sciences sociales obtiennent un revenu un peu inférieur à celui de l'ensemble des diplômés (22 000$). Seuls les titulaires de doctorat en sciences sociales touchent un revenu plus élevé que celui de l'ensemble (35 000$ contre 34 000$).

2. Perception des diplômés sur l'adéquation entre leur formation et leur emploi

En plus des indicateurs susmentionnés, relatifs à la situation du marché du travail, les organismes intéressés en utilisent d'autres plus subjectifs, visant à connaître le point de vue des diplômés sur le lien formation-emploi. On en considérera quatre ci-après: correspondance

formation-emploi; utilité de la formation reçue; exclusivité de la formation par rapport au travail; satisfaction globale face à l'emploi.

2.1 La correspondance formation-emploi

Les bacheliers québécois de sciences sociales travaillant à temps plein sont ceux qui affirment dans la plus faible proportion (58%) que le programme d'études suivi correspond aux tâches de leur emploi. Cette proportion est nettement inférieure à la moyenne (77%) et aux pourcentages observés, par exemple, dans les secteurs de l'administration (84%) et des sciences pures et appliquées (81%).

Ceux qui perçoivent le moins souvent une correspondance entre leur formation et leur emploi proviennent des disciplines fondamentales, comme l'anthropologie (23%), la science politique (27%), la géographie (43%) et la sociologie (45%). Dans les autres spécialités une majorité de diplômés jugent qu'il y a un lien entre leur emploi et leur formation universitaire: v.g. service social (86%), criminologie (65%) et économique (55%).

Les réponses obtenues dans l'ensemble du Canada à la même question diffèrent de façon notable. Par exemple 74% des bacheliers en sciences sociales considèrent qu'il y a correspondance entre leur formation et leur emploi; pour l'ensemble des secteurs la moyenne est de 83% au baccalauréat, de 91% à la maîtrise et de 96% au doctorat.

2.2 L'utilité de la formation

Les bacheliers de sciences sociales sont aussi les moins nombreux (60%) à trouver utile le programme d'études suivi par rapport à leur travail. Cette proportion est bien moins élevée que celle prévalant pour l'ensemble du premier cycle (79%) au Québec et est nettement inférieure à celle que l'on trouve chez les diplômés des secteurs de l'administration (85%), des sciences pures et appliquées (85%) et des sciences de la santé (96%).

Ce sont encore les bacheliers des disciplines fondamentales qui considèrent le moins souvent utile leur formation universitaire, notamment ceux d'anthropologie (15%), de science politique (27%) et de géographie (44%). A l'inverse, le programme suivi est jugé utile par la grande majorité des bacheliers en service social (84%), en criminologie (77%) et en récréologie (73%). Fait intéressant, dans les disciplines suivantes - criminologie, récréologie, sciences économiques et sociologie - la proportion de bacheliers jugeant leurs études utiles est plus élevée que celle déclarant qu'il y a correspondance entre la formation et l'emploi.

2.3 L'exclusivité de la formation par rapport au travail

Les bacheliers québécois en sciences sociales sont ceux qui estiment le moins souvent (14%) que leur programme d'étude est le seul à préparer adéquatement à accomplir le travail relié à leur emploi. Ce pourcentage est beaucoup plus faible que celui observé dans l'ensemble (48%).

Toutes les disciplines ont des pourcentages inférieurs à la moyenne générale pour cet indicateur. Les pourcentages sont les plus bas en anthropologie (0%), en géographie et en science politique (3%) et en sociologie (4%).

2.4 Satisfaction face à l'emploi

Néanmoins les bacheliers de sciences sociales sont seulement un peu moins satisfaits que la moyenne (79% contre 88%) de l'emploi qu'ils occupent. Ceux d'anthropologie (63%), de science politique (67%) et d'économique (76%) le sont moins; les autres le sont davantage: psychologie (86%), service social (85%) et géographie (82%).

Dans l'ensemble du Canada le taux de satisfaction face à l'emploi est en général encore un peu plus élevé qu'au Québec, dans l'ensemble, et en sciences sociales. Fait à noter, les titulaires de doctorat en

sciences sociales sont plus satisfaits de leur emploi (96%) que l'ensemble des diplômés.

3. Conclusions et questions sur la formation et l'emploi en sciences sociales

3.1 A propos de la situation générale de l'emploi

Un premier phénomène ressort de l'analyse des données susmentionnées: la situation de l'emploi pour les nouveaux diplômés s'est détériorée plus rapidement, et de manière bien plus prononcée en sciences sociales que dans les autres secteurs durant la période récente. Les problèmes d'emploi en sciences sociales sont devenus aussi bien plus importants au Québec qu'ailleurs au Canada. Est-ce dû à la crise survenue au cours de la période considérée, à la chute de la demande dans certains secteurs d'emploi, à la concurrence exercée par d'autres types de diplômés sur le marché?

Il y a dix ans le taux de chômage des nouveaux bacheliers en sciences sociales était plus faible au Québec que dans l'ensemble du Canada (6% contre 10%). C'est maintenant tout le contraire (en 1984, 17% au Québec contre 12% dans tout le Canada). En 1978, le taux d'emploi des nouveaux bacheliers de sciences sociales au Québec était à 1% près identique à la moyenne pour tous les secteurs (chômage de 6% versus 5%). Il est maintenant bien inférieur: taux de chômage de 17%, soit 5% de plus que la moyenne générale pour le Québec. Dans l'ensemble du Canada pourtant le taux de chômage des bacheliers en sciences sociales en 1984 est à peine supérieur à la moyenne générale (12% contre 10%); l'écart serait moindre encore si l'on excluait les données relatives au Québec des données canadiennes.

On a eu tendance ici, ces dernières années, à discuter du chômage en sciences sociales et humaines comme s'il s'agissait d'un problème répandu partout. Les chiffres montrent que le problème existe surtout au

Québec. On a voulu l'expliquer par la surproduction de diplômés en sciences sociales et humaines au Québec. Les données d'un autre chapitre du rapport prouvent au contraire que le Québec délivre relativement peu de diplômes de baccalauréats en sciences sociales: trois fois moins que l'Ontario entre 1975 et 1985. En Ontario, néanmoins le taux de chômage des nouveaux diplômés est deux fois moindre qu'ici, dans les six principales disciplines de sciences sociales (8% contre 16% au Québec).

Il existe donc une forte différence pour la demande de diplômés entre le Québec et le reste du Canada. Et celle-ci risque de persister dans les années à venir si l'on se base sur les conclusions contradictoires auxquelles en arrivent deux études récentes menées l'une au Québec, l'autre au Canada. Selon le Conseil de la science et de la technologie[1], les possibilités d'emploi des futurs diplômés de sciences sociales et humaines ne sont guère bonnes - elles resteront à peu près les mêmes qu'actuellement. Mais l'Association des agences de placement des collèges et universités du Canada, à la suite d'une enquête menée auprès de 1 900 entreprises, affirme en mars 1986, que les perspectives d'embauche en sciences humaines sont parmi les meilleures - au 3e rang, après le génie et le commerce, mais avant le MBA et les techniques et sciences appliquées[2].

Comment peut-on expliquer de telles différences au chapitre de l'emploi entre le Québec et le reste du Canada? Le marché québécois a-t-il été à ce point marqué par la crise qu'il ne réussit pas à intégrer des cohortes de nouveaux diplômés pourtant beaucoup moins importantes numériquement, que dans les provinces voisines? Faut-il chercher l'explication à la baisse prononcée de la demande, au Québec dans les politiques d'embauche pratiquées par les secteurs publics et parapublics dans les années 80, qui seraient beaucoup plus sévères ici qu'ailleurs au Canada? Les attitudes des entreprises québécoises sont-elles en cause - des études ayant montré qu'elles ont longtemps eu moins tendance à embaucher des diplômés universitaires, de quelque secteur qu'il soit, que celles d'ailleurs en Amérique du Nord?

(1) Conseil de la science et de la technologie, L'emploi des diplômés en sciences sociales et humaines dans l'entreprise. Avis no. 86.01, avril 1986.

(2) Denis Blondin, L'avenir des sciences humaines: un vaste débat de fond qui ne fait que commencer, Le Soleil, lundi 5 mai 1986, p. B5.

Faut-il aussi invoquer de tout autres facteurs d'explication? Par exemple une valeur moindre, ou une réputation moindre du type de formation en sciences sociales dispensée au Québec (voir plus loin) faisant que les diplômés sont moins prisés par les éventuels employeurs? Ou encore la compétition plus forte exercée au Québec par les diplomés de certains secteurs voisins - sciences de l'administration, nouvelles sciences sociales comme les communications, les études urbaines - au chapitre de l'offre d'emploi en sciences humaines?

3.2 Sur les problèmes des sciences sociales fondamentales

Une analyse plus fine montre que les problèmes d'emploi en sciences sociales existent dans des disciplines bien définies.

Ainsi malgré une conjoncture de crise, les bacheliers en relations industrielles, en sciences économiques, en service social, en criminologie et en récréologie n'ont, en 1984, qu'un taux de chômage de 11% à 13%, voisin de celui observé en sciences de l'administration. Par contre le taux de chômage est de 20% à 35% en anthropologie, en géographie, en psychologie, en science politique et en sociologie. C'est dans ces disciplines qu'on retrouve aussi un taux de sous-emploi particulièrement élevé - de 45% à 60% des diplômés déclarant occuper un emploi ne requérant pas une formation universitaire - et des salaires notablement inférieurs à la moyenne générale.

Certes les diplômés de programmes professionnels au Québec se retrouvent généralement en meilleure situation que les autres, pour ce qui a trait à l'emploi, dans presque tous les secteurs. Par exemple, les bacheliers en sciences de la santé chôment moins au Québec qu'ailleurs au Canada, et ceux en arts et en humanités, bien plus. Cela n'empêche pas de penser que les sciences sociales fondamentales sont dans une situation particulièrement sérieuse, au chapitre de l'emploi, qui appelle des mesures de redressement.

A-t-on raison de croire que les sciences sociales fondamentales et les sciences sociales appliquées sont, et resteront, à court et à moyen terme dans des situations tout à fait différentes au chapitre des perspectives d'emploi - mauvaises dans le premier cas, moyennes, voire relativement bonnes dans l'autre? Est-on justifié de penser à des actions de redressement beaucoup plus importantes dans un cas que dans l'autre?

3.3 Sur les besoins de refonte des programmes de baccalauréat

Des données présentées ailleurs montrent que les programmes de baccalauréat en sciences sociales des universités francophones sont hyperspécialisés. Les diplômés de ces programmes semblent poser un peu le même jugement. Par exemple les diplômés du Québec considèrent beaucoup moins que ceux de l'ensemble du Canada (58% versus 74%) qu'il y a correspondance entre la formation reçue et l'emploi exercé. Ils sont aussi les moins nombreux à trouver utile le programme suivi par rapport au travail. En sciences sociales fondamentales ce sont parfois un quart, ou un tiers seulement des individus qui évaluent positivement la relation formation emploi, en sciences sociales appliquées ce sont les trois quarts ou les quatre cinquièmes.

Si l'on se fie aux quelques analyses disponibles, les employeurs du Québec considéreraient eux aussi la formation universitaire en sciences sociales comme trop théorique du côté francophone[1], et comme trop spécialisée. Certaines associations scientifiques ayant soumis un mémoire au comité en arrivent au même jugement.

Est-ce que le décloisonnement des programmes de baccalauréat de sciences sociales francophone est à même de faciliter l'insertion de jeunes diplômés sur le marché du travail? A-t-on, dans les universités francophones et anglophones des données montrant, le cas échéant, que dans une même discipline, les bacheliers ayant reçu une formation plus générale sont ceux qui ont les meilleures possibilités d'emploi? N'y a-t-il pas des disciplines de sciences sociales où une formation spécialisée constitue un atout pour l'emploi?

(1) Conseil de la science et de la technologie, op. cit.

Outre l'hyperspécialisation, on a tendance à souligner le manque de culture, ou de connaissances générales de beaucoup de diplômés - particulièrement en ce qui regarde la maîtrise des langues, des mathématiques - ce qui nuirait à leurs possibilités d'emploi. Des données présentées dans un autre chapitre prouvent effectivement que les étudiants en sciences humaines, au secondaire et au collégial, ont de moins bons résultats que la moyenne dans les matières de base comme le français, les mathématiques, la philosophie. Des organismes consultatifs gouvernementaux, des associations scientifiques en arrivent à la conclusion que la filière des sciences humaines, dans l'enseignement postsecondaire, accueille les étudiants les moins doués.

Ces faits valent-ils même pour les étudiants parvenus à obtenir un grade universitaire en sciences sociales - c'est-à-dire les meilleurs normalement parmi tous les inscrits? Si oui, expliqueraient-ils en partie la moins bonne réputation, et les problèmes d'insertion des diplômés sur le marché du travail au Québec? Est-ce que certaines hypothèses soulevées ailleurs, comme le renforcement des standards et des tests d'admission à l'université, l'exigence de certains cours préalables, l'ajout de certains cours obligatoires dans les programmes de baccalauréat, pourraient améliorer la position des diplômés en sciences sociales sur le marché du travail?

Enfin, considérant le besoin de renforcer le bagage de connaissances de base, et de connaissances pluridisciplinaires des diplômés, y a-t-il, en sciences sociales, des profils ou des structures de programmes à privilégier pour assurer une meilleure réponse aux besoins du marché du travail?

3.4 Sur les liens entre les départements universitaires et le marché du travail

Désormais, les diplômés en sciences sociales ne trouvent plus de possibilités d'emploi privilégiées dans les secteurs publics et para-publics, comme le montrent certaines données susmentionnées. L'aménagement de meilleurs liens entre les départements universitaires et les divers milieux employeurs n'en devient que plus important.

D'aucuns ont prétendu que les jeunes diplômés en sciences humaines manquaient d'habiletés pratiques, de connaissances de l'entreprise et des milieux de travail en général, mais n'est-ce pas là le genre de critique que l'on adresse habituellement à tous les jeunes diplômés universitaires, de quelque secteur qu'ils soient?

En revanche est-ce que certaines valeurs et certaines habitudes de fonctionnement des départements universitaires de sciences sociales ne limitent pas les possibilités de transfert de connaissances et de ressources, et la qualité des communications entre l'université et les milieux d'emploi (monodisciplinarité de l'enseignement, caractère souvent pointu et abstrait de la recherche, etc.)?

Les formules propres à assurer de meilleures communications entre les départements universitaires et les milieux extérieurs sont assez nombreuses: création d'organismes courtiers entre les deux milieux; échange croisé de représentants dans les structures de consultation et de gestion; organisation de sessions courtes de formation et de perfectionnement, de stages; détachements temporaires de personnel, contrats et subventions de recherche stratégiques, etc... Quelles sont celles à privilégier pour mieux répondre aux besoins?

Les universités nord-américaines considèrent souvent comme étant de leur propre responsabilité de s'occuper activement du placement de leurs diplômés. L'examen des réponses aux questionnaires révèle qu'au Québec les départements universitaires anglophones - et certains départements francophones d'économique et de relations industrielles - s'acquittent de ce genre de tâche bien plus souvent que les autres.[1]

Sachant quelle est l'acuité des problèmes d'emploi, est-ce que tous les départements universitaires de sciences sociales ne devraient pas porter beaucoup plus d'attention à l'orientation et au placement de leurs diplômés? Ne devraient-ils pas aussi, le cas échéant, mettre sur pied ou renforcer les programmes et les structures destinées à faciliter la transition entre la formation et l'emploi?

(1) Voir le chapitre 9.

CHAPITRE 7

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

INTRODUCTION

L'activité de recherche et de formation de chercheurs en sciences sociales revêt des formes assez diversifiées en terme de modèles et de ressources, dépendamment des disciplines concernées.

C'est une question que le comité espérait pouvoir analyser en profondeur, en s'intéressant en particulier aux liens existant entre la recherche dite "subventionnée" et "non-subventionnée", de même qu'aux rapports entre la recherche et l'activité de formation menée aux cycles avancés en sciences sociales.

Les limites de l'information recueillie à ce propos auprès des départements universitaires, par voie de questionnaire écrit, ont cependant forcé le comité à réduire ses ambitions. Toutes les données concernant les activités de recherche non-subventionnées et le travail individuel d'encadrement aux cycles avancés ont été abandonnées.

Le comité réalise qu'il n'y a pas d'unanimité sur le choix des indicateurs permettant le mieux d'évaluer l'état de la recherche et de la formation de chercheurs, et cela surtout en sciences sociales et humaines[1]. Le recours au jugement des pairs et la recension des publications sont deux des trois méthodes[2] les plus souvent proposées par les spécialistes de la question. L'analyse des résultats des programmes d'aide à la recherche, malgré ses limites, peut fournir un assez bon éclairage sur le jugement des pairs, surtout qu'en sciences sociales la grande majorité des projets subventionnés et commandités font

(1) Voir B. Martin et J. Irvine, Assessing Basic Research, dans Research Policy, 12, 1983, pp. 61 à 90; aussi J. Creswell, Faculty Research Performance: Lessons from the Sciences and The Social Sciences, Eric Clearinghouse, Washington, 1985.

(2) La troisième étant l'analyse des citations, proprement impraticable ici.

l'objet d'évaluations scientifiques. On y aura donc amplement recours dans les pages qui suivent, en même temps qu'à d'autres méthodes, dont la recension des publications.

La première partie de ce chapitre présente un tableau général du financement de la recherche en sciences sociales au Québec, par disciplines, établissements, catégories de bailleurs de fonds.

La seconde compare les activités des départements au chapitre de la recherche subventionnée et commanditée, de la production de publications, de l'encadrement aux cycles gradués.

La troisième enfin analyse les résultats obtenus par les unités du secteur dans diverses catégories de programmes aux objectifs bien définis - recherche libre, recherche orientée, formation et emploi scientifique, etc.; ces résultats sont mis en parallèle avec ceux enregistrés en d'autres milieux qu'au Québec, ou en d'autres secteurs de sciences humaines que celui visé par l'étude, afin de détecter les points forts ou des problèmes particuliers de développement de la recherche en sciences sociales.

Les analyses comparatives - de secteurs, de régions géographiques - se retrouvent aussi dans les autres sections de ce chapitre. Il a semblé qu'elles pouvaient aider à étayer la réflexion sur les objectifs et les standards de développement à viser, qui sont toujours relatifs.

1. Le financement de la recherche - un tableau général

Menée avec les précautions qui s'imposent, l'analyse des résultats aux concours de recherche peut aider à mesurer la qualité et l'importance des activités scientifiques réalisées dans les diverses unités, puisque les décisions rendues dans ces concours reposent, sauf exception, sur le jugement des pairs. Mais il faut pour cela, au départ, être capable de départager les programmes d'aide concernés, qui sont loin d'avoir toujours le même genre d'objectif, ou encore le même caractère compéti-

tif. Il importe aussi de cerner les modalités de financement et d'aide aux diverses disciplines analysées, qui ne sont pas toujours comparables les unes aux autres.

Le fait qu'une part de l'activité de recherche en sciences sociales et humaines s'effectue sans apport financier direct peut compliquer les conclusions d'une analyse qui, telle celle-ci, ne prend en compte que la seule recherche subventionnée et commanditée[1]. Mais à ce propos on peut faire l'hypothèse que l'importance de la recherche non subventionnée ne devrait pas être tellement différente en proportion des activités totales, dans les diverses unités rattachées à une même discipline qui sont comparées ici. Si une disproportion existe réellement entre recherche subventionnée et non subventionnée, l'on devrait être capable de la repérer - indirectement - dans une autre partie de l'analyse, plus loin, quand on compare plus à fond la productivité scientifique de diverses unités.

Avant de considérer les programmes d'aide à la recherche eux-mêmes et les résultats obtenus par les départements, il importe d'avoir un portrait d'ensemble du financement de la recherche en sciences sociales, de ses variations dans le temps, selon les disciplines, les bailleurs de fonds, les établissements concernés. C'est ce que l'on s'emploiera à faire ci-après.

1.1 Les données d'ensemble

Les conventions utilisées pour mesurer les dépenses de recherche en sciences sociales et humaines au Canada sont plus ou moins précises.[2] Par exemple, elles ignorent les dépenses réalisées dans les entreprises

(1) On emploie le terme octrois pour référer à la fois aux subventions et aux commandites, et l'on distingue toujours les unes des autres dans le texte. Le terme de "recherche subventionnée" ayant été consacré par l'usage pour décrire toute recherche bénéficiant d'un octroi, c'est dans ce sens très large qu'on l'emploie toujours ci-après, sauf mention contraire.

(2) Voir Statistique Canada, Indicateurs de l'activité scientifique et technologique, 1984.

privées; pour le secteur universitaire, elles reposent sur des imputations de salaires présumant que tous les professeurs sont des chercheurs. Ces conventions éclairent néanmoins sur le phénomène de plafonnement des ressources affectées à ce domaine. Selon Statistique Canada, de 1970 à 1983 les dépenses de recherche en sciences humaines auraient accusé une baisse relative de près de 100%, passant de 12% à 6,9% des dépenses totales de R-D.[1] Pour le seul secteur universitaire, cependant et en ne considérant que le financement direct, les dépenses en sciences humaines auraient connu une chute bien moins prononcée, tombant de 14% à 11% du total, entre 1970 et 1983-84.[2]

Au Québec, selon l'Inventaire de la recherche subventionnée et commanditée (IRSC) les dépenses directes de recherche en sciences humaines auraient subi une légère diminution, entre 1975-76 et 1984-85, de 20,6% à 18,8% du total des subventions (tableau 7.1).

Malgré un écart appréciable entre les pourcentages fournis par les deux sources susmentionnées[3], chacune conclut qu'il y a eu légère diminution - deux à trois points - de la part des octrois versés aux sciences humaines au Canada et au Québec, de 1970 jusqu'à 1985. Puisque les disciplines du secteur que l'on étudie, durant toutes ces années, reçoivent toujours la même fraction des octrois totaux versés aux sciences humaines - de 37 à 39% selon les données de l'IRSC au tableau 7.1 - on peut penser qu'elles aussi, depuis 1970, ont subi la même légère diminution du financement.

(1) STATCAN, op. cit.
(2) Calcul basé sur les données de STATCAN, op. cit. et de l'ACPAU, Statistiques financières des universités 1983-84.
(3) Cet écart entre les chiffres fournis par STATCAN pour le Canada et l'IRSC pour le Québec, en 1984-85, s'explique par au moins deux facteurs: des différences entre les deux taxonomies utilisées, qui font par exemple que les subventions à des disciplines comme la psychologie et la géographie, classées totalement en sciences humaines dans les tableaux de l'IRSC pour le Québec, sont probablement réparties autrement par STATCAN, i.e. entre les sciences humaines et les sciences de la nature. Mais probablement aussi que les sciences humaines ont une force relative plus grande au Québec qu'ailleurs au Canada, à cause de la moindre compétitivité démontrée par les sciences naturelles, surtout aux concours fédéraux.

TABLEAU 7.1

Montant des octrois de recherche universitaire en sciences de la nature et en sciences humaines au Québec. Évolution de 1975-76 à 1984-85

Années	Sciences naturelles, génie et sciences de la santé		Sciences humaines		Autres		Total	
	000$	$	000$	$	000$	$	000$	$
1975-76	45 792	75,9	12 417	20,6	2 076	3,4	60 283	100
1980-81	90 971	77,5	24 320	20,7	2 028	1,7	117 321	100
1984-85	157 748	79,9	37 144	18,8	2 390	1,2	197 283	100

Source: IRSC, MESS

TABLEAU 7.2

Sources de financement de la recherche universitaire en sciences humaines au Québec. Évolution de 1975-76 à 1984-85

Années	Gouvernement fédéral		Gouvernement du Québec		Maisons d'enseignement		Entreprises		Autres		Total	
	000$	$	000$	$	000$	$	000$	$	000$	$	000$	$
1975-76	4 361	35,1	5 352	43,1	1 526	12,3	123	1,0	1 054	8,5	12 418	100
1980-81	6 195	25,4	10 348	42,5	5 590	23,0	594	2,4	1 590	6,5	24 320	100
1984-85	15 301	41,1	14 307	38,5	4 596	12,4	673	1,8	2 266	6,2	37 144	100

Source: IRSC, MESS

TABLEAU 7.3

Montant des octrois de recherche aux disciplines du secteur de l'étude. Évolution de 1975-76 à 1984-85

Années	Octrois au secteur de l'étude		En proportion du montant total des octrois aux sciences humaines
	000$	N	$
1975-76	4 904	594	39,5%
1980-81	9 035	689	37,1%
1984-85	14 776	987	39,8%

Source: IRSC, MESS et inventaire de la recherche de l'Université du Québec.

Comment s'explique alors la croyance que depuis un certain nombre d'années - i.e. dans les années 80 - les sciences sociales ont vu leurs dépenses de recherche décliner de façon prononcée dans les universités? Les données du tableau 7.2 fournissent à ce propos des éléments de réponse intéressants. De 1980 à 1985, la structure du financement de la recherche en sciences sociales au Québec a été tout à fait transformée. La part relative des deux plus importants bailleurs de fonds - le gouvernement du Québec, les universités elles-mêmes - a subi une chute importante, d'une quinzaine de points de pourcentage. Même si l'on ignore ce qui s'est réellement passé après 1985, on peut croire qu'un tel genre de phénomène a nourri l'idée de déclin, surtout qu'il s'est trouvé conjugué avec la crise du financement universitaire en général et la nouvelle priorité accordée aux disciplines du "virage technologique".

1.2 L'origine du financement

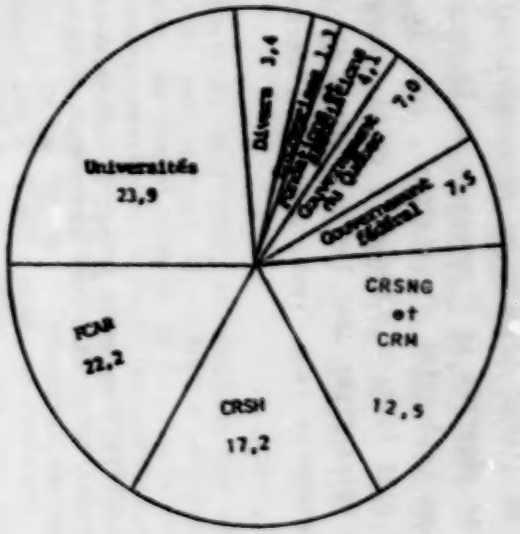
Une grande partie des activités de recherche dans le secteur de l'étude sont financées par un petit nombre d'organismes, comme l'indique le tableau 7.4. Ainsi entre 1980 et 1985 la moitié des octrois - 450 sur 900 originent des grands conseils de recherche: Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, Fonds FCAR, mais aussi Conseil de recherches médicales du Canada pour certains projets en psychologie et Conseil de recherche en sciences naturelles et génie pour des projets de géographie, de psychologie et d'économétrie. Environ 25% de tous les octrois originent des universités elles-mêmes. Le dernier quart provient des ministères fédéraux (7,5%) et provinciaux (7,5%), des fondations (4%) et des entreprises (2%), et de diverses autres sources comme les municipalités, les établissements de santé et de services sociaux, les gouvernements étrangers, etc (3,4%).[1]

(1) Les données de l'analyse, pour toute cette section, sont tirées de l'Inventaire de la recherche subventionnée et commanditée du MESS, pour les années 1980 à 1985. Les données postérieures à 1984-85 n'étaient pas disponibles au moment d'écrire ces lignes.

TABLEAU 7.4

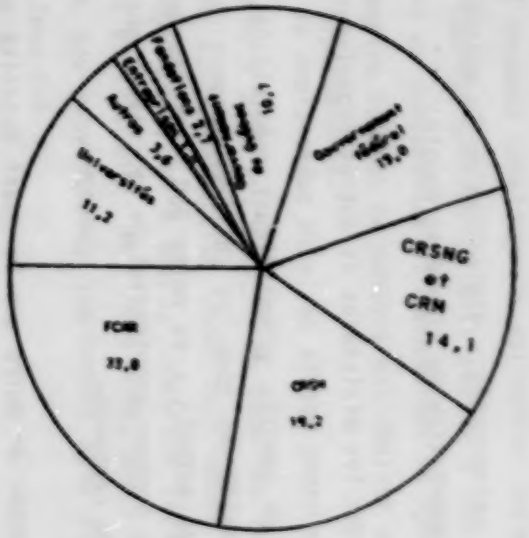
ORIGINE DU FINANCEMENT

7.4A - Selon le nombre d'octrois répartis par catégorie de bailleurs de fonds pour les disciplines du secteur durant la période 1980-85



Source: Ibid

7.4B - Selon le montant total des octrois répartis par catégorie de bailleurs de fonds pour les disciplines du secteur durant la période 1980-85



Source: Ibid

Si l'on considère non pas le nombre d'octrois mais l'importance des montants versés pour la recherche - tableau 7.4B -, la part relative des diverses catégories d'organismes demeure à peu près la même, sauf pour les universités - diminution de la moitié -, et pour les ministères - augmentation du simple au double.

Sachant que les ministères et autres organismes gouvernementaux distribuent une bonne partie de leurs subventions et commandites par l'intermédiaire de comités scientifiques spécialisés, on peut croire finalement, considérant tous les chiffres susmentionnés, que la très grande partie des octrois - au moins 85% - et des montants - au moins 80% - versés au secteur proviennent de programmes gérés par les pairs, durant la période concernée.

Il faut noter en outre que la quasi totalité des octrois sont dans la catégorie des subventions, 5% seulement étant des contrats.

Les programmes d'aide à la recherche universitaire répondent à des objectifs et à des critères assez différents selon qu'il s'agit de subventions, de bourses ou de contrats; ou selon qu'ils veulent surtout encourager la recherche libre, la recherche orientée, la formation et l'emploi scientifique ou le développement des infrastructures. Les données de l'IRSC du MESS ne permettent malheureusement pas de voir comment se répartit le financement de la recherche, globalement, entre toutes ces catégories d'activités[1], pour le secteur de l'étude. On essaiera plus loin de remédier à cette lacune en analysant les résultats des universités dans les programmes d'aide les plus importants de chaque catégorie (v.g. recherche libre, recherche orientée, formation et emploi, etc...).

(1) L'inventaire ne collige pas d'informations sur les bourses; il ne fait pas de distinction entre les différents programmes d'un même organisme, etc.

1.3 La répartition des octrois entre les universités et les disciplines

Durant la période 1980-81 à 1984-85 environ 13 millions de $ ont été versés en moyenne annuellement en subventions et commandites au secteur de l'étude. Le tableau 7.5 montre comment ce montant est réparti entre les universités et selon les départements.[1]

L'Université de Montréal touche à elle seule 35,3% de tous les fonds, soit plus de 4,5 millions de $. L'Université Laval suit assez loin avec 19,3% des fonds alors que McGill en a 14,7%, Concordia 11,3% et l'UQAM 9.8%. Les cinq autres constituantes de l'UQ - UQTR, UQAC, UQAH, UQAR, UQAT - reçoivent 6,7% des subventions; Sherbrooke 2,8% et Bishop's 1/10 de 1% - voir tableau 7.6.

Cette répartition très différenciée des subventions a beaucoup à voir avec le nombre de disciplines représentées, aux 2e et 3e cycles dans chaque université. Mais elle est influencée également par le volume inégal du financement accordé à chacune de ces disciplines. La psychologie, avec 4 millions de $ reçoit à elle seule 31,5% des subventions. Trois autres disciplines en touchent autour de 10%: l'économique (12,4), la sociologie (12,0) et la géographie (11,4). Puis il y a celles qui se situent autour de 5%: démographie (6,3), criminologie (5,5), anthropologie (5,1), relations industrielles (5,2), service social (3,6) et science politique (3,4). Et enfin quelques disciplines qui reçoivent autour de 1% des fonds: récréologie (0,4), sexologie (0,2) et les sciences sociales générales (1,1) - voir tableau 7.6.

---

(1) Les données de base sont tirées de l'IRSC, et classées par département. Les octrois versés aux centres de recherche ont été redistribués par département, en tenant compte de la discipline de rattachement des professeurs-chercheurs. Pour les constituantes de l'Université du Québec hors Montréal une recension particulière a dû être faite, vu leurs structures administratives multidépartementales. On s'est servi à cette fin de l'Inventaire de la recherche préparé annuellement par l'UQ elle-même, ne retenant, dans les unités administratives visées par l'étude, que les projets dont le code CLARDER correspond à l'une des disciplines concernées.

TABLEAU 7.5

Nombre et montant des octrois reçus par université et par département pour le secteur de l'étude.

Moyenne annuelle durant la période 1980-81 à 1984-85

Université / Département	LAVAL		MONTRÉAL		SHERBROOKE		U.Q.A.M.		UQ AUTRES(1)		BISHOP'S		CONCORDIA		McGILL		TOTAL	
	(N)	000 $	(N)	000 $	(N)	000 $	(N)	000 $	(N)	000 $	(N)	000 $	(N)	000 $	(N)	000 $	(N)	000 $
Anthropologie	21	333,7	14	163,3	•	•	•	•	2	11,7	•	•	•	•	5	148,7	42,6	657,4
Criminologie	•	•	32	714,5	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	32	714,5
Démographie	•	•	24,2	808,2	•	•	•	•	0,4	4,2	•	•	•	•	•	•	24,6	812,4
Géographie	22	191,4	31	417,2	29	290,1	19	194,3	9,4	93,7	2	2,8	8	19,1	15	257,9	13,6	1 474,6
Psychologie	28	361,5	49	640,4	3	6,7	45	464,6	40	401,7	3	7,8	86	1 304,7	42	890,8	296	4 878,3
Récréologie	•	•	•	•	•	•	•	•	11,6	64,6	•	•	•	•	•	•	11,6	64,6
Relations industrielles	14	350,5	13	151	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	1	174,2	28,9	675,7
Sciences économiques	15	318,3	38	941,5	5	33,7	13	105	11,8	85	0	0,2	14	51,7	4	71,4	101,6	1 606,8
Sciences politiques	18	206	13	109,2	•	•	26	161,2	0,2	0,1	1	1,9	7	13,8	4	173,3	68,4	665,4
Service social	10	128,8	12	214,4	4	22,6	4	9,2	•	•	•	•	4	16,9	3	71,5	38,4	463,2
Sexologie	•	•	•	•	•	•	4	24,6	•	•	•	•	•	•	•	•	4,2	24,6
Sociologie	25	599,2	20	409,1	•	•	29	310,4	3,2	61,2	1	2,5	14	54,2	5	122,8	98	1 559,3
Autres	•	•	•	•	•	•	•	•	9	148	•	•	2	5,5	•	•	10,6	153,5
TOTAL	154	2 489,3	246,2	4 568,8	42	361,1	139	1 301,2	87,6	870,2	8	19,3	134	1 465,8	80	1 910,7	891	12 990,4

(1) Comprend l'UQTR, l'UQAR, l'UQAH, l'UQAT, l'UQAC.

Source: URSC et compilation spéciale à partir de l'Inventaire de la recherche de l'Université du Québec.

TABLEAU 7.6A

Répartition des fonds entre les universités durant la période 1980-1985 pour le secteur de l'étude

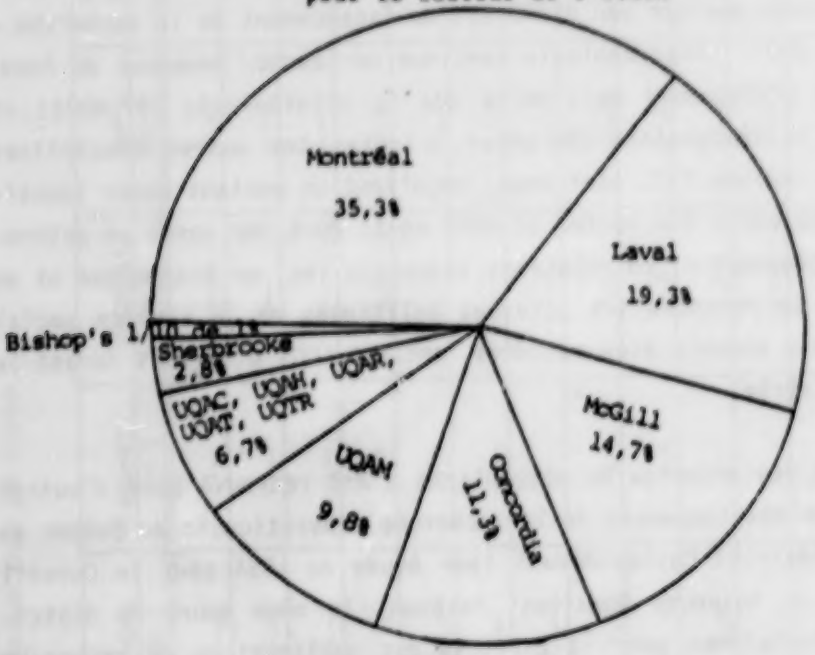
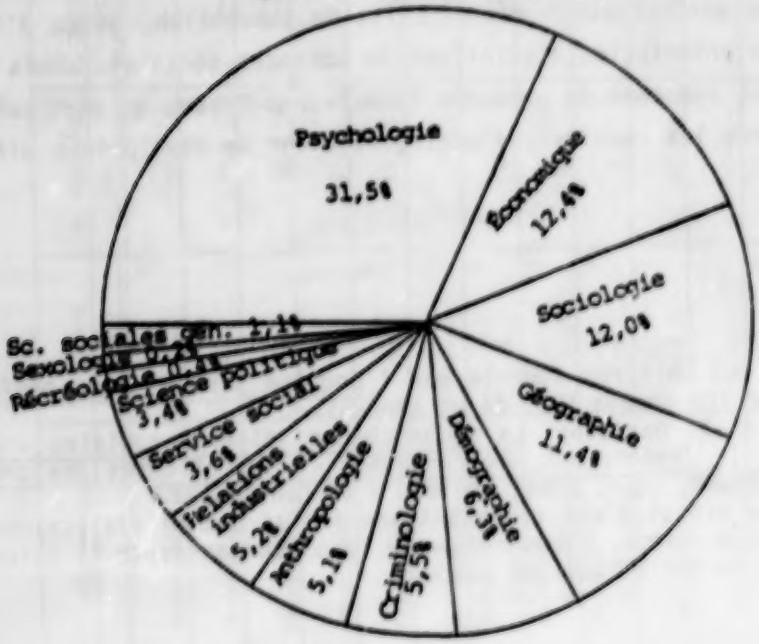


TABLEAU 7.6B

Répartition des fonds entre les départements durant la période 1980-1985 pour le secteur de l'étude



Si l'on divise l'enveloppe d'octrois de chaque discipline par le nombre de professeurs réguliers regroupés dans chacune de celles-ci[1] on obtient un tableau quelque peu différent de financement de la recherche - voir tableau 7.7. La psychologie continue de toucher beaucoup de fonds (19 000$ par professeur) mais moins que la criminologie (37 600$) et surtout que la démographie (80 000$). Toutes les autres disciplines comparées au tableau 7.7, sauf deux, reçoivent un montant assez identique par professeur - i.e. entre 12 450$ et 15 200$ par année en anthropologie, en géographie, en relations industrielles, en économique et en sociologie. En revanche les sciences politiques et le service social ont des octrois annuels bien moindres, entre 5 000$ et 5 900$ durant la période considérée.

Ce classement des principales disciplines a été retrouvé pour d'autres indicateurs de développement de la recherche subventionnée au Québec et au Canada. Adair et Davidson dans leur étude de 1984 pour le Conseil de recherche en sciences humaines[2] relèvent le même genre de distribution des disciplines pour la quantité des publications de recherche subventionnée, et pour la quantité de temps allouée par les professeurs à la recherche subventionnée, à travers les universités du Canada.[3] Il y aurait donc des modes d'institutionnalisation de l'activité scientifique, et de participation aux circuits de subvention, assez différents pour les principales disciplines de sciences sociales. Cela devrait inciter à beaucoup de prudence dans les analyses, en particulier quand on compare les résultats d'unités relevant de disciplines différentes.

(1) A savoir les chiffres fournis par l'Enquête sur le corps professoral pour les années 1983-84 et 1984-85.

(2) J. Adair et R. Davidson, La recherche en sciences sociales - une étude sur le financement, le rendement et les attentes des chercheurs, Ottawa, CRSH, 1984, tableau 8 et tableau 21.

(3) Le service social n'est cependant pas inclus dans l'analyse; pour le critère du temps, l'économique se rapproche assez de la science politique, selon l'étude en question.

TABLEAU 7.7

Montant moyen annuel des octrois par professeur régulier,
durant la période 1980-1985,
pour les principaux départements visés par l'étude

Département	LAVAL	U. MONTRÉAL	U. SHERBROOKE	UQAM	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL	MOYENNE GÉNÉRALE
	000 $	000 $	000 $	000 $	000 $	000 $	000 $	000 $
Anthropologie	D 17,1	D 10,2	----	----	----	----	D 12,4	13,8
Criminologie	----	D 37,6	----	----	----	----	----	37,6
Démographie	----	D 80,8	----	----	----	----	----	80,8
Géographie	D 8,1	D 27,0	M 22,9	M 11,4	0,7	2,0	D 16,6	15,2
Psychologie	D 11,5	D 11,1	M 0,4	D 12,0	1,5	D 34,3	D 30,2	19,0
Récréologie	----	----	----	----	----	----	----	----
Relations industrielles	D 15,2	D 9,7	----	----	----	----	----	13,0
Sciences économiques	D 15,1	D 34,8	M 3,7	M 5,9	M 0,4	D 1,9	D 3,1	12,4
Science politique	D 8,6	D 5,6	----	D 5,5	0,6	M 0,8	D 9,6	5,9
Service social	D 5,7	D 12,6	M 1,3	0,8	----	1,9	M 4,8	5,0
Sexologie	----	----	----	1,5	----	----	----	----
Sociologie	D 26,6	D 16,7	----	D 10,3	0,8	M 2,1	D 10,2	13,2

Source: IRSC

* Les lettres D et M indiquent que le département offre un programme de doctorat ou de maîtrise.

** Pour les unités des autres constituantes de l'UQ dont on connaît le nombre précis de professeurs réguliers, les chiffres sont les suivants: économique 4,8, géographie 7,9, psychologie 11,7, récréologie 51,4.

2. Les résultats des différents départements au chapitre des subventions, des publications, de la formation aux cycles avancés

2.1 Les départements et la recherche subventionnée - essai de comparaison

Le critère des revenus en subventions et commandites n'est pas toujours discriminant. Car il est difficile de soutenir que la qualité ou la pertinence de telle ou telle autre activité de recherche est directement liée à l'ampleur des ressources qu'on lui consacre. Mais lorsqu'on se situe à un niveau plus général, et que l'on considère non pas un ou quelques projets, mais toutes les activités d'un département, et qu'on les compare à celles des autres départements opérant dans le même domaine, on peut soutenir l'hypothèse inverse: c'est-à-dire penser que des écarts prononcés dans le financement de la recherche, surtout s'ils persistent sur une assez longue période, reflètent probablement des écarts dans le développement de l'activité de recherche elle-même, d'une unité à l'autre.

Dépendamment de la mesure utilisée, on peut aboutir à un classement assez différent des départements pour les performances en recherche subventionnée, et ce, surtout quand on touche les sciences humaines. Cela tient par exemple à ce que les budgets sont parfois non proportionnés au nombre d'octrois, d'une unité à l'autre, ou d'une année à l'autre. La participation des professeurs varie elle aussi d'une année à l'autre et se trouve souvent concentrée chez un petit nombre d'individus. Les octrois d'origine interne - i.e. fournis par l'université elle-même - peuvent par ailleurs être plus volumineux en termes relatifs dans certaines unités et fausser l'interprétation des chiffres, etc.

Pour comparer les résultats des divers départements au chapitre des subventions, il est donc apparu souhaitable de recourir à plus d'un indice, en appliquant ceux-ci sur une assez longue période.

Deux catégories d'indices ont été retenues: ressources financières allouées à la recherche; degré de participation des professeurs de chaque département à la recherche subventionnée, indépendamment de la grosseur des montants reçus.

On a procédé à l'aide des données de l'Inventaire de la recherche subventionnée durant la période 1980-1985. Pour les ressources financières, on a tenu compte de l'ensemble des subventions et contrats alloués, qu'ils soient d'origine externe ou interne, et divisé le total de celles-ci par le nombre de professeurs réguliers de chaque unité. Le tableau 7.7 présente les résultats de cette analyse. Pour aider à sa lecture, on mentionne quelles unités dans chaque discipline ont des programmes d'études avancées.

Pour mesurer le degré de participation des professeurs à la recherche subventionnée on a choisi de ne considérer que les octrois externes[1].

On a calculé le pourcentage moyen de professeurs réguliers recevant des octrois annuellement, durant la période 1980-1985. Cette donnée est présentée au tableau 7.8. On a aussi mesuré le pourcentage des professeurs fortement financés sur cinq ans - i.e. recevant trois octrois ou plus - voir tableau 7.9.

Ces divers indices pris ensemble permettent croyons-nous, d'avoir une idée du degré d'implication global des membres d'une unité dans les

(1) Considérant, entre autres, les fortes variations du nombre d'octrois internes d'une université à l'autre. En plus on a compté le nombre d'octrois accordés, et non le nombre de projets, ou de chercheurs reliés à un octroi ou un projet. Pour obtenir le taux de participation on a d'abord dressé la liste nominative des professeurs-responsables de projets recevant un octroi ou plus durant les années considérées, et ce en partant des données de l'IRSC du MESS, le seul fichier qui existe. Le nombre de professeurs réguliers de chaque unité durant la période - tel qu'établi dans le fichier officiel de la CREPUQ pour les années 1983-1985 - a servi de dénominateur à l'analyse. Le taux de participation à la recherche dans quelques disciplines peut être un peu surestimé, tantôt à cause du taux de roulement des professeurs durant les cinq années considérées, tantôt à cause de l'inclusion dans le fichier de l'IRSC - le numérateur - de professeurs non réguliers (v.g. professeurs sous octroi).

TABLEAU 7.8

Proportion des professeurs réguliers recevant des octrois externes annuellement, à titre de responsable de projet, au cours de la période 1980-85*

Département	LAVAL %	U. MONTRÉAL %	U. SHERBROOKE %	UQAM %	BISHOP'S %	CONCORDIA %	McGILL %	Moyenne générale
Anthropologie	D 53,3	D 38,7	----	----	----	----	D 35,0	43,8
Criminologie	----	D 30,0	----	----	----	----	----	30,0
Démographie	----	D 62	----	----	----	----	----	62
Géographie	D 40,9	D 61,9	M 60,0	M 43,6	48,5	33,7	D 59,4	50,0
Psychologie	D 40	D 51,0	M 14,3	D 35,3	36,4	D 71,0	D 90,0	52,1
Relations industrielles	D 37,4	D 38,7	----	----	----	----	----	38,0
Science économique	D 33,3	D 46,7	M 33,3	M 26,3	M 4,0	D 21,9	D 14,8	28,4
Science politique	D 29,2	D 27,7	----	D 32,5	33,3	M 11,1	D 22,2	26,7
Service social	24,9	D 35,3	M 16,2	12,2	----	17,8	M 18,6	22,0
Sexologie	----	----	----	M 12,5	----	----	----	12,5
Sociologie	D 37,3	D 37,5	----	D 30,6	----	M 22,3	D 30,0	31,6

* Moyennes de chacune des années additionnées et divisées par cinq.

Source: IRSC

TABLEAU 7.9

Proportion des octrois externes de recherche de chaque département
obtenue par les professeurs bénéficiant de trois octrois externes entre 1980 et 1985

Département	LAVAL		U. MONTRÉAL		U. SHERBROOKE		UQAM		BISHOP'S		CONCORDIA		McGILL		TOTAL	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Anthropologie	56%	87%	50%	78%									25%	52%	46%	72%
Criminologie			36%	93%											36%	93%
Démographie			70%	94%											70%	94%
Géographie	55%	82%	77%	98%	61%	93%	59%	90%	66%	89%	31%	65%	60%	67%	58%	83%
Psychologie	41%	82%	57%	90%	14%	70%	44%	86%	54%	87%	76%	97%	100%	100%	58%	87%
Relations industrielles	30%	64%	51%	82%											38,9%	73,3%
Science économique	38%	83%	52%	87%	44%	90%	28,5%	74%	0%	0%	19%	62%	17,4%	76,2%	31%	67,7%
Science politique	33%	87%	30,7%	76,3%			33%	72,3%	33%	71,7%	11,1%	64,3%	22%	76,2%	27,6%	74,6%
Service social	17,2%	51,5%	35,3%	80%	25%	95,2%	0%	0%					6,6%	21,4%	18,2%	49,6%
Sexologie															6,2%	30,8%
Sociologie	45%	79,7%	40,8%	82,9%			36,7%	90,5			27%	74,3%	33%	56%	34,7%	63,9%
TOTAL															40%	71,7%

(1) Proportion des professeurs recevant au moins trois octrois externes, durant la période 1980-85.
(2) Part des octrois externes du département reçue par ces professeurs.

Source: IRSC

circuits de recherche subventionnée. Il faut noter cependant qu'ils rendent mal compte de l'effort des disciplines ou des unités où la recherche s'effectue davantage par le truchement d'équipes.

Si on considère les revenus de recherche par professeur - tableau 7.7 - ce sont presque toujours les départements offrant le doctorat qui ont les moyennes les plus élevées (les exceptions se retrouvant à McGill et à Concordia, en économique, où les subventions sont relativement faibles en dépit de l'existence de programmes de 3e cycle). Les quelques rares exemples dont on dispose au tableau 7.7 ne permettent pas toujours de voir si le fait pour un département d'avoir accès au 2e cycle l'aide à augmenter réellement sa moyenne de revenus, comparativement à un département limité au 1er cycle.

Pour les revenus (tableau 7.7) dépendamment de la discipline ce sont tantôt Montréal, Laval, McGill ou Concordia qui se classent le mieux. Pour la participation (tableau 7.8) Montréal et Laval l'emportent le plus souvent.

Comme le montre le tableau 7.9, le noyau de professeurs très actifs en recherche subventionnée "externe" varie énormément selon le département et la discipline. Dans environ deux tiers des départements, une fraction plutôt minime des professeurs - de 10% à 45% - reçoit la plus grande partie des octrois[1] - de 50% à 95%. Ce phénomène de concentration semble particulièrement marqué à certains endroits: tous les départements de science politique, de sociologie, et tous sauf un en économique. En géographie, en revanche, le degré de participation à la recherche est très élevé dans six cas sur sept. Dans beaucoup de disciplines[2] la concentration est plus forte en milieu anglophone.

On aura l'occasion plus loin de revenir sur ce phénomène de concentration, lors de l'étude des résultats des départements au chapitre des publications et de l'encadrement.

(1) Le nombre d'octrois correspondant au nombre de projets, à cinq ou dix pour cent près, dépendamment des unités, selon l'IRSC.
(2) Sauf psychologie.

- **Une comparaison avec d'autres sociétés nord-américaines**

Les données comparatives sur la situation de la recherche subventionnée en sciences humaines ou sociales en Amérique du Nord ne sont guère abondantes. Celles que l'on a pu trouver et que l'on présente ci-après n'en sont pas moins révélatrices, tant en ce qui regarde la question des revenus que celle de la participation des professeurs à la recherche.

Ainsi le tableau 7.10 montre que durant la période 1980-1985 le montant moyen des octrois obtenus par les professeurs est meilleur au Québec qu'en Ontario, et parfois de beaucoup, dans six disciplines sur sept. Le fait de comparer tous les départements du Québec uniquement aux départements ontariens dispensant le doctorat - les seuls pour lesquels des données existent - devrait normalement défavoriser les unités d'ici. Or cela ne se perçoit pas dans les chiffres obtenus. L'idée que la taille des départements, trop différente dans les deux provinces, puisse biaiser la comparaison, est difficile à étayer. Ce n'est que dans 12 cas sur 38 que les effectifs des départements ontariens[1] sont plus élevés que ceux des départements avec lesquels on les compare au Québec.

Des données présentées en annexe, extraites d'une étude américaine de 1982 du Social Sciences Research Council, sont à prime abord plus difficiles à comparer avec celles du Québec[2]. Une fois normalisés toutefois, les chiffres américains ressemblent assez à ceux observés ici pour les revenus de recherche. La proportion des professeurs subventionnés, sur trois ans, par un organisme fédéral américain - 10% à 20% - ressemble à ce qui existe au Québec - de 15% à 25% au moins pour le CRSH et le FCAR; mais notons que les unités américaines évaluées sont les meilleures parmi celles offrant le doctorat.

(1) Les seuls présents au doctorat, rappelons-le.
(2) Ainsi les montants des octrois américains doivent être divisés par deux ou par deux et demi, parce qu'ils incluent une provision pour les coûts indirects et le salaire des chercheurs, à la différence de ce qui s'observe au Québec et au Canada. Voir tableau 2 de l'annexe.

TABLEAU 7.10

Montant des octrois par professeur, au cours de la période 1980-85, pour les disciplines concernées par l'étude, comparaison entre le Québec et l'Ontario

Département	ONTARIO		QUÉBEC	
	Moyenne générale par professeur 000$ *	Résultats les plus élevés 000$	Moyenne générale par professeur 000$ **	Résultats les plus élevés 000$
Anthropologie	ND	(York, 13,1; McMaster 8,9)	13,8	(Laval 17,1; McGill 12,4)
Géographie	13,9	(Toronto 27,8; McMaster 21,3)	15,2	(Montréal 27,0; Sherbrooke 22,9)
Psychologie	16,7	(Queen's 26,9; Toronto 23,8)	19,0	(Concordia 34,3; McGill, 30,2)
Science économique	5,8	(Queen's 8,5; Western 8,4)	12,4	(Montréal 34,8; Laval 15,1)
Science politique	5,7	(York 9,0; Queen's 6,2)	5,9	(McGill 9,6; Laval 8,6)
Service social	6,9	(Toronto 6,9)	5,0	(Montréal 12,6; Laval 5,7)
Sociologie	9,4	(York 14,9; Carleton 9,8)	13,2	(Laval 26,6; Montréal 16,7)

* Pour les départements ontarien ayant un programme de doctorat uniquement.
** Pour tous les départements québécois.

Source: Ontario Council of Graduate Studies, et IRSC-MESS

En somme des comparaisons rapides montrent que les résultats des départements québécois en recherche subventionnée sont au moins semblables à ceux que l'on observe dans les départements ontariens et américains les mieux cotés.

2.2 La production de publications

La recension des publications est vue par les experts comme une mesure "raisonnable" de la production scientifique. Mais on considère néanmoins que c'est un indicateur imparfait; on souligne par exemple que la relation entre quantité et qualité des publications n'est pas claire; que l'importance et l'impact des diverses productions sont souvent difficiles à apprécier, surtout avec la multiplication des médias scientifiques. Nombre de facteurs socio-culturels peuvent aussi fausser les évaluations, les objectifs et standards de production variant d'une revue, d'une institution, d'une société à l'autre.

- L'enquête menée auprès des professeurs

Le comité a rencontré un problème de taille dans l'évaluation des publications, ayant à comparer les pratiques de deux réseaux de communications assez différents, l'un québécois francophone, l'autre canadien bilingue ou anglophone, auxquels participent les professeurs-chercheurs de sciences sociales; ce, sans parler de leurs points d'attache dans des circuits plus vastes encore, nord-américains ou européens.

Malgré ces difficultés l'analyse des publications lui paraissait mériter d'être menée. Aussi imparfaite soit-elle, ce ne serait qu'un des nombreux indicateurs de l'état de situation, à interpréter en complémentarité avec les autres. Mais une autre raison pouvait la justifier. En sciences sociales la relation entre recherche subventionnée et production scientifique n'est pas toujours claire. En invitant les professeurs, dans un questionnaire, à décrire leurs publications depuis

cinq ans[1], et à les classer dans les catégories "subventionné" et "non subventionné" le comité espérait obtenir les données requises pour mieux débattre de la question concernée.

Malheureusement la nature des données recueillies par questionnaire n'a pas permis de mesurer la proportion de publications non subventionnées par rapport au volume total de publications.[2]

Un tableau de l'annexe indique le taux de réponse au questionnaire, par université et département. Celui-ci dépasse 90% dans les deux tiers des unités, 80% dans les quatre cinquièmes d'entre elles. Il n'est inférieur à 60% que dans quatre départements - identifiés plus loin.

Vouloir analyser la production de publications d'une manière aussi fine qu'on le fait pour la recherche subventionnée aurait exigé un long travail de classification du matériel recueilli par questionnaire. Par exemple des questions comme le rayonnement des publications suivant le circuit ou la langue utilisée auraient pu idéalement faire l'objet de beaucoup d'analyses. Les circonstances ont obligé le comité à se limiter à l'essentiel.

Les répondants avaient été invités à énumérer leurs publications durant les années 1982 à 1986 en distinguant leurs travaux "arbitrés" - livres et parties de livres, articles dans des revues avec comité de lecture, et les autres: articles dans des revues sans comité de lecture; rapports de recherche; "abstracts"; autres productions. Le tableau 7.11 ci- après décrit les résultats de l'enquête, par discipline, université et catégorie d'ouvrages. L'analyse de ces données, extrêmement touffues, restera très générale pour les raisons que l'on devine.

(1) Voir l'annexe 7, tableau 3.
(2) La proportion de professeurs, par département, déclarant dans le questionnaire avoir réalisé au moins une production subventionnée, entre 1982 et 1986, est la plupart du temps très éloignée de la proportion réelle de professeurs subventionnés, telle qu'elle peut être mesurée à l'aide des données de l'Inventaire de la recherche subventionnée du MESS.

TABLEAU 7.11

Moyenne quinquennale des publications par professeur, par discipline et par université durant la période 1982-1986

Discipline	Université	Nombre de répondants	LIV	COC	RAC	RSC	RR	ABS	AUT
Anthropologie	Laval	19	0,6	3,1	4,5	1,1	2,3	0,2	2,7
	Montréal	16	0,8	2,6	6,2	0,1	0,1	0,0	0,1
	McGill	5	1,6	7,4	4,4	2,4	1,6	0,0	8,0
	Moyenne globale		0,8	3,4	5,2	0,8	1,3	0,1	2,3
Économique	Laval	22	0,6	1,0	2,0	2,4	3,5	0,0	0,7
	Montréal	28	0,8	2,1	6,7	0,3	7,8	0,0	0,0
	Sherbrooke	10	0,1	0,8	1,8	0,4	2,3	0,0	0,2
	U.Q.A.M.	18	0,4	2,0	2,4	0,4	3,1	0,0	0,3
	U.Q.T.R.	5	0,2	0,2	0,6	0,8	2,0	0,0	0,0
	U.Q.A.T.	1	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0
	Bishop's	6	0,0	0,0	0,8	0,0	0,2	0,0	0,0
	McGill	16	0,5	2,1	4,1	0,6	0,9	0,0	0,7
	Concordia	16	0,4	0,4	2,8	0,0	0,6	0,2	0,1
	Moyenne globale		0,5	1,4	3,4	0,7	3,3	0,0	0,3
Psychologie	Laval	34	0,7	1,3	6,0	0,3	0,9	2,1	1,2
	Montréal	62	0,5	1,5	4,6	1,0	1,5	0,6	1,0
	Sherbrooke	14	0,6	0,4	0,9	0,6	1,0	0,0	0,6
	U.Q.A.M.	35	0,5	1,2	4,2	1,0	0,1	0,9	0,5
	U.Q.T.R.	33	0,1	1,0	3,0	0,4	0,9	1,8	0,6
	Bishop's	4	0,5	0,2	14,8	0,0	0,5	0,5	0,2
	McGill	30	0,2	2,3	10,1	0,4	0,8	1,7	0,8
	Concordia	36	0,1	1,3	7,3	0,3	0,8	3,0	0,4
	Moyenne globale		0,4	1,4	5,5	0,6	0,9	1,5	0,8
Relations industrielles	Laval	26	0,4	0,7	1,7	0,9	0,9	0,0	0,5
	Montréal	14	0,2	0,6	4,9	2,6	3,6	0,0	0,0
	U.Q.A.M.	7	0,1	0,4	1,0	0,0	2,0	0,0	2,4
	McGill	3	0,3	0,3	0,3	0,7	0,3	0,0	0,0
	Moyenne globale		0,3	0,6	2,4	1,3	1,8	0,0	0,6

LÉGENDE:

LIV - Livre
COC - Contribution à un ouvrage collectif
RAC - Articles dans revues avec comité de lecture
RSC - Articles dans revues sans comité de lecture
RR - Rapports de recherche
ABS - Abstract
AUT - Autres productions

TABLEAU 7.11 (suite 1)

Discipline	Université	Nombre de répondants	LIV	COC	RAC	RSC	RR	ABS	AUT
Sciences politiques	Laval	22	0,9	3,4	2,6	0,8	1,5	0,1	6,8
	Montréal	19	0,6	2,1	3,4	2,1	1,7	0,0	1,6
	U.Q.A.C.	1	0,0	0,0	0,0	0,0	19,0	0,0	0,0
	U.Q.A.M.	22	1,2	2,4	2,8	1,9	1,2	0,4	0,2
	Bishop's	3	0,0	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
	McGill	20	1,0	2,6	3,1	0,9	0,3	0,0	1,1
	Concordia	20	0,6	1,4	1,8	0,7	0,8	0,0	0,9
	Moyenne globale		0,8	2,3	2,6	1,2	1,2	0,1	2,1
Service social	Laval	25	0,2	1,3	5,0	0,4	2,5	0,0	2,2
	Montréal	15	0,5	1,1	4,7	2,2	3,1	0,3	1,3
	Sherbrooke	7	0,0	0,7	1,3	1,3	1,0	0,0	1,0
	U.Q.A.C.	1	0,0	3,0	10,0	5,0	5,0	0,0	0,0
	U.Q.A.M.	12	0,6	1,5	2,2	0,8	2,1	0,0	3,7
	U.Q.A.H.	1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0
	U.Q.A.T.	4	0,0	0,0	1,0	0,2	0,8	0,0	0,0
	McGill	20	0,1	0,8	2,6	0,6	0,6	0,1	0,1
	Moyenne globale		0,3	1,0	3,5	1,0	1,9	0,1	1,5
Sociologie	Laval	14	0,5	2,4	3,6	2,6	1,1	0,1	2,6
	Montréal	23	1,0	3,4	4,6	2,1	1,3	0,0	1,3
	U.Q.A.M.	29	1,0	1,6	4,5	1,8	1,7	0,0	0,1
	Bishop's	3	0,0	0,0	2,0	0,3	0,0	0,0	0,0
	McGill	7	0,3	2,0	2,9	0,4	0,0	0,0	0,0
	Concordia	22	0,0	0,6	1,2	0,3	0,3	0,0	1,3
	Moyenne globale		0,6	1,9	3,4	1,5	1,0	0,0	1,0
Géographie	Laval	28	0,2	1,4	3,8	1,3	1,2	0,0	2,7
	Montréal	14	0,1	1,1	9,0	0,9	1,7	5,0	0,4
	Sherbrooke	12	0,3	0,7	5,9	1,7	7,5	3,5	2,4
	U.Q.A.C.	9	0,4	0,8	3,2	1,8	3,9	0,0	2,8
	U.Q.A.M.	15	0,5	0,4	2,3	0,7	1,3	0,9	1,0
	U.Q.T.R.	9	0,3	0,7	2,6	0,3	1,4	0,0	1,2
	Bishop's	3	0,7	0,0	0,7	0,0	0,3	0,0	0,3
	McGill	12	0,0	0,2	4,7	1,7	1,1	0,1	0,2
	Concordia	7	0,1	0,6	2,1	0,9	0,6	0,0	1,3
	Moyenne globale		0,3	0,8	4,2	1,1	2,1	1,2	1,6

LÉGENDE:

LIV - Livre
COC - Contribution à un ouvrage collectif
RAC - Articles dans revues avec comité de lecture
RSC - Articles dans revues sans comité de lecture
RR - Rapport de recherche
ABS - Abstract
AUT - Autres productions

TABLEAU 7.11 (suite 2)

Discipline	Université	Nombre de répondents	LIV	COC	RAC	RSC	RR	ABS	AUT
Criminologie	Montréal	18	2,4	3,0	8,6	1,1	5,2	1,6	3,1
Sciences sociales	U.Q.A.C.	2	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0
	Concordia	6	0,0	0,2	0,3	0,0	1,2	0,2	0,2
	Moyenne globale		0,0	0,1	0,2	0,0	1,6	0,1	0,1
Community & Public affairs	Concordia	2	0,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sexologie	U.Q.A.M.	13	0,9	3,2	5,2	0,8	0,9	0,7	4,8
Science du loisir	U.Q.T.R.	13	0,5	1,2	1,5	0,7	1,8	0,0	0,2
Démographie	Montréal	10	1,3	0,7	7,4	0,5	1,6	0,0	0,0
Gérontologie	Sherbrooke	1	1,0	3,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0
	U.Q.A.H.	1	0,0	0,0	5,0	2,0	0,0	0,0	0,0
	Moyenne globale		0,5	1,5	3,0	2,0	1,0	0,0	0,0

LÉGENDE:

LIV - Livre
COC - Contribution à un ouvrage collectif
RAC - Articles dans revues avec comité de lecture
RSC - Articles dans revues sans comité de lecture
RR - Rapports de recherche
ABS - Abstract
AUT - Autres productions

Source: Questionnaire aux professeurs.

- **Les résultats globaux**

Un premier phénomène ressort: le genre et la quantité de publications varient beaucoup dépendamment des disciplines, ce que l'étude Adair du CRSH, pour tout le Canada, avait elle aussi relevé.[1] Ainsi les articles dans les revues savantes sont fort élevés en psychologie et en géographie - à cause peut-être de l'influence du modèle des sciences de laboratoires - mais également en anthropologie et dans des plus petites spécialités comme la criminologie, la démographie et la sexologie. Les rapports de recherche sont particulièrement nombreux en économique, en service social, en relations industrielles, en géographie et dans plusieurs des spécialisations à représentation unique susmentionnées; les livres et chapitres de livres sont en nombre important en anthropologie et en science politique; les articles dans les revues sans comité de lecture d'un volume élevé en relations industrielles et en sociologie; les "abstracts" sont essentiellement le fait des géographes et des psychologues - voir tableau 7.11.

Deuxième phénomène à souligner: à l'intérieur d'une même discipline les départements se classent de façon souvent très différente, les uns vis-à-vis les autres, dépendamment de la catégorie de publications considérées. Rares sont ceux ayant des résultats au-dessus ou dans la moyenne pour toutes les grandes catégories à la fois: c.f. livres et sections de livres[2]; articles de revues savantes; rapports de recherche; articles de revues sans comité de lecture. Seuls les départements de science politique de l'UQAM, de service social et de sociologie de l'Université de Montréal, et de sociologie à Laval, enregistrent de tels résultats.

Autre fait important: la production est extrêmement concentrée. Pour les livres, sections de livres et articles dans les revues savantes, le tableau 7.12 montre que les professeurs se classant parmi les 25% plus productifs réalisent en moyenne entre 60% et 65% de toutes les publications de leur discipline durant les années 1982 à 1986. Pour les rap-

(1) Adair et Davidson, op. cit., tableau 21.
(2) Au moment de l'addition on a convenu qu'un livre équivalait à trois chapitres de livre.

TABLEAU 7.12

Proportion des publications réalisées par les professeurs classés dans le premier quartile, pour chaque catégorie de publications, durant la période 1982-1986

Discipline	Livres, sections de livres et revues savantes	Rapports de recherche	Articles d'intérêt général
Anthropologie	59%	93%	90%
Géographie	63%	83%	90%
Psychologie	61%	97%	100%
Relations industrielles	65%	74%	86%
Sciences économiques	64%	72%	100%
Science politique	56%	90%	82%
Service social	62%	75%	83%
Sociologie	60%	86%	92%

Source: Ibid.

ports de recherche et articles d'intérêt général, la tendance est encore plus accusée: les 25% plus productifs réalisent de 75% à 100% des publications!

Il faut souligner que ce ne sont pas nécessairement les mêmes professeurs qui ont une haute performance pour les productions dites savantes (livres, chapitres de livres, articles de revue) et pour les autres productions (rapports de recherche et articles d'intérêt général). L'indice de corrélation basé sur le Rho de Spearman est assez modeste et varie entre .25 et .33 pour les huit plus grandes disciplines. Mais les producteurs de livres, davantage que les producteurs d'articles savants, réalisent un peu plus de rapports de recherche et d'articles d'intérêt général (rho de .25 à .40 pour les huit disciplines).

- Comparaison des résultats des départements

Étant donné tous ces phénomènes, l'évaluation des résultats des départements, en matière de publications, s'en trouve compliquée et exige d'être menée avec prudence.

On s'arrêtera en premier lieu sur la production d'ouvrages savants - i.e. les livres, les sections de livres et les articles de revues arbitrées. On s'attendrait à ce que les divers départements, à ce chapitre, aient des performances semblables à celles observées pour les autres indicateurs de développement de la recherche considérés plus haut dans ce chapitre. Ce phénomène se vérifie dans la majorité des cas. Quelques départements seulement ont des résultats relatifs très différents pour les publications et les octrois. Par ailleurs, des unités se classent de façon légèrement différente dans les deux matières. Tout cela s'explique probablement par l'une ou l'autre des raisons suivantes. 1) D'abord les plages de temps concernées par les indicateurs diffèrent quelque peu. Les publications de la période 80-85 résultent en partie d'un effort de recherche engagé avant cette période, et que l'on n'a pas mesurée. Les octrois de la période 80-85 se solderont en partie dans des publications après la dite période. Ce décalage a sûrement une influence sur les résultats des deux analyses.

2)Dans le cas des octrois on compare les résultats enregistrés par les départements à l'intérieur de circuits homogènes, tantôt québécois, tantôt pan-canadiens. Pour les publications, comme on l'a dit, toutes les productions sont recensées de façon globale nonobstant les circuits d'où elles originent, et qui sont souvent assez différents dépendamment des unités - c.f. circuit québécois francophone, canadien bilingue, canadien anglophone, états-unien, etc. 3)Troisième facteur susceptible de jouer: un département peut être relativement faible au chapitre de la recherche subventionnée et néanmoins produire bon nombre de publications savantes... L'inverse paraît moins vraisemblable. 4) Le dernier facteur, difficile à mesurer de façon précise, mais qui peut avoir plus de poids que tous les autres pour certaines unités, concerne les variations dans le taux de réponse au questionnaire. Il n'y a, comme on le verra, que cinq ou six départements ayant des résultats sensiblement différents en matière de publications et d'octrois. Or ces départements sont souvent ceux dont le taux de réponse au questionnaire est plus faible que celui des autres - i.e. sociologie à Laval (60%), anthropologie à McGill (42%), économique à McGill (73%) et à Concordia (55%).

- **Comparaison avec le reste du Canada**

Il est intéressant de savoir comment se comparent les résultats des départements québécois avec ceux d'ailleurs. L'étude Adair-Davidson contient à cet égard des données pertinentes, pour les six principales disciplines de l'étude, à l'échelle pan-canadienne.[1] On se limitera aux livres et revues savantes.

En anthropologie et en science politique, le nombre d'articles savants par professeur est égal ou supérieur au Québec, à ce qu'il est pour l'ensemble du Canada, pour une période de cinq ans (5,2 vs 4, et 2,6 vs 2,5). Il est inférieur en économique (3,4 vs 7,5), en géographie (4,2 vs 5,0), en psychologie (5,5 vs 7,5) et en sociologie (3,4 vs 4,5).[2]

(1) Voir le tableau 21 du rapport concerné.
(2) Données de l'étude Adair-Davidson normalisées sur cinq ans.

Pour les livres et sections de livres, la production québécoise est supérieure à la production canadienne en anthropologie (5,8 vs 4,0) et en science politique (4,7 vs 3,6). Elle est un peu inférieure en sociologie (3,7 vs 4,1), et beaucoup inférieure en économique (2,9 vs 6,0), en géographie (1,7 vs 4,0) et en psychologie (2,6 vs 4,0).[1]

Au total plusieurs départements québécois, pour les publications savantes, affichent des résultats égaux ou supérieurs à la moyenne canadienne: tous ceux d'anthropologie; les quatre dispensant le doctorat en science politique; Montréal et l'UQAM en sociologie; McGill, Concordia et Bishop's en psychologie (revues savantes seulement); Montréal, Sherbrooke et McGill en géographie (revues savantes seulement). Les données de l'étude Adair-Davidson valant pour un échantillon de répondants beaucoup plus qualifiés, plus expérimentés, et beaucoup plus subventionnés que la moyenne des professeurs canadiens et québécois de sciences sociales,[2] il faut donc croire que les départements québécois mentionnés plus haut se classent parmi les meilleurs au Canada pour les publications savantes.

2.3 Résultats des départements pour la formation aux cycles avancés

Les données receuillies par questionnaire sur les activités des professeurs au chapitre de l'encadrement des étudiants gradués étaient trop peu fiables pour être utilisées dans l'étude. On n'aura recours qu'aux seules informations disponibles dans les banques publiques pour traiter de la question considérée.

Les tableau 7.13 et 7.14 montrent quelle est la production moyenne de diplômés par professeur régulier au doctorat et à la maîtrise durant la période 1981-85.[3] A noter qu'elles concernent non seulement les

(1) Un livre a été considéré comme équivalent à trois parties de livres pour les fins du calcul.
(2) Voir les données des tableaux 4 et 9 de l'étude considérée.
(3) Les données sur la supervision des étudiants de maîtrise et de doctorat sont présentées au chapitre 9, dans la section traitant de la tâche des professeurs.

TABLEAU 7.13

Nombre annuel moyen de diplômés de doctorat par professeur régulier, pour les différents départements, au cours de la période 1981-85

Ratio	McGill	Concordia	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	TOTAL
Anthropologie	0,18		0,08	0,11			0,12
Criminologie				0,10			0,10
Démographie				0,20			0,20
Économie	0,26	0,03	0,04	0,04			0,08
Géographie	0,12		0,06	0,04			0,07
Psychologie	0,32	0,16	0,13	0,38		0,05	0,22
Relations industrielles			0,02	0,00			0,01
Science politique	0,09		0,11	0,05		0,00	0,06
Service social	0,03			0,00			0,01
Sociologie	0,11		0,09	0,22		ND	0,14
TOTAL	0,18	0,10	0,08	0,16		0,02	0,12

Source: Statistiques institutionnelles, 1981-85 et Enquête sur le corps professoral, 1983-85.

TABLEAU 7.14

Nombre annuel moyen de diplômés de maîtrise par professeur régulier, pour les différents départements, au cours de la période 1981-85

Ratio	McGill	Concordia	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	TOTAL
Anthropologie	0,37		0,49	0,67			0,53
Criminologie				0,63			0,63
Démographie				1,00			1,00
Économie	0,45	0,16	0,59	1,27	0,40	0,15	0,51
Géographie	0,31		0,41	0,47	0,82	0,08	0,40
Psychologie	0,14	0,26	1,83	1,49	1,71	1,09	1,03
Relations industrielles			0,34	ND			0,34
Science politique	0,43	0,23	0,98	0,76		0,48	0,58
Service social	1,72		0,70	1,08	0,88		1,04
Sexologie						0,20	0,20
Sociologie	0,15	0,17	0,58	0,81		0,46	0,45
TOTAL	0,46	0,21	0,79	0,95	1,00	0,51	0,66

Source: Statistiques institutionnelles, 1981-85 et Enquête sur le corps professoral, 1983-85.

programmes de formation à la recherche, mais aussi des programmes de formation professionnelle, notamment en psychologie.

Au doctorat l'Université McGill a des résultats au-dessus de la moyenne dans toutes les disciplines, alors que l'Université de Montréal obtient de forts résultats dans quelques programmes en particulier, qui lui permettent de se classer, elle aussi, loin devant les autres.

A la maîtrise les universités francophones ont les meilleures moyennes, ce qui étonne peu compte tenu de la taille beaucoup plus grande de leurs programmes en général.

3. Résultats obtenus par les unités du secteur dans diverses catégories de programmes d'aide

L'analyse des résultats obtenus par les unités du secteur dans diverses catégories de programmes d'aide aux objectifs bien définis - v.g. soutien de la recherche libre, de la recherche orientée, de la formation et de l'emploi scientifique, des infrastructures de recherche - peut être éclairante à plusieurs égards. Une comparaison des résultats enregistrés par les unités du secteur au Québec, avec ceux d'autres régions géographiques, ou encore avec ceux d'autres secteurs ou disciplines des sciences humaines, peut faire ressortir les points forts ou les problèmes particuliers de développement de la recherche en sciences sociales.[1]

3.1 Les résultats aux concours de recherche libre

Les programmes d'aide à la recherche libre - "subventions" du CRSH; "équipes et séminaires" du Fonds FCAR; subventions du CRSNG et du CRM en psychologie et en géographie - occupent une place prépondérante dans

(1) Les années-témoins retenues pour l'analyse varient quelque peu d'une catégorie de programmes à l'autre. Cela s'explique par les possibilités variables d'accès aux banques de données pertinentes, pour les années concernées.

le secteur de l'étude, en terme de clientèle rejointe et de budget alloué. Durant la période 1980-1985 au moins le tiers de l'enveloppe annuelle de 13 millions provient de ce type de programme.

Il n'est pas facile d'apprécier, de façon comparative, les résultats globaux des unités du secteur au programme du Fonds FCAR à cause de la dissémination des sciences sociales dans plusieurs comités pluridisciplinaires. D'autre part, une analyse comparative, à l'échelle canadienne, des résultats pour la psychologie et la géographie au CRSNG et au CRM, aurait nécessité un travail de compilation considérable. On s'en est donc tenu aux subventions de recherche libre du CRSH.

Les données du tableau 7.15 montrent que le taux de participation des professeurs de sciences sociales du Québec à ce programme, dans sept disciplines, est supérieur à celui de l'Ontario[1]. Le taux de réussite des Québécois s'apparente, le plus souvent, à celui des Ontariens. D'autres données en annexe montrent qu'il se compare aussi à celui des professeurs québécois des humanités, toujours au même concours de recherche libre du CRSH.

Ces données confirment ce que d'autres données - v.g. sur les publications savantes, plus haut - laissaient entrevoir. La recherche libre est bien développée dans le secteur. La participation des professeurs aux concours fédéraux respecte des standards élevés - davantage élevés même qu'en d'autres secteurs universitaires[2].

3.2 Les résultats aux concours de recherche orientée

Pour mesurer l'effort des départements du secteur en recherche orientée on s'est intéressé à trois programmes, probablement parmi les plus

(1) Et cela reste vrai même si on normalisait les chiffres sur l'effectif professoral des deux provinces pour tenir compte de l'existence d'un premier cycle universitaire de quatre ans en Ontario.
(2) Voir les données de l'étude du Conseil des universités de 1984 sur l'impact du financement fédéral.

TABLEAU 7.15

Comparaison des résultats du Québec et de l'Ontario au concours de subventions du CRSH pour la période 1984 à 1987

A - Nombre de demandes adressées en trois ans, en proportion du nombre total de professeurs rattachés à des départements offrant le doctorat, au Québec, en Ontario, dans sept disciplines.

	QUÉBEC		ONTARIO	
	Nombre total de demandes en trois ans	En pourcentage du nombre de professeurs dans les départements offrant le doctorat	Nombre total de demandes en trois ans	En pourcentage du nombre de professeurs dans les départements offrant le doctorat
Anthropologie	42	87%	40	63%
Géographie	35	63%	50	26%
Psychologie	55	28%	105	26%
Science économique	49	50%	90	35%
Science politique	38	42%	76	43%
Service social	8	50%	5	18%
Sociologie	50	56%	62	31%

Source: CRSH, Ontario Council of Universities et CRÉPUQ.

B - Taux de réussite des professeurs du Québec et de l'Ontario par discipline durant la période considérée.

	QUÉBEC		ONTARIO	
	Nombre total de nouvelles subventions attribuées	Taux de réussite*	Nombre total de nouvelles subventions attribuées	Taux de réussite
Anthropologie	25	59%	28	70%
Géographie	22	63%	31	62%
Psychologie	30	55%	65	62%
Sc. économique	31	63%	73	81%
Sc. politique	26	68%	56	73%
Service social	5	62%	3	60%
Sociologie	35	70%	42	68%

* Nombre de subventions par rapport au nombre de demandes.

Source: CRSH.

importants de tous ceux qui lui sont ouverts: "actions spontanées" du Fonds FCAR; "subventions stratégiques" du CRSH; subventions du Conseil québécois de la recherche sociale - CQRS.[1]

Au programme d'"actions spontanées", de 1982 à 1987 - tableau 7.16 - 10% des fonds reviennent au secteur; durant la même période, c'est 15% au moins des fonds de recherche libre de FCAR qui lui sont attribués. Au CRSH - tableau 7.15 - le secteur reçoit 5% des octrois et 8,5% des fonds, soit environ les deux tiers de ce qui lui est adjugé en recherche libre.

Le secteur se voit allouer un peu plus de 40% des octrois et de l'enveloppe du CQRS durant la période 1982-1987. Cette performance est difficile à qualifier sachant que les professeurs de sciences sociales sont la clientèle privilégiée du CQRS, au moins en théorie. Des données en annexe montrent que la participation des divers départements aux concours est très inégale. De l'avis des responsables du CQRS, la pertinence des projets originant des sciences sociales fondamentales est "souvent faible" et la contribution du service social laisse à désirer.[2]

Bref, même si elles sont un peu grossières, les données susmentionnées laissent croire que la "recherche orientée" n'est pas le champ où excellent le plus les unités du secteur. Néanmoins les ressources consacrées à la recherche orientée ne sont pas négligeables en soi. On a vu plus haut que 15% des octrois, 25% de l'enveloppe budgétaire du secteur, provient des ministères fédéraux et provinciaux. Il est logique de penser que la majeure partie de ces crédits est destinée à promouvoir la recherche orientée.

(1) L'analyse des résultats des universités dans les programmes des ministères fédéraux - v.g. Santé nationale et Bien-être, etc. - n'a pas été faite, surtout à cause du travail de compilation long et complexe qu'elle aurait exigé.

(2) CQRS, Bilan des activités de 1980 à 1987; projet de mémoire à Madame la Ministre de la Santé et des services sociaux, juillet 1987, p. 20.

TABLEAU 7.16

Résultats obtenus par les départements aux principaux programmes universitaires de recherche orientée

A - Résultats au programme FCAR "actions spontanées" durant la période 1982-1987

	Nombre moyen de projets par année		Montants versés	
	N	%	000$	%
Tous les départements de l'étude	4	11	206	11,3
Les autres départements de sciences humaines du Québec	4	11	221	12,1
Tous les départements de sc. naturelles et de la vie du Québec	28,4	78	1 399	76,6
TOTAL	36,4	100	1 826	100

Source: Fonds FCAR

B - Résultats au programme CRSH - subventions stratégiques, 1984-85 et 1985-86

	Nombre moyen de projets par année		Montants versés	
	N	%	000$	%
Tous les départements de l'étude	7,5	4,7	371	8,5
Les autres départements de sciences humaines du Québec	34,5	21,5	988	22,7
Les départements de sciences humaines hors du Québec	118	73,8	3 002	68,8
TOTAL	160	100	4 361	100

Source: CRSH

3.3 Les résultats aux programmes de formation et d'emploi scientifique

- Les programmes d'emploi scientifique

De 1984 à 1987 les professeurs québécois de sciences sociales ont eu, dans beaucoup de disciplines, des taux de réussite plutôt faibles aux concours de bourses postdoctorales - tableau 7.17 - et de bourses de travail libre du CRSH - tableau de l'annexe -, comparativement à ceux d'autres régions canadiennes. Le taux de participation, pour les bourses postdoctorales, est relativement faible également. Mais le problème touche toutes les disciplines de sciences humaines du Québec.

- Les programmes de formation de chercheurs

Il existe de forts écarts, entre les disciplines et les établissements pour la participation et la réussite aux concours de bourses d'excellence en formation de chercheurs du Fonds FCAR et du CRSH - tableaux 7.18 et 7.19.

Le pourcentage de boursiers d'excellence par département est souvent modeste, voire négligeable - surtout au 2e cycle où il ne dépasse pas 5% en plusieurs cas.

Des données révèlent en plus que la contribution d'"équipes et séminaires" du Fonds FCAR à l'encadrement des étudiants-chercheurs en sciences sociales est minime: à peine 10% des effectifs ETC de doctorat sont intégrés à des équipes, dans les trois plus anciennes universités - tableau 7.21.

Souvent souligné, le problème de manque de mobilité des étudiants gradués semble particulièrement aigu en sciences sociales, si l'on se fie aux données sur les boursiers d'excellence: neuf fois sur dix au Fonds FCAR, une fois sur deux au CRSH, ceux-ci poursuivent leurs études de cycle supérieur dans l'université où ils étaient déjà inscrits - tableau 7.20.

TABLEAU 7.17

Nombre moyen de bourses postdoctorales accordées annuellement par le CRSH pour les disciplines du secteur, au Québec, en Ontario et au Canada durant la période 1984-1987

Disciplines	QUÉBEC		ONTARIO		CANADA (y compris étranger)	
	Nombre *	Taux de succès**	Nombre	Taux de succès	Nombre ***	Taux de succès
Anthropologie	0,7	(15%)	3,7	(71%)	9,7	(45%)
Criminologie	----	-----	----	-----	0,7	-----
Démographie	----	-----	----	-----	----	-----
Géographie	0,3	(15%)	3,3	(62%)	3,7	(50%)
Psychologie	3,3	(62%)	3,3	(42%)	13,3	(55%)
Rel. industrielles	----	-----	----	-----	----	-----
Sc. économique	0,7	(76%)	3,3	(46%)	5,3	(45%)
Sc. politique	----	-----	6,3	(54%)	7,7	(33%)
Service social	----	-----	----	-----	----	-----
Sociologie	0,7	(32%)	6,0	(43%)	10,0	(32%)
Total pour le secteur	5,7	(33%)	28,0	(49%)	54,3	(42%)
Total pour les sciences humaines	19,0	(36%)	65,3	(40%)	139,3	(39%)

* Candidats affiliés à des universités québécoises seulement.
** Nombre de candidats obtenant une bourse sur le nombre total de candidats à une bourse.
*** Comprend des candidats ayant leur résidence permanente au Canada mais désirant entreprendre des études à l'étranger.

Source: CRSH

TABLEAU 7.18

Nombre moyen de boursiers de 3e cycle du CRSH et du Fonds FCAR,
par année, au cours de la période 1984-1987,
en proportion du total des inscriptions ETC par département

Département	LAVAL	U. MONTRÉAL	UQAM	UQTR	CONCORDIA	McGILL	TOTAL
Anthropologie	.19	.35	---	---	---	.16	.23
Démographie	---	.20	---	---	---	---	.20
Géographie	.25	.27	---	---	---	.16	.24
Psychologie	.32	.19	.33	.38	.33	.12	.22
Relations industrielles	.16	.58	---	---	---	---	---
Sciences économiques	.02	.11	---	---	.00	.01	.04
Science politique	.21	.25	.28	---	---	.17	.23
Service social	---	.16	---	---	---	---	.16
Sociologie	.30	.34	.30	---	---	.10	.30
TOTAL	.23	.22	.30	.38	.25	.10	.21

Source: CRSH, FCAR et RECU.

TABLEAU 7.19

Résultats au concours de bourses
de maîtrise du Fonds FCAR
durant la période 1984-1987
pour les sciences sociales

A - Nombre moyen de demandeurs et de boursiers par discipline, annuellement en proportion du nombre d'inscriptions ETC

Disciplines	% de demandeurs	% de boursiers
Anthropologie	25,3	8,9
Géographie	21,4	5,9
Psychologie	35,1	9,5
Rel. industrielles	10,0	4,4
Sc. économique	13,8	3,7
Sc. politique	14,8	4,5
Service social	5,0	1,8
Sociologie	24,7	7,9

B - Nombre moyen de demandeurs et de boursiers annuellement, par université, en proportion du nombre d'inscriptions ETC

Universités	% de demandeurs	% de boursiers
Laval	22,0	7,8
Montréal	17,0	5,6
Sherbrooke	9,0	2,0
UQAM	16,6	5,0
UQ autres	4,7	8,0
Concordia	28,4	4,5
McGill	29,0	5,8

Source: Fonds FCAR et RECU.

TABLEAU 7.20

Mobilité des étudiants boursiers du CRSH et du Fonds FCAR en sciences sociales au cours de la période 1982-1987

A - Boursiers de doctorat du CRSH; 1983-84 à 1985-86

Boursiers	Inscrits au doctorat dans l'université ayant décerné le baccalauréat	Inscrits au doctorat ailleurs dans la même province	Inscrits à l'extérieur de la province	TOTAL (moyenne annuelle)
d'une université québécoise francophone	55%	23%	22%	90
d'une université québécoise anglophone	15%	14%	71%	34
d'une université ontarienne	26%	33%	41%	160

Source: CRSH

B - Boursiers FCAR de maîtrise et de doctorat; 1985-86 et 1986-87

	Proportion de boursiers poursuivant leurs études dans la même université qu'au cycle précédent	Nombre de boursiers (moyenne annuelle)
Maîtrise	89%	152
Doctorat	87%	92

Source: Fonds FCAR

TABLEAU 7.21

Contribution du programme "équipes et séminaires" du Fonds FCAR à la formation de chercheurs au cours de la période 1982-1987

A - Nombre annuel moyen d'étudiants encadrés par les équipes, selon le domaine de formation

Équipes de	1er cycle	2e cycle	3e cycle	Nombre total
Secteur de l'étude* (Comités 7, 10 et 11)	0,33	2,80	1,44	4,57
Sciences humaines (Comités 6 à 11)	0,34	3,26	1,36	4,93
Sc. naturelles et de la vie (Comités 1 à 5)	0,67	5,06	3,04	8,77

Source: Fonds FCAR

B - Nombre annuel moyen d'étudiants encadrés par les équipes du secteur, par université

Universités	1er cycle	2e cycle	3e cycle	Nombre total
Laval	0,44	2,86	1,08	4,38
Montréal	0,13	3,48	1,64	5,25
Sherbrooke	0,05	1,96	0,12	2,13
UQAM	0,56	2,83	1,98	5,37
UQ autres	0,22	4,47	0,15	4,84
Concordia	0,89	1,62	1,90	4,41
McGill	0,03	2,40	3,22	5,65

Source: ibid.

C - Proportion des étudiants de 3e cycle intégrés à une équipe, par université

Universités	Nombre d'équipes	% du total des inscriptions EETC
Laval	20,6	12,6
Montréal	22,2	10,1
Sherbrooke	2,0	0,0
UQAM	11,8	21,5
UQ autres	6,0	12,6
Concordia	6,0	26,2
McGill	6,2	12,6

* Certaines subventions versées par les comités 5, 6 et 8 ne sont pas incluses au tableau.

Source: ibid.

3.4 Le soutien des infrastructures de recherche

Il existe peu de programmes de financement d'infrastructures ouverts aux départements de sciences sociales. Les données montrent que le secteur bénéficie peu en général de ceux qui existent.

Au programme d'actions structurantes du MESS, les départements de sciences sociales, entre 1984 et 1987, n'ont reçu que deux des quarante-trois subventions décernées, même si l'un des six volets du programme - "maîtrise sociale des changements technologiques" - les concerne spécifiquement.

Le nombre d'octrois (16%) et les montants (12%) obtenus au programme FCAR - centres de recherche - se comparent à ceux touchés en recherche libre, au même organisme, durant la période 1984 à 1987.

Au CRSH, aux programmes dits de "subventions concertées" et de "subventions majeures de recherche" les performances sont toutefois beaucoup moins bonnes. Le secteur reçoit 7% des fonds, une part deux fois moins élevée qu'en recherche libre; à lui seul le secteur des humanités, du Québec, touche 25% de l'enveloppe de ces deux programmes.

Mais surtout, tant au CRSH qu'au Fonds FCAR, deux disciplines - économique et démographie - touchent la majorité des subventions (70%). La psychologie reçoit la plus grande partie du reste.

- En guise de conclusion

En bref, on constate que les performances du secteur, dans les programmes de recherche libre, voisinent l'excellence. En revanche, dans les programmes de recherche orientée, de formation de chercheurs et d'emploi scientifique, de développement des infrastructures que l'on a analysés, les résultats enregistrés sont moins intéressants et reflètent l'existence de certains problèmes sur lesquels on aura l'occasion de revenir plus loin.

4. Conclusions et questions à propos de la recherche et de la formation de chercheurs en sciences sociales

4.1 Sur l'état de la recherche en général

Les données présentées dans les premières sections de ce chapitre montrent bien l'importance de la production des départements en recherche, et son niveau particulièrement élevé dans ceux offrant des programmes de maîtrise et de doctorat, entre autres ceux du sous- secteur francophone.

Pour les productions formelles - i.e. les subventions, les publications - les départements considérés ont des performances comparables, parfois supérieures à celles des bonnes unités localisées ailleurs en Amérique du Nord.

La production de recherche est relativement concentrée, au niveau de départements. Elle l'est aussi au niveau des individus, une petite partie des professeurs détenant une large part des subventions et des publications.

Le diagnostic établi ci-haut s'appuie sur des indicateurs découlant d'une conception bien définie de la recherche en sciences sociales, mettant l'accent sur la production de résultats formels, l'obtention d'un financement, même minimal, et le recours à l'évaluation des pairs. Dans quelle mesure les critères employés par le comité s'apparentent-ils, ou s'éloignent-ils de ceux utilisés par les universités, et les départements eux-mêmes, pour apprécier l'état de la recherche en sciences sociales? Y a-t-il d'autres activités ou d'autres types de réalisations, que celles ici considérées, qui auraient dû être prises en compte dans l'analyse du comité?

Les départements les plus actifs en recherche obtiennent des résultats assez imposants dans deux sphères en particulier: les subventions de recherche libre et les publications savantes, (i.e. livres et articles dits arbitrés).

Hors des circuits de recherche libre et de publication spécialisée, le bilan d'activités est moins impressionnant. Les données présentées dans la troisième partie du chapitre - par grandes catégories de programme d'aide - attestent de l'existence de certains problèmes d'organisation ou de développement de l'activité scientifique.

Les associations scientifiques et les responsables de départements ont fait écho à ces problèmes dans les documents qu'ils ont transmis[1]; mais des données présentées en d'autres parties du rapport en laissaient aussi quelquefois entrevoir l'existence.

Le danger au départ est de trop généraliser à propos de l'état de situation et des besoins de disciplines comprises dans le secteur. Toutes n'ont pas les mêmes standards, ni n'en sont rendues au même stade de développement en recherche, et ne sont donc pas confrontées nécessairement aux mêmes enjeux.

Pour certaines disciplines ou spécialités - v.g. gérontologie, sexologie - le problème en est encore un d'émergence[1]; pour d'autres - v.g. relations industrielles, travail social - il est d'assurer de meilleurs liens entre les objectifs de développement scientifiques et professionnels. Dans les disciplines aux infrastructures les plus coûteuses - géographie, psychologie - on réfère beaucoup aux besoins de redéploiement et de concentration des activités et des ressources. Dans certaines, très actives aux trois cycles - psychologie, criminologie, science politique -, un problème est de trouver les ressources pour maintenir à un haut niveau aussi bien la recherche que l'enseignement, etc.

Mais il y a aussi des problèmes plus globaux qui ressortent.

Un premier a trait au lieu existant entre la recherche et la formation de chercheurs en sciences sociales. Un second est celui du sous-développement de la recherche collective. Un troisième concerne le transfert des connaissances entre les départements universitaires et les

(1) Voir les mémoires des associations et les réponses des responsables de départements, résumés au chapitre 9.

milieux externes. Les données de la dernière section du chapitre mettent assez bien en lumière ces trois problèmes, qui semblent liés l'un à l'autre.

4.2 Sur le développement de la recherche collective

La performance de presque toutes les disciplines du secteur dans les programmes dits de subventions d'infrastructure ou de recherche collective - v.g. centres de recherche, subventions concertées, actions structurantes - contraste assez avec le haut niveau des résultats enregistrés en général dans les programmes de recherche libre, qui ont le plus souvent un caractère individuel et à court terme.

> Comment s'explique un tel écart dans les résultats? Reflète-t-il une difficulté assez fondamentale des professeurs à se regrouper et à coordonner leurs travaux, comme le laissent entendre certains responsables de département dans leur réponse au questionnaire du comité?[1] Les politiques de regroupement poursuivies par les conseils subventionnaires sont-elles justifiées pour les sciences sociales?

Les subventions collectives peuvent censément assurer une meilleure continuité de la recherche que les subventions aux projets individuels.

> Y a-t-il un meilleur équilibre à viser dans la quête de l'un et l'autre type de subvention? Cet équilibre doit-il être le même dans toutes les disciplines?

4.3 Sur le lien entre la recherche et la formation de chercheurs

Le haut niveau de l'activité de recherche libre contraste beaucoup aussi avec les résultats enregistrés dans les programmes de formation de chercheurs, et amène à se questionner sur les liens existant entre recherche et formation aux cycles avancés.

(1) Voir en particulier les réponses des directeurs de départements de géographie, de psychologie et de travail social, résumées au chapitre 9.

La durée des études, les taux de sortie, à la maîtrise et au doctorat, laissent souvent à désirer - voir chapitre 3. On a tendance à expliquer ce phénomène par une diversité de facteurs dont celui du manque de ressources pour l'aide aux étudiants-chercheurs. Les données présentées plus haut confirment l'existence de difficultés, non seulement en ce qui concerne l'accès aux bourses d'excellence mais aussi l'intégration des étudiants à des équipes de recherche.

> En sciences de la nature la solution la plus utilisée, pour encadrer les étudiants et pourvoir en partie à leurs besoins financiers, consiste à les regrouper dans des équipes de recherche. Comment expliquer que cette solution soit peu utilisée en sciences sociales?

4.4 Sur le transfert des connaissances

La question du transfert des connaissances entre les départements universitaires et les milieux externes revêt au moins autant d'acuité en sciences sociales que dans les autres secteurs universitaires. Plusieurs participants à la consultation - associations scientifiques, responsables de départements - ont souligné les difficultés éprouvées par l'une ou l'autre discipline soit à orienter les activités de recherche vers les besoins externes pertinents[1], soit, plus globalement, à faire reconnaître l'expertise en sciences sociales dans les débats et les décisions touchant les grands enjeux sociétaux.[2]

Toutes les disciplines du secteur ne sont pas dans la même situation à cet égard, certaines, surtout celles de nature plus professionnelle ou clinique - v.g. psychologie, relations industrielles, criminologie, démographie - ayant une bonne image alors que d'autres, à tort ou à raison, ont une réputation plus critique.

(1) Voir entre autres les mémoires du RUFUTS, de la Corporation des travailleurs sociaux, de l'Association de gérontologie, de l'ACSALF et du RQS, resumés au chapitre 9.
(2) Voir le mémoire de la Société québécoise de sciences politiques et les réponses des directeurs des départements de travail social et de géographie au questionnaire du comité.

La question du transfert des connaissances dépasse de beaucoup celle de la recherche. On s'entend pour dire qu'elle concerne globalement la qualité des mécanismes de communications, la vigueur des liaisons maintenues entre les personnes rattachées à l'université et celles des milieux externes, dans leurs diverses activités.

Mais est-ce exagéré de dire que la recherche individuelle, monodisciplinaire, sous forme de projet à court terme, ne peut pas contribuer beaucoup au transfert de connaissances entre l'université et le milieu externe?

Comment s'explique le peu de succès rencontré dans certains programmes d'aide à la recherche thématique, ou stratégique, par la majorité des disciplines de sciences sociales?

La mise sur pied de mécanismes d'interface entre les départements et les milieux externes est perçue comme un moyen d'améliorer le transfert des connaissances y compris en recherche. Y a-t-il des départements ayant déjà recours à un tel type de mécanisme? Quelle est la nature exacte des solutions appliquées par ces départements?

CHAPITRE 8

LE CORPS PROFESSORAL

LE CORPS PROFESSORAL

INTRODUCTION

Ce chapitre décrit certaines caractéristiques du corps professoral en sciences sociales, par discipline et par université, au Québec. Le nombre, l'âge, le sexe, les qualifications, le lieu de formation, l'ancienneté, et la tâche des professeurs font l'objet de comparaisons, d'un département à l'autre. Les variables précitées sont celles pour lesquelles le plus d'information existe dans les banques de données. Elles peuvent fournir des éclairages intéressants sur des questions comme le maintien et le renouvellement du personnel, les différences d'orientation ou de ressources existant entre les départements.

Les données de l'analyse sont tirées pour la plupart de l'Enquête sur le personnel enseignant réalisée annuellement par la CRÉPUQ; celles-ci portent exclusivement sur la situation observée en 1985-86.

Statistique Canada collige depuis une quinzaine d'années, pour l'ensemble des universités canadiennes, des informations analogues à celles réunies par la CRÉPUQ. Celles-ci cependant sont classées selon la discipline d'enseignement, plutôt que selon le département de rattachement des professeurs. Conscients de se situer dans deux univers d'analyse distincts[1], on aura néanmoins recours aux données de Statistique Canada pour cerner un peu mieux l'évolution de certaines caractéristiques du corps professoral en sciences sociales, au plan historique, et pour comparer ses traits actuels avec ceux des professeurs d'autres régions géographiques ou d'autres secteurs d'enseignement universitaire - ce que seules les données concernées permettent de faire.

(1) L'Enquête de Statistique Canada classe dans les disciplines de sciences sociales des départements non inclus dans notre analyse - par exemple, en économique, certains départements rattachés aux facultés de sciences de l'administration; des professeurs enseignant les sciences sociales dans diverses facultés universitaires - v.g. médecine sociale, sociologie juridique, etc - peuvent aussi être regroupés dans l'effectif de sciences sociales, tel que défini par Statistique Canada. L'Enquête de Statistique Canada, pour 1985-86, dénombre 1 212 enseignants universitaires en sciences sociales au Québec. La banque de données de la CRÉPUQ en recense 1 064 rattachés aux seuls départements concernés par l'étude.

Un document de travail inclus dans l'annexe présente de façon plus complète et détaillée les différentes informations regroupées dans le présent chapitre.

1. Distribution des effectifs professoraux par université, discipline et département en 1985-86

Les tableaux 8.1 et 8.2 montrent que les effectifs professoraux réguliers rattachés aux départements visés par l'étude se distribuent de façon inégale entre les universités et entre les disciplines.

Le même genre de phénomène ressort pour ce qui regarde les départements - ou les autres unités administratives assimilées à des départements pour les fins de l'analyse (tableau 8.5)[1]. Des soixante-cinq unités considérées, deux comptent plus de quarante professeurs, et douze autres de vingt-cinq à quarante. Dix-neuf départements regroupent de quinze à vingt- quatre professeurs; trente-deux départements, moins de quinze.

C'est à Sherbrooke, à Bishop's et dans les constituantes de l'Université du Québec hors Montréal que l'on retrouve généralement les départements de moins de quinze professeurs, bien qu'il y en ait aussi quelques autres ailleurs. Parmi les départements de petite taille, il s'en trouve deux actifs aux trois cycles d'enseignement, tous deux rattachés à McGill.

Le nombre de professeurs réguliers dans ces soixante-cinq unités (1 064) représente un peu plus de 13% de l'ensemble des professeurs réguliers des universités québécoises, en 1985-86.

(1) Le dénombrement des professeurs réguliers par spécialité, dans les petites constituantes de l'Université du Québec, a posé des problèmes vu le caractère pluridisciplinaire de bon nombre des unités administratives concernées. Les effectifs de ces unités ont été répartis entre les diverses spécialités, compte tenu de la discipline d'enseignement déclarée dans le cas de chaque professeur, pour les seules spécialités où l'établissement offre au moins un programme de baccalauréat; dans les autres cas les effectifs ont été classés dans la catégorie "sciences sociales".

TABLEAU 8.1

DISTRIBUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX
SELON LES UNIVERSITÉS
QUÉBEC, 1985-1986

	N	%
Laval	197	18,5
Montréal	221	20,9
Sherbrooke	52	4,9
UQAM	163	15,3
UQAC	18	1,7
UQAH	18	1,7
UQAR	17	1,6
UQAT	15	1,4
UQTR	61	5,7
Bishop's	20	1,8
Concordia	153	14,4
McGill	127	11,9
Ensemble du secteur	1 064	100%

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.2

DISTRIBUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX
SELON LA DISCIPLINE
QUÉBEC, 1985-1986

	N	%
Anthropologie	48	4,5
Criminologie	18	1,7
Démographie	8	0,8
Géographie	123	11,6
Psychologie	261	24,6
Récréologie	12	1,1
Relations industrielles	45	4,2
Sciences économiques	155	14,6
Science politique	125	11,8
Service social	89	8,3
Sexologie	16	1,5
Sociologie	128	12,0
Sciences sociales	36	3,3
Ensemble du secteur	1 064	100%

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987

Pour avoir une quelconque idée de la façon dont l'effectif a pu évoluer dans le temps, ou encore de la façon dont il se compare avec celui d'autres régions géographiques, il faut s'en remettre aux données de Statistique Canada, lesquelles, rappelons-le, concernent tous les professeurs enseignant les disciplines de sciences sociales, au Québec et ailleurs, et non pas uniquement ceux rattachés aux départements visés par l'étude.

Ces données de Statistique Canada révèlent que de 1975 à 1985, les effectifs enseignants de sciences sociales au Québec ont augmenté un peu moins vite (14%) que ceux de l'ensemble des secteurs (18%). C'est en sciences de l'administration que la croissance a été la plus forte, dépassant 40%, partout à travers le Canada[1].

Même si ses effectifs ont moins augmenté depuis 1975, l'Ontario compte en 1985 deux fois plus d'enseignants universitaires en sciences sociales que le Québec (2 405 vs 1 212); ceux-ci représentent 18% du corps professoral régulier en Ontario contre 15% au Québec.

C'est, semble-t-il, dans la première moitié des années 70 que la croissance des effectifs a été la plus forte, au Québec et ailleurs au Canada; elle a ralenti après 1975, et encore bien davantage après 1980.

Les données de Statistique Canada révèlent enfin qu'il n'y a presque pas de différence entre le Québec et l'Ontario, en 1975 comme en 1985, pour la répartition de l'effectif du secteur par discipline, si ce n'est que le poids des sciences politiques est plus élevé en Ontario qu'au Québec.

2. Structure d'âge, sexe et ancienneté au sein des départements

La structure d'âge du corps professoral diffère notablement selon les universités et selon les disciplines (tableaux 8.3 et 8.4).[2]

(1) Voir les tableaux du document en annexe.
(2) Les données sur l'âge, l'ancienneté et les qualifications du corps professoral concernent une sous-population représentant 92% de l'effectif total. Les professeurs réguliers en congé en 1985-86 n'y sont pas inclus.

TABLEAU 8.3

STRUCTURE D'AGE DU CORPS PROFESSORAL
SELON LES UNIVERSITES
QUEBEC, 1985-1986

	34 ans et moins	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total
Laval	5,7	50,6	30,7	13,1	100%
Montréal	7,9	42,6	32,2	17,3	100%
Sherbrooke	4,3	63,0	23,9	8,7	100%
UQAM	14,9	54,1	24,3	6,8	100%
UQAC	11,1	55,6	33,3	-	100%
UQAH	27,8	50,0	22,2	-	100%
UQAR	35,3	58,8	5,9	-	100%
UQAT	33,3	40,0	26,7	-	100%
UQTR	13,1	52,5	23,0	11,5	100%
Bishop's	10,5	47,4	26,3	15,8	100%
Concordia	21,4	32,9	29,3	16,4	100%
McGill	7,8	43,5	27,8	20,9	100%
Ensemble du secteur %	12,0	46,8	28,0	13,2	100%
(N)	(117)	(456)	(273)	(129)	(975)

Source: CRÉPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.4

STRUCTURE D'AGE DU CORPS PROFESSORAL
SELON LA DISCIPLINE
QUEBEC, 1985-1986

	34 ans et moins	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total
Anthropologie	2,0	52,0	26,0	20,0	100%
Criminologie	-	50,0	31,3	18,8	100%
Démographie	-	44,4	44,4	11,1	100%
Géographie	14,0	49,1	27,2	9,6	100%
Psychologie	13,6	46,1	23,9	16,5	100%
Récréologie	8,3	66,7	25,0	-	100%
Rel. industrielles	20,5	43,2	25,0	11,4	100%
Sc. économiques	20,5	40,4	25,8	13,2	100%
Sc. politique	8,0	54,0	31,9	6,2	100%
Service social	4,8	52,4	31,0	11,9	100%
Sexologie	6,3	37,5	56,3	-	100%
Sociologie	10,5	41,0	29,5	19,0	100%
Sc. sociales appl.	5,6	44,4	38,9	11,1	100%
Ensemble du secteur %	12,0	46,6	28,0	13,2	100%
(N)	(117)	(456)	(273)	(129)	(975)

Source: CRÉPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

En 1985-86 les universités anglophones et l'Université de Montréal comptent une plus forte proportion de professeurs de 55 ans et plus que les autres établissements; les constituantes régionales de l'UQ ont parfois un haut pourcentage de professeurs de 34 ans et moins. L'Université Concordia a une structure d'âge différente des autres, avec un faible nombre de professeurs de 35 à 44 ans, principale classe d'âge dans les autres universités.

Les départements de sciences économiques et de relations industrielles comptent davantage de jeunes professeurs, (environ 20%) comparativement à une moyenne de 12% ailleurs; ceux de sociologie, d'anthropologie et de criminologie, davantage de professeurs âgés (20% aussi contre 13% ailleurs).

La moyenne d'âge du corps professoral, toujours en 1985-86, varie de 34 à 50 ans selon les départements (tableau 8.5); les écarts les plus prononcés d'un département à l'autre se retrouvent en géographie, en psychologie, en sciences économiques et en service social. Ce sont les départements des universités mentionnées un peu plus haut - UQ, anglophones, etc - qui sont toujours concernés.

Si on utilise les données de Statistique Canada pour avoir une idée plus globale de la structure d'âge de l'effectif, et de son évolution dans le temps et dans l'espace, on débouche sur les constatations suivantes. De 1975 à 1985, l'âge moyen des professeurs de sciences sociales au Québec a augmenté légèrement plus vite que celui de l'ensemble des autres secteurs (six ans contre cinq ans); et un peu plus vite aussi que ce n'a été le cas ailleurs au Canada en sciences sociales (six ans contre cinq ans aussi). En 1985-86, cet âge moyen est néanmoins encore plus bas au Québec (44 ans) qu'ailleurs au Canada en sciences sociales, et plus bas aussi que dans les autres secteurs au Québec (un an de moins)[1].

(1) Voir données de l'annexe.

TABLEAU 8.5

NOMBRE, STRUCTURE D'AGE ET AGE MOYEN DES PROFESSEURS
PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE
QUÉBEC, 1985-1986

	N	Moins de 35 ans	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total	Age moyen
ANTHROPOLOGIE							
Laval	19	--	52,6	31,6	15,8	100%	45,6
Montréal	17	5,9	41,2	29,4	23,5	100%	46,6
McGill	12	--	58,3	16,7	25,0	100%	45,8
GÉOGRAPHIE							
Laval	25	9,1	40,9	45,5	4,5	100%	48,8
Montréal	17	25,0	43,8	18,8	12,5	100%	41,9
Sherbrooke	13	8,3	66,7	8,3	16,7	100%	44,3
UQAM	15	14,3	57,1	21,4	7,1	100%	42,9
UQAC	6	16,7	50,0	33,3	--	100%	43,2
UQAR	7	14,3	71,4	14,3	--	100%	39,3
UQTR	8	12,5	37,5	37,5	12,5	100%	45,6
*Bishop's	3						
Concordia	12	18,2	45,5	18,2	18,2	100%	43,7
McGill	17	13,3	40,0	33,3	13,3	100%	44,5
PSYCHOLOGIE							
Laval	32	6,5	51,6	19,4	22,6	100%	45,8
Montréal	58	1,9	38,9	33,3	25,9	100%	48,0
Sherbrooke	14	--	60,0	40,0	--	100%	43,0
UQAM	37	18,8	53,1	15,6	12,5	100%	43,3
UQAT	6	66,7	33,3	--	--	100%	33,7
UQTR	32	15,6	56,3	15,6	12,5	100%	41,7
Bishop's	5	--	60,0	20,0	20,0	100%	44,2
Concordia	46	27,9	25,6	37,2	9,3	100%	43,3
McGill	31	7,7	57,7	11,5	23,1	100%	43,1
RELATIONS INDUSTRIELLES							
Laval	25	8,7	52,2	26,1	13,0	100%	43,2
Montréal	16	20,0	33,3	33,3	13,3	100%	44,3
*UQAH	4						
ÉCONOMIE							
Laval	23	13,6	59,1	13,6	13,6	100%	43,3
Montréal	27	4,5	45,5	36,4	13,6	100%	45,0
Sherbrooke	9	11,1	44,4	44,4	--	100%	42,2
UQAM	22	33,3	47,6	14,3	4,8	100%	38,5
UQAR	6	66,7	33,3	--	--	100%	34,7
UQTR	8	12,5	37,5	25,0	25,0	100%	46,5
Bishop's	5	--	20,0	60,0	20,0	100%	48,8
Concordia	34	32,4	32,4	17,6	17,6	100%	41,7
McGill	21	10,0	25,0	45,0	20,0	100%	46,6

TABLEAU 8.5 (suite)

	N	Moins de 35 ans	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total	Age moyen
SCIENCE POLITIQUE							
Laval	26	4,3	56,5	34,8	4,3	100%	43,7
Montréal	22	10,0	45,0	35,0	10,0	100%	44,0
UQAM	31	3,4	75,9	20,7	--	100%	40,9
*UQAC	2						
*Bishop's	3						
Concordia	23	10,5	47,4	31,6	10,5	100%	43,5
McGill	18	11,8	35,3	47,1	5,9	100%	44,9
SERVICE SOCIAL							
Laval	23	--	55,0	40,0	5,0	100%	45,3
Montréal	15	15,4	53,8	30,8	--	100%	43,5
Sherbrooke	16	--	73,3	13,3	13,3	100%	44,7
UQAM	12	10,0	60,0	20,0	10,0	100%	44,1
UQAH	6	16,7	50,0	33,3	--	100%	40,2
*UQAT	2						
McGill	15	--	33,3	26,7	40,0	100%	49,7
SOCIOLOGIE							
Laval	24	--	31,3	43,8	25,0	100%	46,4
Montréal	25	9,5	42,9	28,6	19,0	100%	46,3
UQAM	30	15,4	42,3	30,8	11,5	100%	43,1
*UQAR	4						
*Bishop's	3						
Concordia	29	12,5	25,0	33,3	29,2	100%	47,6
McGill	13	--	66,7	11,1	22,2	100%	44,1
AUTRES DÉPARTEMENTS							
Criminologie, Mtl	18	--	50,0	31,3	18,8	100%	47,6
Démographie, Mtl	8	--	37,5	50,0	12,5	100%	46,3
Récréologie, UQTR	12	--	8,3	66,7	25,0	100%	41,9
Sexologie, UQAM	16	6,3	37,5	56,3	--	100%	44,8
Sciences sociales, Concordia	9	--	44,4	33,3	22,2	100%	48,2
*Sciences sociales, UQAC	10						
*Sciences sociales, UQAH	8						
*Sciences sociales, UQAT	7						
*Sciences sociales, UQTR	1						
ENSEMBLE DU SECTEUR	1 064	12,0	46,8	28,0	13,2	100%	

* - La ventilation par catégorie n'est pas faite pour les unités comptant moins de cinq professeurs, ni pour les professeurs des petites constituantes de l'UQ classés dans la rubrique résiduelle des "sciences sociales".

Source: CRÉPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

De 1975 à 1985 la structure d'âge du corps professoral en sciences sociales au Québec s'est profondément modifiée, la proportion de professeurs de 34 ans et moins passant de 40% à 10% de l'effectif, celle des 45 ans et plus, de 23% à 44%. Mais en 1985-86, la proportion de professeurs de moins de 45 ans demeure un peu plus forte en sciences sociales (environ 5%) que dans les autres secteurs au Québec.

- renouvellement des effectifs

Les données sur l'ancienneté se différencient un peu de celles sur l'âge des professeurs, par université et département. Le pourcentage des professeurs rattachés depuis moins de 5 ans au département (15,5%), ou depuis moins de 10 ans (42%) est un peu plus élevé que ne le laisseraient supposer les données sur la structure d'âge (v.g. 12% des professeurs ayant moins de 35 ans). Cela peut s'expliquer par le fait que des professeurs sont embauchés pour la première fois à un âge assez avancé, ou qu'une certaine proportion d'entre eux changent de département durant leur carrière (tableaux 8.6 et 8.7).

Il y a de fortes différences entre les universités et entre les disciplines, au chapitre de l'ancienneté des professeurs. La proportion de professeurs recrutés depuis moins de cinq ans est forte à Concordia et dans quatre des six universités constituantes de l'UQ - variant de 20% à 45%. Le pourcentage des professeurs rattachés à un même département depuis 21 ans et plus est particulièrement élevé à McGill, à Bishop's et à Laval (de 15% à 20% contre une moyenne générale de 9%).

Près de 25% des professeurs de McGill, en géographie, en anthropologie et en science politique, ont 21 ans d'ancienneté ou plus. A l'opposé plus de 40% des professeurs d'économie et de science politique de Concordia et 50% de ceux d'économie de l'UQAR ont moins de cinq ans d'ancienneté. En général les universités les plus anciennes ont peu recruté de nouveaux professeurs, surtout dans les départements de sciences sociales fondamentales (tableau 8.8).

TABLEAU 8.6

DISTRIBUTION DES ANNEES D'ANCIENNETE AU DEPARTEMENT SELON LES UNIVERSITES QUEBEC, 1985-1986

	Moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	21 ans et plus	Total
Laval	8,0	27,3	49,4	15,3	100%
Montréal	8,4	22,3	60,9	8,4	100%
Sherbrooke	6,5	26,1	56,5	10,9	100%
UQAM	21,6	34,5	43,9	-	100%
UQAC	33,3	38,9	27,8	-	100%
UQAH	44,4	50,0	5,6	-	100%
UQAR	17,6	47,1	35,3	-	100%
UQAT	20,0	66,7	13,3	-	100%
UQTR	6,6	26,2	67,2	-	100%
Bishop's	15,8	21,1	47,4	15,8	100%
Concordia	30,0	15,0	43,6	11,4	100%
McGill	13,9	20,9	45,2	20,0	100%
Ensemble du secteur %	15,5	26,2	49,0	9,3	100%
(N)	(151)	(255)	(478)	(91)	(975)

Source: CRÉPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.7

DISTRIBUTION DES ANNEES D'ANCIENNETE AU DEPARTEMENT SELON LA DISCIPLINE QUEBEC, 1985-1986

	Moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	21 ans et plus	Total
Anthropologie	10,0	18,0	62,0	10,0	100%
Criminologie	-	31,3	62,5	6,3	100%
Démographie	-	22,2	77,8	-	100%
Géographie	13,2	28,1	43,0	15,8	100%
Psychologie	13,2	24,7	53,5	8,6	100%
Récréologie	-	25,0	75,0	-	100%
Rel. industrielles	29,5	31,8	31,8	6,8	100%
Sc. économiques	21,9	21,9	43,0	13,2	100%
Sc. politique	20,4	20,4	47,8	11,5	100%
Service social	9,5	41,7	45,2	3,6	100%
Sexologie	25,0	12,5	62,5	-	100%
Sociologie	13,3	28,6	52,4	5,7	100%
Sc. sociales appl.	22,2	38,9	33,3	5,6	100%
Ensemble du secteur %	15,5	26,2	49,0	9,3	100%
(N)	(151)	(255)	(478)	(91)	(975)

Source: CRÉPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.8

ANNEES D'ANCIENNETE DU CORPS PROFESSORAL
PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE
QUEBEC, 1985-1986

	moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	plus de 20 ans	Total
ANTHROPOLOGIE					
Laval	-	26,3	68,4	5,3	100%
Montréal	17,6	11,8	64,7	5,9	100%
McGill	-	16,7	58,3	25,0	100%
Total	6,3	18,8	64,6	10,4	100%
GEOGRAPHIE					
Laval	4,5	27,3	45,5	22,7	100%
Montréal	18,8	43,8	18,8	18,8	100%
Sherbrooke	8,3	16,7	58,3	16,7	100%
UQAM	14,3	57,1	28,6	-	100%
UQAC	33,3	-	66,7	-	100%
UQAR	-	42,9	57,1	-	100%
UQTR	-	25,0	75,0	-	100%
Concordia	27,3	9,1	36,4	27,3	100%
McGill	20,0	20,0	33,3	26,7	100%
Total	13,5	28,8	42,3	15,3	100%
PSYCHOLOGIE					
Laval	9,7	16,1	51,6	22,6	100%
Montréal	-	16,7	72,2	11,1	100%
Sherbrooke	10,0	30,0	60,0	-	100%
UQAM	21,9	25,0	53,1	-	100%
UQAT	16,7	66,7	16,7	-	100%
UQTR	9,4	31,3	59,4	-	100%
Bishop's	-	20,0	60,0	20,0	100%
Concordia	27,9	14,0	51,2	7,0	100%
McGill	19,2	38,5	26,9	15,4	100%
Total	13,4	23,4	54,4	8,8	100%
REL. INDUSTRIELLES					
Laval	21,7	34,8	30,4	13,0	100%
Montréal	20,0	33,3	46,7	-	100%
Total	21,1	34,2	36,8	7,9	100%
ECONOMIE					
Laval	9,1	36,4	31,8	22,7	100%
Montréal	9,1	22,7	59,1	9,1	100%
Sherbrooke	11,1	-	55,6	33,3	100%
UQAM	33,3	38,1	28,6	-	100%
UQAR	50,0	16,7	33,3	-	100%
UQTR	12,5	12,5	75,0	-	100%
Bishop's	20,0	-	60,0	20,0	100%
Concordia	41,2	14,7	32,4	11,8	100%
McGill	5,0	10,0	60,0	25,0	100%
Total	21,8	20,4	44,2	13,6	100%

TABLEAU 8.8 (suite)

	moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	plus de 20 ans	Total
SCIENCE POLITIQUE					
Laval	13,0	21,7	52,2	13,0	100%
Montréal	15,0	20,0	50,0	15,0	100%
UQAM	17,2	27,6	55,2	-	100%
Concordia	47,4	5,3	31,6	15,8	100%
McGill	11,8	17,6	47,1	23,5	100%
Total	20,4	19,4	48,1	12,0	100%
SERVICE SOCIAL					
Laval	-	30,0	70,0	-	100%
Montréal	7,7	30,8	61,5	-	100%
Sherbrooke	-	46,7	53,3	-	100%
UQAM	20,0	70,0	10,0	-	100%
UQAH	33,3	66,7	-	-	100%
McGill	13,3	20,0	46,7	20,0	100%
Total	8,9	39,2	48,1	3,8	100%
SOCIOLOGIE					
Laval	-	31,3	50,0	18,8	100%
Montréal	9,5	14,3	71,4	4,8	100%
UQAM	19,2	38,5	42,3	-	100%
Concordia	12,5	16,7	62,5	8,3	100%
McGill	22,2	11,1	66,7	-	100%
Total	12,5	24,0	57,3	6,3	100%
AUTRES DEPARTEMENTS					
Criminologie, Mtl	-	31,3	62,5	6,3	100%
Démographie, Mtl	-	12,5	87,5	-	100%
Récréologie, UQTR	-	25,0	75,0	-	100%
Sexologie, UQAM	25,0	12,5	62,5	-	100%
Sciences sociales Concordia	-	44,4	33,3	22,2	100%
ENSEMBLE DU SECTEUR	15,5	26,2	49,0	9,3	100%

Note: Ces statistiques portent uniquement sur les départements comptant au moins 5 professeurs.

Source: CRÉPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

- sexe des professeurs

Les données de Statistique Canada - tableau 8.9 - montrent que le nombre de professeurs féminins a augmenté plus vite que celui des professeurs masculins, au Québec et ailleurs, dans tous les secteurs, de 1975 à 1985. Néanmoins en 1985, 80% des postes sont occupés par des hommes, en sciences sociales au Québec, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne pour l'ensemble des secteurs au Québec, ou aux données pour le reste du Canada en sciences sociales. Le pourcentage de professeurs féminins atteint 28% en sciences de l'éducation et 21% en humanités au Québec.

3. Qualifications du corps professoral

En 1985-86 plus des trois quarts des professeurs des départements de sciences sociales ont un diplôme de doctorat. La proportion de détenteurs de doctorat varie considérablement selon les universités - moins de 50% à Sherbrooke, à l'UQAH et à l'UQAT, plus de 85% à Montréal et à McGill. Elle diffère beaucoup aussi d'une discipline à l'autre - plus de 80% dans la plupart des sciences sociales fondamentales, mais moins de 60% en service social et en récréologie. Parmi les 53 départements de 5 professeurs et plus, une douzaine comptent moins de 60% des professeurs détenant le doctorat, et ils se situent pour la plupart dans les disciplines et les établissements déjà mentionnés plus haut. (tableaux 8.10, 8.11 et 8.12)

Les données de Statistique Canada révèlent que la proportion de titulaires de doctorat en sciences sociales au Québec (75%) est bien supérieure à la moyenne pour l'ensemble des secteurs (66%). En 1975, les sciences sociales étaient légèrement en-dessous de la moyenne générale sous cet aspect; cela signifie qu'en dix ans le rattrapage effectué au sein du secteur a été considérable.[1]

(1) Voir les données de l'annexe.

TABLEAU 8.9

EVOLUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX SELON
LE SEXE, LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET LA REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUEBEC			ONTARIO			CANADA		
	1975-76	1985-86	Variation relative	1975-76	1985-86	Variation relative	1975-76	1985-86	Variation relative
	N	N	Δ %	N	N	Δ %	N	N	Δ %
Disciplines de l'étude									
Hommes	897	975	8,7	1 957	1 985	1,4	4 472	4 684	4,7
Femmes	167	237	41,9	305	420	37,7	687	994	44,7
Total	1 064	1 212	13,9	2 262	2 405	6,3	5 159	5 678	10,1
Administration et autres sciences sociales									
Hommes	609	918	50,7	816	1 062	30,1	2 111	2 918	38,2
Femmes	69	157	127,5	81	221	172,8	203	536	164,0
Total	678	1 075	58,6	897	1 283	43,0	2 314	3 454	49,3
Humanités et beaux-arts									
Hommes	974	1 013	4,0	2 584	2 475	-4,2	5 734	5 640	-1,6
Femmes	185	277	49,7	517	632	22,2	1 166	1 503	28,9
Total	1 159	1 290	11,3	3 101	3 107	0,2	6 900	7 143	3,5
Sciences naturelles, génie et santé									
Hommes	2 782	3 208	15,3	4 363	5 093	16,7	11 486	13 473	17,3
Femmes	306	407	33,0	534	761	42,5	1 460	2 089	43,1
Total	3 088	3 615	17,1	4 897	5 854	19,5	12 946	15 562	20,2
Sciences de l'éducation									
Hommes	531	506	-4,7	841	673	-20,0	2 493	2 257	-9,5
Femmes	197	198	0,5	214	186	-13,1	772	787	1,9
Total	728	704	-3,3	1 055	859	-18,6	3 265	3 044	-6,8
Ensemble des secteurs •									
Hommes	5 806	6 650	14,5	10 629	11 346	6,7	26 467	29 184	10,3
Femmes	926	1 287	39,0	1 661	2 240	34,9	4 317	5 987	38,7
Total	6 732	7 937	17,9	12 290	13 586	10,5	30 784	35 171	14,3

Note: • Les chiffres présentés sous la rubrique "Ensemble des secteurs" incluent les cas inclassifiables.
Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.10

DISTRIBUTION DU DIPLOME LE PLUS ELEVE OBTENU SELON LES UNIVERSITES QUEBEC, 1985-1986

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
Laval	10,8	12,5	76,7	100%
Montréal	1,0	8,9	90,1	100%
Sherbrooke	6,5	45,7	47,8	100%
UQAM	1,4	22,6	76,0	100%
UQAC	-	33,3	66,7	100%
UQAH	-	55,6	44,4	100%
UQAR	-	41,2	58,8	100%
UQAT	-	86,7	13,3	100%
UQTR	-	36,1	63,9	100%
Bishop's	-	36,8	63,2	100%
Concordia	2,1	18,6	79,3	100%
McGill	2,6	12,3	85,1	100%
Ensemble du secteur %	3,3	20,5	76,2	100%
(N)	(32)	(199)	(741)	(972)

* Des représentants de Laval contestent la véracité de l'information reçue de la CRÉPUQ sur le département d'anthropologie.

Source: CRÉPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.11

DISTRIBUTION DU DIPLOME LE PLUS ELEVE OBTENU
SELON LA DISCIPLINE
QUEBEC, 1985-1986

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
Anthropologie	8,0	4,0	88,0	100%
Criminologie	-	18,8	81,3	100%
Démographie	-	33,3	66,7	100%
Géographie	2,6	19,3	78,1	100%
Psychologie	1,6	14,4	84,0	100%
Récréologie	-	41,7	58,3	100%
Rel. industrielles	9,1	15,9	75,0	100%
Sc. économiques	2,0	25,3	72,7	100%
Sc. politique	0,9	17,7	81,4	100%
Service social	9,8	42,7	47,6	100%
Sexologie	-	18,8	81,3	100%
Sociologie	3,8	16,2	80,0	100%
Sc. sociales appl.	5,6	50,0	44,4	100%
Ensemble du secteur %	3,3	20,5	76,2	100%
(N)	(32)	(199)	(741)	(972)

* Des représentants de Laval contestent la véracité de l'information reçue de la CRÉPUQ sur le département d'anthropologie.

Source: CRÉPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.12

DIPLOME LE PLUS ELEVE DETENU PAR LES PROFESSEURS, PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE QUEBEC, 1985-1986

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
ANTHROPOLOGIE				
Laval	21,1	-	78,9	100%
Montréal	-	5,9	94,1	100%
McGill	-	8,3	91,7	100%
Total	8,3	12,5	79,2	100%
GEOGRAPHIE				
Laval	9,1	13,6	77,3	100%
Montréal	6,3	-	93,8	100%
Sherbrooke	-	25,0	75,0	100%
UQAM	-	28,6	71,4	100%
UQAC	-	16,7	83,3	100%
UQAR	-	57,1	42,9	100%
UQTR	-	25,0	75,0	100%
Concordia	-	27,3	72,7	100%
McGill	-	6,7	93,3	100%
Total	2,7	18,9	78,4	100%
PSYCHOLOGIE				
Laval	6,5	6,5	87,1	100%
Montréal	-	5,6	94,4	100%
Sherbrooke	-	60,0	40,0	100%
UQAM	-	9,4	90,6	100%
UQAT	-	83,3	16,7	100%
UQTR	-	37,5	62,5	100%
Bishop's	-	-	100,0	100%
Concordia	-	4,7	95,3	100%
McGill	7,7	-	92,3	100%
Total	1,7	13,8	84,5	100%
REL. INDUSTRIELLES				
Laval	8,7	-	91,3	100%
Montréal	6,7	33,3	60,0	100%
Total	7,9	13,2	78,9	100%
ECONOMIE				
Laval	9,1	22,7	68,2	100%
Montréal	-	4,5	95,5	100%
Sherbrooke	-	44,4	55,6	100%
UQAM	-	40,0	60,0	100%
UQAR	-	50,0	50,0	100%
UQTR	-	25,0	75,0	100%
Bishop's	-	80,0	20,0	100%
Concordia	2,9	26,5	70,6	100%
McGill	-	5,0	95,0	100%
Total	2,1	25,3	72,6	100%

* Des représentants de Laval contestent la véracité de l'information reçue de la CREPUQ sur le département d'anthropologie.

TABLEAU 8.12 (suite)

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
SCIENCE POLITIQUE				
Laval	4,3	30,4	65,2	100%
Montréal	-	15,0	85,0	100%
UQAM	-	6,9	93,1	100%
Concordia	-	26,3	73,7	100%
McGill	-	5,9	94,1	100%
Total	0,9	16,7	82,4	100%
SERVICE SOCIAL				
Laval	25,0	10,0	65,0	100%
Montréal	-	-	100,0	100%
Sherbrooke	20,0	53,3	26,7	100%
UQAM	-	88,9	11,1	100%
UQAM	-	100,0	-	100%
McGill	-	57,1	42,9	100%
Total	10,4	41,6	48,1	100%
SOCIOLOGIE				
Laval	6,3	18,8	75,0	100%
Montréal	-	-	100,0	100%
UQAM	7,7	19,2	73,1	100%
Concordia	4,2	20,8	75,0	100%
McGill	-	22,2	77,8	100%
Total	4,2	15,6	80,2	100%
AUTRES DEPARTEMENTS				
Criminologie, Mtl	-	18,8	81,3	100%
Démographie, Mtl	-	25,0	75,0	100%
Récréologie, UQTR	-	41,7	58,3	100%
Sexologie, UQAM	-	18,8	81,3	100%
Sciences sociales Concordia	11,1	22,2	66,7	100%
ENSEMBLE DU SECTEUR	3,3	20,5	76,2	100%

Note: Ces statistiques portent uniquement sur les départements comptant au moins 5 professeurs. Cela explique qu'elles diffèrent parfois avec celles des tableaux 8.10 et 8.11.

Source: CRÉPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

Le corps professoral en sciences sociales du reste du Canada reste néanmoins un peu plus scolarisé que celui du Québec (5% de plus détenant le doctorat; mais l'écart atteignait 15% en 1975). La proportion de professeurs détenant le doctorat, dans chaque discipline, varie de 5% au Québec et en Ontario dans la majorité des cas.

- région d'obtention du diplôme le plus élevé

La moitié des professeurs des départements ont obtenu leur diplôme le plus élevé au Québec ou ailleurs au Canada; un quart, en Europe; un dernier quart, aux États-Unis. Mais il y a beaucoup de différences à ce chapitre selon les disciplines et les universités. (tableaux 8.13, 8.14 et 8.15)

Ainsi c'est seulement à Laval, Montréal et McGill que la majorité des professeurs ont été formés à l'extérieur du Canada; les professeurs des deux établissements francophones ont surtout étudié en Europe alors que ceux de McGill ont surtout séjourné aux États-Unis.

Les professeurs des autres établissements ont surtout obtenu leur plus haut diplôme au Québec, s'ils sont francophones, et surtout ailleurs au Canada, s'ils sont anglophones.

Les différences au niveau des disciplines sont également importantes: les professeurs d'anthropologie, de géographie, de démographie, de science politique, de sciences économiques et de sociologie ont majoritairement obtenu leur plus haut diplôme à l'étranger; ceux des disciplines plus professionnelles et cliniques - y compris la psychologie - ont majoritairement été formés au Canada.

Au niveau de chaque département les différences en ce qui concerne le lieu d'obtention du plus haut diplôme sont parfois assez accusées. Elle reflètent toujours, plus ou moins, les tendances générales décrites

(1) Voir les données de l'annexe.

TABLEAU 8.13

LIEU D'OBTENTION DU PLUS
HAUT DIPLOME SELON LES UNIVERSITES
QUEBEC, 1985-1986

	Québec	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total
Laval	37,1	7,4	18,9	34,9	1,7	100%
Montréal	-	44,6*	22,3	33,2	-	100%
Sherbrooke	60,9	15,2	2,2	17,4	4,3	100%
UQAM	43,8	9,6	10,3	36,3	-	100%
UQAC	-	88,9*	-	11,1	-	100%
UQAH	38,9	33,3	5,6	22,2	-	100%
UQAR	58,8	-	5,9	35,3	-	100%
UQAT	86,7	6,7	-	-	6,7	100%
UQTR	42,6	13,1	13,1	29,5	1,6	100%
Bishop's	21,1	47,4	10,5	15,8	5,3	100%
Concordia	17,6	36,8	32,4	9,6	3,7	100%
McGill	18,4	7,0	54,4	15,8	4,4	100%
Ensemble du secteur %	27,1	23,0	21,9	26,2	1,9	100%
(N)	(262)	(222)	(212)	(253)	(18)	(967)

Note: * Ce pourcentage inclut également la catégorie "Québec".

Source: CRÉPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.14

LIEU D'OBTENTION DU PLUS
HAUT DIPLOME SELON LA DISCIPLINE
QUEBEC, 1985-1986

	Québec*	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total
Anthropologie	22,0	10,0	40,0	26,0	2,0	100%
Criminologie	-	68,8**	12,5	18,8	-	100%
Démographie	-	22,2**	22,2	55,6	-	100%
Géographie	23,7	24,6	9,6	38,6	3,5	100%
Psychologie	30,2	30,6	19,8	18,6	0,8	100%
Récréologie	75,0	-	16,7	8,3	-	100%
Rel. industrielles	25,0	31,8	13,6	25,0	4,5	100%
Sc. économiques	23,0	22,3	29,1	22,3	3,4	100%
Sc. politique	23,2	17,9	19,6	37,5	1,8	100%
Service social	42,0	16,0	28,4	11,1	2,5	100%
Sexologie	62,5	-	12,5	25,0	-	100%
Sociologie	18,1	15,2	26,7	40,0	-	100%
Sc. sociales appl.	44,4	33,3	16,7	5,6	-	100%
Ensemble du secteur %	27,1	23,0	21,9	26,2	1,9	100%
(N)	(262)	(222)	(212)	(253)	(18)	(967)

Notes: * Les pourcentages relatifs à cette colonne sous-estiment l'importance réelle de cette catégorie car, dans le cas de l'Université de Montréal et de l'UQAC, les données de la CREPUQ ne donnent que le pourcentage de professeurs ayant obtenu leur plus haut diplôme au Canada, sans référence à la province.

** Ce pourcentage inclut également la catégorie "Québec".

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 8.15

LIEU D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLOME
DETENU PAR LES PROFESSEURS, PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE
QUEBEC, 1985-1986

	Québec	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total
ANTHROPOLOGIE						
Laval	42,1	-	31,6	26,3	-	100%
Montréal	n.d.	23,5*	41,2	35,3	-	100%
McGill	16,7	-	58,3	16,7	8,3	100%
Total	20,8	8,3	41,7	27,1	2,1	100%
GEOGRAPHIE						
Laval	31,8	4,5	22,7	40,9	-	100%
Montréal	n.d.	68,8*	6,3	25,0	-	100%
Sherbrooke	33,3	25,0	-	41,7	-	100%
UQAM	14,3	21,4	-	64,3	-	100%
UQAC	n.d.	83,3*	-	16,7	-	100%
UQAR	71,4	-	-	28,6	-	100%
UQTR	37,5	-	12,5	50,0	-	100%
Concordia	18,2	27,3	9,1	36,4	9,1	100%
McGill	20,0	6,7	20,0	33,3	20,0	100%
Total	23,4	24,3	9,9	38,7	3,6	100%
PSYCHOLOGIE						
Laval	25,8	9,7	19,4	45,2	-	100%
Montréal	n.d.	66,7*	16,7	16,7	-	100%
Sherbrooke	100,0	-	-	-	-	100%
UQAM	68,8	3,1	9,4	18,8	-	100%
UQAT	83,3	16,7	-	-	-	100%
UQTR	37,5	21,9	12,5	28,1	-	100%
Bishop's	40,0	40,0	-	20,0	-	100%
Concordia	19,0	45,2	28,6	4,8	2,4	100%
McGill	19,2	11,5	53,8	11,5	3,8	100%
Total	30,3	30,3	20,2	18,5	0,8	100%
REL. INDUSTRIELLES						
Laval	39,1	17,4	8,7	26,1	8,7	100%
Montréal	n.d.	53,3*	20,0	26,7	-	100%
Total	23,7	31,6	13,2	26,3	5,3	100%
ECONOMIE						
Laval	36,4	9,1	18,2	36,4	-	100%
Montréal	n.d.	22,7*	31,8	45,5	-	100%
Sherbrooke	66,7	11,1	-	22,2	-	100%
UQAM	40,0	25,0	20,0	15,0	-	100%
UQAR	50,0	-	16,7	33,3	-	100%
UQTR	12,5	12,5	12,5	50,0	12,5	100%
Bishop's	-	40,0	40,0	-	20,0	100%
Concordia	12,5	40,6	37,5	3,1	6,3	100%
McGill	15,0	10,0	60,0	15,0	-	100%
Total	22,9	21,5	29,9	22,9	2,8	100%

TABLEAU 8.15 (suite)

	Québec	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total
SCIENCE POLITIQUE						
Laval	43,5	13,0	13,0	26,1	4,3	100%
Montréal	n.d.	30,0•	5,0	65,0	-	100%
UQAM	24,1	6,9	10,3	58,6	-	100%
Concordia	17,6	5,9	58,8	17,6	-	100%
McGill	27,8	22,2	27,8	16,7	5,6	100%
Total	23,4	15,0	20,6	39,3	1,9	100%
SERVICE SOCIAL						
Laval	52,6	-	31,6	15,8	-	100%
Montréal	n.d.	23,1•	53,8	23,1	-	100%
Sherbrooke	53,3	20,0	6,7	6,7	13,3	100%
UQAM	77,8	11,1	11,1	-	-	100%
UQAM	33,3	50,0	-	16,7	-	100%
McGill	35,7	-	57,1	7,1	-	100%
Total	42,1	13,2	30,3	11,8	2,6	100%
SOCIOLOGIE						
Laval	31,3	-	6,3	62,5	-	100%
Montréal	n.d.	23,8•	28,6	47,6	-	100%
UQAM	30,8	7,7	7,7	53,8	-	100%
Concordia	16,7	25,0	45,8	12,5	-	100%
McGill	-	-	88,9	11,1	-	100%
Total	17,7	13,5	29,2	36,6	-	100%
AUTRES DEPARTEMENTS						
Criminologie, Mtl	n.d.	68,8•	12,5	18,8	-	100%
Démographie, Mtl	n.d.	12,5•	25,0	62,5	-	100%
Récréologie, UQTR	75,0	-	16,7	8,3	-	100%
Sexologie, UQAM	62,5	-	12,5	25,0	-	100%
Sciences sociales Concordia	11,1	55,6	33,3	-	-	100%
ENSEMBLE DU SECTEUR	27,1	23,0	21,9	26,2	1,9	100%

Notes: Ces statistiques portent uniquement sur les départements comptant au moins 5 professeurs.
• Ces pourcentages incluent la catégorie "Québec".

Source: CRÉPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

plus haut, i.e. qu'elles semblent avant tout déterminées par l'appartenance linguistique, la vocation de l'université de rattachement, le caractère fondamental ou appliqué de la discipline enseignée.

Les données de Statistique Canada révèlent que les professeurs québécois de sciences sociales et d'humanités sont ceux qui, dans la plus forte proportion (70%), obtiennent leur plus haut diplôme hors du Québec (contre 63% en sciences naturelles et génie et en sciences de l'éducation par exemple). Comparés à ceux de l'Ontario, les professeurs québécois sont, en 1985, plus souvent diplômés d'une université européenne (26% contre 15%) et moins d'une université américaine (33% contre 44%).

4. Tâche du corps professoral aux trois cycles

Le problème du manque de professeurs réguliers est, de loin, le plus fréquemment mentionné par les responsables de départements dans leur réponse au questionnaire du comité[1]. Plus de la moitié des répondants y réfèrent, insistant surtout sur le fait que la tâche du personnel en place s'en trouve beaucoup augmentée, avec toutes les incidences négatives que cela amène.

La mesure précise de la tâche professorale n'est pas facile à faire. Les tableaux 8.16, 8.17, 8.18 et 8.19, qui fournissent certaines informations à ce propos, sont basés sur les quelques indicateurs qui nous ont semblé les moins critiquables.

En principe on devrait mesurer la tâche d'enseignement de chaque département en tenant compte de toutes les ressources professorales qui y sont réunies - i.e. personnel à temps complet et à temps partiel, ayant un statut régulier ou non. Mais le problème est d'être capable de normaliser les informations à ce propos - et surtout celles incluses dans

(1) Voir les données du chapitre 9.

TABLEAU 8.16

TACHE DES PROFESSEURS RÉGULIERS MESURÉE EN TERMES DE CRÉDITS-ÉTUDIANTS DE PREMIER CYCLE PAR PROFESSEUR, ANNUELLEMENT DURANT LA PÉRIODE 1984-1986

RATIO	McGill	Bishop's	Concordia	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	TOTAL
Anthropologie	456,25			244,89	543,76			403,58
Criminologie					614,83			61,483
Démographie					174,81			174,81
Économie	777,81	822,0	607,38	461,74	570,87	377,67	1 040,93	662,61
Géographie	269,32	255,00	409,25	276,96	312,24	375,62	369,70	322,70
Psychologie	753,44	523,80	461,14	613,39	438,87	455,14	445,34	516,24
Relations industrielles				824,86	640,91			753,07
Science politique	807,33	507,00	732,98	673,52	511,07		539,24	637,26
Service social	488,23			561,83	505,27	632,63	681,63	619,40
Sexologie							528,47	528,47
Sociologie	735,46		555,67	427,08	380,90		436,82	468,42
TOTAL	639,06	563,00	595,90	523,51	477,51	476,46	560,61	544,19

Source: RECU, données pour les sessions d'automne et d'hiver 1984-1985 et 1985-1986.
Enquête sur le corps professoral, données pour 1985-1986.

TABLEAU 8.17

TACHE DES PROFESSEURS RÉGULIERS MESURÉE EN TERMES D'INSCRIPTIONS ÉQUIVALENCE TEMPS COMPLET A LA MAITRISE, ANNUELLEMENT DURANT LA PÉRIODE 1982-1986

RATIO	McGill	Bishop's	Concordia	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	TOTAL
Anthropologie	1,45			3,12	4,28			3,11
Criminologie					3,23			3,23
Démographie					4,99			4,99
Économie	2,16	ND	0,59	2,46	4,40	7,71	1,90	2,58
Géographie	1,55			2,48	2,08	4,54	1,79	2,40
Psychologie	0,35		0,70	5,21	3,38	2,09	3,56	2,60
Relations industrielles				2,63	3,73			3,06
Science politique	3,30		1,49	4,25	4,51		2,69	3,21
Service social	4,09			3,32	4,63	4,60		4,07
Sexologie							2,94	2,94
Sociologie	0,98		0,86	3,98	3,37		2,94	2,52
TOTAL	1,84		0,84	3,52	3,74	4,45	2,77	2,86

Source: RECU et Enquête sur le corps professoral (les données de RECU, tirées d'un tableau du chapitre 3, portent sur une période de cinq années; elles peuvent donc créer un biais dans l'analyse).

TABLEAU 8.18

TACHE DES PROFESSEURS RÉGULIERS MESURÉE EN TERMES
D'INSCRIPTIONS ÉQUIVALENCE TEMPS COMPLET AU DOCTORAT, ANNUELLEMENT
DURANT LA PÉRIODE 1982-1986

RATIO	McGill	Bishop's	Concordia	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	TOTAL
Anthropologie	2,53			1,28	1,31			1,60
Criminologie					0,63			0,63
Démographie					1,01			1,01
Économie	1,80		0,29	0,81	0,92			0,86
Géographie	0,75			1,34	0,74			1,00
Psychologie	2,07		0,73	0,99	3,03		1,19	1,71
Relations industrielles				0,36	0,11			0,26
Science politique	1,25			1,15	1,65		1,15	1,28
Service social	0,27				0,12			0,19
Sexologie								
Sociologie	1,54			1,18	2,20		0,97	1,44
TOTAL	1,51	0,00	0,54	1,01	1,57	0,00	1,10	1,24

Source: RECU et Enquête sur le corps professoral (les données de RECU, tirées d'un tableau du chapitre 3, portent sur une période de cinq années; elles peuvent donc introduire un biais dans l'analyse).

TABLEAU 8.19

A) DISTRIBUTION COMPARÉE DES PROFESSEURS RÉGULIERS ET DES CHARGÉS DE COURS, PAR UNIVERSITÉ[1]

UNIVERSITÉ	Professeurs réguliers N	%	Chargés de cours N	%
Laval	197	21,0	180,6	12,9
Montréal	223	23,8	215,6	13,1
Sherbrooke	52	5,5	276,0	16,8
UQAM	163	17,4	422	25,7
Bishop's	20	2,1	22	1,8
Concordia	153	16,4	329	20,0
McGill	127	13,6	185	11,3
TOTAL	935	100%	1 630,2	100%

B) DISTRIBUTION COMPARÉE DES PROFESSEURS RÉGULIERS ET DES CHARGÉS DE COURS, PAR DISCIPLINE[1]

	Professeurs réguliers N	%	Chargés de cours N	%
Anthropologie	48	5,1	21,4	1,3
Géographie	102	10,9	88,2	5,3
Psychologie	223	23,8	365,6	22,3
Relations industrielles	42	4,5	53,5	3,2
Science économique	141	15,1	289,5	17,6
Science politique	123	13,1	218,4	13,3
Service social	81	8,6	324,9	19,8
Sociologie	125	13,4	158,2	9,6
Autres	51	5,4	120,5	7,3
TOTAL	935	100%	1 630,2	100%

Source: Enquête sur le corps professoral;
Formulaires financiers des universités, 1985-86.

(1) Les données sur les constituantes de l'UQ hors Montréal ne sont pas incluses dans l'analyse.

les formulaires financiers annuels des universités, qui sont loin d'être standardisées d'un établissement à l'autre.[1] L'autre difficulté est de pondérer la mesure de la tâche par département, en tenant compte du fait qu'aux deuxième et troisième cycles, elle échoit essentiellement aux professeurs réguliers; et qu'en plus elle se calcule moins facilement en crédits de cours qu'au premier cycle.

Les solutions suivantes ont donc été retenues. Pour la maîtrise et le doctorat une mesure de la tâche en termes d'inscriptions équivalence temps complet par professeur régulier - tableaux 8.17 et 8.18. Au premier cycle, un calcul des crédits-étudiants par professeur régulier, couplé à un estimé de la répartition des "chargés de cours"[2] par université et discipline - les "chargés de cours" constituant, de loin, la plus grande partie du personnel enseignant non régulier, à ce que l'on peut déduire des renseignements inclus dans les formulaires financiers des universités.[3]

Au premier cycle, comme le montre le tableau 8.16, la charge d'enseignement par professeur régulier est extrêmement diversifiée d'une université et d'une discipline à l'autre. Le tableau 8.19 montre que les disparités observées au tableau 8.16 sont quelque peu atténuées, dans certaines universités et certaines disciplines, par l'obtention d'une plus forte proportion de chargés de cours.

A la maîtrise, ce sont surtout les différences entre universités francophones et anglophones qui sont perceptibles. Mais dans deux disciplines la charge d'enseignement s'écarte aussi nettement de la moyenne générale.

Au doctorat, on retrouve des écarts, entre universités et entre disciplines, plus accusés encore qu'au premier cycle.

(1) Le personnel enseignant non régulier étant classé, par exemple, tantôt dans les "professeurs à temps complet et à temps partiel", tantôt dans les "charges de cours", dans des proportions variables d'une sous-unité à l'autre.
(2) Les formulaires mentionnent les charges de cours en réalité.
(3) Les données pour les constituantes de l'UQ hors de Montréal ne sont pas incluses dans l'analyse, vu leur caractère multidépartemental.

5. Conclusions et questions à propos des caractéristiques et de la tâche du corps professoral

5.1 Sur le maintien et le renouvellement du corps professoral

L'effectif de professeurs réguliers en sciences sociales a augmenté un peu moins vite que celui des autres secteurs, au Québec, depuis 1975. Certaines universités - Laval, Montréal, Sherbrooke, McGill, Bishop's, l'UQTR - semblent avoir recruté beaucoup moins de nouveaux professeurs que d'autres, si l'on considère la proportion de leur effectif comptant moins de dix ans d'ancienneté en 1985-86.

La croissance du nombre de professeurs semble par ailleurs avoir profité à quelques disciplines ou domaines d'étude particuliers depuis dix ans, toujours si l'on se fie au même indicateur: relations industrielles, service social, études interdisciplinaires en sciences sociales.

Le corps professoral des sciences sociales fondamentales, surtout celui rattaché aux universités les plus anciennes, s'est donc peu renouvelé par comparaison. Dans plusieurs des départements concernés, autour de 50% des professeurs ont 45 ans et plus; en certains endroits, le quart a 55 ans et plus.

Les participants à la consultation ont beaucoup insisté sur la question du manque de professeurs réguliers et celle de la lourdeur de leur tâche. Un certain nombre ont référé au phénomène du vieillissement de l'effectif; quelques autres ont parlé du manque de renouvellement de cet effectif, et des difficultés que ce problème suscite, quand il s'agit de couvrir de nouvelles avenues de recherche et d'enseignement dans la discipline, ou simplement de suivre son évolution, tout cela étant facilité disent-ils, par le recrutement de jeunes professeurs. Mais au total les incidences de ces phénomènes sont plus ou moins claires.

Peut-on dire que toutes les disciplines de sciences sociales éprouvent les mêmes besoins de renouvellement périodique de leur corps professoral, pour être à même de suivre l'évolution des connaissances et des pratiques professionnelles? Par ailleurs, quel est l'impact du phénomène de vieillissement de l'effectif comme tel, et en quoi l'affirmation souvent répétée, voulant qu'il ait moins d'incidences négatives dans les sciences humaines que dans les sciences naturelles, est-elle fondée?

La mise en parallèle des données sur l'âge et sur l'ancienneté porte à croire que les nouveaux professeurs embauchés dans les universités durant la période récente, étaient d'un âge assez avancé, ou encore qu'il y a eu une certaine mobilité au sein du corps professoral de certaines unités. Dans quelle situation se trouvent les universités et les disciplines à ce propos?

5.2 Sur les qualifications du corps professoral

Le corps professoral régulier de sciences sociales compte une plus forte proportion de titulaires de doctorat que la moyenne des autres secteurs; les professeurs concernés ont également, dans une plus forte proportion que la moyenne, acquis ce doctorat à l'étranger, i.e. aux États-Unis et en Europe.

Dans les trois universités les plus anciennes et les plus actives aux trois cycles d'étude, la proportion de titulaires de doctorat, et de professeurs formés à l'étranger est considérable. Dans certains départements d'autres universités, les uns assez jeunes, les autres plus âgés, le niveau de scolarisation des professeurs est quelquefois beaucoup moindre.

En quoi, dans les sciences sociales fondamentales et dans les disciplines plus appliquées, l'excellence du personnel professoral d'un département se reflète-t-elle dans la proportion plus ou moins élevée de titulaires de doctorat? Le cas échéant, les unités comptant moins de professeurs titulaires de doctorat, surtout celles dont l'effectif est plus jeune, ont-elles un plan de perfectionnement pour leur personnel?

Les professeurs de sciences sociales ont acquis leur plus haut diplôme, à peu près à part égale, soit au Québec et ailleurs au Canada, soit à l'étranger (États-Unis et Europe). Les différences à ce chapitre sont cependant fort marquées, selon qu'il s'agit de professeurs d'universités anglophones ou francophones, d'établissements actifs ou non aux trois cycles d'études, et enfin, de disciplines plus fondamentales ou plus appliquées.

En quoi ces différences marquées au chapitre de la formation reflètent-elles des clivages entre les réseaux de communication à l'intérieur du secteur: clivages entre francophones et anglophones, entre universités des grands centres et de la périphérie, entre fondamentalistes et praticiens, qui sont ceux-là mêmes soulignés par le Regroupement québécois des sciences sociales dans son mémoire au comité?

5.3 Sur la tâche du corps professoral

Les indicateurs utilisés dans ce chapitre pour mesurer la tâche d'enseignement du corps professoral régulier aux différents cycles d'étude sont-ils corrects? Le cas échéant, quelle pourrait être la meilleure façon de normaliser le calcul de la tâche, au premier cycle, en tenant compte de la présence d'enseignants non réguliers; et de normaliser ce calcul aux deuxième et troisième cycles, en considérant les différences entre les activités réalisées à chacun des deux niveaux?

Le problème le plus fréquemment souligné par les responsables de départements est celui du manque de personnel professoral régulier. Une université seulement - Laval -, dans sa réponse au questionnaire, a fait état de son plan de recrutement de professeurs dans le secteur des sciences sociales au cours des prochaines années. Quelles sont les perspectives à cet égard dans les autres établissements, et surtout dans les plus anciens? Y a-t-il des paramètres (v.g. âge, sexe) dont on veut tenir compte dans le recrutement des futurs professeurs?

CHAPITRE 9

AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA GESTION DES ACTIVITÉS

AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA GESTION DES ACTIVITÉS

INTRODUCTION

Ce chapitre traite de divers thèmes horizontaux se rapportant au développement, à la planification et à la gestion des activités dans le secteur des sciences sociales. Il a ceci de particulier, qu'il s'appuie presque exclusivement sur de l'information recueillie dans les questionnaires[1] et les mémoires retournés par les universités et les associations.

Nous avions adressé aux vice-rectorats et aux responsables de départements plusieurs questions relatives au développement et à la gestion des activités d'enseignement, de recherche et de service. Nous avons dû mettre de côté certains sujets au moment de l'analyse à cause de la nature incomplète des réponses fournies au comité, ou encore de la difficulté de les bien interpréter. Ainsi, par exemple, pour ce qui regarde les critères de budgétisation et de dotation en personnel des établissements, les programmes d'aide à l'enseignement, à la recherche et aux services existant aux niveaux central et départemental, les structures et les moyens matériels disponibles pour la recherche et la formation de chercheurs. Pour d'autres questions, comme les ententes formelles entre universités et autres organismes, les services d'éducation permanente, l'état des bibliothèques, les données recueillies sont exploitées même si elles font parfois problème à cause du faible taux de réponse des milieux interrogés.

Ce chapitre, en conséquence, n'aborde que certains aspects du développement et de la gestion de l'enseignement et de la recherche.

On s'intéresse en premier lieu aux problèmes et besoins perçus par les intervenants, puis aux mesures de planification et d'évaluation appliquées dans les universités et les départements.

(1) Voir les questionnaires à l'annexe 1.

Dans une deuxième section, on considère diverses questions relatives à l'orientation des disciplines et du secteur: spécialisations des départements relevant d'une même discipline; collaborations entre ces départements; liaisons entre les disciplines de sciences sociales elles-mêmes; collaborations avec les autres secteurs universitaires et avec les milieux extérieurs à l'université.

Dans une dernière section, l'exposé portera sur quelques aspects du développement des ressources: gestion du personnel professoral, des services à l'enseignement et aux étudiants, des bibliothèques.

1. Problèmes de développement et besoins perçus par les milieux intéressés

Une question invitait les responsables de départements à décrire les principaux problèmes et besoins de leur unité et de la discipline dont ils s'occupent. Les associations scientifiques et professionnelles avaient été priées, elles aussi, de donner leur point de vue sur l'état et les besoins de l'enseignement et de la recherche dans leur discipline et dans les sciences sociales en général.[1]

On a déjà fait état d'une bonne partie des informations recueillies à ce propos dans l'un ou l'autre des chapitres précédents. En reprendre ici la description de façon plus synthétique et organisée présente un double intérêt: voir comment les perceptions des milieux intéressés sur les problèmes et les besoins prioritaires se comparent à celles du comité; montrer comment ces perceptions peuvent, le cas échéant, se différencier dépendamment des disciplines de sciences sociales qui sont considérées.

(1) De la quinzaine ayant été pressenties, douze ont adressé un mémoire au comité.

Les tableaux 9.1 et 9.2 décrivent les réponses des responsables de départements et d'associations de façon schématique. Classées par thèmes, elles ont été regroupées en quatre grandes catégories: orientation de l'enseignement et de la recherche; collaborations, liaisons, échanges; gestion des ressources humaines et matérielles; prise en charge des clientèles étudiantes. On indique en chaque cas l'origine et le nombre des répondants référant aux divers thèmes.

- la gestion des ressources humaines et matérielles

La question de l'insuffisance de ressources est, de loin, le principal problème aux yeux des répondants. Trente-deux responsables de départements sur cinquante-neuf en font mention, comme le montre le tableau 9.1.

On souligne l'érosion des budgets, ou l'on réclame des ressources supplémentaires pour parer aux problèmes de personnels (vieillissement; lourdeur des tâches des professeurs réguliers; intégration des chargés de cours et des professeurs cliniciens, etc.). On réfère aussi aux besoins d'infrastructure, d'équipements, d'espace et de documentation.

La constatation du manque de ressources est générale, étant le fait des départements dont la clientè est élevée (v.g. psychologie), en croissance (v.g. science politique) et de ceux confrontés à une baisse des inscriptions (v.g. géographie). Elle est mentionnée par les anglophones aussi bien que par les francophones.

Le financement de la recherche est l'objet de certains commentaires particuliers: manque de postes; instabilité des équipes, surtout composées d'étudiants; absence de dégrèvements; politiques fluctuantes des organismes subventionnaires; transfert aux chercheurs des dépenses naguère prises en charge par les universités; contraintes résultant des politiques fédérales de subventions de contrepartie, autant d'obstacles mentionnés par des répondants jugeant souvent positivement, par ailleurs, l'état de santé de leur discipline.

TABLEAU 9.1

PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS
SELON LES RESPONSABLES DE DÉPARTEMENTS

CATÉGORIES ET THÈMES (Nombre de répondants)	Anthropologie (3)	Géographie (7)	Psychologie (7)	Relations industrielles (3)	Science économique (8)	Science politique (6)	Service social (6)	Sociologie (6)	Autres disciplines (13)	T O T A L (59)
1) Amélioration de l'enseignement et de la recherche										
a) . équilibre entre fonctions d'enseignement et de recherche		1	3				1		1	(6)
b) . couverture plus complète de la discipline		3	1							(4)
c) . modernisation des programmes		3					1		1	(5)
d) . délimitation des priorités, axes, spécialisations	1		1					2		(4)
e) . coordination et concentration de la recherche		2	2				3			(7)
f) . développement de programmes de 1er cycle									3	(3)
g) . accès aux études avancées et à la recherche		4			1		1		3	(9)
h) . meilleure reconnaissance académique ou professionnelle			1	2			2		4	(9)
i) . valorisation de l'enseignement						1			1	(2)
j) . décloisonnement du 1er cycle						1		1		(2)
k) . valorisation de la recherche non subventionnée						1				(1)
l) . rationalisation des programmes			1				1			(2)
m) . varia			2		1		1			(4)

TABLEAU 9.1 (suite 1)

CATÉGORIES ET THÈMES (Nombre de répondants)	Anthropologie (3)	Géographie (7)	Psychologie (7)	Relations industrielles (3)	Science économique (8)	Science politique (6)	Service social (6)	Sociologie (6)	Autres disciplines (13)	TOTAL (99)
2) Renforcement des collaborations liaisons, échanges										
a) . à l'intérieur même de la discipline	1	4	2				1	1		(9)
b) . entre les sciences sociales	1	1			1			1	2	(6)
c) . avec les milieux socio-économiques		3					3			(6)
d) . avec le milieu professionnel - formation continue			1				1	1		(3)
e) . avec les autres pays							1	1		(2)
3) Développement des ressources humaines et matérielles										
a) . croissance du nombre de professeurs réguliers	2	4	4	2	5	5	4	4	2	(32)
b) . renforcement des infrastructures et équipements	1	3	5	1	1		1	1	2	(15)
c) . amélioration des espaces et de la documentation			1			1		3		(5)
d) . croissance des ressources pour la formation clinique			1				1		1	(3)
e) . recrutement de spécialistes					3	1			3	(7)

TABLEAU 9.1 (suite 2)

CATÉGORIES ET THÈMES (Nombre de répondants)	Anthropologie (3)	Géographie (7)	Psychologie (7)	Relations industrielles (3)	Science économique (8)	Science politique (6)	Service social (6)	Sociologie (6)	Autres disciplines (13)	TOTAL (59)
4) Prise en charge de la clientèle étudiante										
a) . croissance de la clientèle en général	1	5								(6)
b) . croissance de la clientèle aux 2e et 3e cycles				1	2				1	(4)
c) amélioration de la qualité des étudiants . du collège et du 1er cycle		2	2	2	2			2	1	(11)
d) renforcement de l'encadrement . et du soutien aux 2e et 3e cycles					3	3			3	(9)
e) amélioration de la durée des . études avancées et de la diplômation			1		1	3				(5)
f) . amélioration du marché du travail	1		2							(3)

Source: Réponses au questionnaire adressé aux responsables de départements.

TABLEAU 9.2

PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS
SELON LES ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES ET PROFESSIONNELLES
AYANT TRANSMIS DES MÉMOIRES AU COMITÉ

CATÉGORIES ET THÈMES	RQS	ACSALF	AGEOG	SRPSYC	SCECO	SQSPOL	RUFUTS	CTRSOC	ADEMO	AGERON	ASEXO
1) Orientation de l'enseignement et de la recherche											
. cloisonnement du 1er cycle	o	o	o								
. statut, reconnaissance des disciplines ou professions						o	o	o	o		o
. évaluation de la qualité des activités	o	o				o				o	
2) Collaborations, liaisons, échanges											
. à l'intérieur même de la discipline et entre les départements, les ordres d'enseignement	o										
. entre les sciences sociales	o						o			o	o
. avec le milieu socio-économique	o						o	o	o	o	
. avec le milieu professionnel	o	o						o			
. avec les sciences naturelles	o										
3) Ressources humaines et matérielles											
. professeurs réguliers	o										
. infrastructures de recherche et subventions				o		o					
. ressources en général						o				o	
4) Clientèle étudiante											
. qualité des étudiants du collège et du 1er cycle	o		o		o			o			o
. durée des études avancées, diplômation		o	o								
. emploi				o		o	o				

* Un autre mémoire reçu en janvier 1988, celui des conseillers en relations industrielles, comporte des recommandations sur les stages, la formation pratique, l'éducation permanente et le régime d'organisation professionnelle dans le champ concerné.

LÉGENDE: **RQS** = Regroupement québécois des sciences sociales; **ACSALF** = Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française; **AGEOG** = Association des géographes du Québec; **SRPSYC** = Société québécoise pour recherche en psychologie; **SCECO** = Société canadienne de sciences économiques; **SQSPOL** = Société québécoise de science politique; **RUFUTS** = Regroupement des unités de formation universitaire en travail social; **CTRSOC** = Corporation des travailleurs sociaux du Québec; **ADEMO** = Association des démographes; **AGERON** = Association québécoise de gérontologie; **ASEXO** = Association des sexologues du Québec.

Source: Mémoires adressés au comité.

- **l'orientation de l'enseignement et de la recherche**

Tout en référant au manque de ressources, on insiste parfois davantage sur le besoin de bien orienter l'enseignement et la recherche, pour les renouveler ou en préserver la qualité. Ainsi parle-t-on de choisir des priorités; ou de concentrer les ressources, surtout en recherche; ou d'équilibrer l'exercice des fonctions et des tâches; de moderniser les programmes; de mieux couvrir certains aspects des disciplines.

Existent, tout à côté, les besoins d'émergence, de croissance, de reconnaissance au plan académique et professionnel, mentionnés en particulier par les nouvelles spécialités ou par les sciences sociales appliquées: désir d'accéder aux programmes réguliers de premier cycle, ou aux études avancées; souhait d'un meilleur statut, au plan académique ou professionnel.

- **les deux autres thèmes**

La question des liaisons et des échanges (à l'intérieur d'une même discipline, entre les disciplines, avec les milieux externes) et celle de la prise en charge des clientèles étudiantes (qualité et quantité de candidatures, durée des études, ressources d'encadrement) sont abordées par un nombre relativement élevé de répondants, comme le montrent les deux tableaux. La qualité de la formation des étudiants est mentionnée par les représentants de toutes les disciplines, qu'ils soient responsables de départements ou d'associations.

D'autres, comme celui de la pluridisciplinarité, et des liaisons avec le milieu extérieur, sont relevés par un fort pourcentage de porte-paroles d'associations.

Les thèmes abordés diffèrent assez selon les disciplines, comme le lecteur pourra le constater à l'examen des deux tableaux.

2. Les activités de planification et d'évaluation dans les universités et les départements

2.1 Les activités d'évaluation au cours de la période 1981-86

L'évaluation peut être vue comme l'une des pierres d'assise de la gestion et du développement universitaire.

Pour être en mesure de mieux orienter sa propre démarche, le comité avait invité les établissements et les départements à décrire les règles formelles suivies au chapitre de l'évaluation, les activités d'évaluation poursuivies depuis cinq ans et leurs retombées, dans le secteur des sciences sociales.[1]

Dans leur réponse, ceux-ci soulignent, un peu partout, que les cours sont fréquemment évalués par les étudiants ou par des comités de professeurs et d'étudiants; et qu'en plus les dossiers des professeurs sont examinés au minimum lors des demandes de promotion et au maximum chaque année.

En ce qui regarde l'évaluation des programmes et des départements comme tels, les pratiques observées sont assez diversifiées comme le montrent les tableaux 9.3 et 9.4.

Durant la période 1981-86, neuf établissements sur douze ont un processus d'évaluation institutionnelle en bonne et due forme; deux n'en ont pas et un troisième est à l'implanter. Dans quatre universités seulement, le processus a un caractère complet et cyclique, touchant l'ensemble des programmes sur une période de cinq à dix ans - voir tableau 9.3.

La proportion de programmes évalués centralement, durant la période 1981-86, est généralement beaucoup plus élevée chez les anglophones que chez les francophones. Mais les activités devraient s'accroître dans quelques universités francophones entre 1986 et 1989.

(1) Voir le questionnaire à l'annexe 1.

TABLEAU 9.3

DESCRIPTION SOMMAIRE DES PRATIQUES D'ÉVALUATION INSTITUTIONNELLE
DANS LES UNIVERSITÉS, TELLES QU'ELLES RESSORTENT DES RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE DU COMITÉ

	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAC	UQAH	UQAR	UQAT	Bishop's	Concordia	McGill
A) L'établissement												
- a un processus d'évaluation durant la période 1981-86	X				X	X	X	X	X	X	X	X
- est à implanter un processus durant la période 1981-86		X										
- n'a pas de processus d'évaluation au cours de la période			X	X								
B) Le processus d'évaluation												
- a un caractère complet	Oui	(Éventuellement)			Oui	Oui	Oui	...	...	Non	Non	Oui
- est cyclique	Oui	(Éventuellement)			Oui	Oui	...	...	...	Non	Oui	Oui
C) La proportion de programmes ou départements évalués durant la période 1981-86 est ...	Faible[1]	(2)	Faible	(3)	Forte	...	...	Forte	...	Moyenne	Moyenne	Forte
La proportion de programmes dont l'évaluation est prévue de 1986 à 1989 est ...	Moyenne	Forte	Faible	...	Forte	Forte	Forte	...	...	...	Moyenne	Forte

(1) Faible = de 0 à 25% des programmes; Moyenne = de 25% à 50%; Forte = plus de 50%
(2) Forte, dans des opérations ad hoc.
(3) Évaluations lors des demandes internes de révision de programmes.

Source: Réponses au questionnaire destiné à l'administration centrale.

TABLEAU 9.4

DESCRIPTION SOMMAIRE DES ACTIVITÉS MENÉES PAR LES DÉPARTEMENTS
AU CHAPITRE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES, AU COURS DE LA PÉRIODE 1981-86

	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	0	1								2 BD	
Community and public affairs									3		
Criminologie		1 BD									
Démographie		---									
Économique	1B	0	0	1M	2B	2B			2M	2BD	2B
Éducation permanente		2C	1C								
Géographie	2B 1M	1BC	1BM	1B	2B	2B			2B	2B	3
Institut recherche et enseignement			1M								
Psychologie	3	2BD	2BM	1MD	2BM				2BM	3BD	1B
Récréologie					2BM				1B		
Relations industrielles	2B	1BD						2CB			
Science politique	---	3		2C, 1M D					3	2BD	1B
Service social	2B 1M	1	1	0						2BD	
Sexologie				1M							
Sociologie	1BC	1B 2MD		1D		2B	3	1B	1B 2M	0	2B
Sciences sociales									1B		

LÉGENDE:

0 = Aucune activité
1 = Activité mineure
2 = Activité majeure
3 = Indéterminé

C = certificat
B = baccalauréat
M = maîtrise
D = doctorat

Source: Réponses au questionnaire destiné aux responsables de départements.

Le tableau 9.4 décrit les activités d'évaluation de programmes menées cette fois par les départements durant la période 1981-86. On y distingue les activités d'évaluation "majeures" et "mineures" - i.e. en ce dernier cas, de simple "réflexion", de "révision" ou de "mise à jour", pour reprendre les termes mêmes des répondants. Ont été considérées comme activités majeures celles conduites dans le respect de règles formelles prédéfinies et ayant requis du temps et des ressources un peu substantiels.

Même si ces catégories ne sont pas toujours faciles à interpréter, le tableau 9.4 fait voir clairement que dans certaines universités et certains départements les activités ont été très importantes, et en d'autres, presqu'inexistantes.

Les réponses aux questionnaires ne permettent pas, par ailleurs, de voir quelles ont été les incidences de toutes ces activités. Les intéressés, à ce propos, réfèrent à deux choses: les révisions apportées aux programmes; les autres recommandations restées lettre-morte faute de ressources pour les appliquer.

2.2 La planification institutionnelle, durant la période 1981-89

Pour voir aussi où en étaient les universités au chapitre de la planification, le comité les avait invitées à préciser la place occupée par les sciences sociales dans leurs priorités institutionnelles et à décrire les principaux projets arrêtés pour le développement du secteur, au cours de la période 1981-89.

Certaines ont répondu de façon très rapide, ou très générale, à cette question, alors que d'autres ont transmis de longs commentaires.

L'Université de Montréal se borne à souligner l'importance des activités et des ressources regroupées dans les sciences sociales, notant que ce secteur se porte bien malgré les difficultés financières rencontrées au cours de la période récente; elle ajoute que les travaux de

planification et d'évaluation en cours dans l'université, permettront éventuellement de répondre à la question qu'on lui a adressée.

Après avoir insisté sur l'orientation pratique de son activité d'enseignement et de recherche en sciences sociales, l'Université de Sherbrooke conclut par la même observation que l'Université de Montréal.

L'Université Laval, en revanche, situe le développement de ses activités en sciences sociales en regard des objectifs arrêtés dans sa planification récente: v.g. augmentation des inscriptions, des grades décernés aux études avancées; croissance des subventions de recherche, réduction de la durée des études, etc. Elle annonce, d'ici 1989, un ajout de postes de professeurs dans le secteur; l'agrandissement des espaces d'enseignement et de recherche; le développement de thèmes de convergence - étude des organisations sociales; impacts sociaux de la technologie; intelligence artificielle; vieillissement de la population - ainsi qu'un effort accru de diffusion de la recherche, et des activités plus importantes de coopération internationale.

L'Université McGill répond à la façon de l'Université Laval. Elle souligne que les contraintes de ressources et le manque d'espace l'obligeront dans les prochaines années à garder constant le nombre d'inscriptions dans le secteur et à y diminuer les nouvelles admissions. L'Université dit observer, du côté de la recherche, une fragmentation des efforts et l'affaiblissement de son infrastructure, surtout dans les centres; elle se félicite, en revanche, des progrès réalisés dans quelques départements en particulier - géographie, service social. Un de ses principaux projets, au cours de la période, consiste à intégrer la micro-informatique dans ses activités d'enseignement.

L'Université Concordia relève l'apport important des sciences sociales à ses activités d'enseignement, fortement basées sur les "liberal arts". Elle signale les progrès qu'elle a réalisés récemment en recherche, avec la création en particulier de deux centres, en psychologie. Elle entend promouvoir les études avancées dans les prochaines années, avec des projets de maîtrise en géographie, en économie et gestion des ressources, et un doctorat en "public policy".

L'Université Bishop's, notant que plusieurs programmes ont été évalués et des postes de professeurs ajoutés, n'entrevoit pas de changements importants dans le secteur au cours des prochaines années.

A l'instar de Concordia les constituantes de l'Université du Québec annoncent des projets de programmes d'étude, ou encore de groupes de recherche, et font en même temps un bilan de leurs activités durant les années récentes.

Ainsi l'UQAH, après avoir investi surtout au premier cycle, veut se doter prochainement de maîtrises en relations industrielles et en gérontologie, et renforcer la recherche. L'UQAT entend lancer un baccalauréat en sciences humaines, promouvoir les études sur les femmes et la recherche sur l'expérimentation sociale. L'UQTR envisage la création de certificats en psychologie et en loisirs, de maîtrises - ou autres diplômes de deuxième cycle - en géographie et en tourisme, et un avant-projet de doctorat en loisirs. Elle s'est dotée récemment de laboratoires de recherche en économique et en neuro-psychologie. L'UQAC veut lancer un doctorat en études régionales, une maîtrise en intervention alternative, un baccalauréat en affaires sociales et un certificat en condition féminine et masculine. Elle se félicite des progrès réalisés depuis 1980 en recherche - génétique de populations, études régionales - et dans l'évaluation et la révision des programmes existants. L'UQAC dit que les sciences sociales sont l'une de ses priorités.

Pour l'UQAM les sciences sociales sont "l'un des axes historiques de développement". L'Université insiste sur les succès obtenus en recherche ces dernières années - deux subventions "d'actions structurantes" - et mentionne son activité de service à la collectivité en sciences sociales. Elle annonce une maîtrise en intervention sociale, un doctorat en économique et quelques nouveaux certificats dont l'objet reste à préciser.

Les informations présentées ci-haut aident à voir comment les activités d'enseignement et de recherche en sciences sociales peuvent être reliées à la mission de certaines universités; ou encore comment ces ac-

tivités sont appelées à se développer, à court et à moyen terme, dans de nouveaux programmes. Ce n'est que dans une minorité de cas cependant qu'elles permettent de dégager une image claire du devenir du secteur des sciences sociales dans l'un ou l'autre établissement.

3. Échanges et collaborations au sein des disciplines et du secteur

L'identité du secteur des sciences sociales est plus ou moins facile à cerner. Les frontières du secteur sont floues. Les clivages entre les disciplines rattachées au secteur - parfois à l'intérieur même de celles-ci - sont nombreux, si l'on en croit les milieux intéressés.

Pour essayer de mieux cerner la dynamique de développement du secteur et des disciplines, au plan de l'enseignement et de la recherche, le comité avait posé plusieurs questions aux responsables de départements sur les liaisons et les échanges, entre les disciplines de sciences sociales, au sein de chacune de celles-ci, et enfin, avec les milieux extérieurs.

3.1 Les collaborations entre les disciplines de sciences sociales

Les responsables de départements avaient été invités en premier lieu à décrire leurs activités menées en collaboration avec d'autres départements du secteur des sciences sociales, comparativement aux activités réalisées avec des départements d'autres secteurs de leur université.

Les réponses obtenues[1] montrent que les départements de sciences sociales n'ont pas tellement de collaborations entre eux, aux chapitres de l'enseignement et de la recherche. A certains égards, leurs rapports avec les départements d'autres secteurs universitaires paraissent plus importants que ceux qu'ils entretiennent avec d'autres départements du secteur des sciences sociales.

(1) Voir tableaux 11 et 12 de l'annexe 9.

Ainsi, durant la période 1981-86, ce ne sont que la moitié des départements (52%) qui ont mené plus de deux activités d'enseignement en collaboration avec d'autres unités de sciences sociales de leur université (cours conjoints; co-direction de thèses; élaboration de programmes conjoints). Ce sont 59% de ces départements qui disent avoir eu un tel volume de collaboration avec d'autres secteurs de l'université au cours de la même période.

Au chapitre de la recherche, l'écart est beaucoup plus prononcé. Durant la période considérée, 30% des départements seulement ont eu plus de deux collaborations avec des unités de leur secteur. Mais 64% des départements, en revanche, ont collaboré avec des départements d'autres secteurs (projets conjoints, groupes de recherche). Ce sont donc les tendances "centrifuges" qui l'emportent, et qui amènent, par exemple, la psychologie et la sociologie, à collaborer avec les sciences de la santé; la géographie, avec les sciences pures et appliquées; l'économique, avec les sciences de l'administration; le service social, avec les sciences de l'éducation. Toutes ces disciplines de sciences sociales n'ont que peu de relations entre elles, par comparaison.

Les données du fichier RECU, au chapitre 2, avaient permis de voir comment les programmes de baccalauréat des universités francophones étaient spécialisés et cloisonnés les uns par rapport aux autres. Ces mêmes données font découvrir que les départements recrutent la plus grande partie de leur clientèle extra-départementale, au chapitre de l'enseignement, non pas dans les autres unités du secteur des sciences sociales, mais hors de celui-ci - voir tableaux 9.5 et 9.6[1]. Dans presque tous les établissements, la clientèle d'enseignement hors secteur est deux à quatre fois plus élevée que celle recrutée dans les autres disciplines du secteur.

(1) Pour les quatre sessions d'automne et d'hiver, de 1984 à 1986, on a calculé quel était, pour chaque département, le nombre et le pourcentage de crédits dispensés à des étudiants inscrits aux programmes du département, aux programmes d'autres départements de sciences sociales et, enfin, aux programmes relevant d'autres secteurs universitaires.

TABLEAU 9.5

CRÉDITS D'ENSEIGNEMENTS DISPENSÉS PAR CHAQUE DÉPARTEMENT AUX ÉTUDIANTS INSCRITS DANS DES PROGRAMMES RELEVANT D'AUTRES DÉPARTEMENTS DE SCIENCES SOCIALES, EN POURCENTAGE DU TOTAL DES CRÉDITS DISPENSÉS PAR CHAQUE DÉPARTEMENT. SESSIONS D'AUTOMNE ET D'HIVER 1984-85 ET 1985-86

Universités---------	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	McGILL	CONCORDIA	BISHOP'S
Départements	%	%	%	%	%	%	%
Anthropologie	13,5	3,2			31,7		
Criminologie		4,7					
Démographie		20,7					
Économique	7,0	7,9	0,5	1,3	23,5	7,7	6,8
Géographie	3,4	2,1	0,5	1,9	12,9	9,6	6,9
Psychologie	6,8	2,6	0,0	1,8	4,8	8,2	5,8
Récréologie						17,9	
Relations industrielles	1,0	1,7					
Science politique	1,4	1,5		5,0	13,5	11,9	7,1
Service social	1,2	1,1	0,2	2,3	7,2		
Sexologie				1,9			
Sociologie	12,3	2,5		15,3	58,0	18,1	N/D
Moyenne générale	4,7	3,5	0,2	4,2	19,1	11,2	6,5

Source: RECU

TABLEAU 9.6

CRÉDITS DISPENSÉS PAR CHAQUE DÉPARTEMENT AUX ÉTUDIANTS INSCRITS DANS DES PROGRAMMES RELEVANT D'AUTRES SECTEURS UNIVERSITAIRES, EN POURCENTAGE DU TOTAL DES CRÉDITS DISPENSÉS. SESSIONS D'AUTOMNE ET D'HIVER 1984-85 ET 1985-86

Universités / Départements	LAVAL %	MONTRÉAL %	SHERBROOKE %	UQAM %	McGILL %	CONCORDIA %	BISHOP'S %
Anthropologie	10,9	12,7			25,2		
Criminologie		3,2					
Démographie		34,5					
Économique	25,2	6,0	2,6	65,2	15,7	32,4	38,2
Géographie	20,4	8,8	9,4	15,0	21,0	29,2	24,9
Psychologie	27,4	18,1	0,9	24,0	19,6	17,7	15,1
Récréologie						20,6	
Relations industrielles	2,7	4,9					
Science politique	5,9	3,0		34,1	20,4	17,3	12,9
Service social	3,2	1,0	1,3	1,9	5,2		
Sexologie				4,2			
Sociologie	14,6	13,8		19,8	18,5	25,0	N/D
Moyenne générale	13,1	9,6	3,0	31,2	18,0	23,8	26,1

Source: RECU

Le potentiel de recrutement hors secteur est en soi bien plus élevé, les sciences sociales ne regroupant en moyenne que 12% des étudiants de baccalauréat. L'interprétation du phénomène ci-haut décrit s'en trouve compliquée. Dans quelle mesure les chiffres reflètent-ils la vigueur du rayonnement des sciences sociales dans les autres secteurs universitaires, ou au contraire les faibles échanges entre les disciplines du secteur?

3.2 Les spécialisations et les liaisons au sein de chaque discipline

Des responsables de départements et d'associations, comme on l'a vu aux tableaux 9.1 et 9.2, relèvent l'existence de clivages au sein de certaines disciplines, ou encore entre les départements d'une même discipline dépendamment du fait qu'ils sont francophones ou anglophones, localisés en métropole ou en région. Les données dont dispose le comité pour étayer ces deux phénomènes, bien que d'une portée un peu limitée, sont quand même assez révélatrices.

Mais le comité s'est d'abord intéressé aux spécialisations des divers départements d'une même discipline, aux chapitres de l'enseignement et de la recherche, pour voir quelle était leur évolution, et de façon à cerner le type de complémentarité pouvant exister entre ceux-ci. Il a constaté que la différenciation des départements est faible.

- les spécialisations dans chaque discipline

L'analyse des spécialisations a été menée à l'aide des descriptions de programmes de baccalauréat fournies dans les annuaires universitaires, et des réponses aux questionnaires à propos des spécialisations de chaque département.

En science économique, aucune unité n'est en mesure de faire ressortir une force qui la caractérisait. Lorsqu'on leur demande d'identifier la ou les spécialisations qui distinguent leur département des autres, les répondants soutiennent soit qu'il n'y en a pas, soit qu'il y en a tel-

lement, aux études supérieures (8, 10 ou 13 champs différents) que cela équivaut aussi à une absence de spécialisation des départements.

En sociologie, au-delà des fondements théoriques et méthodologiques de la discipline, les sociologies plus spécialisées ou sociologies sectorielles, présentes dans les divers programmes d'enseignement, ne distinguent aucunement ces derniers d'une institution à l'autre. Les enseignements offerts, dans les diverses universités, sont très semblables; nous n'avons relevé qu'une seule exception, celle de l'Université du Québec à Rimouski, pour le développement régional. Les axes de spécialisation des départements oeuvrant aux trois cycles se ressemblent beaucoup, correspondent même aux grands thèmes: sociologie du développement, de la culture, du travail, des problèmes sociaux, des relations ethniques et des communautés culturelles, etc. Dans l'ensemble, on ne trouve aucun axe qui soit plus détaillé, aucune spécialisation qui soit plus finement démarquée au sein des divers départements. Invités à préciser leurs projets de développement pour les prochaines années, nos répondants ont parfois identifié des concentrations de ressources un peu plus fines, mais qui recoupent très souvent les mêmes champs: sociologie des organisations, de l'impact social des nouvelles technologies, des études autochtones à Laval; sociologie médicale, des relations industrielles, de l'ethnicité, de la race à McGill; méthodologie, sociologie du travail, de la culture, des communautés culturelles et des relations ethniques et raciales à Montréal; sociologie des relations ethniques, culturelles, de la démographie sociale, des communautés et des villes, sociologie et anthropologie des peuples autochtones, sociologie du développement économique à Concordia.

En relations industrielles, l'accent est partout mis sur la gestion des ressources humaines et, en particulier, sur l'impact des changements technologiques et les questions relatives à la santé et sécurité au travail; dans deux départements sur trois, on se propose d'ailleurs de renforcer prioritairement la gestion des ressources humaines; l'Université de Montréal est d'avis qu'elle se distingue par l'application des méthodes quantitatives aux relations industrielles, et son désir de renforcer, en priorité, cette orientation quantitative.

En service social, nos répondants font état parfois de spécialisations à la maîtrise et en recherche; mais ces spécialisations sont définies dans des termes assez larges (informatique et services sociaux; aspects communautaires du service social; santé mentale; étude comparative des politiques sociales et des services sociaux; gérontologie; etc.), de sorte qu'il est difficile d'affirmer qu'elles permettent de distinguer les diverses unités d'enseignement et de recherche.

Les départements de géographie sont de taille, ressources et histoires différentes, et cela se reflète dans l'éventail des cours à option offerts par chacun d'entre eux. Comme on devait s'y attendre, les départements de plus grande taille offrent un éventail plus étendu. On note peu de spécificités régionales un tant soit peu marquées cependant. Le clivage est plus marqué entre les départements qui n'offrent que le premier cycle et ceux qui oeuvrent aussi aux deuxième et troisième cycles. La concentration des ressources paraît difficile pour les départements qui n'offrent que le premier cycle, car la nature de la discipline impose aux responsables de programmes d'aborder un large éventail de thèmes et de techniques, de sorte que l'étudiant ait acquis une bonne formation de base en géographie à la fin de son baccalauréat. De même, la spécialisation en recherche est peu évidente pour les départements qui n'oeuvrent qu'au premier cycle; elle apparaît plus clairement pour les autres, et pourtant il reste difficile de cerner véritablement les traits qui les distinguent les uns des autres. D'une part, les spécialisations en enseignement et recherche ont parfois été définies trop largement pour qu'on puisse y voir un facteur de différenciation (ex.: la géographie physique); d'autre part, lorsque certaines spécialisations ont pu être mieux délimitées, on constate que plusieurs d'entre elles ont fait ou feront l'objet de développements dans plus d'un département (ex.: la géographie urbaine et régionale; la télédétection; la cartographie associée par ordinateur). Si un engouement pour la télédétection et la cartographie paraît devoir remplacer celui des années 1970 pour les méthodes quantitatives en géographie, on pourrait certes assister à un élargissement de l'écart entre les départements de grande taille et ceux de petite taille, mais pas nécessairement à une plus grande différenciation entre les diverses unités.

En anthropologie, l'enseignement se fait aux trois cycles à Laval, McGill et Montréal et au premier cycle à Concordia. Il est juste de parler d'origines et de colorations différentes des départements d'anthropologie. Ici, l'anthropologie a été introduite par le biais de la psychologie; là, elle s'est affranchie de la sociologie; ailleurs, encore elle coexiste avec la sociologie au sein d'un même département.

La résultante fut la création de départements qui se distinguent les uns des autres. A l'Université de Montréal le modèle privilégié est l'enseignement de l'archéologie, de l'anthropologie physique, de l'ethno-linguistique et de l'anthropologie sociale et culturelle. A McGill, l'enseignement est axé sur l'anthropologie sociale et culturelle et l'archéologie alors qu'à Laval, c'est l'anthropologie sociale et culturelle qui est au coeur de l'enseignement. Malgré ces différences, une dominante ressort: l'anthropologie sociale et culturelle et ce, autour d'un thème principal de réflexion: l'étude du changement social dans les sociétés en développement. Les programmes de baccalauréat restent fermés sur la discipline, surtout dans les universités francophones; quant aux programmes de maîtrise et de doctorat, ils offrent des thématiques différentes, mais des exigences assez semblables. En jumelant lieux et thèmes, des spécificités peuvent apparaître dans les divers départements, spécialisations que les départements se reconnaissent d'ailleurs, et on n'envisage que peu de changement à cet égard.

En psychologie au premier cycle les différences de spécialisations ne sont pas marquées. Les universités francophones y offrent toutefois un certain nombre de cours d'application et de formation professionnelle dispensés plutôt au deuxième cycle dans le milieu anglophone.

En recherche et aux études avancées les départements sont davantage spécialisés, les plus grands et les plus développés ayant tendance à couvrir une plus grande partie de la discipline. Piaget et Hebb ayant particulièrement influencé la psychologie au Québec, les départements d'ici sont spécialement forts en psychologie du développement, en

psychophysiologie et en psychologie cognitive. Les six départements présents au doctorat dispensent tous une formation en psychologie du développement - surtout en développement de l'enfant - et plusieurs prévoient se développer davantage en psychologie de la famille (Laval, Montréal) et en psychogérontologie (Concordia, UQTR, Laval et Montréal). La neurobiologie comportementale est une spécialisation privilégiée à Concordia, McGill et Montréal, la neuropsychologie étant vue comme davantage à développer à Montréal, à l'UQAM et à l'UQTR. Finalement, divers aspects de la psychologie cognitive sont cités comme spécialisations par Montréal, McGill, Concordia, l'UQAM et Laval. Parmi les autres domaines forts on cite la santé mentale et la psychopathologie, y inclus les méthodes d'intervention (Laval, Montréal, UQAM, Concordia), la psychologie de l'éducation (UQAM, Montréal, Laval) et la psychologie sociale (McGill, UQAM, Laval, Montréal). Certaines spécialisations en plus apparaissent uniques: psychologie quantitative (McGill), psychologie industrielle et organisationnelle (Montréal), éthologie humaine (UQAM), psychologie communautaire (Laval - mais citée aussi comme à développer à Montréal et à l'UQAM) et déficiences sensorielles (Concordia).

Le seul programme à spécialisation unique se trouve à Sherbrooke - la maîtrise en relations humaines.

En ce qui regarde la formation appliquée au niveau gradué dans les autres universités, dans cinq des six cas, elle se fait en psychologie clinique. Le terme clinique revêt un sens plus restreint dans les deux universités anglophones qu'à Laval, à l'UQAM et à l'UQTR, où il inclut des aspects de la psychologie du counselling et de la psychologie de l'éducation. L'Université de Montréal de son côté offre une formation spécialisée dans quatre champs d'aplication différents: psychologie clinique, psychologie du counselling, psychologie de l'éducation, psychologie industrielle et organisationnelle - spécialisation offerte seulement en deux autres endroits ailleurs au Canada.

Il faut noter que les doctorats en psychologie clinique des universités anglophones sont accrédités par les associations américaine et cana-

dienne de psychologie; les universités francophones ne font que commencer à évoluer dans cette direction. Il y a un consensus, en Amérique du Nord et en Europe comme au Québec, sur le fait que le doctorat doit être le diplôme donnant ouverture à l'exercice de la profession de psychologue. La Corporation des psychologues du Québec n'ayant pas transmis de mémoire au comité, il est difficile à voir comment les changements anticipés dans les prérequis à la pratique de la profession pourront influencer le contenu de la formation aux trois cycles.

En science politique, on compte au Québec cinq départements de grande taille et un autre de plus petite taille (Bishop's). Un programme existe en plus à l'UQAC menant à un diplôme de baccalauréat.

Les programmes offerts dans les cinq principaux départements sont assez semblables (celui de Bishop's ressemblant d'ailleurs aux autres) et chacun de ceux-ci considère, soit qu'aucune de ses spécialisations n'est prioritaire, soit qu'elles le sont toutes. Un seul département (Concordia) a fait état d'une expansion à venir (à la maîtrise) dans deux spécialisations qu'il a déjà (en "political ideas" et "institutional comparative politic"). Pour le reste, il n'est vraiment pas possible de démarquer les départements sur la base de leurs enseignements ou leurs axes de recherche.

Bref, dans presque tous les cas examinés il est difficile de faire ressortir une concentration de ressources humaines qui confère à l'une ou l'autre des unités une marque distinctive que ce soit en enseignement ou en recherche.

Par ailleurs sur la question des liens entre départements de la même discipline, le comité n'a pas en main toutes les données souhaitées. Celles dont il dispose concernent les collaborations interuniversitaires, et les ententes formelles interuniversitaires[1], sans référence

(1) Questions incluses respectivement dans le questionnaire aux responsables de départements, et à l'administration centrale.

toujours précise aux disciplines spécifiquement visées. Il peut déduire néanmoins de ces données, que les liaisons intradisciplinaires ne sont pas très marquées.

Ainsi, durant la période 1981-86, ce ne sont que 14 départements sur 59 qui font état de plus de deux collaborations interuniversitaires, au chapitre de l'enseignement (conférences, séminaires, jurys de thèse, cours). En recherche, le nombre de départements concernés atteint le chiffre de 28. Il faut noter que ces collaborations touchent toutes les universités - du Québec et d'ailleurs - et tous les secteurs. Celles concernant uniquement les départements de la discipline au Québec doivent donc être plutôt réduites.

Les données sur les ententes formelles entre universités, en sciences sociales, montrent que celles-ci lient le plus fréquemment des universités québécoises à des universités étrangères, aussi bien au chapitre de l'enseignement que de la recherche. Celles intéressant uniquement des universités québécoises étant peu nombreuses, les collaborations entre départements québécois ne peuvent pas être fréquentes, surtout à l'intérieur de la même discipline.

3.3 Les rapports avec le milieu extérieur

La question des liaisons entre les départements universitaires et le milieu externe a déjà été abordée sous divers aspects dans des chapitres précédents. Aussi bien en ce qui regarde l'application de la recherche que l'adaptation des programmes au marché du travail, on a noté que les résultats pouvaient être améliorés.

Nous avions demandé aux responsables de départements de décrire les principaux projets engagés par leur unité en collaboration avec des organismes non universitaires, durant la période 1981-86.[1] Les données recueillies laissent croire que ces collaborations sont très inégale-

(1) Voir l'annexe 9, tableau 17.

ment développées, dépendamment des disciplines, des établissements, voire des personnes concernées. Parfois les réalisations sont modestes, mais souvent elles semblent assez riches, et bien plus nombreuses en tout cas que les collaborations établies entre les départements universitaires eux-mêmes.

On s'était intéressé aussi à la question de l'éducation permanente en sciences sociales, demandant aux établissements quelle était la proportion des activités d'enseignement et des services de soutien accessibles en dehors des horaires réguliers. Les réponses obtenues nous mènent au même genre de conclusion que pour les collaborations externes.

La coopération entre l'université et l'extérieur représente un défi non seulement pour les sciences sociales mais pour tous les secteurs de l'université. Peut-être croit-on qu'il se pose avec plus d'acuité en sciences sociales qu'ailleurs parce que les attentes nourries à l'endroit de ce secteur, en ce qui regarde la solution des problèmes socio-économiques, ont toujours été assez fortes. C'est là un sujet complexe, surtout que l'on dispose de peu de données pour éclairer vraiment le débat.

Il se trouve bien quelques représentants de départements et d'associations - en géographie, en science politique et en travail social - faisant allusion à une perte de statut, à une désaffection à l'endroit des sciences sociales au Québec. Le comité ignore s'il s'agit là d'un sentiment généralisé, au sein du secteur, et sur quoi il s'appuie.

Par ailleurs, dans les trois disciplines ou champs d'étude régis par le Code des professions - psychologie, relations industrielles, service social - il semble exister une difficulté à concilier les exigences de la pratique professionnelle avec celles de l'enseignement et de la recherche universitaire, souvent moins immédiatement utilitaire. Cette difficulté est perçue de diverses façons.

Beaucoup de répond t du problème des ressources requises pour la formation prati ganisation, la supervision, le financement et l'évaluation des quièrent beaucoup de temps et sont finalement peu valorisées ilieu académique.

Plusieurs soulèvent question de la pertinence de l'enseignement et de la rech devrait avoir davantage prise sur la réalité, et s'adapter ements qui surviennent dans les milieux de pratique.

Une certaine dista l'enseignement et la recherche universitaire et la pratiqu onnelle paraît inévitable. Les trois spécialités profession nsidérées ici semblent vivre ce problème de façon assez différ t peu de choses en commun finalement tant au chapitre des ori acadêmiques que du régime d'organisation professionnelle et de milieu de travail.

4. La gestion des umaines et matérielles

- les ressources p

Le questionnaire au départements s'intéressait à divers aspects de la urces professorales; il comportait des questions sur l tition des tâches ou de détermination des responsabilité es activités de premier cycle et d'études avancées. Les tinues sont présentées ci-après.

Plus de la moiti ements (28) pratiquent, dans une certaine mesure, une modula iches d'enseignement. Les raisons les plus fréquemment mentio les dégrèvements de tâche sont l'activité de recherche et le ilités administratives (25 répondants sur 28). Le service naute (6 répondants) et l'encadrement des étudiants gradués s autres critères invoqués.[1]

(1) Voir l'annexe 1.

Seulement une minorité des départements intéressés (31%) disent respecter des critères précis pour l'habilitation à l'enseignement de deuxième et de troisième cycles. Les critères mentionnés sont la spécialisation des professeurs (6 répondants), la possession du doctorat (6) et la recherche dans le domaine requis (4).

Les départements ayant des critères précis pour l'habilitation à la direction des thésards sont un peu plus nombreux (40%). Les critères décrits plus haut sont les mêmes invoqués dans ce cas-ci, à peu près à la même fréquence. Un seul département mentionne la disponibilité des professeurs comme facteur pertinent.

Les départements pourvus de ces deux types de critères d'habilitation se retrouvent un peu dans toutes les universités, quoi qu'en nombre plus élevé à Concordia, à l'UQAM et à Sherbrooke.

Au premier cycle une minorité de départements (36%, mais 10% seulement, en milieu anglophone) ont des critères précis pour désigner les professeurs devant dispenser les cours de base ou obligatoires. Sont mentionnés: le statut de professeur régulier (6), l'expérience d'enseignement de la matière (3), les habiletés pédagogiques (3), l'expérience (2) et la compétence (3).

La majorité des départements (55%) n'ont pas non plus de critères formels de gestion pour les professeurs en début de carrière. Des 25 départements qui en ont, 18 voient à réduire la charge d'enseignement de ces professeurs.

Enfin on avait demandé aux départements s'ils disposent des critères formels pour fixer le nombre d'étudiants admissibles dans leurs programmes. Sur 60, 29 répondent affirmativement; ils se retrouvent non seulement dans les disciplines officiellement contingentées - psychologie, service social - mais en d'autres aussi. Les universités de Montréal et Concordia fournissent le plus haut taux de réponses affirmatives.

- **les services à l'enseignement et aux étudiants**

Les responsables de départements avaient été invités par le comité à décrire les services d'accueil, de support pédagogique, d'aide financière, d'orientation et de placement offerts à leurs étudiants - services distincts de ceux dispensés par l'administration centrale elle-même.

L'analyse des réponses montre que les services offerts sont nombreux; ils sont davantage développés dans les établissements anglophones[1].

Ainsi, 95% des départements anglophones ont des services d'acceuil aux étudiant, contre 66% des départements francophones. Les services considérés vont de la simple réunion de bienvenue jusqu'à la supervision individuelle des étudiants par des professeurs conseillers. Cette dernière formule est davantage mentionnée par les départements anglophones.

De même, 85% des départements anglophones disent offrir des services d'apprentissage et de support pédagogique, contre 64% des francophones. Les services mentionnés les plus fréquemment par les répondants sont ceux de l'aide pédagogique individuelle par des professeurs, ou par du personnel auxiliaire.

Moins de la moitié des départements disent offrir de façon distincte des services d'aide financière à leurs étudiants. Mais l'interprétation des données considérées est difficile car dans certains établissements les mêmes services, visiblement, ont été vus par les répondants, tantôt comme relevant de l'administration centrale, tantôt comme étant sous la responsabilité des départements. En plus certains services - v.g. assistanat d'enseignement ou de recherche - ont été considérés tantôt comme étant de type financier, tantôt comme n'en étant pas.

(1) Voir l'annexe 9, tableaux 7 à 11.

Une minorité de départements (37%) offrent des services d'orientation professionnelle et de placement à leurs étudiants. Les trois cinquièmes des départements anglophones le font et le quart des francophones seulement. Nous ignorons cependant si ces services sont accessibles aux étudiants des trois cycles d'études.

- **les bibliothèques**

La gestion des bibliothèques et des services de documentation, de même que celle des services divers de support à l'enseignement et à la recherche, est une activité difficile à cerner dans la mesure où elle n'est pas réalisée de la même façon et avec des formules comparables d'une université à l'autre. Pour cette raison, le comité a cherché à s'informer uniquement sur l'état dans lequel se retrouvait le secteur des sciences sociales concernant l'acquisition de documents par les bibliothèques des universités québécoises. Aussi, a-t-il demandé aux universités quel avait été, de 1981 à 1986, le budget réservé à l'acquisition de documents pour les diverses disciplines, en particulier celles du secteur à l'étude.

Le choix de cet indicateur n'est pas fortuit. Pour la plupart des disciplines des sciences sociales, la bibliothèque est presque l'équivalent du laboratoire en sciences. C'est le lieu privilégié où l'on peut entrer en contact avec la grande variété des productions en sciences sociales et, aussi, par l'intermédiaire duquel on peut situer notre propre production sur le plan international tout en y trouvant la documentation à partir de laquelle plusieurs productions sont réalisées. Au-delà de ces remarques, cet indicateur nous apparaissait important pour une autre raison. Dans la région de Montréal, contrairement à celle de Toronto, il n'existe pas, du moins pour les sciences sociales, d'organisme de coordination pour l'acquisition des documents même si diverses tentatives ont été faites en ce sens. Aussi, le risque est-il grand qu'il y ait une multiplication d'achats similaires et, par conséquent, un appauvrissement de la documentation disponible dans le secteur.

A cette question, quelques établissements n'ont pas été en mesure de nous transmettre les informations recherchées à cause, semble-t-il, de leurs méthodes de calcul. La majorité des établissements ont pu néanmoins y répondre de façon détaillée. De ces réponses, il ressort (voir le tableau 9.7), à une exception près, que les ressources universitaires consacrées à l'acquisition de documents en sciences sociales ont plafonné et, dans certains cas diminué de 1981-82 à 1985-86. En effet, le poids des sciences sociales au cours de cette période s'est révélé à la baisse. Compte tenu de l'inflation qui a marqué cette période et de l'augmentation des prix des livres, ce constat ne peut être qu'inquiétant sinon alarmant.

Lorsqu'on se penche sur les politiques d'achat qui ont caractérisé le secteur à l'étude, d'autres inquiétudes surgissent. Dans les établissements francophones (voir le tableau de l'annexe), au cours de cette même période, les dépenses pour l'acquisition de documents ont augmenté dans quelques spécialités surtout en faveur des disciplines cliniques ou appliquées (la psychologie, les relations industrielles et l'économique), les autres disciplines devenant en quelque sorte les parents pauvres au sein de la famille des sciences sociales.

Ces données ne sauraient être prises à la légère même si elles ne couvrent qu'une courte période et ne tiennent guère compte de ce qui s'est produit au sein des universités de langue anglaise car, plus que tout autre, elles révèlent une détérioration des outils de travail dans ce secteur.

TABLEAU 9.7

DÉPENSES D'ACHAT DE DOCUMENTS DES BIBLIOTHÈQUES
POUR LE SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES
SELON LES UNIVERSITÉS
DOLLARS COURANTS, 1981-1982 ET 1985-1986

	Tous les secteurs			Secteur sciences sociales		
	1981-1982 $	1985-1986 $	Δ %	1981-1982 $	1985-1986 $	Δ %
Laval	1 853 993	2 534 058	36,7	260 987	292 560	12,1
Montréal	2 015 250	2 889 022	43,4	302 443	413 917	36,9
Sherbrooke	829 813	1 428 881	72,2	58 883	96 797	64,4
UQAM	800 000	1 570 000	96,3	128 298	254 015	98,0
UQTR	486 133	638 794	30,9	58 136	76 031	30,8
UQAR	149 521	184 620	23,5	35 435 (1)	19 504 (1)	-45,0
UQAC	555 172	362 280	-34,7	40 855 (2)	28 783 (2)	-29,5
UQAT	N.D.	N.D.	-	N.D.	N.D.	-
UQAH	150 438	181 580	20,7	21 475	43 091	100,7
Concordia	N.D.	N.D.	-	N.D.	N.D.	-
McGill	2 190 222	3 881 155	77,2	N.D.	N.D.	-
Bishop's	200 000	220 900	10,0	36 000	40 600	12,8

Source: Questionnaire adressé à l'administration centrale.

Notes: 1. Ces montants réfèrent au secteur des sciences humaines de l'UQAR et incluent les disciplines suivantes: géographie, sociologie, histoire, lettres, philosophie et animation des petits groupes.
2. Ces montants incluent les études régionales.

5. Conclusions et questions sur le développement et la gestion des activités

5.1 Sur la planification institutionnelle, et sur l'évaluation des programmes dans le secteur des sciences sociales

Quelques universités seulement en arrivent à décrire clairement la situation de leur secteur des sciences sociales, sa place parmi leurs priorités ou leurs objectifs de développement.

Comment s'explique ce phénomène? Est-il dû au fait que les disciplines de sciences sociales ont trop d'hétérogénéité pour être considérées comme un secteur distinct? Serait-ce que le secteur, là où il est reconnu et existe, ne figure pas dans les priorités? Ou que les priorités et les objectifs institutionnels de développement ne sont pas suffisamment définis?

Il semble y avoir un net renforcement des activités d'évaluation - de programmes, de départements - dans les années récentes.

Les méthodes d'évaluation sont très variées comme cela est normal.

Y a-t-il des standards minimaux à respecter pour assurer la qualité et l'objectivité de telles évaluations? Que l'on pense par exemple, à la présence d'observateurs de l'extérieur, aux méthodes de collecte et de diffusion de l'information auprès des intéressés, à la prise en compte de certaines variables clefs, comme celles concernant l'environnement externe?

5.2 Sur les échanges et les collaborations dans le secteur

Dans la plupart des disciplines, les départements semblent avoir des orientations identiques et vouloir couvrir tous les champs possibles.

Comment s'explique une telle situation? Quels en sont les avantages et les inconvénients?

Les disciplines de sciences sociales ont par ailleurs plus de collaborations et d'échanges au chapitre de l'enseignement et de la recherche avec des spécialités étrangères à leur secteur qu'avec celles qui y appartiennent.

Que signifie ce phénomène, un peu paradoxal à première vue?

Les collaborations avec l'extérieur, dans presque toutes les disciplines ne semblent pas négligeables, numériquement au moins. Cependant, plusieurs répondants, dont les associations, notent qu'elles font problème. Les données du comité, en ce qui regarde la formation et l'emploi, et l'application de la recherche, le conduisent aussi à cette conclusion.

Qu'en est-il réellement?

5.3 Sur les mécanismes de gestion des activités professorales

Une minorité de départements ont des critères formels de gestion des activités professorales. Comment interpréter ce phénomène?

5.4 Sur les services à l'enseignement et aux étudiants

Les services à l'enseignement et aux étudiants sont davantage développés dans les établissements anglophones.

Comment cela s'explique-t-il? Les établissements francophones se sont-ils définis des priorités précises à ce chapitre, pour les années à venir?

5.5 Sur l'état des bibliothèques

Les dépenses pour l'acquisition de documents en sciences sociales sont à la baisse de façon générale depuis 1981-82 et ce, même si la bibliothèque est le laboratoire du professeur et de l'étudiant.

Une telle situation peut-elle avoir des effets nétatifs sur le maintien de la qualité de la production dans le secteur? De quelles façons pourrait-on en minimiser l'impact? En d'autres termes, une meilleure coordination des achats de documents serait-elle préférable dans le contexte actuel de ressources très limitées?

Au-delà des politiques d'achat, d'autres dimensions associées à la collecte et à la diffusion de l'information en sciences sociales auraient pu être considérées: l'accès à la documentation, les facilités de publication, des services de traduction, etc.

Sur ces points, y a-t-il des besoins précis?

CHAPITRE 10

L'ÉTAT ET LES BESOINS DES SCIENCES SOCIALES AU QUÉBEC

UNE SYNTHÈSE

L'ÉTAT ET LES BESOINS DES SCIENCES SOCIALES AU QUÉBEC - UNE SYNTHÈSE

INTRODUCTION

Pour appréhender correctement la situation des sciences sociales, le comité a fait appel à de nombreuses sources qui lui ont permis de réunir une masse considérable de données sur divers aspects du secteur à l'étude. En terminant il est apparu opportun de présenter succinctement les principaux éléments qui ont davantage retenu l'attention du comité dans les analyses et les consultations qu'il a menées.

En consacrant un chapitre distinct à ces éléments, nous sommes bien conscients de mettre en lumière certains points qui donnent une image très favorable des sciences sociales et que seule une modestie exagérée nous empêcherait de signaler. Il existe par contre bon nombre d'autres points où le secteur fait moins bonne figure et qui nécessitent des redressements si l'on veut que celui-ci contribue à sa manière au développement des connaissances et à l'édification d'une société meilleure.

Ce dernier chapitre vise donc à fixer l'attention sur les traits majeurs qui ressortent de notre analyse de l'état actuel et de l'évolution récente des sciences sociales au Québec. Il ne faudrait pas cependant penser que le comité veut imposer ici sa lecture de l'état et de l'évolution du secteur. Bien au contraire, dès le départ, il y a plusieurs mois, le comité a manifesté son intention de fournir à ses interlocuteurs toutes les informations, de même que ses réflexions les plus avancées possibles, sous une forme qui favoriserait la formulation des problématiques et des analyses les plus diverses. L'addition à nos analyses de celles qui nous seront proposées ne pourra qu'améliorer notre connaissance collective de la situation. Le comité sera alors en bien meilleure position pour, dans son rapport final, formuler les recommandations que l'on attend de lui. Ces recommandations découleront certes de la connaissance collective de la situation que nous nous serons donnée, mais en particulier de l'adoption de critères et d'indi-

cateurs de développement sur lesquels nous n'avons pas encore définitivement arrêté notre choix et pour lesquels le comité apprécierait grandement obtenir l'opinion des milieux intéressés.

- des éléments de satisfaction

S'il est un élément dont nous devons nous réjouir, et que la présente étude aura mis en lumière, c'est bien la compétence accrue du corps professoral, mesurée en terme de qualifications. En 1985-1986, plus des trois quarts des professeurs des départements de sciences sociales ont un diplôme de doctorat. De plus, ce haut niveau de qualification a été acquis dans une forte proportion à l'étranger ou hors du Québec à tout le moins, assurant ainsi à la clientèle étudiante la possibilité d'être exposée à des courants d'idées et à des approches plus diversifiés, venant tant de l'Europe, des États-Unis que du reste du Canada.

La proportion de titulaires de doctorat déborde largement la moyenne pour l'ensemble des secteurs qui n'est que de 66%. En 1975, les sciences sociales étaient encore légèrement en-dessous de la moyenne générale; c'est donc dire qu'en l'espace d'une décennie le rattrapage effectué au sein du secteur a été considérable. Rattrapage également par rapport au reste du Canada alors que, pour le secteur, l'écart entre le Québec et le reste du Canada est passé de 15% à 5% seulement au cours de la même période.

Doit-on y voir un lien avec les performances en matière de publications scientifiques et de recherches subventionnées sachant que dans bien des cas la possession d'un diplôme de doctorat est une condition sine qua non pour l'obtention d'octrois de recherche? On se plaît à le croire bien que les données dont nous disposions ne nous permettent pas de l'affirmer de façon absolue. Quoi qu'il en soit, on constate avec bonheur que, sur une base de trois ans, la proportion des professeurs américains subventionnés par un organisme fédéral américain - 10% à 20% - ressemble à ce qui existe au Québec où de 15% à 25% au moins des professeurs sont subventionnés par le CRSH et/ou le FCAR.

La comparaison avec l'Ontario nous est tout aussi avantageuse. Ainsi, pendant la période 1980-1985, le montant moyen des octrois obtenus par les professeurs de sciences sociales est plus élevé au Québec qu'en Ontario, et parfois de beaucoup, dans six disciplines sur sept.

Au chapitre des publications savantes, pour les six principales disciplines à l'étude du moins, plusieurs départements québécois affichent des résultats égaux ou supérieurs à la moyenne canadienne: tous ceux d'anthropologie; les quatre dispensant le doctorat en science politique; Montréal et l'UQAM en sociologie; Montréal, Sherbrooke et McGill en géographie. Or les données de l'étude Adair-Davidson qui nous ont permis d'établir ces comparaisons valaient pour un échantillon de répondants beaucoup plus qualifiés, plus expérimentés, et beaucoup plus subventionnés que la moyenne des professeurs canadiens et québécois de sciences sociales. Il faut donc croire que les départements québécois mentionnés plus haut se classent parmi les meilleurs au Canada pour les publications savantes.

Il y a également lieu d'être satisfait du nombre et de la variété des programmes de sciences sociales offerts dans le réseau québécois; trois des six plus importantes universités du Canada, pour le nombre de spécialisations aux études avancées en sciences sociales oeuvrent au Québec. Au cours des quinze dernières années, les universités plus anciennes n'ont guère ouvert de nouveaux programmes de premier cycle mais en ont développés davantage au deuxième et au troisième cycles. Les universités régionales, surtout les constituantes de l'UQ récemment apparues, se sont concentrées pour leur part sur la mise en place et le développement de programmes de premier cycle. Un certain nombre de ces nouveaux programmes se situant à la périphérie du secteur n'ont pas été abordés dans notre étude, même s'ils contribuent à leur façon à la diffusion et au développement des sciences sociales.

L'apparition de tous ces nouveaux programmes a sans doute contribué à alimenter une opinion très répandue au Québec, à savoir que les sciences sociales y seraient beaucoup trop développées; on a même parlé d'hypertrophie des sciences sociales au détriment des autres secteurs.

La réalité est tout autre. A l'examen, on constate en effet que les disciplines de l'étude occupent une position beaucoup plus importante en Ontario et au Canada en ce qui regarde la part des inscriptions totales au baccalauréat: 19% en Ontario (33 500 étudiants ETC) contre seulement 11% au Québec (11 500 étudiants ETC). Ces chiffres seraient encore plus élevés probablement si le nombre d'inscriptions dites "indéterminées" en Ontario étaient redistribuées par secteur. L'élément de satisfaction ici vient donc non pas du sous-développement des sciences sociales au Québec par rapport au reste du Canada, mais bien du fait que ces données nous permettent de corriger une opinion trop largement répandue et défavorable au développement de ce secteur.

Ainsi, sous plusieurs facettes, tels la qualification des professeurs, la recherche subventionnée, le volume des publications savantes, la diversité des programmes, etc., le secteur des sciences sociales présente une image nettement positive. Par contre, d'autres facettes de la situation, présentées dans les chapitres précédents, nous amènent à reconnaître des zones plus grises où il serait souhaitable d'intervenir prioritairement. Ce sont ces aspects que le comité veut maintenant mettre en lumière, les présentant comme autant de défis à relever pour assurer un développement rationnel et harmonieux des sciences sociales au Québec.

- les défis à relever

Bon nombre de ces défis n'appartiennent pas en propre aux sciences sociales. Ils intéressent souvent plusieurs autres secteurs quand ce n'est pas toute l'université. Ainsi, on ne créera pas une grande surprise en affirmant que la plupart des programmes de baccalauréat des universités francophones sont très spécialisés. Par ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler qu'en sciences sociales, comme dans les autres secteurs d'ailleurs, le nombre, la nature et l'intensité des problèmes identifiés varient selon les disciplines mais aussi, dans bien des cas, selon la langue, car à celle-ci se rattachent des conceptions différentes de l'enseignement universitaire et de sa gestion.

Dans une séquence logique qui va de l'accueil de l'étudiant à l'université jusqu'à sa sortie vers le marché du travail, le premier problème de taille est sans nul doute celui de l'**arrimage entre le collège et l'université** qui doit être mieux soigné. On retrouve en effet actuellement un trop grand nombre de cours offerts au collège dans chacune des disciplines concernées par l'étude sectorielle, particulièrement en psychologie, en sociologie et en géographie. Il en résulte une très grande hétérogénéité de formation des clientèles, une spécialisation beaucoup trop hâtive et des carences considérables dans la formation fondamentale que les étudiants sont censés acquérir au collégial. On sait que la conscience de ces problèmes est vive dans le milieu des CEGEPs: en témoigne la réforme en cours des enseignements de sciences humaines. De plus, on constate depuis quelques années un accroissement de la diversité des clientèles qui choisissent de poursuivre des études universitaires en sciences sociales. Ainsi en 1986, plus des deux cinquièmes des étudiants avaient interrompu leurs études avant de s'inscrire au premier cycle; 32% des étudiants ont plus de 29 ans et de ce dernier groupe, 64% sont à temps partiel; les femmes forment maintenant la majorité de la clientèle de l'université (56%) et si l'on ne retient que les moins de 30 ans, on constate avec inquiétude que 70% d'entre elles ont choisi (?) de poursuivre leurs études à temps partiel. Ajoutons à cela le fait que bon nombre de cégépiens qui s'étaient orientés vers le secteur professionnel optent finalement pour des études universitaires une fois le diplôme collégial professionnel obtenu. Tout cela entraîne une grande hétérogénéité qui n'est pas sans poser de problèmes aux directeurs de programmes responsables d'assurer un cheminement harmonieux aux étudiants dans leurs programmes respectifs; mais également aux professeurs qui doivent faire face de plus en plus à des groupes d'étudiants aux attentes diverses et dont la motivation pour les études varie grandement de l'un à l'autre.

D'aucuns ont voulu expliquer cette faible motivation d'une large part des étudiants par une pédagogie universitaire déficiente, mal adaptée aux clientèles actuelles. Quelles sont effectivement les performances d'enseignement des professeurs? Malgré quelques données bien partielles sur le taux de satisfaction général des étudiants à leur sortie de

l'université, il faut admettre que le comité dispose de bien peu de données sur ce point. On sait d'autre part que bon nombre d'études sont actuellement en cours sur ce sujet, non seulement en sciences sociales, mais également dans les autres secteurs au pays comme à l'étranger.

Par ailleurs, il serait faux d'affirmer que les étudiants qui choisissent les sciences sociales sont toujours les plus faibles. Cette opinion est néanmoins fort répandue. En réalité, le secteur accueille chaque année de bons candidats... et d'autres plus faibles. On ne peut nier toutefois que la moyenne des résultats obtenus au collégial par ceux qui s'inscrivent en sciences sociales est inférieure à la moyenne générale. En ce sens, on peut se demander si les sciences sociales ne sont pas mal servies par les CEGEPs et s'il ne devrait pas y avoir la même rigueur dans la préparation que donne le collège aux étudiants en sciences sociales et en sciences pures. Aussi espère-t-on que la réforme en cours dans le programme collégial aura des effets positifs sur la préparation des étudiants en ce qui regarde les connaissances de base et la maîtrise des langues. Bref, nous pensons qu'à ce chapitre des relations collège-université, des mécanismes de liaison institutionnels plus serrés devraient être développés.

Quel que soit le critère adopté pour mesurer la **spécialisation des programmes francophones de premier cycle**, on n'échappe pas facilement à la conclusion que les programmes de baccalauréat en sciences sociales sont, en général, très cloisonnés, très spécialisés. L'ouverture aux autres disciplines serait un peu plus grande à l'Université du Québec que dans les autres universités de langue française, mais encore bien inférieure à celle qui prévaut dans les universités anglophones. A la réflexion, force est d'admettre qu'il existe bien plus de désavantages que d'avantages à cette situation. Parmi les avantages, mentionnons la possibilité pour l'étudiant d'accéder plus rapidement à la spécialisation à laquelle il aspire et celle pour certains professeurs de dispenser des cours pointus à de faibles clientèles du premier cycle, ce qui est indiscutablement plus agréable que d'affronter de larges auditoires ayant une faible connaissance de la matière enseignée.

Mais il y a aussi de sérieux désavantages. Un mauvais choix de filière de formation implique alors "un retour à la case zéro". Pour ceux qui ne dépasseront pas le niveau du baccalauréat, et ils sont la très grande majorité, une forte spécialisation diminue leur polyvalence et les rend à court terme bien vulnérables sur le marché du travail. Et pour les étudiants qui s'orientent vers les sciences sociales appliquées, leur rapide contact avec les disciplines fondamentales des sciences sociales ne leur permet sans doute pas d'en saisir les principes essentiels. Enfin, la spécialisation des programmes n'est pas sans conséquences du point de vue de la gestion des ressources universitaires. En amont, elle risque fort d'entraîner une multiplication des enseignements de base, sous prétexte d'adaptation spécifique de ces enseignements aux besoins de chaque formation. En aval, elle invite chaque unité à dispenser un très grand nombre de cours à option, ce risque se trouvant accentué si le recrutement des professeurs se fait en fonction des compétences spécialisées dont ils ont fait preuve en recherche, parce qu'elle désire ainsi couvrir la totalité des branches d'une discipline. Ce souci d'assurer la gamme la plus complète possible des enseignements nécessite des unités aux effectifs nombreux et assez paradoxalement, peu d'entre elles ont atteint une taille suffisante où des concentrations de ressources autour de spécialités voisines peuvent surgir. Ainsi, dans presque tous les cas que nous avons examinés, il nous a été très difficile de faire ressortir une concentration suffisante de ressources humaines dans une branche d'une discipline qui puisse conférer à l'une ou l'autre des unités une marque distinctive, que ce soit en enseignement ou en recherche. Le comité estime que nous sommes arrivés, à propos de cette spécialisation des programmes, à une croisée des chemins. Il lui importe de savoir si les responsables des enseignements des sciences sociales valorisent suffisamment l'objectif académique d'un décloisonnement des programmes de formation et sont prêts à assumer tous les coûts d'un changement substantiel de leurs règles de structuration. Les échanges et discussions que nous aurons devraient nous permettre de voir un peu plus clair à ce sujet.

C'est donc à un constat de **faible différenciation des unités d'enseignement et de recherche** que l'on arrive en même temps qu'apparaît une

fragmentation très réelle à l'intérieur de chacune d'elle. Dans ces conditions, le sentiment d'être confronté à une insuffisance de ressources risque fort de devenir un trait permanent des sciences sociales dans les universités québécoises. En effet, comme on ne parvient pas à une concentration suffisante de professeurs spécialisés dans le même domaine, il n'est guère surprenant que leur allégeance aille souvent davantage à la discipline qu'à l'institution qui les emploie. Le professeur en vient à connaître de moins en moins son institution et souvent même son département, qui ne peut lui offrir une masse critique lui permettant d'avoir quelque interaction avec ses collègues. Il ignore ce que font les autres et ceux-là le lui rendent bien, de sorte qu'il trouvera plus fréquemment des occasions d'échanges avec des collègues oeuvrant à des milliers de kilomètres de lui qu'avec les professeurs de son propre département. Le projet d'unité et de synthèse essentiel à l'université s'en trouve donc compromis.

Si les collaborations intra-départementales apparaissent faibles, elles ne sont guère plus développées entre les départements d'une même institution et même entre des départements de même discipline appartenant à des institutions différentes mais à l'intérieur du Québec. Par contre, toutes proportions gardées, les collaborations avec des départements étrangers apparaissent plus nombreuses. Sans vouloir minimiser tout l'intérêt que celles-ci peuvent présenter avec des départements disciplinaires de l'étranger, il faut bien admettre que leur intensification entre les divers départements du Québec est tout à fait souhaitable.

On a relevé à plusieurs reprises, et depuis un certain temps, des taux de sortie des diplômés en sciences sociales plutôt faibles tant à la maîtrise qu'au doctorat. On déplore à la fois le faible **taux de diplômation** et la longueur des études ou en d'autres termes, la faible "productivité" des programmes. Mais, dans les faits, quelle doit être la durée d'un programme de maîtrise, d'un programme de doctorat? Trois ans pour la maîtrise? Cinq ans pour le doctorat? Combien de temps faut-il pour former oun spécialiste en sciences sociales à ces niveaux? L'unanimité est loin d'être faite sur ce sujet. Il reste que dans l'ensemble, l'amélioration des taux de diplômation des disciplines du secteur est un défi majeur à relever.

Mais encore plus importante demeure l'amélioration de la **situation de l'emploi** pour les diplômés du secteur des sciences sociales. Rappelons brièvement quelques données présentées dans un chapitre antérieur. De 6% qu'il était en 1978, le taux de chômage des bacheliers de sciences sociales au Québec est passé à 17% en 1984, année où les effets de la récession sont à peu près terminés. Cette même année, le taux pour les bacheliers en sciences sociales de l'ensemble du Canada était de 12%. Au risque d'être accusé de vouloir noircir indûment le tableau, il faut tout de même mentionner qu'à cela s'ajoute un pourcentage élevé de quasi-chômage qui touchait 4 diplômés sur 10. La notion de quasi-chômage, on se le rappellera, inclut la poursuite involontaire des études, le travail à temps partiel involontaire et le sous-emploi, i.e. un emploi ne requérant pas une formation universitaire.

Il s'agit là certes, de moyennes pour l'ensemble du secteur, les diverses disciplines des sciences sociales au Québec en 1984 présentant une situation assez hétérogène quant au chômage, celui-ci variant entre un taux minimum de 10% et un taux maximum de 34%. Comme on pouvait s'y attendre, il existe un clivage assez marqué entre les disciplines des sciences sociales à caractère appliqué ou professionnel et celles de nature plus fondamentale, les premières affichant un taux de chômage bien inférieur. Ceci étant, la situation demeure pour le moins sérieuse et nécessite une attention particulière de la part de tous les intéressés.

Bien que l'enveloppe attribuée aux sciences sociales dans le volume global des fonds consacrés à la recherche soit demeurée assez stable au cours des dernières années, **le financement de la recherche** constitue néanmoins un des irritants les plus souvent mentionnés par les personnes ou les organismes que nous avons consultés. Les départements ont parfois déploré l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent présentement de se donner une infrastructure, des services qui les mettraient mieux en mesure d'encourager la recherche. Des associations scientifiques ont attiré notre attention sur les conditions dans lesquelles les étudiants gradués doivent le plus souvent entreprendre leurs études: des ressources financières insuffisantes qui les empê-

chent d'étudier à temps complet, alors que les programmes imposent (ou devraient idéalement imposer) un tel régime d'études tout au moins pour une partie de la scolarité. Le manque de postes de recherche pour les nouveaux docteurs; l'instabilité des équipes de recherche, composées surtout d'étudiants gradués en continuelle mouvance plutôt que de chercheurs permanents; l'absence de dégrèvements; les politiques fluctuantes des organismes subventionnaires; le transfert aux chercheurs subventionnés de dépenses d'infrastructure auparavant prises en charge par les universités, etc.; voilà autant d'obstacles mentionnés à l'intensification des travaux de recherche, même par les chercheurs qui la jugent en bonne santé dans leur discipline. On peut aussi ajouter que personne en sciences sociales ne juge géniale la politique des fonds de contrepartie du gouvernement fédéral; on croit au contraire qu'une telle politique est de nature à compliquer singulièrement la tâche des chercheurs en sciences sociales qui ne doivent pas s'attendre à de fortes contributions en provenance du secteur privé.

A propos de la recherche en sciences sociales, le comité est d'avis que le problème le plus fondamental qui se pose est vraisemblablement celui de la mise au point et du contrôle collectif d'un modèle d'organisation de la recherche bien adapté aux sciences sociales qui permettrait d'en assurer la permanence, de même que l'articulation avec les études supérieures. Or tout se passe comme si la réflexion collective des divers milieux disciplinaires n'était pas à cet égard très avancée. Si tel était vraiment le cas, on comprendrait mieux l'impression trop souvent ressentie de faire face à des formes de financement de la recherche qui relèvent davantage des sciences exactes. Le moment est certes venu pour les chercheurs des sciences sociales de rendre plus explicites les choix qu'ils peuvent se permettre pour mieux organiser leurs activités de recherche.

On doit encore ajouter, cette fois à propos des sciences sociales appliquées, qu'il n'est pas toujours aisé de concilier recherche et formation professionnelle. Si certaines unités académiques ont su relever le difficile défi que pose l'articulation de la formation professionnelle avec la formation académique en réussissant à être actives

en recherche, en publications et en production de diplômés aux cycles supérieurs, le comité note que, pour plusieurs autres, la liaison entre formation pratique et activité de recherche semble difficile à assurer, tout en reconnaissant que celle-ci s'opère selon des modalités assez variées d'une discipline à l'autre. Bon nombre de raisons ont été mises de l'avant pour expliquer ces cas de liaisons plus lâches: lourdes exigences en énergie et en temps de la formation pratique qui grèveraient la disponibilité à la recherche de certains enseignants qui s'y impliquent; difficulté de traiter sous forme de démarche de recherche certains problèmes pratiques; propension d'une fraction de la clientèle étudiante et des milieux professionnels de la pratique à mettre de l'avant des solutions rapides et routinières face aux problèmes qui surgissent plutôt que de favoriser une analyse approfondie de ceux-ci. Bref, il faut bien constater que l'arrimage entre les milieux de la pratique professionnelle et les milieux universitaires de la formation présente certaines tensions. Les pressions exercées sur ces derniers au nom d'une plus grande pertinence de l'enseignement et de la recherche mettent en relief un écart, s'agrandissant selon les uns, diminuant selon les autres, entre université et milieu social environnant. Les discussions et échanges à venir permettront d'ajuster cette problématique qui devra toutefois tenir compte du poids et de l'influence des corporations professionnelles sur la structuration des programmes d'enseignement.

Une liaison plus harmonieuse entre la formation professionnelle et la formation académique pose certes un problème de ressources. Pour beaucoup de programmes des sciences sociales appliquées, l'organisation de la formation pratique, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'université, requiert une très lourde infrastructure. Tout se passe alors comme si un grand nombre d'unités académiques concernées n'avaient point les ressources, tant humaines que financières, requises pour le bon fonctionnement de semblables infrastructures. Les rapports avec les milieux d'accueil et de parrainage des stages de formation pratique devraient-ils être modifiés? Dans le Montréal métropolitain en particulier, comment devra-t-on régler le problème de plus en plus aigu, pour certaines disciplines, de l'offre et de la demande de ces milieux d'accueil de la formation pratique?

Inévitablement, on en revient, là comme ailleurs, au constat du manque de ressources de toutes natures. C'est sans aucun doute le thème qui est revenu le plus souvent dans les consultations que nous avons menées. Faut-il souligner combien il ne saurait surprendre? Dans une conjoncture où les dépenses publiques ont été fortement comprimées, où les ressources allouées à l'enseignement supérieur ont plafonné pendant de nombreuses années, où les déficits institutionnels à certains endroits ont augmenté substantiellement, le constat contraire aurait été plus insolite.

Les données amassées par le comité ne lui permettent pas d'établir si, dans l'une ou l'autre des institutions ou dans toutes, le secteur des sciences sociales reçoit sa juste part des ressources nécessaires à son fonctionnement et à son développement. Elles lui permettent cependant de signaler, peut-être parce qu'il ne saurait y avoir de fumée sans feu, qu'un examen sérieux s'impose. Ne serait-ce que par ses retombées potentiellement apaisantes là où des données, des informations, des explications et des réflexions permettraient d'établir indubitablement que des institutions ont joint l'acte à la parole en ce qui a trait à la place particulière qu'elles réservaient au secteur des sciences sociales, à ses diverses disciplines, dans leurs orientations générales, leurs priorités, leur plan de développement.

Il est ici question bien sûr de ressources financières se matérialisant en postes de professeur régulier; d'ailleurs les prestations attendues de chargés de cours sont ici et là trop souvent fort lourdes et abondantes. Mais il y a plus: des ressources accrues seraient nécessaires à l'amélioration des bibliothèques et centres spécialisés, des fonds de documentation, outil essentiel de travail en sciences sociales; elles seraient aussi des plus utiles pour consolider les infrastructures à la recherche; elles seraient encore essentielles pour permettre aux étudiants, notamment aux cycles supérieurs, d'être plus intensément et complètement présents à leurs études.

Le comité n'est certes pas en mesure de se poser en arbitre des diverses demandes de ressources émanant d'unités académiques du secteur, en

compétition dans ce domaine. La revendication de plus de ressources est à ce point généralisée qu'elle efface de fait les différences entre des disciplines en progression et d'autres qui plafonnent, notamment en ce qui a trait par exemple aux mouvements de la clientèle étudiante. La prise en considération de ce critère ne peut par ailleurs être exclusive quand on constate la variété des ressources requises. Le comité laissera donc à qui de droit le soin de faire au sujet du manque de ressources les plaidoyers plus circonspects qui s'imposent tout en comptant sur les débats à venir pour approfondir sa propre perception de la situation.

- les développements à venir

Quel avenir peut-on entrevoir pour le secteur des sciences sociales des universités québécoises? A la lumière des analyses précédentes et des avis que les milieux intéresés pourront nous fournir lors des prochaines consultations, quelles orientations pourrons-nous dessiner pour ce secteur? Est-il réaliste, compte tenu du contexte actuel et des tendances sous-jacentes, d'attendre, voire de souhaiter, de nouveaux développements majeurs de ce champ académique? La question se pose d'autant plus que le comité a pu, par le biais de sa démarche et des données accumulées, établir que le secteur des sciences sociales des universités québécoises représente un potentiel en rien négligeable de ressources humaines des plus qualifiées, de chercheurs aguerris, d'unités d'enseignement et de recherche bien développées. Comment pouvons-nous tirer un meilleur parti encore de ce potentiel pour les années à venir?

D'une discipline à l'autre, d'un milieu culturel et linguistique à l'autre, la situation pourrait quelque peu varier. Mais dans les quelques réflexions qui suivent, le comité cherche à occuper une position plus globale et générale avant de rappeler, plus loin, un aspect de son mandat qui demeure à actualiser, aspect qui entretient beaucoup de liens avec ce questionnement-ci.

Notons tout d'abord rapidement au passage que la question de l'avenir du secteur pourrait aussi s'entendre du point de vue de l'articulation des programmes d'enseignement aux tendances scientifiques contemporaines dans les disciplines et champs d'études retenus pour cette étude sectorielle. Quelles sont les caractéristiques essentielles actuelles de l'évolution de ces disciplines du point de vue de leurs objets, de leurs méthodes d'analyse, de la réflexion épistémologique qui leur est consacrée? Quelle est la spécificité de leurs objets et méthodes d'analyse? Quels en sont les fondements, résultats et limites? Peut-on parler d'un concept commun à plus d'une discipline, ou tout au moins, de méthodes d'analyse suffisamment semblables pour se prêter à un enseignement pluri ou interdisciplinaire? Qu'est-ce que les sciences sociales peuvent tirer des autres domaines de la connaissance et que peuvent-elles leur apporter? Le comité avait invité les associations scientifiques et professionnelles du secteur à lui faire part de leurs commentaires sur cet aspect de l'avenir des sciences sociales. Il a reçu, somme toute, fort peu de commentaires, de ces intervenants ou d'autres universitaires oeuvrant dans ce champ académique, sur un thème qui n'est pourtant pas sans conséquence quant au type d'activités académiques à offrir. Les discussions et échanges à venir lui permettront peut-être de combler cette lacune.

Si l'on examine l'offre globale d'activités académiques des disciplines du secteur, le point de repère étant ici le plus souvent la situation en Ontario dans le même secteur, mais pondérée pour tenir compte de l'écart entre les populations totales des deux provinces, on ne constate pas, nous l'avons déjà souligné, de sur-développement du secteur québécois des sciences sociales. Nos programmes de baccalauréat, à l'input comme à l'output, se caractérisent par des effectifs beaucoup plus faibles. Le nombre d'inscriptions à des formations courtes du premier cycle, particulièrement en relations industrielles, en service social et en psychologie, est élevé. Nos programmes de maîtrise, moins nombreux que ceux de l'Ontario, attirent un nombre d'étudiants à peu près équivalent, mais qui sont plus fréquemment inscrits à temps partiel; parmi ces étudiants toutefois, il y en a moins qui obtiennent

leur diplôme que ce n'est le cas en Ontario. Nos programmes de doctorat pour leur part, ne sont pas moins nombreux au Québec, mais ils attirent un nombre plus faible d'étudiants, lesquels sont plus fréquemment à temps partiel que leurs homologues ontariens. Enfin, le nombre de diplômés est inférieur à celui de l'Ontario, mais cet écart s'est amenuisé au cours des dernières années.

Les traits ci-dessus présentés convergent pour fabriquer l'image, toutes choses étant égales par ailleurs, que le secteur québécois des sciences sociales produit une offre d'activités académiques dont la taille a atteint à peu près sa vitesse de croisière. Dans ce contexte, si les règles les plus fondamentales de l'offre d'activités académiques au niveau par exemple de la structure des programmes n'étaient point modifiées, les facteurs influant sur le développement du secteur nous seraient à peu près connus. La clientèle étudiante, dans la plupart des disciplines, n'évoluerait pas beaucoup à court ou à moyen terme; seuls quelques mouvements liés à des variations dans les goûts disciplinaires à la mode pourraient quelque peu bouleverser les écarts déjà constatés entre disciplines et institutions. Certaines institutions plus jeunes pourraient favoriser l'ouverture de quelques nouveaux programmes au sein des disciplines fondamentales couvertes par cette étude sectorielle. Pas dans toutes les disciplines, bien entendu, puisque certaines d'entre elles semblent faire face ces dernières années à un essoufflement majeur qui n'aurait rien d'une conjoncture à court terme. Nous n'aurions point cependant à appréhender, loin de là, la création d'autant de nouveaux programmes qu'il en fut lancés de 1970 à 1985 (durant ces quinze ans, soixante nouveaux certificats, six programmes de baccalauréat, 13 de maîtrise et 5 de doctorat ont été créés) dans le secteur des sciences sociales.

L'ère serait peut-être alors davantage à la consolidation des acquis, à l'amélioration du rendement actuel des programmes existants, défi déjà de taille qu'il serait tout à fait naïf de sous-estimer.

Par ailleurs, on peut émettre l'hypothèse qu'un développement nouveau de l'offre d'activités académiques du secteur des sciences sociales ne

pourrait se faire qu'à certaines conditions bien spécifiques. Si l'on admet que le décloisonnement des filières universitaires de premier cycle, surtout francophones, entraînerait une formation universitaire mieux adaptée aux besoins des étudiants, on peut également admettre qu'il stimulerait le développement de nos diverses disciplines. Le décloisonnement des filières de formation à l'intérieur du secteur des sciences sociales, est un objectif à notre portée, tout comme devrait l'être le décloisonnement des autres filières de formation. Les règles fondamentales de l'offre d'activités académiques au niveau de la structure des programmes devraient donc changer pour que la prévision d'un développement nouveau gagne en réalisme. Les activités académiques du premier cycle dans le secteur comporteraient alors une forte composante de culture générale alimentée par les sciences sociales et d'autres disciplines, composante déjà fortement inscrite dans les programmes universitaires similaires d'Amérique du Nord.

Autre condition de changement au niveau de l'offre d'activités académiques, à vrai dire compatible avec celle qui précède, qui produirait vraisemblablement des effets analogues: que la création de nouvelles formes d'activités académiques pluridisciplinaires, ou relevant de champs d'études plus orientés vers des aires d'application des sciences sociales, ne soit plus pensée et organisée surtout en milieu francophone dans un isolement qui tient à distance les unités d'enseignement des disciplines fondamentales des sciences sociales. Pour sûr les universitaires de ces disciplines devront alors faire preuve d'ouverture et de sensibilité envers ces sollicitations qui, si elles ne sont pas valorisées à leur juste mérite, leur échapperont à nouveau.

Il faut noter d'ailleurs que plusieurs documents soumis au comité par divers intervenants universitaires ou associations, soulignent une tendance à l'éclatement des disciplines fondamentales des sciences sociales. Certains estiment en outre que l'intensif développement, le plus souvent à la périphérie du secteur, de nouveaux champs d'études, de nouveaux programmes, se fait généralement au détriment d'un sain développement des disciplines de base des sciences sociales et des unités qui les enseignent. Les échanges et discussions à venir devraient nous

permettre de mieux circonscrire cette tendance et d'en apprécier les effets potentiels sur l'organisation dans notre milieu des études supérieures en sciences sociales.

- les défis de la planification

Il est enfin un dernier thème que le comité veut aborder en prévision des rencontres et des discussions que nous tiendrons sur ce rapport préliminaire. Le mandat que le comité a reçu du Conseil des universités du Québec - mandat explicité par le président de cet organisme dans une rencontre avec les autorités universitaires du Québec en 1983; c.f. annexe au chapitre 1 - comprenait essentiellement deux volets. Le premier consistait à dresser un tableau d'ensemble de la situation actuelle de notre secteur académique et à mettre en lumière les principaux besoins et problèmes auxquels il est confronté. Le second nous engageait à présenter les grandes orientations et les priorités des diverses disciplines retenues dans cette étude; à identifier les programmes les plus prometteurs et ceux nécessitant une rationalisation de leurs activités; enfin, à formuler des suggestions quant aux moyens à prendre pour préserver les acquis et atténuer à tout le moins les problèmes les plus aigüs.

Avec le dépôt de ce rapport préliminaire, nous complétons le premier volet du mandat qui nous a été confié, le second, c'est-à-dire la formulation d'un cadre de développement pour le secteur, relevant davantage du rapport final. Les recommandations qu'on y trouvera, fondées sur la problématique et les analyses présentées ici, seront donc tirées de la démarche d'ensemble du comité et, à ce titre, peuvent déjà être quelque peu appréhendées tout au long des pages qui précèdent. Avec la réserve bien sûr que les discussions à tenir ne manqueront pas d'influencer les recommandations qui seront finalement formulées.

Les deux études sectorielles précédentes, celle du génie puis celle des sciences de l'éducation, ont proposé de tels cadres de développement à moyen terme de leur secteur. Elles ont cependant traité différemment

cette composante du cadre de développement proposé qui comprend l'identification des programmes les plus prometteurs et de ceux nécessitant une opération de rationalisation. Que les démarches aient été différentes dans les deux cas n'a rien de surprenant, besoins, problèmes et orientations de l'un et de l'autre secteur étant fort différents. On trouvera en annexe au présent chapitre les critères et indicateurs utilisés pour analyser le fonctionnement des programmes dans les deux études antérieures.

Le comité directeur de l'étude en sciences sociales n'a pas encore fait son choix sur les critères et indicateurs les plus utiles aux fins d'identifier les seuils souhaitables en matière de développement de programmes. Aussi a-t-il résolu de réserver une partie des séances de consultation qui seront tenues dans les institutions universitaires au traitement de ce thème. Quel que soit le niveau de développement atteint par le secteur des sciences sociales, et sans présumer de son développement futur, la question de l'opportunité et de la qualité des activités académiques réalisées actuellement par les diverses disciplines doit être soulevée. Toutefois, parce que le comité est bien conscient que les données fournies dans ce rapport seront l'occasion pour plusieurs de se situer par rapport à d'autres, que gestionnaires et professeurs voudront presque inévitablement tenter d'évaluer le "rendement" des uns et des autres, il lui est apparu sage de ne pas alimenter un débat sans lui-même y participer.

Aussi le comité souhaite-t-il, dans les discussions et échanges à venir, consulter les diverses composantes de la communauté universitaire sur la question des critères et des indicateurs à retenir de même que sur la philosophie de l'enseignement tant du premier cycle que des cycles supérieurs que de tels indicateurs véhiculent inévitablement. Les procédures techniques retenues par les autres études sectorielles pourront ici être d'un premier apport, même si plusieurs des paramètres et des seuils critiques qu'elles ont privilégiés apparaissent à priori moins pertinents dans un secteur comme celui des sciences sociales. Ses caractéristiques spécifiques, taille, activités académiques, tâches

professorales, etc. ne nous permettent pas de l'assimiler aux autres secteurs et partant, on ne saurait lui appliquer les mêmes critères et indicateurs de développement.

Bref, en prévision des réflexions communes que nous aurons, le comité préparera sur l'état de développement des programmes diverses hypothèses de travail, voire quelques scénarios globaux, dont il fera officiellement état lors des séances de consultation avec l'intention de se faire conseiller sur les choix à faire à ce sujet.

Place est maintenant faite, eu égard à l'ensemble de ce rapport préliminaire, aux discussions, aux échanges, à l'expression d'opinions, à la formulation de commentaires, de critiques, de suggestions.

Conseil des universités
2700, boul. Laurier
Tour Frontenac, 8e étage
Sainte-Foy
G1V 2L8

Gouvernement du Québec
Conseil
des universités

2301-0039
68-867-0486

EDUQ 88703548

Québec

EDUQ 887035/B

ÉTUDE SECTORIELLE EN SCIENCES SOCIALES

RAPPORT PRÉLIMINAIRE ANNEXE

Code 2310-0097

Préparé par

Le Comité pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

Conseil des universités

avril 1988

ISBN: 2-550-18694-X (Édition complète)
ISBN: 2-550-18696-6 (Vol. 2)

Le genre masculin que l'on trouve dans ce document est utilisé sans intention de discrimination et seulement pour simplifier la présentation de celui-ci.

TABLE DES MATIÈRES

Page

LISTE DES TABLEAUX vii
LISTE DES GRAPHIQUES ET SCHÉMAS xxix

ANNEXE AU CHAPITRE 1 - PRÉSENTATION DU RAPPORT 1

Études sectorielles 3
A - Objectif général 3
B - Objectifs spécifiques 4

Démarche d'analyse adoptée par le comité 7

1. Outils d'analyse 8

Questionnaire adressé à l'administration centrale de chaque université 11

Questionnaire adressé aux directeurs et directrices de département de chaque université 21

Questionnaire adressé aux professeurs(es) de chaque université 29

Questionnaire sur la formation pratique adressé aux directeurs des départements suivants: criminologie, psychologie, récréologie, relations industrielles, service social, sexologie 35

ANNEXE AU CHAPITRE 2 - LES PROGRAMMES D'ÉTUDE, LEURS ORIENTATIONS, LEUR FONCTIONNEMENT 41

Liste des disciplines ou des champs inclus dans l'étude; des programmes d'étude concernés et des unités administratives concernées 43

Disciplines ou champs couverts par l'étude 44

Liste des programmes concernés par l'étude, par université 45

Liste des unités et des sous-unités administratives, par université 59

Page

ANNEXE AU CHAPITRE 3 - LES PROGRAMMES D'ÉTUDE; ADMISSIONS, INSCRIPTIONS, GRADES DÉCERNÉS 73

Annexe A 75

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions en sciences sociales 77
Tableaux 78

Annexe B 85

Tableaux 87

Annexe C 149

Tableaux 151

Annexe D 155

Tableaux 157

Annexe E 185

Tableaux 187

ANNEXE AU CHAPITRE 4 - LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES SOCIALES 189

Annexe A - Synthèse 191

Introduction 195
Analyse des données 196
1. Origines sociales 196
1.1 Occupation professionnelle du père selon les périodes 196
1.2 Scolarité des pères des étudiants 197
2. Quelques caractéristiques selon le sexe et l'âge 200
2.1 Catégories d'âge et régime d'études 200
2.2 L'étudiante québécoise: champs disciplinaires, régime d'études, catégories d'âge, cycle d'études 202
3. Attitudes 203
3.1 L'étudiant québécois/l'étudiant ontarien 203
3.1.1 Motivations au niveau du choix du secteur d'études 203
3.1.2 Raisons de poursuivre des études supérieures 206
3.2 L'étudiant québécois en sciences sociales/ l'étudiant des autres champs disciplinaires: opinions et réactions 208
Annexe 213
Tableaux 214

Page

Annexe B - Méthodologie 229

1. Sources d'information 233
   1.1 Statistique Canada, 1984. Enquête auprès des étudiants du niveau postsecondaire (EENP) 233
   1.2 Recherche Dandurand, Fournier, 1978 et sondage FAECUM, 1986 235
      1.2.1 Recherche Dandurand, Fournier 235
      1.2.2 Sondage FAECUM 236
2. Indicateurs et variables 236
   2.1 Variables de spécification 237
      2.1.1 Provinces 237
      2.1.2 Champs sectoriels 237
      2.1.3 Cycles d'études 238
      2.1.4 Régime d'études 238
      2.1.5 Sexe 238
      2.1.6 Périodes d'études 238
   2.2 Sélection d'indicateurs et construction de variables 238
      2.2.1 Renseignements objectifs 239
      2.2.2 Informations subjectives 239

ANNEXE AU CHAPITRE 5 - LA LIAISON COLLÈGE-UNIVERSITÉ EN SCIENCES SOCIALES 243

1. Introduction 247
2. Origines de la clientèle universitaire en sciences sociales 248
3. Objectifs, structure et contenu de la formation dispensée au collégial 253
   3.1 Objectifs 253
   3.2 Structure actuelle des programmes 254
   3.3 Contenu des programmes 256
   3.4 Évaluation 261
   3.5 Projet de réforme de la concentration 262
4. Caractéristiques des étudiants en sciences humaines au collégial 264
   4.1 Candidats refusés ailleurs 266
   4.2 Étudiants en réorientation 267
   4.3 Performance académique 269
   4.4 Taux d'échecs et d'abandons 272
   4.5 Limites 273

Page

ANNEXE AU CHAPITRE 6 - LA RELATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI EN SCIENCES SOCIALES 275

Présentation 279
1. Méthodologie 280
1.1 Sources des données 280
1.1.1 "Relance à l'université 1984" 281
1.1.2 "Relance à l'université 1978" 282
1.1.3 "Relance à l'université 1980" 282
1.1.4 "La promotion 1982: Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982" 283
1.1.5 "Les diplômés du postsecondaire sur le marché du travail: Situation d'emploi en 1978, deux ans après l'obtention du diplôme 283
1.1.6 "Les diplômés des universités et leur emploi: changements durant les années 70" 284
1.2 Indicateurs retenus 284
1.2.1 Situation des diplômés 285
1.2.2 Caractéristiques de l'emploi 287
1.2.3 Perception de la relation études-travail 288
1.3 Variables de spécification 290
1.3.1 Cycles d'études 290
1.3.2 Secteurs d'études 291
1.3.3 Disciplines 292
1.3.4 Période étudiée 293
2. Situation du marché du travail et niveau d'emploi durant les années 70 294
2.1 Situation au Canada 294
2.1.1 Chômage 294
2.1.2 Secteurs d'activité 296
2.2 Situation au Québec 298
2.2.1 Chômage 298
2.2.2 Secteurs d'activité 300
2.3 Comparaison Québec-Canada 302
3. Situation du marché du travail et niveau d'emploi durant les années 80 303
3.1 Situation au Canada 303
3.1.1 Chômage 303
3.1.2 Travail à temps plein 305
3.1.3 Secteurs d'activité 305
3.1.4 Professions 307
3.1.5 Sous-emploi 308
3.1.6 Revenu 310
3.1.7 Évolution de la situation au Canada de 1978 à 1984 310

Page

3.2 Situation au Québec 312
3.2.1 Chômage 313
3.2.2 Durée du chômage 315
3.2.3 Quasi-chômage 317
3.2.3.1 Poursuite involontaire des études ... 317
3.2.3.2 Travail à temps partiel involontaire 319
3.2.3.3 Sous-emploi 321
3.2.4 Secteurs d'activité 323
3.2.5 Revenu 326
3.2.6 Différences sexuelles 328
3.2.7 Évolution de la situation au Québec 1978 à 1984 332
4. Situation du Québec par rapport au Canada et à l'Ontario 335
4.1 Comparaison Québec-Canada 335
4.2 Comparaison Québec-Ontario 336
5. Perception des diplômés sur l'adéquation entre leur formation et leur emploi 341
5.1 Perception des diplômés canadiens 341
5.1.1 Correspondance formation-emploi 342
5.1.2 Satisfaction face à l'emploi 342
5.2 Perception des diplômés québécois 345
5.2.1 Correspondance formation-emploi 345
5.2.2 Utilité de la formation au travail 348
5.2.3 Exclusivité de la formation par rapport à l'emploi 350
5.2.4 Satisfaction face à l'emploi 352
5.3 Comparaison Québec-Canada 354

ANNEXE AU CHAPITRE 7 - LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS 355

Tableaux 357

ANNEXE AU CHAPITRE 8 - LE CORPS PROFESSORAL 369

Présentation 373
1. Notes méthodologiques 374
1.1 Sources des données 374
1.2 Caractéristiques étudiées 375
1.2.1 Age et sexe 376
1.2.2 Niveau de qualification 376
1.2.3 Région d'obtention du diplôme le plus élevé 376
1.2.4 Ancienneté au sein du département 377
1.3 Variables de spécification 377
1.3.1 Période 378
1.3.2 Région 378

Page

1.3.3 Secteur d'enseignement 378
1.3.4 Disciplines de l'étude 379
1.3.5 Établissements universitaires 380
1.3.6 Départements de sciences sociales 380
1.4 Traitement et analyse statistique 381
2. Évolution des caractéristiques du corps professoral, comparaison Québec, Ontario et Canada 382
2.1 Effectifs professoraux 382
2.2 Age 387
2.3 Sexe 393
2.4 Titulaires de doctorat 398
2.5 Région d'obtention du diplôme le plus élevé 403
3. Caractéristiques du corps professoral des départements de sciences sociales au Québec en 1985-1986 408
3.1 Effectifs professoraux 408
3.2 Age 412
3.3 Ancienneté au département 416
3.4 Diplôme le plus élevé 422
3.5 Région d'obtention du diplôme le plus élevé 428
3.6 Relations entre les caractéristiques professorales 436
3.6.1 Relation entre l'âge et l'ancienneté au département 436
3.6.2 Relation entre l'ancienneté au département et le niveau du diplôme 438
3.6.3 Relation entre l'ancienneté au département et la région d'obtention du diplôme le plus élevé 439
3.6.4 Relation entre le niveau de diplôme et la région d'obtention de ce diplôme 440

Appendice A - Tableaux chronologiques tirés de la banque de données de Statistique Canada 443

Appendice B - Statistiques par département de sciences sociales tirées de la banque de données de la CREPUQ 463

ANNEXE AU CHAPITRE 9 - AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA GESTION DES ACTIVITÉS 473

Introduction 475
Tableaux 476

ANNEXE AU CHAPITRE 10 - L'ÉTAT ET LES BESOINS DES SCIENCES SOCIALES AU QUÉBEC 495

Critères retenus par les études sectorielles en génie et en sciences de l'éducation 497

LISTE DES TABLEAUX

Page

ANNEXE AU CHAPITRE 3 - LES PROGRAMMES D'ÉTUDES; ADMISSIONS, INSCRIPTIONS, GRADES DÉCERNÉS 73

Annexe A 75

Tableau 1 - Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales, en 1985-86 - A) Inscriptions à temps complet au baccalauréat 78

Tableau 2 - Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales, en 1985-86 - B) Inscriptions à temps partiel au baccalauréat 79

Tableau 3 - Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales, en 1985-86 - C) Inscriptions à temps complet à la maîtrise 80

Tableau 4 - Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales, en 1985-86 - D) Inscriptions à temps partiel à la maîtrise 81

Tableau 5 - Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales, en 1985-86 - E) Inscriptions à temps complet au doctorat 82

Tableau 6 - Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales, en 1985-86 - F) Inscriptions à temps partiel au doctorat 83

Annexe B 85

Tableau 1 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada A - Québec 87

Page

Tableau 2 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
B - Ontario 88

Tableau 3 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
C - Canada 89

Tableau 4 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
A - Québec 90

Tableau 5 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
B - Ontario 91

Tableau 6 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
C - Canada 92

Tableau 7 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
A - Québec 93

Tableau 8 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
B - Ontario 94

Tableau 9 - Évolution des incriptions aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada
C - Canada 95

Tableau 10 - Évolution des inscriptions aux diplômes et certificats de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada. A - Québec 96

Tableau 11 - Évolution des inscriptions aux diplômes et certificats de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada. B - Ontario 97

Page

Tableau 12 - Évolution des inscriptions aux diplômes et certificats de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada. C - Canada 98

Tableau 13 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Québec, nombre réel 99

Tableau 14 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Québec, croissance relative 99

Tableau 15 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Ontario, nombre réel 100

Tableau 16 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Ontario, croissance relative 100

Tableau 17 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Canada, nombre réel 101

Tableau 18 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Canada, croissance relative 101

Tableau 19 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Québec, nombre réel 102

Tableau 20 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise 96
par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Québec, croissance relative 102

Tableau 21 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Ontario, nombre réel 103

Tableau 22 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Ontario, croissance relative 103

Page

Tableau 23 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Canada, nombre réel 104

Tableau 24 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Canada, croissance relative 104

Tableau 25 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Québec, nombre réel 105

Tableau 26 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Québec, croissance relative 105

Tableau 27 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Ontario, nombre réel 106

Tableau 28 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Ontario, croissance relative 106

Tableau 29 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Canada, nombre réel 107

Tableau 30 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada - Canada, croissance relative 107

Tableau 31 - Inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. A - en nombre absolu 108

Tableau 32 - Inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. B - EETC, en pourcentage par université 109

Tableau 33 - Inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. C - EETC, en pourcentage par discipline 110

Tableau 34 - Inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. A - en nombre absolu 111

Page

Tableau 35 - Inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. A - EETC, en pourcentage par université 112

Tableau 36 - Inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. C - EETC, en pourcentage par discipline 113

Tableau 37 - Inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. A - en nombre absolu 114

Tableau 38 - Inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. B - EETC, en pourcentage par université 115

Tableau 39 - Inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. B - EETC, en pourcentage par discipline 116

Tableau 40 - Inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. A - en nombre absolu 117

Tableau 41 - Inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. B - EETC, en pourcentage par université 118

Tableau 42 - Inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle. C - EETC, en pourcentage par discipline 119

Tableau 43 - Inscriptions par programme dans chaque université, durant la période 1982-87, moyenne annuelle 120

Tableau 44 - Évolution des inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87 125

Tableau 45 - Évolution des inscriptions au baccalauréat, dans les constituantes de l'Université du Québec hors Montréal, par discipline, durant la période 1982-87 130

Page

Tableau 46 - Évolution des inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87 133

Tableau 47 - Évolution des inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87 138

Tableau 48 - Évolution des inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87 143

Annexe C 149

Tableau 1 - Nombre moyen de demandes d'admission au baccalauréat, par université et discipline, durant la période 1981-1986 151

Tableau 2 - Nombre moyen de demandes d'admission à la maîtrise, par université et discipline, durant la période 1981-1986 152

Tableau 3 - Nombre moyen de demandes d'admission au doctorat, par université et discipline, durant la période 1981-1986 153

Tableau 4 - Nombre moyen de demandes d'admission aux mineures et certificats, par université et discipline, durant la période 1981-1986 154

Annexe D 155

Tableau 1 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985 157

Tableau 2 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985 158

Tableau 3 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985 159

Page

Tableau 4 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985 160

Tableau 5 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales, par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 1 - Québec 161

Tableau 6 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 2 - Ontario 162

Tableau 7 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 3 - Canada 163

Tableau 8 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 1 - Québec 164

Tableau 9 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 2 - Ontario 165

Tableau 10 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985 . 3 - Canada 166

Tableau 11 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 1 - Québec 167

Tableau 12 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 2 - Ontario 168

Tableau 13 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 3 - Canada 169

Page

Tableau 14 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 1 - Québec 170

Tableau 15 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 2 - Ontario 171

Tableau 16 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985. 3 - Canada 172

Tableau 17 - Grades décernés au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85 173

Tableau 18 - Grades décernés aux études de mineure et certificat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85 176

Tableau 19 - Grades décernés à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85 179

Tableau 20 - Grades décernés au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85 182

Annexe E 185

Tableau 1 - Inscriptions EETC dans les programmes de doctorat et de maîtrise les plus populeux des universités ontariennes, pour les principales disciplines de l'étude, durant la période 1980-85 187

Tableau 2 - Inscriptions en nombre absolu dans les programmes de doctorat américains de certaines disciplines des sciences sociales évalués par le Social Science Research Council, en 1980 188

Page

ANNEXE AU CHAPITRE 4 - LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES SOCIALES 189

Annexe A 191

Tableau 1 - Répartition des étudiants universitaires en sciences sociales et dans l'ensemble des secteurs au Québec et en Ontario selon le plus haut niveau d'instruction des pères 214

Tableau 2 - Age et régime d'études selon le secteur d'études: au Québec, en Ontario et au Canada 215

Tableau 3 - Régime d'études et sexe selon le secteur d'études au Québec, en Ontario et au Canada 216

Tableau 4 - Activité des étudiants selon le secteur d'études durant l'année précédant leur première inscription au programme d'études selon le cycle, au Québec, en Ontario et au Canada 217

Tableau 5 - Sexe et régime d'études selon le secteur au Québec, en Ontario et au Canada 218

Tableau 6 - Sexe et niveau d'études 219

Tableau 7 - Choix d'une université: raison principale selon les secteurs d'étude au Québec, en Ontario et au Canada 220

Tableau 8 - Raison principale du choix des sciences sociales au Québec et en Ontario 221

Tableau 9 - Raisons motivant le choix du secteur d'études: pourcentage d'étudiants jugeant ces raisons très importantes au Québec et en Ontario 222

Tableau 10 - Raison principale de poursuivre ses études en sciences sociales selon le cycle d'études au Québec, en Ontario et au Canada 223

Tableau 11 - Raison principale de poursuivre ses études selon le niveau et selon le secteur disciplinaire au Québec 224

Tableau 12 - Raison principale de poursuivre ses études selon divers secteurs disciplinaires au Québec 225

Tableau 13 - Satisfaction à l'égard de la formation 226

Page

Tableau 14 - Conception des études et de l'université 226

Tableau 15 - Facilité d'obtention d'un emploi 227

Tableau 16 - Réaction face à une hausse des frais de scolarité 227

ANNEXE AU CHAPITRE 5 - LA LIAISON COLLÈGE-UNIVERSITÉ EN SCIENCES SOCIALES 243

Tableau 1 - Nombre de diplômés du secteur général (1984-85) qui poursuivaient des études universitaires le 31 mars 1986 249

Tableau 2 - Choix de la famille des disciplines universitaires selon la famille de programmes au niveau collégial secteur général (en pourcentages) 251

Tableau 3 - Choix de la famille de disciplines universitaires selon la famille de programmes au niveau collégial secteur professionnel (en pourcentages) 252

Tableau 4 - Structure des programmes menant à l'obtention d'un diplôme d'enseignement collégial 255

Tableau 5 - Nombre de cours inscrits dans les cahiers de l'enseignement collégial (1985-1987) dans différentes disciplines des sciences sociales 258

Tableau 6 - Cours communs à chaque discipline dans le réseau selon le type de collèges dans les collèges où la discipline s'enseigne 259

Tableau 7 - Résumé de la nouvelle structure des programmes suggérée pour les cours de concentration en sciences humaines 263

Tableau 8 - Répartition de la clientèle selon les programmes ou familles de programmes, 1984 (en pourcentages) 265

Tableau 9 - Admissions et inscriptions dans les cégeps du service régional d'administration du Montréal Métropolitain (SRAM) au secteur général, automne 1985 266

Tableau 10 - Proportion d'étudiants qui ont changé d'orientation en cours d'études collégiales, selon le secteur disciplinaire au cégep 268

Page

Tableau 11 - Taux de réussite dans les cours obligatoires pour les différents programmes du secteur général - automne 82 269

Tableau 12 - Réussite en première session, étudiants de sciences et de sciences humaines, cégeps du SRAM, cohorte - automne 1984 271

Tableau 13 - Premier choix d'un programme universitaire par les cégépiens, selon leur rendement académique perçu en mathématiques (en pourcentages) 272

ANNEXE AU CHAPITRE 6 - LA RELATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI EN SCIENCES SOCIALES 275

Tableau 1 - Taux de chômage en juin 1978 chez les diplômés des universités canadiennes (excluant le Québec) de la promotion 1976 selon le cycle, le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 295

Tableau 2 - Secteurs d'activité en juin 1978 des bacheliers des universités canadiennes de la promotion 1976 selon le secteur d'études 297

Tableau 3 - Taux de chômage au début de l'année 1978 chez l'ensemble des diplômés des universités québécoises de la promotion 1974-1975 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 299

Tableau 4 - Distribution au début de l'année 1978 des diplômés de 1er cycle des universités québécoises de la promotion 1974-1975 dans les secteurs industriels selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 301

Tableau 5 - Taux de chômage en juin 1984 chez les diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 selon le cycle et le secteur d'études 304

Tableau 6 - Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 travaillant à temps plein par rapport aux diplômés actifs selon le cycle, le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales, juin 1984 306

Page

Tableau 7 - Catégories de professions les plus courantes chez les diplômés des sciences sociales des universités canadiennes selon le cycle d'études, juin 1984 ... 307

Tableau 8 - Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 occupant en juin 1984 des emplois à temps plein requérant moins qu'un grade, un diplôme ou un certificat d'études universitaires selon le cycle, le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 309

Tableau 9 - Revenus annuels médians en juin 1984 des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 travaillant à temps plein selon le cycle et le secteur d'études 311

Tableau 10 - Taux de chômage à la mi-septembre 1984 chez les bacheliers québécois de la promotion 1982 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 314

Tableau 11 - Durée totale moyenne du chômage depuis la fin des études chez les bacheliers québécois de la promotion 1982 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 316

Tableau 12 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 poursuivant des études à la mi-septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 318

Tableau 13 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupant à la mi-septembre 1984 un emploi à temps partiel faute d'avoir pu trouver un emploi à temps plein selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 320

Tableau 14 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupés à temps plein dont l'emploi détenu à la mi-septembre 1984 ne nécessitait pas à l'embauche une formation universitaire selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 322

Tableau 15 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupant un emploi dans le secteur public ou parapublic à la mi-septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 324

Page

Tableau 16 - Distribution des bacheliers québécois du 1er cycle de la promotion 1978 dans les secteurs d'activité entre juillet et septembre 1980 par discipline des sciences sociales 325

Tableau 17 - Salaire hebdomadaire moyen en 1984 des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupés à temps plein selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 327

Tableau 18 - Situation d'emploi à la mi-septembre 1984 des bacheliers québécois en sciences sociales de la promotion 1982 selon la discipline et le sexe 329

Tableau 19 - Caractéristiques des emplois détenus à la mi-septembre 1984 par les bacheliers québécois en sciences sociales de la promotion 1982 selon la discipline et le sexe 331

Tableau 20 - Situation sur le marché du travail en 1984 des diplômés de six disciplines des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario 318

Tableau 21 - Secteurs d'activité en 1984 des diplômés de six disciplines des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario 339

Tableau 22 - Catégories de professions en 1984 des diplômés de six disciplines des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario 340

Tableau 23 - Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 occupant des emplois à temps plein sans correspondance avec leur formation selon le cycle et le secteur d'études, juin 1984 343

Tableau 24 - Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 travaillant à temps plein qui sont satisfaits de leur emploi selon le cycle et le secteur d'études, juin 1984 344

Tableau 25 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein jugeant qu'il y a correspondance entre leurs études et l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 346

Page

Tableau 26 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein jugeant que leurs études sont utiles par rapport à l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 349

Tableau 27 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein affirmant que le programme d'études suivi est le seul à pouvoir préparer adéquatement à accomplir le travail relié à l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 351

Tableau 28 - Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein se disant satisfaits de l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales 353

ANNEXE AU CHAPITRE 7 - LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS 355

Tableau 1 - Nombre et montant des contrats et des subventions reçus par les départements du secteur au cours de la période de 1975-76 à 1984-85 357

Tableau 2 - Montant moyen des octrois de recherche par professeur, et pourcentage des professeurs subventionnés par des organismes scientifiques fédéraux, aux États-Unis, dans certaines disciplines de l'étude, au cours de la période 1977-1980 358

Tableau 3 - Nombre de professeurs ayant répondu au questionnaire du comité, par université et département ... 359

Tableau 4 - Taux de réussite des universités québécoises au concours de subventions du CRSH, dans les disciplines de sciences sociales, et dans l'ensemble des disciplines de sciences humaines, en 1984-85 et 1985-86 361

Tableau 5 - Nombre moyen de professeurs chercheurs dans les équipes financées, par département, au titre de F.C.A.R., programme équipes et séminaires, comités 7, 10 et 11. Évolution annuelle au cours de la période 1984 à 1987 362

Page

Tableau 6 - Nombre et montant des subventions décernées au titre du programme FCAR "actions spontanées" de 1982-83 à 1986-87 363

Tableau 7 - Conseil québécois de la recherche sociale. Nombre et montant des subventions décernées aux départements du secteur de 1982-83 à 1986-87. Nombre et montant des subventions décernées aux départements du secteur et aux autres secteurs ou organismes de 1982-83 à 1986-87 364

Tableau 8 - Nombre moyen de bourses de travail libre accordées annuellement par le CRSH pour les disciplines du secteur, au Québec, en Ontario et au Canada durant la période 1984-1987 365

Tableau 9 - Nombre moyen d'étudiants de 3e, 2e et 1er cycles dans les équipes financées, au titre de F.C.A.R., programme équipes et séminaires, comités 7, 10 et 11. Moyenne annuelle au cours de la période 1982-83 à 1986-87 par université et par département 366

Tableau 10 - Résultats aux programmes: FCAR - centres de recherche, subventions concertées et subventions majeures du CRSH, durant la période 1984-1987 367

ANNEXE AU CHAPITRE 8 - LE CORPS PROFESSORAL 369

Tableau 1 - Distribution et variation relative des effectifs professoraux selon le secteur d'enseignement et la région, années 1975-1976 et 1985-1986 383

Tableau 2 - Nombre de professeurs selon la discipline enseignée et la région, années 1975-1976 et 1985-1986..... 386

Tableau 3 - Distribution des effectifs professoraux selon la discipline enseignée et la région, années 1975-1976 et 1985-1986 388

Tableau 4 - Structure d'âge des professeurs des sciences sociales et des autres secteurs d'enseignement selon la région, années 1975-1976 et 1985-1986 ... 389

Tableau 5 - Évolution des effectifs professoraux selon le sexe, le secteur d'enseignement et la région, années 1975-1976 et 1985-1986 394

Page

Tableau 6 - Distribution des effectifs professoraux selon le sexe, par secteur d'enseignement et par région années 1975-1976 et 1985-1986 396

Tableau 7 - Nombre et proportion des professeurs détenteurs d'un doctorat selon le secteur d'enseignement et la région, années 1975-1976 et 1985-1986 399

Tableau 8 - Proportion des professeurs détenteurs d'un doctorat selon la discipline enseignée et la région, années 1975-1976 et 1985-1986 401

Tableau 9 - Distribution des pays d'obtention du plus haut diplôme des professeurs québécois selon le secteur d'enseignement, années 1975-1976 et 1985-1986 404

Tableau 10 - Distribution des pays d'obtention du plus haut diplôme des professeurs selon le secteur d'enseignement par région, années 1975-1976 et 1985-1986 406

Tableau 11 - Distribution des effectifs professoraux selon la discipline, Québec, 1985-1986 410

Tableau 12 - Distribution des effectifs professoraux selon les universités, Québec, 1985-1986 411

Tableau 14 - Structure d'âge du corps professoral selon la discipline, Québec, 1985-1986 414

Tableau 15 - Structure d'âge du corps professoral selon les universités, Québec, 1985-1986 415

Tableau 16 - Distribution des années d'ancienneté au département selon la discipline, Québec, 1985-1986 417

Tableau 17 - Distribution des années d'ancienneté au département selon les universités, Québec, 1985-1986 419

Tableau 18 - Distribution du diplôme le plus élevé obtenu selon la discipline, Québec, 1985-1986 423

Tableau 19 - Distribution du diplôme le plus élevé obtenu selon les universités, Québec, 1985-1986 415

Tableau 20 - Distribution des régions d'obtention du plus haut diplôme selon la discipline, Québec, 1985-1986 ... 429

Tableau 21 - Distribution des régions d'obtention du plus haut diplôme selon les universités, Québec, 1985-1986 431

Page

Tableau 22 - Relation entre l'âge et l'ancienneté des professeurs au département, Québec, 1985-1986 437

Tableau 23 - Relation entre l'ancienneté des professeurs au département et le diplôme le plus élevé obtenu, Québec, 1985-1986 438

Tableau 24 - Relation entre l'ancienneté des professeurs au département et la région d'obtention du diplôme le plus élevé, Québec, 1985-1986 440

Tableau 25 - Relation entre le diplôme le plus élevé obtenu par les professeurs et la région d'obtention de ce diplôme, Québec, 1985-1986 441

Appendice A 443

Tableau A1 - Effectifs professoraux selon le secteur d'enseignement et la région par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 445

Tableau A2 - Effectifs professoraux des universités québécoises selon la discipline enseignée par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 446

Tableau A3 - Effectifs professoraux des universités ontariennes selon la discipline enseignée par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 447

Tableau A4 - Effectifs professoraux des universités canadiennes selon la discipline enseignée par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 448

Tableau A5 - Structure d'âge des professeurs des sciences sociales et des autres secteurs d'enseignement des universités québécoises par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 449

Tableau A6 - Structure d'âge des professeurs des sciences sociales et des autres secteurs d'enseignement des universités ontariennes par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 450

Tableau A7 - Structure d'âge des professeurs des sciences sociales et des autres secteurs d'enseignement des universités canadiennes par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 451

Tableau A8 - Age moyen des professeurs selon le secteur d'enseignement et la région par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 452

Page

Tableau A9 - Effectifs professoraux des universités québécoises selon le sexe et le secteur d'enseignement par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 453

Tableau A10 - Effectifs professoraux des universités ontariennes selon le sexe et le secteur d'enseignement par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 454

Tableau A11 - Effectifs professoraux des universités canadiennes selon le sexe et le secteur d'enseignement par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 455

Tableau A12 - Nombre et proportion des professeurs détenteurs d'un doctorat selon le secteur d'enseignement et la région par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 456

Tableau A13 - Nombre et proportion des professeurs des universités québécoises détenteurs d'un doctorat selon la discipline par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 457

Tableau A14 - Nombre et proportion des professeurs des universités ontariennes détenteurs d'un doctorat selon la discipline par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 458

Tableau A15 - Nombre et proportion des professeurs des universités canadiennes détenteurs d'un doctorat selon la discipline par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 459

Tableau A16 - Répartition des pays d'obtention du plus haut diplôme des professeurs des universités québécoises pour chacun des secteurs d'enseignement par période quinquennale, années 1971-1976 à 1985-1986 460

Tableau A17 - Répartition des pays d'obtention du plus haut diplôme des universités ontariennes pour chacun des secteurs d'enseignement par période quinquennale, années 1971-1976 à 1985-1986 461

Tableau A18 - Répartition des pays d'obtention du plus haut diplôme des professeurs des universités canadiennes pour chacun des secteurs d'enseignement par période quinquennale, années 1971-1976 à 1985-1986 462

Page

Appendice B 463

Tableau B1 - Structure d'âge et âge moyen des professeurs par département universitaire, Québec, 1985-1986 465

Tableau B2 - Années d'ancienneté du corps professoral par département universitaire, Québec, 1985-1986 467

Tableau B3 - Diplôme le plus élevé détenu par les professeurs, par département universitaire, Québec, 1985-1986 469

Tableau B4 - Région d'obtention du plus haut diplôme détenu par les professeurs, par département universitaire, Québec, 1985-1986 471

ANNEXE AU CHAPITRE 9 - AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA GESTION DES ACTIVITÉS 473

Tableau 1 - Question 1 a) - La charge d'enseignement de tous les professeurs(es) est-elle normalement identique? 476

Tableau 2 - Question 1 b) - Y a-t-il une gestion particulière de la tâche pour les professeurs(es) en début de carrière? 477

Tableau 3 - Question 2 a) - Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour fixer le nombre d'étudiants(es) susceptibles d'être inscrits(es) à un programme de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat? 478

Tableau 4 - Question 2 b) - Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour déterminer quels(les) professeurs(es) pourront oeuvrer au 2e cycle ou au 3e cycle? 479

Tableau 5 - Question 2 c) - Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour déterminer quels(les) professeurs(es) pourront diriger des thèses de maîtrise ou des thèses de doctorat? 480

Tableau 6 - Question 2 d) - Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour désigner les professeurs(es) devant dispenser les cours de base ou les cours obligatoires dans les programmes de 1er cycle? ... 481

Page

Tableau 7 - Question 4 a-1) - Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services d'accueil distincts de ceux de l'administration centrale de l'université? 482

Tableau 8 - Question 4 a-3) - Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services de support pédagogique distincts de ceux de l'administration centrale de l'université? 483

Tableau 9 - Question 4 a-4) - Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services de support financier distincts de ceux de l'administraion centrale de l'université? 484

Tableau 10 - Question 4 a-5) - Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services d'orientation et de placement distincts de ceux de l'administration centrale de l'université? 485

Tableau 11 - Question 8 a) - Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, ont été menées, durant la période 1981-86, en collaboration avec d'autres unités de sciences sociales de votre université? 486

Tableau 12 - Question 8 b) - Lesquelles, parmi vos activités de recherche, ont été menées, durant la période 1981-86, en collaboration avec d'autres unités de sciences sociales de votre université? 487

Tableau 13 - Question 9 a) - Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, ont entraîné, durant la période 1981-86, des collaborations avec des unités de votre université relevant d'un autre secteur que les sciences sociales? 488

Tableau 14 - Question 9 b) - Lesquelles, parmi vos activités de recherche, ont entraîné, durant la période 1981-86, des collaborations avec des unités de votre université relevant d'un autre secteur que les sciences sociales? 489

Tableau 15 - Question 10 a) - Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, ont été réalisées avec le concours d'autres universités durant la période 1981-86? .. 490

Tableau 16 - Question 10 b) - Lesquelles, parmi vos activités de recherche, ont été réalisées avec le concours d'autres universités durant la période 1981-86? .. 491

Page

Tableau 17 - Question 11 - Quels sont les principaux projets engagés par votre unité durant la période 1981-86, en collaboration avec des organismes non universitaires? 492

Tableau 18 - Part relative des disciplines des sciences sociales dans le budget des bibliothèques, rubrique documents - secteur des sciences sociales, comparaison des années 1981-1982 et 1985-1986 493

LISTE DES GRAPHIQUES ET SCHÉMAS

Page

ANNEXE AU CHAPITRE 8 - LE CORPS PROFESSORAL 369

Graphique 1 - Évolution de la structure d'âge des professeurs des sciences sociales des universités québécoises, par période quinquennale, années 1970-1971 à 1985-1986 391

Graphique 2 - Structure d'âge des professeurs des sciences sociales et des autres secteurs d'enseignement des universités québécoises, année 1985-1986 392

ANNEXE AU CHAPITRE 4 - LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES SOCIALES 189

Annexe A - Synthèse 191

Schéma 1 - Proportion d'étudiants sur certains aspects caractéristiques selon le secteur d'études et la province. (Statistique Canada, 1984: FAECUM (femmes aux 2e, 3e cycles), 1986) 198

Schéma 2 - Proportion d'étudiants sur certains aspects caractéristiques selon le secteur d'études et la province (Statistique Canada, 1984) 204

Schéma 3 - Étudiants québécois: attitudes comparées (proportions en x) en fonction du sexe (FAECUM 1986) 209

ANNEXE AU CHAPITRE 1

PRÉSENTATION DU RAPPORT

Études sectorielles

Principales questions à analyser
(Extrait d'un rapport du Conseil
en date de septembre 1982)

A - Objectif général

Les études sectorielles ont pour objectif général d'amener le réseau universitaire québécois à s'acquitter encore plus efficacement et plus complètement de ses missions d'enseignement, de recherche et de service dans les secteurs choisis. Elles s'appuieront sur une analyse de l'état des activités universitaires dans ces secteurs et des besoins socio-économiques et culturels pour formuler des recommandations ou des suggestions aux divers intervenants.

De façon plus précise, ces études chercheront à identifier les mesures susceptibles d'améliorer:

1 - la qualité des activités et des programmes des secteurs à l'étude;

2 - l'accès à ces activités et ces programmes en visant à éliminer les obstacles rencontrés par certaines clientèles potentielles;

3 - la diversité et la complémentarité de ces activités et de ces programmes;

4 - l'efficacité de l'utilisation des ressources disponibles;

5 - l'articulation avec les autres niveaux d'enseignement;

6 - l'articulation avec les besoins sociaux.

Les études en question toucheront à la fois le premier cycle et les cycles supérieurs. Elles s'appuieront essentiellement sur un certain nombre d'indicateurs et sur l'opinion d'experts du secteur.

B - Objectifs spécifiques

- 1er cycle et 2e cycle professionnel

L'étude établira d'abord la carte des programmes d'étude dans le secteur considéré. Elle examinera ensuite

a) avec le souci d'assurer au plus grand nombre possible des chances égales d'accès, les politiques et pratiques d'admission à ces programmes dans le but d'identifier les clientèles cibles, d'évaluer le niveau de la demande et d'identifier des conditions ou critères inutilement discriminatoires.

On s'appuiera ici sur les indicateurs suivants:

- les demandes d'admission (nombre et origine des candidats);
- les inscriptions (nombre et origine des étudiants);
- les conditions d'admission;
- les critères de sélection.

b) la pertinence de ces programmes par rapport aux besoins dans le but d'identifier, s'il y a lieu, les lacunes majeures de formation, les besoins de nouveaux programmes, et aussi dans le but de signaler les programmes qui devraient être réaménagés ou abolis.

L'étude s'appuiera ici sur:

- les énoncés de politique et les prévisions de besoins de main-d'oeuvre;
- l'avis des principaux intéressés: ordres professionnels, employeurs, groupes sociaux, professeurs, diplômés;
- les postes occupés par les diplômés;
- la description des programmes et leur niveau de spécialisation;
- les pratiques de formation ailleurs au Canada et en Amérique du Nord;
- les programmes offerts par les autres niveaux d'enseignement;
- l'intérêt du programme pour les disciplines voisines.

c) le fonctionnement des programmes dans le but d'identifier ceux dont la qualité paraît douteuse, de suggérer les rationalisations possibles et de repérer les problèmes d'efficience ou de productivité.

L'étude s'appuiera ici sur des indicateurs tels que:

- la durée des programmes;
- le taux de diplômation (rapport diplômés/nouveaux inscrits);
- les coûts par inscrit et par diplômé;
- l'équipe professorale: qualification, subventions, catégorie (adjoint, agrégé, titulaire, chargé);
- le nombre d'inscriptions et le nombre de programmes dans un même domaine;
- la répartition géographique et linguistique;
- l'ampleur des banques de cours.

- 2e cycle et 3e cycle et recherche (sauf 2e cycle professionnel

L'étude établira d'abord la carte des programmes d'étude et des principales activités de recherche dans le secteur considéré. Dans ce dernier cas, il s'agira surtout de repérer les principaux gaupes actifs dans le secteur en indiquant leurs domaines d'intérêt. Par la suite, on devra examiner:

a) les politiques et pratiques d'admission à ces programmes dans la même optique qu'au premier cycle;

b) la pertinence des programmes et des activités de recherche en regard des besoins socio-économiques ou culturels, de la dynamique de la discipline, du support aux activités de formation et de la complémentarité du réseau. On visera à identifier les lacunes majeures dans la réponse aux besoins, les domaines forts à préserver, ceux à développer ou à améliorer et les rationalisations possibles en vue d'en arriver à un réseau de recherches plus concentré et mieux différencié.

On s'appuiera ici sur:

- les énoncés de politique et de besoins de recherche et de développement;
- l'avis des principaux intéressés: employeurs, groupes sociaux, professeurs, chercheurs, diplômés;
- la demande de diplômés et les postes qu'ils occupent;
- les priorités des organismes subventionnaires et des agences de recherche;
- les subventions et les contrats obtenus (description brève et montant);
- les thèses des étudiants diplômés;
- les bourses obtenues par les étudiants;
- la description des programmes;
- les programmes offerts aux autres niveaux et ailleurs en Amérique du Nord.

c) le fonctionnement des programmes dans le but d'identifier ceux dont la qualité est douteuse ou qui ne paraissent pas en mesure d'assurer l'encadrement des étudiants et la continuité des activités et de suggérer les rationalisations souhaitables.

L'étude s'appuiera ici sur des indicateurs tels que:

- les inscriptions dans ces programmes;
- le taux de diplômation (ou le taux d'abandon);
- le temps requis pour l'obtention des diplômes;
- la production de diplômés;
- l'équipe professorale;
- les subventions et contrats obtenus;
- les échanges avec des chercheurs étrangers à l'université;
- les ressources de support présentes s'il y a lieu.

DÉMARCHE D'ANALYSE ADOPTÉE PAR LE COMITÉ

Disons brièvement en quoi la perspective et les méthodes adoptées pour cette étude se comparent à ce que l'on retrouve dans les deux précédentes.

Sensible aux voeux exprimés par les universités, le comité a choisi de préparer différemment son premier rapport. Celui-ci est moins volumineux que ce n'était l'habitude, et il met moins d'accent sur la présentation de données chiffrées. La plus large partie de la matière trouvée dans les précédents bilans sectoriels est, pour cette étude-ci, regroupée dans une annexe distincte servant de document d'appui au rapport préliminaire.

Ce rapport préliminaire aborde certains sujets moins considérés dans les bilans précédents: orientations et contenus des programmes; caractéristiques des étudiants; pratiques d'admission; interface collège-université; orientations institutionnelles et pratiques de gestion académique, etc.

Il insiste beaucoup aussi sur les analyses comparatives de situation: comparaisons entre le Québec et le reste du Canada ou de l'Amérique du nord; entre les sciences sociales et les autres secteurs d'enseignement et de recherche; entre les diverses disciplines de sciences sociales elles-mêmes, puisque celles-ci, selon qu'elles sont plutôt fondamentales ou plutôt appliquées, plutôt anciennes ou plutôt nouvelles, plutôt larges ou plutôt pointues, laissent voir plusieurs différences au chapitre des orientations, des activités et des ressources. Les données comparatives sont présentées le plus souvent possible pour le long terme - i.e. l'évolution des tendances sur dix à quinze ans - et pour le plus court terme - la dernière période de cinq ans.

Des universités lui ayant suggéré de ne pas trop miser sur les données historiques et quantifiées, le comité décida dès le départ de porter une certaine attention aux données qualitatives et prospectives, et en recueillit une bonne partie par voie de questionnaires ou de mémoires, dans les milieux concernés eux-mêmes.

On avait souhaité que le comité voit toujours à bien expliciter ses problématiques, ses critères et ses indicateurs, le moment venu d'analyser l'un ou l'autre aspect de la situation du secteur. On avait insisté beaucoup aussi sur le besoin de consultations et d'interactions fréquentes entre les universités et le Comité, tout au long de l'élaboration du rapport. Ce sont là deux voeux auxquels le Comité a cherché à répondre de son mieux, en discutant avec les universités de la validité de ses principaux outils de travail (grille des programmes et départements, formulation des questionnaires et rédaction des mémoires) et en soignant beaucoup tout ce qui regarde la définition et la justification de ses critères d'analyse.

1. Outils d'analyse

Lors de la consultation, les universités critiquèrent l'approche adoptée lors des études sectorielles précédentes consistant à collecter une masse importante d'informations quantitatives et à requérir la plus grande partie de celles-ci des rectorats, décanats et départements eux-mêmes. Outre l'importance des coûts occasionnés par une telle démarche, on souligna l'acuité des problèmes rencontrés par la suite au chapitre de la validation et de la standardisation de données collectées.

Pour cette étude-ci le comité décida d'adopter une autre approche. Après avoir explicité les principaux éléments de sa problématique de travail et ses indicateurs d'analyse, il inventoria les principales sources d'information disponibles hors des universités elles-mêmes: banques de données et enquêtes spéciales de Statistique Canada sur les inscriptions universitaires, les diplômés universitaires, le corps professoral, les caractéristiques des étudiants, la formation et l'emploi;

banques de données québécoises sur les inscriptions, la recherche subventionnée et commanditée, le corps professoral, la formation et l'emploi, les revenus et dépenses de fonctionnement universitaire; rapports et études des conseils subventionnaires de recherche et de divers organismes gouvernementaux, etc.

Il décida de ne requérir des universités elles-mêmes que des informations très sélectives, non disponibles dans les banques de données et la documentation publique. Trois questionnaires furent préparés: l'un comprenant sept questions, à l'intention des administrations centrales; un deuxième de treize questions, pour les chefs de département; un troisième de deux questions, pour l'ensemble des professeurs. Des copies de ces questionnaires sont présentées en annexe[1].

Le comité vit aussi à solliciter des mémoires d'autres milieux intéressés: associations scientifiques et professionnelles, groupes étudiants.

Toutes ces démarches produisirent des résultats inégaux, parfois assez éloignés de ceux escomptés.

En certains cas on ne répondit pas aux invitations du comité: les milieux étudiants, rejoints très tôt, par une multiplicité de canaux, n'envoyèrent que deux mémoires[2]. Quelques associations scientifiques et professionnelles contactées au début de l'étude ne produisirent pas les mémoires promis.

(1) Voir annexe 1, sections C, D, E.

(2) Mémoires préparés par des étudiants de science politique de l'Université Laval et des étudiants de sexologie de l'UQAM, auxquels le Comité adresse des remerciements. Le mémoire des étudiants de science politique traite principalement des questions de formation et d'emploi, en des termes qui rejoignent largement ceux du comité, au chapitre VI. Le mémoire des étudiants de sexologie aborde une variété de sujets, dont celui de la formation pratique et des débouchés en sexologie.

Quelquefois aussi des organismes publics mirent du temps à simplement accepter de collaborer, ou à remettre effectivement les données promises, avec les incidences négatives que l'on devine quant à la poursuite du plan de travail.

Des commandes très importantes avaient été logées auprès de Statistique Canada, touchant cinq volets différents de l'étude sectorielle. L'organisme s'efforça d'y répondre avec la compétence et la diligence qui lui sont habituelles. Néanmoins beaucoup de difficultés imprévues surgirent le moment venu d'exploiter des enquêtes récentes, dont la validation n'était pas tout à fait complétée, ou encore de procéder à certaines collectes de données très fines, de types longitudinal ou transversal. En ce dernier cas les méthodes de travail un peu inédites du comité étaient certainement en cause: en fouillant les données à un niveau très fin, dans une perspective géographique et chronologique assez large, en vérifiant systématiquement leur cohérence interne et leur correspondance avec des échantillons d'informations obtenues d'autres sources - québécoises, institutionnelles - il était un peu inévitable que des questions apparaissent. Ayant convenu au départ de ne pas requérir les renseignements en cause des établissements universitaires eux-mêmes, le comité se vit contraint de valider lui-même le mieux possible le seul matériel à sa disposition, ce en usant - et parfois en abusant - du temps et des ressources en personnel de Statistique Canada; il faut remercier ce dernier pour le souci constant de collaboration qu'il a démontré.

Les informations requises par le comité auprès des universités étaient relativement peu nombreuses, comparativement à ce qui avait été le cas pour les études précédentes. Leur collecte nécessita quand même beaucoup de travail. Certaines des données recueillies durent être mises de côté à cause de leur caractère incomplet.

Conseil des universités

Comité pour l'étude sectorielle

en sciences sociales

QUESTIONNAIRE

ADRESSÉ A

L'ADMINISTRATION CENTRALE

DE CHAQUE UNIVERSITÉ

Sainte-Foy, le

28 janvier 1987

Madame/Monsieur,

Le Conseil des universités du Québec a reçu le mandat de procéder à l'évaluation périodique de l'état et des besoins des différents secteurs d'enseignement et de recherche universitaire. Après avoir touché, depuis 1983, les secteurs du génie et des sciences de l'éducation, le Conseil a lancé au début de 1986 une troisième étude sectorielle sur les sciences sociales.

La méthodologie de ces études est grosso modo toujours la même: préparation d'un bilan sur l'état des programmes, des clientèles, des ressources dans le secteur; consultation des milieux intéressés; rédaction d'un rapport final proposant des orientations et des stratégies pour le développement à moyen terme du secteur visé. C'est un comité composé en majeure partie d'universitaires qui réalise ce travail pour le compte du Conseil, lequel le transmet ensuite au Ministre de l'Enseignement supérieur et aux universités, assorti de son propre avis.

Le comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales prépare actuellement son bilan, en utilisant principalement les informations déjà disponibles dans les banques de données publiques sur l'enseignement et la recherche universitaire. Mais il a choisi aussi d'adresser trois questionnaires, aux administrations centrales, aux directeurs et directrices de département, et aux professeurs(es), pour compléter ses analyses.

Le questionnaire adressé à l'administration centrale touche quelques objets bien circonscrits. Il appelle normalement des réponses succinctes. Vous pouvez joindre à ces réponses, lorsque cela est justifié, des références, ou des extraits de la documentation institutionnelle pertinente. Nous vous saurions gré de retourner ce questionnaire, une fois rempli, au secrétariat du comité, ce au plus tard le 20 mars 1987.

Avec mes remerciements anticipés pour la collaboration que vous voudrez bien apporter à notre comité, veuillez, madame/monsieur, agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Louis Maheu
Président du comité
pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

NOTE A TOUTES LES PERSONNES APPELÉES A RÉPONDRE A CE QUESTIONNAIRE

POUR SAVOIR COMMENT EST DÉFINI, AUX FINS DE LA PRÉSENTE ÉTUDE, LE SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES, ET VOIR

- QUELLES DISCIPLINES OU SPÉCIALITÉS
- QUELS PROGRAMMES D'ÉTUDE DE VOTRE UNIVERSITÉ
- QUELLES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE VOTRE UNIVERSITÉ

SONT CONCERNÉS SPÉCIFIQUEMENT,

VEUILLEZ CONSULTER LE DOCUMENT PLACÉ EN ANNEXE.

1 - **a) Comment le secteur des sciences sociales, tel que défini dans cette étude, se situe-t-il en regard des priorités de développement arrêtées par votre établissement au cours de la période 1981-89?**

b) Quels sont, pour la période 1981-89, les principaux projets d'ores et déjà réalisés et les développements projetés par votre établissement au niveau des programmes de formation, de la recherche, des services externes, dans le secteur à l'étude? (Étayez votre réponse en référant à la documentation institutionnelle pertinente; fournissez quelques indications sur les unités et les ressources concernées. N.B. la période 1981-89 sert de point de repère en général; les établissements dotés de plans de développement en bonne et due forme peuvent se limiter à la période couverte par leurs deux derniers plans triennaux ou quadriennaux).

2 - **a) Quel type de processus votre établissement applique-t-il au chapitre de l'évaluation institutionnelle?**

b) Quels programmes - ou unités - ont été effectivement évalués, au cours de la période 1981-86, dans le secteur étudié?

c) Quelles ont été les retombées des travaux d'évaluation sur la planification et la gestion académique?

(Étayez votre réponse en référant à la documentation institutionnelle pertinente).

3 - **Quels sont les critères utilisés par l'administration centrale de l'Université pour évaluer les besoins budgétaires des différents secteurs d'enseignement et de recherche, et d'abord leurs besoins en personnel enseignant et en personnel de soutien?** (Référez dans votre réponse au cas des sciences sociales; renvoyez à la documentation pertinente).

4 - a) Quels sont, pour la période 1981-86, les principaux programmes intra-muros, administrés centralement, ayant pour objet d'aider au développement de projets de recherche, de formation, de service externe, y compris en sciences sociales?

b) Durant la période 1981-86 quelles ressources ont été allouées, au titre de ces programmes, à l'ensemble des secteurs, et au secteur des sciences sociales en particulier?

5 - Dans le secteur des sciences sociales quelles sont les ententes formelles existant entre votre université et d'autres établissements universitaires, ou d'autres institutions publiques et privées (gouvernements, entreprises, etc.) à des fins d'enseignement, de recherche, de service externe? Dressez la liste de ces ententes pour la période 1981-86.

6 - a) A la session d'automne 1986 quelle proportion des activités de formation est accessible en dehors des horaires réguliers (i.e. 9h à 17h, lundi au vendredi), dans les unités ou disciplines de sciences sociales de votre établissement? Cette proportion a-t-elle variée à la hausse ou à la baisse durant les derniers trois ans?

b) Quels sont les services de soutien, académiques, ou administratifs, accessibles en dehors de ces mêmes horaires réguliers?

c) Votre établissement a-t-il des programmes spéciaux "d'éducation permanente" ou "d'éducation des adultes" dans le secteur des sciences sociales? Quels sont-ils?

7 - Durant la période 1981-86 quelles ont été à chaque année:

a) les dépenses totales de bibliothèque pour l'ensemble de l'université?

b) la partie du budget de la bibliothèque réservée à l'acquisition de documents, pour l'ensemble de l'université?

c) la partie du budget de la bibliothèque réservée à l'acquisition de documents pour le seul secteur des sciences sociales, et pour chaque discipline de ce secteur séparément?

d) Existe-t-il une coordination entre votre bibliothèque et celles des autres universités québécoises en ce qui regarde l'acquisition et la gestion des documents? Décrivez brièvement les politiques et les pratiques suivies.

8 - a) Pour chaque programme visé par l'étude quel a été, durant la période 1981-86, le nombre de candidats(es) à l'admission, de candidats(es) admis(es), de candidats(es) effectivement inscrits(es) chaque année?

b) Pour chaque programme de 2e cycle visé par l'étude quel a été, en 1985-86, le nombre de nouveaux(elles) inscrits(es) ayant un diplôme de 1er cycle, d'une autre université que la vôtre?

c) Pour chaque programme de 3e cycle visé par l'étude quel a été, en 1985-86, le nombre de nouveaux(elles) inscrits(es) ayant un diplôme de 2e cycle d'une autre université que la vôtre?

(Répondez aux questions susmentionnées en utilisant les modèles de fiches ci-annexés).

UNIVERSITÉ:

FACULTÉ:

UNITÉ:

PROGRAMME:

Question 8 a) - Données sur l'admission

Année	Nombre total de candidats(es) à l'admission	Nombre total de candidats(es) admis(es)	Nombre total de candidats(es) inscrits(es)
1981-82			
1982-83			
1983-84			
1984-85			
1985-86			

Question 8 b) - Origine des nouveaux(elles) inscrits(es) au 2e cycle

Année	Nombre total de nouveaux(elles) inscrits(es)	Nombre de nouveaux(elles) inscrits(es) diplômés(es) de 1er cycle d'une autre université
1985-86		

Question 8 c) - Origine des nouveaux(elles) inscrits(es) au 3e cycle

Année	Nombre total de nouveaux(elles) inscrits(es)	Nombre de nouveaux(elles) inscrits(es) diplômés(es) de 2e cycle d'une autre université
1985-86		

9 - Les données qui figurent en annexe ont été extraites du formulaire financier - édition 1985-86 - préparé par votre université et transmis au Ministère de l'Enseignement supérieur. Ces données décrivent le nombre de personnes rattachées à chaque sous-unité administrative de votre établissement concernée par l'étude durant l'année 1985-86, par grande catégorie d'emploi.

	Nombre	Nombre équivalence temps complet
- personnel de direction	____	____
- enseignants(es) à temps complet	____	____
- enseignants(es) à temps partiel a) nombre de charges de cours b) autres personnels	____	____
- auxiliaires d'enseignement et de recherche à temps complet	____	____
- auxiliaires d'enseignement et de recherche à temps partiel		____
- professionnels(les) non enseignants(es) à temps complet et à temps partiel		____
- personnel technique à temps complet et à temps partiel		____
- personnel de bureau à temps complet et à temps partiel		____
- personnel ouvrier à temps complet et à temps partiel		____

Ces informations ne concernent qu'une seule année. Reflètent-elles bien la situation de chaque sous-unité au plan des effectifs au cours des derniers trois ans? Dans quelles catégories des variations à la hausse ou à la baisse ont-elles pu exister le cas échéant?

Pour toute information supplémentaire à propos de ce questionnaire s'adresser au

Secrétariat du comité pour
l'étude sectorielle en
sciences sociales
Conseil des Universités
2700, boul. Laurier
Tour Frontenac, suite 810
Sainte-Foy, (Québec)
G1V 2L8

Téléphone: (418) 643-8427

Retourner le questionnaire avant le
20 mars 1987

à l'adresse indiquée ci-haut

MERCI POUR VOTRE COLLABORATION

IDENTIFICATION DU(DE LA) RÉPONDANT(E)

NOM_____

FONCTION_____

UNIVERSITÉ_____

ADRESSE_____

NO. DE TÉLÉPHONE_____

Conseil des Universités

Comité pour l'étude sectorielle

en sciences sociales

QUESTIONNAIRE

ADRESSÉ AUX

DIRECTEURS ET DIRECTRICES DE DÉPARTEMENT

DE CHAQUE UNIVERSITÉ

Sainte-Foy, le

28 janvier 1987

Madame/Monsieur,

Le Conseil des universités du Québec a reçu le mandat de procéder à l'évaluation périodique de l'état et des besoins des différents secteurs d'enseignement et de recherche universitaire. Après avoir touché, depuis 1983, les secteurs du génie et des sciences de l'éducation, le Conseil a lancé au début de 1986 une troisième étude sectorielle sur les sciences sociales.

La méthodologie de ces études est grosso modo toujours la même: préparation d'un bilan sur l'état des programmes, des clientèles, des ressources dans le secteur; consultation des milieux intéressés; rédaction d'un rapport final proposant des orientations et des stratégies pour le développement à moyen terme du secteur visé. C'est un comité composé en majeure partie d'universitaires qui réalise ce travail pour le compte du Conseil, lequel le transmet ensuite au Ministre de l'Enseignement supérieur et aux universités, assorti de son propre avis.

Le comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales prépare actuellement son bilan, en utilisant principalement les informations déjà disponibles dans les banques de données publiques sur l'enseignement et la recherche universitaire. Mais il a choisi aussi d'adresser trois questionnaires, aux administrations centrales, aux directeurs et directrices de département, et aux professeurs(es), pour compléter ses analyses.

Le questionnaire aux directeurs et directrices de département comprend une douzaine de questions. Nous souhaitons que vous y répondiez de la façon la plus concise possible; veuillez joindre à vos réponses, lorsque cela est justifié, des références, ou des extraits de la documentation institutionnelle pertinente. Nous vous saurions gré de retourner le questionnaire dûment rempli au plus tard le 17 avril 1987 au responsable administratif désigné par votre université, qui verra à nous le transmettre.

Avec mes remerciements anticipés pour la collaboration que vous voudrez bien apporter à notre comité, veuillez, madame/monsieur, agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Louis Maheu
Président du comité
pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

NOTE A TOUTES LES PERSONNES APPELÉES A RÉPONDRE A CE QUESTIONNAIRE

POUR SAVOIR COMMENT EST DÉFINI, AUX FINS DE LA PRÉSENTE ÉTUDE, LE SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES, ET VOIR

- QUELLES DISCIPLINES OU SPÉCIALITÉS
- QUELS PROGRAMMES D'ÉTUDE DE VOTRE UNIVERSITÉ
- QUELLES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE VOTRE UNIVERSITÉ

SONT CONCERNÉS SPÉCIFIQUEMENT,

VEUILLEZ CONSULTER LE DOCUMENT PLACÉ EN ANNEXE.

1 - a) La charge d'enseignement de tous les professeurs(es) est-elle normalement identique? Sinon indiquez à partir de quel(s) critère(s) la modulation des tâches d'enseignement s'effectue.

b) Y a-t-il une gestion particulière de la tâche pour les professeurs(es) en début de carrière?

2 - Outre les dispositions établies dans les règlements généraux des études de votre université, votre unité respecte-t-elle des critères précis pour:

a) fixer le nombre d'étudiants(es) susceptibles d'être inscrits(es) à un programme de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat?

b) déterminer quels(les) professeurs(es) pourront oeuvrer au 2e cycle ou au 3e cycle?

c) déterminer quels(les) professeurs(es) pourront diriger des thèses de maîtrise ou des thèses de doctorat?

d) désigner les professeurs(es) devant dispenser les cours de base ou les cours obligatoires dans les programmes de 1er cycle?

3 - a) Votre unité suit-elle des règles formelles pour l'évaluation périodique des programmes d'enseignement et de recherche, de cours et enseignements, ou des professeurs(es) eux (elles)-mêmes? Décrivez ces règles brièvement ci-après.

b) Quelles ont été vos activités majeures depuis cinq ans au chapitre de l'évaluation?

c) Quelles ont été les incidences de ces travaux d'évaluation sur l'orientation et la gestion des programmes et des ressources?

4 - a) Chaque université offre aux étudiants(es) un éventail de services psycho-pédagogiques, socio-culturels, médicaux, habituellement rattachés à une direction administrative centrale. Quels sont les services offerts en plus et de façon distincte par votre unité aux étudiants(es) avec lesquels(les) elle est régulièrement en contact?

	OUI	NON
- services d'accueil	...	...
- services de référence	...	...
- services de support pédagogique	...	...
- services de support financier	...	...
- services d'orientation et de placement	...	...
- autres _____	...	...

(Décrivez brièvement ci-après les services concernés, en les distinguant, le cas échéant selon les cycles d'étude).

b) Est-ce que les étudiants(es) participent aux décisions concernant les programmes d'étude offerts par votre unité? Si oui, par le biais de quel(s) mécanisme(s)?

5 - Pour développer ses activités de recherche et de formation de chercheurs(es) votre unité peut-elle s'appuyer sur l'une, ou plusieurs des ressources suivantes:

a) structures de réalisation de la recherche, comme les centres et les groupes de recherche;

b) infrastructures et services de soutien, comme les services de documentation et les revues;

c) programmes d'aide ou budgets spéciaux provenant de fonds internes de l'université?

(Décrivez ci-après les ressources considérées).

6 - **a) Quelles sont les spécialisations de votre unité au plan de l'enseignement et de la recherche?** (Pourriez-vous, s'il existe un document écrit présentant ces domaines ou secteurs de spécialisation, le joindre à votre réponse?)

b) Y a-t-il des spécialisations que votre unité considère plus prioritaires que d'autres pour les prochaines années?

7 - **Une part de l'activité de recherche en sciences sociales est réalisée sans l'apport de subventions ou de commandites. Votre unité a-t-elle des critères ou des mécanismes permettant d'assurer la reconnaissance et le suivi de l'activité de recherche non-subventionnée des professeurs(es)?**

8 - **Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, de recherche et de service externe, ont été menées, durant la période 1981-86, en collaboration avec d'autres unités de sciences sociales de votre université?** (Tracez un bref bilan de ces collaborations en termes, par exemple, d'objectifs visés, de ressources impliquées, de durée, de résultats obtenus, en mentionnant quelques projets considérés comme importants).

9 - **Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, de recherche, de service externe, ont entraîné, durant la période 1981-86, des collaborations avec des unités de votre université relevant d'un autre secteur que les sciences sociales?** (Tracez un bref bilan de ces collaborations comme pour la question précédente).

10 - **Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, de recherche, de service externe, ont été réalisées avec le concours d'autres universités durant la période 1981-86?** (Tracez un bref bilan de ces collaborations comme pour les deux questions précédentes).

11 - **Quels sont les principaux projets engagés par votre unité durant la période 1981-86, en collaboration avec des organismes non universitaires?** (Faites un court bilan des activités concernées exactement comme pour les trois questions précédentes).

12 - **Décrivez les activités de formation pratique comprises dans les programmes d'études dont votre unité s'occupe.**
(cette question ne s'adresse qu'aux disciplines suivantes: anthropologie et archéologie; démographie; géographie; sciences économiques; science politique; sociologie. Dans le cas des sciences sociales appliquées, la question de la formation pratique sera fouillée plus tard, d'autre manière).

13 - **Quels sont, selon vous, les principaux problèmes et les besoins prioritaires de votre département, et de la discipline dont il s'occupe?**

Pour toute information supplémentaire à propos de ce questionnaire s'adresser au

Secrétariat du comité pour
l'étude sectorielle en
sciences sociales
2700, boul. Laurier
Tour Frontenac, suite 810
Sainte-Foy, (Québec)
G1V 2L8

Téléphone: (418) 643-8427

Retourner ce questionnaire avant le 17 avril 1987

à l'adresse indiquée ci-haut.

MERCI DE VOTRE COLLABORATION

IDENTIFICATION DU(DE LA) RÉPONDANT(E)

NOM _____

FONCTION _____

DÉPARTEMENT _____

UNIVERSITÉ _____

ADRESSE _____

NO. DE TÉLÉPHONE _____

Conseil des universités

Comité pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

QUESTIONNAIRE ADRESSÉ
AUX PROFESSEURS(ES)
DE CHAQUE UNIVERSITÉ

Sainte-Foy, le
28 janvier 1987

Madame/Monsieur,

Le Conseil des universités du Québec a reçu le mandat de procéder à l'évaluation périodique de l'état et des besoins des différents secteurs d'enseignement et de recherche universitaire. Après avoir touché, depuis 1983, les secteurs du génie et des sciences de l'éducation, le Conseil a lancé au début de 1986 une troisième étude sectorielle sur les sciences sociales.

La méthodologie de ces études est grosso modo toujours la même: préparation d'un bilan sur l'état des programmes, des clientèles, des ressources dans le secteur; consultation des milieux intéressés; rédaction d'un rapport final proposant des orientations et des stratégies pour le développement à moyen terme du secteur visé. C'est un comité composé en majeure partie d'universitaires qui réalise ce travail pour le compte du Conseil, lequel le transmet ensuite au Ministre de l'Enseignement supérieur et aux universités, assorti de son propre avis.

Le comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales prépare actuellement son bilan, en utilisant principalement les informations déjà disponibles dans les banques de données publiques sur l'enseignement et la recherche universitaire. Mais il a choisi aussi d'adresser trois questionnaires, aux administrations centrales, aux directions de département, et aux professeurs(es), pour compléter ses analyses.

Le questionnaire aux professeurs(es), comme vous le constaterez, est court. Nous vous saurions gré de le remplir et de le remettre, avant le 6 mars 1987 à votre directeur(trice) de département, qui verra à nous le retourner.

Avec mes remerciements anticipés pour la collaboration que vous voudrez bien apporter à notre comité, veuillez, madame/monsieur, agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Louis Maheu
Président du comité
pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

NOTE A TOUTES LES PERSONNES APPELÉES A RÉPONDRE A CE QUESTIONNAIRE

POUR SAVOIR COMMENT EST DÉFINI, AUX FINS DE LA PRÉSENTE ÉTUDE, LE SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES, ET VOIR

- QUELLES DISCIPLINES OU SPÉCIALITÉS
- QUELS PROGRAMMES D'ÉTUDE DE VOTRE UNIVERSITÉ
- QUELLES UNITÉS ADMINISTRATIVES DE VOTRE UNIVERSITÉ

SONT CONCERNÉS SPÉCIFIQUEMENT,

VEUILLEZ CONSULTER LE DOCUMENT PLACÉ EN ANNEXE.

1 - Quelles ont été vos publications durant les années 1982 à 1986?

(Regrouper celles-ci par catégories, en commençant par les plus récentes. Faire suivre chaque titre du code approprié:

		Code approprié
A)	Livre publié par une maison d'édition	(LIV)
B)	Contribution à un ouvrage collectif publié par une maison d'édition	(COC)
C)	Article de revue avec comité de lecture. (ne pas inclure les "abstract")	(RAC)
D)	Article de revue sans comité de lecture	(RSC)
E)	Rapport de recherche	(RR)
F)	"Abstract"	(ABS)
G)	Autre production: didacticiel ou logiciel; production audiovisuelle ou cartographique découlant d'un travail de recherche	(AUT)
	Indiquez en plus lesquelles parmi ces publications découlent de projets de recherche subventionnés ou commandités	(S)

Dans tous les cas ne mentionner que les publications déjà parues. Adopter le modèle de présentation suivant:

- <u>pour les articles</u>

nom de l'auteur(e), titre de l'article, nom de la revue ou du journal, mention du volume ou du numéro de la revue ou du journal et sa date de publication, numéro de la première et de la dernière page de l'article.

- <u>pour les autres publications</u>

nom de l'auteur(e), titre du volume ou du rapport, lieu de publication, éditeur, année de publication, nombre de pages.

2 - **Quelles ont été vos activités d'encadrement des étudiants(es) durant la période 1982 à 1986?** (ne mentionner que les activités où vous agissiez à titre de directeur(trice) principal(e))

Nombre

a) **Nombre de thèses de doctorat dirigées durant l'année 1986, dans les programmes menant au diplôme de Ph.D. exclusivement?** _____

b) **Nombre de thèses de doctorat complétées sous votre direction durant les années 1982 à 1986, dans les programmes menant au diplôme de Ph.D. exclusivement?** _____

c) **Nombre de thèses ou de mémoires de maîtrise dirigés durant l'année 1986, dans les programmes de maîtrise avec thèse exclusivement?** _____

d) **Nombre de thèses ou de mémoires de maîtrise complétés sous votre direction durant les années 1982 à 1986, dans les programmes de maîtrise avec thèse exclusivement?** _____

e) **Nombre de projets d'intervention, de stages, de travaux dirigés, ou d'activités analogues dirigés durant l'année 1986, dans les programmes de maîtrise sans thèse exclusivement?*** _____

f) **Nombre de projets d'intervention, de stages, de travaux dirigés, ou d'activités analogues complétés sous votre direction durant les années 1982 à 1986, dans les programmes de maîtrise sans thèse exclusivement?*** _____

g) **Autres activités d'encadrement en 1986.*** (distinguez-les par catégories et cycle d'étude: v.g. travaux dirigés au 1er cycle; co-direction de thèse ou de stage au 2e cycle, etc.)

* Indiquez pour e, f et g le nombre d'étudiants encadrés et non pas le nombre d'activités réalisées.

Pour toute information supplémentaire à propos de ce questionnaire s'adresser à:

Secrétariat du comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales
Conseil des Universités
2700, boul. Laurier
Tour Frontenac, suite 810
Sainte-Foy, (Québec)
G1V 2L8

Téléphone: (418) 643-8427

Retourner le questionnaire dûment rempli au directeur de votre département, qui verra à le retourner au comité.

MERCI POUR VOTRE COLLABORATION.

IDENTIFICATION DU(DE LA) RÉPONDANT(E)

NOM_____

DÉPARTEMENT_____

UNIVERSITÉ_____

ADRESSE_____

NO. DE TÉLÉPHONE_____

Conseil des Universités

Comité pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

QUESTIONNAIRE SUR
LA FORMATION PRATIQUE
ADRESSÉ AUX DIRECTEURS DES
DÉPARTEMENTS SUIVANTS:
criminologie; psychologie; récréologie;
relations industrielles; service social; sexologie

le 17 mars 1987

Madame/Monsieur,

A la fin de janvier dernier le comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales du Conseil des universités adressait aux directions de départements universitaires un questionnaire sur l'état de l'enseignement et de la recherche dans les différentes disciplines concernées par l'étude.

Les thèmes de la formation professionnelle et de la formation pratique en sciences sociales n'étaient pas abordés dans le document susmentionné. Aussi le comité, lors de l'envoi, informa-t-il les universités qu'un supplément de quelques questions serait préparé sur ces thèmes, et envoyé plus tard aux départements de sciences sociales appliquées.

Le complément au premier questionnaire que vous trouverez ci-joint ne concerne que les disciplines suivantes: criminologie, psychologie, récréologie, relations industrielles, service social, sexologie. Il comprend sept questions, toutes sur la formation professionnelle et la formation pratique. Il est possible que certaines de ces questions - v.g. les troisième, quatrième, cinquième - ne soient pas pertinentes pour votre département. Il se peut aussi que vous ayez déjà eu l'occasion d'en traiter d'autres - v.g. les sixième et septième - en réponse au premier questionnaire qui vous avait déjà été transmis. Quoiqu'il en soit veuillez répondre au questionnaire de la façon la plus complète possible; expliquez, le cas échéant, les raisons pour lesquelles vous décidez de ne pas répondre à l'une ou l'autre des questions.

Nous vous invitons à retourner ce supplément de questions et le questionnaire principal, une fois remplis, au responsable administratif désigné par votre université au plus tard le 17 avril 1987.

Avec mes remerciements pour la collaboration que vous voudrez bien apporter au comité, je vous prie, madame/monsieur, d'agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Louis Maheu, président
Comité pour l'étude sectorielle
en sciences sociales

p.j.

1 - Quels sont les objectifs de formation professionnelle poursuivis dans le cadre de chacun des programmes sous la responsabilité de votre unité?

2 - Quels sont les moyens pédagogiques, autres que les cours théoriques, employés pour atteindre les objectifs de formation susmentionnés? (v.g. stages, ateliers, laboratoires de travaux pratiques, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'université)

3 - a) Quels sont les programmes pour lesquels existent des activités de formation pratique dispensées à l'intérieur de l'université?

b) Combien de professeurs réguliers de votre unité se sont occupé de ce type d'activités de formation pratique durant l'année 1985-86?

c) Ces professeurs réguliers impliqués dans la formation pratique ont-ils la même tâche de recherche que les autres professeurs réguliers de votre unité?

c) Quel est le mode de financement de ces activités de formation pratique dispensées à l'intérieur de l'université?

4 - a) Quels sont les programmes pour lesquels existent des activités de formation pratique dispensées à l'extérieur de l'université?

b) Combien de professeurs réguliers de votre unité se sont occupé de ce type d'activités de formation pratique durant l'année 1985-86?

c) Ces professeurs réguliers impliqués dans la formation pratique ont-ils la même tâche de recherche que les autres professeurs réguliers de votre unité?

d) Quel est le mode de financement de ces activités de formation pratique dispensées à l'extérieur de l'université?

5 - Pour les activités de formation pratique dispensées à l'extérieur de l'université:

a) quels critères président au choix des lieux de formation?

b) qui est responsable (v.g. directeur du département, directeur des stages etc.) de l'organisation et du suivi de ces activités de formation?

6 - Décrivez les règles ou procédures appliquées par votre unité pour s'assurer que le contenu de ses programmes de formation répond aux besoins des usagers, ou de la société en général, en matière de services professionnels?

(vous pouvez, si vous le désirez, formuler votre réponse dans le questionnaire général qui vous a déjà été distribué il y a quelques semaines, sous la question 3, p. 5)

7 - Quels sont les principaux problèmes et les besoins prioritaires de votre unité au chapitre de la formation pratique?

(vous pouvez, si vous le désirez, formuler votre réponse dans le questionnaire général qui vous a déjà été distribué il y a quelques semaines, sous la question 13, p. 15)

Pour toute information supplémentaire à propos de ce questionnaire s'adresser au

Secrétariat du comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales
2700, boul. Laurier
Tour Frontenac, suite 810
Sainte-Foy, (Québec)
G1V 2L8

Téléphone: (418) 643-8427

Retourner ce questionnaire au plus tard le 17 avril 1987

au responsable administratif désigné par votre université.

MERCI DE VOTRE COLLABORATION

IDENTIFICATION DU(DE LA) RÉPONDANT(E)

NOM_____

FONCTION_____

DÉPARTEMENT_____

UNIVERSITÉ_____

ADRESSE_____

NO. DE TÉLÉPHONE_____

ANNEXE AU CHAPITRE 2

LES PROGRAMMES D'ÉTUDE,

LEURS ORIENTATIONS, LEUR FONCTIONNEMENT

ÉTUDE SECTORIELLE EN SCIENCES SOCIALES

LISTE DES DISCIPLINES OU DES CHAMPS INCLUS DANS L'ÉTUDE

LISTE DES PROGRAMMES D'ÉTUDE CONCERNÉS, PAR UNIVERSITÉ

LISTE DES UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES, PAR UNIVERSITÉ

Le 28 janvier 1987

Conseil des universités du Québec

A) DISCIPLINES OU CHAMPS COUVERTS PAR L'ÉTUDE

L'étude s'intéresse d'une part aux disciplines de base des sciences sociales et d'autre part à un nombre limité de champs interdisciplinaires ou de spécialités professionnelles:

- anthropologie et archéologie
- criminologie
- démographie
- géographie
- psychologie
- récréologie
- relations industrielles
- sciences économiques
- science politique
- service social
- sexologie
- sociologie

Pour avoir une description plus complète des champs interdisciplinaires ou des spécialités professionnelles inclus dans l'étude, consulter la liste des programmes, par université.

B) LISTE DES PROGRAMMES CONCERNÉS PAR L'ÉTUDE, PAR UNIVERSITÉ

PROGRAMMES	CERT		DIPL		BACC			MAIT		DOCT
	1er c	2e c	1er c	2e c	S & H	Maj	Min	R	C	

Légende:

Cert : Certificat

Dipl : Diplôme

Bacc : Baccalauréat

Mait : Maîtrise

Doct : Doctorat

1er c : 1er cycle

2e c : 2e cycle

S et H :"Spécialisé" et "honours"

Maj : Majeure

Min : Mineure

R : Recherche

C : Cours

UNIVERSITÉ LAVAL (annuaire 1985-86)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Anthropologie	x		x		x	x	x	x	x	x
Sociologie	x				x	x	x	x		x
Méth. rech. sociale	x						x			
Économique			x		x	x	x	x	x	x
Science politique	x		x		x	x	x	x	x	x
Analyse des politiques									x	
Relations industrielles					x	x	x	x	x	x
Géographie			x		x	x		x		x
Géog. physique	x						x			
Géog. humaine	x						x			
Psychologie					x		x	x	x	x
Service social	x				x			x	x	
Gérontologie	x									
TOTAL	8	0	4	0	8	6	9	8	7	7

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (annuaire 1985-86)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Anthropologie					x	x	x	x		x
Sociologie					x	x	x	x		x
Sciences économiques					x	x	x	x	x	x
Science politique					x	x	x	x	x	x
Démographie							x	x		x
Rel. industrielles	xx				x			x	x	x
Géographie					x	x	x	x	x	x
Criminologie	xx				x			x	x	x
Psychologie					x		x	x	x	x(Ph.D) x(D.Ps)
Service social Animation	x				x			x	x	x
Action communautaire	x									
Gérontologie	x									
TOTAL	7	0	0	0	9	5	7	10	7	11

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (annuaire 1984-85)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min	R	C	
Économique Coopération					x		x	x	x x	
Psychologie Psycho. des rel. hum.	x			x	x				x	
Service social Gérontologie	x x				x				x	
Géographie Géog. physique					x x		x		x	
TOTAL	3	0	0	1	5	0	2	1	5	0

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
TOTAL	Voir fiches des constituantes									

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A CHICOUTIMI (annuaire 1984-85)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Sciences sociales Travail social	x				x					
Réadaptation sociale Animation	x x									
Géographie Sciences politiques Gérontologie	x				x x *					
TOTAL	4	0	0	0	3	0	0	0		0

* Entente avec l'UQAM

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A HULL (annuaire 1984-85)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Économique (administration)	x									
Sciences sociales					x					
Rel. industrielles (administration)	x				x					
Travail social	x				x					
Animation Gérontologie	x x									
Géronto-thanatologie		x								
TOTAL	5	1	0	0	3	0	0	0	0	0

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL (annuaire 1984-85)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Archéologie	x									
Sociologie					x			x		x
Économique	x				x			x		
Science politique					x			x		x
Sciences sociales	x									
Psychologie					x			x		x
Géographie					x			x	x	
Travail social					x					
Sexologie					x			x		
Thanatologie		x								
TOTAL	3	1	0	0	7	0	0	6	1	3

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITBI-TÉMISCAMINGUE (annuaire 1984-85)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Psychologie	x									
Travail social					x					
Animation Relations de travail	x x									
Gérontologie (santé)	x									
TOTAL	4	0	0	0	1	0	0	0	0	0

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A RIMOUSKI (annuaire 1984-85)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Sociologie					x					
Économique					x					
Géographie					x					
Animation de petits groupes	x									
TOTAL	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A TROIS-RIVIÈRES (annuaire 1984-85)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Économique					x					
Psychologie					x			x		x*
Gérontologie Génagogie	x				x					
Géographie Récréologie Sciences du loisir					x x			x		
TOTAL	1	0	0	0	5	0	0	2	0	1

* Entente avec l'UQAM

UNIVERSITÉ BISHOP'S (annuaire 1985-86)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Sociology					x	x	x			
Economics Business/Economy					x	x x	x	x		
Political Economy Political Science					x x	x x	 x			
Social Sciences						x				
Psychology Gen-Exp. Psycho					 x	x				
Applied Psycho Bio Psychology					x x	 x				
Geography					x	x	x			
TOTAL	0	0	0	0	8	9	4	1	0	0

UNIVERSITÉ CONCORDIA (annuaire 1985-86)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Anthropology					x	x	x			
Anthropology & Sociology					x					
Sociology Political Sociology					x x	x	x	x	x	
Economics					x	x	x		x	x
Political Science Pub. Pol. &Pub. Adm.					x	x	x	x	x	
Community Politics and the Law				x						
Applied Social Sc.					x	x				
Community Service Family life Education	x x									
Community and Public Affairs							x			
Psychology Psycho gen-exp.					x	x	x	x		x
Applied Psycho								x		
Recreation and leisure studies					x	x				
Geography					x	x	x			
TOTAL	2	0	0	1	10	8	7	4	3	2

UNIVERSITÉ MCGILL (annuaire 1985-86)

PROGRAMMES	CERT.		DIPL.		BACC.			MAIT.		DOCT.
	1er c.	2e c.	1er c.	2e c.	S & H	Maj.	Min.	R	C	
Anthropology Anthropoloty and classical archeology					x x	x		x		x
Sociology					x	x		x		x
Economics					x	x		x	x	x
Political Science					x	x		x	x	x
Industrial Relations					x(B.A.)					
Psychology					x	x		x		x
Social Work				x	x				x	
Geography					x	x		x		x
TOTAL	0	0	0	1	9	6	0	6	3	6

C) LISTE DES UNITÉS
ET DES SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES
PAR UNIVERSITÉ

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ LAVAL

FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES

Département d'anthropologie
Département d'économique
École de psychologie
Département des relations industrielles
Département des sciences politiques
École de service social
Département de sociologie

FACULTÉ DES LETTRES

Département de géographie

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

FACULTÉ DES ARTS ET SCIENCES

Département d'anthropologie
École de criminologie
Département de démographie
Département de géographie
Département de psychologie
École des relations industrielles
Département des sciences politiques
Département des sciences économiques
École de service social
Département de sociologie

FACULTÉ DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Section responsable des programmes suivants:

Certificat de criminologie I et II
Certificat de relations industrielles I et II
Certificat de gérontologie
Certificat d'animation

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

Département d'économique
Département de géographie
Département de psychologie
Département de service social
Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

section responsable du programme de certificat de gérontologie

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A CHICOUTIMI

DÉPARTEMENT DES SCIENCES HUMAINES

section responsable du bacc. de sciences politiques
section responsable du bacc. en sciences sociales
section responsable des programmes suivants:
- Certificat de 1er cycle en travail social
- Certificat de 1er cycle en animation
- Certificat de 1er cycle en réadaptation sociale
- Cerificat de 1er cycle en gérontologie

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A HULL

DÉPARTEMENT DES SCIENCES HUMAINES

Section des sciences sociales

DÉPARTEMENT DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

Section des relations industrielles
Section responsable du certificat en économique

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL

FAMILLE DES SCIENCES HUMAINES

Département d'économique
Département de géographie
Département de psychologie
Département de sciences politiques
Département de sexologie
Département de sociologie
Département de travail social

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A RIMOUSKI

DÉPARTEMENT DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES

Section responsable du bacc. en géographie

Section responsable du bacc. en sociologie

Section responsable du certificat de 1er cycle en animation de petits groupes

DÉPARTEMENT DES SCIENCES DE L'ADMINISTRATION

Section responsable du bacc. en économique

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

DÉPARTEMENT DES SCIENCES SOCIALES ET DE LA SANTÉ

Section responsable du bacc. en travail social et du certificat de 1er cycle en animation

Section responsable du certificat en gérontologie

DÉPARTEMENT DES SCIENCES DU COMPORTEMENT HUMAIN

Section responsable du certificat de 1er cycle en psychologie générale

DÉPARTEMENT DES SCIENCES DE L'ADMINISTRATION

Section responsable du certificat de 1er cycle en relations de travail

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A TROIS-RIVIÈRES

Département d'administration et d'économie
(section d'économique)
Département des sciences humaines
(section de géographie)
Département de psychologie
Département des sciences du loisir
Département des arts plastiques, de la musique
(section de génagogie)
Unité pour les cours et les programmes spéciaux
(section responsable du certificat de 1er cycle en -
gérontologie)

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

BISHOP'S UNIVERSITY

DIVISION OF SOCIAL SCIENCES

Department of Economics
Department of Geography
Department of Political Science
Department of Psychology
Department of Sociology

C) UNITÉS ET SOUS-UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

CONCORDIA UNIVERSITY

FACULTY OF ARTS AND SCIENCE

Department of Economics
Department of Geography
Department of Political Science
Department of Psychology
Recreation and Leisure Studies
Department of Sociology and Anthropology
Applied Social Science
School of Community and Public Affairs

C) UNITÉS ET SOUS UNITÉS ADMINISTRATIVES CONCERNÉES

McGILL UNIVERSITY

FACULTY OF ARTS

Department of Anthropology
Department of Economics
Department of Geography
Industrial Relations Program
Department of Psychology
Department of Political Science
School of Social Work
Department of Sociology

FACULTY OF GRADUATES STUDIES AND RESEARCH

sections responsables des programmes suivants:

M.A. Anthropology
Ph.D. Anthropology
M.A. Economics
Ph.D. Economics
M.A. Geography
M.Sc. Geography
Ph.D. Geography
M.A. Psychology
M.Sc. Psychology
Ph.D. Psychology
M.A. Political Science
M.Sc. Political Science
Ph.D. Political Science
Master in Social Work
Diploma in Advanced Social Work Practice
M.A. Sociology
Ph.D. Sociology

ANNEXE AU CHAPITRE 3

LES PROGRAMMES D'ÉTUDES

ADMISSIONS, INSCRIPTIONS, GRADES DÉCERNÉS

ANNEXE AU CHAPITRE 3

ANNEXE A

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions en sciences sociales

Les tableaux 1 à 6 ci-après, permettent de comparer les chiffres tirés de deux principales banques de données sur les inscriptions universitaires: RECU - Recensement des clientèles universitaires - du ministère de l'Enseignement supérieur, et SISCU - Système d'information sur les clientèles universitaires - de Statistique Canada.

Les données de RECU sont classées par programmes alors que celles de SISCU le sont par disciplines. Cela explique en bonne partie les variations des chiffres.

Les méthodes de collecte et de standardisation des données ne sont pas les mêmes pour les deux banques. Les répondants de chaque université suivent un protocole de classification, distinct dans l'un et l'autre cas, et plus détaillé dans le cas de RECU que de SISCU; pour RECU, on exploite une série de trois descripteurs concernant les composantes de chaque programme; pour SISCU, on se limite à l'utilisation d'une grille de disciplines et de sous-disciplines. D'où parfois des différences significatives dans les résultats du dénombrement des clientèles.

TABLEAU 1

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU
pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales,
en 1985-86

A) Inscriptions à temps complet au baccalauréat

Discipline université	Laval			Montréal			Sherbrooke			UQAM			UQ-autres			Bishop's			Concordia			McGill			Total		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Anthropologie	75	88	+13	226	190	-36													50	13	-37	104	114	+10	455		-50
Archéologie		4																									
Criminologie				200	287	-1																			288		-1
Démographie																											
Géographie	163	142	-21	169	149	-20	165	165	0	168	143	-25	112	112	0	27	26	-1	62	38	-24	131	132	+1	997		-90
Psychologie	261	257	-4	414	413	-1	122	122	0	154	372	+ 218	295	295	0	94	92	-2	341	152	- 189	824	837	+13	2505		75
Récréologie													180	180	0				98	8	-90				278		-90
Relations Industrielles	514			754									101						15			310					
Sciences économiques	213	338	+ 125	345	241	- 104	129	131	+2	308	308	0	44	44	0	105	136	+31	648	217	- 431	497	744	+ 247	2270		- 120
Science politique	490	487	-3	342	253	-89				453	453	0	6	6	0	56	59	+3	549	134	- 415	564	570	+6	2460		- 498
Service social	328	327	-1	177	177	0	200	200	0	242	242	0	111	111	0				175		- 175	190	189	-1	1423		- 177
Sexologie										292																	
Sociologie	148	150	+2	224	179	-45				229	229	0	34	34	0	46	42	-4	103	100		105	177	+65	889		18
Total																											

1 - RECU
2 - SISCU
3 - Différence

TABLEAU 2

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU
pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales,
en 1985-86

B) Inscriptions à temps partiel au baccalauréat

Discipline université	Laval			Montréal			Sherbrooke			UQAM			UQ-autres			Bishop's			Concordia			McGill			Total		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Anthropologie	21	28	+7	34	29	-5													46	22	-24	18	17	-1	119		-23
Archéologie		5																									
Criminologie				13	12	-1																			13		-1
Démographie																											
Géographie	33	30	-3	8	4	-4	14	13	-1	69	64	-5	33	33	0	2	1	-1	72	31	-41	21	21	0	252		-55
Psychologie	41	45	+4	30	31	+1	0			168	297	+ 129	61	61	0	4	4	0	405	140	- 265	98	98	0	807		- 131
Récréologie													25	26	+1				58	2	-56				83		-55
Relations industrielles	217			99									47						28			31					
Sciences économiques	30	45	+15	38	16	-22	5	3	-2	73	73	0	7	7	0	5	7	+2	300	97	- 203	22	40	+18	480		- 192
Science politique	64	65	+1	25	21	-4				157	157	0	5	5	0	5	5	0	279	91	- 138	36	34	-2	521		- 143
Service social	37	40	+3	20	20	0	133	133	0	162	162	0	69	69	0				171	3	- 168	30	28	-2	622		- 167
Sexologie										174																	
Sociologie	45	42	-3	26	21	-5				95	97	+2	15	15	0	4	4	0	164	59	- 105	16	21	+5	365		- 106
Total																											

1 - RECU
2 - SISCU
3 - Différence

TABLEAU 3

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU
pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales,
en 1985-86

C) Inscriptions à temps complet à la maîtrise

Discipline université	Laval			Montréal			Sherbrooke			UQAM			UQ-autres			Bishop's			Concordia			McGill			Total		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Anthropologie	53	87	34	60	45	15																16	14		129		+17
Archéologie		17																							25		-9
Criminologie				25	16	9																			24		-7
Démographie				24	17	7																29	29		175		-1
Géographie	61	61		25	24		51	51		7	7								42	50		11	11		329		-4
Psychologie	156	156		167	155	12	24	24		96	96		33	33											8		0
Récréologie													8	8													
Relations industrielles	61			49															27	30		38	44		272		+10
Sciences économiques	51	78	27	105	79	26	25	25		26	26								48			70	69		341		-54
Science politique	85	89		83	70	13				58	58											43	78	35	176		+24
Service social	35	35		58	48	10	40	39																			
Sexologie										21																	
Sociologie	99	107		53	48					57	57								29	28		13	13		251		+3
Total																											

1 - RECU
2 - SISCU
3 - Différence

TABLEAU 4

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales, en 1985-86

D) Inscriptions à temps partiel à la maîtrise

Discipline université	Laval			Montréal			Sherbrooke			UQAM			UQ-autres			Bishop's			Concordia			McGill			Total		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Anthropologie	14	25		61	70																				75		+20
Archéologie		3																									
Criminologie				75	72																				75		-3
Démographie				38	37																				38		-1
Géographie	11	12		23	22					33	33											1	1		68		-1
Psychologie	49	52		105	93	12				106	106		76	11											336		-0
Récréologie													11	11											11		0
Relations industrielles	35			26																					35		-0
Sciences économiques	23	35	12	68	74					40	40								4	4					147		+30
Science politique	22	39	17	82	83					79	79								9						192		+8
Service social	125	125		62	52		50	50														31	33		268		+8
Sexologie										51																	
Sociologie	25	28		63	65					79	79								12	11							
Total																											

1 - RECU
2 - SISCU
3 - Différence

TABLEAU 5

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU
pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales,
en 1985-86

E) Inscriptions à temps complet au doctorat

Discipline université	Laval			Montréal			Sherbrooke			UQAM			UQ-autres			Bishop's			Concordia			McGill			Total		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Anthropologie	23	37	14	22	21																	25	24		70		+12
Archéologie		4																									
Criminologie				5	5																						0
Démographie				6	6																						0
Géographie	41	40		12	13																	9	8				
Psychologie	31	31		149	158					33	33		11	11					55	40		66	66		345		-6
Récréologie																											
Relations industrielles	11			1																							
Sciences économiques	20	19		19	23														12	11		26	27				
Science politique	24	24		33	33					20	20											25	25				
Service social				3	3																	3	3				
Sexologie																											
Sociologie	26	26		39	38					33	33											19	14		117		-5
Total																											

1 - RECU
2 - SISCU
3 - Différence

TABLEAU 6

Comparaison entre les données du fichier RECU et du fichier SISCU
pour les inscriptions aux programmes d'études en sciences sociales,
en 1985-86

F) Inscriptions à temps partiel au doctorat

Discipline université	Laval			Montréal			Sherbrooke			UQAM			UQ-autres			Bishop's			Concordia			McGill			Total		
	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3	1	2	3
Anthropologie	8	13		12	12																						
Archéologie		1																									
Criminologie				11	11																						
Démographie				7	7																						
Géographie	6	9		8	7																				14		+2
Psychologie	2	5		125	114					31	31		3	3					2	2					163		-8
Récréologie																											
Relations industrielles	3			1																					4		
Sciences économiques	5	6		13	8														3	3					21		-4
Science politique	14	14		20	20					35	35														69		
Service social				2	2																						
Sexologie																											
Sociologie	10	10		55	55					9	9											1					
Total																											

1 - RECU
2 - SISCU
3 - Différence

ANNEXE AU CHAPITRE 3

ANNEXE B

Tableau 1 - Evolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

A- Québec

Secteur		1972 - 1973		1975 - 1976		1980 - 1981		1985 - 1986	
		Nombre	Indice	Nombre	Indice	Nombre	Indice	Nombre	Indice
Disciplines de l'étude	TC	5326	100	8826	166	9244	174	10609	199
	TP	759	100	1234	163	2471	326	2394	315
	EETC	5630	100	9320	166	10232	182	11567	205
Administration et autres sciences sociales	TC	6160	100	12189	198	16857	274	19008	309
	TP	1387	100	5246	155	7006	207	7213	213
	EETC	7515	100	14287	190	19659	262	21893	291
Humanités et Beaux arts	TC	7383	100	7736	105	9833	133	10374	141
	TP	1990	100	2598	131	3829	192	4019	202
	EETC	8179	100	8775	107	11365	139	11982	146
Sciences naturelles et génie	TC	15218	100	20300	133	23860	157	30361	200
	TP	1375	100	1691	123	3305	240	4838	352
	EETC	15768	100	20976	133	25187	160	32296	205
Education	TC	6556	100	7222	110	9319	142	9536	145
	TP	8021	100	9355	117	8112	101	4236	53
	EETC	9764	100	10964	112	12564	129	11230	115
Non déclaré	TC	3657	100	7097	194	5091	139	8283	226
	TP	5773	100	6298	109	3837	66	5575	97
	EETC	5966	100	9816	161	6626	111	10513	176
Tous secteurs	TC	44300	100	63370	143	74204	168	88171	199
	TP	21305	100	26422	124	28560	134	28275	133
	EETC	52822	100	73939	140	85628	162	99481	188

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 2 - Evolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

B- Ontario

Secteur		1972 - 1973 Nombre	Indice	1975 - 1976 Nombre	Indice	1980 - 1981 Nombre	Indice	1985 - 1986 Nombre	Indice
Disciplines de l'étude	TC	15176	100	16512	109	16637	110	29413	194
	TP	4972	100	8493	171	7929	159	9924	200
	EETC	17165	100	19909	116	19809	115	33383	194
Administration et autres sciences sociales	TC	7782	100	11448	147	20526	264	22963	295
	TP	844	100	2866	340	4823	571	6103	723
	EETC	8120	100	12594	155	22455	277	25404	313
Humanités et Beaux arts	TC	14303	100	16389	115	14389	101	21321	149
	TP	3108	100	5489	177	5169	166	6482	209
	EETC	15546	100	18585	120	16457	106	23914	154
Sciences naturelles et génie	TC	28878	100	34767	120	38585	134	46844	162
	TP	1391	100	2841	204	3292	237	5663	407
	EETC	29434	100	35903	122	39902	136	49109	167
Education	TC	6558	100	11782	180	8632	132	9294	142
	TP	452	100	614	136	4878	1079	4918	1088
	EETC	6739	100	12028	178	10583	157	11261	167
Non déclaré	TC	35076	100	40203	115	34588	99	27165	77
	TP	29029	100	24656	85	16783	58	15213	52
	EETC	46688	100	50065	107	41301	88	33250	71
Tous secteurs	TC	107773	100	131101	122	133357	124	157000	146
	TP	39796	100	44959	113	42874	108	48303	121
	EETC	123691	100	149085	121	150507	122	176321	143

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 3 - Evolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

C- Canada

Secteur		1972 - 1973 Nombre	Indice	1975 - 1976 Nombre	Indice	1980 - 1981 Nombre	Indice	1985 - 1986 Nombre	Indice
Disciplines de l'étude	TC	31963	100	36720	115	37538	117	59080	185
	TP	8036	100	12133	151	13969	174	17582	219
	EETC	35177	100	41573	118	43126	123	66113	188
Administration et autres sciences sociales	TC	25877	100	38818	150	54587	211	61728	239
	TP	5455	100	10371	190	15540	285	16860	309
	EETC	28059	100	42966	153	60803	217	68472	244
Humanités et Beaux arts	TC	32348	100	34599	107	33678	104	44510	138
	TP	7294	100	10359	142	12040	165	13976	192
	EETC	35266	100	38743	110	38494	109	50100	142
Sciences naturelles et génie	TC	73472	100	86279	117	94799	129	118000	161
	TP	4436	100	6341	143	9635	217	14728	332
	EETC	75246	100	88815	118	98653	131	123891	165
Education	TC	33056	100	40759	123	33143	100	37055	112
	TP	18030	100	19648	109	19982	111	15344	85
	EETC	40268	100	48618	121	41136	102	43193	107
Non déclaré	TC	58822	100	70547	120	64284	109	65681	112
	TP	44337	100	43274	98	33060	75	32559	73
	EETC	76557	100	87857	115	77508	101	78705	103
Tous secteurs	TC	255538	100	307722	120	318029	124	386054	151
	TP	87588	100	102126	117	104226	119	111049	127
	EETC	290573	100	348572	120	359719	124	430474	148

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 4 - Evolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

A- Québec

Secteur		1972 - 1973 Nombre	Indice	1975 - 1976 Nombre	Indice	1980 - 1981 Nombre	Indice	1985 - 1986 Nombre	Indice
Disciplines de	TC	977	100	1296	133	1655	169	1922	197
l'étude	TP	1058	100	1241	117	1273	120	1410	133
	EETC	1400	100	1792	128	2164	155	2486	178
Administration	TC	904	100	1257	139	1622	179	2105	233
et autres	TP	584	100	1056	181	2080	356	2888	495
sciences sociales	EETC	1138	100	1679	148	2454	216	3260	287
Humanités et	TC	1265	100	1594	126	2068	163	2512	199
Beaux arts	TP	1392	100	1081	78	1253	90	1613	116
	EETC	1822	100	2026	111	2569	141	3157	173
Sciences naturelles	TC	1259	100	1990	158	2138	170	3294	262
et génie	TP	905	100	934	103	1472	163	1793	198
	EETC	1621	100	2364	146	2727	168	4011	247
Education	TC	566	100	698	123	877	155	1132	200
	TP	1334	100	1616	121	2041	153	2087	156
	EETC	1100	100	1344	122	1693	154	1967	179
Non déclaré	TC	59	100	400	678	4	7	41	69
	TP	56	100	664	1186	10	18	11	20
	EETC	81	100	666	818	8	10	45	56
Tous secteurs	TC	5030	100	7235	144	8364	166	11006	219
	TP	5329	100	6592	124	8129	153	9802	184
	EETC	7162	100	9872	138	11616	162	14927	208

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 5 - Evolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

B- Ontario

Secteur		1972 - 1973 Nombre	Indice	1975 - 1976 Nombre	Indice	1980 - 1981 Nombre	Indice	1985 - 1986 Nombre	Indice
Disciplines de l'étude	TC	1521	100	2026	133	1998	131	2290	151
	TP	710	100	850	120	986	139	954	134
	EETC	1805	100	2366	131	2392	133	2672	148
Administration et autres sciences sociales	TC	1500	100	2093	140	2330	155	2432	162
	TP	1351	100	2020	150	2471	183	2682	199
	EETC	2040	100	2901	142	3318	163	3505	172
Humanités et Beaux arts	TC	1936	100	2172	112	1744	90	1780	92
	TP	1095	100	1078	98	1090	100	1125	103
	EETC	2374	100	2603	110	2180	92	2230	94
Sciences naturelles et génie	TC	2114	100	2924	138	3094	146	4092	194
	TP	1029	100	1593	155	1503	146	1648	160
	EETC	2526	100	3561	141	3695	146	4751	188
Education	TC	391	100	549	140	538	138	647	165
	TP	1947	100	2902	149	2968	152	2767	142
	EETC	1170	100	1710	146	1725	147	1754	150
Non déclaré	TC	252	100	45	18	28	11	62	25
	TP	61	100	19	31	2	3	28	46
	EETC	276	100	53	19	29	10	73	26
Tous secteurs	TC	7714	100	9809	127	9732	126	11303	147
	TP	6193	100	8462	137	9020	146	9204	149
	EETC	10191	100	13194	129	13340	131	14985	147

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 6 - Evolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

C- Canada

Secteur		1972 - 1973 Nombre	1972 - 1973 Indice	1975 - 1976 Nombre	1975 - 1976 Indice	1980 - 1981 Nombre	1980 - 1981 Indice	1985 - 1986 Nombre	1985 - 1986 Indice
Disciplines de	TC	3772	100	4543	120	4802	127	5555	147
l'étude	TP	2252	100	2590	115	2714	121	2885	128
	EETC	4673	100	5579	119	5888	126	6709	144
Administration	TC	3186	100	4444	139	5320	167	5810	182
et autres	TP	2152	100	3676	171	5607	261	6687	311
sciences sociales	EETC	4047	100	5914	146	7563	187	8485	210
Humanités et	TC	4374	100	4791	110	5196	119	5512	126
Beaux arts	TP	2936	100	2723	93	2793	95	3196	109
	EETC	5548	100	5880	106	6313	114	6790	122
Sciences naturelles	TC	5505	100	7353	134	7906	144	11239	204
et génie	TP	2485	100	3231	130	3815	154	4376	176
	EETC	6499	100	8645	133	9432	145	12989	200
Education	TC	1900	100	2321	122	2685	141	3124	164
	TP	4326	100	6576	152	7846	181	7588	175
	EETC	3630	100	4951	136	5823	160	6159	170
Non déclaré	TC	440	100	477	108	44	10	125	28
	TP	206	100	718	349	17	8	46	22
	EETC	522	100	764	146	51	10	143	27
Tous secteurs	TC	19177	100	23929	125	25953	135	31365	164
	TP	14357	100	19514	136	22792	159	24778	173
	EETC	24920	100	31735	127	35070	141	41276	166

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 7 - Evolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

A- Québec

Secteur		1972 - 1973 Nombre	1972 - 1973 Indice	1975 - 1976 Nombre	1975 - 1976 Indice	1980 - 1981 Nombre	1980 - 1981 Indice	1985 - 1986 Nombre	1985 - 1986 Indice
Disciplines de	TC	386	100	469	122	555	144	796	206
l'étude	TP	318	100	375	118	357	112	377	119
	EETC	513	100	619	121	698	136	947	184
Administration	TC	56	100	66	118	131	234	189	338
et autres	TP	84	100	70	83	64	76	64	76
sciences sociales	EETC	90	100	94	105	157	175	215	240
Humanités et	TC	484	100	483	100	566	117	730	151
Beaux arts	TP	404	100	327	81	339	84	384	95
	EETC	646	100	614	95	702	109	884	137
Sciences naturelles	TC	880	100	746	85	932	106	1603	182
et génie	TP	359	100	235	65	276	77	330	92
	EETC	1024	100	840	82	1042	102	1735	169
Education	TC	105	100	84	80	171	163	310	295
	TP	70	100	170	243	196	280	322	460
	EETC	133	100	152	114	249	188	439	330
Non déclaré	TC	19	100	17	89	1	5	22	116
	TP	3	100	1	33	7	233	7	233
	EETC	20	100	17	86	4	19	25	123
Tous secteurs	TC	1930	100	1865	97	2356	122	3650	189
	TP	1238	100	1178	95	1239	100	1484	120
	EETC	2425	100	2336	96	2852	118	4244	175

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 8 - Evolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

B- Ontario

Secteur		1972 - 1973 Nombre	Indice	1975 - 1976 Nombre	Indice	1980 - 1981 Nombre	Indice	1985 - 1986 Nombre	Indice
Disciplines de l'étude	TC	1063	100	1286	121	1253	118	1395	131
	TP	462	100	517	112	467	101	346	75
	EETC	1248	100	1493	120	1440	115	1533	123
Administration et autres sciences sociales	TC	143	100	168	117	166	116	147	103
	TP	47	100	56	119	71	151	52	111
	EETC	162	100	190	118	194	120	168	104
Humanités et Beaux arts	TC	1267	100	1172	93	1146	90	1253	99
	TP	629	100	564	90	337	54	248	39
	EETC	1519	100	1398	92	1281	84	1352	89
Sciences naturelles et génie	TC	2177	100	1936	89	1887	87	2658	122
	TP	389	100	434	112	371	95	371	95
	EETC	2333	100	2110	90	2035	87	2806	120
Education	TC	289	100	355	123	464	161	425	147
	TP	255	100	320	125	325	127	346	136
	EETC	391	100	483	124	594	152	563	144
Non déclaré	TC	57	100	3	5	6	11	47	82
	TP	10	100	1	10	0	0	12	120
	EETC	61	100	3	6	6	10	52	85
Tous secteurs	TC	4996	100	4920	98	4922	99	5925	119
	TP	1792	100	1892	106	1571	88	1375	77
	EETC	5713	100	5677	99	5550	97	6475	113

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 9 - Evolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

C- Canada

Secteur		1972 - 1973 Nombre	1972 - 1973 Indice	1975 - 1976 Nombre	1975 - 1976 Indice	1980 - 1981 Nombre	1980 - 1981 Indice	1985 - 1986 Nombre	1985 - 1986 Indice
Disciplines de l'étude	TC	1903	100	2168	114	2308	121	2684	141
	TP	927	100	1087	117	936	101	776	84
	EETC	2274	100	2603	114	2682	118	2994	132
Administration et autres sciences sociales	TC	257	100	288	112	342	133	445	173
	TP	136	100	154	113	146	107	123	90
	EETC	311	100	350	112	400	129	494	159
Humanités et Beaux arts	TC	2161	100	2001	93	2010	93	2318	107
	TP	1164	100	1008	87	751	65	690	59
	EETC	2627	100	2404	92	2310	88	2594	99
Sciences naturelles et génie	TC	4745	100	4066	86	4277	90	6493	137
	TP	943	100	905	96	830	88	865	92
	EETC	5122	100	4428	86	4609	90	6839	134
Education	TC	656	100	730	111	983	150	1145	175
	TP	429	100	625	146	696	162	836	195
	EETC	828	100	980	118	1261	152	1479	179
Non déclaré	TC	172	100	23	13	31	18	91	53
	TP	25	100	18	72	22	88	20	80
	EETC	182	100	30	17	40	22	99	54
Tous secteurs	TC	9894	100	9276	94	9951	101	13176	133
	TP	3624	100	3797	105	3381	93	3310	91
	EETC	11344	100	10795	95	11303	100	14500	128

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 10 - Evolution des inscriptions aux diplômes et certificats de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

A - Québec

Secteur		1972 - 1973 Nombre	1972 - 1973 Indice	1975 - 1976 Nombre	1975 - 1976 Indice	1980 - 1981 Nombre	1980 - 1981 Indice	1985 - 1986 Nombre	1985 - 1986 Indice
Disciplines de	TC	3	100	36	1200	233	7767	599	19967
l'étude	TP	154	100	764	496	9506	6173	4926	3199
	EETC	65	100	342	529	4035	6247	2569	3977
Administration	TC	120	100	412	343	850	708	2036	1697
et autres	TP	3247	100	9903	305	13515	416	23083	711
sciences sociales	EETC	1419	100	4373	308	6256	441	11269	794
Humanités et	TC	49	100	123	251	474	967	1321	2696
Beaux arts	TP	533	100	1581	297	3249	610	4960	931
	EETC	262	100	755	288	1774	676	3305	1260
Sciences naturelles	TC	0	100	295	ERR	228	ERR	897	ERR
et génie	TP	201	100	2070	1030	2847	1416	9333	4643
	EETC	80	100	1123	1397	1367	1700	4630	5759
Education	TC	798	100	1224	153	648	81	926	116
	TP	4606	100	4317	94	7570	164	7027	153
	EETC	2640	100	2951	112	3676	139	3737	142
Non déclaré	TC	9	100	3	33	172	1911	468	5200
	TP	1185	100	3	0	694	59	1197	101
	EETC	483	100	4	1	450	93	947	196
Tous secteurs	TC	979	100	2093	214	2605	266	6247	638
	TP	9926	100	18638	188	37381	377	50526	509
	EETC	4949	100	9548	193	17557	355	26457	535

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 11 - Evolution des inscriptions aux diplômes et certificats de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

B- Ontario

Secteur		1972 - 1973 Nombre	1972 - 1973 Indice	1975 - 1976 Nombre	1975 - 1976 Indice	1980 - 1981 Nombre	1980 - 1981 Indice	1985 - 1986 Nombre	1985 - 1986 Indice
Disciplines de l'étude	TC	200	100	234	117	320	160	151	76
	TP	104	100	136	131	190	183	385	370
	EETC	242	100	288	119	396	164	305	126
Administration et autres sciences sociales	TC	2115	100	1987	94	1802	85	1802	85
	TP	713	100	658	92	1586	222	1586	222
	EETC	2400	100	2250	94	2436	102	2436	102
Humanités et Beaux arts	TC	1108	100	831	75	422	38	422	38
	TP	139	100	267	192	296	213	296	213
	EETC	1164	100	938	81	540	46	540	46
Sciences naturelles et génie	TC	2692	100	2758	102	1232	46	1232	46
	TP	394	100	228	58	602	153	602	153
	EETC	2850	100	2849	100	1473	52	1473	52
Education	TC	672	100	347	52	95	14	95	14
	TP	46	100	97	211	2130	4630	2130	4630
	EETC	690	100	386	56	947	137	947	137
Non déclaré	TC	53	100	88	166	2	4	2	4
	TP	13	100	12	92	610	4692	610	4692
	EETC	58	100	93	159	246	423	246	423
Tous secteurs	TC	6840	100	6245	91	3873	57	3704	54
	TP	1409	100	1398	99	5414	384	5609	398
	EETC	7404	100	6804	92	6039	82	5948	80

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 12 - Evolution des inscriptions aux diplômes et certificats de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada

C- Canada

Secteur		1972 - 1973 Nombre	1972 - 1973 Indice	1975 - 1976 Nombre	1975 - 1976 Indice	1980 - 1981 Nombre	1980 - 1981 Indice	1985 - 1986 Nombre	1985 - 1986 Indice
Disciplines de	TC	255	100	389	153	728	285	954	374
l'étude	TP	273	100	920	337	9846	3607	5497	2014
	EETC	364	100	757	208	4666	1281	3153	866
Administration	TC	2376	100	2685	113	2979	125	4233	178
et autres	TP	3988	100	10620	266	15344	385	25584	642
sciences sociales	EETC	3971	100	6933	175	9117	230	14467	364
Humanités et	TC	1268	100	1333	105	1679	132	2004	158
Beaux arts	TP	706	100	1942	275	3749	531	5529	783
	EETC	1550	100	2110	136	3179	205	4216	272
Sciences naturelles	TC	3565	100	4250	119	3754	105	3253	91
et génie	TP	647	100	2364	365	3279	507	10094	1560
	EETC	3824	100	5196	136	5066	132	7291	191
Education	TC	3026	100	3044	101	1534	51	1523	50
	TP	4770	100	4593	96	9992	209	9578	201
	EETC	4934	100	4881	99	5531	112	5354	109
Non déclaré	TC	383	100	191	50	262	68	764	199
	TP	1295	100	278	21	1681	130	2267	175
	EETC	901	100	302	34	934	104	1671	185
Tous secteurs	TC	10873	100	11892	109	10936	101	12731	117
	TP	11679	100	20717	177	43891	376	58549	501
	EETC	15545	100	20179	130	28492	183	36151	233

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 13 - Evolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Québec, nombre réel

Discipline	1972-73			1975-76			1980-81			1985-86		
	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC
Anthropologie	217	12	223	639	37	654	474	134	530	935	96	983
Archéologie	9	1	9	66	3	67	65	5	67	4	5	6
Criminologie	204	16	210	243	10	247	284	28	295	267	12	293
Démographie	9	1	9	4	2	5	1		1			
Géographie	788	216	874	1144	256	1246	1237	430	1409	907	197	986
Psychologie	1555	130	1607	2312	312	2437	2545	579	2777	2540	676	2810
Sédentologie	113	20	121	208	43	225	163	50	183	188	28	199
Sciences économiques	646	77	717	1065	77	1096	1612	246	1710	2159	268	2274
Sciences politiques	593	108	635	1250	282	1331	1373	369	1481	1962	378	2113
Service social	631	54	653	883	82	916	1030	410	1194	1298	455	1428
Sociologie	520	126	571	1032	210	1116	958	320	1086	911	259	1015
Total	5126	759	5630	8826	1334	9330	9244	2471	10232	10609	2394	11567

Tableau 14 - Evolution des inscriptions aux études de baccalauréat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Québec, croissance relative

Discipline	1972-73			1975-76			1980-81			1985-86		
	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC
Anthropologie	100	100	100	294	308	293	219	1117	239	187	800	200
Archéologie	100	100	100	511	300	502	722	500	713	44	500	64
Criminologie	100	100	100	119	63	117	139	175	140	141	75	139
Démographie	100	100	100	44	200	51	11	0	11	0	0	-
Géographie	100	100	100	145	119	143	157	199	161	115	91	113
Psychologie	100	100	100	149	240	152	132	445	142	163	520	175
Sédentologie	100	100	100	184	215	186	144	250	151	166	140	165
Sciences économiques	100	100	100	150	100	153	235	319	239	315	374	317
Sciences politiques	100	100	100	211	191	209	232	254	233	331	357	333
Service social	100	100	100	140	152	140	163	759	183	197	843	219
Sociologie	100	100	100	198	167	195	184	254	190	175	206	178
Total	100	100	100	166	163	166	174	326	182	199	315	205

SOURCE : STATCAN - SISCU

Tableau 15 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Ontario, nombre réel

Discipline	1972-73			1975-76			1980-81			1985-86		
	TC	TP	ETPC	TC	TP	ETPC	TC	TP	ETPC	TC	TP	ETPC
Anthropologie	567	183	640	517	266	625	339	334	473	539	535	673
Archéologie				25	1	25	44	5	46	69	20	77
Criminologie										474	84	560
Démographie												
Géographie	2835	798	3153	2836	922	3205	2215	527	2426	2864	657	3127
Psychologie	4160	2853	9881	6697	3412	6852	4148	3258	5469	8849	6042	10866
Sociologie	474	17	481	532	28	543	809	32	822	819	65	845
Sciences économiques	2187	438	2361	2881	838	3216	3950	917	4225	5946	1194	6434
Sciences politiques	1989	355	2131	1947	649	2287	2434	698	2710	4508	979	5330
Service social	520	36	542	737	354	879	1015	642	1192	1348	869	1616
Sociologie	2836	1096	3 /4	2540	2025	3149	1777	1724	2687	3577	1879	4329
Total	15178	4977	17165	16512	8493	19989	14637	7529	19889	29413	9924	33383

Tableau 16 - Évolution des inscriptions aux études de baccalauréat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Ontario, croissance relative

Discipline	1972-73			1975-76			1980-81			1985-86		
	TC	TP	ETPC	TC	TP	ETPC	TC	TP	ETPC	TC	TP	ETPC
Anthropologie	100	100	100	91	145	97	60	183	74	95	181	105
Archéologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Criminologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Démographie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géographie	100	100	100	100	116	102	78	66	77	101	83	99
Psychologie	100	100	100	113	166	122	100	159	109	213	197	210
Sociologie	100	100	100	112	165	113	171	188	171	173	382	176
Sciences économiques	100	100	100	132	192	136	176	210	179	272	274	272
Sciences politiques	100	100	100	98	183	104	122	194	127	268	276	250
Service social	100	100	100	140	983	162	192	1228	220	255	1858	298
Sociologie	100	100	100	96	185	110	73	157	86	147	171	151
Total	100	100	100	109	171	116	110	150	115	194	200	194

Source: SYMCAN - SIES.U

Tableau 17 - Evolution des inscriptions aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline au Québec en Ontario et au Canada

- Canada, nombre réel

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 EETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 EETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 EETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 EETC
Anthropologie	1410	329	1542	1637	448	1816	1130	626	1380	1433	613	1679
Archéologie	105	19	113	188	32	201	179	44	197	134	61	150
Criminologie	204	16	210	243	10	247	550	184	632	1280	418	1447
Démographie	9	1	9	6	2	5	1		1			
Géographie	4587	1335	5121	5183	1450	5683	4365	1345	4903	5059	1280	5571
Psychologie	8831	2873	9980	10358	4552	12179	9136	4961	11520	17663	6396	20221
Sécrétologie	963	52	984	1295	91	1331	1623	134	1677	1818	214	1904
Sciences économiques	4191	744	4489	5365	1164	5831	7215	1536	7829	11282	2182	12155
Sciences politiques	4184	646	4442	4749	1018	5156	5423	1230	5915	9477	1825	10207
Service social	2248	253	2349	2658	635	2942	3462	1386	4016	4277	1772	4986
Sociologie	5231	1768	5938	5090	2731	6182	4046	2523	5055	6657	2821	7785
Total	31963	8036	35177	36720	12133	41573	37538	13969	43136	59080	17542	66113

Tableau 18 - Evolution des inscriptions aux études de baccalauréat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Canada, croissance relative

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 EETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 EETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 EETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 EETC
Anthropologie	100	100	100	116	136	118	80	190	90	102	186	109
Archéologie	100	100	100	179	168	178	170	232	175	128	321	141
Criminologie	100	100	100	119	63	117	274	1150	300	627	2613	688
Démographie	100	100	100	44	200	51	11	0	11	0	0	-
Géographie	100	100	100	111	109	111	95	101	96	110	96	109
Psychologie	100	100	100	117	158	122	108	173	115	200	223	203
Sécrétologie	100	100	100	134	175	135	169	258	170	189	412	193
Sciences économiques	100	100	100	128	156	130	172	206	174	269	293	271
Sciences politiques	100	100	100	114	158	116	130	190	133	227	283	230
Service social	100	100	100	120	251	125	154	548	171	190	700	212
Sociologie	100	100	100	97	154	104	77	143	85	127	160	131
Total	100	100	100	115	151	118	117	174	123	185	219	.68

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 19 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Québec, nombre réel

Discipline	1972-73			1975-76			1980-81			1985-86		
	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC
Anthropologie	36	59	60	90	79	122	121	97	160	146	95	184
Archéologie		1	0	2		2	11	1	11	17	3	10
Criminologie	15	83	66	27	94	65	39	69	67	16	72	45
Démographie	16	20	24	16	38	31	29	20	37	17	37	32
Géographie	104	107	147	184	135	238	190	59	214	172	68	199
Psychologie	271	227	362	397	385	551	422	443	599	525	327	656
Sécrétologie	2		2	8	7	11	10	13	15	8	11	12
Sciences économiques	155	173	224	176	133	229	217	89	253	282	153	343
Sciences politiques	128	142	185	159	121	207	222	157	295	286	201	366
Service social	149	65	175	119	95	157	201	148	260	200	260	304
Sociologie	101	101	173	118	154	180	193	177	264	253	183	326
Total	977	1058	1400	1296	1241	1792	1655	1273	2164	1922	1410	2486

Tableau 20 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Québec, croissance relative

Discipline	1972-73			1975-76			1980-81			1985-86		
	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC	TC	TP	EETC
Anthropologie	100	100	100	250	134	204	336	164	268	406	161	309
Archéologie	100	100	100	-	0	500	-	100	2850	-	300	4550
Criminologie	100	100	100	180	113	134	260	83	138	107	87	93
Démographie	100	100	100	100	190	130	181	100	154	106	185	133
Géographie	100	100	100	177	126	162	183	55	146	165	64	136
Psychologie	100	100	100	146	170	152	156	195	166	194	144	181
Sécrétologie	100	100	100	400	-	540	500	-	760	400	-	630
Sciences économiques	100	100	100	114	77	102	140	51	..3	182	88	153
Sciences politiques	100	100	100	124	85	112	173	111	154	223	142	198
Service social	100	100	100	80	146	90	135	228	149	134	400	174
Sociologie	100	100	100	117	95	104	191	98	152	250	101	188
Total	100	100	100	133	117	128	169	120	155	197	133	178

Source: STATCAN - SIRCU

Tableau 21 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Ontario, nombre réel

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 ETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 ETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 ETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 ETC
Anthropologie	77	19	85	63	23	72	67	40	83	73	26	83
Archéologie												
Criminologie	69	15	75	130	33	143	87	50	107	89	59	113
Démographie												
Géographie	164	152	225	225	168	292	302	103	243	221	92	258
Psychologie	269	131	321	396	128	447	309	100	349	325	79	357
Sémiologie							12	13	17	17	6	19
Sciences économiques	188	106	230	332	188	407	282	145	340	311	81	343
Sciences politiques	288	151	348	270	136	324	346	284	460	536	337	671
Service social	356	5	358	603	45	621	699	167	566	502	206	584
Sociologie	110	131	162	207	129	259	194	84	228	216	68	243
Total	1521	710	1805	2026	850	2366	1998	986	2352	2290	954	2672

Tableau 22 - Évolution des inscriptions aux études de maîtrise par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Ontario, croissance relative

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 ETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 ETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 ETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 ETC
Anthropologie	100	100	100	82	121	85	87	211	98	95	137	99
Archéologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Criminologie	100	100	100	188	220	191	126	333	143	129	393	150
Démographie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géographie	100	100	100	137	111	130	123	68	108	135	61	115
Psychologie	100	100	100	147	98	139	115	76	109	121	60	111
Sémiologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sciences économiques	100	100	100	177	177	177	150	137	148	165	76	149
Sciences politiques	100	100	100	94	90	93	120	188	132	186	223	193
Service social	100	100	100	113	900	118	140	3340	158	141	4120	163
Sociologie	100	100	100	188	98	159	176	64	140	196	52	150
Total	100	100	100	133	120	131	131	139	133	151	134	148

Source: STATCAN - SISCU

Tableau 23 - Evolution des inscriptions aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Canada, nombre réel

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 ETPC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 ETPC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 ETPC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 ETPC
Anthropologie	220	137	275	280	152	341	297	180	366	359	133	412
Archéologie	32	8	35	34	7	37	45	1	45	30	3	31
Criminologie	84	98	123	157	127	208	151	127	202	105	131	157
Démographie	16	20	24	16	18	31	29	20	37	17	37	32
Géographie	415	330	547	558	380	710	552	217	639	530	199	610
Psychologie	836	473	1025	1105	590	1341	1010	621	1266	1166	452	1347
Récréologie	2		2	8	7	11	26	27	37	45	22	54
Sciences économiques	554	380	706	714	434	890	696	326	826	876	389	1000
Sciences politiques	507	343	644	536	327	667	672	493	869	975	691	1215
Service social	777	90	813	675	193	752	797	385	961	842	712	1127
Sociologie	329	374	479	458	335	592	519	317	646	610	286	724
Total	3772	2252	4673	4543	2590	5579	4802	2714	5888	5555	2885	6709

Tableau 24 - Evolution des inscriptions aux études de maîtrise par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Canada, croissance relative

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 ETPC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 ETPC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 ETPC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 ETPC
Anthropologie	100	100	100	127	111	124	135	131	134	163	97	150
Archéologie	100	100	100	106	88	105	141	13	129	94	38	89
Criminologie	100	100	100	187	130	169	180	130	164	125	134	128
Démographie	100	100	100	100	90	130	181	100	154	106	185	133
Géographie	100	100	100	134	115	130	133	66	117	128	60	111
Psychologie	100	100	100	132	125	131	122	132	124	139	96	131
Récréologie	100	100	100	400	-	540	1300	-	1849	2250	-	2690
Sciences économiques	100	100	100	129	114	126	126	86	117	158	81	142
Sciences politiques	100	100	100	106	95	104	133	144	135	192	175	189
Service social	100	100	100	87	214	93	103	428	117	108	791	139
Sociologie	100	100	100	139	90	124	158	85	135	185	76	151
Total	100	100	100	120	115	119	127	121	126	147	128	144

SOURCE: STATCAN - SIUCU

Tableau 25 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Québec, nombre réel

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 EETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 EETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 EETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 EETC
Anthropologie	26	19	34	46	14	52	41	29	73	82	25	92
Archéologie	0	0		4	0	4	2	1	2	4	1	4
Criminologie	7	15	13	6	15	12	4	19	12	5	11	9
Démographie	1	0	1	4	1	4	3	7	6	6	7	9
Géographie	34	18	41	39	10	43	29	17	36	61	16	67
Psychologie	163	157	226	202	222	291	219	197	298	339	155	401
Récréologie												
Sciences économiques	56	35	70	68	19	76	96	11	100	80	17	87
Sciences politiques	46	31	58	53	21	60	85	34	99	102	69	130
Service social	0	0		0	0		4	0	4	6	2	7
Sociologie	53	43	70	48	73	77	52	42	69	111	74	141
Total	386	318	513	469	375	619	556	357	698	796	377	947

Tableau 26 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Québec, croissance relative

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 EETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 EETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 EETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 EETC
Anthropologie	100	100	100	177	74	154	235	153	214	315	132	274
Archéologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Criminologie	100	100	100	86	100	92	57	127	89	71	73	72
Démographie	100	100	100	400	-	440	300	-	580	600	-	880
Géographie	100	100	100	115	56	104	85	94	87	179	89	164
Psychologie	100	100	100	124	141	129	134	125	132	208	99	178
Récréologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sciences économiques	100	100	100	121	54	108	171	31	143	143	49	124
Sciences politiques	100	100	100	113	68	103	185	110	169	222	223	222
Service social	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociologie	100	100	100	91	170	110	98	98	98	209	172	200
Total	100	100	100	122	118	121	144	112	136	206	119	184

Source: STATCAN - SIBCU

Tableau 27 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Ontario, nombre réel

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 ETPC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 ETPC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 ETPC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 ETPC
Anthropologie	51	21	59	82	22	91	91	21	99	78	9	82
Archéologie												
Criminologie												
Démographie												
Géographie	87	48	106	75	45	93	88	33	101	83	29	95
Psychologie	382	212	467	449	216	535	650	150	513	585	111	629
Sécrétologie												
Sciences économiques	99	51	119	307	98	346	291	91	327	181	76	211
Sciences politiques	264	63	289	119	49	139	116	56	138	221	50	241
Service social	23	13	28	25	18	32	34	17	41	35	13	40
Sociologie	157	54	179	229	69	257	183	91	219	212	58	235
Total	1063	462	1268	1286	517	1493	1253	467	1440	1395	346	1533

Tableau 28 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Ontario, croissance relative

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 ETPC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 ETPC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 ETPC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 ETPC
Anthropologie	100	100	100	161	105	153	178	100	167	153	43	137
Archéologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Criminologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Démographie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géographie	100	100	100	86	94	88	101	69	95	95	60	89
Psychologie	100	100	100	118	102	115	118	75	110	153	52	135
Sécrétologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sciences économiques	100	100	100	310	192	290	294	178	274	183	149	177
Sciences politiques	100	100	100	45	78	48	44	89	48	84	79	83
Service social	100	100	100	109	138	114	148	131	146	152	100	143
Sociologie	100	100	100	146	128	144	117	169	123	135	107	132
Total	100	100	100	121	112	120	118	101	115	131	75	123

Source: STATCAN - SIBCU

Tableau 29 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Canada, nombre réel

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 EETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 EETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 EETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 EETC
Anthropologie	120	51	140	157	60	181	187	55	209	200	36	214
Archéologie	10	11	14	22	1	22	17	9	31	21	1	21
Criminologie	7	15	13	6	15	12	4	19	12	5	11	9
Démographie	1	0	1	4	1	4	3	7	6	6	7	9
Géographie	179	77	218	157	72	186	168	59	192	203	53	224
Psychologie	690	406	862	828	500	1026	859	395	1017	1132	289	1248
Sécrétologie										1	1	1
Sciences économiques	255	113	300	434	158	497	498	127	549	331	99	371
Sciences politiques	358	114	404	211	94	249	238	98	277	361	121	411
Service social	23	13	28	25	18	32	39	17	46	41	15	47
Sociologie	260	127	311	326	168	393	295	150	355	381	144	439
Total	1903	927	2274	2168	1087	2603	2368	936	2682	2684	777	2995

Tableau 30 - Évolution des inscriptions aux études de doctorat par discipline au Québec, en Ontario et au Canada

- Canada, croissance relative

Discipline	1972-73 TC	1972-73 TP	1972-73 EETC	1975-76 TC	1975-76 TP	1975-76 EETC	1980-81 TC	1980-81 TP	1980-81 EETC	1985-86 TC	1985-86 TP	1985-86 EETC
Anthropologie	100	100	100	131	118	129	156	108	149	167	71	153
Archéologie	100	100	100	220	9	156	170	82	143	210	9	149
Criminologie	100	100	100	86	100	92	57	127	89	71	73	72
Démographie	100	100	100	400	-	440	300	-	580	600	-	880
Géographie	100	100	100	88	94	89	94	77	91	113	69	107
Psychologie	100	100	100	120	123	120	124	97	119	164	71	146
Sécrétologie	100	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sciences économiques	100	100	100	170	140	166	195	112	183	130	88	123
Sciences politiques	100	100	100	59	82	62	66	86	69	101	106	102
Service social	100	100	100	109	138	114	170	131	162	178	115	157
Sociologie	100	100	100	125	132	127	113	118	114	147	113	141
Total	100	100	100	114	117	114	121	101	118	141	84	132

SOURCE: STATCAN - SISCU

Tableau 31 - Inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1983-87, moyenne annuelle.

1 - en nombre absolu

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Anthropologie	96.6	21.2	283.6	32.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	42.8	39.4	97.6	19.0	460.6	112.8
Criminologie	0.0	0.0	280.8	10.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	280.8	10.6
Démographie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Géographie	171.4	33.2	142.0	10.6	149.0	9.4	210.0	68.2	127.6	38.0	98.4	1.4	130.6	56.0	126.2	14.6	1079.0	229.4
Psychologie	236.0	31.4	427.0	34.8	123.0	8.8	152.0	101.0	252.8	43.6	82.8	7.4	502.0	247.6	610.6	91.6	2648.2	776.2
Sémiologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	175.6	36.0	0.0	0.0	110.8	32.2	0.0	0.0	286.4	68.2
Relations industrielles	983.4	252.2	252.6	78.8	0.0	0.0	0.0	0.0	76.6	36.4	0.0	0.0	2.6	5.6	332.8	29.2	1258.2	407.2
Sciences économiques	236.8	25.8	291.6	27.6	104.6	5.8	289.6	78.4	55.6	10.4	123.3	5.8	612.6	279.0	483.4	27.4	2198.4	459.2
Science politique	408.6	50.0	323.2	25.6	0.0	0.0	435.4	146.6	17.8	1.4	91.8	4.0	468.2	155.6	649.2	42.6	2535.2	461.8
Service social	282.6	36.0	167.8	25.4	194.8	138.2	214.0	158.2	118.2	79.6	0.0	0.0	0.0	0.0	187.4	29.2	1166.0	450.6
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	287.8	171.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	287.8	171.2
Sociologie	148.6	37.4	294.6	21.8	0.0	0.0	286.2	110.6	42.8	14.0	34.2	3.6	226.4	154.6	113.4	18.6	1045.2	360.6
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	87.7	20.0	2.0	0.0	153.8	176.2	0.0	0.0	226.4	196.2
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	121.6	30.2	0.0	0.0	0.0	0.0	79.4	2.6	201.0	32.8
Total	2584.0	489.2	2272.4	285.4	967.4	154.2	1873.0	652.0	1066.6	287.6	323.3	22.2	2250.6	1255.2	2880.0	273.8	14981.1	3790.6

Source: RECU

Tableau 32 - Inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-83, moyenne annuelle.

a - EETC, en pourcentage par université

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Anthropologie	105.5	21.8	216.5	44.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	58.6	12.1	104.8	21.6	485.7	100.0
Criminologie	0.0	0.0	285.0	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	285.0	100.0
Démographie	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Géographie	184.7	14.7	146.2	13.2	148.0	12.5	249.3	18.6	142.0	12.9	30.6	2.2	133.0	12.0	132.0	12.0	1 [illegible]	100.0
Psychologie	248.6	8.4	420.9	14.2	126.5	4.3	216.4	7.3	280.2	9.1	85.8	2.9	741.0	25.1	847.2	28.7	2956.7	100.0
Sécurité	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	190.0	59.1	0.0	0.0	131.7	40.9	0.0	0.0	321.7	100.0
Relations industrielles	694.3	48.9	284.3	20.0	0.0	0.0	0.0	0.0	91.2	6.4	0.0	0.0	4.8	0.3	344.5	24.3	1419.1	100.0
Sciences économiques	247.1	10.5	302.6	12.8	106.9	4.5	321.0	13.6	59.8	2.5	1[illegible]5.6	4.4	723.8	30.7	456.4	20.9	2389.2	100.0
Science politique	428.6	17.1	332.6	13.3	0.0	0.0	483.2	19.7	18.5	0.7	53.4	2.1	526.4	21.0	666.2	26.6	2519.0	100.0
Service social	307.0	19.5	178.0	11.3	246.9	15.7	277.3	17.6	142.0	9.0	0.0	0.0	0.0	0.0	199.1	12.6	1350.2	100.0
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	366.3	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	366.3	100.0
Sociologie	143.6	13.8	213.3	17.9	0.0	0.0	330.4	28.1	48.4	4.1	35.6	3.0	297.2	25.0	120.8	10.2	1189.4	100.0
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	99.7	26.4	2.0	0.5	274.3	73.6	0.0	0.0	304.9	100.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	133.7	62.4	0.0	0.0	0.0	0.0	80.4	37.6	214.1	100.0
Total	2379.7	16.0	2379.6	16.0	678.3	4.2	2229.8	14.7	1191.4	7.8	342.0	2.0	2840.9	19.1	2989.5	20.1	14681.1	100.0

Source: RECU

Tableau 33 - Inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

C - ETPC, en pourcentage par discipline

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Anthropologie	105.9	4.4	216.5	9.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	50.6	2.1	104.8	3.5	485.7	2.3
Criminologie	0.0	0.0	285.0	12.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	285.0	1.9
Démographie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Géographie	184.7	7.8	146.2	6.1	148.0	23.1	200.3	9.4	142.8	12.2	30.6	11.5	132.0	4.7	132.0	4.4	1170.8	7.8
Psychologie	248.6	10.4	420.9	17.7	126.5	20.5	216.4	8.9	279.2	23.2	65.8	25.1	741.0	26.1	647.2	20.3	2956.7	19.9
Sédentologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	190.0	16.3	0.0	0.0	131.7	4.6	0.0	0.0	321.7	2.2
Relations industrielles	694.3	29.2	284.3	11.9	0.0	0.0	0.0	0.0	91.2	7.8	0.0	0.0	4.8	0.2	344.5	11.5	1419.1	9.5
Sciences économiques	247.1	10.4	302.6	12.7	106.9	17.3	321.0	14.7	59.8	5.1	125.6	30.5	725.0	25.5	494.4	16.5	2581.2	15.9
Sciences politiques	428.6	18.0	332.6	14.0	0.0	0.0	493.2	22.5	18.5	1.3	53.4	15.0	528.4	18.5	666.2	22.3	2519.0	16.9
Service social	307.0	12.9	178.0	7.5	240.9	38.9	277.3	12.7	142.0	12.2	0.0	0.0	0.0	0.0	204.1	6.7	1350.2	8.4
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	366.3	16.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	366.3	2.5
Sociologie	163.6	6.9	213.3	9.0	0.0	0.0	310.4	14.2	48.4	4.2	35.6	10.4	297.2	10.5	120.8	4.0	1189.4	8.0
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	80.2	6.9		0.1	224.3	7.9	0.0	0.0	304.50	2.7
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	133.7	11.5	0.0	0.0	0.0	0.0	80.4	2.7	214.1	1.4
Total	2379.7	100.0	2379.6	100.0	626.3	100.0	2209.9	100.0	1191.4	100.0	342.0	100.0	3040.9	100.0	2989.5	100.0	14801.1	100.0

Source: RECU

Tableau 34 - Inscriptions au certificat et aux grades, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

1 - en nombre absolu

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.0	17.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.0	17.6
Anthropologie	46.4	23.2	34.0	16.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.2	4.8	0.0	0.0	80.6	38.2
Criminologie	0.0	0.0	53.4	225.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	53.4	225.2
Démographie	0.0	0.0	17.4	4.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	17.4	4.8
Géographie	67.4	25.8	9.0	2.0	0.0	0.0	13.5	13.0	0.0	0.0	3.2	0.0	4.8	1.8	0.0	0.0	97.9	42.6
Psychologie	250.4	104.8	16.2	15.4	3.4	138.0	8.2	77.6	3.6	66.0	7.0	2.4	22.2	12.6	0.0	0.0	313.0	417.8
Sémiologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0
Relations industrielles	158.6	83.2	148.8	1245.0	0.0	0.0	0.0	0.0	18.4	172.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	317.8	1500.6
Sciences économiques	120.8	39.6	60.2	26.6	0.0	0.0	28.4	40.2	0.6	6.2	11.2	1.2	25.8	10.8	0.0	0.0	345.0	134.6
Science politique	206.0	83.0	27.8	7.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.2	0.0	10.0	9.2	0.0	0.0	246.0	99.2
Service social	79.8	273.0	132.8	1389.4	4.4	71.2	0.0	0.0	107.0	1477.0	0.0	0.0	6.0	371.2	0.0	0.0	330.0	3502.2
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Sociologie	197.2	85.0	42.6	13.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.5	0.4	16.6	12.8	0.0	0.0	362.9	112.0
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0	30.0	28.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	30.0	491.7
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	1126.4	737.6	531.0	2959.4	7.8	230.2	90.3	197.1	129.6	1680.3	26.1	4.0	98.8	423.2	0.0	0.0	2000.8	6112.5

Source: REDU

Tableau 35 - Inscriptions au certificat et diplômes, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-83, moyenne annuelle.

I - EETC, en pourcentage par université

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	23.0	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	23.0	100.0
Anthropologie	55.9	59.0	32.9	34.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	7.1	6.3	0.0	0.0	95.9	100.0
Criminologie	0.0	0.0	143.5	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	143.5	100.0
Démographie	0.0	0.0	19.3	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	19.3	100.0
Géographie	77.7	56.3	9.0	6.1	23.1	16.7	18.7	13.5	0.0	0.0	3.2	1.0	5.5	4.5	0.0	0.0	138.0	100.0
Psychologie	282.3	61.1	24.4	5.1	58.0	12.3	39.2	8.2	30.0	6.3	8.0	1.3	27.2	5.7	0.0	0.0	480.1	100.0
Sécrétariat	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	100.0	0.0	0.0	0.2	100.0
Relations industrielles	191.9	21.2	130.0	70.5	0.0	0.0	0.0	0.0	87.4	8.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	917.4	100.0
Sciences économiques	136.4	46.3	70.8	24.0	0.0	0.0	44.5	15.1	3.1	1.0	11.7	4.0	28.1	9.5	0.0	0.0	294.8	100.0
Science politique	239.2	85.8	30.6	10.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.2	0.7	13.7	4.8	0.0	0.0	285.4	100.0
Service social	189.0	10.9	656.6	37.9	32.9	1.9	0.0	0.0	697.1	40.2	0.0	0.0	154.5	8.9	0.0	0.0	1730.0	100.0
Sexologie	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Sociologie	231.2	75.6	48.1	15.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.7	0.7	22.7	7.4	0.0	0.0	305.7	100.0
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	41.5	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	41.5	100.0
Autres	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Total	1413.8	31.5	1674.8	37.4	115.0	2.7	166.9	3.3	817.5	18.3	27.7	0.6	257.7	5.7	0.0	0.0	4473.9	100.0

Source: RECU

Tableau 36 - Inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

C - UTC, en pourcentage par discipline

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	23.0	13.8	0.0	0.0	0.0	0.0	7.1	7.7	0.0	ND	23.0	0.5
Anthropologie	55.9	4.0	32.9	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.9	2.3	0.0	ND	95.0	2.2
Criminologie	0.0	0.0	143.5	8.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	143.5	3.3
Démographie	0.0	0.0	19.3	1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	19.3	0.4
Géographie	77.7	5.5	9.8	0.6	23.1	20.1	18.7	11.2	0.0	0.0	3.2	10.4	5.5	2.2	0.0	ND	138.0	2.6
Psychologie	292.3	20.6	24.4	1.5	59.0	51.3	38.2	23.6	30.0	3.8	8.0	25.4	27.2	10.5	0.0	ND	480.1	11.1
Sémiologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.1	0.0	ND	0.2	0.0
Relations industrielles	791.9	13.7	630.8	38.1	0.0	0.0	0.0	0.0	87.4	10.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	917.4	21.1
Sciences économiques	136.6	9.7	70.8	4.2	0.0	0.0	46.5	26.8	0.1	0.4	11.7	46.7	28.1	10.9	0.0	ND	294.8	6.9
Science politique	239.2	17.0	30.6	1.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.2	8.8	13.7	5.3	0.0	ND	285.4	6.4
Service social	185.0	13.4	836.6	39.2	32.9	28.6	0.0	0.0	697.1	85.2	0.0	0.0	154.5	60.1	0.0	ND	1730.0	38.7
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0
Sociologie	231.2	15.8	48.1	2.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.9	8.6	21.7	8.4	0.0	ND	303.7	6.8
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	41.5	24.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	41.5	0.9
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0
Total	1413.8	100.0	1674.8	100.0	115.0	100.0	166.9	100.0	817.5	100.0	27.7	100.0	257.7	100.0	0.0	ND	4473.4	100.0

Source: RECU

Tableau 37- Inscriptions à la maîtrise,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

A - en nombre absolu

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Anthropologie	52.0	16.2	46.2	46.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	17.4	0.0	115.4	62.4
Criminologie	0.0	0.0	26.0	78.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	26.0	78.2
Démographie	0.0	0.0	25.0	37.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	25.0	37.2
Géographie	50.6	8.6	23.8	38.8	50.0	0.0	15.4	26.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	26.2	0.4	102.0	66.2
Psychologie	142.4	60.4	150.2	112.8	26.0	6.2	90.2	106.2	38.4	76.8	0.0	0.0	34.6	18.6	11.0	0.0	496.6	279.0
Microbiologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.2	12.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.2	12.4
Relations industrielles	53.6	30.6	45.2	36.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	98.8	66.8
Sciences économiques	50.2	15.8	97.6	52.8	92.8	0.6	29.0	32.8	0.0	0.0	0.0	0.0	14.6	13.8	45.4	0.0	330.2	115.8
Science politique	92.2	45.4	67.8	78.8	0.0	0.0	53.2	75.6	0.0	0.0	0.0	0.0	22.4	25.4	50.8	1.4	286.4	250.6
Service social	33.0	108.6	46.4	57.8	56.0	46.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	46.4	22.4	181.8	242.8
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	25.8	43.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	25.8	43.2
Sociologie	84.6	27.4	55.4	72.0	0.0	0.0	61.8	86.8	0.0	0.0	0.0	0.0	12.8	30.6	12.6	0.4	227.2	196.4
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	567.4	313.0	505.6	620.8	235.0	52.8	278.4	369.4	48.6	89.2	0.0	0.0	76.4	92.4	219.8	24.8	2010.2	1552.4

Source: RECU

Tableau 38 - Inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

A - EETC, en pourcentage par université

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Anthropologie	59.3	39.7	72.7	48.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	17.4	11.6	149.4	100.0
Criminologie	0.0	0.0	58.1	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	58.1	100.0
Démographie	0.0	0.0	39.9	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	39.9	100.0
Géographie	62.0	29.6	35.3	16.9	59.0	28.2	26.8	12.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	26.4	12.6	209.5	100.0
Psychologie	166.6	36.2	196.3	38.9	29.3	4.6	111.9	25.7	69.1	15.9	0.0	0.0	32.0	5.0	11.0	1.7	636.2	100.0
Sécurologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	15.6	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	15.6	100.0
Relations industrielles	65.0	52.5	59.7	47.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	125.5	100.0
Sciences économiques	56.5	15.0	118.9	31.6	95.4	24.8	41.8	10.9	0.0	0.0	0.0	0.0	20.1	5.7	45.4	11.9	376.7	100.0
Science politique	110.4	28.5	99.3	25.7	0.0	0.0	83.4	21.6	0.0	0.0	0.0	0.0	34.2	8.8	59.4	15.4	386.7	100.0
Service social	76.4	27.2	69.5	24.7	73.6	26.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	61.4	21.8	280.9	100.0
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	47.1	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	47.1	100.0
Sociologie	95.6	31.3	84.2	27.5	0.0	0.0	85.2	28.0	0.0	0.0	0.0	0.0	25.0	8.2	12.8	4.2	305.8	100.0
Sciences sociales	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Autres	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Total	692.6	26.6	833.9	32.0	255.3	9.9	419.2	16.1	84.7	3.2	0.0	0.0	111.4	4.3	233.7	9.0	2630.8	100.0

Source: RECU

Tableau 39 - Inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

c - CIPC, en pourcentage par discipline

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Anthropologie	59.3	8.6	72.7	8.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	17.4	7.4	149.4	5.7
Criminologie	0.0	0.0	58.1	7.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	58.1	2.2
Démographie	0.0	0.0	39.9	4.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	39.9	1.5
Géographie	42.0	6.0	35.3	4.2	50.0	23.1	26.0	6.4	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	26.4	11.3	209.5	8.0
Psychologie	166.6	24.0	196.3	23.5	29.3	11.4	151.9	32.5	69.1	81.4	0.0	ND	32.0	28.8	11.0	4.7	636.2	24.4
Sémiologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	15.6	18.4	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	15.6	0.6
Relations industrielles	65.8	9.5	59.7	7.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	125.5	4.8
Sciences économiques	56.5	8.2	118.9	14.3	95.4	36.6	41.8	12.0	0.0	0.0	0.0	ND	20.1	18.1	45.4	19.4	378.2	13.5
Science politique	110.4	15.9	99.3	11.9	0.0	0.0	81.4	18.9	0.0	0.0	0.0	ND	34.2	30.7	59.4	25.4	384.7	14.8
Service social	76.4	11.0	69.5	8.3	73.6	28.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	61.4	26.3	280.9	10.8
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	47.1	11.2	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	47.1	1.8
Sociologie	95.6	13.8	84.2	10.1	0.0	0.0	88.2	21.0	0.0	0.0	0.0	ND	25.0	22.5	12.8	5.5	305.7	11.7
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	692.6	100.0	833.9	100.0	255.3	100.0	419.2	100.0	84.7	100.0	0.0	ND	111.4	100.0	233.7	100.0	2630.8	100.0

Source: RECU

Tableau 40 - Inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

1 - en nombre absolu

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Anthropologie	22.2	5.4	16.0	15.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	30.4	0.0	68.6	21.0
Criminologie	0.0	0.0	5.8	13.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.8	13.0
Démographie	0.0	0.0	5.2	7.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	5.2	7.2
Géographie	30.4	7.4	9.0	9.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	12.8	0.0	52.2	16.4
Psychologie	52.6	9.0	117.0	144.6	0.0	0.0	34.4	23.0	7.9	2.2	0.0	0.0	22.4	28.0	44.2	0.0	278.3	203.6
Sémiologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Relations industrielles	8.0	2.6	1.2	1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	9.2	3.8
Sciences économiques	17.0	4.2	21.0	9.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.2	9.2	37.6	0.0	42.0	23.2
Science politique	25.0	12.0	28.2	28.4	0.0	0.0	25.2	25.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	22.4	0.2	100.8	58.4
Service social	0.0	0.0	1.6	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.0	0.0	5.6	0.4
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Sociologie	24.0	10.0	33.4	53.2	0.0	0.0	25.6	6.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	19.4	1.4	102.8	71.4
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	156.2	47.4	239.4	275.2	0.0	0.0	86.2	55.4	7.9	2.2	0.0	0.0	28.4	37.2	191.0	1.6	709.5	419.2

Source: RECU

Tableau 41 - Inscriptions au doctorat,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

3 - UQTR, en pourcentage par université

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		McGill's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Anthropologie	26.4	33.6	22.2	28.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	28.4	36.5	77.0	100.0
Criminologie	0.0	0.0	11.3	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	11.3	100.0
Démographie	0.0	0.0	8.1	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	8.1	100.0
Géographie	11.4	56.6	12.6	21.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	12.6	21.8	58.8	100.0
Psychologie	21.6	6.5	175.6	49.3	0.0	0.0	43.9	12.3	8.9	2.6	0.0	0.0	32.6	9.4	64.2	18.6	357.8	100.0
Sémiologie	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Relations industrielles	9.0	84.3	1.7	15.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.7	100.0
Sciences économiques	18.7	20.5	24.9	27.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	9.9	10.8	37.8	41.4	91.3	100.0
Science politique	25.8	26.0	36.4	29.3	0.0	0.0	31.5	25.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	22.5	18.1	124.2	100.0
Service social	0.0	0.0	1.0	20.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.0	80.1	5.0	100.0
Sexologie	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Sociologie	28.3	23.4	55.1	45.6	0.0	0.0	28.0	23.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	28.0	15.1	122.4	100.0
Sciences sociales	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Autres	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND	0.0	ND
Total	175.2	20.0	349.7	39.9	0.0	0.0	108.4	12.4	8.9	0.8	0.0	0.0	43.5	5.0	191.6	21.9	880.0	100.0

Source: RECU

Tableau 42 - Inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

c - EETC, en pourcentage par discipline

Discipline/ Université	Laval		Montréal		Sherbrooke		UQAM		UQ autres		Bishop's		Concordia		McGill		Total	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Archéologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Anthropologie	24.4	13.9	22.2	6.4	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	30.4	15.9	77.0	8.8
Criminologie	0.0	0.0	11.3	3.2	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	11.3	1.3
Démographie	0.0	0.0	8.1	2.3	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	8.1	0.9
Géographie	33.4	19.0	12.6	3.6	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	12.8	6.7	58.8	6.7
Psychologie	31.6	18.0	175.6	50.2	0.0	ND	43.9	49.5	0.9	100.0	0.0	ND	33.6	77.3	64.2	33.5	357.8	40.7
Sérologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Relations industrielles	9.0	5.2	1.7	0.5	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	10.7	1.2
Sciences économiques	18.7	10.7	24.9	7.1	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	9.9	22.7	37.8	19.7	91.3	10.4
Science politique	29.8	17.0	36.4	10.4	0.0	ND	35.5	32.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	22.5	11.7	124.2	14.2
Service social	0.0	0.0	1.8	0.5	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	4.0	2.1	5.8	0.7
Sexologie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Sociologie	28.3	16.2	55.1	15.8	0.0	ND	29.0	26.7	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	20.0	10.4	132.4	15.1
Sciences sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	ND	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	175.2	20.0	348.7	39.8	0.0	ND	108.4	12.4	0.9	0.1	0.0	ND	43.5	5.0	191.6	21.9	880.0	100.0

Source: RECU

Tableau:48 - Inscriptions par programme dans chaque université, durant la période 1982-87, moyenne annuelle

0 - 1 - 1979

Nom de programme / Type de grade postulé	Certificat 1er cycle TC	Certificat 1er cycle TP	Baccalauréat spéc./honneurs TC	Baccalauréat spéc./honneurs TP	Maîtrise TC	Maîtrise TP	autre grade 2ième cycle TC	autre grade 2ième cycle TP	Doctorat TC	Doctorat TP	Total TC	Total TP
Géographie	0	0	46.4	12.8	0	0	0	0	0	0	46.4	12.8
Psychologie	0	0	252.8	43.6	38.4	78.8	0	0	6.2	2.2	297.4	122.6
Sociologie	0	0	175.6	36	0	0	0	0	0	0	175.6	36
Sciences de loisir	0	0	0	0	10.2	13.4	0	0	0	0	10.2	13.4
Economique	0	0	39.4	6.8	0	0	0	0	0	0	39.4	6.8
Administration	27.8	347	0	0	0	0	0	0	0	0	27.8	347
Géographie	0	0	121.6	30.2	0	0	0	0	0	0	121.6	30.2
TOTAL	27.8	347	633.8	129.4	48.6	92.2	0	0	6.2	2.2	716.4	568.8

Source BRCE

Tableau 43 - Inscriptions par programme dans chaque université, durant la période 1982-87, moyenne annuelle

E - 2 - UQAC

Nom du programme / Type de grade partiel	Certificat 1er cycle TC	Certificat 1er cycle TP	Baccalauréat spéc./honneurs TC	Baccalauréat spéc./honneurs TP	Maîtrise TC	Maîtrise TP	autre grade 2ième cycle TC	autre grade 2ième cycle TP	Doctorat TC	Doctorat TP	Total TC	Total TP
Géographie	0	0	30	9.8	0	0	0	0	0	0	30	9.8
Psychologie	0	3.4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3.4
science politique	0	0	6.8	1.4	0	0	0	0	0	0	6.8	1.4
Travail social	3	57.8	0	0	0	0	0	0	0	0	3	57.8
Animation	5.6	149.8	0	0	0	0	0	0	0	0	5.6	149.8
Gérontologie	5	94.4	0	0	0	0	0	0	0	0	5	94.4
Réadaptation sociale	1.4	13.6	0	0	0	0	0	0	0	0	1.4	13.6
Sciences sociales	0	0	69.4	17.4	0	0	0	0	0	0	69.4	17.4
TOTAL	15	319	106.2	28.6	0	0	0	0	0	0	121.2	347.6

Source UQAC

Tableau 43 - Inscriptions par programme dans chaque université, durant la période 1982-83, moyenne annuelle

E - 1 - [illegible]

Nom du programme / Type de grade postulé	Certificat 1er cycle TC	Certificat 1er cycle TP	Baccalauréat spéc./honneurs TC	Baccalauréat spéc./honneurs TP	Maîtrise TC	Maîtrise TP	autre grade 2ième cycle TC	autre grade 2ième cycle TP	Doctorat TC	Doctorat TP	Total TC	Total TP
Géographie	0	0	53.2	13.4	0	0	0	0	0	0	53.2	13.4
Economique	0	0	16.2	3.6	0	0	0	0	0	0	16.2	3.6
Animation	10.2	254.2	0	0	0	0	0	0	0	0	10.2	254.2
Sociologie	0	0	42.2	14	0	0	0	0	0	0	42.8	14
Démotologie	0	18.8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18.8
TOTAL	10.2	273	112.2	31	0	0	0	0	0	0	122.4	304

Source [illegible]

Tableau 43 - Inscriptions par programme dans chaque université, durant la période 1982-87, moyenne annuelle

E - 4 - TQAT

Nom du programme / Type de grade postulé	Certificat 1er cycle TC	Certificat 1er cycle TP	Baccalauréat spéc./Mineure TC	Baccalauréat spéc./Mineure TP	Maîtrise TC	Maîtrise TP	autre grade 2ième cycle TC	autre grade 2ième cycle TP	Doctorat TC	Doctorat TP	Total TC	Total TP
Psychologie	3.6	62.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.6	62.6
Gérontologie	2.0	75.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0	75.0
Relations de travail	4.0	51.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.0	51.0
Travail social	0.0	0.2	31.6	27.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	31.6	27.6
Animation	3.2	83.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.2	83.2
TOTAL	13.6	272.0	31.6	27.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	45.2	300.2

Source REGI

Tableau 43 - Inscriptions par programme dans chaque université, durant la période 1982-87, moyenne annuelle.

E - 5 - 0320

Nom du programme / Type de grade postulé	Certificat 1er cycle TC	Certificat 1er cycle TP	Baccalauréat spéc./Honours TC	Baccalauréat spéc./Honours TP	Maîtrise TC	Maîtrise TP	autre grade 2ième cycle TC	autre grade 2ième cycle TP	Doctorat TC	Doctorat TP	Total TC	Total TP
Economique	0.6	6.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6	6.2
Géronto1ogie	1..8	222.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	16.8	222.4
Géronto1ogie thème.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0	29.2	0.0	0.0	2.0	29.2
Animation	11.2	72.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	11.2	72.6
Relations industrielles	11.0	75.0	70.4	36.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	88.4	111.4
Travail social	7.6	43.0	78.6	52.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	86.2	95.2
Sciences sociales	0.0	0.0	2.8	2.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.8	2.6
TOTAL	48.0	418.6	150.0	91.2	0.0	0.0	2.0	29.2	0.0	0.0	200.0	539.0

Source MEQ

Tableau 44 - Évolution des inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - Le nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Laval						Montréal					
	1982-83		1986-87		Évolution		1982-83		1986-87		Évolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	114	33	92	20	81	61	135	24	221	37	164	154
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	275	8	269	20	98	250
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	189	42	163	28	86	67	185	11	183	16	174	145
Psychologie	195	14	273	37	140	264	383	39	426	30	111	77
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	631	309	606	200	96	65	220	66	299	94	136	142
Sciences économiques	251	20	225	26	90	130	209	7	310	48	148	686
Science politique	254	31	476	57	187	184	286	17	341	31	119	182
Service social	254	38	387	41	152	108	144	30	167	24	116	80
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	150	31	134	34	89	110	197	18	224	24	114	133
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	2038	518	2356	443	116	86	1954	220	2639	324	134	147

Tableau 44 - Évolution des inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Sherbrooke						UQAM					
	1982-83		1986-87		Évolution		1982-83		1986-87		Évolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	113	6	146	9	129	133	211	84	128	53	61	63
Psychologie	120	1	118	40	98	4000	155	142	151	144	97	101
Récréologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	92	11	120	1	130	9	217	57	385	104	177	182
Science politique	0	0	0	0	ND	ND	460	148	689	150	122	101
Service social	182	122	218	129	120	106	178	149	234	164	131	110
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	203	176	295	144	104	82
Sociologie	0	0	0	0	ND	ND	321	132	241	95	75	70
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	507	140	602	178	119	127	1765	908	1921	872	109	96

Tableau 44 - Evolution des inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	UQ autres						Bishop's					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	168	45	101	26	60	58	17	2	23	1	135	50
Psychologie	101	26	352	67	194	258	61	11	104	6	174	55
Récréologie	101	46	156	44	86	96	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	39	27	101	44	259	163	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	59	13	52	10	88	77	63	4	119	9	189	225
Science politique	0	0	20	2	ND	ND	36	2	61	6	169	300
Service social	91	70	152	114	167	163	0	0	0	0	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	56	15	36	11	64	73	39	3	42	1	145	33
Sciences sociales	94	20	75	25	80	125	0	0	0	0	ND	ND
Autres	146	20	99	41	68	205	0	0	0	0	ND	ND
Total	1015	282	1152	384	113	136	266	22	351	23	170	105

Tableau 44 - Evolution des inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Concordia						McGill					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	14	20	55	57	393	285	94	17	117	19	124	112
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	71	20	135	44	190	220	109	12	122	15	112	125
Psychologie	416	240	695	457	167	190	772	81	794	94	103	116
Récréologie	156	54	87	45	56	83	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	156	24	263	30	74	113
Sciences économiques	560	221	566	305	100	138	449	24	466	25	104	104
Science politique	276	98	610	300	221	306	608	53	729	37	120	70
Service social	0	0	0	0	0	0	170	29	195	31	115	107
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	109	88	272	175	250	199	132	19	125	20	95	105
Sciences sociales	135	125	164	227	121	182	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	48	0	92	5	192	ND
Total	1745	874	2584	1632	148	187	2738	261	2903	276	106	106

Tableau 44 - Evolution des inscriptions au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A = en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Total					
	1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	357	94	485	133	136	141
Criminologie	275	8	269	20	98	250
Démographie	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	983	230	1001	213	102	93
Psychologie	2283	574	2915	895	128	156
Récréologie	337	100	243	89	72	89
Relations industrielles	1246	420	1259	368	101	81
Sciences économiques	1908	357	2243	529	118	148
Science politique	1860	349	2734	503	147	167
Service social	1019	438	1353	609	132	139
Sexologie	283	176	293	144	104	82
Sociologie	994	306	1074	358	108	117
Sciences sociales	229	145	239	252	104	173
Autres	194	20	191	46	98	230
Total	11968	3225	14299	4132	119	128

Tableau 45 - Evolution des inscriptions au baccalauréat, dans les constituantes de l'Université du Québec hors Montréal, par discipline, durant la période 1982-87.

a - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	UQTR						UQAC					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie					ND	ND					ND	ND
Anthropologie					ND	ND					ND	ND
Criminologie					ND	ND					ND	ND
Démographie					ND	ND					ND	ND
Géographie	61	16	36	11	59	69	38	11	28	9	93	82
Psychologie	181	26	352	67	194	258					ND	ND
Récréologie	181	46	156	44	86	96					ND	ND
Relations industrielles					ND	ND					ND	ND
Sciences économiques	68	9	35	0	73	89					ND	ND
Science politique					ND	ND			28	2	ND	ND
Service social					ND	ND					ND	ND
Sérologie					ND	ND					ND	ND
Sociologie					ND	ND					ND	ND
Sciences sociales					ND	ND	94	30	61	12	65	60
Autres	146	20	99	41	68	205					ND	ND
Total	617	117	678	171	110	146	126	31	117	23	94	74

Tableau 45 - Evolution des inscriptions au baccalauréat, dans les constituantes de l'Université du Québec hors Montréal, par discipline, durant la période 1982-87.

A - au nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	UQAR						UQAT					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie					ND	ND					ND	ND
Anthropologie					ND	ND					ND	ND
Criminologie					ND	ND					ND	ND
Démographie					ND	ND					ND	ND
Géographie	77	18	37	6	48	33					ND	ND
Psychologie					ND	ND					ND	ND
Récréologie					ND	ND					ND	ND
Relations industrielles					ND	ND					ND	ND
Sciences économiques	11	4	17	2	155	50					ND	ND
Science politique					ND	ND					ND	ND
Service social					ND	ND	22	23	47	50	214	217
Sexologie					ND	ND					ND	ND
Sociologie	56	15	36	11	64	73					ND	ND
Sciences sociales					ND	ND					ND	ND
Autres					ND	ND					ND	ND
Total	144	37	90	19	63	51	22	23	47	50	214	217

Tableau 45 - Evolution des inscriptions au baccalauréat, dans les constituantes de l'Université du Québec hors Montréal, par discipline, durant la période 1982-87.

a - au nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	UQAH						Total					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie					ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie					ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie					ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie					ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie					ND	ND	140	45	191	26	69	58
Psychologie					ND	ND	181	24	352	67	194	258
Récréologie					ND	ND	181	44	156	44	86	96
Relations industrielles	39	27	101	44	259	163	39	27	101	44	259	163
Sciences économiques					ND	ND	59	13	52	10	88	77
Science politique					ND	ND	0	0	28	2	ND	ND
Service social	69	47	105	64	152	136	91	70	152	114	167	163
Sexologie					ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie					ND	ND	54	15	36	11	64	73
Sciences sociales			14	13	ND	ND	94	20	75	25	80	125
Autres					ND	ND	144	20	99	41	68	205
Total	108	74	220	121	204	164	1015	282	1152	384	113	136

Source: RECU

Tableau 46 - Evolution des inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Laval						Montréal					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	61	26	35	24	57	92	15	3	35	16	233	533
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	39	243	67	182	172	75
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	18	7	13	4	72	57
Géographie	74	22	59	26	80	118	6	2	9	1	150	50
Psychologie	236	90	260	111	110	123	13	7	21	13	162	186
Périodologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	70	61	223	114	319	187	89	1247	153	1124	172	90
Sciences économiques	184	40	126	48	68	120	57	29	70	22	123	76
Science politique	250	107	178	71	71	66	24	10	37	5	154	50
Service social	0	37	151	454	ND	1227	72	901	151	1253	210	139
Urbanisme	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	230	86	142	75	62	87	28	9	63	19	225	211
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	1105	471	1174	923	110	196	361	2458	619	2639	171	107

Tableau 46 - Evolution des inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Sherbrooke						UQAM					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	18	19	11	16	61	84
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	113	6	0	0	0	0	0	0	0	0	ND	ND
Psychologie	3	156	4	128	133	82	0	0	41	388	ND	ND
Récréologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	0	0	0	0	ND	ND	16	38	51	46	319	121
Science politique	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Service social	3	82	7	65	233	79	0	0	0	0	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	6	0	ND	ND
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	63	52	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	119	244	11	193	9	79	34	57	166	502	488	881

Tableau 46 - Evolution des inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	UQ autres						Bishop's					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	5	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	5	0	ND	ND
Psychologie	3	83	8	47	267	57	7	2	10	1	143	50
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	3	41	34	205	1133	500	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	2	9	0	4	0	44	7	0	14	3	200	ND
Science politique	0	0	0	0	ND	ND	2	0	3	0	150	ND
Service social	45	1181	127	1515	282	128	0	0	0	0	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	0	0	0	0	ND	ND	1	0	6	0	600	ND
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	53	1314	166	1771	313	135	17	2	38	4	224	200

Tableau 46 - Évolution des inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/université	Concordia						McGill					
	1982-83		1986-87		Évolution		1982-83		1986-87		Évolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	4	5	5	5	125	100	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	1	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	4	1	9	3	225	300	0	0	0	0	ND	ND
Psychologie	21	9	22	23	105	256	0	0	0	0	ND	ND
Récréologie	1	0	0	0	0	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	19	8	24	10	126	125	0	0	0	0	ND	ND
Science politique	23	14	38	21	165	150	0	0	0	0	ND	ND
Service social	0	1	0	0	ND	0	0	0	0	0	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	14	6	18	16	129	267	0	0	0	0	ND	ND
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	86	44	122	78	142	177	0	0	0	0	ND	ND

Tableau 48 - Evolution des inscriptions aux certificats et mineures, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Total					
	1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	88	29	81	60	61	84
Anthropologie	80	24	75	45	94	188
Criminologie	39	245	67	182	172	75
Démographie	10	9	13	4	77	50
Géographie	197	51	92	59	47	97
Psychologie	281	147	386	711	137	205
Sexologie	1	0	0	0	0	00
Relations industrielles	162	1351	407	1445	251	107
Sciences économiques	248	129	291	133	119	107
Science politique	299	131	256	97	86	74
Service social	120	2202	436	3287	363	149
Sexologie	0	0	0	0	00	00
Sociologie	273	101	229	110	84	109
Sciences sociales	0	0	63	52	00	00
Autres	0	0	0	0	00	00
Total	1735	9590	2294	6110	132	133

Source: RECU

Tableau 47 - Evolution des inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline / Université	Laval						Montréal					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	53	20	39	10	74	50	25	77	55	75	220	104
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	27	61	23	57	85	73
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	29	31	18	37	62	119
Géographie	69	6	52	7	87	117	19	60	25	30	132	75
Psychologie	106	75	179	53	169	71	131	136	170	74	130	54
Géréologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	46	27	63	31	137	115	49	44	41	19	84	43
Sciences économiques	41	10	54	15	132	83	90	48	81	51	90	106
Science politique	94	49	99	38	105	78	60	67	52	95	87	142
Service social	31	76	33	141	106	186	43	44	30	65	70	148
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	65	20	108	27	166	95	57	82	52	69	91	84
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	496	299	627	322	126	108	530	643	547	572	103	89

Tableau 47 - Evolution des inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ université	Sherbrooke						UQAM					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	56	0	55	0	98	ND	13	24	14	24	93	100
Psychologie	24	31	31	0	129	0	87	85	104	141	120	166
Récréologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	58	1	28	0	48	0	28	19	18	41	64	216
Science politique	0	0	0	0	ND	ND	52	70	69	88	94	126
Service social	79	21	64	59	56	281	0	0	0	0	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	26	23	36	56	180	343
Sociologie	0	0	0	0	ND	ND	48	53	64	90	133	170
Sciences sociales	0	1	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	217	53	138	59	73	111	256	274	275	440	107	161

Tableau 47 - Evolution des inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	UQ autres						Bishop's					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Psychologie	37	71	46	86	124	121	0	0	0	0	ND	ND
Psychologie	11	14	14	14	127	100	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Science politique	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Service social	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	48	87	60	100	125	115	0	0	0	0	ND	ND

Tableau 47 - Evolution des inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - au nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ université	Concordia						McGill					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	20	0	13	0	65	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	0	0	0	0	ND	ND	26	0	28	0	108	ND
Psychologie	19	20	18	31	95	155	13	0	10	0	83	ND
Sémiologie	0	9	0	9	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	14	17	8	12	57	71	63	0	26	0	41	ND
Science politique	22	11	13	44	59	354	41	5	59	1	137	60
Service social	0	0	0	0	ND	ND	60	24	54	29	90	81
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	7	37	2	57	29	154	14	1	18	0	129	0
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	62	87	40	126	65	147	230	42	208	32	87	76

Tableau 47 - Evolution des inscriptions à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Total					
	1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	98	92	107	86	109	93
Criminologie	87	81	93	59	85	73
Démographie	29	31	18	37	62	119
Géographie	176	70	174	61	99	87
Psychologie	419	418	558	387	134	93
Sexérologie	11	14	14	14	127	88
Relations industrielles	95	71	108	80	109	70
Sciences économiques	294	103	215	119	73	116
Science politique	271	204	271	270	100	132
Service social	213	177	161	292	76	165
Sexologie	34	22	29	54	100	243
Sociologie	191	201	244	223	128	111
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND
Total	1847	1487	1915	1653	104	111

Source: RECU

Tableau 48 - Evolution des inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 =100)

Discipline/ Université	Laval						Montréal					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	6	6	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	23	5	27	3	117	60	5	10	21	19	420	190
Criminologie	6	0	0	0	ND	ND	4	10	10	7	250	70
Géographie	0	0	0	0	ND	ND	6	4	4	10	67	250
Géographie	23	6	35	7	152	117	9	6	5	13	56	217
Psychologie	28	9	31	3	111	33	83	160	134	125	161	78
Récréologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	3	1	10	6	333	600	1	1	2	2	200	200
Sciences économiques	12	3	22	4	183	133	21	6	32	9	105	150
Science politique	10	9	14	15	140	167	19	16	28	26	147	163
Service social	0	0	0	0	ND	ND	0	0	5	6	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	15	14	31	9	207	64	35	47	36	51	103	109
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	122	67	190	67	156	100	183	276	267	262	146	95

Tableau 48 - Évolution des inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Sherbrooke						UQAM					
	1982-83		1986-87		Évolution		1982-83		1986-87		Évolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Anthropologie	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Criminologie	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Démographie	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Géographie	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Psychologie	0	0	0	0	00	00	33	11	29	33	91	206
Géologie	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Relations industrielles	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Sciences économiques	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Science politique	0	0	0	0	00	00	28	10	28	38	71	390
Service social	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Sexologie	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Sociologie	0	0	0	0	00	00	13	0	30	11	200	00
Sciences sociales	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Autres	0	0	0	0	00	00	0	0	0	0	00	00
Total	0	0	0	0	00	00	79	26	79	88	105	331

Tableau 48 - Évolution des inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	UQ autres						Bishop's					
	1982-83		1986-87		Évolution		1982-83		1986-87		Évolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	0	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Géographie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Psychologie	0	0	7	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Périodologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Science politique	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Service social	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sexologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	0	0	7	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND

Tableau 48 - Evolution des inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

A - au nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Concordia						McGill					
	1982-83		1986-87		Evolution		1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Anthropologie	0	0	0	0	ND	ND	35	5	27	0	77	ND
Criminologie	0	0	0	0	ND	ND	9	0	8	0	89	ND
Démographie	0	0	0	0	ND	ND	9	0	8	0	89	ND
Géographie	0	0	0	0	ND	ND	17	0	13	0	76	ND
Psychologie	9	33	8	36	0	170	64	0	64	0	100	ND
Intercultural	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Relations industrielles	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sciences économiques	8	9	1	12	13	133	53	0	26	0	49	ND
Science politique	0	0	0	0	ND	ND	20	0	19	0	95	ND
Service social	0	0	0	0	ND	ND	6	0	1	1	17	ND
Toxicologie	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Sociologie	0	0	0	0	ND	ND	19	3	17	0	89	0
Sciences sociales	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Autres	0	0	0	0	ND	ND	0	0	0	0	ND	ND
Total	17	42	1	48	6	162	219	3	167	0	78	0

Tableau 48 : Evolution des inscriptions au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1982-87.

N = en nombre absolu
Indice (1982 = 100)

Discipline/ Université	Total					
	1982-83		1986-87		Evolution	
	TC	TP	TC	TP	TC	TP
Archéologie	0	0	0	0	00	00
Anthropologie	61	25	75	22	119	96
Criminologie	4	10	10	7	250	70
Démographie	6	4	4	10	67	250
Géographie	49	12	53	20	108	167
Psychologie	210	210	265	229	123	105
Récréologie	9	0	9	0	00	00
Relations industrielles	4	2	12	0	300	000
Sciences économiques	94	10	71	25	76	250
Science politique	85	55	101	90	119	229
Service social	6	0	6	0	100	00
Sexologie	0	0	0	0	00	00
Sociologie	84	64	114	74	136	116
Sciences sociales	0	0	0	0	00	00
Autres	0	0	0	0	00	00
Total	611	394	711	471	116	120

Source: RECU

ANNEXE AU CHAPITRE 3

ANNEXE C

TABLEAU 1

Nombre moyen de demandes d'admission au baccalauréat,
par université et discipline,
durant la période 1981-1986

Discipline/ Université	LAVAL *	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	180	363					47	80
Criminologie		671						
Géographie	238	339	188	266	130		54	112
Psychologie	614	1 075	541	945	268		602	788
Récréologie					179		115	
Relations industrielles	873	625						257
Sciences économiques	496	844	300	790	60		555	639
Science politique	660	878		700			382	548
Service social	443	487	334	571	43			156
Sexologie				418				
Sociologie	325	641		602	34		201	160
Sciences sociales					49		137	
Autres					106		2	

* Inclus aussi la mineure.

Source: Questionnaire adressé aux universités.

TABLEAU 2

Nombre moyen de demandes d'admission à la maîtrise,
par université et discipline,
durant la période 1981-1986

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	33	57						31
Criminologie		85						
Géographie	45	30	19	25	130			27
Psychologie	162	287	69	151	56		ND	58
Récréologie					17			
Relations industrielles	94	110						
Sciences économiques	77	156	18	93	60		ND	104
Science politique	93	120		122			ND	129
Service social	76	108	39					74
Sexologie				64				
Sociologie	66	80		108			ND	37
Sciences sociales								
Autres	35	35	59					

Source: Questionnaire adressé aux universités.

TABLEAU 3

Nombre moyen de demandes d'admission au doctorat,
par université et discipline,
durant la période 1981-1986

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	11	14						17
Criminologie		8						
Géographie	20	10						
Psychologie	25	103		35	8		ND	164
Récréologie								
Relations industrielles	9	4						
Sciences économiques	22	27					ND	42
Science politique	28	28		32				38
Service social								13
Sexologie								
Sociologie	21	33		31				18
Sciences sociales								
Autres		6						

Source: Questionnaire adressé aux universités.

TABLEAU 4

Nombre moyen de demandes d'admission aux mineures et certificats,
par université et discipline,
durant la période 1981-1986

Discipline/ Université	LAVAL	MONTRÉAL	SHERBROOKE	UQAM	UQ autres	BISHOP'S	CONCORDIA	McGILL
Anthropologie	17			74				
Criminologie		206						
Démographie		31						
Géographie	40		5					
Psychologie			67		69		0,2	
Récréologie								
Relations industrielles		745			63			
Sciences économiques			8	150			0,4	
Science politique	66						0,4	
Service social	74	230	18		55			
Sexologie								
Sociologie	22							
Sciences sociales	12			110			0,2	
Autres	302	668	52	49*	779**		74	

* Certificat de 2e cycle en études de la mort.
** Moyenne et taux calculés pour plusieurs certificats (animation, gérontologie, réadaptation sociale...).

Source: Questionnaire adressé aux universités.

ANNEXE AU CHAPITRE 3

ANNEXE D

Tableau 1 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985.

Secteur		1975 NOMBRE	1975 INDICE	1980 NOMBRE	1980 INDICE	1985 NOMBRE	1985 INDICE
Disciplines de l'étude	Québec	2439	100	3065	126	3223	132
	Ontario	7619	100	7267	95	8969	118
	Canada	13898	100	14570	105	18388	132
Administration et autres sciences sociales	Québec	3042	100	4554	150	5476	180
	Ontario	3076	100	4507	147	5887	191
	Canada	8882	100	13059	147	16597	187
Huaanités et Beaux Arts	Québec	2748	100	3080	112	3196	116
	Ontario	6072	100	5718	94	5634	93
	Canada	12258	100	12152	99	12898	105
Sciences naturelles Santé et Génie	Québec	4728	100	5964	126	6438	136
	Ontario	7163	100	8753	122	11053	154
	Canada	18983	100	22833	120	27224	143
Non déclaré	Québec	379	100	615	162	516	136
	Ontario	6078	100	5270	87	6399	105
	Canada	8623	100	7429	86	7785	90
Tous les secteurs	Québec	17142	100	21727	127	22183	129
	Ontario	36513	100	36233	99	43117	118
	Canada	80754	100	86410	107	97474	121

Source: Statistique Canada

Tableau 2 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985.

Secteur		1975 NOMBRE	1975 INDICE	1980 NOMBRE	1980 INDICE	1985 NOMBRE	1985 INDICE
Disciplines de l'étude	Québec	113	100	1007	891	1122	993
	Ontario	118	100	100	85	135	114
	Canada	286	100	1218	426	1426	499
Administration et autres sciences sociales	Québec	486	100	1604	330	3327	685
	Ontario	431	100	644	149	809	188
	Canada	1004	100	2463	245	4673	465
Humanités et Beaux Arts	Québec	234	100	671	287	1560	667
	Ontario	234	100	324	138	289	124
	Canada	556	100	1124	202	2027	365
Sciences naturelles Santé et Génie	Québec	243	100	955	393	979	403
	Ontario	669	100	664	99	604	90
	Canada	1537	100	2102	137	2322	151
Non déclaré	Québec	83	100	79	95	192	231
	Ontario	31	100		0		0
	Canada	247	100	79	32	255	103
Tous les secteurs	Québec	3371	100	7979	237	11749	349
	Ontario	1583	100	1897	120	1967	124
	Canada	7887	100	11685	148	15969	202

Source: Statistique Canada

Tableau 3 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985.

Secteur		1975 NOMBRE	1975 INDICE	1980 NOMBRE	1980 INDICE	1985 NOMBRE	1985 INDICE
Disciplines de l'étude	Québec	441	100	530	120	693	157
	Ontario	1098	100	1095	100	1143	104
	Canada	2009	100	2063	103	2372	118
Administration et autres sciences sociales	Québec	531	100	671	126	1034	195
	Ontario	1234	100	1394	113	1695	137
	Canada	2125	100	2602	122	3561	168
Humanités et Beaux Arts	Québec	568	100	544	96	716	126
	Ontario	1215	100	995	82	1101	91
	Canada	2256	100	1988	88	2313	103
Sciences naturelles Santé et Génie	Québec	622	100	831	134	1025	165
	Ontario	1250	100	1349	108	1726	138
	Canada	2560	100	2997	117	4067	159
Non déclaré	Québec	18	100	2	11	2	11
	Ontario		100		ERR	9	ERR
	Canada	33	100	5	15	19	58
Tous les secteurs	Québec	2514	100	3115	124	4029	160
	Ontario	5860	100	6042	103	6792	116
	Canada	11068	100	12432	112	15194	137

Source: Statistique Canada

Tableau 4 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales et dans les autres secteurs au Québec, en Ontario et au Canada, de 1975 à 1985.

Secteur		1975		1980		1985	
		NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Disciplines de l'étude	Québec	56	100	67	120	91	163
	Ontario	176	100	207	118	185	105
	Canada	317	100	372	117	370	117
Administration et autres sciences sociales	Québec	7	100	6	86	25	357
	Ontario	26	100	19	73	14	54
	Canada	42	100	31	74	50	119
Humanités et Beaux Arts	Québec	76	100	56	74	77	101
	Ontario	172	100	152	88	139	81
	Canada	295	100	251	85	264	89
Sciences naturelles Santé et Génie	Québec	196	100	180	92	259	132
	Ontario	458	100	374	82	482	105
	Canada	999	100	872	87	1086	109
Non déclaré	Québec	4	100	1	25	5	125
	Ontario		100		ERR	3	ERR
	Canada	17	100	7	41	18	106
Tous les secteurs	Québec	354	100	333	94	498	141
	Ontario	906	100	836	92	913	101
	Canada	1840	100	1738	94	2000	109

Source: Statistique Canada

Tableau 5 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales, par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

1- Québec

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	77	100	101	131	122	158	134	174
Archéologie	2	100	4	200	9	450	6	300
Criminologie	40	100	95	238	92	230	89	223
Démographie	6	100		0		0	7	117
Géographie	222	100	345	155	378	170	260	117
Psychologie	568	100	725	128	745	131	782	138
Récréologie			24	100	75	313	104	433
Sciences économiques	335	100	320	96	403	120	581	173
Sciences politiques	253	100	291	115	497	196	537	212
Service social	157	100	278	177	357	227	457	291
Sociologie	324	100	256	79	388	120	266	82
Total	1984	100	2439	123	3066	155	3223	162

Source: Statistique Canada

Tableau 6 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.
2- Ontario

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	144	100	325	226	269	187	252	175
Archéologie		100	4	ERR	8	ERR	9	ERR
Criminologie		100		ERR		ERR	98	ERR
Démographie		100		ERR		ERR		ERR
Géographie	1141	100	1187	104	991	87	870	76
Psychologie	1925	100	2503	130	2098	109	2504	130
Récréologie	17	100	124	729	127	747	193	1135
Sciences économiques	868	100	1041	120	1425	164	2264	261
Sciences politiques	766	100	832	109	887	116	1106	144
Service social	59	100	223	378	352	597	426	722
Sociologie	1162	100	1380	119	1110	96	1247	107
Total	6082	100	7619	125	7267	119	8969	147

Source: Statistique Canada

Tableau 7 - Nombre de grades décernés aux études de baccalauréat en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.
3- Canada

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	373	100	610	164	537	144	597	160
Archéologie	12	100	26	217	45	375	35	292
Criminologie	40	100	95	238	166	415	382	955
Démographie	6	100		0		0	7	117
Géographie	1794	100	1955	109	1877	105	1686	94
Psychologie	3611	100	4415	122	4067	113	4999	138
Récréologie	74	100	215	291	368	497	449	607
Sciences économiques	1762	100	1835	104	2444	139	3967	225
Sciences politiques	1466	100	1581	108	1896	129	2399	164
Service social	383	100	887	232	1131	295	1573	411
Sociologie	2201	100	2279	104	2039	93	2294	104
Total	11722	100	13898	119	14570	124	18388	157

Source: Statistique Canada

Tableau 8 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

1- Québec

Discipline/université	1972 NOMBRE	1972 INDICE	1975 NOMBRE	1975 INDICE	1980 NOMBRE	1980 INDICE	1985 NOMBRE	1985 INDICE
Anthropologie		100			22		23	
Archéologie		100					16	
Criminologie		100			41			
Démographie		100			3		11	
Géographie		100	1		12		13	
Psychologie		100	38		222		495	
Récréologie		100			28		24	
Sciences économiques		100	26		15		44	
Sciences politiques		100			77		57	
Service social		100	48		36		117	
Sociologie		100			551		322	
Total	0	100	113		1007		1122	

Source: Statistique Canada

Note: StatCan ne fournit aucune donnée pour 1972

Tableau 9 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

2- Ontario

Discipline/université	1972 NOMBRE	1972 INDICE	1975 NOMBRE	1975 INDICE	1980 NOMBRE	1980 INDICE	1985 NOMBRE	1985 INDICE
Anthropologie		100	1		1		3	
Archéologie		100						
Criminologie	14	100	7		13		32	
Démographie		100						
Géographie		100					3	
Psychologie		100	8				1	
Récréologie		100						
Sciences économiques	22	100			2		4	
Sciences politiques		100	2		14		14	
Service social		100	91		68		69	
Sociologie		100	9		2		9	
Total	36	100	118		100		135	

Source: Statistique Canada

Tableau 10 - Nombre de grades décernés aux études de certificat de 1er cycle en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

3- Canada

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	1	100	3		23		29	
Archéologie		100					16	
Criminologie	14	100	7		55		39	
Démographie		100			3		11	
Géographie	2	100	7		15		23	
Psychologie	16	100	55		230		512	
Récréologie		100			20		24	
Sciences économiques	27	100	27		21		56	
Sciences politiques	40	100	5		95		80	
Service social	3	100	168		191		221	
Sociologie	3	100	14		557		415	
Total	114	100	286		1218		1426	

Source: Statistique Canada

Tableau 11 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline, au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

1- Québec

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	13	100	21	162	35	269	41	315
Archéologie		100	2	ERR	1	ERR	2	ERR
Criminologie	9	100	23	256	4	44	10	111
Démographie	3	100	12	400	9	300	11	367
Géographie	19	100	26	137	21	111	47	247
Psychologie	75	100	180	240	266	355	259	345
Récréologie		100					3	
Sciences économiques	40	100	42	105	63	158	108	270
Sciences politiques	25	100	36	144	42	168	63	252
Service social	91	100	55	60	52	57	87	96
Sociologie	25	100	44	176	37	148	62	248
Total	300	100	441	147	530	177	693	231

Source: Statistique Canada

Tableau 12 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

2- Ontario

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	23	100	31	135	38	165	34	148
Archéologie		100						
Criminologie	16	100	53	331	42	263	26	163
Démographie		100						
Géographie	85	100	106	125	95	112	103	121
Psychologie	176	100	221	126	177	101	174	99
Récréologie		100		ERR	2	ERR	7	ERR
Sciences économiques	194	100	249	128	211	109	193	99
Sciences politiques	128	100	96	75	172	134	221	173
Service social	241	100	247	102	269	112	318	132
Sociologie	100	100	95	95	89	89	67	67
Total	963	100	1098	114	1095	114	1143	119

Source: Statistique Canada

Tableau 13 - Nombre de grades décernés aux études de maîtrise en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

3- Canada

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	56	100	79	141	107	191	102	182
Archéologie	1	100	13	1300	9	900	10	1000
Criminologie	25	100	76	304	46	184	43	172
Démographie	3	100	12	400	9	300	14	467
Géographie	161	100	182	113	158	98	198	123
Psychologie	367	100	509	139	525	143	533	145
Récréologie		100		ERR	3	ERR	14	ERR
Sciences économiques	318	100	354	111	377	119	423	133
Sciences politiques	180	100	149	83	240	133	337	187
Service social	549	100	447	82	413	75	527	96
Sociologie	198	100	188	95	176	89	171	86
Total	1857	100	2009	108	2063	111	2372	128

Source: Statistique Canada

Tableau 14 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

1- Québec

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	1	100	2	200	8	800	9	900
Archéologie		100		ERR		ERR		ERR
Criminologie	1	100	2	200		0	2	200
Démographie		100		ERR	1	ERR	1	ERR
Géographie	7	100	5	71	7	100	3	43
Psychologie	25	100	36	144	24	96	41	164
Sciences économiques	6	100	3	50	10	167	10	167
Sciences politiques	3	100	3	100	6	200	10	333
Service social		100		ERR		ERR		ERR
Sociologie	2	100	5	250	11	550	15	750
Total	45	100	56	124	67	149	91	202

Source: Statistique Canada

Tableau 15 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

2- Ontario

Discipline/annee	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	1	100	5	500	9	900	9	900
Archéologie		100						
Criminologie		100						
Démographie		100						
Géographie	7	100	22	314	10	143	15	214
Psychologie	62	100	85	137	111	179	83	134
Sciences économiques	18	100	33	183	33	183	27	150
Sciences politiques	2	100	10	500	9	450	23	1150
Service social	1	100	7	700	3	300	6	600
Sociologie	8	100	14	175	32	400	22	275
Total	99	100	176	178	207	209	185	187

Source: Statistique Canada

Tableau 16 - Nombre de grades décernés aux études de doctorat en sciences sociales par discipline au Québec, en Ontario et au Canada, de 1972 à 1985.

3- Canada

Discipline/année	1972		1975		1980		1985	
	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE	NOMBRE	INDICE
Anthropologie	4	100	9	225	19	475	24	600
Archéologie	1	100	1	100	2	200	3	300
Criminologie	1	100	2	200		0	2	200
Démographie		100		ERR	1	ERR	1	ERR
Géographie	22	100	39	177	24	109	25	114
Psychologie	109	100	148	136	184	169	169	155
Sciences économiques	29	100	52	179	62	214	55	190
Sciences politiques	8	100	20	250	19	238	39	488
Service social	1	100	7	700	3	300	6	600
Sociologie	14	100	39	279	58	414	46	329
Total	189	100	317	168	372	197	370	196

Source: Statistique Canada

Tableau 17 - Grades décernés au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	Laval					Montréal					Sherbrooke				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	35	34	32	24	38	56	32	34	38	60	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	95	90	84	83	89	0	0	0	0	0
Géographie	69	45	61	39	49	44	37	23	31	36	44	45	42	25	29
Psychologie	42	66	70	71	64	126	115	122	96	129	28	43	44	35	47
Récréologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Relations industrielles	118	126	167	190	225	132	122	112	ND	ND	0	0	0	0	0
Sciences économiques	92	91	62	63	73	73	78	54	62	67	28	16	31	15	20
Sciences politiques	98	79	80	60	108	74	72	74	60	85	0	0	0	0	0
Service social	118	112	119	75	99	48	55	56	53	62	85	80	62	73	94
Sexologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologie	88	53	48	42	43	85	54	37	42	42	0	0	0	0	0
Sciences sociales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	660	606	640	572	690	709	655	590	466	530	185	184	179	148	190

Tableau 17 - Grades décernés au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	UQAM					10 autres					Inconnu non disponible				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Géographie	87	51	65	49	57	48	52	53	34	38	0	0	0	0	0
Psychologie	84	61	42	78	42	50	52	59	42	55	0	0	0	0	0
Récréologie	0	0	0	0	0	47	60	64	52	54	0	0	0	0	0
Relations industrielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sciences économiques	15	15	36	40	51	9	9	18	13	26	0	0	0	0	0
Sciences politiques	88	85	81	98	77	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Service social	59	63	57	79	72	63	51	40	56	34	0	0	0	0	0
Sexologie	5	20	74	79	78	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologie	68	46	40	64	63	14	9	7	16	18	0	0	0	0	0
Sciences sociales	0	0	0	0	0	15	28	36	27	17	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	33	36	23	41	17	0	0	0	0	0
Total	464	341	395	[illegible]	[illegible]	279	307	300	281	259	0	0	0	0	0

Tableau 17 - Grades décernés au baccalauréat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	Concordia					McGill					Total				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	5	10	10	5	9	33	20	31	19	26	109	96	108	86	131
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	93	90	..	83	89
Géographie	16	25	21	25	30	53	47	47	34	37	361	302	312	237	276
Psychologie	141	145	122	153	160	173	200	196	197	190	644	682	655	672	687
Récréologie	36	41	58	52	39	0	0	0	0	0	83	101	122	104	93
Relations industrielles	0	0	0	1	2	70	74	86	95	116	320	322	365	286	343
Sciences économiques	74	111	110	141	148	85	123	121	133	155	374	441	432	447	530
Sciences politiques	87	92	90	108	110	118	118	129	155	163	465	446	456	490	543
Service social	0	0	0	0	0	90	90	74	77	100	463	451	400	413	452
Sexologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	20	74	79	78
Sociologie	63	50	53	58	65	41	48	27	41	25	357	260	212	263	256
Sciences sociales	58	63	62	59	58	0	0	0	0	0	73	101	98	86	75
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32	34	23	41	17
Total	480	537	526	602	621	663	720	711	751	808	3380	3350	3349	3307	3570

Source : Rapports institutionnels.

Tableau 18 - Grades décernés aux études de mineure et certificat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Disciplines/ Université	Laval					Montréal					Sherbrooke				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	2	4	5	5	1	6	3	12	21	16	0	0	0	0	0
Archéologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	64	44	37	63	69	0	0	0	0	0
Démographie	0	0	0	0	0	11	17	15	9	11	0	0	0	0	0
Géographie	11	7	5	4	4	6	7	8	5	5	0	0	0	0	0
Psychologie	0	0	0	0	0	0	1	11	12	13	43	40	56	32	50
Récréologie	0	0	0	0	0	66	61	30	30	29	0	0	0	0	0
Relations industrielles	3	0	5	8	13	224	234	300	321	0	0	0	0	0	0
Sciences économiques	4	4	9	16	7	25	29	36	28	29	0	0	0	0	0
Sciences politiques	20	12	24	26	28	18	33	18	23	29	0	0	0	0	0
Service social	61	91	76	122	149	352	224	149	268	284	48	36	39	26	33
Sciences sociales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologie	2	1	4	10	11	17	27	27	25	29	0	0	0	0	0
Total	101	119	130	191	235	769	720	643	815	539	91	76	95	58	83

Tableau 18 - Grades décernés aux études de mineure et certificat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	UQAM					UQ autres					Bishop's				
											non disponible				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Archéologie	4	11	7	0	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Démographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Géographie	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Psychologie	63	61	50	62	55	0	0	0	6	16	0	0	0	0	0
Récréologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Relations industrielles	0	0	0	0	0	2	9	12	29	30	0	0	0	0	0
Sciences économiques	7	26	7	14	11	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Sciences politiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Service social	0	0	0	0	0	328	306	323	430	363	0	0	0	0	0
Sciences sociales	0	0	0	1	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	74	98	64	105	86	330	316	336	465	409	0	0	0	0	0

Tableau 18 - Grades décernés aux études de mineure et certificat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	CONCORDIA					McGILL					Total				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	7	17	26	17
Archéologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	11	7	8	13
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44	44	37	65	49
Démographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11	17	15	9	11
Géographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17	14	13	9	15
Psychologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	106	102	117	132	134
Récréologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44	41	30	38	29
Relations industrielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	229	263	317	330	43
Sciences économiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34	40	53	50	42
Sciences politiques	5	7	1	1	4	0	0	0	0	0	43	52	43	59	56
Service social	23	27	27	20	18	0	0	0	0	0	812	684	614	866	967
Sciences sociales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	5
Sociologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19	28	33	35	40
Total	28	34	28	21	22	0	0	0	0	0	1395	1363	1296	1655	1414

Source : Rapports institutionnels

Tableau IV - Grades décernés à la maîtrise, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	Laval					Montréal					Sherbrooke				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	14	6	6	9	14	7	11	19	8	12	0	0	0	0	0
Archéologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	10	9	15	13	10	0	0	0	6	0
Démographie	0	0	0	0	0	7	6	6	10	11	0	0	0	0	0
Géographie	14	13	9	6	9	4	4	10	15	7	7	7	12	5	22
Psychologie	61	42	64	50	67	83	110	79	83	77	24	29	21	29	27
Récréologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Relations industrielles	12	8	8	4	10	6	6	5	4	6	0	0	0	0	0
Sciences économiques	12	8	8	12	28	29	25	36	34	47	2	5	2	4	5
Sciences politiques	18	20	29	24	36	15	25	19	14	11	0	0	0	0	0
Service social	11	11	15	23	20	22	19	12	15	13	20	10	10	14	16
Sexologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0
Sociologie	11	15	19	7	17	17	26	21	15	22	0	1	0	0	0
Total	153	121	158	143	201	200	241	222	211	214	53	51	45	43	76

Tableau 19 - Grades décernés à la mattrise ,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	UQAM					UQ autres					McGill				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Archéologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Démographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Géographie	0	1	2	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Psychologie	46	45	39	33	39	30	32	24	26	34	0	0	0	0	0
Récréologie	0	0	0	0	0	2	0	3	5	3	0	0	3	0	0
Relations industrielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sciences économiques	2	2	3	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sciences politiques	12	9	20	15	10	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Service social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sexologie	0	0	0	3	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologie	10	17	13	15	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	70	74	85	71	84	32	32	27	31	37	0	0	0	0	0

Tableau 19 - Grades décernés à la maîtrise,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	Concordia					McGill					Total				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	0	0	0	0	3	4	4	4	5	24	19	31	21	31
Archéologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	10	9	15	13	10
Démographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	6	6	10	11
Géographie	0	0	0	0	0	4	4	4	5	7	29	29	39	31	40
Psychologie	9	14	13	15	9	5	3	7	3	4	250	274	247	250	257
Récréologie	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	2	0	3	5	3
Relations industrielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	14	13	8	16
Sciences économiques	5	4	4	3	9	9	13	12	7	6	59	57	67	65	100
Sciences politiques	0	3	3	10	11	11	8	4	9	5	56	65	85	72	73
Service social	0	0	0	0	0	12	30	23	31	33	65	70	60	83	82
Sexologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	13
Sociologie	1	3	7	4	10	1	5	3	1	0	40	67	63	42	63
Total	15	24	29	32	39	45	67	62	60	60	568	610	629	591	707

Source: Rapports institutionnels.

Tableau 20 - Grades décernés au doctorat, par discipline et université, au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	Laval					Montréal					Sherbrooke				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	2	2	2	2	0	0	3	5	1	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	0	3	3	1	2	0	0	0	0	0
Démographie	0	0	0	0	0	1	3	2	1	1	0	0	0	0	0
Géographie	1	1	2	2	2	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Psychologie	5	2	2	7	5	26	22	21	11	18	0	0	0	0	0
Relations industrielles	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sciences économiques	0	1	1	1	2	1	1	0	2	2	0	0	0	0	0
Sciences politiques	3	1	1	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Service social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologie	1	2	1	1	4	5	5	4	7	7	0	0	0	0	0
Total	10	9	9	15	27	34	46	34	31	33	0	0	0	0	0

Tableau 20 - Grades décernés au doctorat,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	UQAM					Ll autres					Bishop's				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Démographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Géographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Psychologie	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Relations industrielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sciences économiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Sciences politiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Service social	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sociologie	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 20 - Grades décernés au doctorat,
par discipline et université,
au Québec, durant la période 1981-85.

Discipline/ Université	Concordia					McGill					Total				
	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985	1981	1982	1983	1984	1985
Anthropologie	0	0	0	0	0	4	1	1	2	1	4	1	1	2	1
Criminologie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	2
Démographie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
Géographie	0	0	0	0	0	2	1	1	1	1	4	1	1	1	1
Psychologie	12	4	11	7	1	14	5	7	10	14	57	47	44	38	41
Relations industrielles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Sciences économiques	1	1	0	0	1	4	2	7	8	4	8	5	8	11	11
Sciences politiques	0	0	0	0	0	3	0	1	2	0	6	1	4	7	10
Service social	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	0
Sociologie	0	0	0	0	0	2	2	1	1	1	8	9	6	9	15
Total	13	5	11	7	4	31	11	22	28	23	88	74	79	84	91

Source: Rapports institutionnels.

ANNEXE AU CHAPITRE 3

ANNEXE E

TABLEAU 1

Inscriptions EETC dans les programmes
de doctorat et de maîtrise les plus populeux
des universités ontariennes,
pour les principales disciplines de l'étude,
durant la période 1980-85

Discipline	Doctorat		Maîtrise	
Anthropologie	Toronto	62	Toronto	22
	McMaster	20	McMaster	18
Géographie	Toronto	21	Toronto	38
	McMaster	20	Ottawa	30
Psychologie	York	104	York	81,7
	Waterloo	83	Waterloo	48,4
Sciences économiques	Queen	65	York	67
	Toronto	61	Carleton	63
Science politique	Toronto	192	Toronto	61
	York	55	Western	50
Service social	Toronto	43	Toronto	208
Sociologie	York	90	York	44
	Toronto	71	Carleton	28

Source: Ontario Council of Universities.

TABLEAU 2

Inscriptions en nombre absolu dans
les programmes de doctorat américains
de certaines disciplines des sciences sociales
évalués par le Social Science Research Council,
en 1980

Discipline		Nombre de programmes évalués
Anthropologie	51	70
Géographie	22	49
Psychologie	102	149
Sciences économiques	68	93
Science politique	50	83
Sociologie	49	92

Source: Social Science Research Council et National Academy Press.

ANNEXE AU CHAPITRE 4

LES ÉTUDIANTS EN SCIENCES SOCIALES

ANNEXE AU CHAPITRE 4

ANNEXE A

SYNTHÈSE

LES ETUDIANTS UNIVERSITAIRES QUEBECOIS EN SCIENCES SOCIALES

SYNTHESE

Claudette Richard,

Montréal, 12 janvier 1988

Introduction

A partir d'informations contenues dans certaines enquêtes antérieures[1], l'objectif principal de cette analyse consiste à présenter la condition étudiante dans le secteur des sciences sociales en ce qu'elle a de particulier et ce, de manière synthétique. Il va sans dire qu'une telle synthèse est d'autant plus nécessaire que les documents analysés sont assez diversifiés.[2] En effet, malgré certaines similitudes au plan méthodologique et au niveau des thèmes abordés (origine sociale des étudiants, régimes d'étude, rapport aux études) les différences ne sauraient être passées sous silence. Différences dans la composition et la taille des échantillons, différences au niveau des groupes comparés (sciences humaines/sciences sociales; temps plein et temps partiel/temps pleins), différences au niveau de l'opérationnalisation des variables (régime d'études, attitudes). Ces enquêtes offrent ainsi un tel éventail d'informations qu'une réduction synthétique s'impose si l'on veut éviter de se perdre dans les

1. Les informations utilisées proviennent de trois sources: l'enquête auprès des étudiants du niveau post-secondaire de Statistique Canada (mars, 1984), le sondage commandé par la Fédération des Associations Etudiantes du Campus de l'Université de Montréal (FAECUM) à la maison de sondage Léger-Lepage durant l'été 1986 et la recherche de Pierre Dandurand et Marcel Fournier, Conditions de vie de la population étudiante universitaire québécoise, publiée en mai 1979 par le Ministère de l'Education du Québec.

2. La partie méthodologique du rapport expose en détail les paramètres utilisés par les enquêtes sur lesquelles s'appuie notre analyse de même que les informations retenues.

détails et avoir une vision d'ensemble signifiante. Dans cette perspective, le texte actuel relève les points à partir desquels l'information semble suffisamment fiable[3] et où les comparaisons effectuées laissent voir que les étudiants québécois en sciences sociales se distinguent de leurs confrères québécois ou ontariens: origine sociale, régime d'études, âge, sexe, travail, attitudes. Les références aux étudiants de l'ensemble du Canada y sont peu nombreuses ceux-ci occupant habituellement une position médiane entre les étudiants québécois et les étudiants ontariens.[4]

Analyse des données

1. Origines sociales

1.1 Occupation professionnelle du père selon les périodes (Sources: Dandurand, Fournier, 1978[5]; FAECUM, 1986)

Les limites évoquées précédemment sont ici bien présentes. Elles obligent ainsi à relativiser en fonction de la composition de l'échantillon (ex. effectifs réduits, absence de pondération), des distinctions qui y sont opérées ou pas (ex. ventilation des données selon les régimes d'étude), ou encore à introduire des équivalences au niveau des variables analysées (ex. niveau de scolarité).[6] Nous

3. Ont été considérées comme non fiables, les informations reposant sur un trop petit nombre d'effectifs, entre autres les comparaisons par discipline et certaines données de l'enquête FAECUM regroupant moins de 100 individus.
4. Précisons aussi que les données relatives aux étudiants de l'ensemble du Canada incluant les étudiants de ces deux provinces biaisent, ce faisant, les comparaisons Québec-Ontario-Canada.
5. La recherche, bien que publiée en 1979, concerne les étudiants de 1976. Nous préférons alors indiquer cette dernière date la considérant plus précise par rapport à la cohorte étudiée.
6. Pour de plus amples détails sur ce sujet, voir la partie méthodologique du rapport.

nous bornerons donc à évoquer brièvement la tendance générale sans présenter de données quantifiées.[7]

En 1986, comme en 1978, aucune discipline ne recrute majoritairement ses étudiants chez les enfants de la classe supérieure (cadres supérieurs et cadres moyens). Par contre, toutes se caractérisent par une prépondérance marquée des enfants issus du milieu ouvrier (cols blancs et cols bleus) et ce, bien davantage en 1986. S'il est un champ disciplinaire qui semble démontrer une certaine stabilité dans la composition de sa clientèle étudiante durant cette période, c'est bien celui des sciences humaines où la proportion d'étudiants venant du milieu ouvrier, de même que de la classe moyenne (professions libérales et scientifiques, petits propriétaires), a relativement peu augmenté. Le changement le plus apparent dans ce secteur consiste dans la diminution relative des étudiants dont les pères ont des fonctions de cadres. En fait, ce sont les autres champs disciplinaires qui ont davantage admis d'étudiants de la classe ouvrière.

1.2 Scolarité des pères des étudiants (schéma 1[8])
(Sources: Dandurand, Fournier, 1978; Statistique Canada, 1984)

Dans l'ensemble des secteurs, les pères québécois qui ont un titre universitaire (23%) sont relativement moins nombreux que les pères ontariens (32%). Toutefois, l'écart est moins marqué en sciences sociales (Québec,26%: Ontario,31%).

7. Les remarque exprimées sont basées sur une comparaison entre le tableau 17 du rapport Dandurand, Fournier et le tableau 8 du rapport FAECUM.
8. Pour plus de détails, voir tableau 1 de l'annexe.

SCHEMA 1

Proportion d'étudiants (%) sur certains aspects caractéristiques selon le secteur d'études et la province.[1]
(Statistique Canada, 1984; FAECUM (% femmes aux 2e, 3e cycles), 1986)

	Sciences sociales			Tous les secteurs			Tableaux en annexe
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	
Origines sociales							
Scolarité des pères: niveau universitaire	26	31		23	32		1
Caractéristiques démographiques et académiques							
Catégories d'âge: 30 ans et plus	32	23	25	34	21	24	2
Régime d'étude: temps partiel	36	29	31	42	26	30	3
hommes	30	20	25	27	20	25	"
femmes	40	35	35	48	32	35	"
Temps plein: 30 ans et plus	15	*6	9	12	7	9	2
Interruption des études durant l'année précédant l'inscription au 1er cycle	44	39	44	48	35	40	4
Proportion de femmes:							
- à l'Université	56	61		51	50		5
- parmi les temps partiel	63	73		58	61		"
- chez les moins de 30 ans à temps partiel	70	67		57	55		**
- aux 2e, 3e cycles				45			6

1. Dans ce schéma, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.

**Les données qui ont servi de base pour calculer ces pourcentages sont précisées dans le texte même.

Si l'on tente un rapprochement en fonction du temps, on constate un certain changement. En 1978, la recherche Dandurand, Fournier relevait moins de 20% d'étudiants dont les pères avaient plus de 15 ans de scolarité[9]. En 1984, nous venons de voir, selon Statistique Canada, que ce pourcentage s'élève maintenant à 23% pour l'ensemble des secteurs au Québec et à 26% en sciences sociales. Evidemment, une certaine mise en garde s'impose ici puisque les données des deux études comportent des différences méthodologiques importantes, spécialement en ce qui concerne la définition de leur population à temps partiel[10]. Le rapprochement effectué vise à situer les faits de manière globale et s'il tend à biaiser les résultats, ce serait plutôt en réduisant l'importance de l'évolution du taux de scolarisation. En effet, selon Dandurand, Fournier, le degré de scolarité des parents des étudiants à temps partiel est, dans l'ensemble plus bas, et, chez eux, la proportion ayant 16 ans ou plus de scolarité, très inférieure à celle des parents des étudiants à temps plein (8%/22%)[11]. Si cette tendance se poursuit encore de nos jours, l'interprétation proposée demeure donc très conservatrice, les données de Statistique Canada sur lesquelles elle repose comportant un bon nombre d'étudiants à temps partiel (40%)[12] qui, dans cette perspective, devraient réduire le pourcentage total de parents très scolarisés.

9. A cette époque, selon ces auteurs, 31% des pères ont entre 1-7 ans de scolarité; 25%, de 9-11 ans; 24%, 12-15 ans; 18%, 16 ans et plus (tableau 15, p. 29, pourcentages arrondis). Nous considérons ici équivalentes les études universitaires et une scolarité de 16 ans et plus.
10. Voir partie méthodologique du rapport.
11. Dandurand, Fournier, tableau 15, p.29
12. Rappelons que la recherche Dandurand, Fournier, à cause de sa méthodologie différente, n'en comptait que 28%.

En bref, les origines sociales des étudiants des sciences sociales-humaines, définies par l'occupation du père, se rapprochent de celles de l'ensemble des étudiants. Il semblerait aussi que les pères des étudiants québécois aient fait des études supérieures plus rarement que ceux des étudiants ontariens. Par ailleurs, au Québec, les parents des étudiants des sciences sociales ont reçu, un peu plus souvent que ceux des étudiants des autres secteurs une instruction de niveau universitaire.[13]

2 Quelques caractéristiques selon le sexe et l'âge[14]

2.1 Catégories d'âge et régime d'études (schéma 1[15]) (Source: Statistique Canada, 1984)

On ne saurait s'étonner que les étudiants de moins de 30 ans soient partout plus nombreux que les étudiants plus âgés. Cependant, au Québec, ces derniers (30 ans et plus) sont relativement plus nombreux qu'ailleurs tout en demeurant la minorité et ce, quel que

13. Il aurait aussi été intéressant de comparer les revenus dont disposent les parents des étudiants, malheureusement, les données disponibles (Statistique Canada, 1984) sont regroupées à l'intérieur de catégories de revenus. Ignorant ainsi la distribution globale tout autant que celles qui correspondent aux catégories, il nous est impossible d'opérer des rapprochements significatifs. À titre indicatif, mentionnons que ces données suggèrent qu'en général les étudiants québécois proviennent de familles aux revenus élevés ($34,000. et plus) moins souvent que les étudiants ontariens.

14. Des informations fiables et détaillées concernant les revenus étudiants auraient pu donner lieu à des comparaisons intéressantes entre les groupes à temps partiel et ceux à temps plein. Une fois de plus, les données disponibles (Statistique Canada, 1984) consistent en des regroupements trop synthétiques pour aider à évaluer la réalité (moyenne, écart-type). En outre, ces données ne sont pas ventilées en fonction des régimes d'études. Même si la recherche Dandurand, Fournier tient compte de ces précisions, elle n'est pas assez récente (1978) pour que l'on puisse en transposer les résultats sans encourir de risque d'erreurs importantes. Globalement, notons, malgré tout, que cette recherche met en évidence la situation financière nettement avantageuse des étudiants inscrits à temps partiel.

15. Pour plus de détails, voir tableaux 2-4, Annexe 1.

soit leur secteur d'études (en sciences sociales: Québec,32%; Ontario,23%; Canada,25%; dans l'ensemble des secteurs: Québec,34%; Ontario,21%; Canada,24%). Deux facteurs conjuguent ici leurs effets: l'importance numérique des inscriptions à temps partiel et la tendance elle-même qui, pour le Québec, va dans le sens d'une insertion plus prononcée des adultes dans le système universitaire.

Ainsi, au Québec un peu plus qu'ailleurs, soit plus d'une fois sur trois (36%), l'étudiant en sciences sociales est inscrit à ce régime d'études contribuant ainsi au "vieillissement" de la population universitaire.[16] Les étudiants ontariens de ce secteur, comme l'ensemble des étudiants canadiens en sciences sociales sont relativement moins enclins (29% et 31%) à adopter ce régime d'études. En Ontario, les hommes, particulièrement, sont proportionnellement moins nombreux à faire ce choix (Ontario, 20%; Québec, 30%). La situation qui prévaut en sciences sociales est, malgré tout, moins accentuée que dans l'ensemble des secteurs où 42% des étudiants québécois sont à temps partiel. Et, cette fois, la marge est beaucoup plus prononcée du côté féminin: 40% des femmes québécoises s'inscrivent à temps partiel comparativement à 32% chez les femmes ontariennes.

Par ailleurs, parmi les étudiants à temps plein en sciences sociales au Québec, 15% ont 30 ans et plus et ce pourcentage est plus du double de celui de l'Ontario (6%). Evidemment, il faut tenir compte des structures provinciales d'enseignement post-secondaires et l'on sait qu'au Québec les études

16. Quel que soit le secteur, au Québec comme en Ontario et dans l'ensemble du Canada, plus de 60% des étudiants à temps partiel ont 30 ans et plus (tableau 2 de l'annexe).

collégiales représentent une étape nécessaire pour les jeunes qui aspirent aux études universitaires alors qu'il en va tout autrement en Ontario, par exemple, où celles-ci succèdent sans transition aux études secondaires. Il semblerait, en outre, qu'avant d'aborder le premier cycle des études universitaires, les étudiants québécois interrompent momentanément leurs études plus fréquemment que les étudiants ontariens (sciences sociales: Québec, 44%; Ontario, 39%; ensemble des secteurs: Québec, 48%; Ontario, 36%).

2.2 L'étudiante québécoise: champs disciplinaires, régime d'études, catégories d'âge, cycle d'études. (Schéma 1[17])

(Sources: Statistique Canada, 1984; sondage FAECUM, 1986)

"Mais plus que la présence sur les campus d'étudiants adultes ou inscrits à temps partiel, c'est celle des femmes qui, au cours des dix dernières années, a modifié la signification sociale et culturelle des universités." (FAECUM, 1986, p.4).

Bien qu'on ne parle pas des sciences sociales comme d'un secteur "féminisé", il y a, au Québec comme ailleurs, plus de femmes que d'hommes (56%-44%) et elles y sont plus nombreuses que dans l'ensemble des secteurs (51%). Cette proportion croit encore lorsqu'on examine les régimes d'étude: en sciences sociales, au Québec, 63% des inscriptions à temps partiel viennent des femmes (58% dans l'ensemble des secteurs). Et, si on tient compte de l'âge, chez les 2639 étudiants de moins de trente ans à temps partiel, on compte 1854 femmes, soit 70%. Quant à l'accessibilité des femmes aux cycles supérieurs d'études, elle paraît encore restreinte et leur représentativité (45%), à ce niveau, inférieure à ce qu'elle devrait

17. Pour plus de détails, voir tableaux 5,6 de l'annexe.

être (53%) si leurs chances étaient égales à celles des hommes (tableau 6). En Ontario, le secteur des sciences sociales est davantage féminisé (61% de femmes en sciences sociales; 50%, dans l'ensemble des secteurs) et les inscriptions à temps partiel recrutent 73% de femmes. Par contre, chez les moins de 30 ans à temps partiel, les étudiantes ontariennes sont proportionnellement un peu moins nombreuses (3222/4805: 67%) que les étudiantes québécoises.

3. Attitudes

Disons tout d'abord que, lorsque les étudiants choisissent une Université[18], peu importe leur province de résidence ou leur secteur d'études, ils le font d'abord en fonction du type de programme offert (environ 40%), puis, dans des proportions assez semblables (environ 20%), en fonction de la réputation académique de l'institution et à cause de sa proximité géographique. L'horaire semble une raison négligeable pour la grande majorité des étudiants, pas plus de 7% ne font ce choix.

3.1 L'étudiant québécois / l'étudiant ontarien (Schéma 2[19])
(Source: Statistique Canada, 1984)

3.1.1 Motivations au niveau du choix du secteur d'études

Selon le rapport FAECUM, les étudiants des sciences humaines, semblables en cela aux étudiants des arts et lettres, poursuivraient leurs études avec un certain "dilettantisme" (sic.), l'intérêt pour la profession future étant moins grand que l'intérêt pour les études elles-mêmes (rapport FAECUM, p.32).

---

18. Pour plus de détails, voir tableau 7 de l'annexe.
19. Pour plus de détails, voir tableaux 8,9 de l'annexe.

SCHEMA 2

Proportion d'étudiants (%) sur certains aspects caractéristiques selon le secteur d'études et la province. [1]
(Statistique Canada, 1984)

	Sciences sociales			Tous les secteurs			Tableaux en annexe
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	
Attitudes							
Choix du secteur d'études							
motivation principale:							8
raisons académiques	68	54					"
" professionnelles	21	31					"
" économiques	*4	11					"
raisons très importantes:							9
intérêt études	65	67		62	64		"
intérêt matière	81	76		78	75		"
carrière	38	57		49	62		"
profession	40	45		42	53		"
emploi	14	29		30	44		"
revenu	13	15		18	25		"
Choix du diplôme, motivation principale:							
raisons académiques	30	39	36	27			10-11
" professionnelles	36	13	18	42			"
1er cycle	28	11	15	40			"
2e, 3e cycles	56	--	38	51			"
" économiques	22	29	27	22			"

1. Dans ce schéma, -- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour être diffusée.

Les opinions recensées par Statistique Canada auprès des étudiants des sciences sociales reflètent le même état d'esprit alors que 68% d'entre eux évoquent des raisons d'ordre académique, comme motif principal, pour rendre compte du secteur d'études choisi. Bien sûr, on ne saurait se surprendre que, pour des étudiants, réside là une motivation majeure. Toutefois, un regard vers les opinions émises par les étudiants ontariens montre que cela ne va pas de soi: en effet,ceux-ci sont relativement moins nombreux à évoquer ce type de raisons, soit 54%. En outre, lorsque les étudiants évaluent chacune des raisons par rapport à son degré d'importance, si l'on tente de situer les étudiants des deux provinces ou de comparer les étudiants des sciences sociales par rapport à ceux de l'ensemble des secteurs, on constate que la proportion d'étudiants estimant très importante chacune des raisons ordonne toujours les types de raison de la même manière. Au premier plan figurent les raisons académiques, puis les raisons professionnelles et enfin les raisons économiques. Au-delà de cette similitude, certaines différences sont à remarquer: les raisons professionnelles (spécialement les perspectives de carrière) et les raisons économiques (la possibilité d'emploi surtout) sont jugées très importantes beaucoup plus souvent par tous les étudiants ontariens, et par les étudiants québécois de l'ensemble des secteurs, qu'elles ne le sont par les étudiants des sciences sociales du Québec. En résumé, tous les étudiants valorisent de manière approximativement égale le développement des connaissances mais les étudiants ontariens, lorsqu'ils choisissent de faire des

études universitaires en sciences sociales sont plus optimistes face aux retombées concrètes de ces études sur leur avenir.

3.1.2 Raisons de poursuivre des études supérieures (Schéma 2[20])

Faut-il croire qu'en Ontario les ouvertures pour une carrière en science sociales sont plus fréquentes qu'au Québec? Doit-on plutôt penser que les étudiants québécois sont davantage sensibles aux spéculations intellectuelles qu'aux nécessités concrètes? Une autre section du rapport soit, l'analyse de la relation entre la formation et l'emploi chez les diplômés des sciences sociales, a déjà souligné que, dans certaines disciplines des sciences sociales, les étudiants québécois rencontraient plus souvent que les étudiants ontariens des difficultés au plan de l'emploi: taux de chômage supérieur, emplois à temps partiel, revenus moins élevés Si, dans leur orientation vers les sciences sociales, la possibilité de trouver un emploi apparait rarement comme motivation principale chez les étudiants québécois, c'est sans doute que pour eux, l'équation entre les deux est loin d'être résolue. Il n'en va pas de même, par ailleurs, quand il s'agit d'acquérir un diplôme plus élevé. En effet, les étudiants québécois en sciences sociales veulent ici plus souvent atteindre ce niveau (et on peut sans doute penser, ce diplôme),pour assurer leur avenir en augmentant leur compétence (36%) et en augmentant leurs chances de trouver un emploi (22%).

Les futurs spécialistes des sciences sociales sont-ils différents des autres étudiants universitaires ou réagissent-ils aux

20. Pour plus de détails, voir tableaux, 10, 11 de l'annexe.

mêmes types de motivations lorsqu'ils décident de poursuivre leurs études? Il faut ici distinguer les cycles d'études. En sciences sociales, au premier cycle, 26% des étudiants québécois sont inscrits à ce niveau d'études parce qu'ils désirent augmenter leur compétence alors que ce pourcentage double aux cycles supérieurs (56%). Cette marge est de beaucoup supérieure à ce que l'on trouve à ce sujet pour l'ensemble des secteurs (40%, 51%). Par ailleurs, cette attitude semble bien caractériser aussi l'ensemble des étudiants canadiens en sciences sociales car, tout en choisissant ces raisons moins souvent qu'au Québec, ils leur donnent plus fréquemment la priorité lorsqu'ils ont déjà acquis un premier diplôme universitaire (1er cycle, 15%; 2e et 3e cycles, 38%). Quant aux étudiants ontariens, les raisons économiques prennent le pas sur les raisons professionnelles quel que soit leur niveau d'études.

Ainsi, malgré un certain intérêt vis-à-vis les raisons économiques, les étudiants québécois en sciences sociales paraissent relativement peu souvent motivés par ce type de raison. Sur ce point, ils s'apparentent à ceux du grand secteur santé, sciences naturelles et génie où pour 20% des étudiants qui veulent obtenir un diplôme supérieur, le focus est mis sur l'emploi convoité.[21] Par contre, les étudiants en administration (31%) sont plus sensibles que les autres à ce genre de raisons et y voient plus souvent une motivation suffisante pour tenter d'acquérir un niveau supérieur d'instruction. Il faut toutefois se souvenir que l'on traite ici du motif principal qui incite les étudiants à poursuivre leurs études, ceci n'exclut en rien la présence d'autres raisons qui, tout en

21. Voir tableau 12 de l'annexe.

n'étant pas au premier plan, agissent quand même sur la décision à prendre.

3.2 L'étudiant québécois en sciences sociales / l'étudiant des autres champs disciplinaires: opinions et réactions (schéma 3, tableaux 13-16 de l'annexe).

Les commentaires exposés ici proviennent exclusivement du rapport FAECUM. Malgré le petit nombre d'effectifs composant chacun des groupes traités, nous avons cru bon relever quelques-uns des résultats obtenus par cette enquête. Il peut s'avérer fort utile de considérer ces résultats en tant qu'informations qualitatives susceptibles d'aider à mieux cerner la réalité étudiante.[22]

Le choix d'une Université et celui d'un domaine d'études étant arrêtés, les étudiants québécois, les femmes en particuliers, paraissent plutôt satisfaits de la formation qu'ils y reçoivent (schéma 3). Par ailleurs, les étudiants en sciences pures, sauf lorsqu'il s'agit des outils pédagogiques et du caractère pratique de l'enseignement, accusent toujours de plus faibles proportions d'étudiants satisfaits. Les plus bas niveaux de satisfaction enregistrés par l'enquête FAECUM sont toutefois exprimés par les étudiants en administration (52%) et en sciences humaines (55%) et ont trait à l'évaluation du caractère pratique de l'enseignement (tableau 13). Reprenant les conclusions de ce rapport, l'introduction d'expériences pratiques dans la formation universitaire est ressentie nécessaire par les étudiants des sciences humaines parce qu'elle "améliorera leur formation universitaire et, dans une moindre mesure, elle accroîtra leurs

---

22. Les pourcentages relevés réfèrent aux tableaux 13-16 de l'annexe.

SCHEMA 3

Etudiants québécois: attitudes comparées (proportions en %) en fonction du sexe.
(FAECUM, 1986)

	Femmes	Hommes
Satisfaction par rapport:		
- à la capacité de motivation des profs.	75	70
- au côté pratique de l'enseignement	64	55
Réactions face à l'augmentation des frais de scolarités:		
- abandon des études	16	11
- " avant la fin du bacc.	12	7

---

chances de trouver un emploi" (FAECUM, p.28). Cette remarque prend tout son poids si l'on rappelle qu'une proportion élevée d'étudiants de ce secteur (42%, tableau 14) ne sait pas trop où les études vont les conduire et que 44% d'entre eux jugent qu'il leur sera difficile d'obtenir un emploi qu'il soit ou non relié à leur spécialisation universitaire (tableau 15).

Pour les étudiants en sciences humaines, les contraintes matérielles vécues durant les études sont aussi très présentes. Dans l'hypothèse d'une hausse des frais de scolarité (tableau 16), les étudiants de ce secteur seraient les plus nombreux (20%) à abandonner leurs études et même à les abandonner avant la fin du baccalauréat (16%). Par ailleurs, si on distingue en fonction de la répartition sexuelle, ce sont les femmes qui seraient davantage touchées par cette mesure: dans 16% des cas (hommes, 11%), elles

abandonneraient leurs études et dans 12% des cas (hommes, 7%), cet abandon aurait lieu avant l'obtention du diplôme de baccalauréat (schéma 3).

A l'opposé, les étudiants en sciences de l'administration croient, dans 58% des cas, pouvoir travailler dans leur spécialité (tableau 15) et sont relativement moins nombreux à manifester de l'inquiétude quant aux retombées des études sur leur avenir: 28% pensent avoir de la difficulté à se trouver un emploi quel qu'il soit (tableau 15) et 25% ignorent à quoi leur serviront les études (tableau 14). Ils seraient aussi peu nombreux à abandonner leurs études (7%, tableau 16) en réaction à une hausse des frais de scolarité. En fait, 81% d'entre eux (tableau 13) avouent étudier en vue d'obtenir un emploi. Sur ces aspects, les étudiants des sciences sociales s'apparentent aux étudiants des arts et lettres tandis que les étudiants en administration ont des perceptions semblables à celles des étudiants en sciences pures.

Conclusion

Au terme de cette analyse comparative, une première conclusion peut être tirée: peu nombreux sont les aspects à partir desquels les étudiants québécois en sciences sociales se distinguent de l'ensemble des étudiants québécois. Toutefois, si on veut marquer la spécificité de la situation de l'étudiant québécois en sciences sociales, deux points sont à relever: le régime d'études à temps partiel et certaines attitudes. Ainsi les étudiants en sciences sociales sont moins enclins que les autres à s'inscrire aux études à

temps partiel. Par contre, parmi les moins de 30 ans à temps partiel, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses en sciences sociales qu'elles ne le sont dans l'ensemble des secteurs. Au niveau des attitudes, les étudiants de l'ensemble des secteurs jugent importants, plus souvent que ceux des sciences sociales, leur future carrière et l'emploi possible qui en découlera, de même que la compétence acquise en poursuivant des études supérieures.

Si l'on s'en tient au secteur des sciences sociales, deux séries de comparaison peuvent être mises en évidence: les différences qui séparent l'étudiante québécoise de son confrère masculin et celles qui distinguent l'étudiant québécois de l'étudiant ontarien.

Même si on ne parle pas de secteur "féminisé" à l'occasion des sciences sociales, les femmes y sont nombreuses et ce sont elles qui risquent le plus souvent, même les moins de trente ans, d'être aux études à temps partiel et de terminer leurs études universitaires avec un diplôme de premier cycle. Bien qu'elles soient satisfaites de leur formation universitaire, elles devraient, plus souvent que les hommes abandonner leurs études advenant une augmentation des frais de scolarité. Par ailleurs, d'autres recherches ont aussi signalé que ce sont les femmes qui, plus souvent, occupent un emploi durant l'année scolaire ou encore doivent recourir au système de prêts et bourses quand elles décident d'entreprendre des études universitaires.[23]

---

23. Voir à ce sujet le rapport FAECUM ainsi que celui du Bureau de la statistique du Québec (Enquête sur le mode de vie des étudiants au niveau postsecondaire, 1986).

En bref, du point de vue des études, la situation étudiante semble comporter plus de difficultés pour les femmes que pour les hommes qui veulent poursuivre des études supérieures. Sur chacun des éléments de cette condition, les femmes ne se distinguent pas toujours de façon marquante, mais chaque désavantage s'ajoute au précédent et finit par composer un ensemble où les contraintes sont encore nombreuses.

Quant à la position des étudiants québécois par rapport à celle des étudiants ontariens elle paraît, à tout le moins, accuser aussi certaines faiblesses: famille d'origine faiblement scolarisée, poursuite des études à temps partiel, moyenne d'âge plus élevée, interruption des études après le collégial. En outre, si les étudiants québécois poursuivent des études universitaires, ils affichent quand même un certain pessimisme face à leur avenir. Ceci laisse croire qu'en désirant augmenter leur compétence, ils tentent ainsi de maximiser leurs chances d'emploi dans un environnement sociétal où la compétition est d'autant plus forte que les possibilités de chômage n'épargnent pas les diplômés universitaires.

LES ETUDIANTS UNIVERSITAIRES QUEBECOIS EN SCIENCES SOCIALES

ANNEXE

(Les tableaux de l'annexe détaillent l'information correspondant aux résultats présentés dans la synthèse. Les chiffres relevés dans celle-ci sont en caractères gras dans les tableaux.)

TABLEAU 1

Répartition des étudiants universitaires en sciences sociales et dans l'ensemble des secteurs au Québec et en Ontario selon le plus haut niveau d'instruction des pères (%). (Statistique Canada, 1984)[1]

PERES	Plus haut niveau d'instruction				
	Secondaire	Collégial	Universitaire	Autres	Estimé total[2] N=100%
SCIENCES SOCIALES					
Québec					
1er cycle	67	--	28	--	(15567)
2e,3e cy.	70	--	21	--	(4777)
Total	68	5*	26	--	(20344)
Ontario					
1er cycle	61	6*	31	--	(39295)
2e,3e cy.	57*	--	36	--	(4428)
Total	61	6	31	--	(43723)
TOUS LES SECTEURS					
Québec					
1er cycle	71	5	23	1*	(120986)
2e,3e cy.	65	6*	27	--	(22230)
Total	70	5	23	1*	(143215)
Ontario					
1er cycle	60	6	31	2	(179363)
2e,3e cy.	58	--	36	--	(22333)
Total	60	6	32	2	(201686)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation et -- qu'elle est trop importante pour être diffusée.

2. Les totaux, comme les pourcentages, correspondent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cycles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 2

Âge et régime d'études (%) selon le secteur d'études:
A) au Québec; B) en Ontario; C) au Canada.
(Statistique Canada, 1984)

	A) QUÉBEC		
	- 30 ans	30 ans et +	Estimé total[1] N=100%
Sciences Sociales			
Temps plein	86	15	(13262)
Temps partiel	36	64	(7362)
Total	68	32	(20624)
Tous les secteurs			
Temps plein	88	12	(83782)
Temps partiel	36	64	(61214)
Total	66	34	(144996)

	B) ONTARIO		
Sciences Sociales	- 30 ans	30 ans et +	Estimé total[1]
Temps plein	94	6*	(31474)
Temps partiel	37	63	(12842)
Total	78	23	(44316)
Tous les secteurs			
Temps plein	93	7	(150974)
Temps partiel	39	61	(53500)
Total	79	21	(204474)

	C) CANADA		
Sciences Sociales	- 30 ans	30 ans et +	Estimé total[1]
Temps plein	91	9	(65399)
Temps partiel	40	60	(28728)
Total	75	25	(94127)
Tous les secteurs			
Temps plein	91	9	(371951)
Temps partiel	40	60	(159221)
Total	76	24	(531172)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.
2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cyles universitaires: Québec, N=6887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 3

Régime d'études et sexe (%) selon le secteur d'études au Québec, en Ontario et au Canada (Statistique Canada, 1984)[1]

	Régime d'études		
	Temps plein	Temps partiel	Estimé total[2] N=100%
QUEBEC			
Sciences Sociales			
Hommes	70	30	(9070)
Femmes	60	40	(11554)
Total	64	36	(20624)
Tous les secteurs			
Hommes	63	27	(71023)
Femmes	52	48	(73973)
Total	58	42	(144996)
ONTARIO			
Sciences Sociales			
Hommes	80	20	(17486)
Femmes	65	35	(26831)
Total	71	29	(44316)
Tous les secteurs			
Hommes	80	20	(101835)
Femmes	68	32	(102639)
Total	74	26	(204474)
CANADA			
Sciences Sociales			
Hommes	75	25	(39039)
Femmes	65	35	(55088)
Total	70	31	(94127)
Tous les secteurs			
Hommes	75	25	(263526)
Femmes	65	35	(267646)
Total	70	30	(531172)

1. Extrait du relevé des dates de naissance par sexe et par régime d'études.

2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cyles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 4
Activité des étudiants selon le secteur d'études durant l'année précédant leur première inscription au programme d'études (%) selon le cycle, au Québec, en Ontario et au Canada (Statistique Canada, 1984)[1]

	Activité			
	Etudes	Travail et autres		Estimé total[2] N=100%
SCIENCES SOCIALES				
Québec				
1er cycle	56	38	7*	(15775)
2e,3e cy.	51	41	--	(4803)
Ontario				
1er cycle	61	31	8	(39682)
2e,3e cy.	54*	38*	--	(4498)
Canada				
1er cycle	56	35	8	(81705)
2e,3e cy.	50	42	8	(12214)
TOUS LES SECTEURS				
Québec				
1er cycle	52	42	6	(122408)
2e,3e cy.	50	44	6	(22395)
Ontario				
1er cycle	65	28	7	(181516)
2e,3e cy.	44	50	6	(22823)
Canada				
1er cycle	60	33	7	(467972)
2e,3e cy.	44	50	6	(63170)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.
2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cycles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 5

Sexe et régime d'études(%) selon le secteur au Québec, en Ontario et au Canada (Statistique Canada, 1984)[1]

	Sexe		
	Hommes	Femmes	Estimé total[2] N=100%
QUEBEC			
Sciences Sociales			
Temps plein	48	52	(13262)
Temps partiel	37	63	(7362)
Total	44	56	(20624)
Tous les secteurs			
Temps plein	54	46	(83782)
Temps partiel	42	58	(61214)
Total	49	51	(144996)
ONTARIO			
Sciences Sociales			
Temps plein	45	55	(31474)
Temps partiel	27	73	(12842)
Total	39	61	(44316)
Tous les secteurs			
Temps plein	54	46	(150974)
Temps partiel	39	61	(53500)
Total	50	50	(204474)
CANADA			
Sciences Sociales			
Temps plein	45	55	(65399)
Temps partiel	34	66	(28728)
Total	41	59	(94127)
Tous les secteurs			
Temps plein	53	47	(371961)
Temps partiel	41	59	(159221)
Total	50	50	(531172)

1. Extrait du relevé des dates de naissance par sexe et par régime d'études.

2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cyles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 6

Sexe et niveau d'études (%)

	1er cycle	2e.3e cycles	TOTAL
Hommes	46	55	(47)
Femmes	54	45	(53)
	100	100	(100)

N=943

Source: rapport FAECUM tableau 7 (1er, 2e, 3e cycles). Les tableaux originaux présentaient les pourcentages avec une décimale; ils ont été arrondis ici suivant le procédé courant.

TABLEAU 7

Choix d'une Université: raison principale (%) selon les secteurs d'étude au Québec, en Ontario et au Canada (Statistique Canada, 1984)[1]

	Raison principale					
	Réputation	Programme	Proximité	Horaire	Autres	Estimé total[2] N=100%
Sc. Sociales						
Québec	21	43	18	7*	13	(19756)
Ontario	19	39	21	4*	18	(42073)
Canada	16	39	22	5	18	(89786)
Tous secteurs						
Québec	19	43	22	5	11	(140895)
Ontario	18	45	18	3	15	(196722)
Canada	16	43	22	4	15	(512618)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.

2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cyles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 8

Raison principale du choix des sciences sociales (%) au Québec et en Ontario. (Statistique Canada, 1984)[1]

SCIENCES SOCIALES	Québec	Ontario
Raisons		
Académiques intérêt général pour études intérêt pour matière	68	54
Professionnelles perspectives de carrière désir d'une profession précise	22	31
Economiques possibilité d'emploi perspective de revenu élevé	4*	11
Autres	6*	4*
Estimé total[2] (N=100%)	(19955)	(43103)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.

2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cyles universitaires: Québec, N=5867; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 9

Raisons motivant le choix du secteur d'études: pourcentage d'étudiants jugeant ces raisons très importantes au Québec et en Ontario. (Statistique Canada, 1984)[1]

	Québec		Ontario	
	%	(N)[2]	%	(N)[2]
SCIENCES SOCIALES				
Raisons académiques				
intérêt général études	65	(13148)	67	(29763)
intérêt pour matière	81	(16402)	76	(33669)
Raisons professionnelles				
perspectives carrière	38	(7350)	57	(24226)
désir profession précise	40	(7579)	45	(18721)
Raisons économiques				
possibilité d'emploi	14	(2683)	29	(11426)
perspective revenu élevé	13	(2452)	15	(6036)
TOUS LES SECTEURS				
Raisons académiques				
intérêt général études	62	(89064)	64	(129800)
intérêt pour matière	78	(112097)	75	(152012)
Raisons professionnelles				
perspectives carrière	49	(67333)	62	(120397)
désir profession précise	42	(56900)	53	(100280)
Raisons économiques				
possibilité d'emploi	30	(39230)	44	(81205)
perspective revenu élevé	18	(23652)	25	(46193)

1. Le libellé de la question se lisait ainsi; dans quelle mesure chacun des facteurs suivants a-t-il influé sur votre décision de choisir votre domaine d'études actuel? a) intérêt général à poursuivre mes études; b) intérêt pour la matière; c) bonnes possibilités d'emploi à la fin des études; d) perspectives de carrière intéressantes; d) perspectives d'un revenu élevé; f) désir d'exercer une profession précise; g) autres. Les réponses possibles étant: beaucoup, dans une certaine mesure, pas du tout, sans objet.
2. Les nombres entre parenthèses correspondent aux pourcentages indiqués. Ainsi, 13148 étudiants québécois en sciences sociales (estimation de la population) trouvent que l'intérêt général pour les études a été, pour eux, un facteur très important dans le choix de ce secteur d'études. Et ces 13148 étudiants représentent 65% de l'ensemble, les autres ayant jugé cet item relativement important ou pas important. À noter que, pour chacune des raisons évoquées, le nombre de non réponses varie.

TABLEAU 10

Raison principale de poursuivre ses études en sciences sociales (%), selon le cycle d'études au Québec, en Ontario et au Canada (Statistique Canada, 1984)[1]

	Raisons				
	Académiques	Professionnelles	Économiques	Autres	Estimé total[2] N=100%
	intérêt pour études	augmenter compétence	changer d'emploi / augm. chances d'emploi	pré-requis / autres	
Québec					
1er cycle	33	28	24	14	(15182)
2e, 3e cy.	18*	56	--	--	(4582)
Total	30	36	22	13	(19764)
Ontario					
1er cycle	39	11	29	20	(38703)
2e, 3e cy.	33*	--	33*	--	(4301)
Total	39	13	29	20	(43004)
Canada					
1er cycle	37	15	29	20	(79325)
2e, 3e cy.	28	38	25	--	(11691)
Total	36	18	27	19	(91016)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation et -- qu'elle est trop importante pour être diffusée.

2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cyles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 11

Raison principale de poursuivre ses études selon le niveau et selon le secteur disciplinaire (%) au Québec. (Statistique Canada, 1984)[1]

	Raisons				
	Académiques	Professionnelles	Economiques	Autres	Estimé total[2]
	intérêt pour études	augmenter compétence	changer d'emploi augm. chances d'emploi	pré-requis autres	N=100%
Sciences Sociales					
1er cycle	33	28	24	14	(15182)
2e, 3e cy.	18*	56	--	--	(4582)
Total	30	35	22	13	(19764)
Tous les secteurs					
1er cycle	27	48	24	9	(116692)
2e, 3e cy.	24	51	16	9	(21548)
Total	27	42	22	9	(138240)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation et -- qu'elle est trop importante pour être diffusée.

2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cycles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 12

**Raison principale de poursuivre ses études selon divers secteurs disciplinaires (%) au Québec.
(Statistique Canada, 1984)[1]**

	Raisons				
	Académiques	Professionnelles	Economiques	Autres	Estimé total[2] N=100%
	intérêt pour études	augmenter compétence	changement d'emploi augm. chances d'emploi	pré-requis autres	
Secteur					
Sciences Sociales	30	36	22	13	(19764)
Arts et Humanités	27	44	18	11	(19820)
Education	23	54	14	8*	(19814)
Administration	20	42	31	7	(31929)
Autres sc. soc.	26	36	26	12*	(8300)
Santé, Sciences nat. et Génie	32	39	20	9	(42737)
Tous les secteurs	27	42	22	9	(138240)

1. Dans ce tableau, * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.

2. Les totaux, comme les pourcentages, réfèrent à des estimations de la population fondées sur les échantillons pondérés (1er, 2e et 3e cyles universitaires: Québec, N=5887; Ontario, N=5966; Canada, N=37863)

TABLEAU 13

Satisfaction (%) à l'égard de la formation (1986, Québec)[1].

	Qualité de la formation	Capacité de motivation des professeurs	Encadrement	Outils pédagogiques	Caractère pratique à l'enseignement
Sexe					
Hommes	82	70	74	74	55
Femmes	83	76	74	76	64
Champ disciplinaire					
Sc. pures	81	64	71	74	65
Sc. humaines	82	79	74	76	56
Administration	87	73	74	79	52
Arts et Lettres	81	77	76	69	69

1. Extrait du tableau 18 du rapport FAECUM. Les pourcentages ont été arrondis.

TABLEAU 14

Conception des études et de l'université (%) (1986, Québec)[1].

	Plutôt en accord		
	Etudes pour emploi	Intérêt pour profession + que pour études	Ne sait où les études vont mener
Champ disciplinaire			
Sc. pures	76	52	33
Sc. humaines	62	47	42
Administration	81	67	25
Arts et Lettres	54	48	40

1. Extrait du tableau 16 du rapport FAECUM. Les pourcentages ont été arrondis.

TABLEAU 15
Facilité d'obtention d'un emploi (%)
(1986, Québec)[1].

	Facilité(très facile et assez facile) d'obtenir emploi dans spécialisation	d'obtenir emploi
Champ disciplinaire		
Sc. pures	45	72
Sc. humaines	33	56
Administration	58	72
Arts et Lettres	25	48

1. Extrait du tableau 15 du rapport FAECUM. Les pourcentages ont été arrondis.

TABLEAU 16

Réaction (%) face à une hausse des frais de scolarité
(1986, Québec.[1]

	Abandon des études	Abandon avant fin Bacc.
Sexe		
Hommes	11	7
Femmes	16	12
Champ disciplinaire		
Sc. pures	10	9
Sc. humaines	20	15
Administration	7	6
Arts et Lettres	16	9

1. Extrait du tableau 11 du rapport FAECUM. Les pourcentages ont été arrondis.

ANNEXE AU CHAPITRE 4

ANNEXE B

MÉTHODOLOGIE

LES ETUDIANTS UNIVERSITAIRES QUEBECOIS EN SCIENCES SOCIALES

METHODOLOGIE

Claudette Richard
Montréal, 12 janvier 1988

1 Sources d'information

Les enquêtes sur les étudiants universitaires sont multiples mais les paramètres employés pour ces analyses le sont tout autant, ce qui complique la tâche de qui veut entreprendre de dresser une esquisse significative de la situation étudiante. En même temps, cette diversité oblige à faire des choix et à ne retenir que les recherches ayant tout au moins quelques points communs de sorte que les comparaisons restent valables. Trois sources de données ont servi à documenter notre analyse: l'enquête auprès des étudiants du niveau postsecondaire de Statistique Canada (mars,1984) et le sondage commandé par la FAECUM (Fédération des Associations Etudiantes du Campus de l'Université de Montréal) à la Maison de sondage Léger-Lepage durant l'été 1986. À ces documents, s'ajoute une troisième source de données, plus anciennes, dont nous avons utilisé les informations de manière plus réduite, à savoir: l'étude de Pierre Dandurand et Marcel Fournier publiée en mai 1979 par le Ministère de l'Education du Québec.

1.1 Statistique Canada, 1984. Enquête auprès des étudiants du niveau postsecondaire (EENP)

La population cible de cette enquête, (menée pour le compte de la Direction générale de l'aide à l'éducation du Secrétariat d'Etat), est constituée de toutes les personnes inscrites à un cours régulier doté de crédits dans un établissement d'enseignement postsecondaire au Canada durant la session d'automne de l'année scolaire 1983-84. L'échantillon prélevé pour le niveau universitaire (le seul qui nous intéresse ici) comporte 37863 étudiants canadiens, dont 5887 au Québec et 5966 en Ontario. Le

taux de réponse s'établit à 71% pour l'ensemble du Canada, à 74% et 75% respectivement pour le Québec et l'Ontario. Il faut noter que l'Université Concordia au Québec et l'Université de York en Ontario n'ont pas communiqué les renseignements nécessaires dans les délais requis de sorte que les données sur les étudiants de ces établissements ne figurent pas dans le fichier de l'enquête.

Les données de Statistique Canada sont exploitées de façon extensive dans notre analyse, les informations qui y sont contenues étant rattachées aux divers niveaux de comparaison que nous voulons toucher. Les chiffres produits par Statistique Canada réfèrent aux estimations obtenues à partir de l'échantillon. Les résultats dérivés de cette enquête n'ont donc pas tous la même fiabilité; les informations concernant certains sous-groupes en particulier, à cause du petit nombre de répondants, ne peuvent servir de base à des comparaisons étant donnée la grande variabilité d'échantillonnage associée aux estimations qui les concernent. Nous spécifions donc, à l'intérieur des tableaux, chaque fois qu'il est nécessaire, les informations que l'on doit interpréter avec précaution. Précisons aussi que les pourcentages calculés à partir des données de Statistique Canada excluent, dans notre étude, les non réponses.

Les tableaux analysés proviennent d'une compilation spéciale effectuée à notre demande par Statistique Canada. Cette compilation avait pour but, outre de fournir les informations pertinentes à notre étude, de reconstituer le secteur "sciences sociales" afin de le rendre plus conforme à la définition adoptée dans la présente étude sectorielle. Ont ainsi été éliminées certaines grandes disciplines, soit le droit et les sciences de l'administration. Le

secteur reconstitué comprend: anthropologie, archéologie, criminologie, démographie, économique, géographie, psychologie, science politique, service social, sociologie, autres sciences sociales connexes.

1.2 Recherche Dandurand, Fournier, 1978[1] et sondage FAECUM, 1986

Ces deux enquêtes ne traitent pas des sciences sociales en tant que telles mais des sciences humaines (comprenant, selon la classification Clarder: communications, droit, études géopolitiques, psychologie, sciences sociales, théologie). Le fait d'effectuer des analyses secondaires, étant donnés les coûts de tous ordres impliqués dans une enquête originale, permet néanmoins de réfléchir sur les résultats obtenus tout en sachant pertinemment qu'il faut alors relativiser en fonction de ses propres objectifs. Il faut aussi comparer ce qui est comparable, en l'occurrence le sondage FAECUM reprend, à 8 ans de distance et avec une méthodologie relativement comparable, la recherche Dandurand, Fournier.

Dans les deux cas, la population visée a été rejointe via des échantillons stratifiés d'étudiants à temps plein et à temps partiel inscrits aux premier, deuxième et troisième cycles universitaires. Les étudiants étrangers, les étudiants en rédaction de thèse, les étudiants inscrits à moins de 3 crédits sont exclus de cette population.

1.2.1 Recherche Dandurand, Fournier Dans cette recherche, l'échantillon a été composé à partir des listes d'étudiants de

1. La recherche, bien que publiée en 1979, concerne les étudiants de 1978. Nous préférons alors indiquer cette dernière date la considérant plus précise par rapport à la cohorte étudiée.

chaque université: au premier cycle, un étudiant sur soixante a été sélectionné et, aux cyles supérieurs, un étudiant sur vingt-quatre. Ainsi, 1617 étudiants inscrits à la session universitaire de l'automne 1978 ont été rejoints, pour un taux de réponse de 83%. Lors de l'analyse, l'interprétation des tableaux se fait à partir des pourcentages pondérés qui représentent la population visée par cette recherche.

1.2.2 Sondage FAECUM Les informations présentées dans le sondage proviennent de 1038 entrevues téléphoniques réalisées par la firme Léger et Lepage à l'été 1986. Contrairement aux deux autres source d'informations, les tableaux exploités par ce sondage ne sont pas pondérés en fonction de la population mais renvoient simplement aux 1038 étudiants intervievés. Fait à signaler: les étudiants de l'Université de Sherbrooke, de l'Université du Québec à Rimouski, de l'Université du Québec à Trois-Rivières ne sont pas représentés, les associations étudiantes de ces universités n'ayant pas fourni les listes demandées. A noter aussi que les étudiants de McGill sont sous-représentés à cause d'un retard dans l'obtention de ces listes. Etant donné ces limites, il faut demeurer prudent dans l'interprétation des résultats de cette enquête

2 Indicateurs et variables

Les informations retenues peuvent être regroupées en trois catégories:

- les variables de spécification qui déterminent, en fonction de paramètres précis, les groupes sur lesquels portent les comparaisons;

- les indicateurs, ou informations, représentant les aspects à partir desquels les groupes sont comparés;
- les variables construites dont la fonction est de synthétiser l'information.

2.1 Variables de spécification

De manière analogue à d'autres sections de l'annexe de ce rapport, il faut entendre par variables de spécification les variables utilisées afin de ventiler les données en fonction des axes analytiques. Ces variables ne sont pas toutes utilisées à la même fréquence; les provinces et, dans la plupart des cas, les champs sectoriels servent à distinguer les groupes pour chacune des informations étudiées alors que les autres variables de spécification apparaissent à l'occasion pour mettre en évidence certaines dimensions de la situation étudiante.

2.1.1 Provinces. Les données de Statistique Canada permettent de comparer le secteur des sciences sociales du Québec (et, habituellement, l'ensemble des secteurs) à celui de l'Ontario et à ceux de l'ensemble du Canada.

2.1.2 Champs sectoriels. Il a été mentionné précédemment certaines différences dans la composition disciplinaire du secteur à l'étude. Notre analyse traite tantôt du secteur des sciences humaines (recherche Dandurand, Fournier, sondage FAECUM), tantôt du secteur des sciences sociales tel que défini, et modifié, par Statistique Canada. À l'occasion de l'étude du secteur des sciences humaines, certains rapprochements sont faits avec d'autres grands secteurs: sciences pures, administration, arts et lettres. De

manière exceptionnelle, lorsque les informations portent sur le secteur des sciences sociales, ces secteurs lui sont aussi comparés. Cependant, dans la majorité des cas, les parallèles sont établis entre le secteur des sciences sociales et l'ensemble des secteurs.

2.1.3 Cycles d'études. Lorsque les effectifs sont suffisants, les données sont ventilées selon le cycle, où le 1er cycle, niveau baccalauréat incluant les certificats et les diplômes de 1er cycle, représente une catégorie tandis que les 2e et 3e cycles, maîtrise et doctorat incluant certificats et diplômes de deuxième cycle, sont regroupés dans une deuxième.

2.1.4 Régime d'études. Une simple dichotomie, temps pleins et temps partiel, distingue les étudiants dans l'analyse de certaines variables. Cette distinction est parfois mise de côté afin d'avoir un nombre suffisants d'effectifs.

2.1.5 Sexe. Cette variable entre en ligne de compte chaque fois que les données le permettent.

2.1.6 Périodes d'études. Il s'agit d'abord ici d'un bref rappel mettant en parallèle les résultats de l'analyse Dandurand, Fournier (1978) et ceux du sondage FAECUM (1986) relativement à l'origine sociale des étudiants. Le niveau d'instruction des pères est aussi abordé en utilisant cette fois les données de la recherche Dandurand, Fournier et les informations produites par Statistiques Canada (1984).

2.2 Sélection d'indicateurs et construction de variables

Chacun des indicateurs est suivi, le cas échéant, de la définition de la variable construite à partir de ces indicateurs.

2.2.1 Renseignements objectifs.

a) Origine sociale des étudiants définie par:

- l'occupation professionnelle du père (Dandurand, Fournier et FAECUM) ou l'on utilise la classification la plus concise qui ait été employée par ces enquêtes: une classe supérieure réunissant cadres supérieurs et moyens, une classe moyenne composée des professionnels et des petits propriétaires, une classe ouvrière formée des cols blancs et des cols bleus.

- le niveau d'intruction des parents (Stat. Can.: 14 catégories) où la variable créée propose quatre catégories indiquant le plus haut niveau d'instruction atteint par les parents: secondaire, collégial, universitaire, et une catégorie résiduelle, autres.

b) Activités durant les 12 mois avant l'inscription (Stat. Can.: 5 catégories) où l'analyse oppose l'étudiant au non-étudiant ce qui suffit pour opérer des comparaisons significatives avec les autres groupes d'étudiants.

c) Age des étudiants (Stat.Can.: année de naissance) classé en deux catégories afin de faire ressortir les différences tout en conservant suffisamment d'effectifs: les moins de trente ans, les trente ans et plus .

2.2.2 Informations subjectives.

a) Motivations quant aux choix effectués:

- raisons d'avoir choisi les études en sciences sociales (Stat. Can.: 7 choix) où les données précisent la raison principale et indiquent pour chacune des raisons le nombre d'étudiants signalant l'item comme très important, ayant une certaine

importance ou pas important. Ces choix ont été regroupés en trois catégories principales:raisons de type académique (intérêt général pour les études, intérêt pour la matière) raisons de type professionnel (perspectives de carrière, désir d'une profession précise) et raisons de type économique (possibilité d'emploi, perspectives de revenu élevé). Une catégorie résiduelle englobe l'ensemble des autres raisons (pré-requis, autres);

- raison principale de viser un diplôme de 1er, 2e ou 3e cycles (Stat.Can : 6 choix). Ces choix sont aussi regroupés en trois catégories principales: raisons de type académique (intérêt pour les études) raisons de type professionnel (augmentation de la compétence) et raisons de type économique (désir de changer d'emploi, d'obtenir un emploi). Une catégorie résiduelle englobe l'ensemble des autres raisons (pré-requis, autres);

- raisons d'avoir choisi tel établissement en particulier (Stat. Can.: 7 choix). Les items regroupant un nombre suffisant d'effectifs sont traités tels quels (réputation académique, type de programme, proximité géographique, horaire plus pratique) les autres sont traités ensemble (aide financière, coûts moins élevés, autres).

b) <u>Opinions</u> Le sondage FAECUM comportait plusieurs questions concernant les attitudes des étudiants. Nous avons extrait de cette analyse certains points à partir desquels se manifestent des différences plus marquées soit en fonction des champs disciplinaires ou selon le sexe. Ont été retenus, l'expression du degré de satisfaction des étudiants à l'égard de la for-

mation reçue, leurs réactions face à une hausse des frais de scolarité et leur opinion touchant la possibilité d'obtenir un emploi.

ANNEXE AU CHAPITRE 5

LA LIAISON COLLÈGE-UNIVERSITÉ EN SCIENCES SOCIALES

LA LIAISON COLLÈGE-UNIVERSITÉ

DOCUMENT DE TRAVAIL

LAVAL TREMBLAY

ET

JEAN-MARC ROBICHAUD

CONSEIL DES UNIVERSITÉS

AOÛT 1987

1. Introduction

Diverses raisons ont incité les membres du comité de l'étude sectorielle en sciences sociales à se pencher sur les mécanismes de liaison entre le cégep et l'université. D'abord, le cégep, tel qu'il a été conçu et construit au Québec, constitue un niveau charnière entre l'école secondaire et l'enseignement supérieur, de sorte qu'il est apparu pertinent de connaître les antécédents et les caractéristiques des étudiants se destinant aux sciences sociales au moment où ils entreprennent leurs études postsecondaires. De plus, le système scolaire formant un tout en soi, les règles du jeu en vigueur à l'un ou l'autre niveau peuvent avoir des conséquences directes ou indirectes sur le cheminement académique à venir des étudiants. D'où l'importance de comprendre le processus de passage du collège à l'université dans les disciplines de l'étude, processus qui, contrairement à ce qu'on pourrait penser, n'est pas le même pour toutes les disciplines ou universités concernées. Enfin, il est apparu important de voir quels arrimages existent entre les formations en sciences sociales dispensées aux niveaux collégial et universitaire, surtout dans un contexte où la formation collégiale en sciences sociales et humaines connaît une remise en question. Comme le mentionnent Caldwell et Langlois dans un article récent:

> "Or, force est de constater que l'arrimage entre les niveaux d'enseignement est problématique, particulièrement entre le cégep et l'université(...) Actuellement, la question de l'enseignement universitaire et celle de l'enseignement collégial sont abordées séparément, comme s'il s'agissait de deux univers séparés. Le présent dossier indique au contraire qu'il est de plus en plus nécessaire d'amorcer une réflexion sur les liaisons à établir entre ces milieux d'enseignement complémentaires."[1]

L'analyse des mécanismes de liaison entre les niveaux collégial et universitaire n'est cependant pas sans soulever certaines difficultés reliées d'abord au fait qu'il s'agit de deux systèmes d'enseignement relativement autonomes et ayant chacun sa logique et ses intérêts propres. Les analyses d'ensemble et les diagnostics sur les cégeps sont

(1) CALDWELL, G., LANGLOIS, S., "Les cégeps vingt ans après", in Recherches sociographiques, vol. XXVII, numéro 3, 1986. p. 362.

peu nombreux et, lorsque des études existent, la définition et la portée des indices utilisés peuvent varier considérablement. Les données disponibles ne sont pas toujours complètes et couvrent rarement la même unité de référence dans le temps. Vouloir pallier toutes ces difficultés aurait nécessité un investissement considérable en termes de ressources humaines et financières.

L'objectif du chapitre n'est donc pas de tracer un portrait exhaustif de la situation qui tienne compte, entre autres, du contexte politico-administratif et économique ayant marqué l'évolution des cégeps et leur interaction avec le milieu universitaire. Cet objectif est plutôt d'identifier, au niveau collégial, certains phénomènes qui puissent éventuellement aider à expliquer d'autres phénomènes prévalant au sein des universités dans le secteur des sciences sociales. A partir des données disponibles, nous essaierons d'abord de retracer les origines de la clientèle universitaire en sciences sociales. Nous aborderons ensuite les objectifs et le contenu de la formation dispensée au niveau collégial, plus particulièrement au niveau des programmes devant mener à la poursuite d'études universitaires. Quelles sont les caractéristiques des étudiants inscrits en sciences humaines au collégial? Comment se fait le passage du collège à l'université? Enfin, nous essaierons de cerner le point de vue de différents intervenants sur le degré de préparation des étudiants qui accèdent aux études universitaires en sciences sociales.

2. Origines de la clientèle universitaire en sciences sociales

Une enquête Relance auprès des diplômés du collégial de 1984-85 fait ressortir que, dans l'ensemble, 86,5% des diplômés du secteur général âgés de 24 ans et moins poursuivaient des études universitaires au 31 mars 1986 (voir tableau 1). Ce sont les diplômés en sciences pures et de la santé qui poursuivent en plus grand nombre leurs études universitaires (93%) par rapport à ceux des arts (64,9% et des lettres (68,2%). Quant aux diplômés en sciences humaines (incluant l'administration), ils s'inscrivent à l'université dans une proportion de 83,9%.

TABLEAU 1

NOMBRE DE DIPLOMÉS DU SECTEUR GÉNÉRAL (1984-85) QUI POURSUIVAIENT DES ÉTUDES UNIVERSITAIRES LE 31 MARS 1986

PROGRAMME	Nombre	(%)	Nombre total de diplômés
Sciences pures et de la santé	7 115	93,0	7 651
Sciences humaines et de l'administration	8 429	83,9	10 045
Arts	201	64,9	309
Lettres	630	68,2	924
Ensemble	16 375	86,5	18 929

Source: MÉQ, Direction des études sur l'emploi et les carrières, enquête "Relance".

Les études dont nous disposons démontrent une relation étroite entre le programme suivi au collégial et la famille de disciplines choisie au niveau universitaire. Il ne faut donc pas se surprendre que la partie la plus importante de la clientèle universitaire en sciences sociales provient de la concentration sciences humaines au collégial. Une enquête réalisée dans le cadre de l'opération Relance en 1980[1] auprès des étudiants sortants du niveau collégial pour l'année 1977-78 démontrait que 62% des sortants de sciences humaines qui poursuivaient leurs études à l'université le faisaient dans cette même famille de disciplines (voir tableau 2). Ce taux était de 72,2% pour les étudiants des sciences pures, de 75,1% pour ceux des sciences de l'administration, par rapport à 55,7% dans le cas des lettres et à 32,6% dans celui des sciences de la santé. Une autre étude plus récente réalisée au printemps 85 auprès des étudiants de 2e année du secteur général dans les cégeps francophones nous laisse croire que cette situation s'est maintenue au cours des années en ce sens où la presque totalité des cégépiens de sciences humaines disent se destiner au même secteur à l'université. L'auteur de l'étude ajoute:

(1) En raison d'une forte relation observée par le passé entre le programme suivi au collégial et celui à l'université, les dernières enquêtes "Relance" ne contiennent aucune donnée à ce propos.

"En fait, ils n'ont presque pas le choix puisqu'ils ne possèdent pas les préalables exigés dans les autres programmes.[1]

Même si la très grande majorité des cégépiens en sciences humaines s'orientent dans le même secteur à l'université, on ne peut ignorer qu'à peine 2 étudiants sur 3 en sciences humaines obtiennent un DEC et que seulement 1 sur 2 poursuit effectivement des études au niveau universitaire (du moins c'était le cas en 1978). Il s'agit donc d'une clientèle potentielle pour ainsi dire "perdue" pour les facultés de sciences sociales des universités, phénomène, nous le verrons plus loin, qui s'explique en partie par l'importance des abandons et des réorientations d'études qui caractérisent la clientèle du collégial en sciences humaines.

De plus, si les conditions d'admission à l'université en sciences naturelles rendent inacessible ce secteur aux détenteurs d'un DEC en sciences humaines, l'inverse n'est pas vrai. En effet, que ce soit par le choix ou par défaut, le tableau 2 montre bien qu'en 1978, 13% des détenteurs d'un DEC en sciences de la santé poursuivaient des études universitaires en sciences humaines. C'était le cas également pour 25% des détenteurs d'un diplôme en lettres. Plus récemment, l'étude de Chénard a permis d'observer que, parmi les cégépiens de sciences qui ne se destinent pas à ce secteur, une forte proportion choisit une discipline correspondant à des professions corporatisées, telle la psychologie.

Un autre phénomène ayant marqué l'évolution de la clientèle universitaire en sciences sociales réside dans le nombre sans cesse croissant d'étudiants du secteur professionnel (officiellement terminal) qui poursuivent leurs études au niveau universitaire. Dès 1970, des pressions en ce sens furent exercées par les étudiants et les professeurs du secteur professionnel et le Conseil Supérieur de l'Éducation estimait récemment à 15% le nombre de finissants du professionnel accédant à l'université[2]. Si on réfère aux chiffres de 1978 (voir tableau 3),

(1) CHÉNARD, P., "Le passage du cégep à l'université" in Recherches sociographiques, vol. XXVII, numéro 3, 1986. p. 474.
(2) Conseil Supérieur de l'Éducation, Rapport 1984-85 sur l'état et les besoins de l'éducation, 1986. p. 88.

TABLEAU 2

CHOIX DE LA FAMILLE DE DISCIPLINES UNIVERSITAIRES SELON LA FAMILLE DE PROGRAMMES AU NIVEAU COLLÉGIAL SECTEUR GÉNÉRAL

(en pourcentages)

FAMILLE DE PROGRAMMES (COLLÉGIAL) / FAMILLE DE PROGRAMMES (UNIVERSITÉ)	SCIENCES DE LA SANTÉ	SCIENCES PURES APPLIQUÉES	SCIENCES HUMAINES	SCIENCES DE L'ADMINIS-TRATION	ARTS	LETTRES	ENSEMBLE (TOTAL)
SCIENCES DE LA SANTÉ	32.6%	1,6%	0,1%	0 %	-(1)	0 %	5,5%
SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES	41,4%	72,2%	2,7%	5,2%	-(1)	0 %	25,3%
SCIENCES HUMAINES	13,1%	4,8%	62,0%	15,7%	-(1)	25,9%	30,9%
ADMINISTRATION	5,4%	6,7%	7,0%	75,1%	-(1)	0 %	16,0%
ARTS	0 %	1,1%	3,2%	0 %	-(1)	9,7%	3,7%
LETTRES	1,0%	1,1%	11,1%	0 %	-(1)	55,7%	7,4%
AUTRES	6,6%	12,6%	13,8%	3,9%	-(1)	8,7%	11,1%

+ + + + + + = 100%

Note: (1) - les effectifs de cette famille de programmes sont trop restreints pour qu'un pourcentage soit calculé de façon fiable;

(2) - la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100%, par suite d'erreurs d'arrondis.

Source: CORBEIL, Paul, Relance - poursuite des études chez les étudiants sortants des niveaux secondaire et collégial pour l'année 1977-78, mai 1980. p. 85.

TABLEAU 3

CHOIX DE LA FAMILLE DE DISCIPLINES UNIVERSITAIRES SELON LA FAMILLE DE PROGRAMMES AU NIVEAU COLLÉGIAL SECTEUR PROFESSIONNEL
(en pourcentages)

FAMILLE DE PROGRAMMES (COLLÉGIAL) / FAMILLE DE PROGRAMMES (UNIVERSITÉ)	TECHNIQUES BIOLOGIQUES	TECHNIQUES PHYSIQUES	TECHNIQUES HUMAINES	TECHNIQUES DE L'ADMINISTRATION	ARTS	ENSEMBLE (TOTAL)
SCIENCES DE LA SANTÉ	28,3%	0 %	1,3%	0 %	0 %	5,5%
SCIENCES PURES ET APPLIQUÉES	17,7%	65,5%	0 %	3,7%	2,5%	25,3%
SCIENCES HUMAINES	23,9%	8,8%	59,6%	9,8%	5,3%	30,9%
ADMINISTRATION	5,5%	8,5%	6,3%	71,6%	0 %	16,0%
ARTS	4,5%	1,1%	2,4%	0,8%	75,1%	3,7%
LETTRES	1,4%	0 %	4,9%	3,6%	7,2%	7,4%
AUTRES	18,8%	16,0%	25,5%	10,5%	10,0%	11,1%

+ + + + + + + = 100%

Note: la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100%, par suite d'erreurs arrondis.

Source: CORBEIL, Paul, Relance - poursuite des études chez les étudiants sortants des niveaux secondaire et collégial pour l'année 1977-78, 1980, p. 86.

on remarque que ce sont les disciplines des sciences humaines qui accueillent le plus grand nombre de techniciens (30,9%) suivis des sciences pures et appliquées (25,3%) et de l'administration (5,3%). Parmi les techniciens qui choisissent les sciences humaines à l'université, 59,6% proviennent des techniques humaines et 23,9% des techniques biologiques. A noter que les techniques humaines au collégial regroupent, entre autres, les programmes d'assistance sociale et de techniques des loisirs.

Enfin, un grand nombre de départements universitaires ouvrent leurs portes aux étudiants âgés d'au moins 21 ans qui, bien que sans détenir un DEC, possèdent des connaissances appropriées et une expérience jugée pertinente. En 1978, 24,1% de cette clientèle se dirigeait en sciences humaines à l'université par rapport à 9,9% en sciences de la santé et à 10,1% en sciences pures et appliquées. Cette catégorie d'étudiants vient ainsi compléter le portrait d'ensemble sur les origines de la clientèle universitaire en sciences sociales.

3. Objectifs, structure et contenu de la formation dispensée au collégial

Avant de faire ressortir certains faits caractéristiques des cégépiens inscrits en sciences humaines, il convient de revoir les objectifs et la structure de l'enseignement collégial et de s'interroger sur le contenu de la formation dispensée à ce bassin important de la clientèle universitaire en sciences sociales.

3.1 Objectifs

Le Règlement sur le régime pédagogique du collégial adopté par le gouvernement en février 1984 et qui remplaçait le régime pédagogique expérimental en vigueur depuis 1967 définit les objectifs de l'enseignement collégial. Essentiellement, ces objectifs se résument à trois: la polyvalence dans l'organisation des études, la cohérence du réseau et l'acquisition d'une formation de type fondamental, laquelle se caractérise surtout par sa profondeur:

> "Elle vise à faire acquérir les assises, les concepts de base des disciplines et des savoir-faire qui figurent au programme de l'étudiant quelle que soit son orientation. C'est en cela que la formation fondamentale se distingue de la formation générale qui, elle, s'acquiert à même la fréquentation d'un large éventail de disciplines et de techniques."[1]

Les programmes de l'enseignement général visent à préparer l'étudiant à la poursuite d'études universitaires en lui permettant l'accès à de larges éventails de programmes offerts à ce niveau d'enseignement.

Ceux de l'enseignement professionnel pour leur part visent d'abord à préparer l'étudiant au marché du travail via une préparation adéquate à l'exercice de fonctions techniques.

3.2 Structure actuelle des programmes[2]

Le tableau 4 résume la structure actuelle des programmes menant à l'obtention d'un DEC.

Le programme de chaque étudiant du secteur général est ainsi constitué de 3 composantes majeures: 12 cours obligatoires, 12 cours dans 3 ou 4 disciplines d'un champ de concentration (sciences, sciences humaines ou arts et lettres) et 8 cours complémentaires. Les cours obligatoires visent l'acquisition de connaissances de base au niveau de la langue et de la pensée. Les cours de concentration, pour leur part, visent une formation fondamentale dans un champ donné avec un "début de spécialisation". Enfin, les cours complémentaires permettent aux étudiants

(1) Ministère de l'Éducation, Édition commentée du Règlement sur le régime pédagogique du collégial, 1984, p. 7. Notons ici qu'il existe une grande confusion dans les milieux d'éducation quant à la signification des termes "fondamental" et "général" reliés à des activités de formation. Cette confusion risque d'entraîner des conséquences indésirables particulièrement dans la définition des objectifs propres à chacun des niveaux d'enseignement.

(2) Le régime pédagogique de 1984 a introduit de nouveaux types de certification. Notre analyse ne porte cependant que sur les programmes menant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC).

TABLEAU 4

STRUCTURE DES PROGRAMMES MENANT À L'OBTENTION D'UN DIPLÔME D'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL

		GROUPES DE DISCIPLINES		
		1 SCIENCES	2 SCIENCES HUMAINES	3 ARTS ET LETTRES
12 cours collégiaux	4 cours de langue et de littérature 4 cours de philosophie ou l'équivalent 4 cours d'éducation physique			
+				
1 champ de concentration	12 cours dans 3 ou 4 disciplines d'un des 3 groupes suivants: (minimum de 6 cours dans une même discipline)	Informatique Mathématique Philosophie Sciences de la religion Biologie Chimie Physique et géologie (1)	Informatique Mathématique Philosophie Sciences de la religion Administration Lettres (2) Géographie Psychologie Histoire et civilisation (1) Anthropologie et sociologie (1) Économie et science politique (1)	Informatique Mathématique Philosophie Sciences de la religion Arts plastiques Musique Cinéma Lettres (2) Théâtre
OU				
1 champ de spécialisation	Les cours des champs de spécialisation sont déterminés dans les Cahiers de l'enseignement collégial pour chacun des programmes.			
+				
3 unités de cours complémentaires	Ces cours sont choisis dans des disciplines n'apparaissant pas au champ de concentration ou de spécialisation			

(1) Pour les fins de la concentration, ces deux disciplines sont considérées comme n'en constituant qu'une.
(2) Pour les fins de la concentration, dans le "sciences humaines", les "lettres" sont toujours considérées comme une seule discipline tandis que dans le groupe "arts et lettres", chacune des langues doit être considérée comme une discipline.

* Pour l'admission à certaines facultés ou écoles universitaires, le champ de concentration est déterminé en tout ou en partie, tel que les structures d'accueil universitaire le précisent.

Source: Cahiers de l'enseignement collégial 1985-1986.

d'acquérir les connaissances et habilités qu'ils jugent utiles à leur formation personnelle ou professionnelle.[1]

Quelques études sur les cégeps font état de sciences humaines avec et sans mathématiques. Dans le premier cas, il s'agit de programmes qui exigent des prérequis en mathématiques au niveau collégial. Dans le cas des sciences humaines sans mathématiques, aucune exigence spécifique n'est requise du niveau secondaire et les étudiants ne sont pas tenus de suivre de cours de mathématiques au cégep. A noter également que les sciences de l'administration sont intégrées au champ de concentration des sciences humaines au niveau collégial.

Même si la structure des programmes telle que présentée au tableau 4 indique des exigences égales en termes de nombre de cours pour tous les étudiants du secteur général, il est important de souligner qu'il existe une différence importante quant au nombre de crédits exigés entre les concentrations, sciences et sciences humaines. Cette différence tient au fait que le nombre de crédits rattachés aux cours des disciplines en sciences (entre autres, mathématiques, biologie, chimie, physique) est supérieur à celui des cours en sciences humaines. C'est ainsi qu'un étudiant en sciences doit généralement cumuler 32 crédits dans son champ de concentration alors que 24 crédits suffisent au cégépien en sciences humaines. C'est en référant à ce phénomène que certains analystes ont qualifié d'"allégé" le programme d'études collégiales en sciences humaines. Dans le cas d'un programme de sciences humaines avec mathématiques, le nombre de crédits augmente évidemment dépendamment du nombre de cours de mathématiques inscrits au programme de l'étudiant.

3.3 Contenu des programmes

Dans le secteur professionnel, les programmes de spécialisation sont déterminés par le Ministère et sont par conséquent identiques dans tous

(1) Dans le secteur professionnel, on parle plutôt de champs de spécialisation et les programmes offerts sont ainsi regroupés: techniques biologiques, techniques physiques, techniques humaines, techniques de l'administration et arts.

les collèges. L'objectif de cohérence du réseau est donc atteint, du moins à ce niveau. La situation est cependant passablement différente dans le secteur général où les contenus des programmes de concentration sont déterminés par chacun des collèges, à partir du plan-cadre que constituent les Cahiers de l'enseignement collégial et des différentes structures d'accueil mises en place par les universités.

Il existe à ce propos une différence marquée entre les programmes de formation dispensés en sciences par rapport à ceux des sciences humaines. Dans la concentration des sciences de la nature, le contenu des programmes s'assimile largement à une propédeutique universitaire dans ce sens où les prérequis exigés par les universités déterminent presque totalement les cours de concentration. A titre d'exemple, en sciences de la santé, 10 des 12 cours du champ de concentration sont déterminés par les structures d'accueil aux programmes universitaires. Ces programmes prennent ainsi la forme d'un corpus formalisé de cours dont les objectifs spécifiques d'apprentissage, tout comme les acquis de la formation, peuvent être définis et évalués assez facilement, du moins plus facilement que dans les autres champs de concentration.

En contrepartie, les détenteurs d'un DEC en sciences humaines n'ont pas cette formation homogène, d'une part parce qu'il y a très peu de prérequis exigés dans ce secteur au niveau universitaire et d'autre part, parce qu'il n'existe pas de profil provincial actuellement dans cette concentration au niveau collégial. C'est ainsi que la formation dispensée à la clientèle en sciences humaines apparaît, jusqu'à un certain point, éclatée plutôt qu'intégrée, dédoublée plutôt que préparatoire aux études universitaires. Les objectifs d'apprentissage sont souvent vagues et leur atteinte difficilement vérifiable, du fait que ces objectifs varient constamment selon la discipline et l'établissement concernés.

Ce phénomène de disparité ressort à la fois au niveau de l'offre et de la demande de cours en sciences humaines au collégial. Une recension du nombre de cours différents offerts dans certaines disciplines de sciences sociales à partir des Cahiers de l'enseignement collégial donne des résultats étonnants:

TABLEAU 5

NOMBRE DE COURS INSCRITS DANS LES CAHIERS DE L'ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL (1985-1987) DANS DIFFÉRENTES DISCIPLINES DES SCIENCES SOCIALES

Discipline	Nombre de cours
Anthropologie	8
Économique	12
Géographie	24
Psychologie	26
Sciences politiques	12
Sociologie	25

Source: Cahiers de l'enseignement collégial, 1986-97.

On constate ainsi que pour les cours de concentration, les collèges peuvent choisir parmi une liste de 26 cours en psychologie, 25 en sociologie, 24 en géographie, 12 en économique et en sciences politiques et 8 en anthropologie. Ces cours ont des contenus pour le moins diversifiés couvrant, par exemple dans le cas de la psychologie, aussi bien les fondements de la discipline que la psychologie du touriste. Aussi, il faut garder à l'esprit qu'un même titre de cours offert dans différents collèges ne garantit pas l'uniformité du contenu et qu'à l'inverse, le même contenu peut être enseigné sous plusieurs titres différents.

C'est donc dire que les diplômés du collégial en sciences humaines peuvent accéder à l'université avec un bagage de connaissances et un degré de spécialisation passablement différents les uns des autres.

Tous ces cours énumérés dans les cahiers de l'enseignement collégial ne sont évidemment pas dispensés dans tous les collèges et l'offre varie considérablement selon le type d'institution: privée - publique; francophone - anglophone. Une compilation effectuée en 1984 des cours dispensés en 1983 fait ressortir que 165 cours différents ont été donnés dans 9 disciplines des sciences humaines[1]. Le tableau 6 pour sa part

(1) Voir Rapport d'étape des coordonnateurs de sciences humaines sur le projet de réforme du programme au collégial, février 1985. pp. 24 et suivantes. Les disciplines inventoriées sont les suivantes: géographie, histoire, civilisations anciennes, psychologie, sciences de la religion, anthropologie, économie, sciences politiques et sociologie.

TABLEAU 6

COURS COMMUNS A CHAQUE DISCIPLINE DANS LE RÉSEAU SELON LE TYPE DE COLLÈGES DANS LES COLLÈGES OU LA DISCIPLINE S'ENSEIGNE (=100%)

	PRIVÉS	PUBLICS FRANCO.	PUBLICS ANGLO.
GÉOGRAPHIE	N11	311 (83%) 216 (73%)	111 (86%) 212 (71%)
HISTOIRE	N11	951 (98%) 972 (83%)	920 (80%) 910, 15, 25, 51 et 61 (70%)
CIVILIS. ANC.	N11	111 (73%)	212 (71%)
PSYCHOLOGIE	102 (100%) 205 (76%)	102 (98%) 202 (93%) 914 (83%) 901 (70%)	205, 213 et 305 (70%)
Sc. DE LA RELIG.	N11	N11	N11
ANTHROPOLOGIE	902 (89%)	902 (74%)	900 (100%) 902 (86%) 910, 913 (71%)
ÉCONOMIE	920 (94%) 921 (88%)	920 (100%) 921 (98%) 935 (78%)	920 (100%) 921 (89%) 915 (78%)
SC. POLITIQUE	940 (87%) 950 (73%)	940 (78%) 942 (72%)	940 (89%) 942, 943 (78%)
SOCIOLOGIE	960 (79%)	960 (92%)	960 (100%) 961, 970 (89%)

Source: Rapport d'étape des coordonnateurs de sciences humaines sur le projet de réforme du programme au collégial, février 1985. p. 26.

indique que seules quatre disciplines auraient au moins 1 cours commun dans tous les types de collèges: anthropologie (1 cours), économie (2 cours), sciences politiques (1 cours), sociologie (1 cours). En résumé donc, 5 cours communs sur un total de 165 cours offerts. A noter qu'un cours était considéré commun s'il était dispensé dans 70% ou plus des collèges.

Une autre étude réalisée à l'intention des coordonnateurs de sciences humaines chargés de revoir les programmes dans ce secteur porte celle-là sur les dossiers de 1 068 finissants en sciences humaines en mai 1984 dans 7 collèges publics francophones[1]. L'étude analyse les différentes combinaisons de disciplines inscrites aux programmes de ces finissants et conclue à l'absence de combinaisons importantes qui regrouperaient une majorité des étudiants. Plus précisément, l'étude révèle un total de 434 combinaisons différentes de disciplines dont la plus fréquente n'a été suivie que par 82 étudiants, soit 8% de l'ensemble.

> "Pas étonnant que l'on parle de plus en plus d'éclatement en sciences humaines [...] et que ce constat se retrouve d'abord dans les documents d'orientation publics par le Ministère de l'éducation depuis au moins 1978.[2]

Les problèmes de spécialisation de l'enseignement au niveau collégial et de dédoublement avec le niveau universitaire (par exemple, en service social) ont également été soulevés à plusieurs reprises dans le passé. Il s'agit en fait de phénomènes généraux et structurels dont l'analyse détaillée dépasse les objectifs du présent bilan. Qu'il suffise de mentionner ici que, même si le régime pédagogique actuel autorise les étudiants à s'inscrire jusqu'à un nombre aussi élevé que 6 cours dans la même discipline, la très grande majorité des cégépiens en sciences humaines ne suit pas plus de 4 cours par discipline. C'est en psychologie que la demande de cours est la plus forte, puisque 80% des étudiants ont suivi au moins 1 cours dans cette discipline. Enfin, les

(1) Voir Rapport d'étape des coordonnateurs de sciences humaines sur le projet de réforme du programme au collégial, op. cit. p. 32 et suivantes.

(2) CALDWELL, G., LANGLOIS, S., "Les cégeps vingt après", op. cit. p. 358.

étudiants intéressés plus spécifiquement aux disciplines des sciences sociales (anthropologie, économique, géographie, sciences politiques et sociologie) s'inscrivent en majorité à 2 cours par discipline.[1]

3.4 Évaluation

De nombreux intervenants du monde de l'éducation ont, depuis quelques années, mis en évidence l'importance de la fonction d'évaluation à tous les niveaux d'enseignement. Le règlement sur le régime pédagogique du collégial oblige pour sa part chaque collège à adopter et appliquer une politique institutionnelle d'évaluation de ses étudiants (article 31). Le problème cependant c'est que ces politiques institutionnelles sont peu opérationnelles et varient d'un collège à l'autre, si bien qu'il est difficile d'obtenir une vision cohérente de la qualité des apprentissages au niveau de l'ensemble du réseau.

> "Le bilan de la Commission d'évaluation du Conseil des collèges sur la mise en place des politiques d'évaluation des apprentissages est, à cet égard, un peu désolant. Depuis juillet 1985, la loi oblige chacun des collèges à se doter d'une telle politique. En février 1986, neuf cégeps ne l'ont pas encore fait".[2]

Le problème est d'autant plus aigu dans le secteur des sciences humaines du fait, nous l'avons déjà noté, que les objectifs d'apprentissage sont plus ou moins clairement définis. Les critères d'évaluation peuvent varier considérablement d'un professeur à l'autre à l'intérieur d'un même collège. Tous ces problèmes reliés aux modes d'évaluation au niveau collégial doivent évidemment être pris en considération lorsqu'on veut porter des jugements sur la qualité des acquis de la clientèle universitaire en sciences sociales.

---

(1) Ces chiffres proviennent de l'analyse des bulletins de 1068 cégépiens ayant complété un DEC en sciences humaines en mai 1984. Elles sont tirées du Rapport d'étape des coordonnateurs de sciences humaines, op. cit. p. 34.

(2) CORRIVEAU, L., "Tensions et tendances dans les cégeps aujourd'hui", in Recherches sociographiques, vol. XXVII, numéro 3, 1986. p. 418.

3.5 Projet de réforme de la concentration

En novembre 1985, la Direction générale de l'enseignement collégial (DGEC) publiait un document de consultation proposant une réforme des programmes de la concentration sciences humaines[1]. Cette réforme vise essentiellement 3 objectifs. D'abord, assurer une meilleure formation de base en sciences humaines. Pour ce faire, le document propose une approche tridimensionnelle de ce champ de connaissance à savoir: l'individu, la société, le monde. Chaque étudiant devrait ainsi réussir au moins 1 cours (2 unités) dans chacune de ces dimensions en plus d'un cours obligatoire de méthodologie propre à l'une ou l'autre des disciplines des sciences humaines.

Un deuxième objectif vise la coordination et la rationalisation des programmes à l'échelle provinciale. C'est ainsi que serait constitué un bloc de cours déterminés par le Ministère (donc, identiques pour l'ensemble des collèges) en fonction justement de leur apport méthodologique ou de leur rattachement à l'une ou l'autre des 3 dimensions de l'objet des sciences humaines. Les deux-tiers du programme de concentration seraient alors constitués à partir d'une banque totalisant un maximum de 47 cours. Quant au reste du programme (4 cours ou 8 unités), ils seraient déterminés par chaque établissement à partir des Cahiers de l'enseignement collégial.

La réforme souhaite enfin éviter la spécialisation prématurée des étudiants au niveau collégial, sans pour autant favoriser l'éparpillement dans un grand nombre de disciplines. C'est pourquoi elle propose de limiter le choix des étudiants à un maximum de 4 cours à l'intérieur d'une même discipline tout en l'obligeant à obtenir des crédits dans au moins 4 et au plus 6 des disciplines du bloc ministériel[2]. Le tableau 7 résume la nouvelle structure de programmes suggérée pour les cours de concentration en sciences humaines.

(1) DGEC, Document d'orientation de la concentration en sciences humaines au collégial, novembre 1985, 22 pages.

(2) Ces disciplines seraient les suivantes: géographie, histoire, civilisations anciennes, psychologie, science des religions, anthropologie, économique, sciences politiques, sociologie, administration.

TABLEAU 7

<table>
<tr><td colspan="4">Cours définis par le Ministre: 16 unités</td><td>Cours au choix des collèges: 8 unités</td></tr>
<tr><td colspan="4">Cours portant sur les 3 dimensions des Sciences humaines et sur leur méthodologie</td><td rowspan="3">Cours choisis parmi des cours de Sciences humaines auxquels s'ajoutent des cours des disciplines suivantes:

Mathématiques,
Philosophie,
Informatique,
Langues secondes</td></tr>
<tr><td>Individu</td><td>Société</td><td>Monde</td><td>Méthodologie</td></tr>
<tr><td>Minimum de 2 unités</td><td>Minimum de 2 unités</td><td>Minimum de 2 unités</td><td>Minimum de 2 unités</td></tr>
</table>

Source: DGEC, Document d'orientation de la concentration en sciences humaines au collégial, op. cit. p. 22, novembre 1985.

A noter enfin que la concentration sciences de la nature fait également l'objet d'un document d'orientation et, selon l'échéancier prévu à l'origine, les nouveaux programmes devaient être implantés à l'automne 1988.

Le projet d'orientation en sciences humaines a été soumis à la consultation des principaux intéressés et en mai 1987 on publiait les orientations ministérielles sur le sujet[1]. Dans l'essentiel, ces intentions ministérielles respectent l'esprit du document publié en novembre 1985. Il contient cependant 3 différences importantes. D'abord, le nombre d'unités de la concentration passe de 24 à 28, soit 4 unités de plus (2 cours) dans le bloc ministériel. Cette modification contribuerait sans doute à diminuer le caractère "allégé" du programme dont nous avons fait mention précédemment. De plus, au cours obligatoire de méthodologie, on ajoute un autre cours obligatoire, cette fois en métho-

(1) Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement collégial, La révision de la concentration en sciences humaines au collégial - les orientations ministérielles - mai 1987.

des quantitatives appliquées aux sciences humaines. On ajoute donc une saveur "mathématique" au programme puisqu'il est spécifié que ces deux cours obligatoires "seront sous la responsabilité partagée des disciplines de sciences humaines et de mathématiques" (p. 3 des orientations ministérielles). Enfin, l'entrée en vigueur du nouveau programme n'est plus fixée à l'automne 88, mais bien à l'automne 89.

On peut s'interroger sur l'avenir du projet de réforme:

> "A plusieurs occasions, le Ministère a essayé de réviser en profondeur l'organisation de l'enseignement collégial. La faiblesse des projets, l'action syndicale, les lobbys particuliers (il faut bien parler de celui de la philosophie), la lourdeur et la complexité des structures de décision ont empêché cet exercice".[1]

Pour les membres du comité chargé de l'étude sectorielle en sciences sociales, une réforme s'impose. L'analyse de la structure actuelle des programmes démontre en effet la trop grande diversité qui caractérise la formation collégiale, particulièrement en sciences humaines. Les intentions ministérielles annoncées constitueraient certes un progrès par rapport à la situation actuelle. Les membres souhaiteraient cependant que les objectifs de l'enseignement collégial soient mieux définis de façon à éviter les dangers d'une sur-spécialisation et à faciliter l'arrimage entre ce niveau de formation et le premier cycle universitaire.

4. Caractéristiques des étudiants en sciences humaines au collégial

Le nombre croissant d'inscriptions des femmes, le contingentement du secteur professionnel, de même que la hausse du chômage chez les jeunes sont trois facteurs ayant contribué à l'essor de la clientèle collégiale dans le secteur général depuis quelques années. Le tableau 8 indique qu'environ la moitié de l'ensemble cégépien se retrouvait dans ce secteur en 1984[2], dont 52,5% dans la concentration des sciences humaines.

(1) CORRIVEAU, L., "Tensions et tendances dans les cégeps d'aujourd'hui", op. cit. p. 402.
(2) En 1985-86, on évalue à 52% la population étudiante inscrite dans le secteur général.

TABLEAU 8

RÉPARTITION DE LA CLIENTÈLE SELON LES PROGRAMMES OU FAMILLES DE PROGRAMMES, 1984. (en pourcentages)

Secteur général:		
- sciences	34,9	17,5
- sciences humaines	52,5	26,3
- arts	5,3	2,7
- lettres	5,9	3,0
- hors DEC	1,4	0,7
TOTAL	100	50,2
Secteur professionnel:		
- techniques biologiques	18,5	9,3
- techniques physiques	26,1	13,0
- techniques humaines	11,0	5,5
- techniques de l'administration	39,0	19,5
- arts	5,2	2,6
- hors DEC	0,1	0,1
TOTAL	100	50,0
GRAND TOTAL		100,2

Source: DGEC, Bulletin statistique, IX, 14, 1985, p. 11 in Recherches sociographiques, vol XXVII,3, 1986.

Importante donc en nombre (26,3% de l'ensemble des effectifs), les différents indicateurs qualitatifs que nous avons utilisés pour analyser la clientèle des sciences humaines font ressortir qu'il s'agit d'une clientèle passablement hétérogène et de niveau académique relativement faible, du moins si on la compare à d'autres secteurs.

> "(...) les plus doués et travailleurs sont tentés d'aller en sciences de la nature même si leurs aptitudes et leur goût pourraient les orienter vers les sciences humaines, tandis que les plus faibles ou les moins motivés se retrouveraient en sciences humaines, composant un sous-système où la faiblesse alimenterait la médiocrité."[1]

(1) Conseil des collèges, Les projets d'orientation des concentrations en sciences humaines et en sciences de la nature, op. cit. p. 31.

4.1 Candidats refusés ailleurs

Une vision aussi pessimiste peut s'expliquer en partie par le fait que, les standards d'admission étant peu exigeants, la concentration des sciences humaines accueille un nombre important de candidats qui ont été préalablement refusés ailleurs. Déjà en 1978, une enquête effectuée dans le cadre de l'opération Relance indiquait que cette concentration enregistrait le plus haut taux de seconds choix, soit 18,9% de la clientèle admise. La moyenne pour l'ensemble des programmes du secteur général et professionnel se situait alors à 11,6%.[1]

Le tableau qui suit pour sa part démontre que le phénomène s'est accentué au cours des années:

TABLEAU 9

ADMISSIONS ET INSCRIPTIONS DANS LES CÉGEPS DU SERVICE RÉGIONAL D'ADMINISTRATION DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (SRAM) AU SECTEUR GÉNÉRAL, AUTOMNE 1985.

PROGRAMME	ADMIS* N	ADMIS AU PREMIER TOUR** %	TAUX DE CONTINGENTEMENT	TOTAL D'INSCRITS N	%
Sciences	8 102	88	11,1	6 800	40
Sciences humaines		73,8	13		49
- sans mathématiques	4 153	63	17,4	3 370	
- avec mathématiques	3 263	73	9,6	2 600	
- administration	3 158	86	11,1	2 650	
Arts	1 300	59	25	1 050	5
Lettres	1 400	65	7	1 200	6
TOTAL	21 376	81	11	17 700	100

* Il s'agit des candidats retenus après une demande d'admission au SRAM: 83% proviennent directement du secondaire, les autres sont des étudiants du collégial qui changent d'institution. Ce tableau exclut les étudiants qui auraient changé de programme en restant dans le même collège, puisque ce processus de modification se fait dans chaque institution et ne passe pas par le SRAM.

** Il existe trois tours d'admission. A chacun, le candidat indique un seul choix de programme et de cégep. Les candidats refusés au premier tour reçoivent un tableau des places disponibles pour un deuxième choix. Même processus au troisième tour.

*** Pourcentage des demandes admissibles refusées par manque de places.

Source: LACOUR-BROSSARD, Louise, "Les étudiants en sciences humaines", in Recherches sociographiques, XXVII,3, 1986. p. 454.

(1) CORBEIL, Paul, op. cit. p. 43.

En 1985 en effet, pour l'ensemble des cégeps affiliés au Service régional des admissions du Montréal métropolitain (SRAM), 26,2% de la clientèle en sciences humaines a été acceptée lors des 2e et 3e tours d'admission. Bien plus, si on ne considère que les sciences humaines sans mathématiques, ce pourcentage s'élève à 37%.

Ces chiffres prennent une signification toute particulière lorsqu'on les relie à ces facteurs de motivation et de rendement scolaires. Certains travaux de recherche en effet laissent entendre que la motivation aux études est d'autant plus solide qu'on respecte le premier choix de l'étudiant.

> "On peut donc penser qu'une bonne partie des candidats refusés à leur premier choix d'admission (dans des familles moins accessibles) s'orientent, en désespoir de cause, vers les sciences humaines. La motivation moins grande de ces candidats, de même que la faiblesse de leur dossier scolaire, jouent probablement une influence assez importante sur les forts taux d'abandon observés en sciences humaines".[1]

Enfin, comme le choix du domaine d'étude au collégial a une influence déterminante sur l'éventail des programmes accessibles à l'université, on peut en induire que ces phénomènes que nous venons de décrire ont des retombées sur la nature de la clientèle universitaire en sciences sociales.

4.2 Étudiants en réorientation

Une autre caractéristique de la concentration sciences humaines au collégial, c'est qu'elle accueille beaucoup d'étudiants réorientés, c'est-à-dire qui changent de programmes en cours d'étude. Le Conseil supérieur de l'éducation décrit ainsi cette situation:

> "Dans certains cégeps, on admet que les étudiants qui rencontrent des difficultés ou qui remettent en question leur orientation "déboulent" des sciences pures et appliquées aux sciences administratives ou aux sciences humaines".[2]

(1) LAMONDE, Jeannine, "Analyse des caractéristiques de l'effectif collégial et des phénomènes liés à l'admission et à la poursuite des études collégiales. Phase II "Bulletin statistique. Recherche et développement, vol. 8 no 3, DGEC, Juin 1983, p. 129.

(2) Conseil Supérieur de l'éducation, Rapport 1984-85 sur l'état et les besoins de l'éducation, op. cit. p. 45.

Même si un certain nombre d'étudiants quittent cette concentration (en majorité au profit du secteur professionnel), au total, les sciences humaines enregistrent un surplus de cégépiens d'une session à l'autre. C'était du moins le cas en 1982, où ce seul programme a attiré plus de 30% des changements d'orientation de l'ensemble du réseau collégial.[1] La majorité (60%) des étudiants réorientés provenaient alors d'un autre secteur général.

Une enquête auprès des finissants des cégeps francophones est venue confirmer le phénomène. En effet, comme le démontre le tableau 8 qui suit, ceux qui ont terminé leurs études collégiales en sciences humaines au printemps 1985 étaient proportionnellement plus nombreux à avoir changé d'orientation que ceux des sciences pures.

TABLEAU 10

PROPORTION D'ÉTUDIANTS QUI ONT CHANGÉ D'ORIENTATION EN COURS D'ÉTUDES COLLÉGIALES, SELON LE SECTEUR DISCIPLINAIRE AU CÉGEP.

SECTEUR DISCIPLINAIRE AU CÉGEP	CHANGEMENT D'ORIENTATION
Sciences pures (n= 5 126).....	13
Sciences de la santé (n= 3 188).....	14
Droit (n= 480).....	14
Administration (n= 2 762).....	38
Arts et lettres (n= 803).....	39
Sciences humaines (n= 7 061).....	43

Source: CHÊNARD, Pierre, "Le passage du cégep à l'université". in Recherches sociographiques, vol. XXVII, no 3, p. 475.

L'auteur de cette enquête établit enfin un parallèle intéressant entre les changements d'orientation au cégep et le choix d'un programme universitaire:

(1) Voir LAMONDE, Jeannine, Analyse des caractéristiques de l'effectif collégial et des phénomènes liés à l'admission et à la poursuite des études collégiales, op. cit. pp. 182 et suivantes.

> "Le changement d'orientation est associé à plusieurs caractéristiques du cheminement académique (...). Les cégépiens qui changent d'orientation s'estiment aussi moins forts en mathématiques que les autres étudiants. Et ils avouent avoir eu une idée précise de leur orientation universitaire significativement plus tard que ceux qui n'ont pas changé. Conséquemment, à l'université, les cégépiens qui ont changé d'orientation se retrouvent plus nombreux (50% et plus) en éducation, sciences sociales et psychologie, alors que nous en retrouvons très peu (autour de 10%) dans les programmes des sciences et de la santé."[1]

Il s'agit donc là d'une autre caractéristique importante de notre clientèle universitaire en sciences sociales.

4.3 Performance académique

On se rappellera que pour obtenir un diplôme d'études collégiales, chaque étudiant régulier doit réussir 4 cours de français et 4 autres de philosophie; ces cours sont communs à tous les programmes. Comme le fait ressortir le tableau 11, le taux de réussite de ces cours obligatoires est considérablement plus élevé chez les étudiants en sciences que chez ceux des sciences humaines. De 90,1% en français et 91,6% en philosophie dans le secteur des sciences, ces taux de réussite baissent respectivement à 76,5% et à 78% dans celui des sciences humaines.

TABLEAU 11

TAUX DE RÉUSSITE DANS LES COURS OBLIGATOIRES POUR LES DIFFÉRENTS PROGRAMMES DU SECTEUR GÉNÉRAL
- AUTOMNE 82 -

Programme	Philosophie	Français
	%	%
Sciences	91,6	90,1
Sciences humaines	78,4	76,5
Sciences administratives	86,1	86,2
Arts	64,7	67,5
Lettres	76,7	72,6
Hors dec	73,8	68,1

Source: LAMONDE, J., "La réussite scolaire au collégial", op. cit, p. 61.

(1) CHÉNARD, Pierre, "Le passage du cégep à l'université", in Recherches sociographiques, vol. XXVII, no 3, pp. 474 et 475.

Tout en admettant qu'il faut être prudent lorsqu'on veut comparer la performance académique d'étudiants sur la base de cours différents, il n'en demeure pas moins que l'analyse du taux de réussite scolaire de l'ensemble des cours suivis par les étudiants du secteur général vient confirmer cette première tendance observée en matière de cours obligatoires. En effet, une étude statistique réalisée par la DGEC en 1984 à partir des bulletins cumulatifs des étudiants de l'ensemble du réseau collégial en arrivait, entre autres, à la conclusion suivante: "La famille des sciences humaines (programme 030) se classe, avec les familles d'arts et lettres, parmi les plus faibles en regard de la réussite scolaire".[1] C'est ainsi qu'à l'automne 1982, le taux de réussite des cours en sciences humaines se chiffrait à 75,1%, alors que ce pourcentage atteignait 83,3 pour les cours de sciences. Pour l'ensemble des programmes (secteurs général et professionnel), le taux de réussite se situait à 79,8.

Une étude récente de Louise Lacour-Brossard fournit des données encore plus préoccupantes quant au pourcentage de cours réussis à leur première session par l'ensemble des étudiants admis au SRAM à l'automne 1984 (voir tableau 12). Si, dans le secteur des sciences, le pourcentage se compare à celui de l'analyse de la DGEC (83%), le taux diminue à 71% dans le cas des cours suivis en sciences humaines. Bien plus, si on fait la distinction entre les différents profils, le taux de réussite baisse à 64% dans celui des sciences humaines sans mathématiques.

> "(...) il importe d'ajouter que leur pourcentage de 64% de cours réussis inclut le cours obligatoire d'éducation physique et qu'en conséquence, le taux de réussite des six autres cours se situe à un niveau inférieur".[2]

(1) LAMONDE, Jeannine, "La réussite scolaire au collégial", Bulletin statistique, Recherche et développement, vol. 9, no 7, DGEC, mai 1984, p. VII.
(2) LACOUR-BROSSARD, L., "Les étudiants en sciences humaines" op. cit. p. 458.

TABLEAU 12

RÉUSSITE EN PREMIÈRE SESSION, ÉTUDIANTS DE SCIENCES ET DE SCIENCES HUMAINES, CÉGEPS DU SRAM, COHORTE AUTOMNE 1984.

PROGRAMME	ÉTUDIANTS N	COURS RÉUSSIS* %
Sciences.....	5 681	83
Sciences humaines.....		71
- sans mathématiques.....	2 544	64
- avec mathématiques.....	2 040	70
- administration.....	2 215	78

* Un étudiant à temps complet suit sept cours par session. Les cours non réussis comprennent les abandons et les échecs.

Source: LACOUR-BROSSARD, L., "Les étudiants en sciences humaines" op. cit., p. 458.

C'est en mathématiques que se manifeste avec le plus d'évidence la faiblesse des résultats scolaires des étudiants en sciences humaines. L'analyse de la DGEC révèle qu'à la session d'automne 1982, le taux de réussite dans cette discipline était très faible: 52,3% pour les étudiants en sciences humaines contre 72,3% pour ceux des sciences. Une étude récente du profil scolaire des étudiants du cégep de St-Jean entre 1978 et 1985 confirme ces données: les cégépiens de cette institution en sciences humaines n'ont réussi que 51% des cours de mathématiques auxquels ils se sont inscrits.

Pierre Chénard établit encore ici une relation intéressante entre la perception qu'ont les étudiants de leur force en mathématiques et le choix d'un programme universitaire.[1] Les données qu'il a recueillies (voir tableau 13) permettent en effet d'observer que les cégépiens qui se perçoivent plus performants en mathématiques retiennent en plus grand nombre comme premier choix de programme à l'université une discipline du secteur des sciences ou de la santé. Les autres ont plutôt tendance à choisir le secteur des sciences humaines à l'université et, par voie de conséquence, une discipline des sciences sociales.

(1) Selon Chénard, l'orientation scolaire est davantage associée à l'évaluation subjective qu'ils font de leurs chances qu'à leur rendement effectif.

TABLEAU 13

PREMIER CHOIX D'UN PROGRAMME UNIVERSITAIRE PAR LES CÉGÉPIENS, SELON LEUR RENDEMENT ACADÉMIQUE PERÇU EN MATHÉMATIQUES.
(en pourcentages)

RENDEMENT ACADÉMIQUE PERÇU	SECTEUR DISCIPLINAIRE À L'UNIVERSITÉ			TOTAL	
	Sciences et santé	Sciences administratives	Sciences humaines	%	N
Aucune mathématique.....	(2)*	(3)*	94	99	3 129
En bas de la moyenne (cégep).....	22	13	66	101	3 161
Dans la moyenne (cégep).....	38	18	45	101	6 537
Au-dessus de la moyenne (cégep).....	45	16	39	100	3 376
Au-dessus de la moyenne (secondaire et cégep)....	70	14	16	100	4 750

* Dans le cas des secteurs sciences, santé et administration, nous ne tenons pas compte de la catégorie 1 pour deux raisons: d'une part, ces secteurs exigent comme prérequis à l'admission des cours de mathématiques collégiales et, d'autre part, le très faible pourcentage d'individus que l'on retrouve dans cette catégorie pour ces secteurs est, selon toute vraisemblance, le résultat d'erreurs de mesure (i.e. valeurs manquantes, omission de la part de l'informateur, erreur de codification, etc.).

Source: CHÉNARD, Pierre, "Le passage du cégep à l'université", in Recherches sociographiques, vol. XXVII, no 3, p. 470.

4.4 Taux d'échecs et d'abandons

Puisque, comme nous venons de le démontrer, le taux de réussite des étudiants en sciences humaines est relativement faible, on ne se surprendra pas que les taux d'échecs et d'abandons de cours soient pour leur part relativement élevés. A l'automne 1982, 15,9% des cours en sciences humaines ont été échoués et 8,8% abandonnés. Dans le secteur des sciences, ces taux étaient respectivement de 10,3% (échecs) et de 6,3% (abandons). Louise Lacour-Brossard quant à elle constate que:

> "La présence d'étudiants très faibles prend des proportions alarmantes au sein du groupe "sans mathématiques" mais elle touche aussi l'ensemble du programme de sciences humaines

> où, pour les trois profils, 22,1% des nouveaux inscrits du SRAM à l'automne 1984 avaient échoué plus de la moitié de leurs sept cours de première session, alors que le pourcentage se situait à 9,4% pour ceux du programme des sciences".[1]

Enfin, si on conjugue ces phénomènes reliés à la performance avec ceux déjà observés en matière de réorientations et d'admissions dans des programmes de 2e et 3e choix, on comprendra mieux pourquoi les cégépiens en sciences humaines abandonnent leurs études sans diplôme en plus grand nombre que ceux du secteur des sciences.

4.5 Limites

Quant à l'influence de ces phénomènes sur la clientèle universitaire en sciences sociales, elle doit être abordée avec toutes les nuances qui s'imposent. D'abord, même si l'analyse démontre qu'à certains égards les étudiants en sciences humaines au collégial sont moins performants que ceux d'autres secteurs, on peut présumer que ce sont les plus performants d'entre eux qui ont accès à l'université. De plus, pour mieux évaluer les caractéristiques académiques des cégépiens, il faudrait prendre en considération d'autres phénomènes propres au niveau secondaire. Quelques études ont en effet démontré que c'est à ce niveau que s'effectuent les choix les plus déterminants quant à l'avenir des étudiants:

> "Une analyse longitudinale englobant les résultats du secondaire V, l'obtention du diplôme d'études collégiales et les résultats scolaires obtenus à l'université montre que l'effort pédagogique consenti à Limoilou n'a pas eu d'effet sur l'avenir scolaire des étudiants et que celui-ci est passablement déterminé dès la fin des études secondaires".[2]

(1) LACOUR-BROSSARD, L., "Les étudiants en sciences humaines", op. cit. pp. 458 et 459.

(2) BÉLANGER, P.W., BÉLAND, P., "L'impact de la pédagogie sur les apprentissages: le cas de Limoilou", in Recherches sociographiques, vol. XXVII, no 3, p. 435.

Et Louise Lacour-Brossard de constater:

> "Ce qui saute aux yeux c'est à quel point le programme de sciences [au collégial] draine les meilleurs candidats [du secondaire] et ce, de façon amplifiée de 1978 à 1985. Ces chiffres confirment la tendance qui prévaut actuellement de conseiller aux meilleurs élèves du secondaire de choisir cette voie au collégial; c'est devenu une véritable stratégie de promotion sociale."[1]

Un portrait plus approfondi devrait également raffiner les indicateurs et faire les distinctions qui s'imposent par exemple entre cégeps francophones et anglophones, entre la nature privée ou publique des établissements, entre les clientèles masculines et féminines, etc... Il faudrait chercher à savoir ce qui advient des étudiants qui abandonnent sans diplôme ou qui ne s'inscrivent pas immédiatement à un programme universitaire. On sait aussi que le rendement académique est en partie influencé par le contexte économique (plusieurs travaillent sur une base permanente) et conjoncturel (ratio étudiants/professeurs).

Nonobstant toutes ces réserves, il n'en demeure pas moins qu'il s'avérait utile pour l'étude sectorielle en sciences sociales de faire ressortir quelques tendances générales qui caractérisent sa clientèle (potentielle ou réelle) au niveau collégial et ce, afin de mieux cerner d'autres phénomènes reliés au passage du collège à l'université.

Les données dont nous disposions nous ont permis de constater les ambiguïtés qui demeurent dans la définition des objectifs propres aux deux niveaux d'enseignement, la grande diversité qui caractérise le contenu des programmes des étudiants en sciences humaines au collégial, de même que la performance académique relativement faible de ces étudiants par rapport, par exemple, à ceux des sciences. Notre analyse a également permis de démontrer que la concentration sciences humaines accueille un nombre relativement élevé de candidats refusés dans un autre champ d'étude ou encore en réorientation. Enfin, les membres du comité ne peuvent qu'insister sur l'importance de poursuivre la réflexion sur les liens entre ces deux niveaux d'enseignement complémentaires que constituent le Cégep et l'université.

(1) LACOUR-BROSSARD, L., "Les étudiants en sciences humaines", op. cit. p. 455.

ANNEXE AU CHAPITRE 6

LA RELATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI

EN SCIENCES SOCIALES

LA RELATION ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI CHEZ LES DIPLOMES DES SCIENCES SOCIALES

ANDRE ALLAIRE

DOCUMENT REALISE POUR LE COMITE
DE L'ETUDE SECTORIELLE EN SCIENCES SOCIALES

MONTREAL
30 NOVEMBRE 1987

PRESENTATION

L'objet du présent chapitre est d'évaluer, au moyen d'une série d'indicateurs tirés d'enquêtes auprès des diplômés des universités, la correspondance entre la formation dispensée dans le secteur des sciences sociales et les emplois détenus par ces diplômés sur le marché du travail. Nous n'aborderons pas ici la question de la prévision des besoins de main-d'oeuvre dans ce secteur à cause du caractère souvent aléatoire des prévisions et ce, surtout dans ce domaine de formation universitaire, de type plutôt fondamental ou culturel, où la relation avec des fonctions professionnelles précises est moins évidente que dans d'autres secteurs de formation.

Pour juger de l'adéquation formation-emploi, on fera appel dans les pages qui suivent aux notions de chômage, de quasi-chômage ou de sous-emploi des diplômés, à la perception qu'ont ces derniers de la relation existant entre leur formation et leur travail, et aux types de profession et de secteur d'activité qui leur sont le plus souvent ouverts en début de carrière.

L'analyse vise à montrer l'évolution, des années 70 à nos jours, du secteur des sciences sociales sur la dimension formation-emploi et ce, tant au Québec qu'au Canada. On comparera le secteur des sciences sociales aux autres grands secteurs d'études, les principales disciplines du secteur entre elles et avec d'autres disciplines universitaires fondamentales ou professionnelles. L'analyse fera également place à une brève comparaison de la situation d'emploi d'une part, entre les bacheliers et les bachelières des universités québécoises et d'autre part, entre les diplômés du Québec et ceux de l'Ontario.

1. METHODOLOGIE

Cette section précise les sources de données utilisées et présente les indicateurs et les variables de spécification sur lesquels se base l'analyse du présent chapitre.

1.1 Sources des données

Les données utilisées dans ce chapitre proviennent principalement des sources suivantes:

- Relance à l'université 1984 du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec (1986);
- Relance à l'université 1978 du ministère de l'Education du Québec (1979);
- Relance à l'université 1980. Professions et secteurs d'activité du ministère de l'Education du Québec (1983);
- La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982 du Secrétariat d'Etat et de Statistique Canada (1986);
- Les diplômés du postsecondaire sur le marché du travail. Situation d'emploi en 1978, deux ans après l'obtention du diplôme de Statistique Canada (1981);

- Les diplômés des universités et leurs emplois: changements durant les années 70 de Statistique Canada (1983).

Présentons quelques caractéristiques de chacun de ces documents tirés de données d'enquêtes auprès des diplômés universitaires.

1.1.1 "Relance à l'université 1984"

Ce document produit par le MESS fournit les résultats d'une enquête effectuée à l'automne 1984 auprès des diplômés des universités québécoises ayant obtenu un baccalauréat ou un premier grade professionnel au cours de l'année civile 1982. Cette enquête repose sur 12 097 répondants, soit 55% de la population cible (21 932 diplômés). Le taux de réponse global de cette enquête s'établissait à 65%, soit 12 097 répondants sur un échantillon de 18 484 cas. La situation d'emploi des diplômés a été mesurée à la mi-septembre 1984, soit environ deux ans après l'obtention du diplôme.

Les données de cette enquête sont les plus récentes que nous possédons actuellement pour évaluer l'adéquation formation-emploi chez les diplômés universitaires québécois. Elles apparaissent suffisamment fiables pour comparer les disciplines des sciences sociales entre elles ou avec des disciplines d'autres secteurs d'études. Elles ne donneront, par ailleurs, qu'une vue partielle de la situation des diplômés, se limitant à ceux du premier cycle.

1.1.2 "Relance à l'université 1978"

Ce document, produit par le MEQ, présente les résultats d'une enquête effectuée en 1978 auprès des diplômés universitaires québécois de tous les cycles de la promotion 1974-1975. Cette enquête repose sur un total de 4 618 répondants, soit 26% de la population visée (17 655 diplômés). Le taux de réponse était de 77%, soit 4 618 répondants sur un échantillon d'environ 6 000 diplômés. La situation d'emploi des diplômés a été mesurée au début de l'année 1978, soit une période d'environ 30 mois depuis le moment où les diplômés avaient terminé le cycle complet, ou une partie du cycle complet de leurs études.

Les statistiques contenues dans ce document sont, dans la majorité des cas, comparables à celles du document précédent en ce qui concerne les diplômés du premier cycle. Elles permettront donc de saisir l'évolution de la situation sur le marché du travail des bacheliers en sciences sociales entre les années 1978 et 1984, au moins deux ans après la fin de leurs études.

1.1.3 "Relance à l'université 1980"

Ce document réalisé par le MEQ se fonde sur une enquête menée pendant l'été de 1980 auprès des diplômés universitaires québécois de la promotion de 1978. Les données contenues dans ce document concernent la nature des professions et des secteurs d'activité dans lesquels oeuvraient les diplômés travaillant à temps plein à l'automne 1980.

1.1.4 "La promotion 1982: Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982"

Ce rapport de Statistique Canada fournit les principaux résultats d'une enquête effectuée en 1984 auprès des diplômés des universités canadiennes de tous les cycles ayant terminé un programme d'études au cours de l'année 1982. Près de 16 000 diplômés universitaires canadiens ont répondu à cette enquête, ce qui représente environ 15% de la population cible (106 900 diplômés). Le taux de réponse était de l'ordre de 71%, soit 15 974 répondants sur un échantillon de 22 486 cas. La situation d'emploi des diplômés réfère au mois de juin de l'année 1984, soit deux ans environ après l'obtention du diplôme.

L'échantillon de Statistique Canada étant trop petit pour mener des analyses détaillées par discipline, les résultats de cette enquête serviront surtout à présenter la situation pour l'ensemble du Canada en comparant le secteur des sciences sociales à d'autres secteurs de formation.

1.1.5 "Les diplômés du postsecondaire sur le marché du travail: Situation d'emploi en 1978, deux ans après l'obtention du diplôme"

Ce document réalisé par Statistique Canada présente, entre autres, les résultats d'une enquête menée en 1978 auprès des diplômés de tous les cycles des universités canadiennes de la promotion de 1976 à l'exception du Québec qui ne participait pas à l'enquête. Quelque 29 600 diplômés des collèges et des universités avaient répondu à cette enquête, ce qui représente 30 % de la population

cible (97 000 diplômés). Le taux de réponse, quant à lui, s'établissait à 68% dans l'ensemble, soit 29 609 répondants sur un échantillon de 43 698 cas.

Il est difficile de comparer cette première enquête de Statistique Canada à celle de 1984 puisque les données de l'enquête de 1978 excluent les diplômés des universités québécoises. Par contre, celles-ci peuvent être comparées à l'enquête "Relance 1978".

1.1.6 "Les diplômés des universités et leur emploi: changements durant les années 70"

Nous nous sommes servi de ce document produit par Statistique Canada afin d'obtenir des données sur les secteurs d'activité des diplômés de l'année 1976 à l'automne 1978. Ce document se base, entre autres, sur les statistiques tirées de la première enquête de 1978 effectuée par Statistique Canada.

1.2 Indicateurs retenus

La diversité des sources de données retenues aux fins de cette étude peut entraîner des problèmes d'homogénéité des indicateurs mesurant le lien entre formation et emploi. Les enquêtes présentées plus haut se différencient tant par la quantité d'indicateurs qu'ils emploient dans leur questionnaire que par l'énoncé même des questions. Pour chacune des enquêtes retenues, nous avons

choisi autant que possible les indicateurs les plus comparables d'une enquête à l'autre. Cette section définit les principaux indicateurs utilisés pour cette étude en mettant en relief les différences de définition entre les enquêtes.

1.2.1 Situation des diplômés

A - ont un emploi:

Relance 1984 et 1978: tout diplômé qui avait un emploi rémunéré et qui, au moment de l'enquête, travaillait soit à temps plein, soit à temps partiel. Les diplômés qui occupaient un emploi à temps partiel durant leurs études ne sont pas considérés comme ayant un emploi, si celles-ci constituaient leur principale occupation.

B - cherchent un emploi:

Relance 1984 et 1978: tout diplômé qui n'avait pas d'emploi rémunéré au moment de l'enquête et qui cherchait alors un emploi. Les étudiants à temps plein à la recherche d'un emploi sont exclus de cette catégorie et sont considérés comme étant aux études.

Statistique Canada 1984 et 1978: diplômés ne travaillant pas mais cherchant du travail, ainsi que ceux ayant accepté un emploi à temps plein devant commencer à une date ultérieure.

C - sont aux études:

Relance 1984 et 1978: tout diplômé qui au moment de l'enquête n'avait pas d'emploi et pour qui les études étaient l'occupation principale, ou tout diplômé qui avait un emploi à temps partiel et pour qui les études étaient l'occupation principale.

D - sont inactifs:

Relance 1984 et 1978: tout diplômé qui, au moment de l'enquête, n'avait pas d'emploi rémunéré, n'était pas aux études et ne pouvait pas occuper d'emploi ou n'en cherchait pas.

E - taux de chômage:

Toutes les enquêtes: proportion résultant du rapport de tous les diplômés qui, au moment de l'enquête, cherchaient un emploi sur l'ensemble des diplômés faisant partie de la population active, c'est-à-dire l'ensemble des catégories "ont un emploi" et "cherchent un emploi".

Notons que la catégorie "cherchent un emploi" indique la proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des diplômés tandis que le taux de chômage donne plutôt la proportion de chômeurs au sein de la population active des diplômés.

F - durée du chômage

Relance 1984: nombre total moyen de semaines depuis la fin du programme d'études et le moment de l'enquête durant lesquelles les diplômés étaient sans travail et à la recherche active d'un emploi (excluant la recherche d'emplois d'été).

1.2.2 Caractéristiques de l'emploi

A - secteur public ou parapublic:

Relance 1984: proportion des diplômés ayant un emploi qui, au moment de l'enquête, ont répondu travailler comme employé salarié du secteur public ou parapublic.

B - emploi à temps plein:

Relance 1984, Relance 1978 et Statistique Canada 1978:
proportion des diplômés ayant un emploi qui, de façon générale, comporte 30 heures ou plus de travail par semaine.

Statistique Canada 1984: proportion des diplômés faisant partie de la population active dont l'emploi comporte, de façon générale, 30 heures ou plus de travail par semaine.

C - emploi à temps partiel obligé:

Relance 1984: proportion des diplômés occupant un emploi à temps partiel parce qu'ils n'ont pu trouver du travail à temps plein.

D - salaire hebdomadaire moyen:

Toutes les enquêtes: salaire hebdomadaire brut moyen (en dollars courants) des diplômés ayant un emploi à temps plein au moment de l'enquête.

E - sous-emploi:

Relance 1984 et Statistique Canada 1984 et 1978: proportion des diplômés ayant répondu occuper, au moment de l'enquête, un emploi exigeant moins qu'une formation universitaire (un grade, un diplôme ou un certificat).

Les professions et les secteurs d'activité des diplômés seront également analysés dans la présente étude comme variables définissant la situation d'emploi des diplômés des sciences sociales. Il s'agira, plus précisément, de présenter les catégories professionnelles et les branches d'activité les plus courantes rencontrées chez les diplômés.

1.2.3 Perception de la relation études-travail

Cette section rapporte le point de vue des diplômés occupant

un emploi à temps plein au moment de l'enquête sur la relation qui existe entre leurs études et leur travail.

A - satisfaits de l'emploi:

Relance 1984 et Statistique Canada 1984 et 1978:
proportion des diplômés occupant un emploi à temps plein se disant très satisfaits ou assez satisfaits de leur emploi.

B - correspondance formation-emploi:

Relance 1984: proportion de diplômés ayant répondu que le programme d'études suivi correspondait très bien ou plutôt bien aux tâches accomplies dans le cadre de leur emploi.

Statistique Canada 1984 et 1978: proportion des diplômés ayant répondu qu'il n'y avait pas correspondance entre le programme d'études suivi et l'emploi occupé, et que ce dernier ne faisait appel à aucune des compétences acquises lors de ces études.

C - utilité de la formation au travail:

Relance 1984: proportion de diplômés ayant répondu que le programme d'études suivi leur était très utile ou plutôt utile par rapport à leurs tâches dans l'emploi.

D - exclusivité à l'embauche de la formation:

Relance 1984: proportion de diplômés ayant répondu que le programme d'études suivi est le seul à pouvoir préparer adéquatement à accomplir le travail relié à leur emploi.

1.3 Variables de spécification

Cette section décrit les principales variables utilisées dans l'analyse afin de ventiler les données et présente les divers regroupements que nous avons effectués. Les variables de spécification retenues sont le cycle d'études, le secteur d'études, les disciplines de formation et la période de diplômation.

1.3.1 Cycles d'études

La notion de diplômé n'est pas la même dans toutes les enquêtes. Pour certaines enquêtes, elle fait référence aux titulaires de grades universitaires tels les baccalauréats et premiers diplômes professionnels, les maîtrises et les doctorats, alors que pour d'autres, elle inclut également les titulaires de certificats et de diplômes. Lorsque cela est possible, nous présenterons les données par cycle d'études tout en décrivant les résultats pour l'ensemble des trois cycles.

1.3.2 Secteurs d'études

Les classifications utilisées dans les documents présentés plus haut ne fournissent pas la même définition du secteur des sciences sociales que celle retenue aux fins de la présente étude. Par exemple, Statistique Canada inclut dans ce secteur certaines disciplines des sciences humaines tels le droit et les études régionales, alors que les enquêtes "Relance" excluent deux spécialités des sciences sociales, soit les relations industrielles et la récréologie.

En ce qui concerne les deux enquêtes "Relance à l'université" (1978 et 1984), il nous a été possible de regrouper les données présentées par discipline afin de créer un secteur des sciences sociales dont la composition disciplinaire est comparable à celle de la présente étude sectorielle. Ce grand secteur formé d'une dizaine de spécialités sera comparé à cinq autres secteurs de formation universitaire, soit:

- les arts et humanités
- l'éducation
- l'administration
- les sciences pures et appliquées
- les sciences de la santé

Nous n'avons pu effectuer les mêmes regroupements à partir des données contenues dans les documents de Statistique Canada, ces dernières présentant un niveau moins élevé de désagrégation par rapport aux disciplines. Les données que nous analyserons à partir de ces dernières sources ont été compilées en maintenant la même classification que celle employée par Statistique Canada. En conséquence,

le secteur des sciences sociales ne correspond pas, ici, parfaitement à la définition retenue dans la présente étude sectorielle, celui-ci incluant, par exemple, le droit. Ce secteur sera comparé aux huit champs disciplinaires suivants:

- les humanités
- les arts
- l'administration
- l'éducation
- le génie et les sciences appliquées
- les sciences de la santé
- les mathématiques et les sciences physiques
- les sciences agricoles et biologiques

1.3.3 Disciplines

Les données tirées des enquêtes "Relance à l'université" permettront d'étudier séparément les disciplines suivantes du secteur des sciences sociales, soit:

- anthropologie
- criminologie
- géographie
- psychologie
- récréologie
- relations industrielles
- sciences économiques
- science politique
- service social
- sociologie

Ces disciplines seront comparées à certaines spécialités de type professionnel ou fondamental d'autres secteurs de formation telles droit, histoire, biologie, physique et géologie.

1.3.4 Période étudiée

Les statistiques les plus récentes dont nous disposions au moment d'écrire cette étude concernent la situation d'emploi en 1984 des diplômés universitaires canadiens et québécois de l'année 1982. Pour montrer l'évolution de l'adéquation entre la formation et les besoins de main-d'oeuvre, on se rapportera à la situation d'emploi en 1978 des diplômés universitaires canadiens et québécois du milieu des années 70. Cette période de comparaison (1978 et 1984) apparaît suffisamment longue pour cerner l'évolution de la relation formation-emploi chez les diplômés du secteur des sciences sociales.

Il est utile de rappeler que l'année de fin d'études 1982 est assez particulière en ce qu'elle correspond à une période de récession économique qui a durement frappé le Québec. Cette mauvaise conjoncture a donc pu avoir des répercussions sur la situation d'emploi de ces diplômés telle que mesurée en 1984, c'est-à-dire environ deux ans après la fin des études.

2. SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL ET NIVEAU D'EMPLOI DURANT LES ANNEES 70

2.1 Situation au Canada

La situation d'emploi des diplômés canadiens en sciences sociales durant les années 70 sera ici dépeinte à partir des données issues d'une enquête menée par Statistique Canada en juin 1978 auprès des diplômés des universités canadiennes de la promotion de 1976 (à l'exception du Québec qui ne participait pas à cette enquête). Ces données présentent la situation des diplômés deux ans environ après l'obtention de leur diplôme.

2.1.1 Chômage

Pour l'ensemble des diplômés universitaires de cette promotion, le taux de chômage s'établissait à 8% en juin 1978 (voir tableau 1). Ce taux variait considérablement selon les secteurs d'études. Les secteurs de l'administration, des sciences de la santé et des sciences appliquées avaient un taux de chômage de 4% comparativement à 14% pour le secteur des arts, 11% pour les humanités et les sciences agricoles et biologiques, et 10% pour les sciences sociales et les mathématiques et sciences physiques. Le taux de chômage chez les diplômés des sciences sociales était donc plus élevé que la moyenne générale, mais était du même ordre que celui prévalant dans trois secteurs de formation. Les diplômés en sciences sociales de 2e et de 3e cycle connaissaient, pour leur part, un taux de chômage moins élevé que celui des diplômés du premier cycle de ce secteur (8% contre 10%).

TABLEAU 1

Taux de chômage en juin 1978 chez les diplômés des universités canadiennes (excluant le Québec) de la promotion 1976 selon le cycle, le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	Cycle: Baccalauréat %	Maîtrise-Doctorat %	Total %
Sciences agricoles et biologiques	11	10*	11
Administration	4	4	4
Education	5	3	5
Sciences appliquées	5	--	4
Arts	14	--	14
Santé	4	--	4
Humanités	11	10	11
Mathématiques et sciences physiques	10	6*	10
Sciences sociales	10	8	10
Géographie	10	--	9
Psychologie	11	11	11
Sciences économiques	13	--	12
Science politique	15	--	14
Service social	10*	--	8*
Sociologie	7	--	7
Autres	10*	11*	10
TOTAL	8	6	8

Notes: * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.
-- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour diffuser l'estimation.

Source: M. Clark, Z. Zsigmond, Les diplômés du postsecondaire sur le marché du travail. Situation d'emploi en 1978, deux après l'obtention du diplôme, Statistique Canada, cat. 81-572F.

Le taux de chômage selon les disciplines des sciences sociales se présentait comme suit: 14% en science politique, 12% en sciences économiques, 11% en psychologie, 9% en géographie, 8% en service social et 7% en sociologie. Pour certaines spécialités d'autres secteurs, le taux de chômage se situait à 14% en physique, 13% en géologie, 12% en biologie, 11% en histoire et 7% en droit.

2.1.2 Secteurs d'activité

Au cours des années 70, c'est le secteur de l'enseignement qui a de loin embauché le plus grand nombre de tous les diplômés des universités canadiennes. Par exemple, en 1971, environ la moitié des bacheliers travaillaient dans ce secteur d'activité; en 1978, ce secteur employait toujours la plus forte proportion de bacheliers, soit 41% (1). Comme deuxième secteur en importance, on retrouve l'administration publique (12% de l'ensemble des diplômés en 1978), suivi des services aux entreprises (9% en 1978) et du secteur de la santé et des services sociaux (8% en 1978). Dans l'ensemble, la majorité des diplômés de 1976 oeuvraient en 1978 dans le secteur public: c'était le cas de 60% des bacheliers, 70% des titulaires de maîtrise et 80% des titulaires de doctorat.

---

(1) Voir W.G. Picot, Les diplômés des universités et leurs emplois: changements durant les années 70, Statistique Canada, catalogue 89-501F.

TABLEAU 2

Secteurs d'activité en juin 1978 des bacheliers des universités canadiennes de la promotion 1976 selon le secteur d'études

Secteur d'études	Secteur d'activité: Enseignement %	Services sociaux %	Administration publique %
Sciences agricoles et biologiques	26	11	18
Administration	8	--	12
Education	83	1	5
Sciences appliquées	5	--	13
Arts	47	--	11
Santé	4	70	10
Humanités	52	3	10
Mathématiques et sciences physiques	27	--	12
Sciences sociales	34	8	16
TOTAL	41	8	12

Note: -- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour diffuser l'estimation.

Source: N. G. Picot, Les diplômés des universités et leurs emplois: changements durant les années 70, Statistique Canada, 1983, catalogue 89-501F, p. 47.

Les diplômés des sciences sociales de 1976 suivent cette tendance générale des diplômés universitaires à travailler dans le secteur public avec des pourcentages de 58% chez les bacheliers, 81% chez les titulaires de maîtrise et 85% chez les détenteurs de doctorat. Si ne on considère que les bacheliers en sciences sociales (voir tableau 2), ils se concentraient d'abord dans le secteur de l'enseignement (34%), puis dans l'administration publique (16%) et enfin dans le secteur de la santé et des services sociaux (8%). Il est à signaler que les bacheliers en sciences sociales se dirigeaient dans le secteur public et parapublic dans la même proportion que les bacheliers du secteur des sciences agricoles et biologiques (55%) et des arts (58%).

2.2 Situation au Québec

La situation d'emploi des diplômés universitaires au Québec durant les années 70 sera analysée à partir des données de l'enquête "Relance à l'université" du ministère de l'Education du Québec effectuée au début de l'année 1978 auprès des diplômés des universités québécoises de la promotion de 1974-1975. La situation sur le marché du travail de ces diplômés est mesurée 30 mois environ après l'obtention du diplôme.

2.2.1 Chômage

Au début de l'année 1978, le taux de chômage n'était que de 5% pour l'ensemble des diplômés des universités québécoises ayant obtenu leur diplôme au milieu des années 70 (voir tableau 3). Ce taux

TABLEAU 3

Taux de chômage au début de l'année 1973 chez l'ensemble des diplômés des universités québécoises de la promotion 1974-1975 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	8
Education	2
Administration	5
Sciences pures et appliquées	3
Sciences de la santé	2
Sciences sociales	6
Anthropologie	0
Criminologie	0
Géographie	10
Psychologie	7
Récréologie	ND
Relations industrielles	0
Sciences économiques	6
Science politique	6
Service social	7
Sociologie	7
TOTAL	5

Note: ND signifie données non disponibles.

Source: Ministère de l'Education du Québec, Relance à l'université Direction des politiques et plans, 1979.

variait d'un minimum de 2% chez les diplômés des secteurs de l'éducation et des sciences de la santé à un maximum de 8% pour ceux du secteur des arts. Le deuxième taux le plus élevé se retrouvait en sciences sociales (6%). Dans ce dernier secteur, le taux de chômage fluctuait entre 0% (anthropologie, criminologie et relations industrielles) et un maximum de 10% en géographie. Dans les autres disciplines des sciences sociales, le taux de chômage était légèrement supérieur à la moyenne générale: 6% pour les diplômés des sciences économiques et de science politique, et 7% pour ceux de psychologie, service social et sociologie.

2.2.2 Secteurs d'activité

Comme le montre le tableau 4, la grande majorité des diplômés du premier cycle de la promotion 1974-1975 employés à temps plein au début de l'année 1978, travaillaient dans deux principaux secteurs d'activité, soit les services sociaux, commerciaux, industriels et personnels (70%) et l'administration publique (12%). Les diplômés qui se retrouvaient proportionnellement en plus grand nombre dans l'administration publique étaient ceux des secteurs des sciences sociales (23%), de l'administration (22%) et des sciences pures et appliquées (18%). Notons que les diplômés en administration et en sciences pures et appliquées se dirigeaient, par ailleurs, beaucoup plus souvent vers le secteur manufacturier que les diplômés du secteur des sciences sociales; les proportions étant de 20% pour les sciences pures et appliquées et de 14% pour les sciences de l'administration comparativement à seulement 2% pour le secteur des sciences sociales.

TABLEAU 4

Distribution au début de l'année 1978 des diplômés de 1er cycle des universités québécoises de la promotion 1974-1975 dans les secteurs industriels selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	Secteur industriel				
	Adm. pub. %	Serv. soc. (1) %	Manuf. %	Comm. fin. %	Trans Comm. %
Arts et humanités	11	78	1	1	1
Education	3	94	1	1	-
Administration	22	41	14	17	4
Sciences pures et appliquées	18	40	20	4	7
Sciences de la santé	3	89	-	8	-
Sciences sociales	23	65	2	4	1
Anthropologie	0	84	-	16	-
Criminologie	68	32	-	-	-
Géographie	29	63	2	6	-
Psychologie	3	88	2	5	1
Récréologie	ND	ND	ND	ND	ND
Relations industrielles	23	43	26	5	3
Sciences économiques	52	24	-	20	4
Science politique	53	19	7	21	-
Service social	18	78	-	4	-
Sociologie	17	83	-	-	-
TOTAL	12	70	7	6	3

Notes: ND signifie données non disponibles.
(1) Ce secteur comprend les services sociaux, commerciaux, industriels et personnels.

Source: Ministère de l'Education du Québec, Relance à l'université, Direction des politiques et plans, 1979.

Les diplômés du premier cycle en sciences sociales qui tendaient le plus à travailler dans l'administration publique provenaient des disciplines de criminologie (68%), de science politique (53%) et de sciences économiques (52%). A l'opposé, aucun diplomé en anthropologie et seulement 3% des diplômés en psychologie oeuvraient dans ce secteur. Notons par ailleurs qu'une proportion assez élevée des bacheliers en relations industrielles (26%) se dirigeaient dans le secteur manufacturier alors que le cinquième des diplômés en sciences économiques et en science politique allaient dans le secteur du commerce et de la finance.

2.3 Comparaison Québec-Canada

Dans l'ensemble, on peut dire que les diplômés universitaires québécois du milieu des années 70 jouissaient d'un taux de chômage moyen plus faible que leurs homologues des neuf autres provinces canadiennes (5% contre 8%). Il en était également de même pour les diplômés québécois du secteur des sciences sociales (6% contre 10%). Tant au Québec que dans le reste du Canada, le secteur des sciences sociales se caractérisait par un taux de chômage de ses diplômés plus élevé que la moyenne générale, voire l'un des plus élevés de tous les secteurs de formation.

Les diplômés des sciences sociales des deux régions comparées travaillaient majoritairement dans le secteur public et parapublic, d'abord dans l'enseignement et ensuite dans l'administration publique. Notons que les diplômés québécois du premier cycle en sciences sociales travaillaient en 1978 dans l'administration publique dans une plus forte proportion que les bacheliers canadiens du même secteur (23% contre 16%).

3. SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL ET NIVEAU D'EMPLOI DURANT LES ANNEES 80

3.1 Situation au Canada

La situation actuelle sur le marché du travail des diplômés en sciences sociales des universités canadiennes sera présentée à partir des données de "l'Enquête nationale" effectuée par Statistique Canada en 1984 auprès des diplômés de la promotion de 1982. Par rapport à la première grande enquête réalisée en 1978, cette dernière inclut les diplômés des universités du Québec. La situation d'emploi des diplômés se rapporte ici au mois de juin 1984, soit deux ans environ après l'obtention du diplôme.

3.1.1 Chômage

En juin 1984, le taux de chômage prévalant chez l'ensemble des diplômés des universités canadiennes de l'année 1982 (incluant le Québec) était de 10% (voir tableau 5). Le taux de chômage diminuait en fonction du niveau de qualification: 10% pour les bacheliers, 8% pour les titulaires de maîtrise et 7% pour les titulaires de doctorat.

Les diplômés du secteur des sciences sociales avaient un taux de chômage de 12%, soit l'un des plus élevés avec les secteurs des humanités (12%) et des sciences agricoles et biologiques (14%). Dans les autres secteurs, le taux de chômage s'élevait à 8% respectivement chez les diplômés en administration et en éducation, à 9% en sciences pures et à 10% en sciences appliquées.

TABLEAU 5

Taux de chômage en juin 1984 chez les diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 selon le cycle et le secteur d'études

Secteur d'études	Cycle			
	Baccalauréat %	Maîtrise %	Doctorat %	Total %
Sciences agricoles et biologiques	14	12*	8	14
Administration	8	7	--	8
Education	9	4	--	8
Sciences appliquées	10	8*	--	10
Arts	11*	20*	--	11*
Santé	5*	6*	--	5*
Humanités	12	11	11	12
Mathématiques et sciences physiques	9	--	8	9
Sciences sociales	13	11	--	12
TOTAL	10	8	7	10

Notes: * signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.
-- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour diffuser l'estimation.

Source: Secrétariat d'Etat et Statistique Canada, La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, 1986, p. 33.

3.1.2 Travail à temps plein

Un peu plus des trois quarts (76%) des diplômés des sciences sociales faisant partie de la population active travaillaient à temps plein en juin 1984 (voir tableau 6). Cette proportion est inférieure à la moyenne générale de 80%, mais un peu plus élevée que les pourcentages observés dans les secteurs des humanités (73%) et des sciences agricoles et biologiques (75%).

Selon les principales disciplines des sciences sociales, le pourcentage des diplômés actifs employés à temps plein variait entre 69% et 83%. Plus précisément, ils étaient de 69% en psychologie, 71% en science politique, 74% en sociologie, 76% en géographie, 78% en sciences économiques et 83% en service social. Par rapport à d'autres spécialités, les pourcentages étaient de 70% respectivement en biologie et en histoire, de 74% en physique, de 82% en géologie et de 84% en droit et jurisprudence. Notons que les diplômés des sciences sociales avaient d'autant plus de chances de trouver un emploi à temps plein, deux ans environ après l'obtention de leur diplôme, que leur niveau de qualification était élevé: les pourcentages d'occupation d'emplois à temps plein étant de 75% pour les bacheliers, 80% pour les titulaires de maîtrise et 91% pour les titulaires de doctorat.

3.1.3 Secteurs d'activité

Les secteurs d'activité où l'on retrouvait le plus grand nombre de diplômés des universités étaient l'enseignement (27%), les soins de santé et services sociaux (13%), les services aux entreprises (13%) et les services gouvernementaux (11%). On ne peut décrire ici plus en détail les principaux secteurs d'activité des diplômés, le document de Statistique Canada ne présentant pas de données ventilées selon les secteurs d'études.

TABLEAU 6

Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 travaillant à temps plein par rapport aux diplômés actifs selon le cycle, le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales, juin 1984

Secteur d'études	Cycle			
	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
Sciences agricoles biologiques	74	80	91	75
Administration	88	91	100	89
Education	76	88	94	78
Sciences appliquées	88	88	96	88
Arts	66	56	57	66
Santé	89	89	78	89
Humanités	73	75	77	73
Mathématiques et sciences physiques	84	82	88	84
Sciences sociales	75	80	91	76
Géographie	75	63	100	76
Psychologie	69	64	92	69
Sciences économiques	77	81	88	78
Science politique	69	86	92	71
Service social	80	94	--	83
Sociologie	74	78	82	74
TOTAL	79	85	88	80

Note: -- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour diffuser l'estimation.

Source: Secrétariat d'Etat et Statistique Canada, La promotion de 1982, Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, 1986, p. 146.

TABLEAU 7

Catégories de professions les plus courantes chez les diplômés des sciences sociales des universités canadiennes selon le cycle d'études, juin 1984

Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat
1. Sc. sociales (31%)	1. Sc. sociales (49%)	1. Enseign. (47%)
2. Dir. et adm. (21%)	2. Dir. et adm. (21%)	2. Sc. soc. (31%)
3. Enseignement (12%)		
4. Bureau (11%)		

Source: Secrétariat d'Etat et Statistique Canada, La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, 1986, pp. 67-69.

3.1.4 Professions

En ce qui concerne les diplômés en sciences sociales travaillant à temps plein, les catégories d'occupations les plus courantes chez les bacheliers étaient les professions dites reliées aux sciences sociales (31%) telles géographes, économistes, agents de recherche, etc., les professions de direction et d'administration (21%), les professions d'enseignement (12%) et les professions rattachées au travail de bureau (11%) qui ne nécessitent pas une formation universitaire (voir tableau 7). Notons que les emplois de bureau arrivaient au second rang, pour ce qui est de la fréquence, chez les bacheliers en humanités (16%) et en administration (12%). Les titulaires de maîtrise et de doctorat en sciences sociales étaient, quant à eux, concentrés dans un plus petit nombre de catégories profession-

nelles. Ainsi, les titulaires de maîtrise se dirigeaient d'abord dans les professions des sciences sociales (49%) et ensuite dans celles reliées à la direction et à l'administration (21%). Les titulaires de doctorat s'orientaient en premier lieu dans l'enseignement (47%), puis dans les professions des sciences sociales (31%).

3.1.5 Sous-emploi

Le sous-emploi, défini comme étant le fait d'occuper un emploi pour lequel on est surqualifié, constitue un autre aspect intéressant permettant d'évaluer la relation formation-emploi, voire l'intégration plus ou moins facile au marché du travail. En juin 1984, 29% des diplômés de 1982 du premier cycle travaillant à temps plein se trouvaient dans des emplois ne requérant pas une formation universitaire, comparativement à 12% des titulaires de maîtrise et à seulement 3% des titulaires de doctorat (voir tableau 8). Le sous-emploi diminue donc de façon significative à mesure que le niveau de qualification du diplômé universitaire augmente.

Les bacheliers du secteur des sciences sociales (41%), avec ceux des secteurs des humanités (45%) et des arts (42%), détenaient plus souvent que les autres diplômés des emplois ne requérant pas une formation universitaire. Parmi les disciplines des sciences sociales, les bacheliers en sociologie (58%), en science politique (56%) et en géographie (53%) étaient ceux qui subissaient le plus le sous-emploi tandis que les bacheliers en service social (34%) étaient ceux qui étaient les moins touchés par ce phénomène. Les diplômés en sciences sociales des cycles supérieurs étaient beaucoup moins susceptibles d'occuper des emplois ne requérant pas une formation universitaire: par exemple, seulement 12% des titulaires de maîtrise en sciences sociales étaient surqualifiés par rapport à leur emploi.

TABLEAU 3

Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 occupant en juin 1984 des emplois à temps plein requérant moins qu'un grade, un diplôme ou un certificat d'études universitaires selon le cycle, le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

	Cycle		
Secteur d'études	Baccalauréat %	Maîtrise %	Doctorat %
Sciences agricoles biologiques	31	--	--
Administration	27	16	--
Education	22	13	--
Sciences appliquées	16	--	--
Arts	42	--	--
Santé	16	--	--
Humanités	45	17	--
Mathématiques et sciences physiques	22	--	--
Sciences sociales	41	12	--
Géographie	53	--	--
Psychologie	42	--	--
Sciences économiques	45	--	--
Science politique	56	--	--
Service social	34	--	--
Sociologie	58	--	--
TOTAL	29	12	3

Notes: Les pourcentages sont calculés sur la base des diplômés occupés à plein temps.
-- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour diffuser l'estimation.

Source: Secrétariat d'Etat et Statistique Canada, La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, 1986, p. 149.

3.1.6 Revenu

Le revenu constitue une caractéristique importante des professions, reflétant d'une certaine façon le statut ou le prestige accordé à celles-ci. Le revenu brut annuel médian de l'ensemble des diplômés des universités canadiennes de la promotion de 1982, travaillant à temps plein, s'élevait à 24 000$ en juin 1984 (voir tableau 9). Celui-ci était beaucoup plus élevé chez les diplômés de 2e et de 3e cycle que chez les bacheliers: 32 000$ et 34 000$ respectivement par rapport à 23 000$.

Les diplômés des sciences sociales (22 000$) obtenaient en 1984, tout comme ceux des secteurs des humanités (20 000$), des sciences agricoles et biologiques (20 000$) et des arts (19 000$), un revenu brut annuel médian inférieur à la moyenne générale. Seuls les titulaires de doctorat en sciences sociales réussissaient à gagner un revenu médian plus élevé que celui prévalant chez l'ensemble des titulaires de doctorat. Leur revenu médian de 35 000$ les plaçait au second rang après les diplômés de 3e cycle des secteurs de l'administration, de l'éducation et des sciences qui touchaient respectivement un revenu annuel médian de 40 000$.

3.1.7 Evolution de la situation au Canada de 1978 à 1984

Il n'est pas possible de faire ici une analyse détaillée de l'évolution, entre 1978 et 1984, de la situation d'emploi des diplômés au Canada puisque la population visée par les deux enquêtes de Statistique Canada n'est pas identique, les diplômés des universités québécoises n'étant pas inclus dans la première enquête. Nous ne présenterons dans cette section que des données portant sur l'ensemble

TABLEAU 9

Revenus annuels médians en juin 1984 des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 travaillant à temps plein selon le cycle et le secteur d'études

Secteur d'études	Cycle			
	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
	(en milliers de dollars courants)			
Sciences agricoles et biologiques	20	27	28	20
Administration	22	35	40	24
Education	24	39	40	25
Sciences appliquées	27	33	40	27
Arts	19	20	28	19
Santé	26	33	28	27
Humanités	20	25	28	20
Mathématiques et sciences physiques	26	32	34	26
Sciences sociales	21	28	35	22
TOTAL	23	32	34	24

Source: Secrétariat d'Etat et Statistique Canada, La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, 1986, p. 57.

des secteurs de formation universitaires et concernant plus spécifiquement deux indicateurs d'intégration au marché du travail, soit le taux de chômage et le pourcentage de diplômés de la population active occupant un emploi à temps plein. Seules ces données sont comparables entre 1978 et 1984, car les diplômés du Québec n'ont pas été considérés dans le calcul des pourcentages tirés de l'enquête de 1984.

Le taux de chômage chez les diplômés universitaires canadiens (excluant le Québec) a peu évolué entre 1978 et 1984, passant de 8% à 9%. Ce taux a peu changé chez les bacheliers (8% à 9%) et les titulaires de maîtrise (6% à 7%); par contre, chez les titulaires de doctorat, il a progressé de deux points (5% à 7%).

Si on examine maintenant le pourcentage des diplômés travaillant à temps plein par rapport aux diplômés actifs, on constate chez l'ensemble des diplômés une diminution de ce pourcentage, celui-ci passant de 86% en 1978 à 81% en 1984. Cette diminution vaut surtout pour les diplômés du premier cycle (86% à 80%).

3.2 Situation au Québec

La situation actuelle sur le marché du travail des diplômés en sciences sociales des universités québécoises sera présentée à partir d'une compilation spéciale effectuée sur les données de l'enquête "Relance à l'université 1984" du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec. Les résultats analysés ne concernent que les titulaires de baccalauréat de l'année civile de 1982. La situation d'emploi de ces diplômés a été évaluée à la mi-septembre de 1984, soit deux ans environ après l'obtention du diplôme.

3.2.1 Chômage

A la mi-septembre 1984, le taux de chômage prévalant chez l'ensemble des bacheliers de cette promotion était de 12% (voir tableau 10). Les bacheliers du secteur des sciences sociales, comme ceux du secteur des arts et humanités, obtenaient un taux de chômage de 17%, soit le plus élevé de tous les secteurs de formation.

Les diverses disciplines des sciences sociales présentaient une situation assez hétérogène quant au chômage, celui-ci variant entre un taux minimum de 10% et un taux maximum de 34%. Le taux de chômage était relativement peu élevé et se rapprochait de la moyenne générale pour le premier cycle dans les disciplines de sciences économiques (10%), de service social (11%), de relations industrielles (12%), de récréologie (12%) et de criminologie (13%). Par contre, il était bien au-dessus de cette moyenne dans les disciplines de science politique (20%), psychologie (22%), géographie (24%), sociologie (27%) et anthropologie (34%).

En ce qui concerne le problème du chômage, on remarque une nette séparation entre les disciplines de sciences sociales à vocation professionnelle et celles de nature plus fondamentale, les premières jouissant d'un taux de chômage de beaucoup inférieur au second type de spécialité. La psychologie n'entre pas ici dans ce scénario. Le chômage élevé constaté dans cette discipline professionnelle peut s'expliquer en partie par le fait que l'on ne considère ici que la situation des diplômés du premier cycle qui, sans la maîtrise, ne peuvent exercer la profession de psychologue.

TABLEAU 10

Taux de chômage à la mi-septembre 1984 chez les bacheliers québécois de la promotion 1982 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	17
Education	13
Administration	10
Sciences pures et appliquées	9
Sciences de la santé	2
Sciences sociales	17
Anthropologie	34
Criminologie	13
Géographie	24
Psychologie	22
Récréologie	12
Relations industrielles	12
Sciences économiques	10
Science politique	20
Service social	11
Sociologie	27
TOTAL	12

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

On retrouve également cette séparation selon la nature plus ou moins appliquée ou professionnelle des disciplines dans les spécialités d'autres secteurs de formation. Par exemple, le secteur des sciences pures avait un taux de chômage plus élevé par rapport au secteur du génie et des sciences appliquées. Notons que certaines disciplines des sciences pures obtenaient un taux de chômage tout aussi élevé, voire même supérieur à certaines disciplines des sciences sociales; c'est notamment le cas de la biologie (20%) et de la géologie (24%). Dans le secteur des sciences humaines, une discipline professionnelle comme le droit avait un taux de chômage inférieur (12%) aux spécialités de base telles histoire (26%) et philosophie (15%).

3.2.2 Durée du chômage

Examinons maintenant un autre indicateur d'intégration au marché du travail, soit la durée totale du chômage depuis la fin du programme d'études et le moment de l'enquête (excluant la recherche d'emplois d'été).

Durant cette période, les bacheliers du secteur des sciences sociales de l'année 1982 ont été, en moyenne, plus d'une année (57 semaines) sans travail et à la recherche active d'un emploi (voir tableau 11). Les diplômés de ce secteur ainsi que ceux de l'éducation, des arts et humanités ont connu la plus longue période de chômage cumulant une moyenne d'environ 60 semaines sans travail. En comparaison avec d'autres secteurs, la durée totale de chômage était de 34 semaines en administration, 36 semaines en sciences pures et appliquées et 42 semaines en sciences de la santé.

TABLEAU 11

Durée totale moyenne du chômage depuis la fin des études chez les bacheliers québécois de la promotion 1982 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	(en semaines)
Arts et humanités	60
Education	60
Administration	34
Sciences pures et appliquées	36
Sciences de la santé	42
Sciences sociales	57
Anthropologie	39
Criminologie	57
Géographie	69
Psychologie	59
Récréologie	53
Relations industrielles	56
Sciences économiques	58
Science politique	70
Service social	46
Sociologie	56
TOTAL	47

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

Dans les disciplines des sciences sociales, la durée totale moyenne du chômage la moins élevée se retrouvait parmi les bacheliers en anthropologie (39 semaines) et en service social (46 semaines). A l'opposé, les bacheliers en géographie (69 semaines) et en science politique (70 semaines) connaissaient la plus longue période de chômage. Dans les autres disciplines, la durée moyenne de chômage était supérieure à un an, variant entre 53 et 59 semaines.

3.2.3 Quasi-chômage

En plus du problème du chômage qui était assez important en 1984 chez les diplômés du premier cycle, et plus particulièrement chez les bacheliers en sciences sociales, ces derniers sont également confrontés au phénomène de quasi-chômage réunissant les trois aspects suivants: la poursuite involontaire des études, le travail à temps partiel involontaire et le sous-emploi.

3.2.3.1 Poursuite involontaire des études

A l'instar du chômage, on remarque une différenciation marquée selon le genre de discipline des sciences sociales quant à la poursuite des études (voir tableau 12). Ainsi, les diplômés issus des disciplines de type professionnel, soit celles qui subissent moins fortement le chômage, tendent moins à poursuivre d'autres études que les diplômés des disciplines plus fondamentales. Alors que les pourcentages de poursuite des études sont respectivement de 40% en anthropologie, 39% en science politique, 29% en géographie, 23% en sciences économiques et en sociologie, ceux-ci sont de 0% en récréo-

TABLEAU 12

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 poursuivant des études à la mi-septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	18
Education	5
Administration	6
Sciences pures et appliquées	25
Sciences de la santé	10
Sciences sociales	24
Anthropologie	40
Criminologie	11
Géographie	29
Psychologie	37
Récréologie	0
Relations industrielles	12
Sciences économiques	23
Science politique	39
Service social	5
Sociologie	23
TOTAL	15

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

logie, 5% en service social, 11% en criminologie et 12% en relations industrielles. Il existe une relation inverse très évidente entre le taux de chômage prévalant dans les diverses disciplines des sciences sociales et le pourcentage de diplômés poursuivant des études.

Bien que nous ne possédons pas ici une mesure directe de la poursuite involontaire des études, on constate que les bacheliers du secteur des sciences sociales de l'année 1982 étaient, avec ceux des sciences pures et appliquées, les diplômés qui poursuivaient dans la plus grande proportion (24%) d'autres études, environ deux ans après l'obtention du baccalauréat. Cette proportion est largement supérieure à celle prévalant pour l'ensemble du premier cycle (15%).

3.2.3.2 Travail à temps partiel involontaire

Examinons cette fois la position du secteur des sciences sociales quant au second aspect du quasi-chômage: le travail à temps partiel involontaire.

Près d'un bachelier québécois sur dix (9%) du secteur des sciences sociales de la promotion de 1982 qui occupait un emploi à la mi-septembre 1984 travaillait à temps partiel de façon involontaire, n'ayant pas réussi à trouver un travail à temps plein (voir tableau 13). Cette proportion est identique à celle qui avait cours chez l'ensemble des bacheliers. Le travail à temps partiel involontaire dans le secteur des sciences sociales était de même ampleur que celui prévalant dans le secteur des humanités (10%) et beaucoup moins important que dans le secteur de l'éducation (20%). Toutefois, il est nettement plus important que dans les secteurs de l'administration (3%), des sciences pures et appliquées (3%), et des sciences de la santé (3%).

TABLEAU 13

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupant à la mi-septembre 1984 un emploi à temps partiel faute d'avoir pu trouver un emploi à temps plein selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	En pourcentage des diplômés occupés %
Arts et humanités	10
Education	20
Administration	3
Sciences pures et appliquées	3
Sciences de la santé	5
Sciences sociales	9
Anthropologie	10
Criminologie	6
Géographie	5
Psychologie	14
Récréologie	13
Relations industrielles	6
Sciences économiques	8
Science politique	7
Service social	8
Sociologie	11
TOTAL	9

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

Parmi les disciplines des sciences sociales, le travail à temps partiel involontaire était plus fréquent chez les bacheliers en psychologie (14%), en récréologie (13%), en sociologie (11%) et en anthropologie (10%).

3.2.3.3 Sous-emploi

L'indicateur de sous-emploi qui sera utilisé ici fait référence aux exigences scolaires minimales stipulées dans les critères d'embauche de l'employeur pour occuper l'emploi à temps plein détenu au moment de l'enquête. Le sous-emploi est défini par le fait d'occuper un emploi qui, selon le répondant, ne nécessitait pas à l'embauche une formation universitaire.

Le sous-emploi était fréquent chez les bacheliers du secteur des sciences sociales de l'année 1982, deux ans après l'obtention du diplôme, touchant près de 4 diplômés sur 10 (37%) travaillant à temps plein (voir tableau 14). Cette proportion est supérieure à celle qui prévalait pour l'ensemble des diplômés du premier cycle (27%) et est la plus élevée après le secteur de l'éducation (45%).

Toutes les disciplines des sciences sociales, à l'exception de la récréologie (22%), connaissaient un taux de sous-emploi supérieur à celui observé pour l'ensemble du premier cycle (27%). Notons que plus de la moitié des bacheliers en science politique (58%), en anthropologie (53%) et en sociologie (52%), qui travaillaient à temps plein, s'estimaient sous employés. Le sous-emploi était généralement moins fréquent dans les disciplines des sciences sociales de type professionnel ou appliqué, sauf en psychologie (45%). Dans ce dernier cas, le sous-emploi peut s'expliquer en partie par le fait que les bacheliers ne peuvent exercer la profession de psychologue.

TABLEAU 14

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupés à temps plein dont l'emploi détenu à la mi-septembre 1984 ne nécessitait pas à l'embauche une formation universitaire selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	33
Education	45
Administration	21
Sciences pures et appliquées	15
Sciences de la santé	17
Sciences sociales	37
Anthropologie	53
Criminologie	36
Géographie	40
Psychologie	45
Récréologie	22
Relations industrielles	30
Sciences économiques	32
Science politique	58
Service social	28
Sociologie	52
TOTAL	27

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

3.2.4 Secteurs d'activité

Un peu plus de la moitié (53%) des bacheliers en sciences sociales de l'année 1982 qui occupaient un emploi à la mi-septembre 1984 oeuvraient dans le secteur public ou parapublic (voir tableau 15). Cette proportion est légèrement supérieure à celle de l'ensemble du premier cycle (47%), mais elle est plus faible comparativement à celle observée dans les secteurs de l'éducation (80%) et des sciences de la santé (64%). Ces chiffres montrent que les diplômés des sciences sociales au Québec, contrairement à ce que certains croient, ne trouvent pas uniquement refuge dans le secteur public ou parapublic.

De plus, la propension à travailler dans ce type de secteur variait considérablement selon les diverses disciplines des sciences sociales. Ainsi, les diplômés de l'année 1982 en relations industrielles (28%), en sciences économiques (37%), en science politique (43%) et en anthropologie (43%) tendaient moins que les autres diplômés à oeuvrer dans le secteur public ou parapublic. A l'opposé, les diplômés en géographie (88%), en service social (83%) et en criminologie (76%) se concentraient fortement dans ce secteur.

Au moment d'écrire ces lignes, les données plus détaillées sur les secteurs d'activité des diplômés de la promotion 1982 n'étaient pas encore disponibles. Pour avoir une certaine idée des secteurs dans lesquels se retrouvent le plus souvent les diplômés des sciences sociales, on se référera à la situation qui prévalait en 1980 chez les bacheliers québécois de l'année 1978 (tableau 16). La répartition des diplômés de cette promotion dans les divers secteurs d'activité diffère considérablement selon les six disciplines des sciences sociales considérées. Les diplômés en psychologie et en service social se distinguent des autres diplômés par une assez forte concentration dans une ou deux catégories: le secteur de l'enseigne-

TABLEAU 15

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupant un emploi dans le secteur public ou parapublic à la mi-septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	32
Education	80
Administration	23
Sciences pures et appliquées	34
Sciences de la santé	64
Sciences sociales	53
Anthropologie	43
Criminologie	76
Géographie	89
Psychologie	51
Récréologie	55
Relations industrielles	28
Sciences économiques	37
Science politique	43
Service social	83
Sociologie	57
TOTAL	47

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

TABLEAU 16

Distribution des bacheliers québécois du 1er cycle de la promotion 1978 dans les secteurs d'activité entre juillet et septembre 1980 par discipline des sciences sociales

Secteur d'activité	Discipline					
	Econo-nomie %	Géogra-phie %	Science polit. %	Psycho-logie %	Serv. soc. %	Socio-logie %
Agriculture	4	-	-	-	-	-
Mines, carrières	-	10	-	-	-	-
Manufacturier	18	11	13	8	-	-
Construction	-	-	-	-	-	-
Transports, comm.	24	6	11	4	-	4
Commerce	12	-	16	8	-	9
Finance, assur.	6	13	8	5	-	13
Enseignement	9	23	15	43	7	24
Services sociaux et médicaux	-	-	-	14	44	20
Autres services	7	16	7	2	9	13
Adm. publique	20	16	30	15	35	16
Autres secteurs	-	6	2	1	6	-
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Source: M. Audet, Relance à l'université 1980. Professions et secteurs d'activité, Ministère de l'Education du Québec, Direction des politiques et plans, 1983, pp. 80-81.

sent (43%) pour la psychologie, et le secteur des services sociaux et médicaux (44%) ainsi que celui de l'administration publique (35%) pour le service social. Le profil de distribution dans les secteurs d'activité apparaît plus dispersé chez les diplômés des quatre autres disciplines, soit l'économie, la géographie, la science politique et la sociologie. Notons qu'une bonne partie des bacheliers issus de ces dernières disciplines oeuvraient en 1980 dans des secteurs d'activité autres que ceux reliés au secteur public et parapublic, notamment dans les secteurs du commerce, de la finance et des assurances, des transports et communications et des manufactures.

3.2.5 Revenu

Comme le montre le tableau 17, les bacheliers québécois de l'année 1982 en sciences sociales occupés à temps plein gagnaient à la mi-septembre 1984 un salaire hebdomadaire moyen inférieur à la moyenne de l'ensemble des bacheliers (417$ contre 463$). Celui-ci était toutefois plus élevé que celui des diplômés du secteur des arts et des humanités (349$) et se rapprochait de celui touché par les diplômés du secteur de l'administration (426$).

Aucune discipline des sciences sociales réussissait à obtenir un salaire moyen supérieur à la moyenne du premier cycle. Les salaires les plus élevés se retrouvaient dans les disciplines de criminologie (454$), de service social (447$) et de relations industrielles (443$) et les salaires les plus faibles étaient en anthropologie (375$), géographie (375$) et science politique (378$).

TABLEAU 17

Salaire hebdomadaire moyen en 1984 des bacheliers québécois de la promotion 1982 occupés à temps plein selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	Dollars courants de 1984
Arts et humanités	369$
Education	460$
Administration	426$
Sciences pures et appliquées	480$
Sciences de la santé	679$
Sciences sociales	417$
Anthropologie	375$
Criminologie	454$
Géographie	375$
Psychologie	402$
Récréologie	403$
Relations industrielles	443$
Sciences économiques	427$
Science politique	378$
Service social	447$
Sociologie	396$
TOTAL	463$

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

3.2.6 Différences sexuelles

Cette section vise à mettre en relief les différences existant entre les bachelières et les bacheliers québécois de la promotion de 1982 en sciences sociales au chapitre de leur situation d'emploi en 1984. L'analyse s'attachera à présenter par discipline, les principales différences observées entre les hommes et les femmes.

La distribution des diverses situations vécues par les diplômés des sciences sociales, c'est-à-dire l'occupation d'un emploi, le chômage, la poursuite des études et l'inactivité montre un profil assez dissemblable entre les hommes et les femmes (voir tableau 18). En ce qui concerne la probabilité d'occuper un emploi rémunéré deux ans après la fin des études de baccalauréat, les plus grandes différences entre les hommes et les femmes se retrouvent en anthropologie et en relations industrielles, et dans une certaine mesure, en criminologie. Dans ces dernières disciplines, les bachelières tendent plus que leurs homologues masculins à poursuivre des études et occupent, en conséquence, moins souvent un emploi sur le marché du travail.

Il est à noter, par ailleurs, que les bacheliers et les bachelières de trois disciplines, soit la psychologie, la géographie et l'économie, connaissaient à peu près le même profil de distribution dans les divers types de situations considérées, c'est-à-dire un pourcentage similaire d'occupation d'emploi, de recherche d'emploi, de poursuite d'études et d'inactivité.

Quant au taux de chômage prévalant chez les diplômés en sciences sociales du premier cycle deux ans après la fin de leurs études, il était, dans la plupart des disciplines du secteur, du même ordre chez les hommes et les femmes. Seulement deux disciplines non-

TABLEAU 18

Situation d'emploi à la mi-septembre 1984 des bacheliers québécois en sciences sociales de la promotion 1982 selon la discipline et le sexe

Discipline		Typologie des situations				
		Ont un emploi %	Cherchent un emploi %	Aux études %	Inactifs %	Taux de chômage %
Anthropologie	H	42	22	33	3	34
	F	34	17	46	4	33
Criminologie	H	79	13	4	4	14
	F	71	10	15	4	13
Géographie	H	51	17	30	2	25
	F	52	15	27	6	22
Psychologie	H	46	13	37	4	21
	F	48	14	36	2	23
Récréologie	H	89	5	0	5	--
	F	76	18	0	6	19
Rel. industrielles	H	82	6	11	1	7
	F	67	17	15	1	20
Economie	H	69	8	23	0	10
	F	65	8	25	3	12
Science politique	H	47	11	43	0	19
	F	50	15	30	6	23
Service social	H	90	7	2	2	--
	F	81	12	5	1	13
Sociologie	H	54	16	29	1	23
	F	55	22	20	3	29
ENSEMBLE DU PREMIER CYCLE	H	75	8	16	1	10
	F	71	12	14	4	14

Note: -- signifie résultats non significatifs.

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, 1986.

trent à cet égard des différences assez importantes favorisant les hommes, soit les relations industrielles (7% contre 20%) et la sociologie (23% contre 29%).

L'analyse du régime de l'emploi (temps plein ou temps partiel) et du salaire hebdomadaire moyen révèle une différenciation plus marquée selon le sexe dans les diverses disciplines que celle observée pour le taux de chômage (voir tableau 19).

En ce qui concerne le régime d'emploi, on constate que les hommes occupaient plus souvent des emplois à temps plein sur le marché du travail que les femmes dans les disciplines suivantes: criminologie (95% contre 77%), économie (91% contre 73%), science politique (93% contre 79%) et service social (90% contre 82%). A l'opposé, dans les disciplines d'anthropologie (100% contre 64%), de sociologie (82% contre 70%) et de récréologie (83% contre 77%), les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses sur le marché du travail à posséder un emploi à temps plein. Notons qu'il n'existait pas de différence significative sur ce plan entre les bacheliers et les bachelières en géographie, psychologie et relations industrielles.

Au chapitre du revenu d'emploi, dans toutes les disciplines des sciences sociales considérées, les bachelières québécoises de l'année 1982 travaillant à temps plein gagnaient en 1984 un salaire hebdomadaire moyen moins élevé comparativement aux bacheliers. Pour six des dix disciplines étudiées, l'écart relatif entre le salaire des hommes et celui des femmes était plus grand que celui observé selon le sexe pour l'ensemble des diplômés du premier cycle (13%). Plus spécifiquement, les différences salariales les plus prononcées étaient entre les bacheliers et les bachelières en récréologie (29%), en sciences économiques (28%), en psychologie (21%) et en science politique (20%). Par contre, en relations industrielles et en crimino-

TABLEAU 19

Caractéristiques des emplois détenus à la mi-septembre 1984 par les bacheliers québécois en sciences sociales de la promotion 1982 selon la discipline et le sexe

		Caractéristique des emplois	
		Emploi à temps plein	Salaire hebdomadaire temps plein
Discipline		%	$
Anthropologie	H	64	409
	F	100	351
Criminologie	H	93	465
	F	77	446
Géographie	H	86	392
	F	88	346
Psychologie	H	69	459
	F	70	380
Récréologie	H	77	448
	F	83	348
Rel. industrielles	H	91	445
	F	90	438
Economie	H	91	445
	F	73	348
Science politique	H	93	395
	F	79	328
Service social	H	90	500
	F	82	427
Sociologie	H	70	421
	F	82	384
ENSEMBLE DU PREMIER CYCLE	H	90	486
	F	78	432

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, 1986.

logie, le salaire hebdomadaire moyen des femmes se rapprochait sensiblement de celui des hommes, l'écart de salaire étant inférieur à 5% dans ces disciplines.

En conclusion, on peut dire que, deux ans après leur promotion en 1982, les diplômés québécois des sciences sociales du premier cycle présentent des différences souvent marquées entre hommes et femmes quant à l'accès aux emplois, à la poursuite des études et aux caractéristiques des occupations détenues. Il appert que les hommes sont la plupart du temps avantagés par rapport aux femmes, surtout sur le plan salarial. Il importe cependant de souligner que l'ampleur des différences sexuelles varie passablement selon les disciplines du secteur. Ainsi, en ce qui concerne les diverses situations vécues deux ans environ après l'obtention du baccalauréat, les données révèlent des écarts significatifs entre les hommes et les femmes diplômés en anthropologie, en criminologie et en relations industrielles, ce qui n'est pas le cas pour les diplômés en psychologie, en géographie et en économie. Quant au régime d'emploi, les disciplines de psychologie, géographie et relations insustrielles ne présentent pas de différence selon le sexe, contrairement aux autres disciplines. Enfin, sur la question des écarts de salaire, ils apparaissent beaucoup moins prononcés en criminologie et en relations industrielles que dans les autres disciplines.

3.2.7 Evolution de la situation au Québec 1978 à 1984

Avec l'arrivée des années 80, on assiste à une dégradation sensible du niveau général d'emploi des diplômés des sciences sociales au Québec. Cette dégradation s'insère dans le contexte de réces-

sion économique du début de la présente décennie (les années 1981 et 1982). Le resserrement généralisé du marché du travail qui en a découlé s'est manifesté dans tous les secteurs d'activité économique incluant le secteur public et parapublic où se concentraient traditionnellement une bonne partie des diplômés des sciences sociales. Présentons quelques chiffres afin d'illustrer les effets de cette mauvaise conjoncture sur la situation d'emploi des diplômés des sciences sociales.

Entre 1978 et 1984, le taux de chômage a plus que doublé chez les bacheliers du secteur des sciences sociales, passant de 7% qu'il était chez les diplômés de l'année 1974-1975 à 17% chez les diplômés de la promotion de 1982. Cette forte augmentation du chômage vaut également pour l'ensemble du premier cycle universitaire: de 5% seulement en 1978, le taux de chômage atteignait 12% en 1984 chez l'ensemble des bacheliers. L'écart entre le chômage des diplômés du secteur des sciences sociales et ceux d'autres secteurs, comme par exemple, administration et sciences pures et appliquées, apparaît plus important en 1984, en termes absolus, que ce n'était le cas en 1978.

Cette élévation marquée du chômage n'est pas étrangère à la fermeture depuis le milieu de la décennie 70 des emplois offerts dans les administrations publiques. Alors qu'en 1978, 82% des bacheliers de la promotion de 1974-1975 occupant un emploi travaillaient, soit dans l'administration publique, soit dans les services sociaux, en 1984, on ne retrouvait que 47% des bacheliers occupés de l'année 1982 oeuvrant dans les secteurs public ou parapublic. Pour le secteur des sciences sociales, ces proportions étaient respectivement de 88% en 1978 comparativement à 53% en 1984. Plus spécifiquement, la proportion de diplômés travaillant dans le secteur public a nettement diminué durant cette période chez les bacheliers en sciences économiques

(52% à 20%), en science politique (53% à 30%) et en géographie (29% à 16%). Elle a par ailleurs augmenté chez les bacheliers en service social (18% à 35%) et en psychologie (3%à 15%) tandis qu'elle est demeurée quasi inchangée en sociologie (17% à 16%).

4. SITUATION DU QUEBEC PAR RAPPORT AU CANADA ET A L'ONTARIO

Nous verrons dans cette partie, à l'aide de quelques indicateurs, si la situation d'emploi récente des diplômés québécois en sciences sociales est semblable à celle du Canada et de l'Ontario. Pour la comparaison Québec-Canada, l'analyse portera sur le taux de chômage, le sous-emploi et le revenu alors que la comparaison Québec-Ontario se basera à la fois sur ces dernières variables et sur la distribution des secteurs d'activités et des catégories professionnelles.

4.1 Comparaison Québec-Canada

En 1984, les bacheliers en sciences sociales des universités du Québec de l'année 1982 avaient un taux de chômage moyen de 5 points supérieur à celui observé chez les diplômés en sciences sociales du premier cycle de l'ensemble du Canada (17% contre 12%). Les diplômés des sciences sociales comme ceux des secteurs des arts et des humanités obtenaient alors, tant au Québec qu'au Canada, le taux de chômage le plus élevé de tous les secteurs de formation universitaire. Notons toutefois que ce taux est au Québec plus éloigné de la moyenne générale des diplômés du premier cycle (17% contre 12%) que ce n'est le cas dans l'ensemble du Canada (12% contre 10%).

Le sous-emploi chez les diplômés des sciences sociales de l'année 1982 était en 1984 de même ampleur au Québec et au Canada, touchant près de 4 diplômés sur 10. Cette proportion est, encore ici dans les deux cas, l'une des plus élevée de tous les secteurs

d'études. Dans les deux régions comparées, les disciplines des sciences sociales qui présentaient le plus de sous-emploi chez les finissants étaient la sociologie et la science politique.

La position relative des diplômés des sciences sociales au Québec par rapport aux diplômés des sciences sociales des autres provinces quant à la relation études-travail s'est grandement détériorée depuis le milieu des années 70 et ce, tout particulièrement sur le plan du chômage.

4.2 Comparaison Québec-Ontario

Nous n'étudierons ici qu'un sous-ensemble du secteur des sciences sociales, formé de l'amalgame des six disciplines suivantes: les sciences économiques, la géographie, la psychologie, la science politique, le service social et la sociologie.

Les diplômés de l'année 1982 des disciplines précédentes de la province de l'Ontario avaient globalement, deux ans environ après l'obtention de leur diplôme, une meilleure situation d'emploi que leurs homologues de la province de Québec (voir tableau 20). Sur le plan du chômage, les diplômés ontariens obtenaient un taux deux fois moins élevé que celui prévalant au Québec (6% contre 16%). En plus, les diplômés ontariens occupaient plus souvent des emplois à temps plein (72% contre 58%) et gagnaient en moyenne un revenu annuel de près de 3 000$ plus élevé que les diplômés québécois (23 986$ contre 21 101$).

TABLEAU 20

Situation sur le marché du travail en 1984 des diplômés de six disciplines des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario

	Québec	Ontario
Distribution des situations:		
- ont un emploi à temps plein	58%	72%
- ont un emploi à temps partiel	15%	12%
- cherchent un emploi	15%	8%
- inactifs	12%	9%
Total	100%	100%
Autres indicateurs:		
- taux de chômage	16%	8%
- salaire annuel	21 101$	23 986$
Nombre de cas pondérés à la population	3 322	8 844

Notes: - Les données de ce tableau ne sont présentées qu'à titre indicatif, étant tirées d'échantillons relativement petits.

- Les 6 disciplines considérées ici sont: les sciences économiques, la géographie, la psychologie, la science politique, le service social, et la sociologie.

Source: Statistique Canada, Enquête nationale auprès des diplômés de 1982, compilation spéciale, juin 1987.

La répartition des diplômés de ces deux provinces dans les divers secteurs d'activité de l'économie est par ailleurs similaire (voir tableau 21). La seule différence significative observée a trait à la plus grande présence des diplômés québécois dans l'administration publique (13% contre 9%). Fait à remarquer, les diplômés de ces deux provinces se concentraient fortement (60%) dans le secteur des services socio-culturels, c'est-à-dire l'enseignement, les soins de santé et les services sociaux.

On constate plus de différences entre les deux provinces quant à la distribution des diplômés dans les diverses catégories professionnelles (voir tableau 22). Ces différences viennent surtout du fait que les diplômés québécois tendent plus que leurs homologues ontariens à exercer des professions reliées directement aux sciences sociales (26% contre 19%) et occupent moins fréquemment des postes d'enseignants (11% contre 18%).

L'ensemble des données précédentes tendent donc à montrer que les diplômés du secteur des sciences sociales de la province de l'Ontario ont plus de chances de trouver un emploi deux ans après la fin des études comparativement aux diplômés québécois. De plus, les diplômés ontariens qui travaillent détiennent plus souvent des emplois à temps plein. Bien que les diplômés des deux provinces oeuvrent dans les mêmes types de secteurs d'activité et exercent grosso modo les mêmes types de professions, les diplômés de l'Ontario touchent quand même, en moyenne, des revenus d'emploi plus élevés.

TABLEAU 21

Secteurs d'activité en 1984 des diplômés de six disciplines des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario

Secteur d'activité	Québec	Ontario
Agriculture et mines	2%	2%
Ind. manufacturières	10%	10%
Transports, commununication services publics	1%	3%
Commerce, finance	15%	17%
Services socio-culturels	59%	60%
Administration publique	13%	9%
Nombre de cas pondérés à la population	1 670	5 019

Notes: - Les données de ce tableau ne sont présentées qu'à titre indicatif, étant tirées d'échantillons relativement petits.

- Les 6 disciplines considérées ici sont: les sciences économiques, la géographie, la psychologie, la science politique, le service social, et la sociologie.

Source: Statistique Canada, Enquête nationale auprès des diplômés de 1982, compilation spéciale, juin 1987.

TABLEAU 22

Catégories de professions en 1984 des diplômés de six disciplines des sciences sociales de la promotion 1982, comparaison Québec-Ontario

Catégories professionnelles	Québec	Ontario
Directeurs, administrateurs	25%	24%
Sc. naturelles, génie, math.	3%	5%
Sc. sociales	26%	19%
Enseignement	11%	18%
Médecine et santé	4%	2%
Travail administratif	12%	10%
Commerce	8%	8%
Services de protection	3%	5%
Autres	8%	9%
Nombre de cas pondérés à la population	1 948	5 884

Notes: - Les données de ce tableau ne sont présentées qu'à titre indicatif, étant tirées d'échantillons relativement petits.

- Les 6 disciplines considérées ici sont: les sciences économiques, la géographie, la psychologie, la science politique, le service social, et la sociologie.

Source: Statistique Canada, Enquête nationale auprès des diplômés de 1982, compilation spéciale, juin 1987.

5. PERCEPTION DES DIPLOMES SUR L'ADEQUATION ENTRE LEUR FORMATION ET LEUR EMPLOI

La relation formation-emploi peut être étudiée non seulement à partir des divers indicateurs objectifs présentés antérieurement mais aussi à partir de mesures d'appréciation plus subjectives provenant du jugement même des diplômés. Les enquêtes que nous avons retenues comprennent un certain nombre de questions cherchant à connaître le point de vue des diplômés quant à la relation existant entre leurs études et l'emploi à temps plein détenu deux ans après la fin de leur scolarité.

L'analyse portera ici sur les réponses obtenues aux questions concernant le degré de correspondance entre la formation et le travail, l'utilité des études quant aux tâches accomplies dans l'emploi, l'exclusivité du programme d'études par rapport à l'emploi et la satisfaction générale au travail. Nous présenterons dans les pages qui suivent le point de vue le plus récent qu'ont exprimé les diplômés universitaires canadiens et québécois au sujet de l'adéquation entre leur formation et leur emploi, soit celui révélé par les sondages "Relance" et "Enquête nationale" réalisés en 1984.

5.1 Perception des diplômés canadiens

Cette section traite de deux indicateurs mesurant la perception des diplômés quant au lien formation-emploi. Il s'agit d'une part du degré de correspondance perçu entre la formation reçue et l'emploi, et d'autre part de la satisfaction face à l'emploi.

5.1.1 Correspondance formation-emploi

La proportion de diplômés de l'année 1982 des universités canadiennes jugeant qu'il n'y a aucune correspondance entre leur formation et leur emploi diminue en fonction du cycle d'études: de 17% au baccalauréat, elle passe à 9% à la maîtrise et à seulement 4% au doctorat (voir tableau 23). La non-correspondance formation-emploi se rencontre surtout chez les bacheliers des humanités (28%), des arts (27%), des sciences sociales (26%) ainsi que chez ceux des sciences agricoles et biologiques (22%). Les pourcentages dans les autres secteurs d'études sont beaucoup plus faibles, variant entre un minimum de 6% en santé et un maximum de 13% en mathématiques et sciences physiques. Au niveau de la maîtrise, il existe par contre beaucoup moins de différences sur cet aspect entre le secteur des sciences sociales (13%) et les autres secteurs de formation, notamment les sciences appliquées (10%) et les mathématiques et sciences physiques (15%).

5.1.2 Satisfaction face à l'emploi

Dans la présente analyse, sont considérés satisfaits les diplômés s'étant dits soit, "très satisfaits" soit, "satisfaits" de l'emploi à temps plein occupé au moment de l'enquête.

Comme le montre le tableau 24, le pourcentage de diplômés de l'année 1982 des universités canadiennes affirmant être satisfaits de leur emploi est très élevé dans tous les cycles d'études et dans tous les secteurs de formation, avoisinant les 90%. Les bacheliers (86%) et les titulaires de maîtrise (88%) en sciences sociales sont un

TABLEAU 23

Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 occupant des emplois à temps plein sans correspondance avec leur formation selon le cycle et le secteur d'études, juin 1984

	Cycle	
Secteur d'études	Baccalauréat %	Maîtrise %
Sciences agricoles et biologiques	22	--
Administration	11	6
Education	11	5
Sciences appliquées	8	10*
Arts	27	--
Santé	6*	--
Humanités	28	16
Mathématiques et sciences physiques	13	15*
Sciences sociales	26	13
TOTAL	17	9

Notes: Les chiffres pour le doctorat sont trop petits pour figurer au tableau. Notons que 4% seulement des titulaires de doctorats occupaient des emplois sans correspondance avec leur formation.

* signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.

-- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour diffuser l'estimation.

Source: Secrétariat d'Etat et Statistique Canada, La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, 1986.

TABLEAU 24

Pourcentage des diplômés des universités canadiennes de la promotion 1982 travaillant à temps plein qui sont satisfaits de leur emploi selon le cycle et le secteur d'études, juin 1984

Secteur d'études	Cycle		
	Baccalauréat %	Maîtrise %	Doctorat %
Sciences agricoles et biologiques	89	93	95
Administration	89	91	100
Education	90	96	95
Sciences appliquées	90	93	98
Arts	83	82•	--
Santé	95	96	86
Humanités	83	89	85
Mathématiques et sciences physiques	91	97	91
Sciences sociales	86	88	96
TOTAL	89	92	93

Notes: • signifie que l'erreur d'échantillonnage est assez importante sur cette estimation.
-- signifie que l'erreur d'échantillonnage est trop importante pour diffuser l'estimation.

Source: Secrétariat d'Etat et Statistique Canada, La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, 1986.

peu moins nombreux, en proportion, à être satisfaits de leur emploi par rapport à l'ensemble des diplômés de ces deux cycles. Par contre, les titulaires de doctorat en sciences sociales sont proportionnellement plus nombreux (96%) à être satisfaits de leur emploi comparativement à l'ensemble des diplômés du troisième cycle (93%) et plus particulièrement, par rapport aux diplômés des humanités (85%) et des sciences de la santé (86%).

5.2 Perception des diplômés québécois

Nous considérerons dans cette section quatre différents indicateurs de la perception de la relation formation-emploi chez les bacheliers, soit: la correspondance entre la formation et l'emploi, l'utilité des études par rapport à l'emploi occupé, l'exclusivité du programme d'études suivi quant au travail effectué et la satisfaction face à l'emploi.

5.2.1 Correspondance formation-emploi

La correspondance formation-emploi est définie ici par le pourcentage des bacheliers québécois de l'année 1982 travaillant à temps plein à la mi-septembre 1984 qui ont répondu que le programme d'études suivi correspondait soit, "très bien" soit, "plutôt bien" à leurs tâches (voir tableau 25).

Les bacheliers en sciences sociales obtenaient, de tous les secteurs de formation, le plus faible pourcentage de correspondance formation-emploi (58%). Cette proportion est nettement inférieure à

TABLEAU 25

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein jugeant qu'il y a correspondance entre leurs études et l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	63
Education	78
Administration	84
Sciences pures et appliquées	81
Sciences de la santé	95
Sciences sociales	58
Anthropologie	23
Criminologie	65
Géographie	43
Psychologie	57
Récréologie	65
Relations industrielles	61
Sciences économiques	55
Science politique	27
Service social	86
Sociologie	45
TOTAL	77

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

celle de l'ensemble du baccalauréat (77%) et aux pourcentages observés, par exemple, dans les secteurs de l'administration (84%) et des sciences pures et appliquées (81%).

La correspondance formation-emploi est surtout jugée faible parmi les bacheliers des disciplines fondamentales des sciences sociales, comme l'anthropologie (23%), la science politique (27%), la géographie (43%) et la sociologie (45%). Dans les autres spécialités plus appliquées ou professionnelles du secteur, on retrouve une majorité de diplômés jugeant qu'il y a un lien entre leur emploi et leur formation universitaire. A ce propos, les bacheliers en service social se démarquent des autres bacheliers des sciences sociales par le pourcentage élevé de répondants (86%) estimant que le programme d'études suivi correspond aux tâches de leur emploi.

Il est à noter que les diplômés de certaines disciplines des sciences sociales ont la même perception du lien entre leur formation et leur emploi que les diplômés de certaines disciplines des sciences pures. Entre autres, le pourcentage observé en psychologie (57%) et en sciences économiques (55%) est similaire à celui prévalant en biologie (57%), tandis que celui observé en criminologie (65%) et en récréologie (65%) se rapproche de celui prévalant en physique (68%).

On peut dire qu'il existe une corrélation très étroite entre le sous-emploi dans un secteur de formation ou une discipline donnée et la perception de la correspondance formation-emploi. En effet, la comparaison des tableaux 14 et 25 montre qu'il y a d'autant plus de chances que les diplômés ne perçoivent pas de lien entre leur formation et leur occupation lorsque ceux-ci détiennent un emploi ne nécessitant pas une formation universitaire à l'embauche.

5.2.2 Utilité de la formation au travail

L'utilité de la formation au travail est mesurée ici par le pourcentage de bacheliers québécois de l'année 1982 travaillant à temps plein qui ont répondu que le programme d'études suivi leur était "très utile" ou "plutôt utile" par rapport à leurs tâches dans l'emploi détenu à la mi-septembre 1984.

Comme pour la correspondance formation-emploi, ce sont les bacheliers du secteur des sciences sociales qui sont proportionnellement moins nombreux (60%) à trouver utile le programme d'études suivi par rapport à leur travail (voir tableau 26). Cette proportion est bien moins élevée que celle prévalant chez l'ensemble des diplômés du premier cycle (79%) et est nettement inférieure à celle que l'on trouve chez les diplômés des secteurs de l'administration (85%), des sciences pures et appliquées (85%) et des sciences de la santé (96%).

Ce sont encore les bacheliers des disciplines fondamentales des sciences sociales qui considèrent leur formation universitaire la moins utile au travail, notamment ceux d'anthropologie (15%), de science politique (27%) et de géographie (44%). A l'inverse, le programme suivi est jugé utile par la grande majorité des bacheliers en service social (84%), en criminologie (77%) et en récréologie (73%). Fait intéressant, dans les disciplines suivantes, soit criminologie, récréologie, sciences économiques et sociologie, la proportion de bacheliers jugeant leurs études utiles est plus élevée que celle déclarant qu'il y a correspondance entre la formation et l'emploi.

Les deux indicateurs vus précédemment, bien qu'ils renvoient à deux notions différentes, apparaissent donc intimement liés l'un à

TABLEAU 26

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein jugeant que leurs études sont utiles par rapport à l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	68
Education	78
Administration	85
Sciences pures et appliquées	85
Sciences de la santé	96
Sciences sociales	60
Anthropologie	15
Criminologie	77
Géographie	44
Psychologie	55
Récréologie	73
Relations industrielles	61
Sciences économiques	63
Science politique	27
Service social	84
Sociologie	52
TOTAL	79

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

l'autre. De façon générale, la position relative du secteur des sciences sociales demeure la même, que l'on étudie la correspondance formation-emploi ou l'utilité du programme d'études au travail.

5.2.3 Exclusivité de la formation par rapport à l'emploi

L'exclusivité de la formation est définie ici par la proportion de bacheliers travaillant à temps plein estimant que leur programme d'études est le seul à pouvoir préparer adéquatement à accomplir le travail relié à leur emploi. Cet indicateur mesure en quelque sorte le degré de concurrence que se livrent les diverses disciplines sur le marché du travail.

Les bacheliers québécois en sciences sociales de l'année 1982 étaient ceux qui jugeaient leur formation comme étant la moins exclusive (14%) par rapport à leur emploi (voir tableau 27). Ce pourcentage est beaucoup plus faible que celui prévalant chez l'ensemble des bacheliers (48%) et plus de deux fois moins élevé que le pourcentage rencontré dans les secteurs des arts et des sciences humaines (32%), de l'éducation (33%), des sciences pures et appliquées (38%) et de l'administration (41%).

Aucune discipline des sciences sociales n'obtient sur cette dimension un pourcentage plus élevé que la moyenne du premier cycle. Ce sont les diplômés issus des spécialités fondamentales et à caractère général qui considèrent leur formation comme étant la moins exclusive pour l'accomplissement des tâches rattachées à leur occupation. Par exemple, aucun bachelier de la promotion de 1982 en anthropologie n'a jugé exclusive sa formation sur le plan du travail.

TABLEAU 27

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein affirmant que le programme d'études suivi est le seul à pouvoir préparer adéquatement à accomplir le travail relié à l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	32
Education	33
Administration	41
Sciences pures et appliquées	38
Sciences de la santé	76
Sciences sociales	14
Anthropologie	0
Criminologie	15
Géographie	3
Psychologie	11
Récréologie	16
Relations industrielles	16
Sciences économiques	14
Science politique	3
Service social	30
Sociologie	4
TOTAL	48

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

Pour les autres disciplines à caractère général, les proportions sont ainsi: géographie (3%), science politique (3%) et sociologie (4%). Cette non-exclusivité de la formation par rapport à l'emploi détenu vaut également pour certaines disciplines d'autres secteurs de formation, comme par exemple, l'histoire (7%), la biologie (14%) et la physique (24%).

Les chiffres précédents montrent donc que le secteur des sciences sociales se caractérise sur le marché du travail par la non-exclusivité des formations dispensées. Les bacheliers de ce secteur sont ceux qui tendent le plus à être en concurrence avec d'autres disciplines des sciences sociales ou encore avec des spécialités d'autres secteurs de formation.

5.2.4 Satisfaction face à l'emploi

La satisfaction au travail est évaluée ici par le pourcentage des bacheliers québécois de l'année 1982 travaillant à temps plein se disant "très satisfaits" ou "assez satisfaits" de l'emploi occupé à la mi-septembre 1984.

En corollaire de la position relative des diplômés des sciences sociales sur l'ensemble des indicateurs analysés dans la présente partie, ces derniers apparaissent moins satisfaits (79%) de leur emploi comparativement aux diplômés des autres secteurs de formation. Le taux de satisfaction exprimé dans les autres secteurs se situe entre un minimum de 85% (arts et humanités) et un maximum de 94% (sciences de la santé).

TABLEAU 28

Pourcentage des bacheliers québécois de la promotion 1982 travaillant à temps plein se disant satisfaits de l'emploi occupé en septembre 1984 selon le secteur d'études et les principales disciplines des sciences sociales

Secteur d'études	%
Arts et humanités	85
Education	89
Administration	89
Sciences pures et appliquées	90
Sciences de la santé	94
Sciences sociales	79
Anthropologie	63
Criminologie	77
Géographie	82
Psychologie	86
Récréologie	81
Relations industrielles	77
Sciences économiques	76
Science politique	67
Service social	85
Sociologie	73
TOTAL	88

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Relance à l'université 1984, compilation spéciale, août 1987.

Parmi les diplômés des sciences sociales, ce sont les bacheliers en anthropologie (63%) et en science politique (67%) qui sont les moins souvent satisfaits de leur emploi, tandis que les diplômés les plus satisfaits proviennent de psychologie (86%), de service social (85%), de géographie (82%) et de récréologie (81%) .

5.3 Comparaison Québec-Canada

Tant au Québec qu'au Canada, les diplômés du secteur des sciences sociales de la promotion de 1982 étaient plus susceptibles que les diplômés des autres secteurs de formation d'occuper, deux ans après la fin de leurs études, un emploi ne correspondant pas à leur formation. Ils étaient, conséquemment, moins satisfaits de cet emploi que les diplômés des autres secteurs. La meilleure situation relative des diplômés canadiens sur ces dimensions peut s'expliquer, dans une certaine mesure, par le fait que les données se rapportant au Canada incluent le droit dans le secteur des sciences sociales.

ANNEXE AU CHAPITRE 7

LA RECHERCHE ET LA FORMATION DE CHERCHEURS

TABLEAU 1

Nombre et montant des contrats et des subventions reçus
par les départements du secteur
au cours de la période de 1975-76 à 1984-85

	CONTRATS				SUBVENTIONS				TOTAL			
	Nbre	%	Montant	%	Nbre	%	Montant	%	Nbre	%	Montant	%
1975-76	32	5,80	610 809	13,83	520	94,20	3 804 641,92	86,17	552	100	4 415 450,92	100
1980-81	39	5,92	1 447 204	16,66	620	94,08	7 237 906,00	83,34	659	100	8 685 110,00	100
1981-82	40	4,88	1 887 987	16,37	779	95,12	9 648 422,00	83,63	819	100	11 536 409,00	100
1982-83	43	5,14	1 451 338	11,10	794	94,86	11 625 517,00	88,90	837	100	13 076 855,00	100
1983-84	49	4,84	1 417 495	9,79	963	95,16	13 067 209,00	90,21	1 012	100	14 484 704,00	100
1984-85	51	5,51	1 232 214	8,85	874	94,49	12 683 251,00	91,15	925	100	13 915 465,00	100
TOTAL	254	5,29	8 047 047	12,17	4 550	94,71	58 066 946,92	87,83	4 804	100	66 113 993,92	100

Source: IRSC.

TABLEAU 2

Montant moyen des octrois de recherche par professeur, et pourcentage des professeurs subventionnés par des organismes scientifiques fédéraux, aux États-Unis, dans certaines disciplines de l'étude, au cours de la période 1977-1980

Département	Moyenne générale par professeur 000$	Proportion des professeurs subventionnés sur trois ans	Nombre de départements concernés
Anthropologie	ND	22%	59
Géographie	ND	14%	38
Psychologie	34,6	21%	146
Science économique	36,2	11%	91
Science politique	22,6	6%	80
Sociologie	32,6	12%	86

Source: Social Sciences Research Council et Conference Board of Associated Research Councils, Washington, 1982.

TABLEAU 3

Nombre de professeurs ayant répondu au questionnaire du comité, par université et département

Université	Département	(1) Nombre de questionnaires retournés	(2) Nombre de professeurs selon le fichier de la CREPUQ	(3) (1) - (2)	(4) $\frac{(1)}{(2)} \times 100$
Laval	Anthropologie	19	19	0	100,00
	Économique	22	22	0	100,00
	Psychologie	34	32	+2	106,25
	Relations industrielles	26	23	+3	113,04
	Science politique	22	24	-2	91,67
	Service social	25	23	+2	108,70
	Sociologie	14	23	-9	60,87
	Géographie	28	24	+4	116,67
Montréal	Anthropologie	16	16	0	100,00
	Économique	28	27	+1	103,70
	Psychologie	62	57	+5	108,77
	Relations industrielles	14	16	-2	87,50
	Science politique	19	20	-1	95,00
	Service social	15	16	-1	93,75
	Sociologie	23	25	-2	92,00
	Géographie	14	16	-2	87,50
	Criminologie	18	18	0	100,00
	Démographie	10	9	+1	111,11
Sherbrooke	Économique	10	9	+1	111,11
	Psychologie	14	14	0	100,00
	Service social	7	16	-9	43,75
	Géographie	12	13	-1	92,31
	Gérontologie	1			
UQAC	Science politique	1			
	Service social	1			
	Géographie	9			
	Sciences sociales appliquées	2			
UQAM	Économique	18	19	-1	94,74
	Psychologie	35	38	-3	92,11
	Science politique	22	30	-8	73,33
	Service social	12	12	0	100,00
	Sociologie	29	30	-1	96,67
	Géographie	15	16	-1	93,75
	Sexologie	13	16	-3	81,25

TABLEAU 3 (suite)

UQTR	Économique	9			
	Psychologie	33			
	Géographie	9			
	Science du loisir	13			
UQAH	Relations industrielles	7			
	Service social	1			
	Gérontologie	1			
UQAT	Économique	1			
	Service social	4			
Bishop's	Économique	6	5	+1	120,00
	Psychologie	4	5	-1	80,00
	Science politique	3	3	0	100,00
	Sociologie	3	3	0	100,00
	Géographie	3	3	0	100,00
McGill	Anthropologie	5	12	-7	41,67
	Économique	16	22	-6	72,73
	Psychologie	30	30	0	100,00
	Relations industrielles	3			
	Science politique	20	18	+2	111,11
	Service social	20	15	+5	133,33
	Sociologie	7	12	-5	58,33
	Géographie	12	16	-4	75,00
Concordia	Économique	16	29	-13	55,17
	Psychologie	36	40	-4	90,00
	Science politique	20	19	+1	105,26
	Sociologie	22	27	-5	81,48
	Géographie	7	10	-3	70,00
	Sciences sociales appliquées	6	9	-3	66,67
	Community & Public affairs	2			

(2) Enquête sur le corps professoral, années 1983-84, 1984-85, 1985-86.

TABLEAU 4

Taux de réussite des universités québécoises au concours de subventions du CRSH, dans les disciplines de sciences sociales, et dans l'ensemble des disciplines de sciences humaines, en 1984-85 et 1985-86

Université	Taux de réussite* en sciences sociales	Taux de réussite dans l'ensemble des sciences humaines
Laval	67%	77%
Montréal	52%	53%
Sherbrooke	0%	50%
UQAM	86%	66%
UQ autres	85%	56%
Bishop's	100%	100%
Concordia	77%	53%
McGill	46%	55%

* Nombre d'octrois en pourcentage du nombre de demandes d'octrois.

Source: CRSH

TABLEAU 5

Nombre moyen de professeurs chercheurs dans
les équipes financées, par département, au titre de F.C.A.R.,
programme équipes et séminaires, comités 7, 10 et 11*

Évolution annuelle au cours de la période 1984 à 1987

DÉPARTEMENT	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987
Anthropologie	1,9	1,4	2,3	4,1
Archéologie	--	--	--	--
Criminologie	--	--	2,0	2,0
Démographie	3,0	3,5	2,0	3,7
Géographie	2,3	2,1	2,2	2,3
Psychologie	1,9	2,1	2,5	2,5
Relations industrielles	--	1,0	1,0	1,0
Sciences économiques	2,1	2,1	2,2	2,3
Sciences politiques	2,0	2,3	2,1	2,8
Services sociaux	4,0	3,7	2,5	--
Sociologie	2,3	2,1	2,3	2,3
Autres (récréologie, sexologie)	1,7	2,5	--	--
Autres	--	5,0	4,0	--
Comités 7 à 11 (sciences sociales et humaines)	2,34	2,38	2,47	2,75
Comité 6 (éducation)	1,96	2,66	2,67	2,61
Comités 1 à 5 (sc. naturelles)	3,10	3,86	4,08	4,30

Source: Fonds FCAR

* Les comités 5, 6 et 8 du même programme financent aussi certains projets dans le secteur de l'étude.

TABLEAU 6

Nombre et montant des subventions décernées au titre du programme FCAR
"actions spontanées" de 1982-83 à 1986-87

Secteur	1982-83		1983-84		1984-85		1985-86		1986-87		Moyenne (5 ans)	
	Nombre	$ Montant	Nombre	$ Montant	Nombre	$ Montant	Nombre	$ Montant	Nombre	$ Montant	Nombre	$ Montant
Disciplines de l'étude	3	130 170	6	290 657	3	168 141	3	202 746	5	237 862	4	205 915,20
Autres sciences humaines	3	143 535	6	344 354	6	299 084	3	160 813	2	157 904	4	221 138,00
Sciences de la nature et de la vie	8	567 414	22	1 255 261	36	1 685 044	37	1 748 071	39	1 739 136	28,-	1 398 985,20

Source: Fonds FCAR.

TABLEAU 7

Conseil québécois de la recherche sociale
Nombre et montant des subventions décernées aux départements du secteur de 1982-83 à 1986-87

Université / Département	LAVAL		MONTRÉAL		SHERBROOKE		UQAM		UQ. Autres		BISHOP'S		CONCORDIA		McGILL		TOTAL	
	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $	Nbre	Montant $
Anthropologie	1	13 941	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	3	116 955	4	130 896
Criminologie	—	-----	5	47 231	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	5	47 231
Démographie	—	-----	2	26 370	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	2	26 370
Géographie	0,5	20 542	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	0,5	20 542
Psychologie	15	342 379	4	32 490	1	5 000	6	179 086	7	132 285	—	-----	4	96 822	2	42 897	39	831 598
Relations industrielles	3	52 687	2	40 975	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	----	-----	—	-----	5	93 662
Sciences économiques	0,5	20 542	5	81 875	1	4 750	6	124 455	—	-----	—	-----	—	-----	2	24 416	14,5	256 038
Sciences politiques	1	31 206	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	1	31 206
Service social	8	205 550	6	191 728	1	21 000	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	4	166 045	19	584 323
Sociologie	5	101 842	3	99 634	—	-----	4	50 000	—	-----	—	-----	—	-----	—	-----	12	251 476
Autres	—	-----	—	-----	—	-----	7	197 193	3	43 562	—	-----	—	-----	—	-----	10	240 755
TOTAL	34	788 689	27	520 303	3	30 750	23	951 334	10	175 847	—	-----	4	96 822	11	350 313	112	2 514 058

Conseil québécois de la recherche sociale
Nombre et montant des subventions décernées aux départements du secteur et aux autres secteurs ou organismes de 1982-83 à 1986-87

	Secteur	Autres secteurs	Organismes non universitaires	GRAND TOTAL
Nombre de subventions	112	58	100	270
Montant des subventions $	2 514 058	1 061 573	2 077 566	5 653 197

Source: Rapports annuels du CQRS.

TABLEAU 8

Nombre moyen de bourses de travail libre accordées annuellement par le CRSH pour les disciplines du secteur, au Québec, en Ontario et au Canada durant la période 1984-1987

	QUÉBEC		ONTARIO		CANADA	
	Nombre	Taux de réussite	Nombre	Taux de réussite	Nombre	Taux de réussite
Anthropologie	3	(69%)	4	(52%)	9	(48%)
Criminologie	0	(0%)	2	(85%)	33	(62%)
Démographie	0,7	(100%)	--	-----	0,7	(100%)
Géographie	1,7	(23%)	5,3	(36%)	8	(30%)
Psychologie	6,3	(36%)	17,3	(66%)	31	(53%)
Rel. industrielles	0	(0%)	0,3	(16%)	0,3	(8%)
Sc. économique	3,7	(27%)	12,3	(55%)	22,7	(46%)
Sc. politique	4,3	(32%)	8,7	(40%)	17,3	(39%)
Service social	0	(0%)	0,3	(33%)	1	(11%)
Sociologie	2,3	(18%)	9,3	(42%)	17,3	(35%)
Total pour le secteur	21,3	(26%)	60	(49%)	117	(42%)
Total pour les sciences humaines	61,3	(25%)	120,3	(43%)	262,7	(34%)

Source: CRSH

TABLEAU 9

Nombre moyen d'étudiants de 3e, 2e et 1er cycles dans les équipes financées, au titre de F.C.A.R., programme équipes et séminaires, comités 7, 10 et 11

Moyenne annuelle au cours de la période 1982-83 à 1986-87
par université et par département

Université / Département	LAVAL			MONTRÉAL			SHERBROOKE			UQAM			UQ. autres			CONCORDIA			McGILL		
	1er	2e	3e	1er	2e	3e	1er	2e	3e	1er	2e	3e	1er	2e	3e	1er	2e	3e	1er	2e	3e
Anthropologie	--	2,40	1,10	--	4,00	0,80	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,00	1,70	3,30
Criminologie	--	--	--	0,40	1,60	1,00	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Démographie	--	--	--	0,20	4,40	1,00	--	--	--	--	--	--	2,00	2,00	1,00	--	--	--	--	--	--
Géographie	0,14	2,40	2,40	0,00	3,10	1,10	0,10	3,50	0,00	0,60	2,60	0,20	0,40	4,20	0,00	--	--	--	0,00	4,80	1,00
Psychologie	1,10	3,50	1,20	0,30	3,60	3,50	--	--	--	1,10	3,30	3,00	0,40	4,20	0,50	1,00	1,40	2,00	0,02	0,00	3,40
Relations industrielles	--	--	--	0,40	5,00	0,20	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Sciences économiques	0,20	1,80	0,50	0,07	4,20	1,20	0,00	3,00	1,00	0,00	2,60	0,10	0,00	3,00	0,00	0,00	2,00	1,50	0,00	3,50	3,50
Sciences politiques	--	3,30	0,50	0,00	2,00	1,80	--	--	--	0,10	3,40	1,40	0,00	3,00	0,00	--	--	--	0,00	1,00	1,00
Service social	1,00	3,00	0,30	0,00	3,00	0,00	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,00	3,70	0,00
Sociologie	--	3,40	0,80	0,00	2,00	1,50	--	--	--	0,06	1,40	1,70	0,00	11,00	0,00	0,00	3,00	0,00	0,00	2,30	5,50
Autres (criminologie, sexologie)	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2,00	3,00	0,00	0,00	4,30	0,00	--	--	--	--	--	--

Source: Fonds FCAR.

TABLEAU 10

Résultats aux programmes: FCAR - centres de recherche, subventions concertées et subventions majeures du CRSH, durant la période 1984-1987

Organisme / Programme d'aide	FCAR - centres de recherche		CRSH subventions concertées		CRSH subventions majeures	
	N	$ 000	N	$ 000	N	$ 000
Nombre et montant total des subventions décernées annuellement	34,0	4,181	15,6	4,440	11	1,609
Nombre et montant des subventions revenant au secteur des sciences sociales au Québec	5,5	523	0,66	34	2,6	40
Nombre de montant des subventions revenant aux autres départements de sciences humaines du Québec	3,3	285	4,0	1,459	1,3	147

Source: Rapports annuels du Fonds FCAR et du CRSH.

ANNEXE AU CHAPITRE 8

LE CORPS PROFESSORAL

CARACTERISTIQUES DU CORPS PROFESSORAL UNIVERSITAIRE DU SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES

ANDRÉ ALLAIRE

22 JANVIER 1988

PRESENTATION

Ce document présente un certain nombre de caractéristiques du corps professoral en sciences sociales. La première partie de l'analyse compare les caractéristiques des professeurs de sciences sociales des universités québécoises à celles des professeurs des universités ontariennes et de l'ensemble du Canada et ce, pour les années 1975-1976 et 1985-1986. Les caractéristiques du corps professoral y sont également étudiées par discipline du secteur et mises en parallèle avec celles d'autres grands secteurs d'enseignement.

La seconde partie de l'analyse porte plus spécifiquement sur le corps professoral de l'année 1985-1986 rattaché aux divers départements de sciences sociales des universités québécoises. Les caractéristiques des professeurs sont comparées respectivement selon les disciplines de l'étude, les établissements universitaires et les diverses unités administratives des sciences sociales. Enfin, certaines caractéristiques sont mises en relation les unes aux autres afin de connaître leur degré d'association. Ces deux parties sont précédées d'une note méthodologique.

1. NOTES METHODOLOGIQUES

Cette partie présente les sources de données utilisées, les caractéristiques professorales étudiées, les variables de spécification retenues et quelques éléments d'information au sujet du traitement et de l'analyse statistique des données.

1.1 Sources des données

Deux sources de données ont été utilisées aux fins de la présente étude: Statistique Canada et Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Les données tirées du catalogue 81-241 de Statistique Canada ont fait l'objet d'une compilation spéciale à notre demande afin de tenir compte du découpage disciplinaire du secteur des sciences sociales retenu dans la présente étude sectorielle. Cette première source de données servira à étudier l'évolution des caractéristiques du corps professoral entre les années 1975-1976 et 1985-1986 et à établir des comparaisons intersectorielles et inter-régionales. Il faut toutefois souligner que les statistiques tirées de cette banque sont au départ regroupées par discipline d'enseignement plutôt que par département.

D'autres informations portant sur les professeurs des sciences sociales au Québec ont aussi été recueillies auprès de la CREPUQ. Ces informations proviennent d'une compilation spéciale effectuée à notre demande et correspondent aux données de l'Enquête sur le personnel enseignant réalisée par cet organisme.

Par rapport à la source précédente, les données issues de la CREPUQ classent les professeurs selon leur département ou unité administrative plutôt que sur le seul critère de la discipline enseignée. Ces données qui répondent mieux à l'objet de la présente étude sectorielle permettent de brosser le tableau le plus récent des caractéristiques des professeurs des départements de sciences sociales au Québec.

Etant donné que les unités d'analyse retenues par Statistique Canada sont différentes de celles de la CREPUQ, les données compilées par chacun de ces organismes sont incompatibles dans le cadre de comparaisons intersectorielles. Cela dit, les données tirées de Statistique Canada serviront à mesurer l'évolution dans le secteur des sciences sociales de quelques caractéristiques professorales au plan historique et géographique, et à comparer les caractéristiques actuelles des professeurs québécois en sciences sociales à celles prévalant dans d'autres régions et d'autres secteurs d'enseignement. Les données fournies par la CREPUQ permettront, quant à elles, d'effectuer, pour le corps professoral des sciences sociales de l'année 1985-1986 du Québec, des comparaisons plus fines entre les disciplines de l'étude, les universités et les différentes unités administratives du secteur.

1.2 Caractéristiques étudiées

Cinq caractéristiques individuelles des professeurs d'université sont considérées dans la présente étude, soit: l'âge, le sexe, le niveau de qualification, le lieu d'obtention du plus haut diplôme et l'ancienneté au département.

1.2.1 Âge et sexe

L'âge des professeurs a été regroupé en 4 catégories: 34 ans et moins, 35 à 44 ans, 45 à 54 ans et 55 ans et plus. Cette catégorisation a pour but d'étudier la structure d'âge du corps professoral. Soulignons que les données issues des deux sources retenues présentent la même regroupement d'âge.

La variable sexe, quant à elle, ne sera prise en compte que dans la première partie de l'analyse se basant sur les données de Statistique Canada.

1.2.2 Niveau de qualification

La variable utilisée pour évaluer les qualifications du corps professoral est le diplôme le plus élevé obtenu et correspond aux trois catégories suivantes: baccalauréat, maîtrise et doctorat. Cette variable est identique dans les deux sources de données retenues.

1.2.3 Région d'obtention du diplôme le plus élevé

La région d'obtention du diplôme est mesurée par un regroupement des divers pays d'obtention du plus haut diplôme. Celui-ci n'est pas le même dans les deux banques de données. Les données de Statistique Canada présentent 4 catégories pour montrer l'évolution de cette caractéristique chez les professeurs des universités québécoises, soit: province de Québec, ailleurs au Canada, Europe et, Etats-Unis et autres pays regroupés sous une même rubrique. Pour comparer le Québec aux autres régions du Canada, trois catégories

sont utilisées: Canada, Europe et, Etats-Unis et autres pays regroupés ensemble.

Les données de la CREPUQ fournissent, quant à elles, une plus grande ventilation des régions de diplômation, celles-ci ayant été regroupées en 5 catégories: Québec, ailleurs au Canada, Etats-Unis, Europe, et autres pays.

1.2.4 Ancienneté au sein du département

L'ancienneté au sein du département ne sera étudiée qu'à partir des données provenant de la CREPUQ. Cette caractéristique est mesurée par le nombre d'années écoulées au département depuis l'embauche jusqu'en 1985. Les classes d'années d'ancienneté utilisées aux fins de l'analyse sont les suivantes: moins de 5 ans, 5 à 9 ans, 10 à 20 ans, et plus de 20 ans.

Notons que la première catégorie de cette variable permet d'étudier les nouvelles nominations ayant eu cours dans les divers départements entre 1980 et 1985.

1.3 Variables de spécification

Les variables de spécification utilisées afin de ventiler les données selon les axes analytiques choisies sont: la période, la région, le secteur d'enseignement, les disciplines de l'étude, les établissements universitaires et les diverses unités administratives du secteur des sciences sociales.

1.3.1 Période

Les données les plus récentes sur les caractéristiques du corps professoral qui étaient disponibles au moment de réaliser la présente étude correspondent à l'année 1985-1986. Pour cerner l'évolution des caractéristiques professorales, Statistique Canada nous a fourni des séries statistiques quinquennales depuis l'année 1970-1971.

Aux fins de l'analyse, nous avons privilégié deux seules années de référence, 1975-1976 et 1985-1986. Cette période apparaît suffisamment longue pour mettre en relief l'évolution des caractéristiques du corps professoral. Cela dit, le lecteur trouvera à l'appendice A une compilation des données relatives à l'ensemble des séries statistiques fournies par Statistique Canada.

1.3.2 Région

Les données historiques tirées de la banque de Statistique Canada donnent la possibilité de comparer les caractéristiques des professeurs des universités québécoises à celles de l'Ontario et de l'ensemble du Canada.

1.3.3 Secteur d'enseignement

La compilation spéciale effectuée par Statistique Canada a permis de construire un secteur des sciences sociales équivalent, en termes de composition disciplinaire, à la définition adoptée pour la présente étude sectorielle. L'analyse des données comparera ce secteur à quatre autres grands secteurs d'enseignement universitaire,

soit:

- l'administration et les autres sciences sociales
- les humanités et les beaux-arts
- les sciences naturelles, le génie et les sciences de la santé
- les sciences de l'éducation

Notons que les autres sciences dites sociales incluses dans le secteur de l'administration coeprennent, par exeaple, études régionales, études de l'environnement et secrétariat.

1.3.4 Disciplines de l'étude

Les données de Statistique Canada permettent également de coeparer par discipline l'évolution des caractéristiques des professeurs enseignant les sciences sociales. Les chaeps disciplinaires couverts sont les suivants:

- anthropologie (incluant l'archéologie)
- crieinologie
- déeographie
- géographie
- psychologie
- récréologie
- relations industrielles
- sciences économiques
- science politique
- service social
- sociologie

En plus des disciplines précédentes, les données de la CREPUQ couvrent aussi les disciplines de sexologie et de sciences sociales dites appliquées.

1.3.5 Etablissements universitaires

Seules les données de la CREPUQ seront utilisées pour comparer par université les caractéristiques des professeurs de sciences sociales du Québec de l'année 1985-1986. La comparaison porte sur les douze établissements universitaires au Québec, soit:

- Université Laval
- Université de Montréal
- Université de Sherbrooke
- Université du Québec à Montréal
- Université du Québec à Chicoutimi
- Université du Québec à Hull
- Université du Québec à Rimouski
- Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
- Université du Québec à Trois-Rivières
- Université Bishop's
- Université Concordia
- Université McGill

1.3.6 Départements de sciences sociales

Les données de la CREPUQ serviront également à effectuer des comparaisons entre les différentes unités administratives ou départements propres à une même discipline. Les données de cette banque permettent de comparer une cinquantaine de départements universitaires

de sciences sociales sur chacune des caractéristiques professorales étudiées.

1.4 Traitement et analyse statistique

Les données analysées dans le texte qui suit ont été compilées selon les catégories des variables décrites précédemment. Ces données sont présentées, la plupart du temps, sous forme de tableaux.

Dans la première partie traitant des données historiques, les tableaux fournissent les effectifs rattachés à chacune des variables de l'étude. A ces données ont été greffées des statistiques mesurant en pourcentage, soit l'évolution décennale, soit la distribution des unités d'analyse selon les catégories de la variable analysée. Ces dernières statistiques ont été calculées en excluant les cas inclassifiables ou non précisés.

L'analyse des données tirées de la CREPUQ se base principalement sur des tableaux présentant la distribution en pourcentage des unités d'analyse selon les catégories des variables étudiées et les axes analytiques retenus, c'est-à-dire les disciplines de l'étude, les établissements universitaires et les divers départements ou unités administratives du secteur.

Pour mesurer le degré d'association entre certaines caractéristiques professorales, le coefficient Gamma sera employé dans le cas des relations entre variables de niveau ordinal et le coefficient Lambda pour les relations entre variables de niveau nominal.

2. EVOLUTION DES CARACTERISTIQUES DU CORPS PROFESSORAL, COMPARAISON QUEBEC, ONTARIO ET CANADA

Comme il a déjà été souligné, cette première partie de l'analyse se fonde sur les données compilées par Statistique Canada et s'appuie sur deux années de référence, 1975-1976 et 1985-1986. Cette partie décrit d'abord l'évolution, au cours de cette période, du nombre de professeurs réguliers par secteur d'enseignement, par discipline des sciences sociales et par région géographique. Ensuite, toujours selon les mêmes axes de comparaison, nous étudierons l'évolution des caractéristiques professorales suivantes: l'âge, le sexe, la proportion de professeurs titulaires de doctorat et la région d'obtention du diplôme le plus élevé.

2.1 Effectifs professoraux

Au Québec, entre les années 1975-1976 et 1985-1986, le nombre de professeurs dans le secteur des sciences sociales est passé de 1 064 à 1 212, ce qui représente une augmentation relative de 13,9% (voir tableau 1). Les effectifs du secteur ont augmenté à un rythme inférieur à la moyenne de l'ensemble des secteurs (13,9% contre 17,9%). En 1985-1986, les professeurs en sciences sociales représentent une proportion légèrement plus faible de l'ensemble des professeurs universitaires québécois par rapport à il y a 10 ans (15,3% contre 15,8%).

Durant la période considérée, c'est le secteur des sciences de l'administration et autres sciences sociales qui a connu au Québec la plus forte croissance au chapitre des effectifs professoraux, avec

TABLEAU 1

DISTRIBUTION ET VARIATION RELATIVE DES EFFECTIFS
PROFESSORAUX SELON LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET LA REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	1975-1976		1985-1986		Variation des effectifs
	N	%	N	%	Δ %
Disciplines de l'étude					
Québec	1 064	15,8	1 212	15,3	13,9
Ontario	2 262	18,5	2 405	17,8	6,3
Canada	5 159	16,9	5 678	16,3	10,1
Administration et autres sciences sociales					
Québec	678	10,1	1 075	13,6	58,6
Ontario	897	7,3	1 283	9,5	43,0
Canada	2 314	7,6	3 454	9,9	49,3
Humanités et beaux-arts					
Québec	1 159	17,3	1 290	16,3	11,3
Ontario	3 101	25,4	3 107	23,0	0,2
Canada	6 900	22,6	7 143	20,5	3,5
Sciences naturelles, génie et santé					
Québec	3 089	46,0	3 619	45,8	17,1
Ontario	4 897	40,1	5 854	43,3	19,5
Canada	12 946	42,3	15 562	44,6	20,2
Sciences de l'éducation					
Québec	728	10,8	704	8,9	-3,3
Ontario	1 055	8,6	859	6,4	-18,6
Canada	3 265	10,7	3 044	8,7	-6,8
Secteur non déclaré					
Québec	15		41		
Ontario	78		78		
Canada	200		290		
Ensemble des secteurs					
Québec	6 732	100%	7 937	100%	17,9
Ontario	12 290	100%	13 586	100%	10,5
Canada	30 784	100%	35 171	100%	14,3

Notes: La distribution en pourcentage a été calculée en excluant les cas apparaissant sous la rubrique "Secteur non déclaré".

Source: Statistique Canada. Cat. 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

une augmentation relative de 58,6%. Pendant ce temps, le secteur des sciences naturelles, du génie et des sciences de la santé augmente ses effectifs professoraux à peu près au même rythme que la moyenne générale (17,1%) alors que les humanités et beaux-arts progressent moins rapidement (11,3%). Le secteur des sciences de l'éducation subit, quant à lui, une légère diminution du nombre de professeurs (-3,3%).

Le profil d'évolution tracé plus haut vaut également pour la province de l'Ontario et l'ensemble du Canada. En effet, dans ces régions, les effectifs professoraux en sciences sociales ont augmenté moins rapidement durant cette période comparativement à la moyenne prévalant pour l'ensemble des secteurs: en Ontario, 6,3% en sciences sociales contre 10,5% pour l'ensemble des secteurs universitaires; au Canada, les proportions sont respectivement de 10,1% contre 14,3%. A l'instar du Québec, dans ces régions, c'est surtout le secteur des sciences de l'administration et autres sciences sociales, et dans une moindre mesure celui des sciences naturelles, du génie et des sciences de la santé, qui connaissent le plus fort taux de croissance du nombre de professeurs.

Toutefois, il est à noter que l'augmentation des effectifs professoraux dans le secteur des sciences sociales a été plus importante au Québec, en termes de croissance relative, qu'en Ontario et dans tout le Canada: 13,9% au Québec contre respectivement 6,3% en Ontario et 10,1% au Canada. Cependant, l'Ontario compte en 1985-1986 deux fois plus de professeurs dans les disciplines de sciences sociales étudiées ici que le Québec (2 405 contre 1 212). De plus, les professeurs ontariens en sciences sociales occupent une position un peu plus importante que leurs nosologues du Québec par rapport à l'ensemble du corps professoral (17,8% contre 15,3%). Le même constat s'applique également si on compare le Québec à l'ensemble du Canada (15,3% contre 16,3%).

Les données plus détaillées présentées en appendice se rapportant à la période de quinze années comprise entre 1970 et 1986 montrent que la croissance des effectifs professoraux dans les universités a été, au Québec comme ailleurs au Canada, de loin la plus importante durant la première moitié de la décennie 70 (voir tableau A1, appendice A). Durant les dix années subséquentes, l'augmentation du nombre total de professeurs des universités québécoises a été beaucoup plus élevée entre 1975-1976 et 1980-1981 qu'entre cette dernière année et 1985-1986 (11,9% contre 5,3%). Il en a été de même pour le secteur des sciences sociales où la croissance relative de professeurs atteignait 11,3% entre 1975-1976 et 1980-1981 contre seulement 2,4% au cours des cinq dernières années. Notons qu'entre 1980 et 1986, l'augmentation relative des effectifs professoraux dans le secteur des sciences sociales a été similaire au Québec (2,4%), en Ontario (3,0%) et au Canada (3,3%).

La croissance des effectifs professoraux en sciences sociales a été fort inégale selon la discipline enseignée (voir tableau 2). Au Québec, seules cinq disciplines connaissent un accroissement du nombre de professeurs entre les années 1975-1976 et 1985-1986, soit: sciences économiques (24,7%), psychologie (22,8%), sociologie (21,4%), science politique (18,9%), et anthropologie (13,8%). La diminution relative d'effectifs professoraux dans les autres disciplines se présentent comme suit: démographie (-15,4%), criminologie (-13,8%), géographie (-11,7%) et service social (-6,3%). En Ontario et dans l'ensemble du Canada, on constate un plus petit nombre de disciplines ayant subi une baisse d'effectifs professoraux au cours de la même période.

L'évolution, entre les années 1975-1976 et 1985-1986, du nombre de professeurs dans les diverses disciplines étudiées du secteur des sciences sociales apparaît fort différente si on

TABLEAU 2

NOMBRE DE PROFESSEURS SELON
LA DISCIPLINE ENSEIGNEE et LA REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUEBEC			ONTARIO			CANADA		
	1975-76	1985-86	Variation relative	1975-76	1985-86	Variation relative	1975-76	1985-86	Variation relative
	N	N	Δ%	N	N	Δ%	N	N	Δ%
Anthropologie	65	74	13,8	122	123	0,8	359	379	5,6
Criminologie	29	25	-13,8	17	27	58,8	51	70	37,3
Démographie	13	11	-15,4	1	6	500,0	14	17	21,4
Géographie	145	128	-11,7	274	270	-1,5	616	600	-2,6
Psychologie	268	329	22,8	572	589	3,0	1 281	1 424	11,2
Récréologie	-	17	-	22	6	-72,7	33	54	63,6
Rel. industrielles	28	-	-	3	-	-	33	-	-
Sc. économiques	186	232	24,7	400	501	25,3	930	1 115	19,9
Sc. politique	111	132	18,9	350	359	2,6	690	713	3,3
Service social	79	74	-6,3	137	131	-4,4	341	370	8,5
Sociologie	140	170	21,4	331	347	4,8	702	830	18,2
Non précisé	-	20	-	33	46	39,4	109	106	-2,8
Ensemble du secteur	1 064	1 212	13,9	2 262	2 405	6,3	5 159	5 678	10,1

Note: - signifie données non disponibles.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

compare le Québec à l'Ontario. Ainsi, le Québec connaît une croissance relative de professeurs beaucoup plus élevée que l'Ontario dans les disciplines de psychologie (22,8% contre 3,0%)[1], science politique (18,9% contre 2,6%) et anthropologie (13,8% contre 0,8%). Par contre, l'Ontario augmente ses effectifs professoraux en criminologie et en démographie, disciplines comptant, somme toute, peu de professeurs, alors que le Québec voit diminuer quelque peu le nombre de professeurs dans ces disciplines. De plus, le nombre de professeurs enseignant la géographie a proportionnellement moins décliné en Ontario qu'au Québec (-1,5% contre -11,7%). L'évolution des effectifs professoraux a été, par ailleurs, similaire dans les deux provinces dans le cas des sciences économiques et du service social.

Il existe peu de différences entre les régions comparées en ce qui concerne le poids relatif de chaque discipline, en termes d'effectifs professoraux sur l'ensemble du secteur (voir tableau 3). Les plus grandes différences se situent au niveau de la psychologie qui occupe au Québec, en 1985-1986, une position un peu plus importante (27,6% des effectifs professoraux du secteur contre 24,5% en Ontario et 25,6% au Canada) et de la science politique qui prend une plus grande proportion des professeurs en Ontario (15,2% contre 11,1% au Québec et 12,8% au Canada).

2.2 Age

Si on examine en premier lieu l'évolution de l'âge moyen du corps professoral entre les années 1975-1976 et 1985-1986 (voir tableau 4), on observe que dans l'ensemble, l'âge moyen des professeurs des universités québécoises a augmenté de 5 années durant cette période (de 40 ans à 45 ans). L'augmentation de l'âge moyen dans le

(1) et sociologie (21,4% contre 4,8%)

TABLEAU 3

DISTRIBUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX
SELON LA DISCIPLINE ENSEIGNEE ET LA REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUEBEC			ONTARIO			CANADA		
	1975-76	1985-86	Ecart absolu	1975-76	1985-86	Ecart absolu	1975-76	1985-86	Ecart absolu
	%	%		%	%		%	%	
Anthropologie	6,1	6,2	0,1	5,5	5,2	-0,3	7,1	6,8	-0,3
Criminologie	2,7	2,1	-0,6	0,8	1,1	0,3	1,0	1,3	0,3
Démographie	1,2	0,9	-0,3	0,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Géographie	13,6	10,7	-2,9	12,3	11,4	-0,9	12,2	10,8	-1,4
Psychologie	25,2	27,6	2,4	25,7	25,0	-0,7	25,4	25,6	0,2
Récréologie	-	1,4	-	1,0	0,3	-0,7	0,7	1,0	0,3
Rel. industrielles	2,6	-	-	0,1	-	-	0,7	-	-
Sc. économiques	17,5	19,5	2,0	17,9	21,2	3,3	18,4	20,0	1,6
Sc. politique	10,4	11,1	0,7	15,7	15,2	-0,5	13,7	12,8	-0,9
Service social	7,4	6,2	-1,2	6,1	5,6	-0,5	6,8	6,6	-0,2
Sociologie	13,2	14,3	1,1	14,8	14,7	-0,1	13,9	14,9	1,0
Ensemble du secteur	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Population (N) *	(1 064)	(1 192)		(2 229)	(2 359)		(3 050)	(3 572)	

Notes: - signifie données non disponibles.

* Cette population exclut les cas non précisés.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 4

STRUCTURE D'AGE DES PROFESSEURS DES SCIENCES SOCIALES
ET DES AUTRES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT SELON LA REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUEBEC			ONTARIO			CANADA		
	1975-76	1985-86	Ecart absolu	1975-76	1985-86	Ecart absolu	1975-76	1985-86	Ecart absolu
	%	%		%	%		%	%	
34 ans et moins									
Disciplines de l'étude	40,2	10,6	-29,6	36,9	11,3	-25,6	37,9	11,.	-26,8
Autres secteurs	30,3	10,6	-19,7	23,4	10,1	-13,3	26,5	10,7	-15,8
35 - 44 ans									
Disciplines de l'étude	36,4	45,3	8,9	36,5	42,2	5,7	37,1	43,1	6,0
Autres secteurs	39,5	39,4	-0,1	41,3	33,2	-8,1	40,1	35,9	-4,2
45 - 54 ans									
Disciplines de l'étude	17,1	31,2	14,1	19,0	30,1	11,1	17,9	30,9	13,0
Autres secteurs	21,2	32,8	11,6	24,6	36,1	11,5	23,1	34,5	11,4
55 ans et plus									
Disciplines de l'étude	6,3	12,9	6,6	7,6	16,4	8,8	7,1	15,0	7,9
Autres secteurs	9,0	17,3	8,3	10,7	20,6	9,9	10,2	18,9	8,7
Total									
Disciplines de l'étude	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Population (N) *	(1 064)	(1 212)		(2 259)	(2 404)		(5 151)	(5 672)	
Autres secteurs	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Population (N) *	(5 668)	(6 725)		(10 016)	(11 178)		(25 372)	(29 477)	
Age moyen									
Disciplines de l'étude	38	44	6	40	45	5	39	45	6
Ensemble des secteurs **	40	45	5	42	46	4	41	46	5

Notes: * Les effectifs retenus excluent les cas inclassifiables ou non déclarés.
** L'ensemble des secteurs inclut les disciplines de l'étude.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

le secteur des sciences sociales n'a été que légèrement plus élevée que cette moyenne, atteignant 6 années, passant de 38 ans en 1975-1976 à 44 ans en 1985-1986.

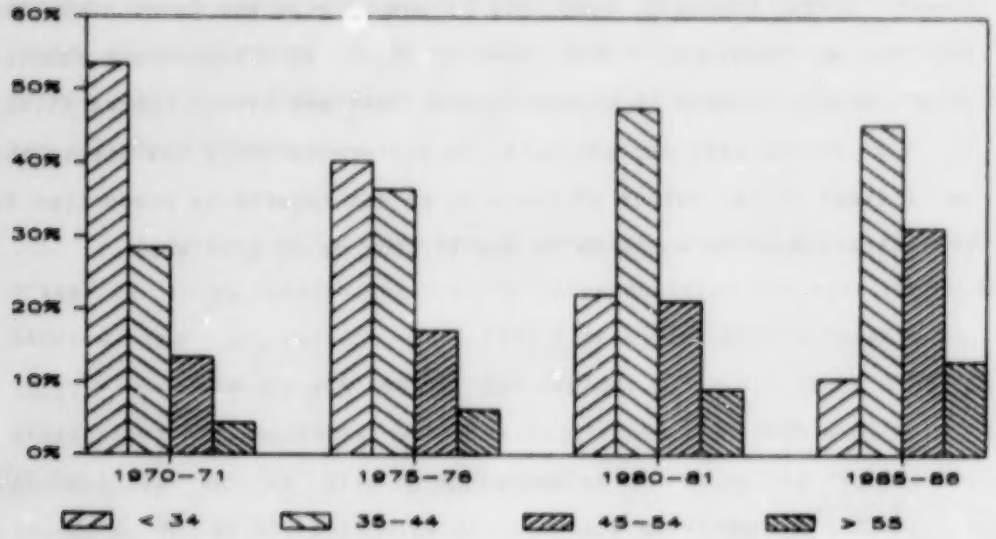
En Ontario, l'augmentation de l'âge moyen du corps professoral en sciences sociales entre les années 1975-1976 et 1985-1986 a été légèrement moins élevée qu'au Québec (5 années contre 6 années) alors que dans l'ensemble du Canada l'élévation de l'âge moyen a été de même ampleur qu'au Québec (6 années). En 1985-1986, on relève très peu de différence entre le Québec, l'Ontario et l'ensemble du Canada par rapport à l'âge moyen des professeurs enseignant les disciplines de l'étude (44 ans pour le Québec contre 45 ans en Ontario et au Canada).

Au Québec comme dans les autres régions du Canada, la structure d'âge du corps professoral en sciences sociales s'est profondément modifiée entre 1975-1976 et 1985-1986. En ce qui concerne le Québec, la proportion des professeurs âgés de 34 ans et moins a chuté, passant de 40,2% à 10,6% (voir tableau 4). En contrepartie, toutes les autres catégories d'âge ont accru leur importance relative: pour les 35 à 44 ans, de 36,4% à 45,3%, pour les 45 à 54 ans, de 17,1% à 31,2%, et pour les 55 ans et plus, de 6,3% à 12,9%. Les changements dans la structure d'âge des professeurs ont été moins importants dans les autres secteurs d'enseignement considérés globalement.

Le graphique 1 décrit, de façon plus détaillée, l'évolution au Québec, au cours de quinze dernières années, de la structure d'âge du corps professoral dans le secteur des sciences sociales. On y constate que la proportion de professeurs âgés de moins de 35 ans a constamment diminué durant cette période: alors qu'en 1970-1971, plus de la moitié (53,6%) des professeurs enseignant les sciences sociales

GRAPHIQUE 1

EVOLUTION DE LA STRUCTURE D'AGE DES PROFESSEURS DES SCIENCES SOCIALES DES UNIVERSITES QUEBECOISES, PAR PERIODE QUINQUENNALE, ANNEES 1970-1971 A 1985-1986



Source: Statistique Canada (voir tableau A5, appendice A).

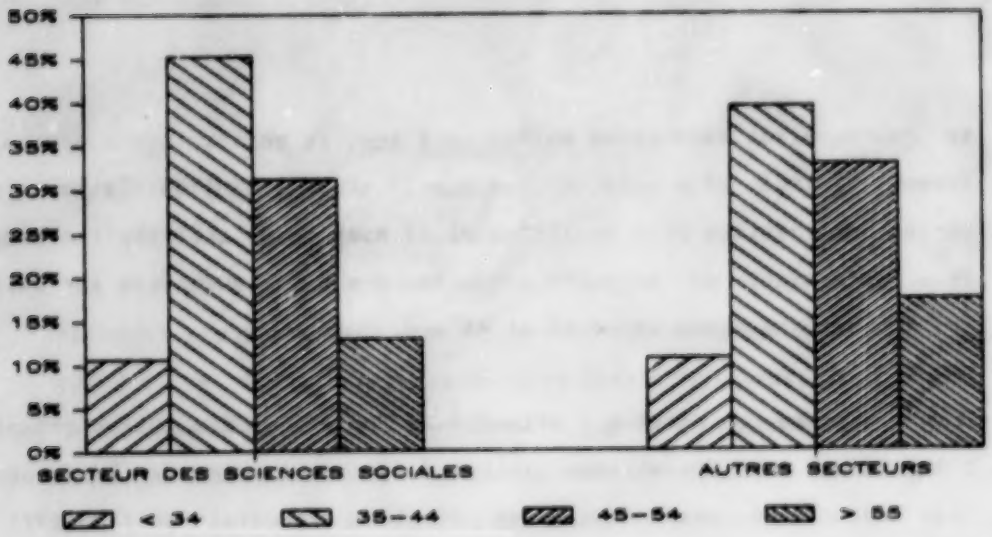
se retrouvaient dans cette catégorie d'âge, ce pourcentage a graduellement diminué et n'atteint plus que 10,6% en 1985-1986. Cette catégorie ne constitue plus en 1980-1981 le mode de la distribution d'âge des professeurs en sciences sociales, ayant été remplacée par celle des professeurs âgées entre 35 et 44 ans.

Comme on peut s'y attendre, l'importance des autres groupes d'âge s'est considérablement accrue durant cette période: la proportion des 35-44 ans passant de 28,5% qu'elle était en 1970-1971 à 45,3% en 1985-1986, celle des 45-54 ans, de 13,5% à 31,2% et celle des 55 ans et plus, de 4,4% à 12,9%.

La comparaison de la structure d'âge du corps professoral québécois en sciences sociales de l'année 1985-1986 à celle des professeurs des autres secteurs universitaires (voir graphique 2) montre que les professeurs en sciences sociales sont proportionnellement moins nombreux chez les 55 ans et plus que leurs homologues des autres secteurs (12,9% contre 17,3%) et occupent une position plus importante dans la catégorie des 35-44 ans (45,3% contre 39,4%). Il n'y existe pas, par ailleurs, de différence entre les disciplines de l'étude et les autres secteurs en ce qui regarde la proportion des professeurs âgés de moins de 35 ans et ceux de 45 à 54 ans.

GRAPHIQUE 2

STRUCTURE D'AGE DES PROFESSEURS DES SCIENCES SOCIALES ET DES AUTRES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT DES UNIVERSITES QUEBECOISES, ANNEE 1985-1986



Source: Statistique Canada (voir tableau A5, appendice A).

Notons que la structure d'âge entre les professeurs des sciences sociales et ceux des autres secteurs montrait, au Québec, beaucoup plus de dissimilarité en 1970-1971 que ce n'est le cas maintenant en 1985-1986 (voir tableau A5, appendice A). Au début des années 70, le corps enseignant en sciences sociales apparaissait plus jeune comparativement à l'ensemble des autres secteurs, comportant entre autres une proportion plus élevée de professeurs de moins de 35 ans (53,6% contre 38,7%).

L'évolution, depuis les 15 dernières années, de la structure d'âge du corps professoral en sciences sociales que nous venons de décrire pour le Québec vaut, dans l'ensemble, pour l'Ontario et le Canada. La comparaison entre ces régions de la structure d'âge des professeurs en sciences sociales de l'année 1985-1986 montre peu de différences sur ce plan entre le Québec et les autres régions (voir tableaux A6 et A7, appendice A). La seule différence notable a trait à une plus grande présence des professeurs ontariens et canadiens chez les 55 ans et plus (respectivement 16,4% et 15,0% contre 12,9% pour le Québec).

2.3 Sexe

Entre les années 1975-1976 et 1985-1986, le nombre de professeurs féminins dans les universités québécoises a augmenté de 361, passant de 926 à 1287, ce qui représente une croissance relative de 39,0% (voir tableau 5). Au cours de cette même période, les effectifs professoraux masculins augmentaient de 844, passant de 5 806 à 6 650, soit une croissance relative de 14,5%. Les femmes ont donc obtenu un taux moyen d'augmentation de leurs effectifs beaucoup plus élevé comparativement aux hommes (39% contre 15%). Cela a eu pour effet

TABLEAU 5

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX SELON
LE SEXE, LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET LA RÉGION
ANNÉES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUÉBEC			ONTARIO			CANADA		
	1975-76	1985-86	Variation relative	1975-76	1985-86	Variation relative	1975-76	1985-86	Variation relative
	N	N	Δ %	N	N	Δ %	N	N	Δ %
Disciplines de l'étude									
Hommes	897	975	8,7	1 957	1 985	1,4	4 472	4 684	4,7
Femmes	167	237	41,9	305	420	37,7	687	994	44,7
Total	1 064	1 212	13,9	2 262	2 405	6,3	5 159	5 678	10,1
Administration et autres sciences sociales									
Hommes	609	918	50,7	816	1 062	30,1	2 111	2 918	38,2
Femmes	69	157	127,5	81	221	172,8	203	536	164,0
Total	678	1 075	58,6	897	1 283	43,0	2 314	3 454	49,3
Humanités et beaux-arts									
Hommes	974	1 013	4,0	2 584	2 475	-4,2	5 734	5 640	-1,6
Femmes	185	277	49,7	517	632	22,2	1 166	1 503	28,9
Total	1 159	1 290	11,3	3 101	3 107	0,2	6 900	7 143	3,5
Sciences naturelles, génie et santé									
Hommes	2 782	3 208	15,3	4 363	5 093	16,7	11 486	13 473	17,3
Femmes	306	407	33,0	534	761	42,5	1 460	2 089	43,1
Total	3 088	3 615	17,1	4 897	5 854	19,5	12 946	15 562	20,2
Sciences de l'éducation									
Hommes	531	506	-4,7	841	673	-20,0	2 493	2 257	-9,5
Femmes	197	198	0,5	214	186	-13,1	772	787	1,9
Total	728	704	-3,3	1 055	859	-18,6	3 265	3 044	-6,8
Ensemble des secteurs *									
Hommes	5 806	6 650	14,5	10 629	11 346	6,7	26 467	29 184	10,3
Femmes	926	1 287	39,0	1 661	2 240	34,9	4 317	5 987	38,7
Total	6 732	7 937	17,9	12 290	13 586	10,5	30 784	35 171	14,3

Note: * Les chiffres présentés sous la rubrique "Ensemble des secteurs" incluent les cas inclassifiables.
Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

d'accroître légèrement leur poids relatif dans l'ensemble des effectifs professoraux: de 13,8% en 1975-1976, les femmes ont augmenté à 16,2% leur part des professeurs en 1985-1986 (voir tableau 6). Les femmes demeurent encore aujourd'hui fortement minoritaires dans le corps professoral universitaire au Québec, étant environ 5 fois moins nombreuses que les hommes (1 287 contre 6 650).

Au Québec, les femmes ont connu durant la période considérée une plus forte croissance relative de leurs effectifs que les hommes dans tous les secteurs d'enseignement. Dans les disciplines de l'étude, la croissance relative des effectifs féminins a été à peine supérieure au taux moyen d'augmentation prévalant pour tous les secteurs (41,9% contre 39,0%). En termes relatifs, la croissance des effectifs féminins au cours des dix dernières années a été de loin la plus élevée dans le secteur de l'administration et autres sciences sociales (127,5%). Le secteur des humanités et beaux-arts a connu une plus forte augmentation relative de ses effectifs féminins que le secteur des sciences sociales (49,7% contre 41,9%). Les femmes ont par ailleurs progressé à un rythme moins rapide dans le secteur des sciences naturelles, du génie et des sciences de la santé (33,0%) et plus particulièrement, dans celui des sciences de l'éducation où le nombre de professeurs féminins est demeuré au même niveau en 1985-1986 qu'il était dix ans auparavant.

Des cinq grands secteurs étudiés, au Québec, les disciplines de l'étude arrivent au troisième rang, après les secteurs des sciences de l'éducation et des humanités et beaux-arts, quant à la proportion que représentent les professeurs féminins dans le corps professoral de l'année 1985-1986 (voir tableau 6). Alors que les effectifs professoraux du secteur des sciences sociales comptent au Québec 19,6% de femmes, les proportions sont respectivement de 28,1% et de 21,5% en sciences de l'éducation et en humanités et beaux-arts.

TABLEAU 6

DISTRIBUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX SELON
LE SEXE PAR SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET PAR REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUEBEC			ONTARIO			CANADA		
	1975-76	1985-86	Ecart absolu	1975-76	1985-86	Ecart absolu	1975-76	1985-86	Ecart absolu
	%	%		%	%		%	%	
Disciplines de l'étude									
Hommes	84,3	80,4	-3,9	86,5	82,5	-4,0	86,7	82,5	-4,2
Femmes	15,7	19,6	24,8	13,5	17,5	29,6	13,3	17,5	31,6
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Administration et autres sciences sociales									
Hommes	89,8	85,4	-4,4	91,0	82,8	-8,2	91,2	84,5	-6,7
Femmes	10,2	14,6	43,1	9,0	17,2	91,1	8,8	15,5	76,1
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Humanités et beaux-arts									
Hommes	84,0	78,5	-5,5	83,3	79,7	-3,6	83,1	79,0	-4,1
Femmes	16,0	21,5	34,4	16,7	20,3	21,6	16,9	21,0	24,3
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Sciences naturelles, génie et santé									
Hommes	90,1	88,7	-1,4	89,1	87,0	-2,1	88,7	86,6	-2,1
Femmes	9,9	11,3	14,1	10,9	13,0	19,3	11,3	13,4	18,6
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Sciences de l'éducation									
Hommes	72,9	71,9	-1,0	79,7	78,3	-1,4	76,4	74,1	-2,3
Femmes	27,1	28,1	3,7	20,3	21,7	6,9	23,6	25,9	9,7
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%	
Ensemble des secteurs									
Hommes	86,2	83,8	-2,4	86,5	83,5	-3,0	86,0	83,0	-3,0
Femmes	13,8	16,2	17,4	13,5	16,5	22,2	14,0	17,0	21,4
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%	

Note: Les pourcentages présentés dans ce tableau ont été calculés à partir des effectifs contenus dans le tableau 5.
Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

Par ailleurs, la part de professeurs féminins en sciences sociales est plus grande que celle prévalant dans l'ensemble des secteurs (19,6% contre 16,2%) et bien supérieure à celle que l'on trouve dans le secteur des sciences naturelles, du génie et des sciences de la santé (11,3%) et celui de l'administration et autres sciences sociales (14,6%).

En Ontario et dans l'ensemble du Canada, à l'instar du Québec, entre 1975-1976 et 1985-1986 les effectifs professoraux féminins ont progressé plus rapidement, en termes relatifs, que les effectifs masculins et ce, dans tous les secteurs d'enseignement. Dans ces régions, comme au Québec, c'est dans le secteur de l'administration et autres sciences sociales que les femmes ont connu la plus forte augmentation relative de leurs effectifs: 172,8% en Ontario et 164,0% pour le Canada. En ce qui concerne les disciplines de l'étude, elles ont connu dans ces régions, tout comme au Québec, une croissance relative de professeurs féminins un peu plus élevée que celle prévalant dans l'ensemble des secteurs: 37,7% contre 34,9% pour l'Ontario; 44,7% contre 38,7% pour l'ensemble du Canada.

L'augmentation relative des effectifs féminins chez les professeurs des sciences sociales au cours des dix dernières années apparaît légèrement plus élevée au Québec qu'en Ontario (41,9% contre 37,7%) mais a été un peu plus importante dans l'ensemble du Canada qu'au Québec (44,7% contre 41,9%). En 1985-1986, les professeurs féminins québécois enseignant les disciplines de l'étude représentent une part légèrement plus grande du corps professoral du secteur comparativement à leurs homologues de l'Ontario et de l'ensemble du Canada (19,6% au Québec contre 17,5% en Ontario et dans l'ensemble du Canada).

2.4 Titulaires de doctorat

Entre les années 1975-1976 et 1985-1986, au Québec, le nombre de titulaires de doctorat dans les disciplines de l'étude est passé de 580 à 911, ce qui représente une augmentation relative de 57,1% (voir tableau 7). Ce pourcentage d'augmentation est supérieur au taux moyen de croissance de 42,5% prévalant dans l'ensemble des secteurs et est plus élevé que le taux prévalant dans le secteur des humanités et beaux-arts (32,4%) et dans les sciences naturelles, génie et sciences de la santé (29,5%). Il est toutefois plus faible que les secteurs des sciences de l'éducation (75,8%) et de l'administration et autres sciences sociales (104,5%)

En 1985-1986, les trois quarts (75,2%) des professeurs québécois enseignant les disciplines de l'étude possèdent un doctorat, ce qui représente le plus haut pourcentage de tous les secteurs considérés.* En comparaison, la proportion de titulaires de doctorat chez l'ensemble des professeurs des universités québécoises s'établit à 66,4%.

Au cours des dix dernières années, au Québec, le secteur des sciences sociales a effectué un rattrapage considérable pour la proportion de professeurs possédant un doctorat. Alors qu'en 1975-1976, les disciplines de l'étude étaient nettement devancées sur cet aspect par le secteur des sciences naturelles, du génie et des sciences de la santé (65,1% des effectifs de ce secteur possédaient alors un doctorat contre 54,5% pour le secteur des sciences sociales) en 1985-1986, ce dernier secteur détient une proportion légèrement

---

* Mais la façon dont on a découpé les dits secteurs déforme la réalité. Il est connu qu'au Québec, en sciences naturelles, et en humanités, le pourcentage de titulaires de doctorat est très élevé, dépassant 80%, alors qu'en génie et en sciences de la santé il est plutôt proche de 60%, et inférieur à 50% en arts.

TABLEAU 7

NOMBRE ET PROPORTION DES PROFESSEURS DETENTEURS D'UN DOCTORAT SELON LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET LA REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	1975-1976		1985-1986		Variation des effectifs
	N	Part	N	Part	Δ %
Disciplines de l'étude					
Québec	580	54,5%	911	75,2%	57,1
Ontario	1 603	70,9%	1 958	81,4%	22,1
Canada	3 387	65,7%	4 485	79,0%	32,4
Administration et autres sciences sociales					
Québec	247	36,4%	505	47,0%	104,5
Ontario	329	36,7%	598	46,6%	81,8
Canada	864	37,3%	1 623	47,0%	87,8
Humanités et beaux-arts					
Québec	601	51,9%	796	61,7%	32,4
Ontario	1 911	61,6%	2 145	69,0%	12,2
Canada	3 882	56,3%	4 663	65,3%	20,1
Sciences naturelles, génie et santé					
Québec	2 011	65,1%	2 605	72,1%	29,5
Ontario	3 130	63,9%	3 605	61,6%	15,2
Canada	8 234	63,6%	10 071	64,7%	22,3
Sciences de l'éducation					
Québec	248	34,1%	436	61,9%	75,8
Ontario	361	34,2%	488	56,8%	35,2
Canada	1 329	40,7%	1 888	62,0%	42,1
Secteur non déclaré					
Québec	8		14		
Ontario	39		39		
Canada	89		134		
Ensemble des secteurs					
Québec	3 695	54,9%	5 267	66,4%	42,5
Ontario	7 373	60,0%	8 833	65,0%	19,8
Canada	17 785	57,8%	22 864	65,0%	28,6

Note: La part représente le nombre de détenteurs de doctorat par rapport aux effectifs totaux respectifs qu'on retrouve au tableau 1.

Source: Statistique Canada. Cat. 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

plus élevée de titulaires de doctorat par rapport au secteur des sciences naturelles, du génie et des sciences de la santé (75,2% contre 72,1%).

Comparativement au Québec, l'augmentation relative, au cours de la même période, du nombre de professeurs en sciences sociales titulaires d'un doctorat a été moins prononcée dans l'ensemble du Canada et en Ontario, ces régions ayant respectivement connu un taux de croissance de 32,4% et 22,1% à ce chapitre. Comme au Québec, c'est dans le secteur de l'administration et autres sciences sociales que ces régions ont obtenu la plus forte augmentation relative de professeurs titulaires de doctorat.

En 1985-1986, dans les disciplines de l'étude, l'Ontario comme l'ensemble du Canada, possèdent toujours par rapport au Québec une proportion supérieure de professeurs détenteurs d'un doctorat: 81,4% pour l'Ontario et 79,0% pour le Canada contre 75,2% pour le Québec. Il faut néanmoins souligner que le Québec a passablement gagné du terrain sur ces deux régions durant la période étudiée. Par exemple, l'écart absolu entre le Québec et l'Ontario quant au pourcentage de professeurs du secteur possédant un doctorat est passé de 16,4% qu'il était en 1975-1976 à seulement 6,2% en 1985-1986. Entre le Québec et le Canada, cet écart est passé au cours de la même période de 11,2% à seulement 3,8%.

Toutes les disciplines des sciences sociales ont accru entre 1975-1976 et 1985-1986 la proportion de leurs professeurs titulaires d'un doctorat (voir tableau 8). Au Québec, l'augmentation en valeur absolue du pourcentage de professeurs possédant le doctorat a été la plus élevée en criminologie (+38,6%), passant de 41,4% en 1975-1976 à 80,0% en 1985-1986. La proportion de professeurs titulaires de doctorat varie considérablement selon la discipline enseignée. Par

TABLEAU 8

PROPORTION DES PROFESSEURS DETENTEURS D'UN DOCTORAT
SELON LA DISCIPLINE ENSEIGNEE ET LA REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUEBEC		ONTARIO		CANADA	
	1975-76	1985-86	1975-76	1985-86	1975-76	1985-86
	%	%	%	%	%	%
Anthropologie	61,5	85,1	68,9	90,2	66,0	89,2
Criminologie	41,4	80,0	64,7	85,2	51,0	80,0
Démographie	46,2	63,6	100,0	100,0	50,0	76,5
Géographie	55,2	78,9	76,3	85,2	69,3	83,2
Psychologie	65,7	81,2	83,6	90,0	78,8	88,2
Récréologie	-	47,1	63,6	16,7	48,5	35,2
Rel. industrielles	39,3	-	100,0	-	45,5	-
Sc. économiques	53,2	75,9	71,8	76,8	66,6	76,4
Sc. politique	68,5	83,3	66,6	81,9	64,1	81,1
Service social	21,5	45,9	34,3	45,8	27,9	42,2
Sociologie	45,0	72,4	66,5	86,5	61,0	81,9
Ensemble du secteur	54,5	75,2	70,9	81,4	65,7	79,0

Note: Les proportions présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des effectifs qu'on retrouve aux tableaux A2 à A4 et A13 à A15 de l'appendice A.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

exemple, en 1975-1976 au Québec, cette proportion fluctuait entre un minimum de 21,5% (service social) à un maximum de 68,5% (science politique). En 1985-1986, cette proportion oscille plutôt entre un minimum de 45,9% (service social) et un maximum de 85,1% (anthropologie).

L'examen des données de l'année 1985-1986 pour l'Ontario et l'ensemble du Canada montre également une telle variabilité interdisciplinaire au niveau de la proportion de professeurs détenteurs du doctorat. En Ontario, cette proportion varie entre un minimum de 45,8% (service social) et un maximum de 100% (démographie). Au Canada, ce taux varie entre 42,2% (service social) et 89,2% (anthropologie).

La comparaison Québec-Ontario révèle que pour presque toutes les disciplines considérées, l'Ontario possède en 1985-1986 une proportion plus grande de professeurs titulaires du doctorat. Les écarts les plus prononcés à ce chapitre entre ces deux provinces se situent en démographie (100% de titulaires de doctorat en Ontario contre 63,6% au Québec), en sociologie (86,5% contre 72,4%), et dans une moindre mesure, en psychologie (90,0% contre 81,2%). Il existe par contre peu de différences entre ces régions dans le cas des disciplines de service social, sciences économiques et science politique.

Si l'on compare cette fois le Québec à l'ensemble du Canada, on constate, que dans la majorité des disciplines considérées, la proportion de professeurs titulaires du doctorat est plus élevée au Canada qu'au Québec, mais les différences sont ici moins grandes que celles existant entre le Québec et l'Ontario. Dans deux disciplines, soit service social et science politique, la proportion de professeurs titulaires de doctorat est légèrement plus élevée au Québec que dans l'ensemble du Canada.

2.5 Région d'obtention du diplôme le plus élevé

La distribution des régions d'obtention du diplôme le plus élevé chez les professeurs des disciplines de l'étude a passablement changé au cours des dix dernières années. Entre les années 1975-1976 et 1985-1986, le mode de cette distribution s'est déplacé de la catégorie "Québec" à celle des "Etats-Unis et autres pays étrangers, exception faite de l'Europe" (voir tableau 9). Les professeurs en sciences sociales de l'année 1985-1986 ont complété moins souvent que ceux de l'année 1975-1976 leurs plus hautes études au Québec (29,8% contre 41,9%). Ils ont, en revanche, poursuivi dans une plus grande proportion leurs études aux Etats-Unis et dans les autres pays étrangers, à l'exception de l'Europe (33,1% contre 24,2%). Quant à la propension à obtenir le plus haut diplôme en Europe ou dans les autres provinces canadiennes, elle est demeurée inchangée durant cette période.

Le profil d'évolution que nous venons de décrire pour les disciplines de l'étude s'applique également à tous les secteurs d'enseignement comparés, sauf l'administration et autres sciences sociales dont la distribution des régions d'obtention du plus haut diplôme n'a que peu changé au cours de la période étudiée.

Les professeurs du secteur des sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986 ainsi que ceux du secteur des humanités et beaux-arts sont ceux qui ont le moins souvent effectué leurs plus hautes études au Québec. Les taux de diplômation au Québec pour les professeurs de ces deux secteurs sont respectivement de 29,8% et 29,0%, comparativement à 42,3% pour les professeurs enseignant les sciences administratives, 37,2% pour les sciences de l'éducation, et 36,9% pour le secteur des sciences

TABLEAU 9

DISTRIBUTION DES PAYS D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLOME DES PROFESSEURS QUEBECOIS SELON LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	1975-1976		1985-1986	
	N	%	N	%
Disciplines de l'étude				
Québec	444	41,9	359	29,8
Canada	91	8,6	131	10,9
Europe	268	25,3	316	26,2
Etats-Unis et autres	257	24,2	399	33,1
Total	1 060	100%	1 205	100%
Administration et autres sciences sociales				
Québec	301	44,9	451	42,3
Canada	55	8,2	90	8,4
Europe	148	22,1	222	20,8
Etats-Unis et autres	166	24,8	303	28,4
Total	670	100%	1 066	100%
Humanités et beaux-arts				
Québec	380	35,5	349	29,0
Canada	90	8,4	97	8,1
Europe	361	33,7	410	34,1
Etats-Unis et autres	239	22,3	347	28,8
Total	1 070	100%	1 203	100%
Sc. naturelles et génie				
Québec	1 507	49,2	1 326	36,9
Canada	300	9,8	344	9,6
Europe	546	17,8	797	22,2
Etats-Unis et autres	707	23,1	1 125	31,3
Total	3 060	100%	3 592	100%
Sciences de l'éducation				
Québec	331	46,5	258	37,2
Canada	80	11,2	63	9,1
Europe	111	15,6	100	14,4
Etats-Unis et autres	190	26,7	272	39,2
Total	712	100%	693	100%
Ensemble des secteurs *				
Québec	2 963	45,1	2 743	35,4
Canada	616	9,4	725	9,3
Europe	1 434	21,8	1 845	23,8
Etats-Unis et autres	1 559	23,7	2 446	31,5
Total	6 572	100%	7 759	100%

Note: * L'ensemble des secteurs exclut tous les cas non précisés.
Source: Statistique Canada. Cat. 81-241. Compilation spéciale. Oct. 1987.

naturelles, du génie et des sciences de la santé. La comparaison des disciplines de l'étude à l'ensemble des secteurs montre, par ailleurs, peu de différences quant à la propension à obtenir le plus haut diplôme dans les autres catégories régionales, c'est-à-dire les autres provinces canadiennes, l'Europe et, les Etats-Unis et autres pays étrangers. Bref, au Québec, les disciplines de l'étude se distinguent surtout par une plus forte tendance de leurs professeurs à avoir complété à l'extérieur du Québec leurs plus hautes études.

Les données se rapportant à l'Ontario et à l'ensemble du Canada ne permettent pas, contrairement à celles relatives au Québec, de distinguer la province d'obtention du plus haut diplôme. Cela dit, ces deux régions présentent entre 1975-1976 et 1985-1986, tant pour le secteur des sciences sociales que pour l'ensemble des autres secteurs, un profil d'évolution de la distibution des régions d'obtention du plus haut diplôme nettement différent de celui dégagé pour le Québec.

Contrairement aux professeurs de l'année 1985-1986 en sciences sociales des universités québécoises, les professeurs ontariens ont effectué dans une plus grande proportion qu'il y a dix ans (40,8% contre 13,3%) leurs plus hautes études au Canada (voir tableau 10). En contrepartie, ils ont poursuivi dans une plus faible proportion qu'en 1975-1976 leurs études aux Etats-Unis ou dans les autres pays étrangers excluant l'Europe (44,0% contre 71,3%). Quant à la propension à obtenir le plus haut diplôme en Europe, elle est, comme au Québec, demeurée inchangée durant la période considérée. Cette modification de la répartition des catégories régionales de diplômation est ici non seulement fort différente de celle prévalant au Québec, mais aussi plus importante en termes de la grandeur des dissimilarités entre les deux distributions temporelles.

TABLEAU 10

DISTRIBUTION DES PAYS D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLOME
DES PROFESSEURS SELON LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT PAR REGION
ANNEES 1975-1976 ET 1985-1986

	QUEBEC		ONTARIO		CANADA	
	1975-76	1985-86	1975-76	1985-86	1975-76	1985-86
	%	%	%	%	%	%
Sciences sociales						
Canada	50,5	40,7	13,3	40,8	20,0	40,4
Europe	25,3	26,2	15,4	15,3	16,5	16,4
Etats-Unis et autres	24,2	33,1	71,3	44,0	63,6	43,1
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Administration et autres sciences sociales						
Canada	53,1	50,8	23,6	48,8	27,5	45,8
Europe	22,1	20,8	13,2	12,4	15,2	14,4
Etats-Unis et autres	24,8	28,4	63,1	38,8	57,3	39,8
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Humanités et beaux-arts						
Canada	43,9	37,1	14,0	38,6	16,8	36,7
Europe	33,7	34,1	27,1	25,0	26,9	25,3
Etats-Unis et autres	22,3	28,8	58,9	36,3	56,3	38,1
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Sc. naturelles et génie						
Canada	59,1	46,5	24,2	53,5	27,6	49,5
Europe	17,8	22,2	22,5	20,8	20,5	20,6
Etats-Unis et autres	23,1	31,3	53,4	25,6	51,8	29,9
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Sciences de l'éducation						
Canada	57,7	46,3	34,4	55,1	28,2	46,3
Europe	15,6	14,4	5,5	5,9	8,0	7,9
Etats-Unis et autres	26,7	39,2	60,2	39,0	63,8	45,7
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Ensemble des secteurs						
Canada	54,5	44,7	20,4	47,5	24,0	44,8
Europe	21,8	23,8	20,2	19,0	19,5	19,1
Etats-Unis et autres	23,7	31,5	59,4	33,5	56,5	36,1
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Note: Les proportions présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des effectifs qu'on retrouve aux tableaux A1 à A2 de l'appendice A.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

L'évolution différenciée de cette caractéristique chez le corps professoral du Québec et de l'Ontario a eu pour effet de rendre plus similaire en 1985-1986 entre ces deux provinces la distribution des régions de diplômation. Ainsi, les professeurs en sciences sociales des deux provinces de l'année 1985-1986 ont obtenu dans la même proportion (41%) leur plus haut diplôme au Canada. Toutefois, les professeurs du Québec sont plus souvent diplômés d'une université européenne que leurs homologues ontariens (26,2% contre 15,3%) tandis que ces derniers le sont plus souvent d'une université américaine (44,0% contre 33,1%).

Le Canada, en ce qui concerne le secteur des sciences sociales, suit le même profil d'évolution entre 1975-1976 et 1985-1986 que celui tracé pour l'Ontario et possède en 1985-1986 une distribution similaire à cette province des catégories de régions de diplômation. Les grandes lignes tirées de la comparaison Québec-Ontario sont donc directement transposables si l'on compare le Québec à l'ensemble du Canada.

3. CARACTERISTIQUES DU CORPS PROFESSORAL DES DEPARTEMENTS DE SCIENCES SOCIALES AU QUEBEC EN 1985-1986

Cette seconde partie de l'analyse des données se base essentiellement sur les statistiques compilées par la CREPUQ concernant les professeurs réguliers à temps plein de l'année 1985-1986 des départements de sciences sociales des universités québécoises. Cette partie traite respectivement du nombre de professeurs, de leur âge, du nombre d'années d'ancienneté au sein du département, du plus haut diplôme obtenu ainsi que de la région d'obtention de ce diplôme. Ces diverses caractéristiques seront comparées successivement par discipline du secteur, par établissement universitaire et par département. La dernière section de l'analyse est consacrée à l'étude des relations existant entre certaines caractéristiques professorales.

3.1 Effectifs professoraux

Selon la banque de données de la CREPUQ, il y avait au Québec, au cours de l'année 1985-1986, un total de 1064 professeurs réguliers à temps plein rattachés aux différents départements de sciences sociales. Ce chiffre est de 12% inférieur au nombre total de professeurs (1 212) apparaissant dans la banque de données de Statistique Canada analysée précédemment. Cet écart s'explique par le fait que ces deux banques réfèrent à des unités d'analyse différentes. Pour Statistique Canada, le critère retenu correspond à la discipline enseignée indistinctement du rattachement administratif des professeurs alors que pour la CREPUQ, le critère utilisé repose plutôt sur l'appartenance à un département. En somme, la population étudiée par la CREPUQ constitue un sous-ensemble de celle de Statistique Canada.

La distribution des effectifs professoraux rattachés spécifiquement à des départements de sciences sociales est très inégale selon les disciplines (voir tableau 11). Sur les 13 disciplines considérées, les départements de psychologie, avec 261 professeurs, accaparent à eux seuls le quart (24,6%) de l'ensemble des effectifs professoraux du secteur. En contrepartie, plus de la moitié des disciplines de l'étude recueillent, respectivement, moins de 5% du total des professeurs. Il s'agit, dans ce cas, des disciplines de démographie (0,8%), de récréologie (1,1%), de criminologie (1,7%), de sciences sociales appliquées (3,3%), de relations industrielles (4,2%), et d'anthropologie (4,5%). Notons que les quatre premières disciplines citées correspondent à des départements uniques au Québec.

Outre la psychologie, les disciplines les plus importantes, en termes d'effectifs professoraux, sont par ordre décroissant: sciences économiques (155 professeurs ou 14,6% de l'ensemble), sociologie (128 professeurs ou 12,0%), géographie (123 professeurs ou 11,6%), science politique (125 professeurs ou 11,8%), service social (89 professeurs ou 8,3%).

La distribution des effectifs professoraux en sciences sociales est également très inégale entre les différents établissements universitaires du Québec (voir tableau 12). Alors qu'une moitié des universités considérées possède 86,5% de l'ensemble des effectifs professoraux du secteur, l'autre moitié n'en recueille que 13,5%. Cinq établissements prennent respectivement moins de 2% du total des professeurs, soit l'UQAT (15 professeurs ou 1,4% de l'ensemble), l'UQAR (17 professeurs ou 1,6%), l'UQAC (18 professeurs ou 1,7%), l'UQAH (18 professeurs ou 1,7%) et Bishop's (20 professeurs ou 1,8%)

TABLEAU 11

DISTRIBUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX
SELON LA DISCIPLINE
QUEBEC, 1985-1986

	N	%
Anthropologie	48	4,5
Criminologie	18	1,7
Démographie	8	0,8
Géographie	123	11,6
Psychologie	261	24,6
Récréologie	12	1,1
Relations industrielles	45	4,2
Sciences économiques	155	14,6
Science politique	125	11,8
Service social	89	8,3
Sexologie	16	1,5
Sociologie	128	12,0
Sc. sociales appliquées	36	3,3
Ensemble du secteur	1 064	100%

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 12

DISTRIBUTION DES EFFECTIFS PROFESSORAUX
SELON LES UNIVERSITES
QUEBEC, 1985-1986

	N	%
Laval	197	18,5
Montréal	223	20,9
Sherbrooke	52	4,9
UQAM	163	15,3
UQAC	18	1,7
UQAH	18	1,7
UQAR	17	1,6
UQAT	15	1,4
UQTR	61	5,7
Bishop's	20	1,8
Concordia	153	14,4
McGill	127	11,9
Ensemble du secteur	1 064	100%

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

Les universités qui comptent le plus de professeurs dans les départements reliés aux disciplines de l'étude sont par ordre décroissant: Montréal (223 professeurs ou 20,9% de l'ensemble), Laval (197 professeurs ou 18,5%), UQAM (163 professeurs ou 15,3%), Concordia (153 professeurs ou 14,4%), McGill (127 professeurs ou 11,9%), UQTR (61 professeurs ou 5,7%) et Sherbrooke (52 professeurs ou 4,9%).

En 1985-1986, le secteur des sciences sociales au Québec se compose de 53 départements universitaires comptant 5 professeurs et plus. Notons que les dix plus gros départements en termes de nombre de professeurs rassemblent un peu plus du tiers de l'ensemble des effectifs professoraux du secteur (voir tableaux de l'appendice B). Par ordre d'importance décroissant, ces départements sont les suivants:

- psychologie, Université de Montréal (58 professeurs)
- psychologie, Université Concordia (46 professeurs)
- économie, Université Concordia (34 professeurs)
- psychologie, UQAM (37 professeurs)
- psychologie, UQTR (32 professeurs)
- psychologie, Université Laval (32 professeurs)
- science politique, UQAM (31 professeurs)
- sociologie, UQAM (30 professeurs)
- psychologie, Université McGill (31 professeurs)
- sociologie et anthropologie, Université Concordia (29 professeurs)

3.2 Age[1]

En 1985-1986, près de la moitié (46,8%) des professeurs des départements de sciences sociales des universités québécoises étaient âgés entre 35 et 44 ans. La distribution dans les autres catégories d'âge se présente comme suit: 28% entre 45 et 54 ans, 13% avaient 55 ans et plus, et 12% avaient moins de 35 ans.

(1) Les données sur l'âge, l'ancienneté et les qualifications du corps professoral concernent une sous-population représentant 92% de l'effectif total. Les professeurs réguliers en congé en 1985-86 n'y sont pas inclus.

Les disciplines de l'étude se différencient à divers degrés par rapport à cette structure d'âge globale (voir tableau 14). Ainsi, les départements de sciences économiques et de relations industrielles se distinguent des autres unités par une proportion plus élevée de professeurs âgés de moins de 35 ans, avec 20,5% respectivement de leur corps professoral dans cette catégorie.

Quant à la proportion de professeurs dans la catégorie des 55 ans et plus, elle est plus élevée que la moyenne du secteur dans les départements d'anthropologie (20,0%), de sociologie (19,0%), de criminologie (18,8%) et de psychologie (16,5%). Notons que les départements de récréologie et de sexologie ne possèdent aucun professeur âgé de plus de 54 ans en 1985-1986.

La structure d'âge des professeurs diffère assez considérablement selon les universités (voir tableau 15). Règle générale, c'est dans les départements de sciences sociales des plus jeunes universités qu'on retrouve la plus grande proportion de professeurs âgés de moins de 35 ans: 35,3% à l'UQAR, 33,3% à l'UQAT et 27,8% à l'UQAH. En outre, dans quatre constituantes de l'Université du Québec, soit l'UQAC, l'UQAH, l'UQAR et l'UQAT, aucun professeur des disciplines de l'étude n'a plus de 54 ans. Par ailleurs, les universités McGill, Montréal, Concordia et Bishop's possèdent, par rapport aux autres établissements, une plus grande proportion de professeurs du secteur âgés de 55 ans et plus.

La moyenne d'âge en 1985-1986 du corps professoral des différentes unités administratives des sciences sociales (voir tableau B1, appendice B) varie entre un minimum de 33,7 ans (unité de psychologie du département de sciences sociales et de la santé de l'UQAT) et un maximum de 49,7 ans (département de service social de McGill). Dans les disciplines d'anthropologie, de relations industri-

TABLEAU 14

STRUCTURE D'AGE DU CORPS PROFESSORAL
SELON LA DISCIPLINE
QUEBEC, 1985-1986

	34 ans et moins	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total
Anthropologie	2,0	52,0	26,0	20,0	100%
Criminologie	-	50,0	31,3	18,8	100%
Démographie	-	44,4	44,4	11,1	100%
Géographie	14,0	49,1	27,2	9,6	100%
Psychologie	13,6	46,1	23,9	16,5	100%
Récréologie	8,3	66,7	25,0	-	100%
Rel. industrielles	20,5	43,2	25,0	11,4	100%
Sc. économiques	20,5	40,4	25,8	13,2	100%
Sc. politique	8,0	54,0	31,9	6,2	100%
Service social	4,8	52,4	31,0	11,9	100%
Sexologie	6,3	37,5	56,3	-	100%
Sociologie	10,5	41,0	29,5	19,0	100%
Sc. sociales appl.	5,6	44,4	38,9	11,1	100%
Ensemble du secteur %	12,0	46,8	28,0	13,2	100%
(N)	(117)	(456)	(273)	(129)	(975)

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987. Les données concernent une sous-population représentant 92% de l'effectif total. Les professeurs réguliers en congé en 1985-86 n'y sont pas inclus.

TABLEAU 15

STRUCTURE D'AGE DU CORPS PROFESSORAL
SELON LES UNIVERSITES
QUEBEC, 1985-1986

	34 ans et moins	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total
Laval	5,7	50,6	30,7	13,1	100%
Montréal	7,9	42,6	32,2	17,3	100%
Sherbrooke	4,3	63,0	23,9	8,7	100%
UQAM	14,9	54,1	24,3	6,8	100%
UQAC	11,1	55,6	33,3	-	100%
UQAH	27,8	50,0	22,2	-	100%
UQAR	35,3	58,8	5,9	-	100%
UQAT	33,3	40,0	26,7	-	100%
UQTR	13,1	52,5	23,0	11,5	100%
Bishop's	10,5	47,4	26,3	15,8	100%
Concordia	21,4	32,9	29,3	16,4	100%
McGill	7,8	43,5	27,8	20,9	100%
Ensemble du secteur %	12,0	46,8	28,0	13,2	100%
(N)	(117)	(456)	(273)	(129)	(975)

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987. Les données concernent une sous-population représentant 92% de l'effectif total. Les professeurs réguliers en congé en 1985-86 n'y sont pas inclus.

elles, de science politique et de sociologie, il y a peu de variations de l'âge moyen des professeurs entre les départements. Ces variations sont, par contre, plus prononcées entre les départements de géographie (39,3 ans à l'UQAR contre 48,8 ans à Laval), de psychologie (33,7 ans à l'UQAT contre 48,0 ans à Montréal), de sciences économiques (34,7 ans à l'UQAR contre 48,8 à Bishop's) et de service social (40,2 ans à l'UQAH contre 49,7 ans à McGill).

3.3 Ancienneté au département

Près de la moitié (49%) de l'ensemble des professeurs de sciences sociales avaient, en 1985-1986, acquis entre 10 et 20 années d'ancienneté au sein de leur département. Un peu plus du quart des professeurs (26,2%) avaient cumulé entre 5 et 9 années, 15,5% moins de 5 années, et 9,3% plus de 20 années.

Comme pour l'âge, on relève d'assez grandes différences entre les disciplines de l'étude quant à la distribution des professeurs dans les catégories susmentionnées d'années d'ancienneté (voir tableau 16). Les départements de relations industrielles, de sexologie, de sciences économiques et de science politique se distinguent des autres par une proportion relativement élevée de professeurs ayant moins de 5 années d'ancienneté au sein de leur département. Les départements de géographie possèdent en moyenne, quant à eux, la plus grande proportion de professeurs, soit 15,8%, ayant plus de 20 années d'ancienneté. Enfin, les départements de démographie, de récréologie, de criminologie, d'anthropologie et de sexologie se différencient des autres unités par une plus forte concentation de leurs effectifs dans la catégorie modale, avec des proportions variant entre 62% (anthropologie) et 78% (démographie) de

TABLEAU 16

DISTRIBUTION DES ANNEES D'ANCIENNETE AU DEPARTEMENT SELON LA DISCIPLINE
QUEBEC, 1985-1986

	Moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	21 ans et plus	Total
Anthropologie	10,0	18,0	62,0	10,0	100%
Criminologie	-	31,3	62,5	6,3	100%
Démographie	-	22,2	77,8	-	100%
Géographie	13,2	28,1	43,0	15,8	100%
Psychologie	13,2	24,7	53,5	8,6	100%
Récréologie	-	25,0	75,0	-	100%
Rel. industrielles	29,5	31,8	31,8	6,8	100%
Sc. économiques	21,9	21,9	43,0	13,2	100%
Sc. politique	20,4	20,4	47,8	11,5	100%
Service social	9,5	41,7	45,2	3,6	100%
Sexologie	25,0	12,5	62,5	-	100%
Sociologie	13,3	28,6	52,4	5,7	100%
Sc. sociales appl.	22,2	38,9	33,3	5,6	100%
Ensemble du secteur %	15,5	26,2	49,0	9,3	100%
(N)	(151)	(255)	(478)	(91)	(975)

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987. Les données concernent une sous-population représentant 92% de l'effectif total. Les professeurs réguliers en congé en 1985-86 n'y sont pas inclus.

leurs professeurs possédant entre 10 et 20 années d'ancienneté.

Comme on peut s'y attendre, les données révèlent que c'est dans les plus jeunes universités que le corps professoral en sciences sociales comprend la plus grande proportion d'effectifs ayant moins de 5 années d'ancienneté au sein du département (voir tableau 17). Cette proportion s'élève, par exemple, à 44,4% à l'UQAH, à 33,3% à l'UQAC et à 30,0% à Concordia. Quant à la proportion de professeurs possédant le plus grand nombre d'années d'ancienneté, elle apparaît la plus élevée dans les établissements suivants: McGill (20,0%), Bishop's (15,8%) et Laval (15,3%).

La distribution par département présente aussi d'importantes différences entre les diverses unités administratives d'une même discipline (voir tableau B2, appendice B).

En ce qui concerne l'anthropologie, le département de l'Université de Montréal est le seul à posséder des professeurs ayant moins de 5 années d'ancienneté. Le département de l'Université McGill se distingue, quant à lui, par une proportion nettement plus élevée de professeurs ayant plus de 20 années d'ancienneté (25% contre 5% et 6% respectivement à Laval et Montréal).

En géographie, la proportion de professeurs ayant moins de 5 années d'ancienneté est plus importante à Concordia (27,3%), McGill (20,0%) et Montréal (18,8%) qu'à Laval (4,5%), Sherbrooke (8,3%) et UQAM (14,3%). Par ailleurs, les départements de Concordia et de McGill se distinguent des autres par une proportion plus élevée de leurs effectifs, environ 25%, possédant plus de 20 années d'ancienneté.

TABLEAU 17

DISTRIBUTION DES ANNEES D'ANCIENNETE AU DEPARTEMENT SELON LES UNIVERSITES QUEBEC, 1985-1986

	Moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	21 ans et plus	Total
Laval	8,0	27,3	49,4	15,3	100%
Montréal	8,4	22,3	60,9	8,4	100%
Sherbrooke	6,5	26,1	56,5	10,9	100%
UQAM	21,6	34,5	43,9	-	100%
UQAC	33,3	38,9	27,8	-	100%
UQAH	44,4	50,0	5,6	-	100%
UQAR	17,6	47,1	35,3	-	100%
UQAT	20,0	66,7	13,3	-	100%
UQTR	6,6	26,2	67,2	-	100%
Bishop's	15,8	21,1	47,4	15,8	100%
Concordia	30,0	15,0	43,6	11,4	100%
McGill	13,9	20,9	45,2	20,0	100%
Ensemble du secteur %	15,5	26,2	49,0	9,3	100%
(N)	(151)	(255)	(478)	(91)	(975)

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987. Les données concernent une sous-population représentant 92% de l'effectif total. Les professeurs réguliers en congé en 1985-86 n'y sont pas inclus.

En psychologie, les départements de l'Université de Montréal et de Bishop's sont les seuls à ne pas posséder de professeurs ayant moins de 5 années d'ancienneté. Le département de Concordia possède le plus haut pourcentage de profeseurs (27,9%) dans cette première catégorie, suivie de l'UQAM (21,9%) et de McGill (19,2%). Notons enfin que la proportion de professeurs ayant plus de 20 années d'ancienneté est plus importante à Laval (22,6%), à Bishop's (20,0%) et à McGill (15,4%) qu'elle ne l'est à Concordia (7,0%) et à Montréal (11,1%).

En sciences économiques, les départements de l'UQAR, de Concordia, et de l'UQAM se différencient des autres unités par une proportion beaucoup plus élevée d'effectifs ayant moins de 5 années d'ancienneté: 50,0% pour l'UQAR, 41,2% pour Concordia et 33,3% pour l'UQAM. La proportion la plus grande de professeurs ayant plus de 20 années d'ancienneté se retrouve à l'Université de Sherbrooke (33,3%).

En science politique, la distribution des catégories d'années d'ancienneté apparaît plus similaire entre les départements comparativement aux disciplines précédentes. Seul le département de l'Université Concordia ne suit pas le même profil, possédant une proportion nettement plus grande de professeurs ayant moins de 5 années d'ancienneté (47,4%).

En service social, les départements de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke sont les seuls à ne pas posséder de professeurs ayant moins de 5 années d'ancienneté. Par ailleurs, le département de l'Université McGill est le seul à avoir des professeurs ayant plus de 20 années d'ancienneté (20,0%).

En sociologie, le département de l'Université Laval se distingue des autres par l'absence de professeurs ayant moins de 5

années d'ancienneté. Les départements de McGill et de l'UQAM ont les proportions les plus élevées d'effectifs dans cette première catégorie d'ancienneté. De plus, le département de McGill se différencie des autres unités par l'absence de professeurs ayant plus de 20 années d'ancienneté.

Enfin, en relations industrielles, on ne relève pas de différences notables entre les départements de l'Université Laval et de l'Université de Montréal quant à la distribution dans les deux premières catégories d'années d'ancienneté. La seule différence entre ces départements vient du fait que le département de Laval possède, contrairement à celui de Montréal, des effectifs ayant plus de 20 années d'ancienneté (13,0%).

Une partie des différences de distribution des années d'ancienneté décrites dans cette section s'explique d'une part, par l'ancienneté même des établissements universitaires comparés - par exemple, à cause de leur création relativement récente, les départements de sciences sociales des diverses constituantes de l'Université du Québec n'ont pas encore de professeurs ayant cumulé plus de 20 années d'ancienneté-, et d'autre part, par l'importance selon les divers départements, de l'embauche de nouveaux professeurs au cours des cinq dernières années.

Au total, 151 nouveaux professeurs ont été embauchés entre 1980 et 1985 par les différents départements de sciences sociales des universités québécoises, ce qui représente 15% de l'ensemble du corps professoral de l'année 1985-1986. La grande majorité des départements considérés, soit 42 départements sur 53 (79%), ont embauché au moins un nouveau professeur au cours des cinq dernières années. Notons que durant cette période, aucun nouveau professeur n'a été embauché dans les disciplines de criminologie, de démographie et de récréologie.

Les dix unités administratives de sciences sociales dont le corps professoral de l'année 1985-1986 comprend les plus importantes proportions de nouvelles nominations durant les cinq dernières années sont les suivantes:

- économie, UQAR (50,0%)
- science politique, Université Concordia (47,4%)
- économie, Université Concordia (41,2%)
- économie, UQAM (33,3%)
- géographie, UQAC (33,3%)
- service social, UQAH (33,3%)
- psychologie, Université Concordia (27,9%)
- sexologie, UQAM (25,0%)
- sociologie, Université McGill (22,2%)
- psychologie, UQAM (21,9%)

3.4 Diplôme le plus élevé

Plus des trois quarts (76,2%) des professeurs des départements de sciences sociales des universités québécoises détiennent, en 1985-1986, un diplôme de niveau doctorat (voir tableau 18). Pour le cinquième des effectifs (20,5%), le plus haut diplôme obtenu est la maîtrise alors que c'est le baccalauréat chez une faible portion des professeurs (3,3%).

Selon les disciplines de l'étude, la proportion de professeurs détenteurs de doctorat varie entre un minimum de 44,4% (sciences sociales appliquées) et un maximum de 88,0% (anthropologie). Outre les sciences sociales appliquées, pour toutes les disciplines considérées, le doctorat constitue la catégorie de diplôme regroupant la

TABLEAU 18

DISTRIBUTION DU DIPLOME LE PLUS ELEVE OBTENU
SELON LA DISCIPLINE
QUEBEC, 1985-1986

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
Anthropologie	8,0	4,0	88,0	100%
Criminologie	-	18,8	81,3	100%
Démographie	-	33,3	66,7	100%
Géographie	2,6	19,3	78,1	100%
Psychologie	1,6	14,4	84,0	100%
Récréologie	-	41,7	58,3	100%
Rel. industrielles	9,1	15,9	75,0	100%
Sc. économiques	2,0	25,3	72,7	100%
Sc. politique	0,9	17,7	81,4	100%
Service social	9,8	42,7	47,6	100%
Sexologie	-	18,8	81,3	100%
Sociologie	3,8	16,2	80,0	100%
Sc. sociales appl.	5,6	50,0	44,4	100%
Ensemble du secteur %	3,3	20,5	76,2	100%
(N)	(32)	(199)	(741)	(972)

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

plus grande proportion des professeurs. Les disciplines qui comptent une proportion de titulaires de doctorat inférieure à la moyenne générale du secteur sont celles de sciences sociales appliquées (44,4%), de service social (47,6%), de récréologie (58,3%), de démographie (66,7%), de sciences économiques (72,7%) et de relations industrielles (75,0%).

Les départements où les professeurs ont le plus souvent la maîtrise pour diplôme le plus élevé sont ceux de sciences sociales appliquées (50,0%), de service social (42,7%), de récréologie (41,7%) et de démographie (33,3%). Quant aux départements de service social, de relations industrielles et d'anthropologie, ils comptent une plus grande proportion de professeurs titulaires de baccalauréat comparativement aux autres départements.

Selon les universités, la proportion de professeurs des départements de sciences sociales titulaires de doctorat varie entre un minimum de 13,3% à l'UQAT et un maximum de 90,1% à l'Université de Montréal (voir tableau 19). Outre cette dernière université, les établissements qui comptent les proportions les plus élevées de professeurs en sciences sociales détenteurs du doctorat sont par ordre: McGill (85,1%), Concordia (79,3%), Laval (76,7%) et l'UQAM (76,0%).

La proportion de professeurs du secteur ayant la maîtrise pour diplôme le plus élevé est très importante à l'UQAT (86,7%). Elle demeure supérieure à la moyenne dans le cas de l'UQAM (55,6%), Sherbrooke (45,7%), l'UQAR (41,2%), Bishop's (36,8%), l'UQTR (36,1%) et l'UQAC (33,3%). L'Université Laval se démarque des autres établissements par une proportion plus élevée (10,8%) de professeurs en sciences sociales ne possédant que le baccalauréat. Enfin, si on fait exception de l'UQAM, les constituantes de l'Université du Québec

TABLEAU 19

DISTRIBUTION DU DIPLOME LE PLUS ELEVE OBTENU SELON LES UNIVERSITES QUEBEC, 1985-1986

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
Laval	10,8	12,5	76,7	100%
Montréal	1,0	8,9	90,1	100%
Sherbrooke	6,5	45,7	47,8	100%
UQAM	1,4	22,6	76,0	100%
UQAC	-	33,3	66,7	100%
UQAH	-	55,6	44,4	100%
UQAR	-	41,2	58,8	100%
UQAT	-	86,7	13,3	100%
UQTR	-	36,1	63,9	100%
Bishop's	-	36,8	63,2	100%
Concordia	2,1	18,6	79,3	100%
McGill	2,6	12,3	85,1	100%
Ensemble du secteur %	3,3	20,5	76,2	100%
(N)	(32)	(199)	(741)	(972)

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

n'ont pas de professeurs dont le plus haut diplôme est le baccalauréat.

Pour chaque discipline, examinons maintenant par département la distribution des catégories de diplôme le plus élevé détenu chez le corps professoral (voir tableau B3, appendice B).

En anthropologie, les qualifications des professeurs, en termes de plus haut diplôme obtenu, apparaissent similaires entre les départements de l'Université de Montréal et de l'Université McGill. Par contre, le département de l'Université Laval se distingue de ces derniers par une proportion plus faible de professeurs titulaires d'un doctorat et par le fait qu'il est le seul à posséder des professeurs n'ayant que le baccalauréat pour plus haut diplôme.

En géographie, les départements des universités de Montréal et McGill se démarquent des autres par un très fort pourcentage de professeurs détenteurs du doctorat (94% et 93% respectivement). Le département de l'UQAR est celui qui possède de loin la plus petite proportion de professeurs titulaires du doctorat (42,9%).

En psychologie, il est à noter que tous les professeurs de l'Université Bishop's possèdent le doctorat. Les pourcentages de titulaires de doctorat sont également très élevés à Concordia (95,3%), Montréal (94,4%), McGill (92,3%), UQAM (90,6%) et Laval (87,1%). Par contre, l'UQAT se distingue des autres départements par une faible portion de professeurs dans cette catégorie (16,7%) alors que l'Univeristé de Sherbrooke et l'UQTR s'écartent aussi considérablement de la moyenne du secteur, possédant respectivement 40% et 63% de professeurs titulaires du doctorat.

En relations industrielles, les départements de l'Université de Montréal et de l'Université Laval diffèrent principalement par la plus grande proportion des professeurs de Laval possédant un doctorat (91,3% contre 60,0%).

En sciences économiques, les départements de Montréal et de McGill détiennent de loin le plus fort pourcentage de professeurs titulaires d'un doctorat (96% à Montréal et 95% à McGill). Le département de Bishop's a la plus faible proportion de professeurs détenteurs du doctorat (20%) tandis que les proportions dans les autres établissements oscillent entre 50% (UQAR) et 75% (UQTR).

En science politique, les différences sont moins prononcées entre les départements en ce qui regarde la proportion de professeurs titulaires d'un doctorat, celle-ci variant entre 65% (Laval) et 94% (McGill).

En service social, les différences à ce chapitre apparaissent beaucoup plus grandes, la proportion de professeurs titulaires du doctorat fluctuant entre 11% (UQAM) et 100% (Université de Montréal). Notons qu'une bonne partie des professeurs des départements de l'Université Laval (25%) et de l'Université de Sherbrooke (20%) ne détiennent que le baccalauréat.

Enfin, en sociologie, le département de l'Université de Montréal se différencie des autres par le fait que l'ensemble de ses professeurs possèdent un doctorat. Dans les quatre autres départements, on retrouve une proportion similaire de professeurs titulaires de doctorat: UQAM (73%), Laval (75%), Concordia (75%) et McGill (78%).

3.5 Région d'obtention du diplôme le plus élevé

En ce qui concerne la région d'obtention du plus haut diplôme obtenu, si l'on fait exception de la catégorie résiduelle "autres pays", les professeurs des disciplines de l'étude se répartissent assez également dans les catégories régionales considérées: 27% sont diplômés d'une université québécoise, 26% d'une université européenne, 23% d'une université canadienne et 22% d'une université américaine. Très peu de professeurs (1,9%) ont obtenu leur plus haut diplôme d'autres régions du monde. Les chiffres précédents révèlent, en fait, qu'un professeur sur deux de l'année 1985-1986 des départements de sciences sociales du Québec a acquis son plus haut diplôme au Canada, et qu'une égale proportion l'a obtenu à l'étranger, dans une université européenne ou américaine.

Il existe d'importantes différences entre les disciplines de l'étude quant à leur profil de distribution dans ces catégories régionales (voir tableau 20). Par rapport à la diplômation au Canada (incluant le Québec), les proportions varient entre un minimum de 22,2% en démographie et un maximum de 77,7% en sciences sociales appliquées. Les disciplines où l'on retrouve une majorité de professeurs diplômés au Canada sont par ordre décroissant: récréologie (75%), criminologie (69%), sexologie (63%), psychologie (61%), service social (58%) et relations industrielles (57%). A l'inverse, celles dont les professeurs ont majoritairement poursuivi leurs plus hautes études à l'étranger sont par ordre décroissant: démographie (78%), anthropologie (68%), sociologie (67%), science politique (59%), sciences économiques (55%) et géographie (52%).

En ce qui regarde plus spécifiquement la diplômation au Québec même, les proportions fluctuent entre 18,1% en sociologie et

TABLEAU 20

DISTRIBUTION DES REGIONS D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLOME SELON LA DISCIPLINE QUEBEC, 1985-1986

	Québec*	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total
Anthropologie	22,0	10,0	40,0	26,0	2,0	100%
Criminologie	-	68,8**	12,5	18,8	-	100%
Démographie	-	22,2**	22,2	55,6	-	100%
Géographie	23,7	24,6	9,6	38,6	3,5	100%
Psychologie	30,2	30,6	19,8	18,6	0,8	100%
Récréologie	75,0	-	16,7	8,3	-	100%
Rel. industrielles	25,0	31,8	13,6	25,0	4,5	100%
Sc. économiques	23,0	22,3	29,1	22,3	3,4	100%
Sc. politique	23,2	17,9	19,6	37,5	1,8	100%
Service social	42,0	16,0	20,4	11,1	2,5	100%
Sexologie	62,5	-	12,5	25,0	-	100%
Sociologie	18,1	15,2	26,7	40,0	-	100%
Sc. sociales appl.	44,4	33,3	16,7	5,6	-	100%
Ensemble du secteur %	27,1	23,0	21,9	26,2	1,9	100%
(N)	(262)	(222)	(212)	(253)	(18)	(967)

Notes: * Les pourcentages relatifs à cette colonne sous-estiment l'importance réelle de cette catégorie car, dans le cas de l'Université de Montréal et de l'UQAC, les données de la CREPUQ ne donnent que le pourcentage de professeurs ayant obtenu leur plus haut diplôme au Canada, sans référence à la province.

** Ce pourcentage inclut également la catégorie "Québec".

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

75,0 en récréologie. Outre cette dernière discipline, celles dont les professeurs ont obtenu dans la plus grande proportion leur plus haut diplôme d'une université québécoise sont les suivantes: sexologie (62,5%), sciences sociales appliquées (44,4%) et service social (42,0).

Les variations interdisciplinaires sont moins prononcées en ce qui concerne la proportion de professeurs diplômés aux Etats-Unis: celles-ci fluctuant entre 9,6% en géographie et 40,0% en anthropologie. Pour ce qui est de l'Europe, elles apparaissent un peu plus importantes, variant entre 5,6% en sciences sociales appliquées et 55,6% en démographie. A part cette dernière discipline, les professeurs qui tendent le plus à effectuer leurs plus hautes études en Europe proviennent des disciplines de sociologie (40,0%), géographie (38,6%) et science politique (37,5%). Quant au pourcentage de professeurs diplômés des autres pays, il demeure faible dans toutes les disciplines comparées.

Il est intéressant de souligner ici que la distribution globale des diverses catégories de région de diplômation est, somme toute, assez semblable entre les départements de sciences économiques et de relations industrielles d'une part, et entre les départements de sociologie et de science politique d'autre part,.

Selon les universités, le profil de distribution des professeurs en sciences sociales dans les catégories de région de diplômation diffère assez considérablement (voir tableau 21). Au chapitre de la diplômation au Canada (incluant le Québec), les proportions fluctuent entre 25% à McGill et 93% à l'UQAT. Dans la plupart des établissents considérés, soit 9 sur 12, la majorité du corps professoral des départements de sciences sociales ont poursuivi leurs plus hautes études au Canada. C'est seulement dans les trois

TABLEAU 21

DISTRIBUTION DES REGIONS D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLOME SELON LES UNIVERSITES QUEBEC, 1985-1986

	Québec	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total
Laval	37,1	7,4	18,9	34,9	1,7	100%
Montréal	-	44,6*	22,3	33,2	-	100%
Sherbrooke	60,9	15,2	2,2	17,4	4,3	100%
UQAM	43,8	9,6	10,3	36,3	-	100%
UQAC	-	88,9*	-	11,1	-	100%
UQAH	38,9	33,3	5,6	22,2	-	100%
UQAR	58,8	-	5,9	35,3	-	100%
UQAT	86,7	6,7	-	-	6,7	100%
UQTR	42,6	13,1	13,1	29,5	1,6	100%
Bishop's	21,1	47,4	10,5	15,8	5,3	100%
Concordia	17,6	36,8	32,4	9,6	3,7	100%
McGill	18,4	7,0	54,4	15,8	4,4	100%
Ensemble du secteur %	27,1	23,0	21,9	26,2	1,9	100%
(N)	(262)	(222)	(212)	(253)	(18)	(967)

Note: * Ce pourcentage inclut également la catégorie "Québec".

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

plus anciennes universités où plus de la moitié des professeurs du secteur ont été diplômés à l'extérieur du Canada: il s'agit de McGill (75%), Laval (58%) et Montréal (55%).

Quant à la diplômation au Québec, les pourcentages varient entre 17,6% à Concordia et 86,7% à l'UQAT. Mentionnons que les chiffres pour cette catégorie n'étaient pas disponibles dans le cas de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Chicoutimi. Cela dit, il existe ici une nette séparation entre les universités anglophones et francophones quant à la tendance à avoir poursuivi les plus hautes études au Québec: les professeurs des établissements anglophones étant beaucoup moins souvent diplômés de leur propre province comparativement à leurs homologues des établissements francophones. Notons que pour toutes les universités francophones considérées, le Québec constitue la catégorie modale de la distribution des régions de diplômation.

En ce qui a trait à l'obtention du plus haut diplôme dans les autres provinces canadiennes, ce sont les universités Bishop's et Concordia qui obtiennent de loin les pourcentages les plus élevés, avec respectivement 47,4% et 36,8% de leur corps professoral en sciences sociales ayant obtenu leur plus haut diplôme dans ces régions. L'Université McGill se distingue ici de ces deux derniers établissements par la faible proportion de ses professeurs (7,0%) diplômés dans les autres provinces du Canada.

La proportion des professeurs du secteur ayant obtenu leur plus haut diplôme aux Etats-Unis est la plus élevée dans les universités anglophones McGill (54,4%) et Concordia (32,4%). L'Université Bishop's se différencie de ces derniers établissements par un faible taux de diplômation dans ce pays (10,5%). Chez les universités francophones, la proportion de professeurs diplômés aux Etats-Unis

varie entre 0% à l'UQAC et à l'UQAT et 2?,3% à l'Université de Montréal.

La tendance à poursuivre les plus hautes études en Europe apparaît plus forte chez le corps professoral des sciences sociales des universités francophones que chez celui des universités anglophones. Dans cinq universités francophones, on retrouve respectivement au moins 3 professeurs sur 10 en sciences sociales ayant obtenu son plus haut diplôme d'une université européenne, soit: UQAM (36,3%), UQAR (35,3%), Laval (34,9%), Montréal (33,2%) et UQTR (29,5%). Cette proportion est moitié moins forte à Bishop's et McGill avec 15,8%, et encore plus faible à Concordia (9,6%). Enfin, la proportion de professeurs du secteur diplômés des autres régions du monde est, ou nulle (5 universités) ou minime.

Si on regroupe les deux catégories "Québec" et "ailleurs au Canada", on constate que parmi tous les établissements universitaires comparés, seuls les professeurs des départements de sciences sociales de l'Université Laval et de l'Université de Montréal possèdent un même profil de distribution des régions de diplômation.

Voyons maintenant, par département de sciences sociales, la distribution des catégories régionales d'obtention du diplôme le plus élevé (voir tableau B4, appendice B).

En anthropologie, la distribution des régions de diplômation diffère beaucoup entre les trois départements comparés. L'Université Laval possède la plus grande proportion de professeurs diplômés au Canada (42,1%) et la plus faible ayant poursuivi des études aux Etats-Unis (31,6%). L'Université de Montréal possède, quant à elle, la proportion la plus élevée de professeurs diplômés d'une université européenne (35,3%). L'Université McGill se distingue plutôt par une

concentration assez forte de professeurs (58,3%) ayant effectué leurs plus hautes études aux Etats-Unis, entraînant un faible taux de diplômation au Canada (16,7%) et en Europe (16,7%).

En géographie, la proportion de professeurs ayant obtenu leur plus haut diplôme d'une université canadienne fluctue entre 27% à l'Université McGill et 83% à l'UQAC. La proportion de professeurs diplômés à l'extérieur du Canada est la plus élevée dans les départements de McGill (73%), Laval (64%), UQAM (64%) et UQTR (62%) tandis qu'elle est particulièrement faible à l'UQAC (17%), à l'UQAR (29%) et à l'Université de Montréal (31%). Les départements de Laval et de McGill possèdent proportionnellement plus de professeurs ayant poursuivi leurs plus hautes études aux Etats-Unis alors que les départements de l'UQAM et de l'UQTR se distiguent par une assez forte concentration de professeurs diplômés en Europe: 64,3% à l'UQAM et 50,0% à l'UQTR.

En psychologie, la proportion de professeurs diplômés au Canada varie entre un minimum de 31% à l'Université McGill et un maximum de 100% à l'UQAT et à l'Université de Sherbrooke. Notons que dans cette dernière université, tous les professeurs ont obtenu leur plus haut diplôme d'une université québécoise. Les universités McGill, Concordia et Laval ont un pourcentage de professeurs diplômés au Québec beaucoup moins élevé comparativement aux autres établissements. Par ailleurs, l'Université McGill possède de loin la plus forte proportion de professeurs diplômés aux Etats-Unis (53,8%). L'Université Laval, quant à elle, se différencie des autres universités par une proportion nettement plus élevée de professeurs ayant effectué leurs plus hautes études en Europe (45,2%).

Les départements de relations industrielles de l'Université Laval et de l'Université de Montréal diffèrent principalement par le

fait que les professeurs de Montréal sont proportionnellement plus nombreux à avoir poursuivi leurs plus hautes études aux Etats-Unis (20,0% contre 8,7%).

En sciences économiques, les départements des universités de Montréal, McGill et UQTR se distinguent des autres par un faible pourcentage de leurs professeurs diplômés d'une université canadienne tandis que l'Université de Sherbrooke possède la plus forte proportion de professeurs diplômés au Canada (78%), et plus particulièrement au Québec (66,7%). L'Université McGill se distingue également des autres départements par une assez forte concentration de professeurs (60,0%) ayant effectué leurs plus hautes études aux Etats-Unis. De leur côté, les départements de l'UQTR et de Montréal ont les proportions les plus élevées de professeurs diplômés en Europe, avec respectivement 50,0% et 45,5%.

En science politique, la proportion de professeurs ayant effectué leurs plus hautes études au Canada varie entre 24% à l'Université Concordia et 57% à l'Université Laval. Le département de Concordia se distingue ici nettement des autres départements par un pourcentage élevé de professeurs diplômés d'une université américaine (58,8%). Les départements de l'Université de Montréal et de l'UQAM possèdent, quant à eux, les plus forts taux de diplômation en Europe: 65,0% pour Montréal et 58,6% pour l'UQAM. Des cinq départements comparés, la distribution des régions de diplômation apparaît la plus similaire entre l'Université de Montréal et l'UQAM.

En service social, la proportion de professeurs diplômés d'une université canadienne fluctue entre 23% à l'Université de Montréal et 89% à l'UQAM. Les départements de Montréal et McGill se différencient nettement des autres départements par un pourcentage plus élevé de professeurs ayant effectué leurs plus hautes études aux

Etats-Unis: 57,1% à McGill et 53,8% à Montréal.

En sociologie, les taux de diplômation au Canada varient entre 0% à l'Université McGill et un maximum de 42% à l'Université Concordia. Avec une concentration de 88,9% de professeurs ayant obtenu leur plus haut diplôme aux Etats-Unis, le département de McGill se démarque considérablement des autres unités. Les départements francophones ont un taux de diplômation beaucoup plus élevé en Europe comparativement aux départements anglophones. A ce chapitre, c'est l'Université Laval qui possède proportionnellement le plus de professeurs diplômés en Europe (62,5%), suivie de l'UQAM (53,8%) et de l'Université de Montréal (47,6%).

3.6 Relations entre les caractéristiques professorales

Cette dernière section de l'analyse se base sur quelques tableaux bivariés croisant certaines des caractéristiques du corps professoral de l'année 1985-1986 des divers départements de sciences sociales des universités québécoises vues dans les sections précédentes. Il s'agit ici d'évaluer le degré d'association entre ces variables et de décrire sommairement les principaux liens existant entre les catégories de ces variables.

3.6.1 Relation entre l'âge et l'ancienneté au département

Tel qu'attendu, il existe une forte relation positive (coefficient Gamma=0,76) entre la tranche d'âge des professeurs et leur catégorie d'années d'ancienneté cumulées au sein de leur département (voir tableau 22). En effet, ce sont les professeurs les plus âgés

qui se retrouvent le plus souvent dans la catégorie la plus élevée d'années d'ancienneté: 38,8% des professeurs âgés de 55 ans et plus possèdent plus de 20 années d'ancienneté comparativement à 14,7% des professeurs âgés entre 45 et 54 ans. Les plus jeunes professeurs, quant à eux, se concentrent forteeent (66,7%) dans la première catégorie d'années d'ancienneté (moins de 5 ans). Une faible proportion des autres professeurs âgés de plus de 34 ans avaient en 1985-1986 moins de 5 années d'ancienneté au sein de leur département. La moitié des professeurs âgés entre 35 et 44 ans ont acquis de 10 à 20 années d'ancienneté comparativement à 64,5% et [illegible]% respectivement des professeurs âgés entre 45 et 54 ans et de [illegible] ans et plus.

TABLEAU 22

RELATION ENTRE L'AGE ET L'ANCIENNETE
DES PROFESSEURS AU DEPARTEMENT
QUEBEC, 1985-1986

Ancienneté	Age				
	34 ans et moins	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total
Moins de 5 ans	66,7	12,3	5,1	2,3	15,5
5 à 9 ans	30,8	37,3	15,8	4,7	26,2
10 à 20 ans	2,6	50,2	64,5	54,3	49,0
21 ans et plus	-	0,2	14,7	38,8	9,3
Ensemble du secteur %	100%	100%	100%	100%	100%
(N)	(117)	(456)	(273)	(129)	(975)

Coefficient Gamma= 0,76

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

3.6.2 Relation entre l'ancienneté au département et le niveau du diplôme

Il existe une association positive modérée (coefficient Gamma=0,20) entre le nombre d'années d'ancienneté des professeurs et le niveau du diplôme le plus élevé qu'ils ont obtenu. Règle générale, plus le nombre d'années d'ancienneté au département est élevé, plus il y a de chances que le professeur possède un doctorat (voir tableau 23).

TABLEAU 23

RELATION ENTRE L'ANCIENNETE DES PROFESSEURS AU DEPARTEMENT ET LE DIPLOME LE PLUS ELEVE OBTENU QUEBEC, 1985-1986

Diplôme	Ancienneté				
	Moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	21 ans et plus	Total
Baccalauréat	2,0	5,9	2,3	3,3	3,3
Maîtrise	25,5	26,8	16,3	16,5	20,5
Doctorat	72,5	67,3	81,4	80,2	76,2
Ensemble du secteur %	100%	100%	100%	100%	100%
N	(149)	(254)	(478)	(91)	(972)

Coefficient Gamma= 0,20

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

Les données révèlent que les nouveaux professeurs, c'est-à-dire ceux qui sont devenus professeurs réguliers au cours des cinq dernières années, possèdent dans une proportion un peu moins élevée un doctorat comparativement aux professeurs les plus anciens: 72,5% pour les professeurs ayant moins de 5 ans d'ancienneté comparativement à 81,4% pour ceux ayant cumulé de 10 à 20 années et à 80,2 pour ceux qui ont plus de 20 années d'ancienneté. Il est à noter que les professeurs ayant acquis entre 5 et 9 années d'ancienneté possèdent dans une moins grande proportion un doctorat que leurs homologues qui oeuvrent au département depuis moins de 5 années (67,3% contre 72,5%0).

3.6.3 Relation entre l'ancienneté au département et la région d'obtention du diplôme le plus élevé

Il y a une faible association (coefficient Lambda= 0,13) entre le nombre d'années d'ancienneté des professeurs au sein du département et la région d'obtention de leur plus haut diplôme (voir tableau 24).

Soulignons cependant que les professeurs ayant acquis le plus grand nombre d'années d'ancienneté, c'est-à-dire plus de 20 ans, ont effectué dans une plus grande proportion que les autres leurs plus hautes études en Europe (46,2%) et dans une plus faible proportion, dans les provinces canadiennes autres que le Québec (12,1%). Les nouveaux professeurs des cinq dernières années ont obtenu ce diplôme dans la plus grande proportion (40,7%) dans les autres provinces canadiennes. Ce sont les professeurs qui ont cumulé entre 5 et 9 années d'ancienneté qui obtiennent le taux le plus élevé de diplômation au Québec (43,7%). Enfin, les professeurs possédant

entre 10 et 20 années d'ancienneté sont proportionnellement plus nombreux à avoir été diplômés d'une université américaine (30,4%).

TABLEAU 24

RELATION ENTRE L'ANCIENNETE DES PROFESSEURS AU DEPARTEMENT ET LA REGION D'OBTENTION DU DIPLOME LE PLUS ELEVE QUEBEC, 1985-1986

Région	Ancienneté				
	Moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	21 ans et plus	Total
Québec	20,7	43,7	21,0	23,1	27,1
Ailleurs au Canada	40,7	23,6	19,3	12,1	23,0
Etats-Unis	16,6	11,0	30,4	16,5	21,9
Europe	18,6	19,7	28,1	46,2	26,2
Autres pays	3,4	2,0	1,3	2,2	1,9
Total	100%	100%	100%	100%	100%
(N)	(145)	(254)	(477)	(91)	(967)

Coefficient Lambda= 0,13

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

3.6.4 Relation entre le niveau de diplôme et la région d'obtention de ce diplôme

L'association s'avère également faible (coefficient Lambda= 0,12) entre le niveau du diplôme le plus élevé obtenu par les pro-

fesseurs et la région d'obtention de ce diplôme (voir tableau 25).

Les données révèlent que les professeurs titulaires d'un doctorat ont effectué dans une plus grande proportion leurs études à l'extérieur du Canad comparativement aux détenteurs d'une maîtrise ou d'un baccalauréat. Alors que la moitié des professeurs possédant un doctorat ont poursuivi leurs plus hautes études à l'extérieur du Canada, c'est le cas de seulement 21% des titulaires de maîtrise et de 28% des titulaires d'un baccalauréat. Notons, enfin, que la moitié des professeurs ayant la maîtrise comme plus haut diplôme l'ont obtenu d'une université québécoise.

TABLEAU 25

RELATION ENTRE LE DIPLOME LE PLUS ELEVE OBTENU PAR LES PROFESSEURS ET LA REGION D'OBTENTION DE CE DIPLOME QUEBEC, 1985-1986

Région	Diplôme			
	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total
Québec	59,4	49,5	19,8	27,1
Ailleurs au Canada	12,5	29,1	21,8	23,0
Etats-Unis	6,3	11,7	25,3	21,9
Europe	18,8	7,7	31,4	26,2
Autres pays	3,1	2,0	1,8	1,9
Total	100%	100%	100%	100%
(N)	(32)	(196)	(739)	(967)

Coefficient Lambda= 0,12

Source: CREPUQ. Données sur le corps professoral des départements de sciences sociales des universités québécoises de l'année 1985-1986. Compilation spéciale. Octobre 1987.

APPENDICE A

TABLEAUX CHRONOLOGIQUES TIRES DE LA BANQUE DE DONNEES DE STATISTIQUE CANADA

TABLEAU A1

EFFECTIFS PROFESSORAUX SELON LE SECTEUR
D'ENSEIGNEMENT ET LA REGION PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	N	Δ %	N	Δ %	N	Δ %
Disciplines de l'étude							
Québec	751	1 064	41,7	1 184	11,3	1 212	2,4
Ontario	1 641	2 262	37,8	2 335	3,2	2 405	3,0
Canada	3 821	5 159	35,0	5 495	6,5	5 678	3,3
Administration et autres sciences sociales							
Québec	412	678	64,6	855	26,1	1 075	25,7
Ontario	441	897	103,4	1 073	19,6	1 283	19,6
Canada	1 348	2 314	71,7	2 887	24,8	3 454	19,6
Humanités et beaux-arts							
Québec	1 330	1 159	-12,9	1 266	9,2	1 290	1,9
Ontario	2 637	3 101	17,6	3 090	-0,4	3 107	0,6
Canada	6 476	6 900	6,5	7 086	2,7	7 143	0,8
Sciences naturelles, génie et santé							
Québec	2 614	3 088	18,1	3 446	11,6	3 615	4,9
Ontario	3 673	4 897	33,2	5 373	9,7	5 854	9,0
Canada	10 247	12 946	26,3	14 287	10,4	15 562	8,9
Sciences de l'éducation							
Québec	469	728	55,2	757	4,0	704	-7,0
Ontario	655	1 055	61,1	878	-16,8	859	-2,2
Canada	2 283	3 265	43,0	3 115	-4,6	3 044	-2,3
Secteur non déclaré							
Québec	32	15	-53,1	20	86,7	41	46,4
Ontario	309	78	-74,8	116	48,7	78	-32,8
Canada	437	200	-54,2	429	114,5	290	-32,4
Ensemble des secteurs							
Québec	5 608	6 732	20,0	7 536	11,9	7 937	5,3
Ontario	9 306	12 290	32,1	12 865	4,7	13 586	5,6
Canada	24 612	30 784	25,1	33 299	8,2	35 171	5,6

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A2

EFFECTIFS PROFESSORAUX DES UNIVERSITES
QUEBECOISES SELON LA DISCIPLINE
ENSEIGNEE PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	N	Δ %	N	Δ %	N	Δ %
Anthropologie	33	65	97,0	72	10,8	74	2,8
Criminologie	-	29	-	26	-10,3	25	-3,8
Démographie	-	13	-	11	-15,4	11	0,0
Géographie	110	145	31,8	156	7,6	128	-17,9
Psychologie	203	268	32,0	328	22,4	329	0,3
Récréologie	-	-	-	-	-	17	-
Rel. industrielles	-	28	-	40	42,9	-	-
Sc. économiques	134	186	38,8	208	11,8	232	11,5
Sc. politique	74	111	50,0	122	9,9	132	8,2
Service social	55	79	43,6	70	-11,4	74	5,7
Sociologie	142	140	-1,4	151	7,9	170	12,6
Non précisé	-	-	-	-	-	20	-
Total	751	1 064	41,7	1 184	11,3	1 212	2,4

Note: - signifie données non disponibles.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Oct. 1987.

TABLEAU A3

EFFECTIFS PROFESSORAUX DES UNIVERSITES
ONTARIENNES SELON LA DISCIPLINE
ENSEIGNEE PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	N	Δ %	N	Δ %	N	Δ %
Anthropologie	58	122	110,3	130	6,6	123	-5,4
Criminologie	-	17	-	19	11,8	27	42,1
Démographie	-	1	-	9	800,0	6	-33,3
Géographie	212	274	29,2	287	4,7	270	-5,9
Psychologie	405	572	41,2	575	0,5	589	2,4
Récréologie	-	22	-	15	-31,8	6	-60,0
Rel. industrielles	-	3	-	11	266,7	-	-
Sc. économiques	308	400	29,9	447	11,8	501	12,1
Sc. politique	293	350	19,5	357	2,0	359	0,6
Service social	78	137	75,6	132	-3,6	131	-0,8
Sociologie	287	331	15,3	301	-9,1	347	15,3
Non précisé	-	33	-	52	57,6	46	-11,5
Total	1 641	2 262	37,8	2 335	3,2	2 405	3,0

Note: - signifie données non disponibles.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Oct. 1987.

TABLEAU A4

EFFECTIFS PROFESSORAUX DES UNIVERSITES
CANADIENNES SELON LA DISCIPLINE
ENSEIGNEE PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	N	Δ %	N	Δ %	N	Δ %
Anthropologie	187	359	92,0	381	6,1	379	-0,5
Criminologie	-	51	-	69	35,3	70	1,4
Démographie	-	14	-	21	50,0	17	-19,0
Géographie	485	616	27,0	645	4,7	600	-7,0
Psychologie	971	1 281	31,9	1 388	8,4	1 424	2,6
Récréologie	-	33	-	33	0,0	54	63,6
Rel. industrielles	-	33	-	59	78,8	-	-
Sc. économiques	735	930	26,5	998	7,3	1 115	11,7
Sc. politique	539	690	28,0	727	5,4	713	-1,9
Service social	230	341	48,3	353	3,5	370	4,8
Sociologie	674	702	4,2	695	-1,0	830	19,4
Non précisé	-	109	-	126	15,6	106	-15,9
Total	3 821	5 159	35,0	5 495	6,5	5 678	3,3

Note: - signifie données non disponibles.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Oct. 1987.

TABLEAU A5

STRUCTURE D'AGE DES PROFESSEURS DES SCIENCES SOCIALES
ET DES AUTRES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT DES UNIVERSITES
QUEBECOISES PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	%	N	%	N	%	N	%
34 ans et moins								
Sciences sociales	402	53,6	428	40,2	262	22,1	129	10,6
Autres secteurs	1 867	38,7	1 718	30,3	1 135	17,9	711	10,6
35 - 44 ans								
Sciences sociales	214	28,5	387	36,4	563	47,6	549	45,3
Autres secteurs	1 783	36,9	2 241	39,5	2 709	42,7	2 648	39,4
45 - 54 ans								
Sciences sociales	101	13,5	182	17,1	251	21,2	378	31,2
Autres secteurs	804	16,7	1 199	21,2	1 748	27,5	2 203	32,8
55 ans et plus								
Sciences sociales	33	4,4	67	6,3	108	9,1	156	12,9
Autres secteurs	373	7,7	510	9,0	759	12,0	1 163	17,3
Total								
Sciences sociales	750	100%	1 064	100%	1 184	100%	1 212	100%
Autres secteurs	4 827	100%	5 668	100%	6 351	100%	6 725	100%

Notes: Le secteur des sciences sociales correspond aux disciplines de l'étude.
Les autres secteurs d'enseignement incluent le secteur non déclaré.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A6

STRUCTURE D'AGE DES PROFESSEURS DES SCIENCES SOCIALES
ET DES AUTRES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT DES UNIVERSITES
ONTARIENNES PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	%	N	%	N	%	N	%
34 ans et moins								
Sciences sociales	837	51,2	834	36,9	468	20,0	272	11,3
Autres secteurs	2 752	36,4	2 343	23,4	1 401	13,3	1 131	10,1
35 - 44 ans								
Sciences sociales	475	29,1	824	36,5	1 055	45,2	1 014	42,2
Autres secteurs	2 726	36,0	4 137	41,3	4 317	41,0	3 706	33,2
45 - 54 ans								
Sciences sociales	235	14,4	429	19,0	523	22,4	723	30,1
Autres secteurs	1 418	18,7	2 463	24,6	3 216	30,5	4 038	36,1
55 ans et plus								
Sciences sociales	88	5,4	172	7,6	289	12,4	395	16,4
Autres secteurs	674	8,9	1 073	10,7	1 594	15,1	2 303	20,6
Total								
Sciences sociales	1 635	100%	2 259	100%	2 335	100%	2 404	100%
Autres secteurs	7 570	100%	10 016	100%	10 528	100%	11 178	100%

Notes: Le secteur des sciences sociales correspond aux disciplines de l'étude.
Les autres secteurs d'enseignement incluent le secteur non déclaré.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A7

STRUCTURE D'AGE DES PROFESSEURS DES SCIENCES SOCIALES
ET DES AUTRES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT DES UNIVERSITES
CANADIENNES PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	%	N	%	N	%	N	%
34 ans et moins								
Sciences sociales	1 933	50,9	1 950	37,9	1 137	20,7	627	11,1
Autres secteurs	7 689	37,4	6 789	26,5	4 292	15,5	3 154	10,7
35 - 44 ans								
Sciences sociales	1 139	30,0	1 913	37,1	2 533	46,2	2 442	43,1
Autres secteurs	7 348	35,7	10 256	40,1	11 585	41,8	10 568	35,9
45 - 54 ans								
Sciences sociales	550	14,5	922	17,9	1 196	21,8	1 752	30,9
Autres secteurs	3 730	18,1	5 919	23,1	8 022	28,9	10 170	34,5
55 ans et plus								
Sciences sociales	176	4,6	366	7,1	619	11,3	851	15,0
Autres secteurs	1 796	8,7	2 608	10,2	3 836	13,8	5 585	18,9
Total								
Sciences sociales	3 798	100%	5 151	100%	5 485	100%	5 672	100%
Autres secteurs	20 563	100%	25 572	100%	27 735	100%	29 477	100%

Notes: Le secteur des sciences sociales correspond aux disciplines de l'étude.
Les autres secteurs d'enseignement incluent le secteur non déclaré.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A8

AGE MOYEN DES PROFESSEURS SELON LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET LA REGION PAR PERIODE QUINQUENNALE ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976	1980-1981	1985-1986
Disciplines de l'étude				
Québec	36	38	41	44
Ontario	37	40	42	45
Canada	37	39	42	45
Administration et autres sciences sociales				
Québec	36	37	40	43
Ontario	39	40	42	44
Canada	37	39	41	43
Humanités et beaux-arts				
Québec	40	42	45	47
Ontario	39	42	45	48
Canada	39	42	45	47
Sciences naturelles, génie et santé				
Québec	39	41	43	46
Ontario	40	42	44	46
Canada	40	41	44	46
Sciences de l'éducation				
Québec	38	39	42	46
Ontario	40	42	45	47
Canada	40	42	44	47
Ensemble des secteurs				
Québec	39	40	43	45
Ontario	39	42	44	46
Canada	39	41	44	46

Source: Statistique Canada. Cat. 81-241. Compilation spéciale. Oct. 1987.

TABLEAU A9

EFFECTIFS PROFESSORAUX DES UNIVERSITES QUEBECOISES SELON LE SEXE ET LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT PAR PERIODE QUINQUENNALE ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	N	Δ%	N	Δ%	N	Δ%
Disciplines de l'étude							
Hommes	634	897	41.5	983	9.6	975	-0.8
Femmes	117	167	42.7	201	20.4	237	17.9
Total	751	1,064	41.7	1,184	11.3	1,212	2.4
Administration et autres sciences sociales							
Hommes	395	609	54.2	747	22.7	918	22.9
Femmes	17	69	305.9	108	56.5	157	45.4
Total	412	678	64.6	855	26.1	1,075	25.7
Humanités et beaux-arts							
Hommes	1,106	974	-11.9	1,018	4.5	1,013	-0.5
Femmes	224	185	-17.4	248	34.1	277	11.7
Total	1,330	1,159	-12.9	1,266	9.2	1,290	1.9
Sciences naturelles, génie et santé							
Hommes	2,384	2,782	16.7	3,071	10.4	3,208	4.5
Femmes	230	306	33.0	375	22.5	407	8.5
Total	2,614	3,088	18.1	3,446	11.6	3,615	4.9
Sciences de l'éducation							
Hommes	351	531	51.3	541	1.9	506	-6.5
Femmes	118	197	66.9	216	9.6	198	-8.3
Total	469	728	55.2	757	4.0	704	-7.0
Secteur non déclaré							
Hommes	32	13	-59.4	25	92.3	30	20.0
Femmes	0	2	-	3	50.0	11	266.7
Total	32	15	-53.1	28	86.7	41	46.4
Ensemble des secteurs							
Hommes	4,902	5,806	18.4	6,385	10.0	6,650	4.2
Femmes	706	926	31.2	1,151	24.3	1,287	11.8
Total	5,608	6,732	20.0	7,536	11.9	7,937	5.3

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A10

EFFECTIFS PROFESSORAUX DES UNIVERSITES ONTARIENNES SELON
LE SEXE ET LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	N	Δ %	N	Δ %	N	Δ %
Disciplines de l'étude							
Hommes	1 491	1 957	31,3	2 007	2,6	1 985	-1,1
Femmes	150	305	103,3	328	7,5	420	28,0
Total	1 641	2 262	37,8	2 335	3,2	2 405	3,0
Administration et autres sciences sociales							
Hommes	421	816	93,8	927	13,6	1 062	14,6
Femmes	20	81	305,0	146	80,2	221	51,4
Total	441	897	103,4	1 073	19,6	1 283	19,6
Humanités et beaux-arts							
Hommes	2 212	2 584	16,8	2 522	-2,4	2 475	-1,9
Femmes	421	517	22,8	568	9,9	632	11,3
Total	2 633	3 101	17,8	3 090	-0,4	3 107	0,6
Sciences naturelles, génie et santé							
Hommes	3 255	4 363	34,0	4 738	8,6	5 093	7,5
Femmes	364	534	46,7	635	18,9	761	19,8
Total	3 619	4 897	35,3	5 373	9,7	5 854	9,0
Sciences de l'éducation							
Hommes	498	841	68,9	702	-16,5	673	-4,1
Femmes	93	214	130,1	176	-17,8	186	5,7
Total	591	1 055	78,5	878	-16,8	859	-2,2
Secteur non déclaré							
Hommes	260	68	-73,8	100	47,1	58	-42,0
Femmes	48	10	-79,2	16	60,0	20	25,0
Total	308	78	-74,7	116	48,7	78	-32,8
Ensemble des secteurs *							
Hommes	8 137	10 629	30,6	10 996	3,5	11 346	3,2
Femmes	1 096	1 661	51,6	1 869	12,5	2 240	19,9
Total	9 233	12 290	33,1	12 865	4,7	13 586	5,6

Note: * L'ensemble des secteurs exclut les cas où le sexe n'a pas été précisé.
Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A11

EFFECTIFS PROFESSORAUX DES UNIVERSITES CANADIENNES SELON LE SEXE ET LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT PAR PERIODE QUINQUENNALE ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971	1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	N	Δ%	N	Δ%	N	Δ%
Disciplines de l'étude							
Hommes	3 400	4 472	31,5	4 679	4,6	4 684	0,1
Femmes	409	687	68,0	816	18,8	994	21,8
Total	3 809	5 159	35,4	5 495	6,5	5 678	3,3
Administration et autres sciences sociales							
Hommes	1 273	2 111	65,8	2 514	19,1	2 918	16,1
Femmes	74	203	174,3	373	83,7	536	43,7
Total	1 347	2 314	71,8	2 887	24,8	3 454	19,6
Humanités et beaux-arts							
Hommes	5 352	5 734	7,1	5 726	-0,1	5 640	-1,5
Femmes	1 072	1 166	8,8	1 360	16,6	1 503	10,5
Total	6 424	6 900	7,4	7 086	2,7	7 143	0,8
Sciences naturelles, génie et santé							
Hommes	9 163	11 484	25,4	12 470	8,6	13 473	8,0
Femmes	1 067	1 460	36,8	1 817	24,5	2 089	15,0
Total	10 230	12 946	26,5	14 287	10,4	15 562	8,9
Sciences de l'éducation							
Hommes	1 760	2 493	41,6	2 367	-5,1	2 257	-4,6
Femmes	456	772	69,3	748	-3,1	787	5,2
Total	2 216	3 265	47,3	3 115	-4,6	3 044	-2,3
Secteur non déclaré							
Hommes	379	171	-54,9	374	118,7	212	-43,3
Femmes	55	29	-47,3	55	89,7	78	41,8
Total	434	200	-53,9	429	114,5	290	-32,4
Ensemble des secteurs *							
Hommes	21 327	26 467	24,1	28 130	6,3	29 184	3,7
Femmes	3 133	4 317	37,8	5 169	19,7	5 987	15,8
Total	24 460	30 784	25,9	33 299	8,2	35 171	5,6

Note: * L'ensemble des secteurs exclut les cas où le sexe n'a pas été précisé.
Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A12

NOMBRE ET PROPORTION DES PROFESSEURS DETENTEURS D'UN DOCTORAT SELON LE SECTEUR D'ENSEIGNEMENT ET LA REGION PAR PERIODE QUINQUENNALE ANNEES 1971-1976 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	Part	N	Part	N	Part	N	Part
Disciplines de l'étude								
Québec	335	44,6%	580	54,5%	771	65,1%	911	75,2%
Ontario	963	58,7%	1 603	70,9%	1 797	77,0%	1 958	81,4%
Canada	2 064	54,0%	3 387	65,7%	4 041	73,5%	4 485	79,0%
Administration et autres sciences sociales								
Québec	114	27,7%	247	36,4%	323	37,8%	505	47,0%
Ontario	153	34,7%	329	36,7%	428	39,9%	598	46,6%
Canada	380	28,2%	864	37,3%	1 167	40,4%	1 623	47,0%
Humanités et beaux-arts								
Québec	533	40,1%	601	51,9%	727	57,4%	796	61,7%
Ontario	1 360	51,6%	1 911	61,6%	2 107	68,2%	2 145	69,0%
Canada	2 880	44,5%	3 882	56,3%	4 429	62,5%	4 663	65,3%
Sciences naturelles, génie et santé								
Québec	1 377	52,7%	2 011	65,1%	2 251	65,3%	2 605	72,1%
Ontario	2 366	65,3%	3 130	63,9%	3 290	61,2%	3 605	61,6%
Canada	6 151	60,0%	8 234	63,6%	8 948	62,6%	10 071	64,7%
Sciences de l'éducation								
Québec	124	26,4%	248	34,1%	366	48,3%	436	61,9%
Ontario	210	32,1%	361	34,2%	437	49,0%	488	56,8%
Canada	802	35,1%	1 329	40,7%	1 703	54,7%	1 888	62,0%
Secteur non déclaré								
Québec	24	75,0%	8	53,3%	13	46,4%	14	34,1%
Ontario	201	65,0%	39	50,0%	45	38,8%	39	50,0%
Canada	288	65,9%	89	44,5%	215	50,1%	134	46,2%
Ensemble des secteurs								
Québec	2 507	44,7%	3 695	54,9%	4 451	59,1%	5 267	66,4%
Ontario	5 253	56,4%	7 373	60,0%	8 104	63,0%	8 833	65,0%
Canada	12 565	51,1%	17 785	57,8%	20 503	61,6%	22 864	65,0%

Note: Les proportions présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des effectifs qu'on retrouve au tableau A1.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A13

NOMBRE ET PROPORTION DES PROFESSEURS DES UNIVERSITES QUEBECOISES DETENTEURS D'UN DOCTORAT SELON LA DISCIPLINE PAR PERIODE QUINQUENNALE ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	Part	N	Part	N	Part	N	Part
Anthropologie	20	60,6%	40	61,5%	55	76,4%	63	85,1%
Criminologie	-	-	12	41,4%	18	69,2%	20	80,0%
Démographie	-	-	6	46,2%	7	63,6%	7	63,6%
Géographie	49	44,5%	80	55,2%	107	68,6%	101	78,9%
Psychologie	111	54,7%	176	65,7%	233	71,0%	267	81,2%
Récréologie	-	-	-	-	-	-	8	47,1%
Rel. industrielles	-	-	11	39,3%	13	32,5%	-	-
Sc. économiques	63	47,0%	99	53,2%	131	63,0%	176	75,9%
Sc. politique	34	45,9%	76	68,5%	86	70,5%	110	83,3%
Service social	7	12,7%	17	21,5%	28	40,0%	34	45,9%
Sociologie	51	35,9%	63	45,0%	93	61,6%	123	72,4%
Non precisé	-	-	-	-	-	-	2	10,0%
Total	335	44.6%	580	54,5%	771	65,1%	911	75,2%

Notes: Les proportions présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des effectifs qu'on retrouve au tableau A2.

- Les données, dans ces cas, sont non disponibles.

Source: Statistique Canada. Cat. 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A14

NOMBRE ET PROPORTION DES PROFESSEURS DES
UNIVERSITES ONTARIENNES DETENTEURS D'UN DOCTORAT
SELON LA DISCIPLINE PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	Part	N	Part	N	Part	N	Part
Anthropologie	35	60,3%	84	68,9%	109	83,8%	111	90,2%
Criminologie	-	-	11	64,7%	15	78,9%	23	85,2%
Démographie	-	-	1	100,0%	9	100,0%	6	100,0%
Géographie	119	56,1%	209	76,3%	223	77,7%	230	85,2%
Psychologie	320	79,0%	478	83,6%	512	89,0%	530	90,0%
Récréologie	-	-	14	63,6%	11	73,3%	1	16,7%
Rel. industrielles	-	-	3	100,0%	8	72,7%	-	-
Sc. économiques	157	51,0%	287	71,8%	318	71,1%	385	76,8%
Sc. politique	163	55,6%	233	66,6%	270	75,6%	294	81,9%
Service social	18	23,1%	47	34,3%	53	40,2%	60	45,8%
Sociologie	151	52,6%	220	66,5%	239	79,4%	300	86,5%
Non précisé	-	-	16	48,5%	30	57,7%	18	39,1%
Total	963	50,7%	1 603	70,9%	1 797	77,0%	1 958	81,4%

Notes: Les proportions présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des effectifs qu'on retrouve au tableau A3.

\- Les données, dans ces cas, sont non disponibles.

Source: Statistique Canada. Cat. 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A15

NOMBRE ET PROPORTION DES PROFESSEURS DES UNIVERSITES CANADIENNES DETENTEURS D'UN DOCTORAT SELON LA DISCIPLINE PAR PERIODE QUINQUENNALE ANNEES 1970-1971 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	Part	N	Part	N	Part	N	Part
Anthropologie	110	58,8%	237	66,0%	302	79,3%	338	89,2%
Criminologie	-	-	26	51,0%	48	69,6%	56	90,0%
Démographie	-	-	7	30,0%	16	76,2%	13	76,5%
Géographie	255	52,6%	427	69,3%	493	76,4%	499	83,2%
Psychologie	680	70,0%	1 010	73,8%	1 162	83,7%	1 256	88,2%
Récréologie	-	-	16	48,5%	18	54,5%	19	35,2%
Rel. industrielles	-	-	15	45,5%	24	40,7%	-	-
Sc. économiques	400	54,4%	619	66,6%	709	71,0%	852	76,4%
Sc. politique	265	49,2%	442	64,1%	540	74,3%	578	81,1%
Service social	37	16,1%	95	27,9%	132	37,4%	156	42,2%
Sociologie	317	47,0%	428	61,0%	508	73,1%	680	81,9%
Non précisé	-	-	65	59,6%	89	70,6%	38	35,8%
Total	2 064	54,0%	3 387	65,7%	4 041	73,5%	4 485	79,0%

Notes: Les proportions présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des effectifs qu'on retrouve au tableau A4.

\- Les données, dans ces cas, sont non disponibles.

Source: Statistique Canada. Cat. 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A16

RÉPARTITION DES PAYS D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLÔME DES PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES POUR CHACUN DES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT PAR PÉRIODE QUINQUENNALE ANNÉES 1971-1976 À 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Disciplines de l'étude								
Québec	-	-	444	41,9	450	38,2	359	29,8
Canada	-	-	91	8,6	112	9,5	131	10,9
Europe	158	22,2	268	25,3	307	26,1	316	26,2
États-Unis et autres	555	77,8	257	24,2	309	26,2	399	33,1
Total	713	100%	1 060	100%	1 178	100%	1 205	100%
Administration et autres sciences sociales								
Québec	-	-	301	44,9	403	48,0	451	42,3
Canada	-	-	55	8,2	71	8,5	90	8,4
Europe	72	18,2	148	22,1	181	21,5	222	20,8
États-Unis et autres	324	81,8	166	24,8	185	22,0	303	28,4
Total	396	100%	670	100%	840	100%	1 066	100%
Humanités et beaux-arts								
Québec	-	-	380	35,5	412	34,8	349	29,0
Canada	-	-	90	8,4	100	8,4	97	8,1
Europe	340	29,0	361	33,7	400	33,8	410	34,1
États-Unis et autres	832	71,0	239	22,3	273	23,0	347	28,8
Total	1 172	100%	1 070	100%	1 185	100%	1 203	100%
Sciences naturelles, génie et santé								
Québec	-	-	1 507	49,2	1 640	48,0	1 326	36,9
Canada	-	-	300	9,8	361	10,6	344	9,6
Europe	440	18,2	546	17,8	551	16,1	797	22,2
États-Unis et autres	1 972	81,8	707	23,1	863	25,3	1 125	31,3
Total	2 412	100%	3 060	100%	3 415	100%	3 592	100%
Sciences de l'éducation								
Québec	-	-	331	46,5	309	41,7	258	37,2
Canada	-	-	80	11,2	87	11,7	63	9,1
Europe	71	16,2	111	15,6	106	14,3	100	14,4
États-Unis et autres	367	83,8	190	26,7	239	32,3	272	39,2
Total	438	100%	712	100%	741	100%	693	100%
Ensemble des secteurs *								
Québec	-	-	2 963	45,1	3 214	43,7	2 743	35,4
Canada	-	-	616	9,4	731	9,9	725	9,3
Europe	1 081	21,1	1 434	21,8	1 545	21,0	1 845	23,8
États-Unis et autres	4 050	78,9	1 559	23,7	1 869	25,4	2 446	31,5
Total	5 131	100%	6 572	100%	7 359	100%	7 759	100%

Notes: - Les données, dans ces cas, sont non disponibles.
* L'ensemble des secteurs exclut le secteur non déclaré et tous les cas où le pays n'a pas été précisé.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A17

RÉPARTITION DES PAYS D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLÔME DES PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS ONTARIENNES POUR CHACUN DES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT PAR PÉRIODE QUINQUENNALE ANNÉES 1971-1976 À 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Disciplines de l'étude								
Canada	-	-	298	13,3	848	36,5	976	40,8
Europe	264	16,7	344	15,4	355	15,3	366	15,3
États-Unis et autres	1 314	83,3	1 594	71,3	1 121	48,2	1 053	44,0
Total	1 578	100%	2 236	100%	2 324	100%	2 395	100%
Administration et autres sciences sociales								
Canada	-	-	209	23,6	498	46,8	624	48,8
Europe	57	13,5	117	13,2	130	12,2	158	12,4
États-Unis et autres	365	86,5	558	63,1	436	41,0	496	38,8
Total	422	100%	884	100%	1 064	100%	1 278	100%
Humanités et beaux-arts								
Canada	-	-	423	14,0	1 053	34,8	1 172	38,6
Europe	605	25,0	821	27,1	774	25,6	760	25,0
États-Unis et autres	1 816	75,0	1 780	58,9	1 197	39,6	1 103	36,3
Total	2 421	100%	3 024	100%	3 024	100%	3 035	100%
Sciences naturelles, génie et santé								
Canada	-	-	1 171	24,2	2 674	50,3	3 109	53,5
Europe	769	22,7	1 090	22,5	1 168	22,0	1 209	20,8
États-Unis et autres	2 616	77,3	2 586	53,4	1 469	27,7	1 488	25,6
Total	3 385	100%	4 847	100%	5 311	100%	5 806	100%
Sciences de l'éducation								
Canada	-	-	357	34,4	489	56,4	469	55,1
Europe	33	5,7	57	5,5	40	4,6	50	5,9
États-Unis et autres	543	94,3	625	60,2	338	39,0	332	39,0
Total	576	100%	1 039	100%	867	100%	851	100%
Ensemble des secteurs *								
Canada	-	-	2 458	20,4	5 562	44,2	6 350	47,5
Europe	1 728	20,6	2 429	20,2	2 467	19,6	2 543	19,0
États-Unis et autres	6 654	79,4	7 143	59,4	4 561	36,2	4 472	33,5
Total	8 382	100%	12 030	100%	12 590	100%	13 365	100%

Notes: - Les données, dans ces cas, sont non disponibles.
* L'ensemble des secteurs exclut le secteur non déclaré et tous les cas où le pays n'a pas été précisé.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU A16

REPARTITION DES PAYS D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLOME
DES PROFESSEURS DES UNIVERSITES CANADIENNES POUR CHACUN
DES SECTEURS D'ENSEIGNEMENT PAR PERIODE QUINQUENNALE
ANNEES 1971-1976 A 1985-1986

	1970-1971		1975-1976		1980-1981		1985-1986	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Disciplines de l'étude								
Canada	-	-	1 021	20,0	2 084	38,2	2 286	40,4
Europe	561	16,3	842	16,5	900	16,5	929	16,4
Etats-Unis et autres	2 885	83,7	3 249	63,6	2 476	45,3	2 437	43,1
Total	3 446	100%	5 112	100%	5 460	100%	5 652	100%
Administion et autres sciences sociales								
Canada	-	-	629	27,5	1 272	44,7	1 572	45,8
Europe	155	13,5	347	15,2	411	14,4	496	14,4
Etats-Unis et autres	995	86,5	1 312	57,3	1 165	40,9	1 366	39,8
Total	1 150	100%	2 288	100%	2 848	100%	3 434	100%
Humanités et beaux-arts								
Canada	-	-	1 116	16,8	2 379	34,7	2 540	36,7
Europe	1 454	26,2	1 788	26,9	1 771	25,8	1 753	25,3
Etats-Unis et autres	4 098	73,8	3 747	56,3	2 707	39,5	2 637	38,1
Total	5 552	100%	6 651	100%	6 857	100%	6 930	100%
Sciences naturelles, génie et santé								
Canada	-	-	3 541	27,6	6 807	48,2	7 648	49,5
Europe	1 765	20,7	2 632	20,5	2 775	19,6	3 176	20,6
Etats-Unis et autres	6 746	79,3	6 636	51,8	4 541	32,2	4 620	29,9
Total	8 511	100%	12 809	100%	14 123	100%	15 444	100%
Sciences de l'éducation								
Canada	-	-	902	28,2	1 414	46,1	1 399	46,3
Europe	174	9,3	257	8,0	227	7,4	239	7,9
Etats-Unis et autres	1 696	90,7	2 042	63,8	1 426	46,5	1 381	45,7
Total	1 870	100%	3 201	100%	3 067	100%	3 019	100%
Ensemble des secteurs *								
Canada	-	-	7 209	24,0	13 956	43,1	15 445	44,8
Europe	4 109	20,0	5 866	19,5	6 084	18,8	6 593	19,1
Etats-Unis et autres	16 420	80,0	16 986	56,5	12 315	38,1	12 441	36,1
Total	20 529	100%	30 061	100%	32 355	100%	34 479	100%

Notes: - Les données, dans ces cas, sont non disponibles.
* L'ensemble des secteurs exclut le secteur non déclaré et tous les cas où le pays n'a pas été précisé.

Source: Statistique Canada. Catalogue 81-241. Compilation spéciale. Octobre 1987.

APPENDICE B

STATISTIQUES PAR DEPARTEMENT DE SCIENCES SOCIALES TIREES DE LA BANQUE DE DONNEES DE LA CREPUQ

TABLEAU B1

STRUCTURE D'AGE ET AGE MOYEN DES PROFESSEURS
PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE
QUEBEC, 1985-1986

	moins de 35 ans	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total	(N)	Age moyen
ANTHROPOLOGIE							
Laval	-	52,6	31,6	15,8	100%	(19)	45,6
Montréal	5,9	41,2	29,4	23,5	100%	(17)	46,6
McGill	-	58,3	16,7	25,0	100%	(12)	45,8
Total	2,1	50,0	27,1	20,8	100%	(48)	
GEOGRAPHIE							
Laval	9,1	40,9	45,5	4,5	100%	(22)	48,8
Montréal	25,0	43,8	18,8	12,5	100%	(16)	41,9
Sherbrooke	8,3	66,7	8,3	16,7	100%	(12)	44,3
UQAM	14,3	57,1	21,4	7,1	100%	(14)	42,9
UQAC	16,7	50,0	33,3	-	100%	(6)	43,2
UQAR	14,3	71,4	14,3	-	100%	(7)	39,3
UQTR	12,5	37,5	37,5	12,5	100%	(8)	45,6
Concordia	18,2	45,5	18,2	18,2	100%	(11)	43,7
McGill	13,3	40,0	33,3	13,3	100%	(15)	44,5
Total	14,4	48,6	27,0	9,9	100%	(111)	
PSYCHOLOGIE							
Laval	6,5	51,6	19,4	22,6	100%	(31)	45,8
Montréal	1,9	38,9	33,3	25,9	100%	(54)	48,0
Sherbrooke	-	60,0	40,0	-	100%	(10)	43,0
UQAM	18,8	53,1	15,6	12,5	100%	(32)	43,3
UQAT	66,7	33,3	-	-	100%	(6)	33,7
UQTR	15,6	56,3	15,6	12,5	100%	(32)	41,7
Bishop's	-	60,0	20,0	20,0	100%	(5)	44,2
Concordia	27,9	25,6	37,2	9,3	100%	(43)	43,3
McGill	7,7	57,7	11,5	23,1	100%	(26)	43,1
Total	13,4	45,6	24,3	16,7	100%	(239)	
REL. INDUSTRIELLES							
Laval	8,7	52,2	26,1	13,0	100%	(23)	43,2
Montréal	20,0	33,3	33,3	13,3	100%	(15)	44,3
Total	13,2	44,7	28,9	13,2	100%	(38)	
ECONOMIE							
Laval	13,6	59,1	13,6	13,6	100%	(22)	43,3
Montréal	4,5	45,5	36,4	13,6	100%	(22)	45,0
Sherbrooke	11,1	44,4	44,4	-	100%	(9)	42,2
UQAM	33,3	47,6	14,3	4,8	100%	(21)	38,5
UQAR	66,7	33,3	-	-	100%	(6)	34,7
UQTR	12,5	37,5	25,0	25,0	100%	(8)	46,5
Bishop's	-	20,0	60,0	20,0	100%	(5)	48,8
Concordia	32,4	32,4	17,6	17,6	100%	(34)	41,7
McGill	10,0	25,0	45,0	20,0	100%	(20)	46,6
Total	20,4	40,1	25,9	13,6	100%	(147)	

TABLEAU B1 (SUITE)

	moins de 35 ans	35-44 ans	45-54 ans	55 ans et plus	Total	(N)	Age moyen
SCIENCE POLITIQUE							
Laval	4,3	56,5	34,8	4,3	100%	(23)	43,7
Montréal	10,0	45,0	35,0	10,0	100%	(20)	44,0
UQAM	3,4	75,9	20,7	-	100%	(29)	40,9
Concordia	10,5	47,4	31,6	10,5	100%	(19)	43,5
McGill	11,8	35,3	47,1	5,9	100%	(17)	44,9
Total	7,4	54,6	32,4	5,6	100%	(108)	
SERVICE SOCIAL							
Laval	-	55,0	40,0	5,0	100%	(20)	45,3
Montréal	15,4	53,8	30,8	-	100%	(13)	43,5
Sherbrooke	-	73,3	13,3	13,3	100%	(15)	44,7
UQAM	10,0	60,0	20,0	10,0	100%	(10)	44,1
UQAH	16,7	50,0	33,3	-	100%	(6)	40,2
McGill	-	33,3	26,7	40,0	100%	(15)	49,7
Total	5,1	54,4	27,8	12,7	100%	(79)	
SOCIOLOGIE							
Laval	-	31,3	43,8	25,0	100%	(16)	46,4
Montréal	9,5	42,9	28,6	19,0	100%	(21)	46,3
UQAM	15,4	42,3	30,8	11,5	100%	(26)	43,1
Concordia	12,5	25,0	33,3	29,2	100%	(24)	47,6
McGill	-	66,7	11,1	22,2	100%	(9)	44,1
Total	9,4	38,5	31,3	20,8	100%	(96)	
AUTRES DEPARTEMENTS							
Criminologie, Mtl	-	50,0	31,3	18,8	100%	(16)	47,6
Démographie, Mtl	-	37,5	50,0	12,5	100%	(8)	46,3
Récréologie, UQTR	-	8,3	66,7	25,0	100%	(12)	41,9
Sexologie, UQAM	6,3	37,5	56,3	-	100%	(16)	44,8
Sciences sociales Concordia	-	44,4	33,3	22,2	100%	(9)	48,2
ENSEMBLE DU SECTEUR	12,0	46,8	28,0	13,2	100%	(975)	

Note: Ces statistiques portent uniquement sur les départements comptant au moins 5 professeurs.

Source: CREPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU 82

ANNEES D'ANCIENNETE DU CORPS PROFESSORAL
PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE
QUEBEC, 1985-1986

	moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	plus de 20 ans	Total	(N)
ANTHROPOLOGIE						
Laval	-	26,3	68,4	5,3	100%	(19)
Montréal	17,6	11,8	64,7	5,9	100%	(17)
McGill	-	16,7	58,3	25,0	100%	(12)
Total	6,3	18,8	64,6	10,4	100%	(48)
GEOGRAPHIE						
Laval	4,5	27,3	45,5	22,7	100%	(22)
Montréal	18,8	43,8	18,8	18,8	100%	(16)
Sherbrooke	8,3	16,7	58,3	16,7	100%	(12)
UQAM	14,3	57,1	28,6	-	100%	(14)
UQAC	33,3	-	66,7	-	100%	(6)
UQAR	-	42,9	57,1	-	100%	(7)
UQTR	-	25,0	75,0	-	100%	(8)
Concordia	27,3	9,1	36,4	27,3	100%	(11)
McGill	20,0	20,0	33,3	26,7	100%	(15)
Total	13,5	28,8	42,3	15,3	100%	(111)
PSYCHOLOGIE						
Laval	9,7	16,1	51,6	22,6	100%	(31)
Montréal	-	16,7	72,2	11,1	100%	(54)
Sherbrooke	10,0	30,0	60,0	-	100%	(10)
UQAM	21,9	25,0	53,1	-	100%	(32)
UQAT	16,7	66,7	16,7	-	100%	(6)
UQTR	9,4	31,3	59,4	-	100%	(32)
Bishop's	-	20,0	60,0	20,0	100%	(5)
Concordia	27,9	14,0	51,2	7,0	100%	(43)
McGill	19,2	38,5	26,9	15,4	100%	(26)
Total	13,4	23,4	54,4	8,8	100%	(239)
REL. INDUSTRIELLES						
Laval	21,7	34,8	30,4	13,0	100%	(23)
Montréal	20,0	33,3	46,7	-	100%	(15)
Total	21,1	34,2	36,8	7,9	100%	(38)
ECONOMIE						
Laval	9,1	36,4	31,8	22,7	100%	(22)
Montréal	9,1	22,7	59,1	9,1	100%	(22)
Sherbrooke	11,1	-	55,6	33,3	100%	(9)
UQAM	33,3	38,1	28,6	-	100%	(21)
UQAR	50,0	16,7	33,3	-	100%	(6)
UQTR	12,5	12,5	75,0	-	100%	(8)
Bishop's	20,0	-	60,0	20,0	100%	(5)
Concordia	41,2	14,7	32,4	11,8	100%	(34)
McGill	5,0	10,0	60,0	25,0	100%	(20)
Total	21,8	20,4	44,2	13,6	100%	(147)

TABLEAU B2 (SUITE)

	moins de 5 ans	5-9 ans	10-20 ans	plus de 20 ans	Total	(N)
SCIENCE POLITIQUE						
Laval	13,0	21,7	52,2	13,0	100%	(23)
Montréal	15,0	20,0	50,0	15,0	100%	(20)
UQAM	17,2	27,6	55,2	-	100%	(29)
Concordia	47,4	5,3	31,6	15,8	100%	(19)
McGill	11,8	17,6	47,1	23,5	100%	(17)
Total	20,4	19,4	48,1	12,0	100%	(108)
SERVICE SOCIAL						
Laval	-	30,0	70,0	-	100%	(20)
Montréal	7,7	30,8	61,5	-	100%	(13)
Sherbrooke	-	46,7	53,3	-	100%	(15)
UQAM	20,0	70,0	10,0	-	100%	(10)
UQAH	33,3	66,7	-	-	100%	(6)
McGill	13,3	20,0	46,7	20,0	100%	(15)
Total	8,9	39,2	48,1	3,8	100%	(79)
SOCIOLOGIE						
Laval	-	31,3	50,0	18,8	100%	(16)
Montréal	9,5	14,3	71,4	4,8	100%	(21)
UQAM	19,2	38,5	42,3	-	100%	(26)
Concordia	12,5	16,7	62,5	8,3	100%	(24)
McGill	22,2	11,1	66,7	-	100%	(9)
Total	12,5	24,0	57,3	6,3	100%	(96)
AUTRES DEPARTEMENTS						
Criminologie, Mtl	-	31,3	62,5	6,3	100%	(16)
Démographie, Mtl	-	12,5	87,5	-	100%	(8)
Récréologie, UQTR	-	25,0	75,0	-	100%	(12)
Sexologie, UQAM	25,0	12,5	62,5	-	100%	(16)
Sciences sociales Concordia	-	44,4	33,3	22,2	100%	(9)
ENSEMBLE DU SECTEUR	15,5	26,2	49,0	9,3	100%	(975)

Note: Ces statistiques portent uniquement sur les départements comptant au moins 5 professeurs.

Source: CREPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU B3

DIPLOME LE PLUS ELEVE DETENU PAR
LES PROFESSEURS, PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE
QUEBEC, 1985-1986

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total	(N)
ANTHROPOLOGIE					
Laval	21,1	-	78,9	100%	(19)
Montréal	-	5,9	94,1	100%	(17)
McGill	-	8,3	91,7	100%	(12)
Total	8,3	12,5	79,2	100%	(48)
GEOGRAPHIE					
Laval	9,1	13,6	77,3	100%	(22)
Montréal	6,3	-	93,8	100%	(16)
Sherbrooke	-	25,0	75,0	100%	(12)
UQAM	-	28,6	71,4	100%	(14)
UQAC	-	16,7	83,3	100%	(6)
UQAR	-	57,1	42,9	100%	(7)
UQTR	-	25,0	75,0	100%	(8)
Concordia	-	27,3	72,7	100%	(11)
McGill	-	6,7	93,3	100%	(15)
Total	2,7	18,9	78,4	100%	(111)
PSYCHOLOGIE					
Laval	6,5	6,5	87,1	100%	(31)
Montréal	-	5,6	94,4	100%	(54)
Sherbrooke	-	60,0	40,0	100%	(10)
UQAM	-	9,4	90,6	100%	(32)
UQAT	-	83,3	16,7	100%	(6)
UQTR	-	37,5	62,5	100%	(32)
Bishop's	-	-	100,0	100%	(5)
Concordia	-	4,7	95,3	100%	(43)
McGill	7,7	-	92,3	100%	(26)
Total	1,7	13,8	84,5	100%	(239)
REL. INDUSTRIELLES					
Laval	8,7	-	91,3	100%	(23)
Montréal	6,7	33,3	60,0	100%	(15)
Total	7,9	13,2	78,9	100%	(38)
ECONOMIE					
Laval	9,1	22,7	68,2	100%	(22)
Montréal	-	4,5	95,5	100%	(22)
Sherbrooke	-	44,4	55,6	100%	(9)
UQAM	-	40,0	60,0	100%	(20)
UQAR	-	50,0	50,0	100%	(6)
UQTR	-	25,0	75,0	100%	(8)
Bishop's	-	80,0	20,0	100%	(5)
Concordia	2,9	26,5	70,6	100%	(34)
McGill	-	5,0	95,0	100%	(20)
Total	2,1	25,3	72,6	100%	(146)

TABLEAU B3 (SUITE)

	Baccalauréat	Maîtrise	Doctorat	Total	(N)
SCIENCE POLITIQUE					
Laval	4,3	30,4	65,2	100%	(23)
Montréal	-	15,0	85,0	100%	(20)
UQAM	-	6,9	93,1	100%	(29)
Concordia	-	26,3	73,7	100%	(19)
McGill	-	5,9	94,1	100%	(17)
Total	0,9	16,7	82,4	100%	(108)
SERVICE SOCIAL					
Laval	25,0	10,0	65,0	100%	(20)
Montréal	-	-	100,0	100%	(13)
Sherbrooke	20,0	53,3	26,7	100%	(15)
UQAM	-	88,9	11,1	100%	(9)
UQAH	-	100,0	-	100%	(6)
McGill	-	57,1	42,9	100%	(14)
Total	10,4	41,6	48,1	100%	(77)
SOCIOLOGIE					
Laval	6,3	18,8	75,0	100%	(16)
Montréal	-	-	100,0	100%	(21)
UQAM	7,7	19,2	73,1	100%	(26)
Concordia	4,2	20,8	75,0	100%	(24)
McGill	-	22,2	77,8	100%	(9)
Total	4,2	15,6	80,2	100%	(96)
AUTRES DEPARTEMENTS					
Criminologie, Mtl	-	18,8	81,3	100%	(16)
Démographie, Mtl	-	25,0	75,0	100%	(8)
Récréologie, UQTR	-	41,7	58,3	100%	(12)
Sexologie, UQAM	-	18,8	81,3	100%	(16)
Sciences sociales Concordia	11,1	22,2	66,7	100%	(9)
ENSEMBLE DU SECTEUR	3,3	20,5	76,2	100%	(972)

Note: Ces statistiques portent uniquement sur les départements comptant au moins 5 professeurs.

Source: CREPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

TABLEAU B4

REGION D'OBTENTION DU PLUS HAUT DIPLOME
DETENU PAR LES PROFESSEURS, PAR DEPARTEMENT UNIVERSITAIRE
QUEBEC, 1985-1986

	Québec	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total	(N)
ANTHROPOLOGIE							
Laval	42,1	-	31,6	26,3	-	100%	(19)
Montréal	n.d.	23,5*	41,2	35,3	-	100%	(17)
McGill	16,7	-	58,3	16,7	8,3	100%	(12)
Total	20,8	8,3	41,7	27,1	2,1	100%	(48)
GEOGRAPHIE							
Laval	31,8	4,5	22,7	40,9	-	100%	(22)
Montréal	n.d.	68,8*	6,3	25,0	-	100%	(16)
Sherbrooke	33,3	25,0	-	41,7	-	100%	(12)
UQAM	14,3	21,4	-	64,3	-	100%	(14)
UQAC	n.d.	83,3*	-	16,7	-	100%	(6)
UQAR	71,4	-	-	28,6	-	100%	(7)
UQTR	37,5	-	12,5	50,0	-	100%	(8)
Concordia	18,2	27,3	9,1	36,4	9,1	100%	(11)
McGill	20,0	6,7	20,0	33,3	20,0	100%	(15)
Total	23,4	24,3	9,9	38,7	3,6	100%	(111)
PSYCHOLOGIE							
Laval	25,8	9,7	19,4	45,2	-	100%	(31)
Montréal	n.d.	66,7*	16,7	16,7	-	100%	(54)
Sherbrooke	100,0	-	-	-	-	100%	(10)
UQAM	68,8	3,1	9,4	18,8	-	100%	(32)
UQAT	83,3	16,7	-	-	-	100%	(6)
UQTR	37,5	21,9	12,5	28,1	-	100%	(32)
Bishop's	40,0	40,0	-	20,0	-	100%	(5)
Concordia	19,0	45,2	28,6	4,8	2,4	100%	(42)
McGill	19,2	11,5	53,8	11,5	3,8	100%	(26)
Total	30,3	30,3	20,2	18,5	0,8	100%	(238)
REL. INDUSTRIELLES							
Laval	39,1	17,4	8,7	26,1	8,7	100%	(23)
Montréal	n.d.	53,3*	20,0	26,7	-	100%	(15)
Total	23,7	31,6	13,2	26,3	5,3	100%	(38)
ECONOMIE							
Laval	36,4	9,1	18,2	36,4	-	100%	(22)
Montréal	n.d.	22,7*	31,8	45,5	-	100%	(22)
Sherbrooke	66,7	11,1	-	22,2	-	100%	(9)
UQAM	40,0	25,0	20,0	15,0	-	100%	(20)
UQAR	50,0	-	16,7	33,3	-	100%	(6)
UQTR	12,5	12,5	12,5	50,0	12,5	100%	(8)
Bishop's	-	40,0	40,0	-	20,0	100%	(5)
Concordia	12,5	40,6	37,5	3,1	6,3	100%	(32)
McGill	15,0	10,0	60,0	15,0	-	100%	(20)
Total	22,9	21,5	29,9	22,9	2,8	100%	(144)

TABLEAU B4 (SUITE)

	Québec	Ailleurs au Canada	Etats-Unis	Europe	Autres pays	Total	(N)
SCIENCE POLITIQUE							
Laval	43,5	13,0	13,0	26,1	4,3	100%	(23)
Montréal	n.d.	30,0•	5,0	65,0	-	100%	(20)
UQAM	24,1	6,9	10,3	58,6	-	100%	(29)
Concordia	17,6	5,9	58,8	17,6	-	100%	(18)
McGill	27,8	22,2	27,8	16,7	5,6	100%	(17)
Total	27,4	15,0	20,6	39,3	1,9	100%	(107)
SERVICE SOCIAL							
Laval	52,6	-	31,6	15,8	-	100%	(19)
Montréal	n.d.	23,1•	53,8	23,1	-	100%	(13)
Sherbrooke	53,3	20,0	6,7	6,7	13,3	100%	(15)
UQAM	77,8	11,1	11,1	-	-	100%	(9)
UQAH	33,3	50,0	-	16,7	-	100%	(6)
McGill	35,7	-	57,1	7,1	-	100%	(14)
Total	42,1	13,2	30,3	11,8	2,6	100%	(76)
SOCIOLOGIE							
Laval	31,3	-	6,3	62,5	-	100%	(16)
Montréal	n.d.	23,8•	28,6	47,6	-	100%	(21)
UQAM	30,8	7,7	7,7	53,8	-	100%	(26)
Concordia	16,7	25,0	45,8	12,5	-	100%	(24)
McGill	-	-	88,9	11,1	-	100%	(9)
Total	17,7	13,5	29,2	36,6	-	100%	(96)
AUTRES DEPARTEMENTS							
Criminologie, Mtl	n.d.	68,8•	12,5	18,8	-	100%	(16)
Démographie, Mtl	n.d.	12,5•	25,0	62,5	-	100%	(8)
Récréologie, UQTR	75,0	-	16,7	8,3	-	100%	(12)
Sexologie, UQAM	62,5	-	12,5	25,0	-	100%	(16)
Sciences sociales Concordia	11,1	55,6	33,3	-	-	100%	(9)
ENSEMBLE DU SECTEUR	27,1	23,0	21,9	26,2	1,9	100%	(967)

Notes: Ces statistiques portent uniquement sur les départements comptant au moins 5 professeurs.
• Ces pourcentages incluent la catégorie "Québec".

Source: CREPUQ. Compilation spéciale. Octobre 1987.

ANNEXE AU CHAPITRE 9

AUTRES ASPECTS DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA GESTION DES ACTIVITÉS

Introduction

Parmi les 18 tableaux qui suivent, 17 présentent les réponses des responsables de département au questionnaire qu'on leur avait adressé. Le dernier tableau porte sur les bibliothèques, sujet traité dans le questionnaire destiné à l'administration centrale de chaque université.

Les données des 17 premiers tableaux sont tirées des questionnaires retournés par 62 responsables de départements ou d'unités administratives équivalentes, sur les 65 à qui l'on s'était adressé. Les réponses du département de science politique de l'Université Laval, du département de démographie de l'Université de Montréal, reçues tardivement, ainsi que celles du département de sciences humaines de l'UQAR, ne sont pas incluses.

Sur les 13 questions incluses dans le questionnaire aux responsables de département, 3 n'ont pas été exploitées au moment de l'analyse à cause d'un problème évident de sûreté de données.

Tel qu'on le constatera à la lecture des tableaux, le taux de réponse des responsables de département varie un peu d'une question à l'autre.

Le dernier tableau, sur les bibliothèques, a été constitué à l'aide des informations transmises par chaque direction d'université dans sa réponse au questionnaire.

TABLEAU I

Question 1 a)

La charge d'enseignement de tous les professeurs(es) est-elle normalement identique?

Sinon indiquez à partir de quel(s) critère(s) la modulation des tâches d'enseignement s'effectue.

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	2	2									1	
Community and Public affairs										4		
Criminologie		2										
Démographie												
Économique	1	2	1	1.	2	1				4	1	1
Éducation permanente		9	9									
Géographie					1							
Géographie	2	2	1	2	2					1	4	2
Gérontologie									5			
Institut de recherche et enseignement			1									
Psychologie	8	2	1	2	1					3	1	1
Récréologie					2					5		
Relations industrielles	1	1							1			
Sciences humaines						7						
Sciences politiques		1		2						3	1	1
Sciences sociales appliquées										3		
Sciences sociales et santé									1			
Service social	1	2	1	3					8		1	
Sexologie				2								
Sociologie	2	2		2						4	1	1

Code	Fréquence
1 = oui	28
2 = oui, mais dégrèvements	30
3 = non, à cause de dégrèvements	8
4 = non	4
9 = non-réponse	2
0 = ne s'applique pas	2

TABLEAU 2

Question 1b)

Y a-t-il une gestion particulière de la tâche pour les professeurs(es) en début de carrière?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAH	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	1	2									2	
Community and Public affairs										0		
Criminologie		1										
Démographie												
Économique	0	1	2	2	1	2				1	2	2
Éducation permanente		0	0									
Génagogie					1							
Géographie	1	1	1	2	2					1	2	2
Gérontologie									2			
Institut de recherche et enseignement			2									
Psychologie	0	1	2	2	2					1	1	2
Récréologie					2					2		
Relations industrielles	1	1							1			
Sciences humaines						2						
Sciences politiques		1		2						2	2	2
Sciences sociales appliquées										1		
Sciences sociales et santé								2	2			
Service social	1	1	2	1					0		2	
Sexologie				1								
Sociologie	1	1		1						2	2	2

Code	Fréquence
1 = oui	35
2 = non	31
0 = non-réponse	4
9 = ne s'applique pas	2

TABLEAU 3

Question 2 a)

Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour fixer le nombre d'étudiant(e)s(s) susceptibles d'être inscrit(e)s(s) à un programme de baccalauréat, de maîtrise ou de doctorat?

Université Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	2	2									1 CMD	
Conjoncture des affaires										1 C		
Criminologie		1 CB										
Démographie		1 C										
Économique	1	1 CMD	2	2	2	2				1	2	2
Éducation permanente		2	1									
Génagogie					2							
Géographie	2		2	2	1					2	1	2
Gérontologie									2			
Institut de recherche et enseignement			2									
Psychologie		1 CB	1 CBM	1 CMD	1 CD					1	2	2
Psychologie					2					1		
Relations industrielles	2	1 CBM							2			
Sciences humaines						2						
Sciences politiques		1 CB		2						1 CBM	2	2
Sciences sociales appliquées										1 C		
Sciences sociales et santé								1	2			
Service social	1	1 CBM	2	1 C					8		1 C	
Sexologie				1 CM								
Sociologie	1	1		2						1	2	2

1 = oui, sans mentionner de contingentement
1 C = oui, avec mention de contingentement
1 CB = contingentement au baccalauréat seulement
1 CM = contingentement à la maîtrise
1 CD = contingentement au doctorat
2 = non
8 = non-réponse
9 = ne s'applique pas

TABLEAU 4

Question 2 b)

Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour déterminer quel(les) professeur(es) pourront œuvrer au 2e cycle ou au 3e cycle?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	U^ VR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	0	0									0	
Community and Public affairs										9		
Criminologie		0										
Démographie												
Économique	0	0	0	2,3,5	2,3	0				1	0	0
Éducation permanente		9	9									
Géragogie					9							
Géographie	1	0	3,5	0	9					9	0	9
Gérontologie			0									
Institut de recherche et enseignement			0									
Psychologie	8	0	2	5	5					0	0	9
Récréologie					5					1		
Relations industrielles	0	0							9			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		0		5						2	0	9
Sciences sociales appliquées										9		
Sciences sociales et santé								9	9			
Service social	0	0	2,3	9					8		0	
Sexologie				2								
Sociologie	0	0		0						0	0	9

Code	Fréquence
0 = pas de critère	31
1 = oui, sans autre mention	3
2 = domaine de spécialisation	6
3 = activité de recherche	4
5 = doctorat	6
8 = non-réponse	2
9 = ne s'applique pas	19

TABLEAU 5

Question 2 c)

Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour déterminer quel(les) professeurs(es) pourrait diriger des thèses de maîtrise ou des thèses de doctorat?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	0	0									0	
Chômage and Public affairs										0		
Criminologie		0										
Démographie												
Économique	1	3	0	2,3	0	0				1	1 c	9
Éducation permanente		9	9									
Génogogie					9							
Géographie	1	5	1	0	9					9	0	9
Gérontologie									0			
Institut de recherche et enseignement			0									
Psychologie	0	0	2	2	5					7	0	9
Récréologie					0					1		
Relations industrielles	0	0							9			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		0		5						9	0	9
Sciences sociales appliquées										9		
Sciences sociales et santé								9	9			
Service social	9	0	2,3	9					8		5	
Sexologie				0								
Sociologie	0	2,6		0						0	0	9

Code	Fréquence
0 = pas de critère	39
1 = oui, sans autre mention	5
2 = domaine de spécialisation	6
3 = activité de recherche	3
4 = choix des étudiants	1
5 = doctorat	5
6 = disponibilité	1
7 = prof. rég. temps plein	0
9 = non-réponse	2
U = ne s'applique pas	17

TABLEAU 6

Question 2 a)

Votre unité respecte-t-elle des critères précis pour désigner les professeurs(es) devant dispenser les cours de base ou les cours obligatoires dans les programmes de 1er cycle?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	0	6									0	
Conseiller des affaires										0		
Criminologie		0										
Démographie												
Économique	3	7	0	0	0	0				0	0	0
Éducation permanente		9	9									
Génagogie					0							
Géographie	0	3	3,6	0	2					0	5	0
Gérontologie									9			
Institut de recherche et enseignement			9									
Psychologie	0	4	7	2,3	0					0	0	0
Psychologie					4					0		
Relations industrielles	0	0							0			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		6		0						5	0	0
Sciences sociales appliquées										0		
Sciences sociales et santé								4	0			
Service social	4	0	3	5					0		0	
Sexologie				0								
Sociologie	7	4		4						0	0	0

Code	Fréquence
0 = pas de critère	35
1 = oui, sans autre mention	0
2 = domaine de spécialisation	2
3 = expérience d'enseignement de la matière	4
4 = professeur régulier	6
5 = professeur s'intéressant	4
6 = qualité pédagogique	5
7 = les meilleurs professeurs, les plus compétents dans le domaine	3
9 = non-réponse	3
X = ne s'applique pas	4

TABLEAU 7

Question 4 a-11

Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services d'accueil distincts de ceux de l'administration centrale de l'université

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAH	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	3	3									2	
Community and Public affairs										2,3		
Criminologie		7										
Démographie												
Économique	6	2,6	0	0	0	1				0	1	1
Éducation permanente		7	1									
Génagogie					1							
Géographie	1	1	4,3	0	2					3,4	6	1
Gérontologie									1			
Institut de recherche et enseignement			7									
Psychologie	0	2,4	2,4	0	2					2,4	6	1
Récréologie					0					1		
Relations industrielles	0	2							1			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		1		1						3	2	1
Sciences sociales appliquées										4		
Sciences sociales et santé								0	1			
Service social	2,3,4	0	1	0					1		2,4,3	
Sexologie				0								
Sociologie	0	2,7		0						4,3	1	3

Code	Fréquence
0 = aucun service spécifique	16
1 = oui, sans autre mention	19
2 = rencontre de bienvenue, journée d'accueil, session d'information	14
3 = rencontre individuelle	10
4 = brochures et dossiers d'information	8
6 = conseiller pédagogique disponible	4
7 = programme d'accueil, tutorat	3

TABLEAU 8

Question 4 a-3)

Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services de support pédagogique distincts de ceux de l'administration centrale de l'université

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	4,7d	0									6	
Community and public affairs										3,6,7b		
Criminologie		3										
Démographie												
Économique	4	2,4	0	0	2,3	0				2	2	1
Éducation permanente		0	0									
Génégogie					2							
Géographie	1	1	0	2,3a	0					2	3	0
Gérontologie									1			
Institut de recherche et enseignement			0									
Psychologie	1	2	2,3	0	1					5	5	1
Récréologie					0					1		
Relations industrielles	7a	2							7b c			
Sciences humaines						2,3						
Sciences politiques		1		1						2	2	0
Sciences sociales appliquées										3,6		
Sciences sociales et santé								0	1			
Service social	2	2,3	1	0					1		3,6	
Sexologie				0								
Sociologie	1	3,4		0						2,3	0	1

Code	Fréquence
0 = aucun service spécifique	10
1 = oui, sans autre mention	15
2 = professeurs agissant comme conseiller d'orientation	16
3 = autres catégories de personnel agissant comme conseiller	11
4 = auxiliaires d'enseignement	4
5 = experts conseils en informatique, statistique	2
6 = cours et séminaires spéciaux	4
7 = matériel et équipement	
a = ordinateur	0
b = audiovisuel	2
c = bibliothèque	1
d = salle de lecture	1
e = service de documentation	2

TABLEAU 9

Question 4 a-41

Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services de support financier distincts de ceux de l'administration centrale de l'université?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	3	0									2	
Conseils aux affaires publiques										2,5		
Criminologie		2										
Démographie												
Économique	2,5,6	5,6	0	0	0	1				2,6	0	1
Éducation permanente		0	0									
Géographie					0							
Géographie	2,3,4,5,6	1	2,6	0	0					2,5	0	0
Gérontologie									1			
Institut de recherche et enseignement			0									
Psychologie	0	0	6	0	0					2,4,5,6	0	1
Récréologie					0					0		
Relations industrielles	0	5							0			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		1		0						2,6	0	0
Sciences sociales appliquées										2		
Sciences sociales et santé								0	1			
Service social	0	0	1	0					0		2	
Sexologie				0								
Sociologie	6	0		0						2,5	0	1

Code	Fréquence
0 = aucun service spécifique	35
1 = oui, sans autre mention	5
2 = bourses d'études	13
3 = fonds de soutien aux étudiants de doctorat	2
4 = allocations pour voyages, colloques, congrès	2
5 = assistants de recherche	8
6 = auxiliaires d'enseignement	9

TABLEAU 10

Question 4 p-51

Votre unité offre-t-elle aux étudiants des services d'orientation et de placement distincts de ceux de l'administration centrale de l'université

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	0	0									0	
Community and Public affairs										3		
Criminologie		0										
Démographie												
Économique	2	3	0	0	0	1				5	1	1
Éducation permanente		0	0									
Génégogie					0							
Géographie	0	1	4	0	5,0					7,0	0	0
Gérontologie									1			
Institut de recherche et enseignement			0									
Psychologie	0	0	0	0	0					7	0	1
Sécrétologie					0					1		
Relations industrielles	3	4							0			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		0		0						0	2	0
Sciences sociales appliquées										0		
Sciences sociales et santé								0	1			
Service social	0	0	0	0					0		2	
Sexologie				0								
Sociologie	0	3		0						0	1	1

Code	Fréquence
0 = aucun service spécifique	34
1 = oui, sans autre mention	10
2 = professeurs agissant comme conseillers	4
3 = service de placement étudiant	4
4 = service des stages	2
5 = brochures	1
6 = séminaires spéciaux	1
7 = fichiers d'offres et de demandes d'emploi	2
8 = programmes gouvernementaux de placement étudiant	1

TABLEAU 11

Question 8 a

Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, ont été menées, durant la période 1981-86 en collaboration avec d'autres unités de sciences sociales de votre université?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	2,5	2,6									0	
Conseil en affaires publiques										2,7,10		
Criminologie		2										
Démographie												
Économique	2,3,5	1	2,7	1	1	0				1	6	0
Éducation permanente		9	9									
Génogogie					2							
Géographie	2,3	0	2	0	1					5	0	0
Gérontologie									0			
Institut de recherche et enseignement			4									
Psychologie	8	2	1	0	0					2,5	0	0
Récréologie					2					0		
Relations industrielles	0	0							0			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		2		4						2,5	2	0
Sciences sociales appliquées										4		
Sciences sociales et santé								2	0			
Service social	2	6	2	2,5					0		2	
Sexologie				1								
Sociologie	2,3	2,3		2,3						2,6	0	0

Code	Fréquence
0 = aucune collaboration	21
1 = collaboration marginale (2 activités ou moins)	2
2 = entente entre départements pour dispenser certains cours	20
3 = construction de thèses et mémoire	2
4 = programme multidisciplinaire	3
5 = projet de programme commun	6
6 = mise sur pied d'un programme commun	4
7 = consultation	2
8 = non-réponse	2
9 = ne s'applique pas	3
10 = invitation de conférenciers	1
11 = conférence dans d'autres départements	

TABLEAU 12

Question 8 b

Lesquelles, parmi vos activités de recherche, ont été menées, durant la période 1981-86 en collaboration avec d'autres unités de sciences sociales de votre université?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAH	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	3	0									1	
Community and Public affairs										0		
Criminologie		0										
Démographie												
Économique	0	1	0	2,3	0	0				0	0	0
Éducation permanente		0	0									
Géragogie					3							
Géographie	3	0	2,3	0	0					0	3	0
Gérontologie									1			
Institut de recherche et enseignement			3									
Psychologie	0	0	1	3	1					0	0	0
Récréologie					0					0		
Relations industrielles	3	3							0			
Sciences humaines						1						
Sciences politiques		0		0						0	1	0
Sciences sociales appliquées										0		
Sciences sociales et santé								1	0			
Service social	3	0	2	2					0		0	
Sexologie				1								
Sociologie	2	2,3		2,3						0	0	0

Code	Fréquence
0 = aucune collaboration	32
1 = collaboration marginale (2 activités ou moins)	9
2 = collaboration des professeurs sur des projets de recherche	8
3 = collaboration à l'intérieur de groupes ou centres de recherche	12
8 = non-réponse	3
9 = ne s'applique pas	2

TABLEAU 13

Question 9 a

Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, ont entraîné, durant la période 1981-86 des collaborations avec des unités de votre université relevant d'un autre secteur que les sciences sociales?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAH	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAM	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	2	0									0	
Community and Public affairs										4,10		
Criminologie		6										
Démographie												
Économique	2,9	2	4	2	2	0				1	6	0
Éducation permanente		9	9									
Génogogie					2							
Géographie	2	2	2,3	0	1					4,6	0	0
Gérontologie									0			
Institut de recherche et enseignement			4									
Psychologie	8	1	2,7	0	0					1	0	0
Récréologie					2					2		
Relations industrielles	2	2							0			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		2		4						0	2	0
Sciences sociales appliquées										1		
Sciences sociales et santé								1	0			
Service social	2	6	0	0					0		11	
Sexologie				2								
Sociologie	2,3,5	2		2						4	8	2

Code	Fréquence
0 = aucune collaboration	20
1 = collaboration marginale (2 activités ou moins)	4
2 = entente entre départements de cours conjoints	23
3 = co-direction de thèses ou mémoires	3
4 = programme multidisciplinaire	6
5 = projet de programme commun	3
6 = mise sur pied d'un programme commun	4
7 = consultation	1
8 = non-réponse	3
9 = ne s'applique pas	3
10 = invitation de conférenciers	1
11 = conférence dans d'autres départements	1

TABLEAU 14

Question 9 b

Lesquelles, parmi vos activités de recherche, ont entraîné, durant la période 1981-86 des collaborations avec des unités de votre université relevant d'un autre secteur que les sciences sociales?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	3	0									1	
Community and Public affairs										0		
Criminologie		3										
Démographie												
Économique	2,3	3	2	2,3	3	0				0	0	0
Éducation permanente		9	9									
Génagogie					3							
Géographie	3	3	2,3	2,3	1					0	2	1
Gérontologie									0			
Institut de recherche et enseignement			2									
Psychologie	0	2	2	0	2					3	3	0
Récréologie					3					0		
Relations industrielles	2	0							0			
Sciences humaines						0						
Sciences politiques		0		0						0	1	0
Sciences sociales appliquées								1		2		
Sciences sociales et santé									0			
Service social	2,3	3	2	0					0		2	
Sexologie				2,3								
Sociologie	2,3	2,3		2,3						3	0	2

Code	Fréquence
0 = aucune collaboration	21
1 = collaboration marginale (2 activités ou moins)	9
2 = collaboration des professeurs à des projets de recherche	21
3 = collaborations à l'intérieur de groupes ou centres de recherche	19
8 = non-réponse	3
9 = ne s'applique pas	7

TABLEAU 15

Question 10 a

Lesquelles, parmi vos activités d'enseignement, ont été réalisées avec la concours d'autres universités durant la période 1981-86?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	1	1									0	
Community and Public affairs										1		
Criminologie		2										
Démographie		2										
Économique	0	0	0	0	0	1				1	0	0
Éducation permanente		9	9									
Génagogie					0							0
Géographie	0	2	1	1	0					1	0	0
Gérontologie									2			
Institut de recherche et enseignement			1									
Psychologie	8	0	2	1	1					0	0	0
Récréologie					1					1		
Relations industrielles	0	0							0			
Sciences humaines						1	2					
Sciences politiques		8		0						0	2	0
Sciences sociales appliquées										1		
Sciences sociales et santé								2	0			
Service social	2	1	1	2					0		0	
Sexologie				2								
Sociologie	2	2		2						1		1

0 = aucune collaboration 26
1 = collaboration marginale 19 *
2 = collaboration importante 14
8 = non-réponse 3
9 = ne s'applique pas 2

* Deux ou moins

TABLEAU 16

Question 19 b

Lesquelles, parmi vos activités de recherche, ont été réalisées avec la collaboration d'autres universités durant la période 1961-66?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	1	0									2	
Conciliation des hautes affaires										1		
Criminologie		0										
Démographie		2										
Économique	2	2	0	2	2	0				1	0	0
Éducation permanente		0	9									
Généalogie					2							
Géographie	0	2	2	2	2					1	2	1
Gérontologie									1			
Institut de recherche et enseignement			2									
Psychologie	8	1	2	0	2					1	1	2
Récréologie					0					0		
Relations industrielles	0	0							0			
Sciences humaines						2	2					
Sciences politiques		8		0						2	2	0
Sciences sociales appliquées										1		
Sciences sociales et santé								1	0			
Service social	2	2	1	2					0		2	
Sexologie				1								
Sociologie	2	2		2						2		1

0 = aucune collaboration 17
1 = collaboration occasionnelle 14
2 = collaboration importante 28
8 = non-réponse 3
9 = ne s'applique pas 2

TABLEAU 17

Question 11

Quels sont les principaux projets engagés par votre unité durant la période 1981-86, en collaboration avec des organismes non universitaires?

Université / Discipline	Laval	Montréal	Sherbrooke	UQAM	UQTR	UQAR	UQAC	UQAT	UQAH	Concordia	McGill	Bishop's
Anthropologie	2	1									1	
Community and public affairs										2		
Criminologie		1										
Démographie												
Économique	2	0	2	0	2	2				2	0	0
Éducation permanente		2	9									
Génagogie				2								
Géographie	2	2	2	2	2					0	0	1
Gérontologie									2			
Institut de recherche et enseignement			2									
Psychologie		2	2	2	2					2	1	0
Psychologie					2					2		
Relations industrielles	2	0							1			
Sciences humaines						2						
Sciences politiques		0		0						2	2	0
Sciences sociales appliquées										2		
Sciences sociales et santé								2	9			
Service social	2	2	2	2					2		2	
Sexologie				2								
Sociologie	0	2		2						1		2

0 = aucune collaboration 6
1 = collaboration marginale 7
2 = collaboration importante 28
8 = non-réponse 1
9 = ne s'applique pas 2

TABLEAU 18

PART RELATIVE DES DISCIPLINES DES SCIENCES SOCIALES DANS LE BUDGET DES BIBLIOTHEQUES, RUBRIQUE DOCUMENTS - SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES
COMPARAISON DES ANNEES 1981-1982 ET 1985-1986

	LAVAL			MONTREAL			SHERBROOKE		
	1981-82 %	1985-86 %	Δ %	1981-82 %	1985-86 %	Δ %	1981-82 %	1985-86 %	Δ %
Anthropologie	7,2	6,9	-4,2	8,2	8,0	-2,4	-	-	-
Criminologie	-	-	-	6,9	6,7	-2,9	-	-	-
Démographie	-	-	-	3,4	2,9	-14,7	-	-	-
Economie	13,7	12,2	-10,9	21,2	22,4	5,7	32,6	34,1	4,6
Génagogie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Géographie	21,0 (2)	21,2 (2)	1,0	5,4	4,5	-16,7	31,7	27,0	-14,8
Gérontologie	-	-	-	3,4	2,3	-32,4	2,3	0,8	-65,2
Psychologie	17,2	22,0	27,9	10,3	11,3	9,7	18,3	23,1	26,2
Récréologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rel. industrielles	6,4	7,1	10,9	6,2	6,3	1,6	-	-	-
Science politique	14,9	12,5	-16,1	18,0	18,4	2,2	-	-	-
Service social	7,7 (3)	6,7 (3)	-13,0	5,4	5,3	-1,9	15,1	15,0	-0,7
Sexologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociologie	11,9	11,3	-5,0	11,8	11,8	0,0	-	-	-
Sciences sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%	

Source: Questionnaire adressé à l'administration centrale de chacune des universités du Québec en janvier 1987. Conseil des universités. Novembre 1987.

Notes: (1) Les universités Bishop's, McGill, UQAR et UQAT n'apparaissent pas au tableau n ayant pu compiler les données demandées par discipline. En ce qui concerne l'Université Concordia, celle ci n'a pas complété et retourné le questionnaire.
(2) Ces données incluent la démographie.
(3) Ces données incluent la criminologie.

TABLEAU 18 (SUITE)

PART RELATIVE DES DISCIPLINES DES SCIENCES SOCIALES DANS LE BUDGET DES BIBLIOTHEQUES, RUBRIQUE DOCUMENTS - SECTEUR DES SCIENCES SOCIALES
COMPARAISON DES ANNEES 1981-1982 ET 1985-1986

	UQAM			UQTR			UQAC			UQAH		
	1981-82 %	1985-86 %	Δ %	1981-82 %	1985-86 %	Δ %	1981-82 %	1985-86 %	Δ %	1981-82 %	1985-86 %	Δ %
Anthropologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Criminologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Démographie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie	17,8	16,9	-5,1	17,1	17,2	0,6	17,7	18,3	3,4	-	-	-
Génagogie	-	-	-	4,2	4,2	0,0	-	-	-	-	-	-
Géographie	14,7	11,4	-22,4	12,6	12,6	0,0	30,0	28,9	-23,9	-	-	-
Gérontologie	-	-	-	1,4	1,4	0,0	-	-	-	22,5	27,8	23,6
Psychologie	18,8	20,6	9,6	55,7	55,7	0,0	-	-	-	-	-	-
Récréologie	-	-	-	9,0	9,0	0,0	-	-	-	-	-	-
Rel. industrielles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32,6	22,8	-32,5
Science politique	15,8	15,8	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Service social	6,6	6,8	3,0	-	-	-	-	-	-	22,5	25,1	11,6
Sexologie	14,0	16,8	20,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociologie	12,4	11,7	-5,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sciences sociales	-	-	-	-	-	-	44,3	52,9	19,4	22,5	25,1	11,6
Total	100%	100%		100%	100%		100%	100%		100%	100%	

ANNEXE AU CHAPITRE 10

L'ÉTAT ET LES BESOINS DES SCIENCES SOCIALES AU QUÉBEC

CRITÈRES RETENUS PAR LES ÉTUDES SECTORIELLES EN GÉNIE ET EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION

L'étude sectorielle en génie, après une série d'échanges et de discussions avec le milieu académique concerné portant, par exemple, sur les indicateurs devant être retenus, a procédé à une classification des programmes des deuxième et troisième cycles seulement sur la base des indicateurs suivants:

- au moins trente étudiants inscrits aux programmes de maîtrise et de doctorat dans un département (20 étudiants inscrits au département n'offrant que des activités de maîtrise);

- au moins dix diplômés par année dans ces programmes (sept diplômés au département n'offrant que des programmes de maîtrise);

- au moins neuf professeurs actifs au sein de ces programmes; pour être jugé actif, un professeur devrait, sur une période de 5 ans, avoir obtenu au moins une subvention externe ou un contrat de recherche, avoir supervisé au moins un étudiant de maîtrise ou de doctorat par année, et avoir, en moyenne, au moins une publication scientifique par année.

Le classement subséquent des programmes, tous et chacun des programmes de deuxième et troisième cycles d'une institution étant "nominalement" identifiés, comportait trois catégories:

1 - Ceux qui satisfaisaient à ces indicateurs;

2 - Ceux qui satisfaisaient à ces indicateurs réduits de moitié;

3 - Ceux qui se trouvaient nettement en-dessous de ces indicateurs réduits de moitié.

Les universités ont été ensuite invitées à faire part au Conseil des universités du Québec des actions qu'elles envisageaient entreprendre pour redresser la situation en ce qui concerne les programmes classés dans la deuxième catégorie. En ce qui a trait aux quelques programmes de la troisième catégorie, ils devaient faire l'objet d'un dossier de qualité et d'opportunité préparé par l'université concernée et déposé, en dedans d'un an, au comité des programmes du Conseil des universités, faute d'un tel dossier était encouru le risque d'un arrêt du financement des clientèles les fréquentant.

L'étude sectorielle en sciences de l'éducation n'a pas procédé à un classement identifiant "nominalement" les quelque 400 programmes du secteur. Elle a cependant invité les universités:

- à fermer les programmes de baccalauréat et de certificat ne regroupant pas au moins 50 et 25 étudiants respectivement, 5 ans après leur ouverture;

- à offrir des programmes de doctorat dont la clientèle étudiante est au moins à 60% à temps comoplet, les étudiants à temps partiel s'engageant à faire au moins une année de résidence continue;

- à évaluer en priorité, pour les fins d'amélioration ou de fermeture d'un programme, ceux, aux études supérieures, ne produisant pas au moins 3 à 4 diplômés par année;

- à appliquer progressivement, sur une période de 3 ans (le comité estimant que 40% et 50% respectivement des programmes de maîtrise et de doctorat seraient alors à réexaminer), les normes suivantes aux programmes de deuxième et de troisième cycles pour fin d'évaluation prioritaire de ceux s'en éloignant le plus:

  a) un minimum de 15 à 20 inscriptions par programme; 5 diplômés en moyenne par année pour un programme ayant atteint sa vitesse de croisière;

b) un minimum de 2 professeurs spécialisés dans chacun des domaines dans lesquels on accepte qu'un ou plusieurs étudiants fassent leurs travaux de recherche de doctorat;

c) au moins 8 à 9 professeurs actifs en recherche;

- à se donner les règles suivantes d'encadrement de la scolarité des étudiants de deuxième et de troisième cycles et indirectement de fixation de la capacité d'accueil des unités d'enseignement:

a) pas plus de 4 étudiants de doctorat à diriger par professeur oeuvrant à ce niveau;

b) pas plus de 5 étudiants de maîtrise à diriger par professeur oeuvrant à ce niveau;

c) pas plus de 6 étudiants des deux cycles à diriger par professeur oeuvrant aux deux niveaux d'enseignement.

Le Conseil des universités dans les avis qu'il a fait parvenir au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, suite à chacune de ces deux opérations de planification sectorielle, a endossé intégralement ces recommandations.

Conseil des universités
2700, boul. Laurier
Tour Frontenac, 8e étage
Sainte-Foy
G1V 2L8

Gouvernement du Québec
Conseil
des universités